

**ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES AU
STATUT DE ROME DE LA
COUR PÉNALE INTERNATIONALE**

**ONZIÈME SESSION
LA HAYE, 14 - 22 NOVEMBRE 2012**

**DOCUMENTS OFFICIELS
VOLUME II**

Note

Les cotes des documents de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Les résolutions de l'Assemblée sont identifiées par les lettres « Res. » et les décisions par le mot « Décision ».

Conformément à la résolution ICC-ASP/7/Res.6, le premier volume des Documents officiels est disponible dans toutes les langues de l'Assemblée alors que le second est diffusé en anglais, arabe, espagnol et français.

Secrétariat de l'Assemblée des États Parties
Cour pénale internationale
B.P. 19519
2500 CM La Haye
Pays-Bas

asp@icc-cpi.int
www.icc-cpi.int

Téléphone : +31 (0)70 515 9806
Télécopie : +31 (0)70 515 8376

ICC-ASP/11/20
Publication de la Cour pénale internationale
ISBN No. 92-9227-268-3

Copyright © International Criminal Court 2012
Tous droits réservés
Imprimé par Ipskamp, La Haye

Table des matières

Partie A	<i>Page</i>
Projet de budget-programme pour 2013 de la Cour pénale internationale	4
Partie B	
Rapports du Comité du budget et des finances.....	206
1. Rapports du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-huitième session, Avril 2012	206
2. Rapports du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-neuvième session, Septembre 2012	235
Partie C	
Documents connexes.....	308
1. États financiers pour l'exercice allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011 ...	308
2. Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes États financiers pour l'exercice allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011	367

Partie A

Projet de budget-programme 2013 de la Cour pénale internationale *

Tables des matières

	Paragraphes	Page
I. Introduction	1 - 41	6
II. Projet de budget-programme pour 2013	42 - 609	17
A. Grand Programme I: Branche judiciaire	42 - 110	17
1. Programme 1100: Présidence.....	54 - 67	20
2. Programme 1200: Chambres.....	68 - 105	25
3. Programme 1300: Bureaux de liaison.....	106 - 110	34
B. Grand Programme II: Bureau du Procureur	111 - 188	37
1. Programme 2100: Procureur	120 - 149	41
a) Sous-programme 2110: Cabinet du Procureur/Section des avis juridiques	125 - 134	43
b) Sous -programme 2120: Section des services.....	135 - 149	46
2. Programme 2200: Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération.....	150 - 157	50
3. Programme 2300: Division des enquêtes.....	158 - 178	53
a) Sous -programme 2320: Section de la planification et des opérations	160 - 167	55
b) Sous -programme 2330: Équipes d'enquêteurs	168 - 178	57
4. Programme 2400: Division des poursuites	179 - 188	60
C. Grand Programme III: Greffe.....	189 - 507	64
1. Programme 3100: Greffier	205 - 269	68
a) Sous -programme 3110: Cabinet du Greffier.....	209 - 214	71
b) Sous -programme 3130: Section des avis juridiques	215 - 220	73
c) Sous -programme 3140: Section de la sécurité.....	221 - 243	77
d) Sous -programme 3180: Section des opérations hors siège.....	244 - 262	81
e) Sous -programme 3190: Section d'appui aux conseils	263 - 269	86
2. Programme 3200: Direction des services administratifs communs	270 - 349	88
a) Sous -programme 3210: Bureau du directeur (DSAC).....	280 - 283	91
b) Sous -programme 3220: Section des ressources humaines.....	284 - 300	93
c) Sous -programme 3240: Section du budget et des finances.....	301 - 309	97
d) Sous -programme 3250: Section des services généraux	310 - 333	100
e) Sous -programme 3260: Section des technologies de l'information et des communications.....	334 - 349	104
3. Programme 3300: Direction du service de la Cour	350 - 447	109
a) Sous -programme 3310: Bureau du directeur (DSC).....	357 - 358	112
b) Sous -programme 3320: Section de l'administration judiciaire.....	359 - 370	114
c) Sous -programme 3330: Section de la détention	371 - 381	117
d) Sous -programme 3340: Section de traduction et d'interprétation de la Cour	382 - 406	120
e) Sous -programme 3350: Unité d'aide aux victimes et aux témoins.....	407 - 427	125

* Antérieurement publié sous les cotes ICC-ASP/11/10, Corr.1 et Corr.2.

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
f) Sous -programme 3360: Section de la participation des victimes et des réparations	428 - 447	131
4. Programme 3400: Section de l'information et de la documentation	448 - 477	136
5. Programme 3700: Bureaux indépendants et projets spéciaux	478 - 507	142
a) Sous -programme 3740: Bureau du conseil public pour la Défense	484 - 487	144
b) Sous -programme 3750: Bureau du conseil public pour les victimes	488 - 493	146
c) Sous -programme 3760: Bureau de l'audit interne	494 - 502	149
d) Sous -programme 3770: Bureau du Greffe pour les locaux permanents	503 - 507	152
D. Grand Programme IV: Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	508 - 526	154
E. Grand Programme V: Locaux provisoires	527 - 531	160
F. Grand Programme VI: Secrétariat du Fonds au profit des victimes	532 - 551	162
G. Grand Programme VII-1 and VII-2: Projet pour les locaux permanents	552 - 601	167
1. Grand Programme VII-1: Bureau du directeur de projet (locaux permanents)	560 - 590	168
a) Sous -programme 7110: Directeur de projet	560 - 581	169
b) Sous -programme 7120: Ressources en personnel et appui à la gestion	582 - 585	173
c) Sous -programme 7130: 2gv elements (non-integrated user equipment)	586 - 590	175
2. Major Programme VII-2: Projet pour les locaux permanents - Intérêts	591 - 601	177
H. Grand Programme VII-5: Mécanisme de contrôle indépendant	602 - 609	180
Annexes		182
I. Projet de résolution de l'Assemblée des États Parties sur le budget-programme pour 2013, le Fonds de roulement pour 2013, le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale, le financement des autorisations de dépenses pour 2013 et le Fonds en cas d'imprévus		182
II. Organigramme de la Cour		185
III. Hypothèses retenues pour le projet de budget-programme pour 2013		186
IV. Liste des buts stratégiques et des objectifs de la Cour pénale internationale		187
V. Informations sur les effectifs :		188
a) Effectifs proposés pour la Cour par grand programme		188
b) Modifications apportées au tableau des effectifs		188
c) Émoluments et indemnités des juges (2013)		189
d) Coûts salariaux types 2013 – Administrateurs et agents des services généraux (siège)		190
VI. Tableau récapitulatif par objet de dépense		191
VII. Budget prévisionnel du Mécanisme de contrôle indépendant		192
VIII. Estimation du compte de résultat pour 2013 – Programme de recrutement de stagiaires et de professionnels invités/Fonds d'affectation spéciale pour financer la participation des pays les moins avancés aux activités de l'Assemblée		194
IX. Budget-programme pour 2013 pour le Bureau de liaison auprès de l'Union africaine (BLUA)		197
X. Projection des recettes pour 2010-2013		198
XI. Estimation du compte de résultat pour 2013 - Fonds d'affectation spéciale pour financer la participation des pays les moins avancés aux activités de l'Assemblée		198
XII. Présentation des fonctions des programmes et sous-programmes		199
XIII. Glossaire (termes budgétaires)		204

I. Introduction

1. Le présent projet de budget-programme pour 2013 est soumis, le 9 août 2012, par le Greffier de la Cour pénale internationale («la Cour») conformément à l'article 3.1 du Règlement financier et à la règle de gestion financière 103.2, aux fins de son examen et de son approbation par l'Assemblée des États Parties («l'Assemblée») à sa onzième session.
2. Le budget proposé s'élève à un total de 118,40 millions d'euros, qui se décompose ainsi :
 - (a) 115,42 millions d'euros (97,48 pour cent) sont affectés à la Cour elle-même¹ ; et
 - (b) 2,98 millions d'euros (2,52 pour cent) sont affectés au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties.
3. Au sein de la Cour, le budget est ventilé comme suit :
 - (a) 11,08 millions d'euros (9,36 pour cent) pour la Branche judiciaire ;
 - (b) 28,67 millions d'euros (24,21 pour cent) pour le Bureau du Procureur ;
 - (c) 66,47 millions d'euros (56,14 pour cent) pour le Greffe ;
 - (d) 6,02 millions d'euros (5,09 pour cent) pour les locaux provisoires ;
 - (e) 1,66 million d'euros (1,40 pour cent) pour le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes ;
 - (f) 1,23 million d'euros (1,04 pour cent) pour le Bureau du Directeur de projet (locaux permanents) ; et
 - (g) 0,29 million d'euros (0,24 pour cent) pour le Mécanisme de contrôle indépendant.
4. Ces chiffres représentent une augmentation de 9,60 millions d'euros, soit 8,82 pour cent, par rapport au budget de 2012, tel qu'approuvé. Cette progression est due principalement à la location et à l'entretien des locaux provisoires de la Cour, aux engagements à terme et aux coûts afférents au régime commun ainsi qu'au fonctionnement du système d'aide juridique. En outre, une augmentation des ressources est requise au titre des réparations que la Cour prévoit d'attribuer et du volet enquête du mécanisme de contrôle indépendant.

A. La Cour aujourd'hui

5. La Cour estime qu'en 2013 elle devrait traiter sept affaires dans le cadre de sept situations à différents stades d'avancement de la procédure, où les personnes faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites sont détenues ou ont comparu volontairement devant la Cour. En sus des enquêtes et des procédures judiciaires qu'il a engagées en Ouganda, en République démocratique du Congo (RDC), en République centrafricaine (RCA), au Darfour (Soudan), au Kenya, en Libye, et plus récemment en Côte d'Ivoire, le Bureau du Procureur continue de surveiller d'autres situations qui en sont au stade de l'examen préliminaire, notamment en Afghanistan, en Colombie, en Géorgie, en Guinée, au Honduras, en République de Corée, au Nigéria et au Mali.
6. Dans le cadre des situations dont la Cour est actuellement saisie, celle-ci a émis vingt² mandats d'arrêt contre des auteurs présumés de crimes relevant de sa compétence, cinq individus étant actuellement détenus et onze autres étant toujours en liberté ou leurs mandats d'arrêt étant en souffrance. En outre, la Cour a délivré neuf citations à comparaître conduisant l'ensemble des neuf suspects à comparaître volontairement devant la Cour et à ne pas se trouver, actuellement, en détention. Parmi les affaires dont la Cour est saisie, un jugement a été rendu, cinq en sont au stade de la préparation du procès ou au stade du

¹ Ce chiffre inclut les ressources du Secrétariat du Fonds au profit des victimes, du Bureau du Directeur de projet (locaux permanents) et du Mécanisme de contrôle indépendant.

² La Chambre préliminaire II a mis fin, le 11 juillet 2007, à l'instance engagée, dans la situation en Ouganda, à l'encontre de Raska Lukwiya, à la suite du décès de ce dernier. De même, la Chambre préliminaire I a mis fin, le 22 novembre 2011, à l'instance engagée à l'encontre de Muammar Khadafi, dans la situation en Libye, à la suite du décès de ce dernier.

procès, et la date de l'audience de confirmation des charges d'une autre a été fixée à l'automne 2012. Pour six affaires, les procédures ont été laissées en suspens, les suspects n'ayant pas été arrêtés.

7. La situation en République démocratique du Congo se poursuit. Après le prononcé du premier jugement de la Cour en début d'année, dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, la Chambre de première instance I a rendu le 10 juillet 2012 sa *Décision sur la peine, conformément à l'Article 76 du Statut*³ et, le 7 août 2012, sa *Décision établissant les principes et les procédures à appliquer en matière de réparations*. En ce qui concerne l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, les conclusions orales ont été présentées du 15 au 23 mai 2012, la Chambre de première instance II devant prononcer son jugement à l'automne de cette année. Dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*, le 16 décembre 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à la majorité de refuser de confirmer les accusations portées contre Callixte Mbarushimana et de le remettre en liberté dès que les dispositions nécessaires auront été prises. A l'issue de l'appel interjeté par le Bureau du Procureur, le 30 mai 2012 la Chambre d'appel a confirmé la décision de la Chambre préliminaire I du 16 décembre 2011. Dans l'affaire *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, suite à une demande du Procureur formulée le 14 mai 2012, la Chambre préliminaire a accepté les charges supplémentaires faisant l'objet du second mandat d'arrêt délivré le 13 juillet 2012. En outre, le 13 juillet 2012, la Chambre préliminaire II a délivré, à la demande du Procureur, un mandat d'arrêt à l'encontre de Sylvestre Mudacumura. Les deux suspects sont toujours en fuite.

8. Le procès de l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, dans le cadre de la situation en République centrafricaine, a commencé le 22 novembre 2010 devant la Chambre de première instance III. L'Accusation a terminé de présenter ses preuves en mars 2012. La Défense doit commencer à présenter les siennes le 14 août 2012.

9. En ce qui concerne la situation au Darfour (Soudan), déférée à la Cour par la résolution 1593 du 31 mars 2005 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Cour a émis des mandats d'arrêt visant les trois suspects en l'affaire *Le Procureur c. Ahmad Harun, Ali Kushayb et Omar Hassan Al Bashir*. Dans une affaire distincte, Bahr Idriss Abu Garda, à qui avait été délivré une citation à comparaître devant la Cour, s'est présenté volontairement devant celle-ci en mai 2009, et, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I n'a pas confirmé les charges avancées à son encontre. S'agissant d'une autre affaire, *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer et Saleh Mohammed Jerbo Jamus* (ci-après « *Banda/Jerbo* »), dans laquelle les suspects ont répondu de leur plein gré aux citations à comparaître délivrées par la Cour, la Chambre préliminaire I a confirmé les charges le 7 mars 2011. Le 16 mars 2011, la Présidence a constitué la Chambre de première instance IV pour entendre l'affaire qui en est actuellement au stade de la préparation du procès. Abdallah Banda et Saleh Jerbo ne sont pas détenus par la Cour. En outre, un mandat d'arrêt délivré le 1er mars 2012 à l'encontre d'Abdel Raheem Muhammad Hussein est en souffrance. Le 15 mars 2012, la Présidence a attribué l'affaire contre Hussein à la Chambre préliminaire I.

10. S'agissant de la situation au Kenya, le 23 janvier 2012, la Chambre préliminaire II a confirmé les charges portées contre William Samoei Ruto, Joshua Arap Song, Francis Kirimi Muthaura et Uhuru Muigai Kenyatta et n'a pas confirmé les charges portées contre Henry Kiprono Kosgey et Mohammed Hussein Ali. Le 29 mars 2012, la Présidence a constitué la Chambre de première instance V pour entendre les affaires *Le Procureur c. William Samoei Ruto et Joshua Arap Song* et *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura et Uhuru Muigai Kenyatta* (les « *affaires du Kenya* »). Une exception d'irrecevabilité soulevée par les deux suspects est en instance devant la Chambre d'appel.⁴ Actuellement, les deux procès sont en préparation et devraient commencer les 10 et 11 avril 2013, respectivement.⁵ Les suspects ne sont pas détenus par la Cour.

11. Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé à l'unanimité dans sa résolution 1970 (2011) de saisir la Cour de la situation en Libye. Le 3 mars 2011, le Procureur a annoncé sa décision d'ouvrir une enquête sur la situation, que la Présidence a confiée à la Chambre préliminaire I. Le 27 juin 2011, suite à une demande présentée par le

³ Affaire No.: ICC-01/04-01/06, 10 juillet 2012.

⁴ Au moment de l'établissement du budget, aucune décision n'avait été prise.

⁵ Chambre de première instance V, *Décision sur le calendrier menant au procès, supra*, fn. 1.

Procureur le 16 mai 2011, la Chambre préliminaire I a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre de Mouammar Abu Minyar Kadhafi, Saif Al-Islam Kadhafi, et Abdullah Al-Senoussi. Le 22 novembre 2011, la Chambre préliminaire I a mis fin au mandat d'arrêt délivré à l'encontre de Mouammar Abu Minya Kadhafi, à la suite du décès de ce dernier. Saif Al-Islam Kadhafi a été arrêté en Libye le 19 novembre 2011 et est détenu par des milices, à Zintan. Le 1er mai, le gouvernement libyen a contesté la recevabilité de l'affaire contre Saif Al-Islam Khadafi, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2) de l'article 19 du Statut de Rome, en faisant valoir qu'il menait des enquêtes sur les mêmes crimes et comportements liés aux crimes que le Bureau du Procureur, ainsi que sur d'autres crimes. En attendant la décision de la Chambre sur la contestation de recevabilité, les enquêtes sur Saif Al-Islam Kadhafi ont été suspendues conformément au paragraphe 7) de l'article 19 du Statut de Rome. En mars 2012, Abdullah Al-Senoussi a été arrêté en Mauritanie et une demande de remise à la Cour a été transmise aux autorités mauritaniennes le 17 mars 2012. Le Procureur continue de recueillir des éléments de preuve contre Abdullah Al-Senoussi. Il continue également de recueillir des éléments de preuve sur des allégations de crimes sexuels et envisage de demander que des mandats d'arrêt soient délivrés dans un avenir proche si les éléments de preuve recueillis atteignent le seuil fixé par le Statut.

12. La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, a reconnu la compétence de la Cour le 18 avril 2003. Le 14 décembre 2010, et de nouveau le 3 mai 2011, la présidence de la Côte d'Ivoire a confirmé qu'elle reconnaissait la compétence de la Cour. Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire III a accédé à la demande du Procureur d'autoriser l'ouverture d'enquêtes de l'initiative de la Cour sur la situation en Côte d'Ivoire, dans le cadre des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour commis depuis le 28 novembre 2010, ainsi que des crimes qui pourraient être commis à l'avenir dans le contexte de cette situation. Le 23 novembre 2011, la Chambre préliminaire III a émis un mandat d'arrêt, délivré sous scellés, dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo*, pour quatre chefs d'accusation de crimes contre l'humanité. Les scellés du mandat d'arrêt contre Laurent Gbagbo ont été levés le 30 novembre 2011 et Laurent Gbagbo a été transféré au centre de détention de la Cour à La Haye, par les autorités ivoiriennes. Le 5 décembre 2011, la Chambre préliminaire III a tenu une audience de comparution initiale. L'audience de confirmation des charges devrait commencer à l'automne 2012. Le Procureur poursuit ses enquêtes sur d'autres crimes et pourra demander que des mandats d'arrêt soient délivrés dans un proche avenir, une fois que les éléments de preuve recueillis auront atteint le seuil fixé par le Statut.

13. Le 18 juillet 2012, une délégation du gouvernement malien, conduite par le Ministre de la justice, M. Malick Coulibaly, a remis une lettre dans laquelle le gouvernement du Mali, État Partie à la Cour, défère « la situation au Mali depuis janvier 2012 » au Bureau du Procureur et demande qu'une enquête soit conduite pour déterminer si une ou plusieurs personnes peuvent être accusées des crimes commis. Le gouvernement malien estime que les tribunaux de son pays sont dans l'incapacité de poursuivre ou de juger les auteurs de ces crimes. La délégation malienne a remis des documents à l'appui de la saisine. La saisine par le gouvernement malien, quatrième saisine par un État Partie, fait suite à la décision prise le 30 mai 2012 par le Cabinet malien de déférer la situation à la Cour. Elle est en outre en accord avec la demande formulée le 7 juillet 2012 par le Groupe de contact de la CEDEAO sur le Mali (composé du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Libéria, du Niger, du Nigeria et du Togo) de « lancer les enquêtes nécessaires en vue d'identifier les auteurs de ces crimes de guerre et d'engager les nécessaires procédures en justice à leur encontre ». Le Procureur a demandé à son Bureau de procéder immédiatement à un examen préliminaire de la situation afin d'évaluer si les critères du Statut de Rome fixés au paragraphe 1) de l'article 53 pour l'ouverture d'une enquête sont remplis.

14. En ce qui concerne la situation en Ouganda, qui a été ouverte en 2004, cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre de hauts gradés de l'Armée de résistance du Seigneur. Suite à la confirmation de la mort de Raska Lukwiya, il a été mis fin aux poursuites engagées contre lui. Les quatre suspects restants sont toujours en liberté. L'affaire *Le Procureur c. Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen* est en souffrance devant la Chambre préliminaire II.

1. Hypothèses pour 2013

15. Le projet de budget de la Cour repose sur des hypothèses qui peuvent être quantifiées avec précision lorsqu'elles sont fixées par les organes de la Cour. De par sa

nature, le travail judiciaire de la Cour échappe à l'empire du prévisible et il s'avère difficile d'établir à l'avance des hypothèses fiables sur l'exercice financier qui fait l'objet des prévisions budgétaires de la Cour. L'Assemblée a reconnu que cette imprévisibilité est inhérente à la nature des opérations de la Cour et a décidé de demander à son Groupe d'étude sur la gouvernance, en consultation avec le Groupe de travail de La Haye, de prendre langue avec la Cour et le Comité du budget et des finances («le Comité») afin de renforcer la prévisibilité du processus budgétaire.⁶ Confrontée à l'imprévisibilité du travail judiciaire et à la nécessité de ne budgétiser que les activités raisonnablement susceptibles d'être entreprises, la Cour a également décidé d'intégrer des éléments de variantes possibles aux hypothèses dont la matérialisation n'est pas raisonnablement certaine mais qui offrent un certain degré de prévisibilité. La détermination préliminaire des scénarios budgétaires permettra à la Cour de réagir rapidement à l'évolution de la situation pendant l'année et de soumettre à l'Assemblée, en temps voulu et par les canaux appropriés, les budgets supplémentaires au titre du Fonds en cas d'imprévus, en fonction du calendrier des événements.

16. En attendant les résultats des consultations, la Cour a décidé qu'elle passerait elle-même en revue les hypothèses traditionnellement retenues pour son exercice budgétaire. A l'issue de cet examen, plusieurs hypothèses ont été ajoutées aux hypothèses des années précédentes afin d'inclure un plus grand nombre d'éléments ayant une incidence budgétaire significative.⁷ Les hypothèses retenues étant plus détaillées, la Cour est en mesure de poursuivre sa politique de budgétisation des événements raisonnablement susceptibles de se produire en 2013. Un exemple illustre bien cette pratique : compte tenu des incertitudes quant à l'issue de la procédure de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo*, la Cour n'a pas demandé de crédits pour la tenue d'un procès dans la mesure où l'hypothèse de la confirmation des charges contre Laurent Gbagbo ne pouvait être retenue. La demande de crédits pour un procès reviendrait à préjuger de la décision de la Chambre préliminaire, ce qui pourrait être considéré comme une violation du principe d'indépendance judiciaire de la Chambre. Toutefois, dans le cadre de cette affaire, la Cour soumettra au Comité en temps voulu une estimation des coûts de la phase de préparation d'un procès.

17. De même, la Branche judiciaire n'a demandé aucun crédit pour les audiences d'un procès dans le cadre de l'affaire *Banda/Jerbo*, dans la mesure où la Chambre de première instance n'a pas encore fixé de date pour le procès. En raison des circonstances judiciaires particulières, il n'a pas été possible de fournir une estimation approximative des coûts de la phase de préparation du procès. En outre, les décisions prises le 9 juillet 2012 par la Chambre de première instance V de commencer les procès dans le cadre des deux *affaires du Kenya* les 10 et 11 avril 2013, respectivement, après les vacances judiciaires du printemps, appellent des ressources supplémentaires au titre des grands programmes I et III, qui ont été prévues dans le présent budget.

18. Comme le Comité l'a indiqué, la Cour en est arrivée à un stade où les résultats escomptés qui sont fonction du type et du niveau des activités ont tendance à s'éloigner des résultats escomptés en fonction des ressources.⁸ Des coupes et contraintes budgétaires importantes pourraient nuire au bon exercice des fonctions judiciaires et autres de la Cour en vertu du Statut de Rome.

19. En 2013, le Bureau du Procureur prévoit de poursuivre sept enquêtes dans le cadre de sept pays de situation, y compris la récente situation en Côte d'Ivoire. Il continuera de diligenter subsidiairement un volume de neuf autres enquêtes, tout en suivant l'évolution d'au moins huit autres situations latentes.

20. Le Greffé continuera d'apporter son appui à la Branche judiciaire et de fournir des services et son soutien à l'ensemble des parties aux instances, de même qu'aux activités du Bureau du Procureur lorsque son aide est sollicitée. En particulier, il assurera la protection des témoins, leur apportera conseil et leur fournira le soutien approprié, il fournira aux victimes l'assistance nécessaire pour qu'ils participent aux différentes phases de la

⁶ Documents officiels de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, dixième session, New York, 12-21 décembre 2011 (ICC-ASP/10/20), volume I, partie III, ICC-ASP/10/Res.4, section H.

⁷ Annexe III.

⁸ Documents officiels ... dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), volume II, partie B.2, paragraphe 14.

procédure et demandent réparation, et il fournira des informations appropriées sur la Cour et ses procédures, tant au siège que sur le terrain. Le Greffe contribuera à la bonne conduite des audiences en fournissant les services d'audience essentiels, comme la sécurité, l'interprétation et la gestion de la Cour et en assurant la sécurité des installations de détention. En outre, en tant que structure administrative de l'Organisation, le Greffe s'efforcera d'en optimiser l'efficacité et l'efficience en assurant une bonne coordination de ses activités dans tous les endroits où elle intervient, et il maintiendra les contacts essentiels avec ses parties prenantes extérieures.

21. Le Greffe prévoit que sept équipes de la défense et douze équipes de représentants des victimes recevront une aide judiciaire en 2013 dans le cadre du Programme d'aide judiciaire actuel.⁹

2. Planification stratégique et budget pour 2013

22. La Cour en est actuellement aux derniers stades de la préparation de son nouveau plan stratégique pour les années 2013 à 2017.¹⁰ Pour la Cour, 2013 est une année de transition entre l'ancien plan stratégique et le nouveau ; par conséquent, même si le présent budget suit encore la logique du plan stratégique en vigueur, il intègre des éléments du nouveau plan stratégique. L'un des principaux objectifs de la Cour pour le budget de 2014 portera sur la mise en œuvre du nouveau plan stratégique, notamment le resserrement du lien entre le budget de la Cour et son nouveau plan stratégique.

23. La nouvelle stratégie de la Cour s'articule autour de buts fondamentaux qui sont à leur tour définis plus précisément, sur le plan opérationnel, en objectifs pour 2013, objectifs pour 2014 et réalisations escomptées à atteindre au moyen de la mise en œuvre des objectifs. La Cour suit en permanence son plan stratégique afin de l'adapter et de le mettre à jour le cas échéant.

Table 1: Planification stratégique et budget pour 2013

<i>BUT 1 : UNE JUSTICE DE QUALITÉ</i>	<i>BUT 2 : UNE INSTITUTION RECONNUE BÉNÉFICIAIRE D'UN APPUI ADÉQUAT</i>	<i>BUT 3 : UN MODÈLE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</i>
Conduire des procès publics impartiaux, efficaces et rapides conformément au Statut de Rome et à des normes juridiques élevées, en veillant à ce que tous les participants puissent pleinement exercer leurs droits.	Faire mieux connaître et mieux comprendre la Cour, et renforcer le soutien dont elle bénéficie.	Exceller pour atteindre les résultats souhaités avec des ressources minimales, au moyen de structures et de procédures rationnelles tout en maintenant la flexibilité requise et en engageant sa responsabilité et en faisant appel à du personnel dûment qualifié et motivé dans un environnement à visage humain et une culture non bureaucratique.
1. Mener quatre ou cinq nouvelles enquêtes sur des affaires dans le cadre de situations nouvelles ou existantes et conduire au moins quatre procès, sous réserve de l'obtention de la coopération externe nécessaire.	4. Approfondir le niveau de connaissance et de compréhension de la Cour correspondant au degré d'avancement de ses activités au sein des communautés concernées.	8. Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règlements lorsqu'il le faut pour garantir des droits ou limiter les risques au minimum.
2. Tenir à jour et renforcer plus encore le système pour traiter l'ensemble des risques en matière de sécurité, en s'efforçant d'assurer à tous les participants et au personnel une sécurité maximum en conformité avec le Statut de Rome.	5. Concevoir des mécanismes pour assurer à l'égard de tous la coopération nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'arrestation et la remise à la Cour des personnes concernées, la protection des témoins et l'exécution des peines.	9. Soumettre des propositions budgétaires justifiées, précises et transparentes n'appelant que des ajustements mineurs des montants proposés et de la répartition des ressources de la part de l'Assemblée des États Parties.

⁹ Voir ci-dessous, aux paragraphes 204-205 de l'introduction au Grand programme III, les propositions de modification du programme d'aide judiciaire.

¹⁰ Annexe IV.

3. Concevoir des politiques pour appliquer les normes de qualité spécifiées dans le Statut et dans le Règlement de procédure et de preuve à l'égard de tous les participants aux procédures et de toutes les personnes concernées à un autre titre par les activités de la Cour, d'une manière qui soit respectueuse de la diversité.

6. Accroître constamment l'appui dont bénéficie la Cour grâce à un renforcement de la communication et de la compréhension mutuelle avec les parties prenantes, en soulignant le rôle et l'indépendance de la Cour.

10. Attirer un personnel provenant d'horizons divers, répondant aux normes les plus exigeantes, en se préoccupant de son sort et lui offrir des perspectives de développement de carrière et de promotion.

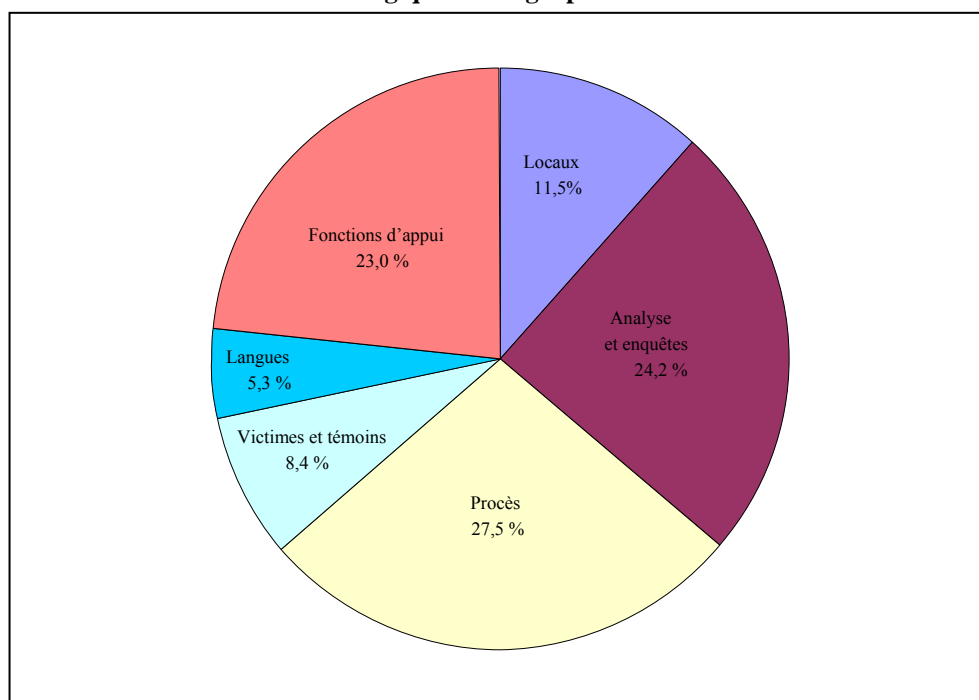
7. Assurer la publicité de toutes les procédures auprès de l'opinion à l'échelle locale et internationale.

11. Continuer à renforcer une culture commune pour la CPI.

B. Macroanalyse

24. Le graphique ci-après, qui présente le budget de la Cour par activité plutôt que par grand programme, illustre clairement les axes principaux de la Cour en matière d'activités judiciaires et de poursuites. Ces activités, notamment le soutien aux victimes et aux témoins, représentent 60,3 pour cent du budget total de la Cour. Le soutien linguistique fourni sous la forme de services d'interprétation et de traduction représente 5,3 pour cent du budget et les fonctions de soutien aux activités non-judiciaires de la Cour et les infrastructures représentent 23 pour cent. Enfin, le poste « locaux » représente 11,4 pour cent du budget et ne tient compte que du coût du loyer et de l'entretien des locaux provisoires, sur lesquels la Cour n'exerce aucun contrôle. Il ne comprend pas les besoins du Bureau du Directeur de projet pour les locaux permanents.

Table 2: Planification stratégique et budget pour 2013



25. Le tableau ci-après rend compte de l'évolution dynamique des activités judiciaires de la Cour depuis 2009, et il montre comment les ressources se trouvent réparties entre les diverses situations. En conséquence, les sommes affectées à l'appui opérationnel accusent, au fil des ans, une augmentation continue mais de portée limitée, qui est la conséquence de la progression des activités judiciaires. On parviendra à davantage de transparence dans la distinction des coûts afférents à l'appui opérationnel et des coûts se rapportant aux activités judiciaires lorsque le système de comptabilité analytique mis en place aura franchi de nouvelles étapes.

Table 3: Evolution dynamique des activités judiciaires de la Cour

<i>Budget en milliers d'euros et nombre d'affaires</i>	<i>Appui opérationnel</i>	<i>Ouganda</i>	<i>RDC</i>	<i>Darfour</i>	<i>RCA</i>	<i>Kenya</i>	<i>Libye Côte d'Ivoire</i>	
Approuvé pour 2009	16 198,90 (9 affaires)	3 233,40 (1 affaire)	17 475,40 (4 affaires)	7 575,60 (3 affaires)	7 390,50 (1 affaire)	0 N/A	0 N/A	N/A N/A
Approuvé pour 2009	16 198,90 (9 affaires)	3 233,40 (1 affaire)	17 475,40 (4 affaires)	7 575,60 (3 affaires)	7 390,50 (1 affaire)	N/A	N/A	N/A N/A
Approuvé pour 2010	18 158,30 (11 affaires)	3 057,80 (1 affaire)	17 506,10 (5-6 affaires)	6 719,10 (3 affaires)	7 485,90 (1-2 affaires)	N/A	N/A	N/A N/A
Approuvé pour 2011	21 927,00 (13 affaires + 2)	2 269,70 (1 affaire)	13 499,60 (5 affaires)	4 728,90 (4 affaires)	5 653,30 (1 affaire)	7 740,8 ⁽¹⁾ (2 affaires)	4 072,6 ⁽²⁾ (2 affaires)	N/A N/A
Approuvé pour 2012	19 940,08 (17 affaires)	1 496,87 (1 affaire)	9 728,31 (6 affaires)	3 175,03 (4 affaires)	2 985,81 (1 affaire)	7 412,13 (2 affaires)	2 322,57 (2 affaires)	3 165,92 (1 affaire)

⁽¹⁾ Inclut une demande de budget supplémentaire de 2 616 milliers d'euros, au titre du Fonds en cas d'imprévus, en vue de l'utilisation éventuelle de ressources supplémentaires dans le cadre de la situation au Kenya au cours de la période de juin à décembre 2011.

⁽²⁾ Demande de budget supplémentaire au titre du Fonds en cas d'imprévus en vue de l'utilisation éventuelle de ressources supplémentaires dans le cadre de la situation en Libye au cours de la période de mai à décembre 2011.

Note : Dans le présent tableau, le terme « affaire » s'emploie dans un sens générique et couvre toutes les affaires qui en sont au stade préliminaire, au stade du procès et au stade de l'appel, mais également toutes les affaires qui font l'objet d'une enquête par le Bureau du Procureur et pour lesquelles aucun mandat d'arrêt ou citation à comparaître n'a été délivré.

26. S'agissant des situations en Ouganda et au Soudan, après les étapes initiales, nécessitant davantage de ressources pour conduire des enquêtes, soumettre des affaires et lancer les procédures qui les concernent, tout en mettant en place les structures d'appui qu'elles nécessitent, le volume de dépenses diminue dès lors que les activités judiciaires marquent le pas du fait de l'absence d'arrestations. Dans des cas de cet ordre, la Cour est parvenue à réaffecter ses ressources afin de couvrir les besoins naissant dans le cadre d'autres situations et affaires, tout en maintenant l'infrastructure nécessaire minimum.

27. Inversement, pour les situations dans lesquelles l'activité judiciaire se poursuit, il apparaît que les ressources nécessaires évoluent en fonction des besoins directement liés aux procédures, soit qu'elles enregistrent, le cas échéant, dans certains cas, une progression, compte tenu de l'adjonction de nouvelles affaires ou du franchissement d'étapes dans la procédure, soit qu'elles accusent une diminution, comme le cas de la RDC en fournit un exemple. Il est important de relever que les diverses phases de la procédure judiciaire nécessitent également la mobilisation de différents niveaux d'appui de la part du Greffe pour nombre des services essentiels qu'il prodigue à l'ensemble des parties, participants et acteurs au cours de la procédure. Dans l'ensemble, c'est le volume de l'activité judiciaire qui constitue le principal facteur déterminant l'évolution du budget de la Cour, traduisant par là les liens de l'exercice budgétaire avec la mise en œuvre des missions essentielles qui sont dévolues à l'institution.

28. Les composantes du budget liées aux situations sont les suivantes : les opérations extérieures et les jours où la Cour siège, telles que résumées dans le tableau ci-après.

Table 4: Budget correspondant au nombre de jours où la Cour siège et aux opérations hors siège par situation (en millions d'euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget proposé pour 2013</i>
Nombre de jours où la Cour siège	
Appui opérationnel	15,41
Procès 1 (Lubanga)	1,07
Procès 2 (Katanga/Ngudjolo)	1,71
Procès 3 (Bemba)	1,84
Procès (Ken 1 & 2)	1,21
<i>Total partiel</i>	<i>21,24</i>

Activités et opérations hors siège

Appui opérationnel	11,66
Situation 1 – Ouganda	0,97
Situation 2 – RDC	7,78
Situation 3 – Darfour	1,78
Situation 4 – RCA	3,41
Situation 5 – Kenya	5,82
Situation 6 – Libye	1,71
Situation 7 - Côte d' Ivoire	4,58
<i>Total partiel</i>	<i>37,72</i>
Total	58,96

1. Analyse des variations : principaux inducteurs de coûts en 2013

29. Dans son projet de budget pour 2013, la Cour demande 9,60 millions d'euros de fonds supplémentaires, soit une augmentation de 9,1 pour cent. Cette augmentation se ventile en quatre grandes composantes : les coûts afférents au régime commun, le loyer et l'entretien des locaux provisoires, l'aide judiciaire et les audiences dans le cadre de la situation au Kenya.

Table 5: Augmentation du budget 2013– principaux inducteurs de coûts

<i>Objet de dépense</i>	<i>Augmentation en millions d'euros</i>
Coût du régime commun	3,88
Location/entretien des locaux provisoires	6,02
Assistance judiciaire	0,90
Audiences liées au Kenya	2,04
Réductions des coûts	(3,24)
Total	9,60

Table 6: Croissance comparée des ressources du budget 2013 par grand programme

Total CPI	<i>Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)</i>			<i>Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)</i>			<i>Variation 2013/2012</i>	
	<i>Ressources de base</i>	<i>Ressources liées aux situations</i>	<i>Total</i>	<i>Ressources de base</i>	<i>Ressources liées aux situations</i>	<i>Total</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
GP I : Branche judiciaire	9 041,3	1 242,7	10 284,0	9 158,6	1 921,3	11 079,9	795,9	7,7
GP II : Bureau du Procureur	5 034,7	2 268,9	27 723,7	5 247,6	23 415,5	28 663,1	939,4	3,4
GP III : Greffe	32 166,8	32 874,9	65 041,7	33 740,7	32 732,6	66 473,3	1 431,6	2,2
GP IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	2 777,3	0	2 777,3	2 983,5	0	2 983,5	206,2	7,4
GP V : Location et entretien (locaux provisoires)	0	0	0,0	6 021,4	0	6 021,4	6 021,4	0,0
GP VI : Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes	563,5	887,1	1 450,6	768,5	890,8	1 659,3	208,7	14,4
GP VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)	1 337,2	0	1 337,2	1 228,2	0	1 228,2	-109,0	-8,2
GP VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant	185,5	0	185,5	289,8	0	289,8	104,3	56,2
Total	51 106,3	57 693,7	108 800,0	59 438,3	58 960,2	118 398,5	9 598,5	8,8

2. Analyse des variations : principaux inducteurs de coûts pluriannuels, 2014 - 2016

30. Le tableau ci-après représente un plan à moyen terme des inducteurs de coûts significatifs connus ou que l'on peut connaître tel que demandé par le Comité : « Le Comité a plusieurs fois invité la Cour à identifier les inducteurs de coûts significatifs connus ou que l'on peut connaître, qui déploient leurs effets sur plusieurs années, comme notamment le remplacement des équipements, les locaux, et les coûts en personnel, et à en fournir une présentation claire à l'Assemblée, afin d'éviter toute situation où il faut faire face, à l'improviste, à une dépense aisément prévisible ».¹¹

Tableau 7 : Analyse des inducteurs de coûts

	2014	2015	2016
Frais de personnel			
<i>Total partiel</i> ¹²	66 939 000	69 102 300	71 313 574
Dépenses d'investissement ¹³			
Véhicules	768 303	579 624	110 328
Matériel	500 000	1 036 359	535 575
<i>Total partiel</i>	1 268 303	1 615 983	645 903
Locaux			
Loyer et entretien des locaux provisoires ¹⁴	6 021 400	6 021 400	1 550 875
Éléments 2 gv (biens d'équipement non intégrés) ¹⁵	3 300 000	13 500 000	100 000
Budget en ressources humaines pour les locaux permanents	400 000	400 000	100 000
Paiement des intérêts estimés sur le prêt de l'État hôte ¹⁶	1 659 706	3 627 525	6 970 132
Coût de propriété total des locaux permanents ¹⁷	0	0	5 745 297
<i>Total partiel</i>	11 381 106	23 548 925	14 466 304
Projets/programmes spéciaux			
Bureau de liaison de l'Union africaine (AULO) ¹⁸	393 000	393 000	393 000
Mise en œuvre des normes IPSAS ¹⁹	285 200	64 350	0
<i>Total partiel</i>	678 200	457 350	393 000
Total général	80 266 609	94 724 558	86 818 781

¹¹ Documents officiels ... dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), volume II, partie B.2, paragraphe 37.

¹² Les frais de personnel ont été calculés avec une augmentation de 3,2 pour cent correspondant à une croissance stable sur une base composée. Cette estimation ne tient pas compte d'un changement éventuel du nombre de fonctionnaires.

¹³ Les chiffres ont été actualisés sur la base du document CBF/16/5. Les investissements supplémentaires consécutifs à la négociation du bail du bâtiment de l'Arc ne sont pas encore connus et n'ont, par conséquent pas été inclus.

¹⁴ Sous réserve que la CPI libère les locaux provisoires après le 1^{er} trimestre 2016, conformément au bail actuel.

¹⁵ Documents officiels ... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. I, annexe II.A. Les coûts de l'encadré 4 (éléments 3 gv) font partie du budget de la construction.

¹⁶ Des barèmes de quotes-parts différents seront appliqués aux États Parties selon qu'ils auront opté pour un paiement forfaitaire ou pas.

¹⁷ Sur la base d'une approche à long terme avec risque moyen. Le coût total de propriété comprend les frais d'entretien, mais ne tient pas compte de nombreux frais de fonctionnement (par exemple, services publics et nettoyage). Le montant supplémentaire nécessaire ne peut pas être évalué à ce stade du projet, mais sera détaillé dans le projet de budget-programme pour 2014.

¹⁸ Sous réserve d'un accord avec l'Union africaine et le gouvernement éthiopien, et à condition que le Bureau de liaison de l'Union africaine soit créé en 2013.

¹⁹ ICC-ASP/10/3. Les prévisions concernant les normes IPSAS sont réalisées selon le plan sur les locaux, tel qu'approuvé par le CBF, qui prévoit que le projet IPSAS sera appliqué en 2014 et complété avant juin 2015, suivant l'audit des premiers états financiers conformes aux normes IPSAS. Toutefois, si le Règlement financier et les règles de gestion financière ne sont pas approuvés avant la fin de l'année 2012, le projet sera retardé, ce qui débouchera sur une augmentation des besoins et, par conséquent, des coûts en personnel.

(a) Coûts afférents au régime commun

31. Les dépenses de personnel afférentes au régime commun englobent les traitements, les indemnités et les prestations, dont la description détaillée est donnée dans la brochure intitulée « Régime commun des traitements, des indemnités et des prestations de l'Organisation des Nations Unies », qui est disponible sur le site Web de la CFPI. Les autres aspects des conditions d'emploi, comme la durée des contrats, etc., ne rentrent pas dans le cadre du système commun mais la CFPI peut fournir des cadres généraux pour ces questions. Dans le système commun, les barèmes de traitement ainsi que certaines indemnités et prestations diffèrent selon qu'il s'agit de personnel de la catégorie des administrateurs ou de la catégorie des agents des services généraux. Près de 50 organisations ont adopté le système commun des Nations Unies, dont la Cour.

32. La méthode de calcul des traitements retenue pour établir le projet de barème des traitements pour 2013 est conforme à celle retenue dans le passé et repose sur le barème des traitements des Nations Unies. Elle s'est traduite par une augmentation des coûts salariaux, y compris une légère augmentation du facteur de l'indemnité de poste et du barème des traitements du personnel de la catégorie des administrateurs déployé sur le terrain. Pour adhérer à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (« la Caisse commune »), la Cour est tenue d'appliquer le système commun des Nations Unies.

33. La Cour participe au financement de certains autres coûts du système commun, sur une base proportionnelle définie par l'ONU. Il s'agit notamment des dépenses opérationnelles communes afférentes à la sécurité sur le plan mondial (ONU/Cour) (cotisation au système des Nations Unies de gestion de la sécurité), des dépenses opérationnelles communes afférentes à la sécurité sur le plan local (ONU), des dépenses engagées au titre du Consortium pour les acquisitions d'informations électroniques du système des Nations Unies, relatives à la mise en commun des bases de données des Nations Unies.

(b) Taux de vacance

34. Eu égard au taux de vacance passé et aux tendances actuelles, les taux de vacance suivants ont été appliqués au présent projet de budget : 5 pour cent pour le Grand programme I, 8 pour cent pour le Grand programme II et 10 pour cent pour le Greffe et tous les autres grands programmes de la Cour. Le tableau ci-dessous illustre l'évolution du taux de vacance au cours des trois dernières années.

Tableau 8 : Variation du taux de vacance sur les trois dernières années

<i>GP</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
I	11,6 %	8,0 %	2,1 %
II	3,7 %	6,5 %	7,9 %
III	11,3 %	9,4 %	8,2 %
IV	66,7 %	33,3 %	33,3 %
VI	37,5 %	28,6 %	14,3 %
VII.1	33,3 %	0,0 %	0,0 %
VII.5		100,0 %	100,0 %

35. Conformément à la pratique habituelle de la Cour et des organisations appliquant le régime commun, aucun taux de vacance n'a été appliqué au personnel temporaire, les contrats temporaires reflétant le nombre prévu de mois de travail nécessaires pour mener à bien certaines activités ; utilisé de façon souple et efficace, le nombre de mois de travail peut servir à effectuer des tâches dans un délai réduit (par exemple en recrutant deux personnes pour six mois au lieu d'une pour douze mois). Toute réduction due à l'application d'un taux de vacance conduirait inévitablement à une insuffisance des capacités.

(c) Loyer des locaux provisoires

36. Le bail des locaux provisoires de la Cour ayant été prorogé jusqu'en 2016, le besoin se fait sentir de donner aux parties prenantes un aperçu clair des demandes de ressources au titre des locaux provisoires (bâtiment de l'Arc et Haagse Vest). Les nouvelles dépenses au titre des loyers et de l'entretien des locaux provisoires, précédemment réglées par l'Etat hôte, sont désormais renouvelables, jusqu'à ce que la Cour emménage dans ses locaux permanents. La Cour propose de rétablir le Grand programme V dans le but d'assurer la transparence de l'information sur ces coûts à partir de 2013. Le Grand programme V avait initialement été introduit dans le projet de budget-programme pour 2005²⁰ afin de donner aux parties prenantes un aperçu clair des ressources requises par la Cour pour la construction des locaux appropriés pour ses activités, mais a été abandonné en 2009.

(d) Investissements en biens d'équipement

37. L'emménagement dans les locaux permanents étant prévu pour 2016, la Cour ajuste en permanence ses besoins en dépenses d'achat et de remplacement de biens d'équipement jusqu'en 2015. La Cour a ainsi été en mesure d'optimiser l'utilisation de ses ressources disponibles et d'allonger les cycles d'investissement chaque fois que cela était possible.

38. Conformément à la pratique habituelle, les besoins en dépenses de remplacement de biens d'équipement figurant dans le projet de budget-programme de la Cour ont été hiérarchisés et réduits au minimum.

(e) Gestion des risques

39. A la réunion du Conseil de coordination de la Cour en décembre 2011, les responsables des divers organes ont approuvé une stratégie visant à améliorer le système de gestion des risques de la Cour. La stratégie se compose de deux éléments principaux :

(a) Actualisation des mesures de contrôle et de gestion des risques recensées lors de l'étude d'évaluation de l'efficacité des mécanismes de contrôle entreprise, à la demande des Etats Parties, par le Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies en 2011;

(b) Elaboration d'un système amélioré conforme aux pratiques courantes dans le domaine de la gestion des risques.

40. Le plan comprenait notamment la mobilisation de compétences externes pendant la période de 18 mois nécessaire à l'élaboration du système amélioré. Cependant, la situation budgétaire de 2012 n'a pas permis à la Cour d'avancer comme prévu. Lors de sa réunion de mars 2012, le Conseil de coordination a donc adopté une approche adaptée à la réalité budgétaire de la Cour : un registre sommaire des risques, dressé sur la base du rapport du Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies et axé sur les principaux risques stratégiques, est en cours d'établissement, un document plus complet étant préparé si des crédits sont ouverts dans les budgets futurs. Cette approche assure au moins la gestion des principaux risques stratégiques dans la mesure du possible, en attendant la mise en place d'un système de gestion des risques plus complet à l'avenir.

(f) Gains d'efficacité

41. Outre les efforts qu'elle déploie pour accroître l'efficacité en coopérant avec les États, la Cour a élaboré une stratégie axée sur une coordination des efforts internes pour parvenir à une plus grande efficacité. La stratégie de la Cour s'articule autour des grands axes suivants : efficacité de la gestion et équité de l'activité judiciaire, ainsi que des autres activités, notamment la rationalisation des mécanismes de coordination pour éviter les inefficacités et évaluer l'impact des relations actuelles entre la Cour et ses parties prenantes extérieures. Cependant, il est de plus en plus difficile pour la Cour de réaliser des gains d'efficacité en raison des contraintes budgétaires actuelles. Il convient de garder à l'esprit que des réductions excessives des ressources peuvent engendrer des inefficacités et nuire aux résultats.

²⁰ Documents officiels ... troisième session ... 2004 (ICC-ASP/3/25), partie II.A.2, paragraphes 22-24.

II. Projet de budget-programme pour 2013

A. Grand programme I: Branche judiciaire

Introduction

42. Les activités de la Branche judiciaire, qui se compose des Chambres et de la Présidence, ont un impact profond sur la manière dont la Cour est perçue en tant qu'institution mais aussi sur le développement du droit international pénal. Assurer la capacité tant des Chambres que de la Présidence de s'acquitter de leurs missions en fonction des normes judiciaires et professionnelles les plus élevées, et avec le maximum d'efficacité et d'effectivité, correspond à l'intérêt fondamental du système qu'a institué le Statut de Rome.

43. En 2013, les sections de la Branche judiciaire seront toutes très sollicitées. Au moins quatre affaires se trouveront au stade soit du procès soit de la préparation du procès. L'activité de la Section préliminaire se poursuit. La Chambre d'appel va connaître de deux recours en dernière instance maximum et l'on s'attend à ce que les activités ayant trait aux réparations, commencées en 2012, continuent. La charge de travail des Chambres préliminaires, des Chambres de première instance et de la Chambre d'appel devrait accuser une nouvelle progression en 2013 par rapport à 2012.

44. Le budget du Grand programme I enregistre l'activité des Chambres préliminaires, des Chambres de première instance et de la Chambre d'appel à partir des prévisions avancées et des coûts calculés avec précision sur la base de prévisions budgétaires pour 2013, tels qu'arrêtés d'un commun accord en avril 2012 par la Présidence, le Bureau du Procureur et le Greffe, et tels que modifiés au mois de juillet en raison de l'évolution de la situation au Kenya.

45. L'activité préliminaire dans le cadre des situations en Libye, au Soudan (Darfour) et en République démocratique du Congo (RDC) se poursuit. S'agissant de la situation en Côte d'Ivoire, aucun crédit budgétaire n'a été prévu pour l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo* (« Gbagbo »), vu que la phase de la confirmation des charges devant la Chambre préliminaire III ne devrait pas se conclure avant fin 2012. Cela étant, comme il est indiqué au paragraphe 16 ci-dessus, une estimation des coûts pour la préparation du procès sera communiquée le moment venu.

46. Pour ce qui est de la première instance, dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo* (« Lubanga »), l'accusé a été reconnu coupable en mars 2012 et condamné le 10 juillet 2012 ; la Cour a rendu une décision sur les principes applicables aux réparations le 7 août. L'on s'attend à ce que les décisions finales dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* (« Katanga/Ngudjolo ») (décision prise en application de l'article 74 du Statut) et, le cas échéant, les décisions concernant la condamnation et les réparations soient rendues d'ici à la fin de l'année. Des crédits sont également prévus pour la poursuite du procès dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo* (« Bemba »), y compris pour la prorogation du mandat du juge présidant la chambre pour permettre de mener la procédure à son terme.

47. De plus, des crédits sont prévus pour le procès en première instance dans les affaires *Le Procureur c. William Samoei Ruto et Joshua Arap Sang* (« Ruto et Sang ») et *Le Procureur c. Francis Kimi Muthaura et Uhuru Muigai Kenyatta* (« Muthaura et Kenyatta »),²¹ à la suite de l'ordonnance prescrivant le calendrier des travaux rendue le 9 juillet 2012 par la Chambre de première instance V et fixant le début des procès au 10 et 11 avril 2013, respectivement. Dans l'affaire *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer et Saleh Mohammed Jerbo Jamus* (« Banda et Jerbo »), des crédits sont prévus pour la poursuite de la phase de préparation du procès, étant donné qu'il est actuellement impossible de déterminer la date à laquelle les audiences pourraient commencer et, a fortiori, le coût éventuel.

²¹ Affaires concernant le Kenya : ICC-01/09-01/11 et ICC-01/09-02/11.

48. On prévoit un alourdissement de la charge de travail de la Chambre d'appel. Outre les appels interlocutoires et procédures analogues, à l'instar des années précédentes, l'on s'attend à des recours en dernière instance à l'encontre de jugements et d'autres décisions rendus en première instance dans l'affaire *Lubanga et Katanga/Ngudjolo*.²²

49. Pour doter en personnel les Chambres mobilisées pour les procès concernant la situation au Kenya (l'une pour *Ruto et Sang* et l'autre pour *Muthaura et Kenyatta*), on prévoit actuellement que la Présidence devra inviter trois des nouveaux juges élus le 11 mars 2012 à exercer leurs fonctions à plein temps au premier semestre 2013. Les juges devront être appelés suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent se familiariser avec le dossier et prendre les mesures requises pour préparer le début des procédures.

50. Sur la base de l'information dont on dispose, le budget se fonde sur l'hypothèse de deux procès menés successivement jusqu'à la fin 2013.²³ Cependant, il se peut que la tenue d'audiences parallèles s'impose en cours d'année au vu de circonstances ou de développements propres à une affaire dans le cadre des affaires concernant le Kenya, ou d'autres évolutions de nature judiciaire susceptibles d'avoir un impact sur la charge de travail de la Section préliminaire, et impossibles à déterminer avec précision.

51. Il n'est pas possible à ce stade de prévoir si et à quel moment la Présidence devra appeler les deux derniers juges nouvellement élus à exercer leurs fonctions à plein temps. La charge de travail qui s'annonce pour 2013 et le calendrier exact des procès éventuels conduits dans les affaires *Banda et Jerbo* et *Gbagbo* pourraient obliger la Présidence à appeler de nouveaux juges. On ne peut toutefois prévoir cette éventualité avec la moindre exactitude, étant donné la prudence des hypothèses retenues. La Cour informera l'Assemblée en temps opportun de tout fait nouveau qui aurait un impact significatif sur les ressources budgétaires requises telles qu'actuellement estimées.

52. Consciente de la possibilité de changements dans sa charge de travail, la Branche judiciaire va exercer ses fonctions de manière à utiliser les moyens qui lui sont affectés avec la plus grande économie possible. La structure des effectifs et les mécanismes mis en place font que la Branche judiciaire dispose d'une certaine marge de manœuvre pour s'adapter à des changements de circonstance, même si l'on ne peut exclure que des ressources supplémentaires de caractère temporaire s'avèrent nécessaires pour couvrir, en 2013, en ce qui concerne certaines affaires, les besoins liés à l'activité judiciaire de la Cour.

53. Le projet de budget-programme pour le Grand programme I se subdivise en trois programmes concernant la Présidence, les Chambres et les Bureaux de liaison. En vertu de l'article 34 du Statut de Rome, la Présidence et les Chambres sont des organes de la Cour. Le Bureau de liaison de New York (BLNY), tout en bénéficiant de l'appui administratif de la Présidence, est une entité qui assure la représentation commune de l'ensemble des organes de la Cour. Il assiste par ailleurs le Bureau de l'Assemblée des États Parties et le Groupe de travail de New York, qui relève dudit Bureau. Le coordonnateur chargé de la planification stratégique constitue un instrument de travail inter-organes, au service de la Branche judiciaire, du Bureau du Procureur et du Greffe, mais relevant, sur le plan budgétaire, de la Présidence.

²² Voir les paragraphes 83-88 ci-dessous.

²³ Il est probable que l'actualité judiciaire oblige à prévoir en 2014 des crédits pour la tenue de procès simultanés, et ce afin d'éviter d'importants retards dans des affaires particulières.

Tableau 9 Grand programme I : Budget proposé pour 2013

Programme I Branche judiciaire	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Fonds		Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%	
			Total	imprévus									
Juges	5 789,1		5 789,1		5 789,1	5 111,9		5 111,9	4 764,4		4 764,4	-347,5	-6,8
Administrateurs	3 369,3	512,0	3 881,3		3 881,3	2 756,3	452,0	3 208,3	3 086,8	509,2	3 596,0	387,7	12,1
Agents des services généraux						804,3	181,8	986,1	901,5	200,2	1 101,7	115,6	11,7
Total partiel (fonctionnaires)	3 369,3	512,0	3 881,3		3 881,3	3 560,6	633,8	4 194,4	3 988,3	709,4	4 697,7	503,3	12,0
Personnel temporaire	621,2	304,5	925,7	484,1	1 409,8	99,3	608,9	708,2	114,7	1 172,6	1 287,3	579,1	81,8
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants	17,9		17,9		17,9	14,4		14,4	25,0		25,0	10,6	73,6
Total partiel (autre personnel)	639,1	304,5	943,6	484,1	1 427,7	113,7	608,9	722,6	139,7	1 172,6	1 312,3	589,7	81,6
Voyages	142,7		142,7		142,7	159,2		159,2	151,9	39,3	191,2	32,0	20,1
Représentation	14,1		14,1		14,1	12,0		12,0	17,0		17,0	5,0	41,7
Services contractuels						5,0		5,0	5,0		5,0		
Formation	10,4		10,4		10,4	10,8		10,8	24,0		24,0	13,2	122,2
Frais généraux de fonctionnement	34,4		34,4		34,4	63,3		63,3	63,3		63,3		
Fournitures et accessoires	2,3		2,3		2,3	4,8		4,8	5,0		5,0	0,2	4,2
Mobilier et matériel	1,6		1,6		1,6								
Total partiel (hors personnel)	205,5		205,5		205,5	255,1		255,1	266,2	39,3	305,5	50,4	19,8
Total	10 003,0	816,5	10 819,5	484,1	11 303,6	9 041,3	1 242,7	10 284,0	9 158,6	1 921,3	11 079,9	795,9	7,7
Participation à l'entretien	113,1	28,8	141,9		141,9	124,0	28,0	152,0	116,8	27,0	143,8	10,1	7,1

Tableau 10: Grand programme I : Effectif proposé pour 2013

Branche judiciaire		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1 ^{re} classe)		SG (autres classes)		Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					2	1	21	4		28	1	12	13	41
	Effectif lié aux situations					1	2		1		4		3	3	7
	<i>Total partiel</i>					<i>3</i>	<i>3</i>	<i>21</i>	<i>5</i>		<i>32</i>	<i>1</i>	<i>15</i>	<i>16</i>	<i>48</i>
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	<i>Total partiel</i>														
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	<i>Total partiel</i>														
Total						3	3	21	5		32	1	15	16	48

1. Programme 1100: La Présidence

Introduction

54. En 2013, la Présidence visera à atteindre trois objectifs stratégiques prioritaires, qui correspondent aux trois secteurs où elle déploie ses responsabilités :

(a) Au niveau juridique : elle est appelée à s'acquitter de ses fonctions juridiques et judiciaires aux termes du Statut de Rome, notamment fournir un appui à la Branche judiciaire, avec toute l'efficacité et la promptitude requises, tout en respectant les normes juridiques les plus élevées ;

(b) Au niveau administratif: elle s'appliquera à donner à la branche judiciaire un appui administratif et de gestion qui soit à la fois efficient et transparent, et à conférer la plus grande efficacité à la structure de gouvernance de la Cour, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de celle-ci, et à renforcer le rôle de chef de file, sur le plan stratégique, qui est dévolu, dans ce cadre, à la Présidence.

(c) Au niveau des relations extérieures : elle maintiendra et accroîtra l'appui international à la Cour et la coopération avec celle-ci, encouragera l'application intégrale et la ratification universelle du Statut de Rome et renforcera la coordination des activités de relations extérieures au sein de la Cour.

55. Au nombre des réalisations de la Présidence en 2012 au titre de ces trois fonctions figurent la conclusion d'un certain nombre d'accords de mise en application et autres avec des Etats Parties et des organisations internationales et le renforcement du caractère universel du Statut de Rome. La Présidence a également continué de renforcer la fonction surveillance administrative du Président sur l'ensemble de la Cour.²⁴

(a) Les premiers mois de 2012, l'équipe juridique de la Présidence a négocié un certain nombre d'accords de coopération, y compris sur l'application des peines, avec des Etats Parties et des organisations internationales ; deux de ces accords ont déjà été signés et d'autres devraient l'être d'ici la fin de l'année. Depuis le début de l'année, elle a également apporté un appui logistique et juridique lors de quatre réunions et de quatre sessions plénières des juges ainsi qu'un appui dans le cadre de six décisions judiciaires, pour la plupart confidentielles. Ces chiffres devraient augmenter en cours d'année.

(b) Sur le plan administratif, la Présidence a facilité l'installation de cinq nouveaux juges et leur affectation aux sections judiciaires. Le sixième juge n'était malheureusement pas disponible et devra prêter serment à une date ultérieure. La Présidence continue par ailleurs de déployer des efforts en vue d'améliorer la gestion opérationnelle et stratégique de la Cour.

(c) S'agissant des relations extérieures, le Président et les Vice-Présidents ont fait mieux connaître la Cour au plus haut niveau : aux décideurs, à la communauté juridique, à la société civile. La Présidence a assumé le rôle de chef de file s'agissant de coordonner les efforts déployés par les principaux intervenants pour promouvoir le caractère universel du Statut de Rome

56. Le travail juridique de la Présidence inclut le contrôle judiciaire des décisions administratives, de même que l'appui apporté aux délibérations judiciaires des chambres. En 2013, la Présidence, par le biais de sa fonction juridique, continuera d'aider les chambres à mener à bien des procédures équitables, effectives et promptes (objectif stratégique I). Avec le concours de son équipe juridique, la Présidence constitue les Chambres, leur assigne l'examen de situations et d'affaires, traite les demandes de juges qui souhaitent être déchargés de certaines fonctions judiciaires, et fournit un soutien juridique lors des sessions plénières de la Cour. Elle bénéficie de l'assistance de son équipe juridique, lorsqu'elle procède au contrôle judiciaire de certaines décisions du Greffier, notamment à propos de questions de détention, d'aide juridique, et d'inscription sur la liste des conseils et d'experts. De plus, l'équipe juridique aide la Présidence à traiter les réclamations éventuelles à propos de manquements, de la part de conseils et de responsables élus, à leurs obligations professionnelles. Etant donné que des jugements définitifs seront vraisemblablement rendus en 2013 dans deux affaires et l'éventualité que des peines d'emprisonnement soient infligées, l'équipe juridique doit assurer le travail préparatoire permettant à la Présidence de s'acquitter de ses fonctions en matière d'exécution des peines, en vertu du chapitre X du

²⁴ A l'exception du Bureau du Procureur (alinéa a du paragraphe 3 de l'article 38 du Statut de Rome).

Statut de Rome et du chapitre 12 du Règlement de procédure et de preuve, à savoir l'exécution des peines, l'adoption d'ordonnances de confiscation et d'autres ordonnances.

57. L'équipe chargée des relations extérieures appuie l'action de la Présidence dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues au titre de la représentation de la Cour sur le plan international. En sa qualité de représentant de la Cour à l'extérieur²⁵, le Président assure la liaison avec les États, les organisations internationales et la société civile, veillant à ce que le rôle de la Cour soit reconnu et que celle-ci dispose du soutien dont elle a besoin (objectif stratégique 2). Le Président agit également pour mieux faire connaître la Cour dans le monde, appelant l'attention sur le mandat de la Cour et sur les objectifs du Statut de Rome, priant instamment les États de respecter leurs obligations envers la Cour et de devenir parties au Statut de Rome. L'équipe chargée des relations extérieures veille également à ce que la Présidence et le Procureur coordonnent leur action et se concertent au sujet de questions intéressant l'extérieur, et à ce que l'action du Greffe soit guidée et contrôlée, s'agissant de relations extérieures et d'activités liées à l'information du public.

58. Dans l'exercice de sa fonction administrative, en vertu des articles 38 et 43 du Statut de Rome, le Président exerce un contrôle stratégique sur le Greffier, appuyant totalement l'ambition du Greffe de devenir un modèle d'administration publique (objectif stratégique 3). L'équipe administrative aide le Président ainsi que la Présidence à mettre en œuvre, de façon concluante, la structure de gouvernance de la Cour, tant sur le plan interne qu'externe, et à établir des relations de coordination avec le Bureau du Procureur sur tous les sujets d'intérêt commun. Elle est également responsable de l'administration interne de la Branche judiciaire et elle gère les ressources budgétaires, financières et en personnel de la Présidence et des Chambres. Elle établit des relations de travail avec le service juridique dans le domaine de l'élaboration de politiques pour la Cour tout entière. L'équipe administrative de la Présidence facilite par ailleurs les relations avec les États Parties dans le contexte du Groupe d'étude sur la gouvernance de l'Assemblée.

Objectifs

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
– Objectif 1 S'acquitter de ses fonctions juridiques et judiciaires aux termes du Statut, notamment fournir un appui à la Branche judiciaire, avec toute l'efficacité et la promptitude de mise, tout en respectant les normes juridiques les plus élevées.	<ul style="list-style-type: none"> – Apporter un appui administratif et juridique aux sessions plénières de la Cour – Réaliser des progrès dans le domaine de la coopération internationale et de l'exécution des peines prononcées – Gérer efficacement les requêtes adressées à la Présidence 	<ul style="list-style-type: none"> 100% Négocier deux accords Décisions toutes prises dans les délais impartis
– Objectif 2 Maintenir et accroître l'appui à la Cour.	<ul style="list-style-type: none"> – Conduire des réunions de haut niveau avec les États, les organisations internationales et la société civile – Prononcer des discours lors de grandes conférences – Prendre part à des séances d'information avec des diplomates et des représentants d'ONG – Accorder des interviews et prendre part à des conférences de presse 	<ul style="list-style-type: none"> 100 10 2 + 2 15 + 2
– Objectif 3 Donner à la Branche judiciaire un appui administratif et de gestion à la fois efficient et transparent, et conférer la plus grande efficacité à la structure de gouvernance de la Cour, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et renforcer le rôle de chef de file, sur le plan stratégique, qui est dévolu, dans ce cadre, à la Présidence	<ul style="list-style-type: none"> – Gérer la structure des effectifs dans le contexte des contraintes budgétaires actuelles – Faciliter la communication et l'échange d'information entre la Branche judiciaire et les groupes de travail de l'Assemblée – Renforcer le rôle stratégique de chef de file de la Présidence et son contrôle sur le Greffe – Tirer le parti maximal de la structure de gouvernance sur le plan interne – Fournir un appui général et effectif à l'action du Président et fournir des avis à celui-ci. Améliorer la cohérence de la structure de gouvernance sur le plan externe – Veiller à la finalisation du Système de contrôle de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> 100%

²⁵ ICC-ASP/9/34, annexe II.C, page 11.

Ressources en personnel

Indemnités de la Présidence

59. Le projet de budget-programme pour 2013 réserve un montant de 28 000 euros au titre des crédits couvrant l'indemnité spéciale du Président,²⁶ et les indemnités spéciales du Premier ou du Second Vice-Président, lorsqu'ils exercent les fonctions de Président.²⁷ Les émoluments des trois membres de la Présidence sont inclus dans le sous-programme 1200.

Effectif actuel

60. Le chef de cabinet (P-5) joue un rôle de chef de file et fixe la stratégie à suivre aux fins de l'activité des membres du personnel de la Présidence. Le conseiller juridique (P-4), le juriste (P-3, poste temporaire) et le conseiller juridique adjoint (P-2) sont responsables de la coordination au sein de la Présidence et de l'appui fonctionnel fourni à celle-ci dans le cadre de ses fonctions juridiques et judiciaires, y compris la soumission d'avis sur les aspects juridiques des fonctions administratives de la Présidence. Les fonctions qui s'exercent au titre des relations extérieures de la Présidence sont principalement assumées par le conseiller en relations extérieures (P-3). L'assistant spécial auprès du Président (P-3) fournit son concours au regard des fonctions du Président qui ont trait à la bonne administration de la Cour, y compris le contrôle, au niveau de la stratégie à suivre, des fonctions administratives du Greffier et la coordination à mettre en œuvre avec le Bureau du Procureur, de même que la préparation et la coordination des relations que le Président entretient avec les autres organes de la Cour, ainsi qu'avec l'Assemblée et ses organes subsidiaires. L'assistant spécial coordonne par ailleurs la préparation du budget de la Branche judiciaire, sous le contrôle du chef de cabinet. Le fonctionnaire d'administration adjoint de première classe (P-2) est responsable des aspects techniques et comptables de la préparation du budget, en surveille l'exécution et établit des rapports au sujet du Grand programme I. Il coordonne également les besoins en personnel au sein de la Branche judiciaire et contrôle la mise en œuvre du programme destiné à l'accueil de stagiaires et de professionnels invités au sein de la Présidence et des Chambres. L'assistant administratif personnel du Président (agent des services généraux, 1^{re} classe), l'assistant administratif chargé des relations avec les juges (agent des services généraux, autre classe) - qui assiste les juges de la Présidence et des Chambres - l'assistant administratif du chef de cabinet (agent des services généraux, autre classe), et l'assistant administratif chargé des relations extérieures (agent des services généraux, autre classe), fournissent chacun un appui administratif et logistique de caractère général à la Présidence et aux Chambres.

61. La Présidence est également responsable de l'exécution des peines au titre du chapitre 10 du Statut de Rome et du chapitre 12 du Règlement de procédure et de preuve. L'exécution des peines comprend l'exécution des peines d'emprisonnement, les ordonnances de confiscation et les autres ordonnances. Dans le but de prendre des dispositions qui s'appliqueront efficacement lors du prononcé de condamnations définitives en 2012-2013 et afin de veiller à ce que des mécanismes de contrôle soient en place, une Unité juridique chargée de l'exécution des décisions a été constituée au sein de la Présidence en vertu de la règle 113 du Règlement de la Cour. Elle est constituée de l'équipe juridique et dirigée par le conseiller juridique (P4). Outre les autres fonctions juridiques de la Présidence, l'Unité juridique chargée de l'exécution des décisions va continuer d'assurer les préparatifs en vue de l'exécution des peines et de négocier, en 2013, la conclusion d'accords de coopération et d'exécution des décisions.

Personnel temporaire

62. Au vu de ce qui précède, et compte tenu du fait que la charge de travail, selon ce qui est prévu, est susceptible de s'accroître dans un avenir proche à mesure que la Présidence exerce ses fonctions ayant trait à l'exécution des peines et autres ordonnances, il est vital, aux fins d'une mise en œuvre efficiente et rapide des fonctions juridiques et judiciaires qui sont confiées à la Présidence, que l'Unité juridique chargée de l'exécution des décisions continue de disposer de l'appui du juriste de la classe P-3 (poste temporaire). Tout en gardant à l'esprit la recommandation du Comité visant le gel du nombre de postes permanents, au niveau

²⁶ Documents officiels ... deuxième session ... New York, 8-12 septembre 2003 (ICC-ASP/2/10), partie III.A.I.B.

²⁷ Ibid., partie III.A.I.C.

approuvé en 2010, jusqu'à ce que soit mené un examen complet de la structure de la Cour, y compris un tableau justifiant à nouveau l'ensemble des postes²⁸, la Présidence ne sollicitera pas la conversion en postes permanents de postes relevant du personnel temporaire dans le budget pour 2013, mais reviendra sur cette question ultérieurement.

Coordonnateur chargé de la planification stratégique

63. Le coordonnateur chargé de la planification stratégique (P-3) est devenu un élément du personnel de la Cour en 2010. Le poste relève du budget de la Présidence, mais son titulaire remplit des fonctions à l'échelle de l'ensemble des organes de la Cour, en aidant à la mise en place, pour la Cour, d'un registre complet des risques et en donnant les impulsions nécessaires pour que le processus de planification stratégique et de mise en œuvre des décisions aille de l'avant ; en tant que tel, le titulaire du poste est considéré, au plan formel, distinct du reste du personnel attaché à la Présidence.

Consultants

64. Compte tenu des tâches variées qui entrent dans la charge de travail de la Présidence, le projet de budget tient compte, comme par le passé, de la nécessité ponctuelle d'avoir recours à l'avis d'experts sur nombre de sujets techniques. En particulier, il se peut que l'avis d'experts soit requis pour des questions spécifiques ayant trait aux arrangements que prendra la Cour pour l'exécution des peines. L'on s'attend à ce que l'Unité juridique chargée de l'exécution des décisions ait besoin d'un avis d'expert sur des points tels que les pratiques divergentes des Etats concernant les conditions et les critères régissant la mise en liberté anticipée et toute autre condition relative à la durée de la peine de prison d'un condamné, et concernant aussi les modalités de contrôle des conditions carcérales par des organisations internationales comme le Comité international de la Croix Rouge.

Ressources hors personnel

Voyages

65. Dépense renouvelable. Des crédits d'un montant de 180 100 euros figurent dans le budget de la Présidence aux fins de couvrir les dépenses afférentes aux voyages des juges.²⁹ De ce montant, une somme estimée à 62 700 euros est prévue pour la Présidence, représentant les crédits estimés couvrir les dépenses afférentes aux fonctions du Président ayant trait aux relations extérieures, dont les crédits couvrant les frais du personnel accompagnant le Président dans ses voyages lorsqu'il se déplace dans l'exercice desdites fonctions et tout voyage effectué par les Vice-Présidents à ce titre.

Formation

66. Consciente que la formation visant à renforcer le niveau d'expertise technique de son personnel est de nature à faciliter directement la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques, la Présidence prévoit le financement de formations spécialisées pour son personnel. Le présent projet de budget prévoit notamment des crédits pour la formation spécifique de l'Unité juridique chargée de l'exécution des décisions sur les questions ayant trait aux dispositions et normes internationales sur l'application des peines de prison, dont les instruments conventionnels relatifs aux conditions de détention et au suivi desdites conditions. Cette formation est impérative au vu de l'action qui sera celle du Président en 2013 au titre de l'exécution des peines en fonction de l'actualité judiciaire au sein de la Cour. La mise à disposition de crédits permettant d'assurer la formation requise dans ce domaine aura un impact direct tant sur l'efficacité que sur la qualité avec lesquelles la Présidence pourra mener à bien ses fonctions ayant trait à l'exécution des peines, évitant ainsi, dans toute la mesure du possible, d'avoir à étoffer les effectifs.

²⁸ *Documents officiels ... neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), volume II, partie B.2, paragraphe 81 et *Rapport du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-huitième session*, 22 mai 2012 (ICC-ASP/11/15), paragraphe 25.

²⁹ Ce montant est la conséquence de l'adoption par l'Assemblée de la recommandation du Comité à sa quinzième session tendant à ce que l'octroi de crédits au titre des voyages des juges, figurant auparavant dans le sous-programme 1200 (Chambres) relève désormais de la Présidence. (*Documents officiels ... neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), volume I, partie II.E et volume II, partie B.2.D.1, paragraphe 83.). Aucune visite de site n'est prévue en 2013.

Représentation

67. Dépense renouvelable. Des crédits de 15 000 euros sont prévus au budget de la Présidence pour couvrir les dépenses de représentation afférentes aux visites que des chefs d'Etat, des ministres ou des diplomates rendent au Président ou aux Vice-Présidents. En 2011, le Président a reçu environ 91 visites officielles distinctes; ce chiffre restera sans doute semblable pour 2012 et 2013. Par ailleurs, le budget au titre de la représentation couvre également toute cérémonie au sein de la Branche judiciaire, comme, en 2012, la cérémonie à l'occasion de l'assermentation des juges et de leur engagement solennel. La Présidence contribue également aux manifestations de la Cour financées par les trois organes.

Tableau 11 : Programme 1100 : Budget proposé pour 2013

1100 Présidence	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012			
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Juges	954,8		954,8	954,8	28,0		28,0	28,0		28,0		
Administrateurs	846,5		846,5	846,5	707,8		707,8	793,1		793,1	85,3	12,1
Agents des services généraux					258,9		258,9	283,9		283,9	25,0	9,7
Total partiel (fonctionnaires)	846,5		846,5	846,5	966,7		966,7	1 077,0		1 077,0	110,3	11,4
Personnel temporaire	295,8	-1,8	294,0	294,0	99,3		99,3	114,7		114,7	15,4	15,5
Personnel temporaire pour les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants								15,0		15,0	15,0	
Total partiel (autre personnel)	295,8	-1,8	294,0	294,0	99,3		99,3	129,7		129,7	30,4	30,6
Voyages	121,6		121,6	121,6	150,3		150,3	140,8	39,3	180,1	29,8	19,8
Représentation	13,4		13,4	13,4	10,0		10,0	15,0		15,0	5,0	50,0
Services contractuels												
Formation	7,8		7,8	7,8				6,0		6,0	6,0	
Frais généraux de fonctionnement												
Fournitures et accessoires												
Mobilier et matériel	1,6		1,6	1,6								
Total partiel (hors personnel)	144,4		144,4	144,4	160,3		160,3	161,8	39,3	201,1	40,8	25,5
Total	2 241,5	-1,8	2 239,7	2 239,7	1 254,3		1 254,3	1 396,5	39,3	1 435,8	181,5	14,5
Participation à l'entretien	30,3		30,3	30,3	33,3		33,3	33,4		33,4	3,0	9,9

Tableau 12 : Programme 1100 : Effectif proposé pour 2013

Présidence		Total administrateurs et fonctionn aires de rang supérieur										Total des agents des services généraux		Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	SG (1 ^{ère} classe)	SG (autres classes)		
Postes existants	Effectif de base					1	1	3	2		7	1	3	11
	Effectif lié à une situation													
	<i>Total partiel</i>					<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>2</i>		<i>7</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>11</i>
Nouveaux postes	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	<i>Total partiel</i>													
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	<i>Total partiel</i>													
Total						1	1	3	2		7	1	3	11

2. Programme 1200: Chambres

68. En application du paragraphe b) de l'article 34 du Statut de Rome, les Chambres se répartissent en trois sections : la Section préliminaire, la Section de première instance et la Section des appels. C'est la Présidence qui confie les affaires aux Sections préliminaire et de première instance³⁰, alors que la Section des appels examine les recours en dernière instance à l'encontre de décisions prises aux stades préliminaire et de première instance.

Section préliminaire

69. En conséquence de la décision prise par la Chambre préliminaire III le 3 octobre 2011 autorisant le Procureur à ouvrir une enquête en Côte d'Ivoire en application de l'article 15 du Statut de Rome, les Chambres préliminaires sont actuellement saisies de sept situations, à savoir celles en République centrafricaine, au Darfour (Soudan), en République démocratique du Congo, au Kenya, en Ouganda, en Libye et désormais en Côte d'Ivoire. En mars 2012, la Présidence a réduit le nombre de Chambres préliminaires, qui est passé de trois à deux; l'assignation des situations aux Chambres a été ajustée en conséquence.

70. Un nombre minimum de six juges doivent être affectés en permanence à la Section préliminaire³¹. Quatre de ces juges sont affectés à l'une des deux Chambres. Deux d'entre eux sont également affectés aux Chambres de première instance. Un autre juge a été affecté aux deux Chambres préliminaires. Le sixième juge de la Section n'a pas encore été appelé à exercer ses fonctions à plein temps.³² Depuis 2009, certains juges de la Section préliminaire ont également été affectés à la Section des appels aux fins d'examiner des décisions prises au stade préliminaire.

71. Le personnel de la Section comprend actuellement douze postes, à savoir un conseiller juridique principal de la classe P-5, six juristes de la classe P-3³³, un juriste adjoint de 1^{re} classe de la classe P-2, un assistant de recherche juridique de la catégorie des agents des services généraux (autre classe) et trois assistants administratifs de la catégorie des agents des services généraux (autre classe).

72. Les sept situations dont les Chambres préliminaires sont saisies en 2012 sont susceptibles de donner lieu à de nouvelles demandes présentées auxdites Chambres par les parties et autres participants intervenant dans l'une des procédures en 2013.

73. De par la nature même des procédures engagées devant les Chambres préliminaires, le nombre de comparutions initiales, nouvelles demandes et autres requêtes ne peut être prévu à l'avance. La Section préliminaire doit donc nécessairement se fonder sur l'expérience acquise ces dernières années afin de dégager ses hypothèses pour 2013. L'activité des Chambres préliminaires a montré que le besoin de ressources additionnelles présente, de manière générale, un caractère récurrent lors des périodes de pointe. En conséquence, la Section préliminaire devra encore faire appel au caractère flexible des crédits destinés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour l'équivalent d'un poste P-1/P-2 de juriste adjoint de 1^{re} classe/de 2^e classe, afin de pouvoir mobiliser une capacité suffisante et répondre de manière performante aux besoins pendant les périodes de pointe, alors que l'accès au Fonds en cas d'imprévus ne peut pas encore se justifier.

74. Par rapport au budget pour 2012, y compris le budget supplémentaire 2012 pour la situation en Côte d'Ivoire, le total des crédits demandés pour la Section préliminaire dans le présent projet de budget est inférieur aux crédits demandés l'année dernière.

Section de première instance

75. La Section de première instance est actuellement composée de six juges, dont trois n'ont pas encore été appelés à exercer leurs fonctions à plein temps.³⁴ De plus, en

³⁰ Décisions prises après concertation avec les juges. Voir la règle 4*bis* du Règlement de procédure et de preuve.

³¹ Voir l'article 39 du Statut de Rome.

³² Etant donné que l'un des juges nouvellement élus doit encore prêter serment, la Présidence n'a pas encore été en mesure d'affecter ce juge soit à la Chambre préliminaire soit à la Chambre de première instance.

³³ Dans un souci d'efficacité, les juristes sont affectés à plus d'une affaire simultanément, et même déployés d'une section à l'autre.

³⁴ L'un des juges nouvellement élus n'a pas encore été affecté à une section. Voir la note 32 supra.

application du paragraphe 10 de l'article 36 et de l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 39 du Statut de Rome, le mandat de six juges a été prorogé pour qu'ils puissent siéger jusqu'au règlement du procès dont les audiences avaient déjà commencé lorsque leur mandat initial est arrivé à échéance. Depuis la constitution de la Chambre de première instance V le 29 mars 2012 et l'affectation à celle-ci des affaires relatives au Kenya,³⁵ les juges ont été affectés à cinq Chambres, et examinent actuellement les affaires *Lubanga*, *Katanga/Ngudjolo* et *Bemba*, et préparent l'affaire *Banda/Jerbo* et les deux affaires relatives au Kenya.³⁶

76. Le personnel de la Section de première instance comprend un conseiller juridique de la classe P-4, sept juristes de la classe P-3 affectés auprès des juges³⁷, un juriste adjoint de 1^{re} classe de la classe P-2, un assistant de recherche juridique de la catégorie des agents des services généraux (autre classe) ainsi que trois assistants administratifs de la catégorie des agents des services généraux (autre classe).

77. La Section de première instance conduit actuellement trois procès, à savoir *Lubanga*, *Katanga/Ngudjolo* et *Bemba* ; des crédits supplémentaires limités, approuvés au titre du budget-programme 2012, ont été utilisés pour répondre à une augmentation de la charge de travail résultant de ces trois procès.

78. Dans l'affaire *Lubanga*, les décisions relatives à la condamnation et à la peine ont été rendues, comme l'a été la décision sur les principes applicables aux réparations. Le procès dans l'affaire *Katanga/Ngudjolo* devrait s'achever à l'automne 2012 ; un jugement pris en application de l'article 74 du Statut de Rome devrait être rendu au troisième trimestre de 2012, suivi le cas échéant par les décisions concernant la peine et les réparations.

79. Dans l'affaire *Bemba*, la Chambre de première instance III devrait continuer d'examiner les éléments de preuve à décharge au second semestre 2013. Le grand nombre de témoins prenant part au procès aura peut-être un impact sur son déroulement, s'agissant notamment d'une éventuelle procédure en réparation au cas où l'accusé serait reconnu coupable. Au stade où en est actuellement l'affaire, l'on s'attend à ce que la présentation des éléments de preuve s'achève vers la mi-2013, et qu'une décision définitive aux termes de l'article 74 du Statut de Rome soit rendue au quatrième trimestre 2013 ; le prononcé de la peine et la phase des réparations interviendraient ultérieurement.

80. A l'issue de la décision relative à la confirmation des charges, la Chambre de première instance IV a été constituée et saisie de l'affaire *Banda/Jerbo*, en mars 2011. Compte tenu des complications survenues dans la phase préparatoire au procès, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de prévoir la date à laquelle les audiences débiteront.

81. Le 23 janvier 2012, la Chambre préliminaire II a rendu ses décisions concernant la confirmation des charges dans les deux affaires relatives au Kenya.³⁸ La Cour n'a pas confirmé les charges contre MM. Kosgey et Ali, mais a confirmé celles à l'encontre de MM. Ruto, Sang, Muthaura et Kenyatta et les a cités à procès. Etant donné le nombre de personnes citées à procès dans ces deux affaires, et la complexité des affaires d'une manière générale, il est apparu clairement que la Chambre de première instance V aurait besoin de moyens supplémentaires pour préparer convenablement et promptement les procès. Les crédits correspondants ont fait l'objet d'une demande de budget supplémentaire au titre du Fonds en cas d'imprévus le 1^{er} juin 2012. Il faudra de nouveau y faire appel en 2013 afin

³⁵ *Décision portant création de la Chambre de première instance V et y renvoyant l'affaire Le Procureur c. William Samoei Ruto et Joshua Arap Sang*, 29 mars 2012, ICC-01/09-02/11-406, et *Décision renvoyant l'affaire Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura et Uhuru Muigai Kenyatta à la Chambre de première instance V*, 29 mars 2012, ICC-01/09-02/11-414.

³⁶ La Cour note que la création d'une Chambre de première instance unique pour le stade préparatoire des deux affaires concernant le Kenya (Chambre de première instance V) est une solution provisoire qui permet à la Cour de mener le stade initial de l'obligatoire préparation du procès dans les deux affaires en ayant recours au strict minimum de ressources additionnelles, s'agissant tout particulièrement du nombre de juges nouvellement élus qu'il faudra appeler à exercer leurs fonctions au premier semestre 2013.

³⁷ Le poste de septième juriste de la classe P-3 serait affecté au juge qui n'a pas encore prêté serment et dont l'affectation à une section est en suspens. L'affectation de cette ressource à la Section de première instance s'explique par la lourde charge de travail de celle-ci.

³⁸ *Décision relative à la confirmation des charges en application des alinéas a) et b) du paragraphe 7 de l'article 61 du Statut de Rome*, ICC-01/09-01/11-373; *Décision relative à la confirmation des charges en application des alinéas a) et b) du paragraphe 7 de l'article 61 du Statut de Rome*, ICC-01/09-02/11-382-Red.

d'achever la phase de préparation du procès et pour continuer de prêter assistance aux deux Chambres de première instance dans les affaires portant sur le Kenya durant le procès. Ces crédits sont donc prévus dans la dotation des Chambres au titre du personnel temporaire.

82. La Section de première instance est consciente que des ressources se dégageront avec la fin des procès *Lubanga* et *Katanga/Ngudjolo* en 2012, et que celles-ci pourront être affectées à d'autres affaires, mais l'expérience de l'année 2012 montre clairement que pour éviter des retards dans les affaires comptant de nombreux accusés, un volume important d'éléments de preuve ou un grand nombre de demandes déposées par des victimes, du personnel supplémentaire s'imposera de nouveau, et la Section de première instance devra continuer de faire appel à la flexibilité des crédits destinés au personnel temporaire au-delà des crédits approuvés pour 2012.

Section des appels

83. La Section des appels se compose de cinq juges, dont l'un est le Président de la Cour. La principale fonction, de caractère statutaire, qui incombe à la Chambre d'appel est de connaître tout à la fois d'appels interlocutoires à l'encontre de décisions rendues pendant les débats par les Chambres préliminaires et de première instance, et d'appels introduits à la fin du procès contre la peine, la décision sur la culpabilité ou la décision d'acquiescement et, éventuellement, les demandes de réparations en fin de procès. Les recours introduits en fin de procès entraîneront une charge de travail beaucoup plus importante que les appels interlocutoires, étant donné qu'il faudra peut-être reconsidérer l'ensemble des étapes de la procédure, et que de nouveaux éléments de preuve devront peut-être être examinés.

84. Le personnel de la Section comprend un conseiller juridique de la classe P-4, cinq juristes de la classe P-3, un juriste adjoint de 1^{re} classe de la classe P-2, un assistant de recherche juridique de la catégorie des agents des services généraux (autre classe) ainsi que deux assistants administratifs de la catégorie des agents des services généraux (autre classe).

85. En 2011, la Chambre d'appel a rendu une décision dans 19 appels interlocutoires ou procédures analogues, dans le cadre des affaires *Le Procureur c. Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Katanga et Ngudjolo Chui*, *Le Procureur c. Bemba*, *Le Procureur c. Mbarushimana*, *Le Procureur c. Ruto et autres*, *Le Procureur c. Muthaura et autres* et *Le Procureur c. Banda et Jerbo*. Entre le 1^{er} janvier et le 25 mai 2012, elle a été saisie de huit appels interlocutoires et procédures analogues. On s'attend à ce que le nombre des appels interlocutoires en 2013 soit semblable à celui des années précédentes. Ce nombre peut augmenter si d'autres situations ou affaires sont portées devant la Cour.

86. De plus, on prévoit qu'en 2013, la Chambre d'appel sera saisie de recours dirigés contre des décisions sur la culpabilité, les peines et les réparations, dans les affaires *Le Procureur c. Lubanga Dyilo* et contre les décisions définitives de la Chambre de première instance dans l'affaire *Le Procureur c. Katanga et Ngudjolo Chui*. Les décisions sur la culpabilité et la peine dans l'affaire *Lubanga* ont été rendues les 14 mars et 10 juillet 2012 respectivement, et la décision sur les réparations est attendue début août 2012. On prévoit également que les décisions définitives dans l'affaire *Katanga et Ngudjolo* seront rendues au troisième ou quatrième trimestre 2012. Tout appel contre ces décisions doit être déposé dans les 30 jours à compter de la date à laquelle la décision contestée ou, dans l'affaire *Lubanga*, la traduction française de la décision contestée, a été portée à la connaissance de l'appelant.

87. Au vu du calendrier prévu pour les diverses décisions à prendre par les Chambres de première instance dans les affaires *Lubanga* et *Katanga et Ngudjolo Chui*, on s'attend à ce que les appels définitifs aient, concrètement, à se dérouler en parallèle ; deux nouveaux postes temporaires sont donc requis. La durée des procédures est difficile à prévoir, mais on peut toutefois constater que, en moyenne, il faut aux Chambres d'appel du TPIY et du TPIR – qui ont tous deux mis en place des pratiques concernant les appels, et dans le cadre desquels de nombreux points juridiques ont pu être réglés par voie de jurisprudence – 79 semaines entre le moment où est déposé le dossier d'appel (correspondant au document à l'appui du recours introduit auprès de la Cour) et le prononcé du jugement sur l'appel. Au vu de l'expérience du TPIY et du TPIR et du fait qu'il s'agira des premiers appels en dernière instance examinés par la Chambre d'appel de la Cour, on suppose donc que la

Chambre d'appel sera en train d'examiner les appels en dernière instance dans les affaires *Lubanga* et *Katanga et Ngudjolo* au minimum tout au long de 2013.

88. D'autres affaires dont la Cour est saisie se trouvent actuellement au stade du procès ; l'on ne s'attend pas pour le moment à ce que le calendrier prévu pour ces affaires donne lieu à des appels définitifs qui entraînerait, pour la Chambre d'appel, un surcroît de travail avant 2014.

Objectifs

1. Conduire des procès publics impartiaux, efficaces et rapides conformément au Statut de Rome et à des normes juridiques élevées, en veillant à ce que tous les participants puissent pleinement exercer leurs droits (objectif stratégique 1).

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
– Objectif Section préliminaire	<ul style="list-style-type: none"> – Ecourter le délai entre la première comparution d'un suspect et la confirmation des charges; pour ce faire : <ul style="list-style-type: none"> - Suivre attentivement la communication des pièces et fixer des délais stricts, surtout au Bureau du Procureur; - Veiller à ce que les demandes d'expurgations présentées par le Bureau du Procureur le soient rapidement pour que la Chambre puisse les traiter rapidement; - Rationnaliser le traitement des demandes de participation déposées par les victimes, y compris par l'adoption d'une procédure de demande collective. – Préparer de manière optimale les affaires en vue de leur jugement ; pour ce faire, <ul style="list-style-type: none"> - Définir précisément l'envergure des affaires requérant un renvoi en jugement pour qu'il n'y ait pas confirmation des charges en l'absence d'éléments suffisamment probants; - Veiller à ce que le dossier soit préparé de manière à répondre aux besoins des Chambres de première instance ; - Ecourter le temps entre la décision relative à la confirmation des charges et le renvoi du dossier à la Chambre de première instance. – Intensifier l'échange d'informations entre les Chambres préliminaires dans le but d'élaborer des pratiques plus efficaces et des normes communes; – Alléger la procédure en première instance en réglant si possible un certain nombre de questions dans la phase préliminaire; – S'assurer, par souci d'économie judiciaire, que les affaires pour lesquelles les éléments de preuve font défaut ne sont pas renvoyées en première instance; – Réaliser un exercice concernant les « leçons à tirer » de l'expérience acquise à l'occasion du stade préliminaire. 	Application intégrale

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
– Objectif Section de première instance	<ul style="list-style-type: none"> – En ce qui concerne la procédure: <ul style="list-style-type: none"> - Rendre les décisions dans les délais convenus; - Rationnaliser le traitement des demandes de participation présentées par les victimes, en concertation avec le Greffe; - Réaliser un exercice concernant les « leçons à tirer » des procès (en particulier ceux qui sont terminés) pour déterminer s’il y a lieu de modifier les pratiques et procédures de la Section de première instance et favoriser ainsi l’instauration de procédures plus efficaces. – En ce qui concerne la structure interne: <ul style="list-style-type: none"> - Adopter, dans la mesure du possible, des méthodes de travail flexibles en affectant les juristes et tout autre personnel juridique à de multiples affaires; - En concertation avec le Greffe, garantir aux Chambres de première instance le plein accès à l’ensemble des procédures, pratiques et décisions adoptées dans les autres affaires; - Partager plus encore les pratiques entre les Chambres de première instance; - Continuer à entretenir les voies de communication avec les sections du Greffe concernées; – Renforcer plus encore la coopération et la communication avec la Section préliminaire sur les questions d’intérêt commun, s’agissant en particulier du transfert des dossiers des Chambres préliminaires. 	Application intégrale
– Objectif Section des appels Conduire des appels interlocutoires et définitifs impartiaux, efficaces et rapides conformément au Statut de Rome et à des normes juridiques élevées, en veillant à ce que tous les participants puissent pleinement exercer leurs droits	<ul style="list-style-type: none"> – Prononcer les décisions et jugements sur les appels interlocutoires dans les délais convenus – Faire avancer les appels définitifs dans les délais convenus – Utiliser des méthodes de travail aux fins du règlement des premiers appels définitifs et, le cas échéant, les adapter; – Préparer et anticiper les questions administratives et de procédure afin de garantir une économie de temps tout en respectant les droits des parties – Suivre de près les méthodes de travail utilisées pour les appels interlocutoires et les réviser le cas échéant, notamment au vu de l’expérience acquise lors de l’examen simultané d’appels interlocutoires et d’appels définitifs; – Recourir à des directives d’exploitation internes normalisées pour assurer le règlement des appels interlocutoires ou définitifs en temps opportun – Utiliser des bases de données internes pour établir une jurisprudence cohérente de la Chambre d’appel sur les questions récurrentes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Décisions et jugements rendus dans les délais convenus - Travail progressant comme convenu - Méthodes de travail utilisées pour les appels revues tout au long de l’année.

Émoluments et indemnités des juges

89. Le projet de budget-programme pour 2013 prévoit des crédits pour la rémunération de 16 juges à plein temps, ainsi que pour les indemnités auxquels ils ont droit, dont les contributions à une pension de retraite ou l’indemnité pour frais d’études, comme indiqué à l’annexe V c), laquelle présente également les coûts additionnels au titre de la réinstallation d’un juge.³⁹

90. Six juges de la Cour ont vu leur mandat prendre fin le 10 mars 2012. Le mandat de certains d’entre eux a été prorogé en 2012 pour que les intéressés puissent continuer de siéger dans les affaires qui leur avaient été confiées. Les hypothèses actuelles pour 2013 prévoient, en application du paragraphe 10 de l’article 36 et du paragraphe 3 de l’article 39 du Statut de Rome, la prorogation de neuf mois pour un juge de la Section de première instance siégeant dans l’affaire *Bemba*. Des coûts additionnels vont être encourus en 2013

³⁹ L’annexe ne prévoit toutefois pas les indemnités du juge nouvellement élu qui n’a pas encore prêté serment (voir les notes de bas de page 32 et 34 *supra*).

du fait de la réinstallation du juge siégeant dans l'affaire *Bemba* à l'expiration de son mandat à la conclusion du procès.

91. Agissant en application du paragraphe 3 de l'article 35 du Statut de Rome, la Présidence va décider à quel moment appeler d'autres juges nouvellement élus à exercer leurs fonctions à plein temps courant 2013. Sur la base des hypothèses limitées actuelles, des juges élus le 11 mars 2012, seul un a été appelé à exercer ses fonctions à plein temps. Trois autres juges seront appelés au premier semestre 2013. Cependant, comme déjà indiqué (voir les paragraphes 16, 17, 45 et 47 ci-dessus), ces hypothèses ne tiennent pas compte d'éventuels faits nouveaux qui pourraient intervenir dans le procès *Banda/Jerbo* ou en Côte d'Ivoire et qui pourraient obliger à appeler un juge nouvellement élu, voire plusieurs, à exercer à plein temps courant 2013.

Ressources en personnel

Effectif actuel

92. La Branche judiciaire a continué les efforts déployés pour instaurer une flexibilité opérationnelle maximum dans la structure de ses effectifs, lui permettant de s'adapter à l'évolution de la charge de travail et de travailler de manière plus efficace entre les différentes Sections. Chaque fois que possible, on pallie les pénuries de personnel sans excéder les ressources existantes, en procédant à des échanges au sein d'une même section mais aussi entre les sections. Le personnel d'appui juridique est affecté en fonction des besoins, compte tenu de la charge de travail de telle ou telle Chambre mais aussi de la nécessité de faire circuler les connaissances spécialisées, dans l'optique d'intensifier la coopération et de rationaliser les méthodes de travail d'une Chambre à l'autre, réalisant ainsi des gains d'efficacité.

Personnel temporaire

93. *Section préliminaire.* Dépense renouvelable. La Section préliminaire a fait valoir qu'il lui fallait systématiquement des moyens additionnels durant les périodes où l'activité est la plus intense, ce qui, par la nature même du travail de la Section préliminaire, intervient sans prévenir. Aussi la Section préliminaire demande-t-elle, au titre du personnel temporaire, des crédits pour une période de 12 mois, correspondant à l'activité d'un juriste adjoint de 2^e ou de 1^{re} classe (P-1/P-2), afin de faire face aux besoins à court terme de caractère immédiat. En particulier, l'accroissement de la charge de travail imputable à l'exercice, par la Cour, de son mandat au titre de la participation des victimes, mais aussi à la volonté de la Section d'écourter le temps que prend la communication des pièces et l'analyse des éléments de preuve à des stades particuliers de la procédure préliminaire – deux opérations mobilisant beaucoup de personnel – en renforce plus encore l'urgence. Le personnel temporaire se charge notamment, mais pas exclusivement, des tâches suivantes: organisation de la communication des éléments de preuve aux fins des audiences de confirmation; analyse et récapitulatif des éléments de preuve concernant les questions de protection des témoins; analyse préliminaire des demandes déposées par des victimes en vue de leur participation à une procédure; analyse juridique et établissement de projets de décisions ou de mémorandum d'un juge sur des points tels que les demandes d'expurgations, les questions de coopération ou la contestation de la compétence, mais aussi les appels interlocutoires présentés par des parties à l'encontre d'une décision d'une Chambre.

94. *Section de première instance.* Dépense renouvelable. Des crédits sont nécessaires, au titre du personnel temporaire, pour l'équivalent d'un poste de la classe P-3, pour une durée de douze mois, pour veiller à ce que les affaires dont sont saisies les Chambres de première instance soient menées avec efficacité et rapidité, en évitant tout retard et toute inutile prolongation des procédures. De plus, la Section de première instance va devoir faire face au début de deux procès d'une complexité sans précédent dans le cadre de la situation au Kenya, procès qui devront être conduits par deux Chambres distinctes. Les crédits demandés au Fonds en cas d'imprévu en mai 2012 pour les deux affaires concernant le Kenya devront impérativement être renouvelés. Au titre du personnel temporaire, l'équivalent de deux postes de juriste de la classe P-3, de trois juristes adjoint de 2^e ou de 1^{re} classe (P-1/P-2), et d'un poste d'assistant administratif de la catégorie des agents des services généraux (autre classe)

sera nécessaire pour s'assurer que les procédures sont menées efficacement et rapidement.⁴⁰ En outre, dans la mesure où le personnel d'appui de deux des trois juges chargés de l'affaire Bemba travaille parallèlement sur d'autres affaires, un appui supplémentaire de classe P-3 et P-1/2 sera nécessaire pendant neuf mois au titre du personnel temporaire, afin d'éviter de conclure la phase du procès avec plusieurs mois de retard.

95. Ces crédits sont requis, entre autres, pour mener à bien les activités spécifiques suivantes: analyse et récapitulatif des éléments de preuve présentés par les parties ; analyse préliminaire des demandes déposées par des victimes en vue de leur participation à une procédure ; analyse juridique et établissement de projets de décisions ou de mémorandum d'un juge sur toute question de procédure soulevée en cours de procédure; recherches approfondies sur le droit applicable aux crimes en cause mais aussi sur les questions de procédure; présence aux audiences et rédaction des comptes rendus de procédures; liaison avec le Greffe, les parties et les participants et rédaction des instructions communiquées par la Chambre ; assistance aux juges pour la rédaction des éléments juridiques et factuels du jugement définitif.

96. *Section des appels.* Des crédits sont nécessaires, au titre du personnel temporaire, pour l'équivalent d'un poste de la classe P-3, pour une durée de vingt-quatre mois, pour assurer la surcharge de travail née de l'examen parallèle des appels définitifs dans les affaires *Lubanga et Katanga et Ngudjolo Chui*, en plus du travail habituel requis pour les appels interlocutoires. La Chambre d'appel structure son personnel juridique en équipes, coordonnées par le conseiller juridique principal. Une équipe composée d'au moins trois fonctionnaires de la catégorie des administrateurs est affectée à chaque appel définitif ; une équipe distincte, comptant au moins deux fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, devra être constituée pour les appels interlocutoires. Etant donné les hypothèses de travail retenues pour 2013, il faudra un minimum de six fonctionnaires de la catégorie des administrateurs pour couvrir les appels définitifs, et au moins deux pour les appels interlocutoires. Aussi faut-il, au titre du personnel temporaire, l'équivalent de deux postes de la classe P-3 pour couvrir la charge de travail supplémentaire. Les tâches typiques sont largement les mêmes que celles effectuées par les Chambres préliminaire et de première instance et comptent, sans pour autant s'y limiter: recherches juridiques approfondies sur des questions de fond et de procédure soulevées en appel; analyse et résumé des demandes d'appel soumises par les parties, assistance aux juges pour la rédaction d'éléments des décisions d'appel; liaison, selon les besoins, avec le Greffe, les parties et les participants; participation aux réunions avec les juges; préparation des audiences pour les appels et appui en cours d'audience.

97. Il convient de noter que la projection des besoins, soit deux fonctionnaires supplémentaires, relève d'un calcul très conservateur, vu que le nombre attendu d'appels interlocutoires risque fort d'être semblable à celui des années précédentes, alors que l'ensemble du personnel de la Chambre d'appel pouvait être mobilisé pour les appels interlocutoires. Il est donc vraisemblable qu'en 2013, alors que seulement deux personnes seront affectées aux appels interlocutoires, le travail sur certains d'entre doit être repoussé ; à la lumière de l'expérience du passé, il faudra envisager de demander de nouveaux moyens. Cela étant, soucieuse de faire preuve de réserve dans sa demande de moyens additionnels, la Chambre d'appel va tenter de faire face à la charge de travail que représentent les appels interlocutoires en mobilisant les moyens limités dont elle dispose.

Consultants

98. Des crédits de 10 000 euros sont demandés pour de nouvelles ressources contractuelles pour les Chambres, en vue d'une assistance en période de lourde charge de travail. Ces ressources ponctuelles additionnelles permettront aux Chambres de gérer efficacement la charge de travail en période de pointe. Plus spécifiquement, ces crédits sont destinés aux contrats dits de service à court terme, en vertu desquels un prestataire de services peut être engagé pour une très courte durée afin d'effectuer un travail urgent lorsque l'activité est la plus intense.

⁴⁰ Pour les tâches spécifiques effectuées grâce aux moyens demandés, voir la demande concernant la situation en République du Kenya, 1^{er} juin 2012.

99. La Cour n'est pas en mesure de prévoir avec la moindre précision le détail des contrats de service à court terme qui seront conclus en 2013, mais le montant de 10 000 euros se fonde sur l'expérience des quelques dernières années. Les prestataires de services engagés à ce titre le sont pour effectuer les tâches ci-après, le plus souvent pendant quelques semaines ou quelques mois:

- (a) Analyse des demandes de participation présentées par des victimes;
- (b) Classement des éléments de preuve;
- (c) Analyse des expurgations; et
- (d) Rédaction de résumés de dépositions de témoins.

100. En particulier, l'accroissement du volume de travail dû à l'exercice, par la Cour, de son mandat visant la participation des victimes, et aux efforts déployés par les Chambres de première instance pour réaliser des économies de temps lors des procédures, donne lieu à de brèves périodes de charge de travail considérablement alourdie ; la formule des contrats de service à court terme est la plus efficace pour gérer ce surcroît de travail.

101. Si la Cour est confrontée à une situation imprévue, elle s'appliquera, dans toute la mesure du possible, à remédier au problème posé en utilisant les crédits inscrits au budget de 2013, avant de recourir à tout autre mode de financement.

Ressources hors personnel

Formation

102. Dépense renouvelable. Soucieuses de contribuer directement à la réalisation des objectifs stratégiques de la Branche judiciaire, les Chambres réservent des crédits pour faire bénéficier leurs fonctionnaires de formations spécialisées à même de renforcer leurs compétences.

103. Comme les années précédentes, la Branche judiciaire envisage de faire suivre aux personnel des Chambres des programmes de formation visant à renforcer les capacités et connaissances techniques dans des domaines juridiques spécialisés, surtout en ce qui concerne le droit international humanitaire, le droit pénal international et le droit relatif aux droits de l'homme. Soucieuse de faire en sorte que le personnel des Chambres prenne bien conscience de toute évolution qui interviendrait dans ces secteurs, la Branche judiciaire organisera des cours spécialisés sur des questions comme la responsabilité de commandement, le droit humanitaire ou la jurisprudence au titre des divers instruments relatifs aux droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, Convention américaine relative aux droits de l'homme, Charte africaine des droits de l'homme et des peuples). Ces cours seront axés spécifiquement sur les besoins du personnel des Chambres, dans l'optique de dispenser une formation aussi efficace et efficiente que possible. Le personnel des Chambres peut également suivre des programmes pertinents organisés par des instituts de recherche, etc. Outre les formations juridiques spécialisées, il peut également suivre des formations visant à renforcer leur efficacité générale : lecture rapide, rédaction juridique, cours de langue, par exemple.

Voyages

104. Conformément aux recommandations du Comité, telles qu'approuvées par l'Assemblée, les crédits budgétaires prévus pour les voyages des juges sont inscrits dans le budget de la Présidence.⁴¹ La part des crédits prévus pour les voyages des juges ne figurant pas dans le budget de la Présidence correspond aux montants estimés pour que les juges puissent se rendre à des conférences, ateliers ou autres événements incontournables sur des thèmes intéressant la Cour, mais aussi aux congés des juges dans leur foyer. Aucun crédit n'est demandé pour une visite sur les lieux en 2013.

⁴¹ *Documents officiels ... neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), volume I partie II.E. et volume II partie B.2.D.1, paragraphe 83.

Représentation

105. Dépense renouvelable. Des crédits se montant à 1 000 euros sont prévus dans le budget des Chambres pour couvrir les frais de représentation qu'entraînent les visites que des diplomates et autres visiteurs importants rendent aux juges, comme par exemple d'éminents juristes ou d'autres personnalités de la communauté juridique mondiale.

Tableau 13 : Programme 1200 : Budget proposé pour 2013

1200 Chambres	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base								Ressources de base				
Juges	4 834,3		4 834,3		4 834,3	5 083,9		5 083,9	4 736,4		4 736,4	-347,5	-6,8
Administrateurs	2 307,6	512,0	2 819,6		2 819,6	1 908,4	452,0	2 360,4	2 139,3	509,2	2 648,5	288,1	12,2
Agents des services généraux						484,8	181,8	666,6	533,9	200,2	734,1	67,5	10,1
Total partiel (fonctionnaires)	2 307,6	512,0	2 819,6		2 819,6	2 393,2	633,8	3 027,0	2 673,2	709,4	3 382,6	355,6	11,7
Personnel temporaire	325,4	306,3	631,7	484,1	1 115,8		608,9	608,9		1 172,6	1 172,6	563,7	92,6
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants	17,9		17,9		17,9	14,4		14,4	10,0		10,0	-4,4	-30,6
Total partiel (autre personnel)	343,3	306,3	649,6	484,1	1 133,7	14,4	608,9	623,3	10,0	1 172,6	1 182,6	559,3	89,7
Voyages	13,4		13,4		13,4								
Représentation	0,7		0,7		0,7	1,0		1,0	1,0		1,0		
Services contractuels													
Formation	2,6		2,6		2,6	10,8		10,8	18,0		18,0	7,2	66,7
Frais généraux de fonctionnement													
Fournitures et accessoires													
Mobilier et matériel													
Total partiel (hors personnel)	16,7		16,7		16,7	11,8		11,8	19,0		19,0	7,2	61,0
Total	7 501,9	818,3	8 320,2	484,1	8 804,3	7 503,3	1 242,7	8 746,0	7 438,6	1 882,0	9 320,6	574,6	6,6
Participation à l'entretien	77,3	28,8	106,1		106,1	84,7	28,0	112,7	77,9	27,0	104,9	6,6	6,2

Tableau 14 : Programme 1200 : Effectif proposé pour 2013

Chambres	Total administrateurs et fonctionn aires de rang supérieur										SG (1 ^{ère} classe)	SG (autres classes)	Total des agents des services général	Total fonctionn aires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Effectif de base								18	2			8	8	28
Postes existants					1	2		1			4	3	3	7
Total partiel					1	2	18	3			24	11	11	35
Effectif de base														
Nouveaux postes														
Effectif lié à une situation														
Total partiel														
Effectif de base														
Postes réaffectés/restitués														
Effectif lié à une situation														
Total partiel														
Total					1	2	18	3			24	11	11	35

3. Programme 1300: Bureaux de liaison

Introduction

106. Le Bureau de liaison de New York (ci-après « le BLNY ») contribue aux objectifs de la Cour en intensifiant l'interaction entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies et en facilitant la coopération entre elles. Il est en contact permanent avec les fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et de ses institutions pour résoudre les questions de coopération opérationnelle et étudier les moyens de resserrer la coopération entre les deux organisations. Il suit par ailleurs l'évolution de tout fait intéressant la Cour, pour en rendre compte et, le cas échéant, intervenir.

107. À mesure que l'activité judiciaire et les activités ayant trait aux enquêtes et à l'examen préliminaire se sont multipliées, la Cour a acquis une plus grande visibilité au sein de l'Organisation des Nations Unies. En effet, quasi quotidiennement, l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité ou d'autres organes encore se penchent sur l'activité de la Cour, et ce dans les contextes les plus divers, dont des points propres à une situation donnée ou des questions thématiques inscrits à un ordre du jour. Le Bureau de liaison de New York, grâce à un dialogue permanent avec les principaux intervenants dans ces organes de décision, veille au respect du mandat et de l'activité de la Cour. Le BLNY bénéficie de l'appui administratif de la Présidence, mais est au service de tous les autres organes de la Cour, qu'il représente. De plus, il prête un certain appui logistique aux réunions de l'Assemblée des États Parties, à son Bureau et au Groupe de travail de New York de celui-ci. Par ailleurs, le Bureau de liaison diffuse auprès de la communauté onusienne de New York informations et rapports émanant de la Cour pour la tenir informée des faits importants intervenant au sein de la Cour.

108. Plus concrètement, le BLNY est directement responsable de l'échange d'informations entre la Cour et le Secrétariat des Nations Unies; de l'organisation et de la simplification des visites et des réunions entre les fonctionnaires de la Cour et les fonctionnaires de l'ONU ou les représentants de missions permanentes à New York; du maintien de liens étroits avec les missions permanentes et d'autres représentants de la société civile à New York; du suivi des débats aux réunions de l'ONU intéressant la Cour; de l'analyse des rapports de l'ONU intéressant la Cour; de la diffusion d'une information pertinente sur la Cour à l'Organisation et aux missions permanentes à New York; de la constitution de réseaux grâce à des contacts personnels systématiques avec des fonctionnaires clefs; de la communication des demandes adressées par la Cour à l'ONU et inversement; et du suivi de diverses questions dans l'optique de l'exécution des décisions. Le BLNY représente le premier point d'entrée pour les États (qu'ils soient ou non parties au Statut de Rome) à New York. Par ailleurs, le BLNY assiste aux réunions du Bureau pour le compte de la Cour.

Objectifs

1. Continuer à maintenir un niveau de connaissance et de compréhension de la Cour correspondant au degré d'avancement de ses activités au sein des communautés concernées (objectif stratégique 4)
2. Susciter constamment un appui en faveur de la Cour grâce à un renforcement de la communication et de la compréhension mutuelle avec les parties prenantes, en soulignant le rôle et l'indépendance de la Cour (objectif stratégique 6)

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
– Objectifs 1 et 2 Institution reconnue et bénéficiant du soutien requis	– Satisfaire à toutes les demandes de la Cour visant à établir une coopération avec des interlocuteurs basés au siège des Nations Unies.	Taux d'exécution de 100%
	– Organiser des séances d'information à New York, à l'intention des États.	3 séances d'information
	– Prêter assistance aux fonctionnaires de la Cour en visite à New York.	6-10 visites
	– Suivre les réunions pertinentes de l'ONU et y participer éventuellement, assurer le suivi sur certains points à titre bilatéral et remettre des rapports périodiques à la Cour.	1 à 2 rapports par quinzaine
	– Fournir la matière en vue de l'élaboration de rapports et de résolutions de l'ONU sur des questions ayant trait à la Cour.	Fournir la matière requise pour l'élaboration de 5 à 8 résolutions
	– Participer et intervenir à des séminaires et débats sur des questions ayant trait à la Cour.	5 séminaires/ateliers
	– Prêter un appui logistique à l'Assemblée, au Bureau de l'Assemblée et à son Groupe de travail de New York.	15-20 réunions

Ressources en personnel

Effectif actuel

109. Le Bureau de liaison de New York compte actuellement un chef de bureau (P-5), qui traite toutes les questions de fond dont le Bureau a la charge, et un assistant administratif (G-5), qui assure l'appui pour toutes les questions d'ordre administratif et logistique. Étant donné le caractère léger de cet effectif, le chef de bureau fait porter le plus gros de son effort sur les demandes de coopération avec l'Organisation des Nations Unies les plus urgentes, créant et entretenant des contacts officiels et des réseaux plus informels avec le Secrétariat des Nations Unies et les missions permanentes, suivant les activités de l'Organisation des Nations Unies intéressant la Cour et faisant rapport à celle-ci sur ces activités, organisant les visites de fonctionnaires de la Cour au siège des Nations Unies et assurant des services de secrétariat pour les réunions de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires.

Ressources hors personnel

110. Dépense renouvelable. Des crédits de 85 400 euros sont demandés pour les frais de fonctionnement du BLNY, y compris pour la location de bureaux, les fournitures de base et autres articles de bureau à usage unique dont il a besoin. Le montant demandé couvre également les voyages, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures, la représentation et les services contractuels.

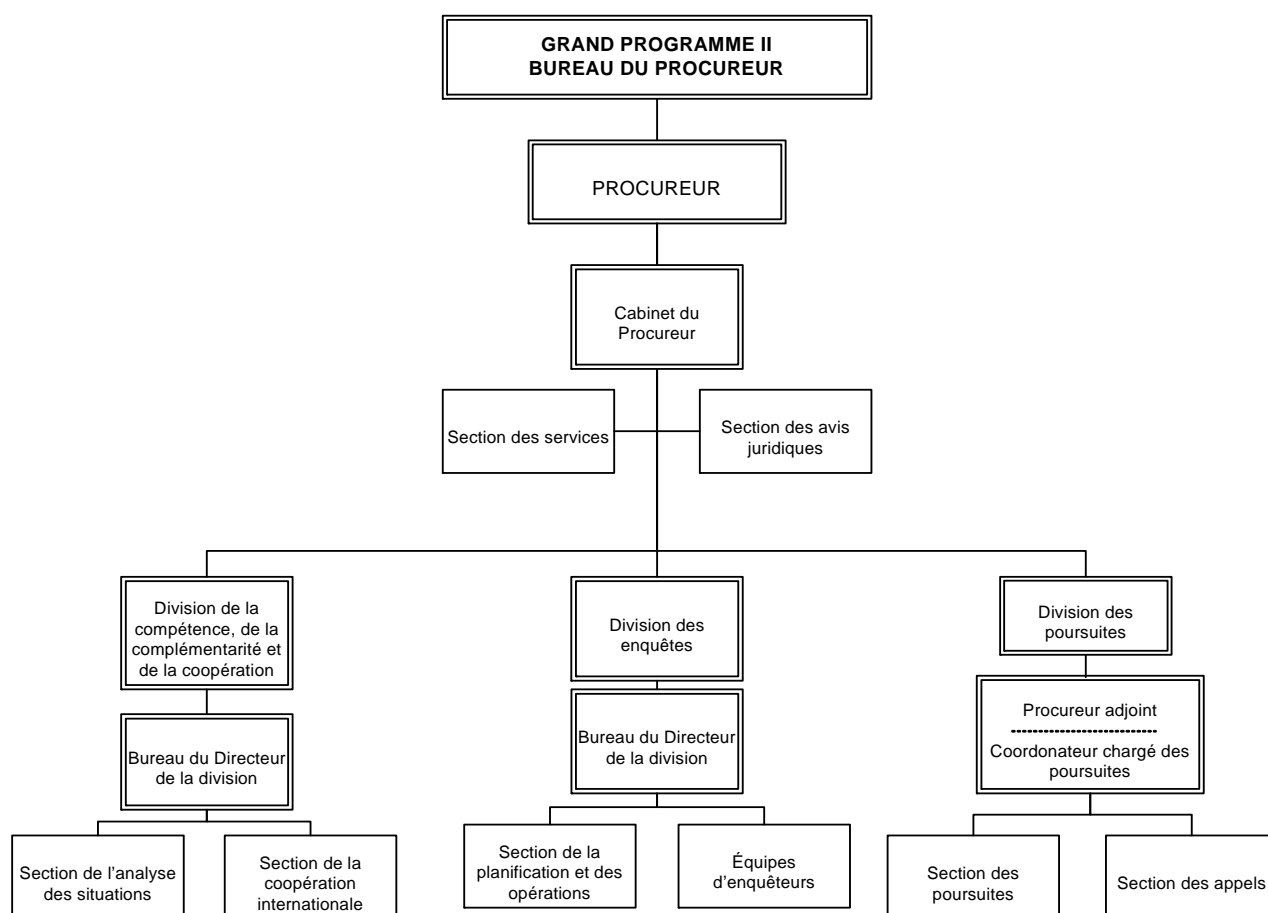
Tableau 15 : Programme 1300 : Budget proposé pour 2013

1300 Bureaux de liaison		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
		Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
		Ressource s de base			Fonds imprévus			Ressource s de base				
Juges												
Administrateurs							140,1			140,1	154,4	14,3
Agents des services généraux							60,6			60,6	83,7	38,1
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>		215,2		215,2		215,2	200,7			200,7	238,1	18,6
Personnel temporaire												
Personnel temporaire pendant les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants												
<i>Total partiel (autre personnel)</i>												
Voyages		7,7		7,7		7,7	8,9			8,9	11,1	24,7
Représentation							1,0			1,0	1,0	
Services contractuels dont formation							5,0			5,0	5,0	
Formation												
Frais généraux de fonctionnement		34,4		34,4		34,4	63,3			63,3	63,3	
Fournitures et accessoires		2,3		2,3		2,3	4,8			4,8	5,0	4,2
Matériel, dont mobilier												
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		44,4		44,4		44,4	83,0			83,0	85,4	2,9
Total		259,6		259,6		259,6	283,7			283,7	323,5	14,0

Tableau 16 : Programme 1300 : Effectif proposé pour 2013

Bureaux de liaison		Total administrateurs et fonctionn aires de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG des agents (autres services généraux)		Total des fonctionn aires	
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					1						1		1	2
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>					1						1		1	2
New	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Redeployed/ Returned	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Total						1						1		1	2

B. Grand programme II : Bureau du Procureur



Introduction

111. Le budget proposé pour le Bureau du Procureur (ci-après « le Bureau ») pour 2013 s'établit à 28,66 millions d'euros, en augmentation de 3,4% par rapport à 2012. Cette augmentation est due à des engagements à terme afférents aux coûts du régime commun et à l'augmentation des coûts des voyages, qui n'ont pas pu être pleinement compensés par des réductions et des économies. Il n'est pas prévu de modifier la structure du Bureau en 2013. Comme les années précédentes, les politiques et les stratégies seront ajustées dans la mesure nécessaire pour accroître l'efficacité des méthodes de travail.

112. Au fil des ans, le Bureau a accru sa productivité sans que ses demandes de ressources augmentent en conséquence. En 2012, le Bureau a :

- (a) absorbé la charge de travail nécessaire à la conduite des enquêtes en Côte d'Ivoire et réduit considérablement ses besoins en ressources pour la Libye ;
- (b) encore réduit ses besoins en matière de services opérationnels fournis par le Greffe, pour la troisième année consécutive ;
- (c) réalisé des gains d'efficacité annuels importants,⁴² qui, de l'avis général, ont largement contribué à éviter des augmentations dans le budget annuel, par exemple en adaptant les modalités des missions d'enquête, en lançant des projets pilotes d'externalisation de la transcription, en coopérant avec les services nationaux de répression, etc.
- (d) continué d'optimiser l'utilisation de ses ressources en appliquant un système de rotation du personnel entre les enquêtes et les procès. Ce système, qui est inscrit dans le règlement interne du Bureau et défini dans le manuel opérationnel, permet au Bureau

⁴² Septième rapport sur les progrès de la Cour en matière de gains d'efficacité (CBF/17/5), et les rapports précédents auxquels il est fait référence.

d'assurer la rotation du personnel, entre les enquêtes et les poursuites, en fonction de ses besoins. Le nombre d'enquêteurs, de substituts du Procureur et de conseillers en matière de coopération par équipe évolue tout au long de l'année pour répondre aux besoins de chaque affaire en particulier. Les besoins en personnel sont périodiquement réévalués au sein de chaque équipe et les ressources sont redistribuées en conséquence. Cet exercice se traduit par une structure très souple et très efficace et assure une utilisation optimale des ressources en personnel. Si le Bureau devait prévoir des équipes complètes pour chacune des sept situations, il faudrait trouver 3,4 millions d'euros supplémentaires, soit une augmentation de 16% du budget.

113. En supposant qu'il y ait 18 affaires en 2013 contre 17 l'année précédente, le Bureau devrait augmenter son niveau d'activité. Le Bureau absorbera cette charge de travail sans augmenter ses effectifs grâce à des gains d'efficacité, comme les années précédentes. Il s'agit d'un compromis entre le niveau des ressources nécessaires à la plus grande productivité possible (estimé aux environs de 32,1 millions d'euros) et le niveau des ressources, prévu dans le présent budget, permettant d'obtenir une productivité acceptable (28,66 millions d'euros) sans répercussions significatives en termes d'augmentation des coûts des autres volets de la procédure judiciaire et sans donner l'image d'une acceptation ou d'une prolongation de l'impunité des auteurs présumés qui nuirait à l'efficacité du Bureau.

114. Avec cette proposition pour 2013, le Bureau atteint la limite de sa capacité d'absorption et toutes réductions supplémentaires des ressources demandées auraient des incidences graves sur le rapport coût/efficacité et entraveraient la capacité du Bureau à concrétiser ses hypothèses de travail. Plus précisément, toutes réductions supplémentaires se traduiraient soit par l'arrêt d'une enquête soit par un ralentissement de toutes les enquêtes, ce qui pourrait accroître les coûts dans les domaines connexes (protection des témoins ; représentation légale des victimes et des témoins ; durée des procédures). Les réductions budgétaires en 2012 ont déjà imposé au Bureau de retarder le recrutement de certains postes clés et de supprimer un certain nombre de postes temporaires, entraînant un ralentissement dans les enquêtes et les poursuites qui, compte tenu de la charge de travail supplémentaire, devrait se poursuivre en 2013.

115. Le Bureau conservera une capacité limitée pour les dossiers clôturés (*Le Procureur c. Lubanga* et *Le Procureur c. Katanga/Ngudjolo Chui*), pour tenir compte des possibilités d'appel et/ou de la mise en œuvre d'une stratégie de sortie appropriée pour les témoins concernés, et réaffectera des ressources pour couvrir les besoins en matière de poursuite des enquêtes et de préparation et tenue des procès dans les 2 affaires du Kenya.

116. Le nombre de postes permanents au sein du Bureau du Procureur reste inchangé en 2013. Dans le cadre des enquêtes en cours dans les sept situations, les besoins en postes temporaires seront inférieurs à ceux de 2012. Ces postes temporaires donneront au Bureau la souplesse nécessaire pour conduire d'autres enquêtes et appuyer la préparation des procès dans les affaires du Kenya, du Darfour et de la Côte d'Ivoire, ainsi que le litige et les appels en cours dans les affaires de la RDC et de la RCA. En outre, le Bureau assure la préservation de la preuve et encourage les efforts visant à exécuter les mandats d'arrêt en souffrance dans les affaires en suspens.

117. Le Bureau continue d'articuler ses activités et sa stratégie autour de quatre principes :

- (a) Enquêtes et poursuites ciblées ;
- (b) Complémentarité positive ;
- (c) Intérêts des victimes ;
- (d) Optimisation de l'impact.

À cet égard et grâce à la politique d'enquêtes et poursuites ciblées conformément aux dispositions du Statut, le budget annuel est maintenu à un niveau économique. L'efficacité économique du budget est également renforcée par les efforts continus que déploie le Bureau pour optimiser l'effet dissuasif de la Cour en ciblant ses efforts sur ceux qui portent la responsabilité la plus lourde tout en encourageant les procédures nationales contre les responsables subalternes. En Ouganda, le Bureau a coopéré et partagé des informations

avec le procureur national chargé de l'enquête et de la poursuite d'un responsable subalterne de l'Armée de libération du Seigneur. Le Bureau a également travaillé en étroite coopération et coordination avec les autorités judiciaires de la RDC, du Rwanda, de la France et de l'Allemagne dans le cadre de l'enquête qu'elle mène sur les activités des FDLR dans la région des Kivus (RDC), et a bénéficié d'une aide supplémentaire des groupes d'échange d'information sur les crimes de guerre de Norvège et des Pays-Bas. En outre, le Bureau a partagé son expertise avec les autorités judiciaires de la RDC chargées d'enquêter sur les crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis dans le Nord-Kivu ; il a également contribué à la formation de ces autorités et leur a fourni une assistance.

118. La création et l'entretien de réseaux d'appui à la coopération avec les États et les entités intergouvernementales et non gouvernementales est un autre aspect essentiel des activités du Bureau, qui vise à intensifier la coopération en exhortant les États à rationaliser leurs procédures nationales de traitement des demandes de coopération. Le renforcement de la coopération facilite grandement les travaux du Bureau et permet de réduire les coûts.

119. Le troisième axe des travaux du Bureau est le déploiement des ressources en toute souplesse. L'étoffement ou la réduction des équipes conjointes et le transfert de personnel d'une équipe à l'autre, en fonction des besoins, permettent au Bureau d'assurer la rotation de son personnel et, partant, de mieux utiliser ses ressources. L'intégration et la rationalisation des ressources du Bureau ont été réalisées grâce au manuel opérationnel du Bureau qui codifie tous les aspects des méthodes et procédures de travail du Bureau.

Tableau 17 : Modifications du budget du Bureau du Procureur et affectation du personnel par situation

<i>Budget en euros (effectifs*) et (affaires)</i>	<i>Appui opérationnel</i>	<i>Ouganda</i>	<i>RDC</i>	<i>Darfour</i>	<i>RCA</i>	<i>Kenya</i>	<i>Libye</i>	<i>Côte d'Ivoire</i>
Approuvé pour 2009	5 012 700 (9 affaires)	898 900 (1 affaire)	6 124 300 (4 affaires)	4 590 500 (3 affaires)	4 206 300 (1 affaire)	N/A	N/A	N/A
Approuvé pour 2010	5 539 200 (11 affaires)	903 800 (1 affaire)	6 655 400 (5-6 affaires)	4 121 400 (3 affaires)	4 794 700 (1-2 affaires)	N/A	N/A	N/A
Approuvé pour 2011	6 245 900 (13 affaires)	341 800 (1 affaire)	5 510 800 (5 affaires)	2 288 200 (4 affaires)	2 122 300 (1 affaire)	5 026 900 (2 affaires)	Fonds en cas d'imprévus ⁴³ 2 225 800 (2 affaires)	N/A
Approuvé pour 2012	5 101 400 (17 affaires)	106 500 (1 affaire)	5 643 900 (6 affaires)	2 300 000 (4 affaires)	1 444 500 (1 affaire)	5 044 500 (2 affaires)	1 523 900 (2 affaires)	Budget suppl. 1 524 000 (1 affaire)
Approuvé pour 2013	7 614 500 (18 affaires)	158 400 (1 affaire)	4 280 400 (6 affaires)	1 550 900 (4 affaires)	1 620 300 (1 affaire)	3 855 200 (2 affaires)	1 455 000 (2 affaires)	2 880 700 (2 affaires)

⁴³ Ressources prélevées sur le Fonds en cas d'imprévus pour la situation en Libye pour la période allant de mai à décembre 2011.

Tableau 18 : Grand programme II : Budget proposé pour 2013

Programme II Bureau du Procureur	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)					Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%		
Administrateurs						3 694,2	11 778,3	15 472,5	3 750,6	12 677,8	16 428,4	955,9	6,2		
Agents des services généraux						997,2	2 937,6	3 934,8	1 179,3	2 852,2	4 031,5	96,7	2,5		
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>4 377,6</i>	<i>13 890,0</i>	<i>18 267,6</i>		<i>18 267,6</i>	<i>4 691,4</i>	<i>14 715,9</i>	<i>19 407,3</i>	<i>4 929,9</i>	<i>15 530,0</i>	<i>20 459,9</i>	<i>1 052,6</i>	<i>5,4</i>		
Personnel temporaire	405,3	4 419,9	4 825,2	995,5	5 820,7	34,0	5 266,2	5 300,2	38,8	5 422,9	5 461,7	161,5	3,0		
Personnel temporaire pendant les réunions	2,2	2,4	4,6		4,6										
Heures supplémentaires															
Consultants		215,1	215,1	3,2	218,3		124,3	124,3		81,0	81,0	-43,3	-34,8		
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	<i>407,5</i>	<i>4 637,4</i>	<i>5 044,9</i>	<i>998,7</i>	<i>6 043,6</i>	<i>34,0</i>	<i>5 390,5</i>	<i>5 424,5</i>	<i>38,8</i>	<i>5 503,9</i>	<i>5 542,7</i>	<i>118,2</i>	<i>2,2</i>		
Voyages	293,8	1 419,5	1 713,3	160,3	1 873,6	206,3	1 901,8	2 108,1	187,0	1 697,1	1 884,1	-224,0	-10,6		
Représentation	8,8	141,7	150,5		150,5	5,0		5,0	5,0		5,0				
Services contractuels	11,4	85,2	96,6	4,5	101,1	25,0	245,0	270,0	25,0	327,5	352,5	82,5	30,6		
Formation	11,0	50,2	61,2		61,2	23,9	31,9	55,8	23,9	32,0	55,9	0,1	0,2		
Frais généraux de fonctionnement		332,0	332,0	24,0	356,0		370,0	370,0		285,0	285,0	-85,0	-23,0		
Fournitures et accessoires	4,8	17,8	22,6		22,6	49,1	13,9	63,0	38,0	10,0	48,0	-15,0	-23,8		
Matériel, dont mobilier		46,2	46,2		46,2		20,0	20,0		30,0	30,0	10,0	50,0		
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>329,8</i>	<i>2 092,6</i>	<i>2 422,4</i>	<i>188,8</i>	<i>2 611,2</i>	<i>309,3</i>	<i>2 582,6</i>	<i>2 891,9</i>	<i>278,9</i>	<i>2 381,6</i>	<i>2 660,5</i>	<i>-231,4</i>	<i>-8,0</i>		
Total	5 114,9	20 620,0	25 734,9	1 187,5	26 922,4	5 034,7	22 689,0	27 723,7	5 247,6	23 415,5	28 663,1	939,4	3,4		
Participation à l'entretien	132,5	698,8	831,3		831,3	145,2	680,1	825,3	133,5	656,3	789,8	-35,5	-4,3		

Tableau 19: Grand programme II : Effectif proposé pour 2013

Bureau du Procureur		Total administrat eurs et fonctionnair es de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base	1	2		2	6	8	4	7	2	32	1	15	16	48
	Effectif lié à une situation					6	21	40	40	15	122		47	47	169
	<i>Total partiel</i>	<i>1</i>	<i>2</i>		<i>2</i>	<i>12</i>	<i>29</i>	<i>44</i>	<i>47</i>	<i>17</i>	<i>154</i>	<i>1</i>	<i>62</i>	<i>63</i>	<i>217</i>
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation												1	1	1
	<i>Total partiel</i>												<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Total		1	2		2	12	29	44	47	17	154	1	63	64	218

1. Programme 2100 : Procureur

Introduction

120. Le Bureau du Procureur est constitué du Cabinet du Procureur, de la Section des avis juridiques (sous-programme 2110) et de la Section des services (sous-programme 2120), qui aident le Procureur à coordonner les activités des autres divisions fonctionnelles et des équipes conjointes ainsi que les services qui leur sont fournis. C'est là que sont évaluées et confirmées les politiques du Bureau. Le Comité exécutif (norme 4.2 du Règlement du Bureau du Procureur) fournit des avis au Procureur sur les aspects stratégiques de toutes les opérations et activités du Bureau ; le Cabinet du Procureur assure le secrétariat dudit Comité.

121. Par l'intermédiaire du Comité exécutif, le Procureur dirige les activités principales visant à atteindre les objectifs qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du Bureau du Procureur en matière de poursuites, en employant des ressources minimales et en appliquant le principe d'une obligation redditionnelle maximale.

122. À cet égard, le Cabinet du Procureur assure la coordination des activités internes et inter-organes en veillant à employer des fonctionnaires qualifiés et motivés, à assurer un partage effectif de l'information et à instaurer une culture commune à la Cour.

123. La Section des avis juridiques répond aux demandes d'avis juridiques du Procureur et de toutes les divisions fonctionnelles.

124. La Section des services fournit au Bureau du Procureur, en temps voulu, des services administratifs, linguistiques et techniques de grande qualité, en adoptant une démarche souple pour répondre aux besoins des utilisateurs avec des ressources minimales et en assurant la liaison voulue avec le Greffe pour coordonner des services communs sans interruption.

Objectifs

1. Concevoir des politiques pour appliquer les normes de qualité spécifiées dans le Statut et le Règlement de procédure et de preuve à l'égard de toutes les personnes intervenant dans les procédures ou concernées à un autre titre par les activités de la Cour, d'une manière qui soit respectueuse de la diversité (objectif stratégique 3)
2. Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règles applicables lorsqu'il le faut pour garantir des droits ou limiter les risques au minimum (objectif stratégique 8).

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1	Degré de satisfaction des clients du Bureau avec les avis juridiques	100% de précision et de satisfaction
– Fourniture d'avis juridiques notamment en ce qui concerne les questions disciplinaires, élaboration du cadre réglementaire interne du Bureau du Procureur.		
– Elaboration d'au moins 3 politiques stratégiques	Nombre de politiques mises en place	Au moins 3
– Actualisation du manuel opérationnel	Pourcentage annuel d'actualisation	> 70%
– Institutionnalisation du principe des « leçons à tirer » et pourcentage de leçons mises en pratique	Pourcentage annuel des points d'action mis en pratique	Au moins 90%
– En liaison avec la Section des ressources humaines, exécution du plan annuel de formation du personnel du Bureau du Procureur.	Proportion du plan annuel de formation mise en œuvre	Au moins 70%
Objectif 2	Proportion des améliorations/innovations effectivement mises en œuvre.	>90%
– Mise en œuvre de la totalité des objectifs du Bureau du Procureur en matière d'améliorations linguistiques, administratives, budgétaires et techniques en 2012		
– Mettre en œuvre des stratégies visant à réduire davantage les coûts opérationnels et administratifs du Bureau	Degré des gains d'efficacité	5% du budget annuel
– Aucun incident en matière de sécurité affectant des témoins ou le personnel qui soit la conséquence d'un traitement fautif d'un élément de preuve ou d'une communication de la Section des services	Nombre des incidents en matière de sécurité.	zéro
– Plus grand respect de tous les règlements du Bureau (manuel opérationnel) grâce à la formation et à la mise en place d'un système de conformité	Degré de conformité	En augmentation tous les ans

Tableau 20 : Programme 2100 : Budget proposé pour 2013 (comprenant les Sous-programmes 2110 et 2120)

2100 Procureur	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressource s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						2 058,0	424,6	2 482,6	2 173,8	448,3	2 622,1	139,5	5,6
Agents des services généraux						630,0	673,2	1 303,2	727,1	646,0	1 373,1	69,9	5,4
Total partiel (fonctionnaires)	2 319,1	1 066,0	3 385,1		3 385,1	2 688,0	1 097,8	3 785,8	2 900,9	1 094,3	3 995,2	209,4	5,5
Personnel temporaire	287,1	1 313,6	1 600,7	193,1	1 793,8	34,0	1 723,4	1 757,4	38,8	2 090,1	2 128,9	371,5	21,1
Personnel temporaire pendant les réunions	2,2	2,4	4,6		4,6								
Heures supplémentaires													
Consultants		215,1	215,1	3,2	218,3		124,3	124,3		81,0	81,0	-43,3	-34,8
Total partiel (autre personnel)	289,3	1 531,1	1 820,4	196,3	2 016,7	34,0	1 847,7	1 881,7	38,8	2 171,1	2 209,9	328,2	17,4
Voyages	95,8	188,4	284,2	30,0	314,2	68,2	462,2	530,4	63,5	349,3	412,8	-117,6	-22,2
Représentation	8,8	141,7	150,5		150,5	5,0		5,0	5,0		5,0		
Services contractuels, dont formation	11,4	8,0	19,4		19,4	25,0	190,0	215,0	25,0	217,5	242,5	27,5	12,8
Formation	11,0	37,6	48,6		48,6	23,9	31,9	55,8	23,9	32,0	55,9	0,1	0,2
Frais généraux de fonctionnement		5,7	5,7		5,7		10,0	10,0		10,0	10,0		
Fournitures et accessoires	4,8	6,5	11,3		11,3	49,1	13,9	63,0	38,0	10,0	48,0	-15,0	-23,8
Matériel, dont mobilier		38,7	38,7		38,7		20,0	20,0		30,0	30,0	10,0	50,0
Total partiel (hors personnel)	131,8	426,6	558,4	30,0	588,4	171,2	728,0	899,2	155,4	648,8	804,2	-95,0	-10,6
Total	2 740,2	3 023,7	5 763,9	226,3	5 990,2	2 893,2	3 673,5	6 566,7	3 095,1	3 914,2	7 009,3	442,6	6,7
Participation à l'entretien	80,0	65,8	145,8		145,8	87,7	64,0	151,8	80,7	61,8	142,4	-9,4	-6,2

Tableau 21 : Programme 2100 : Effectif proposé pour 2013

Procureur		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base	1				2	5	3	6	2	19	1	9	10
	Effectif lié à une situation							1	1	3	5		11	11
	<i>Total partiel</i>	<i>1</i>				<i>2</i>	<i>5</i>	<i>4</i>	<i>7</i>	<i>5</i>	<i>24</i>	<i>1</i>	<i>20</i>	<i>21</i>
Nouveaux postes	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	<i>Total partiel</i>													
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	<i>Total partiel</i>													
Total		1				2	5	4	7	5	24	1	20	21

a) **Sous-programme 2110 : Cabinet du Procureur - Section des avis juridiques**

Ressources en personnel

125. Aucun poste nouveau n'est demandé au titre de ce sous-programme.

Personnel temporaire

126. Comme les années précédentes, la demande de crédits porte sur une assistance temporaire d'une durée de cinq mois, fournie par du personnel recruté au niveau de la classe P-2, à l'appui de projets spéciaux ou pour faire face aux périodes de pointe prévues en fonction de la capacité du Bureau à fournir des avis juridiques ; cette capacité est essentielle pour assurer la mise en œuvre et la révision nécessaire du manuel opérationnel du Bureau du Procureur.

Heures supplémentaires

127. Le Bureau du Procureur ne travaillant pas en postes et accordant un repos compensateur en échange de la plupart des heures supplémentaires nécessaires, le Cabinet du Procureur estime que toutes les demandes légitimes de paiement des heures supplémentaires, très peu nombreuses dans le passé, peuvent être réglées dans les limites du budget disponible au titre du personnel.

Consultants

128. En 2013, le Cabinet du Procureur continuera de recruter des consultants et des témoins experts sur les questions se rapportant aux situations, pour les besoins des enquêtes et des procès. Toutefois, dans le souci de réduire ce poste budgétaire, ces recrutements seront strictement limités et, dans la mesure du possible, il sera fait appel à des consultants offrant leurs services gracieusement. Le Cabinet du Procureur a donc réduit de 34,8% sa demande en consultants, par rapport à 2012. Cette demande de 81 000 euros représente l'équivalent de 6,7 mois de travail au niveau de la classe P-5 ; la classe à laquelle les consultants seront effectivement recrutés sera fixée en fonction du travail demandé et de l'expérience des intéressés. Cette allocation devrait servir pour les affaires en Côte d'Ivoire, en RCA, en Libye et au Kenya. Le budget en question demeure sous le contrôle direct du Cabinet du Procureur afin d'assurer une bonne coordination entre les divisions fonctionnelles.

129. Conformément au paragraphe 9) de l'article 42 du Statut de Rome, le Procureur continue de nommer des conseillers spécialistes des questions relatives aux violences sexuelles et autres questions spécifiques. Ces consultants fournissent leurs services à titre gracieux, leur nomination n'entraîne donc aucun coût additionnel au titre de cette demande de crédit.

Ressources hors personnel

Voyages

130. Afin de mobiliser, aux plus hauts niveaux, un soutien et une coopération matérielle aux fins des enquêtes conduites par le Bureau du Procureur en vue de l'arrestation des individus recherchés par la Cour, et afin de contribuer à étendre le plus possible la portée effective du Statut de Rome, le Procureur doit entreprendre des missions. Les crédits du Cabinet du Procureur ont toujours tenu compte des projets de déplacement du Procureur, de conseillers juridiques et de fonctionnaires chargés des ressources humaines et de l'information du public, ainsi que des principales parties prenantes invitées à rencontrer le Procureur qui sont dans l'impossibilité de financer de tels déplacements.

131. Le montant de près de 136 000 euros demandé au titre des voyages est en baisse (23,5%) par rapport à 2012. Cette baisse tient compte de l'augmentation des coûts des voyages et résulte d'une réduction du nombre de missions.

132. Dans le budget des voyages, sont incluses des missions à l'intention du Procureur, ainsi que des missions assignées à des représentants de l'Unité de l'information, de la Section des avis juridiques et de l'Unité des ressources humaines du Bureau du Procureur, et les visites auprès du Cabinet du Procureur. La demande porte sur 37 missions (125 jours de voyage).

Services contractuels

133. Des crédits de 30 000 euros, correspondant au montant approuvé l'année précédente, sont demandés pour financer les frais de missions conjointes et indépendantes de sensibilisation du public dans les pays où se déroulent les opérations. Les coûts types encourus sont relatifs aux messages radio, à la location d'installations appropriées pour les conférences de presse et à la production et à la distribution de matériel.

Formation

134. Le budget afférent à la formation demeure sous le contrôle direct et immédiat du Cabinet du Procureur. Le même montant de crédits, réduit par l'Assemblée en 2012, est demandé. A 55 900 euros, ce montant ne représente que 0,03% des dépenses de personnel, nettement moins que le pourcentage type de nombre d'organisations, qui est de l'ordre de 0,5%. Les fonds serviront à assurer le programme de formation du Bureau du Procureur dont les priorités sont les enquêtes, les litiges, les appels, la complémentarité et la coopération. Dans la mesure du possible, le Cabinet coopérera avec d'autres organisations et les autorités nationales afin d'obtenir le meilleur rapport coût-efficacité, par exemple en partageant avec les tribunaux spéciaux les coûts annuels de la formation en matière de Défense et d'appels.

Tableau 22 : Sous-programme 2110 : Budget proposé pour 2013

		Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)				Variation 2013/2012	
2110 Cabinet du Procureur		Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations			
		Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Montant	%
Administrateurs						994,6		994,6	1 043,3		1 043,3		48,7	4,9	
Agents des services généraux						324,0		324,0	339,5		339,5		15,5	4,8	
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>		<i>1 129,2</i>	<i>1 129,2</i>	<i>1 129,2</i>	<i>1 129,2</i>	<i>1 318,6</i>	<i>1 318,6</i>	<i>1 318,6</i>	<i>1 382,8</i>	<i>1 382,8</i>	<i>1 382,8</i>	<i>1 382,8</i>	<i>64,2</i>	<i>4,9</i>	
Personnel temporaire		216,4	216,4	50,4	266,8	34,0		34,0	38,8		38,8		4,8	14,1	
Personnel temporaire pendant les réunions															
Heures supplémentaires															
Consultants		215,1	215,1	3,2	218,3		124,3	124,3		81,0	81,0		-43,3	-34,8	
<i>Total partiel (autre personnel)</i>		<i>216,4</i>	<i>215,1</i>	<i>431,5</i>	<i>53,6</i>	<i>485,1</i>	<i>34,0</i>	<i>124,3</i>	<i>158,3</i>	<i>38,8</i>	<i>81,0</i>	<i>119,8</i>	<i>-38,5</i>	<i>-24,3</i>	
Voyages		77,8	47,0	124,8	3,9	128,7	55,4	122,4	177,8	41,1	94,9	136,0	-41,8	-23,5	
Représentation		8,8		8,8		8,8	5,0		5,0	5,0		5,0			
Services contractuels			6,7	6,7		6,7		25,0	25,0		30,0	30,0	5,0	20,0	
Formation		11,0	37,6	48,6		48,6	23,9	31,9	55,8	23,9	32,0	55,9	0,1	0,2	
Frais généraux de fonctionnement															
Fournitures et accessoires															
Matériel, dont mobilier															
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		<i>97,6</i>	<i>91,3</i>	<i>188,9</i>	<i>3,9</i>	<i>192,8</i>	<i>84,3</i>	<i>179,3</i>	<i>263,6</i>	<i>70,0</i>	<i>156,9</i>	<i>226,9</i>	<i>-36,7</i>	<i>-13,9</i>	
Total		1 443,2	306,4	1 749,6	57,5	1 807,1	1 436,9	303,6	1 740,5	1 491,6	237,9	1 729,5	-11,0	-0,6	
Participation à l'entretien		38,6		38,6		38,6	42,4		42,4	38,9		38,9	-3,5	-8,2	

Tableau 23 : Sous-programme 2110 : Effectif proposé pour 2013

		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux		Total fonctionnaires
Cabinet du Procureur / Section des avis juridiques		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base	1				1	1	1	4	1	9	1	4	5	14	
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>	<i>1</i>				<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>9</i>	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>14</i>	
Nouveaux postes / Postes convertis	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>															
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>															
Total		1				1	1	1	4	1	9	1	4	5	14	

b) **Sous-programme 2120 : Section des services****Ressources en personnel**

135. Aucun poste nouveau n'est demandé au titre de ce sous-programme.

Personnel temporaire

136. La section des services continue d'avoir besoin de crédits au titre du personnel temporaire, pour assurer des services de traduction, de révision et d'interprétation sur le terrain à l'appui des missions d'enquête conduites par le Bureau. Des ressources sont également nécessaires pour appuyer l'Unité de la base de connaissances en matière de gestion des affaires et de communications.

137. L'Unité des services linguistiques continue d'avoir besoin de personnel temporaire pour traduire et interpréter les nombreuses langues employées pour recueillir des éléments de preuve, ainsi que pour fournir des services linguistiques aux divisions fonctionnelles. On évalue à 20 le nombre d'ETP pour l'ensemble des services de traduction, de coordination et d'interprétation sur le terrain. Dans le cadre de cette demande, 3 ETP sont assurés par les postes permanents et les 17 ETP restants sont assurés par le recrutement flexible de personnel temporaire au mois (1 798 000 euros).

138. Ces ressources sont demandées sous forme de personnel temporaire mais plusieurs de ces postes sont nécessaires depuis plusieurs années et leur conversion en postes permanents aurait normalement été demandée. Tout en gardant à l'esprit la recommandation du Comité visant le gel du nombre de postes permanents, au niveau approuvé en 2010, jusqu'à ce que soit présenté un tableau complet justifiant à nouveau l'ensemble des postes⁴⁴, le Bureau du Procureur ne sollicitera pas la conversion en postes permanents de ces postes relevant du personnel temporaire dans le budget pour 2013, mais reviendra sur cette question ultérieurement.

139. Pour limiter au minimum toute augmentation dans ce domaine, l'Unité des services linguistiques continue d'établir son budget avec une pénurie de moyens et de gérer un arriéré de dossiers ; selon les estimations, il manque 1,57 ETP (comparé à 1,48 ETP en 2012). Il faudra compenser cette pénurie de moyens, équivalant à 1 211 pages de traduction, par des gains d'efficacité et l'externalisation lorsque les considérations relatives à la confidentialité le permettent. L'ensemble très divers de langues traitées par l'Unité réduit sa capacité à absorber les dépenses, comme ce fut le cas les années précédentes.

Répartition fonctionnelle des traducteurs (postes temporaires et postes permanents) et capacité de traduction en découlant, compte tenu de la charge de travail prévue en 2013

LANGUES	DISTRIBUTION ETP									Total ETP	Capacité / Demande		
	Traduction	Gestion traduction et interprétation sur le terrain	Traduction / Interprétation sur le terrain, soutien (tests et formation)	Révision et relecture (par exemple : traductions externalisées)	Interprétation (missions)	Interprétation par téléphone	Traduction à vue	Scannage de documents	Soutien à la transcription (contrôle de qualité) / réexamen des		Charge de travail prévue (pages)	Capacité des ressources en 2012 (pages)	Excédent / Déficit (pages)
Anglais + Français	3,4	1,4	0,2	0,8	0,1		0,1			6	3 624	2 618	-1 006,00
RDC	3,3		0,2			1	0,8	0,4	0,1	6	2 742	2 541	-201,00
KEN	0,4	0,5	0,2			0,5	0,4	0,2	0,1	2,5	262	308	46,00
RCA	0,3		0,1	0,2	0,2	0,1	0,1			1	130	231	101,00
CIV	0,2				0,1	0,1	0,1			0,5	95	154	59,00
CAR / LBY	3			0,5	0,2	0,2	0,1			4	2 520	2 310	-210,00
Total ETP	10,6	1,9	0,7	1,5	2,1	1,6	1	0,4	0,2	20	9 373	8 162	-1 211,00

Deux ETP ne réalisent pas de traductions par écrit, dans la mesure où il n'existe aucune forme écrite standardisée de la langue concernée.

140. En outre, le Bureau demande l'équivalent de 34 mois de travail au niveau de la catégorie des agents des services généraux (autres classes), au titre des services d'interprétation sur le terrain à l'appui des enquêtes en cours et en suspens. Ce personnel temporaire est recruté à partir de la liste des interprètes de terrain établie, pour chaque situation, par le coordonnateur de l'interprétation dans le cadre des opérations du Bureau, en privilégiant la disponibilité immédiate de tous les besoins linguistiques possibles de la situation donnée. Les prestataires de service sont engagés uniquement pour la durée des

⁴⁴ Documents officiels ... neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), volume II, partie B.2, paragraphe 81 ; et Rapport du Comité du budget et des finances du 22 mai 2012 sur les travaux de sa dix-huitième session (ICC-ASP/11/5), paragraphe 25.

missions et accompagnent les équipes d'enquêteurs pour assurer l'interprétation des langues ethniques dans les langues de travail. L'équivalent des mois de travail demandés au titre du recueil d'éléments de preuve pour l'ensemble des situations, a été réduit de 46 à 34 (-26%).

141. L'équivalent d'un poste de la classe P-2 pour une durée de 12 mois est demandé au titre d'un poste supplémentaire de coordonnateur des bases de données à l'appui des enquêtes et des procès. L'une des fonctions essentielles de ce poste est d'aider les équipes conjointes et les équipes affectées aux procès à examiner les éléments de preuve et à communiquer les pièces (y compris les données expurgées) à la Défense, aux victimes et au Greffe, pour la préparation des audiences. Les autres fonctions comprennent notamment la préparation des documents expurgés par les équipes du Bureau du Procureur, de la version texte intégral expurgé, des métadonnées expurgées ainsi que la conformité avec le protocole du prétoire électronique, l'établissement des rapports sur les données du système et les changements de masse des travaux du Bureau du Procureur, comme la rédaction des documents à soumettre aux chambres. Les coordonnateurs préparent également les bases de données Ringtail et CaseMap afin de faciliter l'examen des éléments de preuve ; ils dispensent en outre une formation sur les logiciels et fournissent un soutien aux nouveaux membres des équipes. Ces travaux nécessitent des ressources considérables. Alors que les activités d'enquête se poursuivent dans le cadre de la situation en RDC, de nombreux éléments de preuve ont été recueillis au cours de l'enquête menée sur la situation en Côte d'Ivoire. La charge de travail supplémentaire qui en résulte ne peut plus être absorbée par les deux postes permanents de coordonnateur des bases de données de l'Unité de la base de connaissances.

Ressources hors personnel

Voyages

142. Le budget de base en matière de voyages prévoit de nouveau huit missions pour du personnel technique, linguistique et administratif participant à des conférences professionnelles.

143. L'élément du budget des voyages lié aux situations enregistre une baisse considérable. Il prévoit des missions dans le cadre d'enquêtes, pour le personnel technique de l'Unité des informations et des éléments de preuve et les interprètes de terrain (locaux et internationaux), qui sont nécessaires au bon déroulement des missions d'enquêtes pour toutes les affaires dans leurs phases préliminaire et de première instance, et prévoit également plusieurs missions dans les pays de situation, aux fins d'évaluation et de recrutement d'interprètes de terrain. Le nombre total de missions en 2013 portant sur une situation en particulier est de 96 (contre 156 en 2012). Dans l'ensemble, le budget des voyages est réduit de 75 800 euros (21,5%) par rapport à 2012.

Services contractuels

144. En ce qui concerne la gestion en 2013 des projets du Bureau du Procureur en matière de technologie de l'information, les principales dépenses ont trait à l'optimisation des processus, particulièrement des services des consultants pour les systèmes de gestion de l'information en matière d'enquêtes et de poursuites : systèmes visant à améliorer l'efficacité de l'extraction, de l'assimilation et de la mise en liaison des données analytiques provenant du travail et des documents des équipes (12 000 euros) ; mise en œuvre de systèmes et méthodes normalisés de gestion des tâches (44 000 euros) ; définition des besoins en matière de systèmes de contrôle de la gestion pour les équipes d'enquêteurs (12 000 euros) ; augmentation de la capacité de traitement des éléments de preuve et des données électroniques (50 000 euros). Dans l'ensemble, ces dépenses ont légèrement diminué.

145. Des crédits sont demandés aux fins de l'externalisation de la traduction, pour renforcer la capacité interne du service de traduction du Bureau du Procureur pendant les périodes de pointe où la charge de travail portant sur des situations est soumise à des délais rigoureux, ainsi qu'à l'occasion de la réception de communications dans des langues autres que les langues de travail de la Cour. Les dépenses liées à l'externalisation augmentent régulièrement d'année en année, nécessitant la réaffectation de crédits provenant d'autres

sources. La somme demandée est donc en augmentation de 30 000 euros, à 85 000 euros, et doit couvrir toutes les situations. Cette augmentation est partiellement compensée par la baisse globale des dépenses du Bureau du Procureur en matière de projets, évoquée au paragraphe précédent, et par les coupes faites dans le budget des voyages.

146. Une somme de 10 000 euros est également demandée au titre de l'externalisation de la lecture optique, de la numérisation et de l'impression d'éléments de preuve de très grande taille, ce qui nécessite un équipement spécialisé dont le Bureau ne dispose pas et dont l'acquisition se révélerait non rentable par rapport au coût. Cette somme servira également à l'externalisation du traitement électronique des éléments de grande taille.

Frais généraux de fonctionnement

147. Les crédits demandés s'élèvent toujours à 10 000 euros pour faire face en partie aux coûts des projets évoqués ci-dessus et pour couvrir les dépenses de fret liées aux achats spécifiques du Bureau du Procureur.

Fournitures et accessoires

148. La somme de 38 000 euros est demandée pour le renouvellement des abonnements à des bases de données et à des revues et association professionnelles spécifiques au Bureau du Procureur (par exemple, l'Association internationale des procureurs) et pour l'achat d'ouvrages de référence nécessaires aux activités essentielles du Bureau du Procureur. Dans l'ensemble, cette ligne budgétaire est en baisse de 15 000 euros, soit 23,8%, par rapport à 2012.

Mobilier et matériel

149. Une somme de 20 000 euros est demandée pour que l'Unité de la base de connaissances puisse moderniser les logiciels et acquérir de nouvelles applications nécessaires à la gestion des affaires par le Bureau du Procureur, en particulier l'extraction électronique d'information des médias et plus spécifiquement CaseMap et Analysts' Notebook. Cette ligne budgétaire comprend également une somme de 10 000 euros pour que l'Unité des informations et des éléments de preuve entretienne, renouvelle et améliore le matériel qui sert aux missions spécifiques du Bureau du Procureur (appui audio-visuel aux enquêtes).

Tableau 24 : Budget proposé pour 2013

2120 Section des services	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						1 063,4	424,6	1 488,0	1 130,5	448,3	1 578,8	90,8	6,1
Agents des services généraux						306,0	673,2	979,2	387,6	646,0	1 033,6	54,4	5,6
Total partiel (fonctionnaires)	1 189,9	1 066,0	2 255,9		2 255,9	1 369,4	1 097,8	2 467,2	1 518,1	1 094,3	2 612,4	145,2	5,9
Personnel temporaire	70,7	1 313,6	1 384,3	142,7	1 527,0		1 723,4	1 723,4		2 090,1	2 090,1	366,7	21,3
Personnel temporaire pendant les réunions	2,2	2,4	4,6		4,6								
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	72,9	1 316,0	1 388,9	142,7	1 531,6		1 723,4	1 723,4		2 090,1	2 090,1	366,7	21,3
Voyages	18,0	141,4	159,4	26,1	185,5	12,8	339,8	352,6	22,4	254,4	276,8	-75,8	-21,5
Représentation		141,7	141,7		141,7								
Services contractuels	11,4	1,3	12,7		12,7	25,0	165,0	190,0	25,0	187,5	212,5	22,5	11,8
Formation													
Frais généraux de fonctionnement		5,7	5,7		5,7		10,0	10,0		10,0	10,0		
Fournitures et accessoires	4,8	6,5	11,3		11,3	49,1	13,9	63,0	38,0	10,0	48,0	-15,0	-23,8
Matériel, dont mobilier		38,7	38,7		38,7		20,0	20,0		30,0	30,0	10,0	50,0
Total partiel (hors personnel)	34,2	335,3	369,5	26,1	395,6	86,9	548,7	635,6	85,4	491,9	577,3	-58,3	-9,2
Total	1 297,0	2 717,3	4 014,3	168,8	4 183,1	1 462,3	3 216,0	4 826,2	1 603,5	3 676,3	5 279,8	453,6	9,4
Participation à l'entretien	41,4	65,8	107,2		107,2	45,4	64,0	109,4	41,7	61,8	103,5	-5,9	-5,4

Tableau 25 : Sous-programme 2120 : Effectif proposé pour 2013

Section des services		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux		Total fonctionnaires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base					1	4	2	2	1	10		5	5		15
	Effectif lié à une situation							1	1	3	5		11	11		16
	Total partiel					1	4	3	3	4	15		16	16		31
Nouveaux postes / Postes convertis	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel															
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel															
Total						1	4	3	3	4	15		16	16		31

2. Programme 2200 : Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération

Introduction

150. La Division contribue principalement à la mise en place et à la consolidation du puissant et important réseau d'appui et de coopération avec les États, les organisations internationales et les autres partenaires, qui doit exister pour que le Bureau s'acquitte avec efficacité de son mandat judiciaire ; elle conduit les activités du Bureau du Procureur pour ce qui concerne les questions de compétence, de recevabilité, d'intérêt des victimes et de coopération. En outre, elle canalise et coordonne toutes les demandes d'assistance, négocie les accords de coopération nécessaires, met en place des réseaux de partage de l'information et déploie des efforts pour mobiliser un soutien en vue des arrestations. Elle coordonne toutes les questions liées aux relations extérieures et procède à l'examen préliminaire des communications sur les crimes relevant de la compétence de la Cour.

151. Au sein de la Division, pour permettre la tenue de procès impartiaux, efficaces et rapides, la Section de l'analyse des situations dispense des avis sur des questions complexes de fait et de droit relatives à la complémentarité, à la compétence et à l'évaluation des intérêts de la justice, particulièrement des intérêts des victimes.

Objectifs

1. Mener quatre ou cinq nouvelles enquêtes relatives à des affaires, dans le cadre de situations existantes ou de situations nouvelles, et conduire au moins quatre procès, sous réserve de l'obtention de la coopération externe nécessaire (objectif stratégique 1)

Objectif annuel du Bureau du Procureur pour 2013 : Faciliter la conduite de sept enquêtes complètes et huit enquêtes limitées ; procéder à au moins sept examens préliminaires de situations, conformément aux articles 15 et 53 du Statut
2. Concevoir des mécanismes pour assurer toute la coopération nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'arrestation et la remise des personnes concernées, la protection des témoins et l'exécution des peines (objectif stratégique 5)
3. Intensifier la gestion des communications et des relations avec les États et autres partenaires pour faciliter une meilleure compréhension de la Cour, en particulier de son mandat et de son indépendance judiciaires, en vue d'optimiser le soutien et la coopération avec la Cour (objectif stratégique 6)

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1		
– Conformité aux procédures et réponse en temps opportun aux demandes d'assistance.	Proportion des demandes traitées en temps voulu et conformément aux procédures matérielles et formelles : taux de conformité.	> 95%
– Élargissement de la gamme des pourvoyeurs d'information et d'autres formes d'appui, dont notamment la coopération en matière d'enquête ou de procès, et conclusion d'accords/d'arrangements suivant les besoins.	Proportion des accords de coopération et des arrangements d'appui et de coopération conclus suivant les besoins	100%
– Remise au Comité exécutif de rapports analytiques périodiques sur les communications reçues et sur les questions de compétence, de recevabilité ou touchant aux intérêts de la justice concernant des situations faisant l'objet d'un examen préliminaire ou d'une d'enquête.	Pourcentage de rapports analytiques communiqués en temps opportun et validés par le Comité exécutif	100%
Objectif 3		
– Progrès suffisants dans la mise en œuvre des stratégies de coopération et d'arrestation élaborées pour chaque situation.	Mise en œuvre effective comparée à la mise en œuvre prévue.	100%

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 4 – Réalisation des objectifs annuels fixés dans les stratégies en matière de coopération et de relations extérieures mettant directement en jeu le Bureau du Procureur.	Taux effectif de réalisation des objectifs annuels.	100%

Ressources en personnel

152. Aucun poste nouveau n'est demandé au titre de ce sous-programme.

Personnel temporaire

153. La division demande deux postes de conseiller adjoint chargé de la coopération de la classe P-2 et un poste d'analyste adjoint de situation de la classe P-2 afin d'appuyer les phases d'enquête et de procès des affaires (12 mois de travail pour chaque poste). Il convient de noter qu'en 2013, la coopération et l'analyse de la situation nécessiteront respectivement moins de 0,4 ETP et 0,27 ETP par affaire. Ces postes ne sont donc pas demandés pour une affaire spécifique mais pour assurer le soutien nécessaire à une analyse et une coopération continues dans le cadre des missions d'enquête et pour mobiliser les efforts visant à l'arrestation et à la remise des suspects.

154. Un poste d'assistant chargé de la coopération judiciaire de la catégorie des agents des services généraux (autre classe) est également demandé pour une durée de 12 mois, pour seconder le conseiller chargé de la coopération judiciaire. S'agissant de la coopération judiciaire, la charge de travail a pratiquement doublé depuis 2008, passant de 150 à 290 demandes par an, et nécessite une coordination interne et un suivi auprès des parties prenantes extérieures.

155. Un poste supplémentaire d'assistant administratif de la catégorie des agents des services généraux (autre classe) est également demandé pour une durée de 12 mois, à l'appui des procédures administratives et des préparatifs des missions de la division, en particulier en ce qui concerne les relations extérieures et la coopération.

Ressources hors personnel

Voyages

156. Dans l'ensemble, le budget des voyages est en légère diminution (9,4%) par rapport à 2012, y compris l'absorption de l'augmentation des coûts (augmentation des tarifs aériens et des indemnités journalières de subsistance⁴⁵). Le budget de base comprend les missions de la Section de l'analyse des situations dans le cadre des situations en cours d'examen préliminaire. En outre, il comprend les voyages du directeur de la Division, en compagnie du Procureur ou au nom de ce dernier et, le cas échéant, des conseillers chargés de la coopération, pour assister à des réunions de haut niveau destinées à s'assurer de la coopération générale des États et des organisations internationales. Le budget de base prévoit une moyenne de 2,75 missions par mois (contre 4,5 missions en 2012).

157. Les missions portant sur une situation particulière sont requises pour s'assurer la coopération et mener une analyse continue des situations faisant l'objet d'une enquête. Le nombre de missions est tombé à 79 (contre 116 en 2012). La somme demandée couvre les voyages des analystes de situation et des conseillers chargés de la coopération effectués avant les missions d'enquête ou à l'appui de ces dernières.

⁴⁵ Les indemnités journalières de subsistance sont fixées par la Commission de la fonction publique internationale des Nations Unies.

Tableau 26 : Programme 2200 : Budget proposé pour 2013

2200		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération		Ressources liées aux situations		Total	Total Fonds imprévus		Ressources liées aux situations	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
		Ressource s de base			Fonds imprévus			Ressource s de base				
Administrateurs							727,2	882,9		1 610,1	97,7	6,1
Agents des services généraux							122,4			122,4	6,8	5,6
Total partiel (fonctionnaires)		821,0	834,2	1 655,2		1 655,2	849,6	882,9		1 732,5	104,5	6,0
Personnel temporaire			221,9	221,9	37,9	259,8		97,4		97,4	322,8	331,4
Personnel temporaire pendant les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants												
Total partiel (autre personnel)			221,9	221,9	37,9	259,8		97,4		97,4	322,8	331,4
Voyages		139,8	217,4	357,2	17,7	374,9	119,9	312,1	432,0	108,6	391,5	-9,4
Représentation												
Services contractuels												
Formation												
Frais généraux de fonctionnement												
Fournitures et accessoires												
Matériel, dont mobilier												
Total partiel (hors personnel)		139,8	217,4	357,2	17,7	374,9	119,9	312,1	432,0	108,6	391,5	-9,4
Total		960,8	1 273,5	2 234,3	55,6	2 289,9	969,5	1 292,4	2 261,9	1 009,3	1 639,4	386,8
Participation à l'entretien		22,1	37,0	59,1		59,1	24,2	36,0	60,2	22,3	57,0	-5,3

Tableau 27 : Programme 2200 : Effectif proposé pour 2013

Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	SG (1 ^{ère} classe)	SG (autres classes)	Total des agents des services généraux	Total fonctionnaires	
Postes existants	Effectif de base				1	1	2	1	1		6			2	2	8
	Effectif lié à une situation						3	2	4		9					9
	Total partiel				1	1	5	3	5		15			2	2	17
Nouveaux postes	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel															
Postes réaffectés / restitués	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel															
Total					1	1	5	3	5		15			2	2	17

3. Programme 2300 : Division des enquêtes

Introduction

158. La Division joue un grand rôle dans la qualité de la justice en aidant le Bureau du Procureur à conduire des enquêtes impartiales et rapides conformément au Statut de Rome. Elle est responsable, pour chaque affaire, de l'établissement des plans de sécurité et des politiques en matière de protection qui s'imposent pour veiller à la sécurité et au bien-être des victimes, des témoins, du personnel du Bureau, et des personnes éventuellement en danger du fait de leurs relations avec la Cour, le tout dans le respect des meilleures pratiques et, le cas échéant, en concertation et en coordination avec le Greffe sur les questions ayant trait à la protection et à l'appui. La Division assure des services d'expert et un appui en matière d'enquête et aide à préparer et à coordonner le déploiement du personnel du Bureau du Procureur sur le terrain.

159. La Division procède par ailleurs à l'analyse factuelle de la criminalité dans le contexte d'une information ou d'éléments de preuve, à l'appui d'analyses, de bilans, d'enquêtes et de poursuites préliminaires.

Objectifs

1. Conduire quatre à cinq nouvelles enquêtes sur des affaires, dans le cadre de situations existantes, ou de situations nouvelles, et quatre procès au minimum, sous réserve de l'obtention de la coopération externe nécessaire (objectif stratégique 1)
Objectif annuel du Bureau du Procureur pour 2013 : Conduire au moins sept enquêtes complètes et huit enquêtes limitées
2. Concevoir des politiques pour appliquer les normes de qualité spécifiées dans le Statut et dans le Règlement de procédure et de preuve à l'égard de toutes les personnes intervenant dans les procédures ou concernées à un autre titre par les activités de la Cour, d'une manière qui soit respectueuse de la diversité (objectif stratégique 3)
Objectif annuel du Bureau du Procureur pour 2013 : Garantir l'application cohérente des normes de qualité applicables à la collecte et à l'analyse des éléments de preuve.
3. Maintenir et continuer à développer le système mis en place pour traiter l'ensemble des risques en matière de sécurité, en s'efforçant d'assurer à tous les participants une sécurité maximum en conformité avec le Statut de Rome (objectif stratégique 2)
Objectif annuel du Bureau du Procureur pour 2013 : Dans le cadre des responsabilités du Bureau du Procureur, prévenir ou gérer tous les risques prévisibles en matière de sécurité du personnel et des autres personnes éventuellement en danger du fait de leur relation avec la Cour (objectif stratégique 2)

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1 – Objectifs en matière de collecte de l'information et d'analyse définis dans le plan conjoint des équipes d'enquêteurs atteints.	Comparaison de la collecte et de l'analyse de données prévues avec la collecte et l'analyse effectives de données	Tous les plans conjoints des équipes d'enquêteurs sont en bonne voie, sauf événement imprévu
– Examen et retranscription des éléments recueillis à l'appui de l'hypothèse de travail pour une affaire et communication des pièces en temps voulu	Normes de qualité respectées Comparaison de la production prévue des métadonnées, retranscriptions et leurs examens avec leur production effective. % d'erreurs	> 90% > 90% Moins de 10%
Objectif 2 – Mise en œuvre des systèmes de contrôle de la qualité définis dans le plan	Comparaison des prévisions et de la situation réelle	Systèmes de contrôle de la qualité entièrement définis et éléments programmés mis en œuvre
Objectif 3 – Aucun incident en matière de sécurité qui soit la conséquence d'une exposition regrettable à un danger ou d'une carence de la part du Bureau du Procureur	Nombre d'incidents en matière de sécurité affectant des témoins ou le personnel qui soient la conséquence d'une exposition regrettable à un danger ou d'une carence de la part du Bureau du Procureur.	Zéro

Tableau 28 : Programme 2300 : Budget proposé pour 2013 (comprenant les Sous-programmes 2320 et 2330)

2300 Division des enquêtes	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
	Ressource s de base												
Administrateurs						285,1	7 095,8	7 380,9	300,4	7 661,5	7 961,9	581,0	7,9
Agents des services généraux						122,4	1 836,0	1 958,4	129,2	1 818,6	1 947,8	-10,6	-0,5
Total partiel (fonctionnaires)	431,2	8 488,9	8 920,1		8 920,1	407,5	8 931,8	9 339,3	429,6	9 480,1	9 909,7	570,4	6,1
Personnel temporaire		1 551,4	1 551,4	578,0	2 129,4		2 022,1	2 022,1		706,1	706,1	-1 316,0	-65,1
Personnel temporaire pendant les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)		1 551,4	1 551,4	578,0	2 129,4		2 022,1	2 022,1		706,1	706,1	-1 316,0	-65,1
Voyages		894,9	894,9	105,4	1 000,3		975,2	975,2		894,8	894,8	-80,4	-8,2
Représentation													
Services contractuels		77,2	77,2	4,5	81,7		55,0	55,0		110,0	110,0	55,0	100,0
Formation		12,6	12,6		12,6								
Frais généraux de fonctionnement		326,3	326,3	24,0	350,3		360,0	360,0		275,0	275,0	-85,0	-23,6
Fournitures et accessoires		11,3	11,3		11,3								
Matériel, dont mobilier		7,5	7,5		7,5								
Total partiel (hors personnel)		1 329,8	1 329,8	133,9	1 463,7		1 390,2	1 390,2		1 279,8	1 279,8	-110,4	-7,9
Total	431,2	11 370,1	11 801,3	711,9	12 513,2	407,5	12 344,1	12 751,6	429,6	11 466,0	11 895,6	-856,0	-6,7
Participation à l'entretien	13,8	448,1	461,9		461,9	15,1	420,1	435,2	13,9	405,4	419,3	-15,9	-3,7

Tableau 29 : Programme 2300 : Effectif proposé pour 2013

Division des enquêtes		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux	Total fonctionnaires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base		1		1			1			3		2	2	5
	Effectif lié à une situation					3	8	31	28	6	76		29	29	105
	<i>Total partiel</i>		<i>1</i>		<i>1</i>	<i>3</i>	<i>9</i>	<i>31</i>	<i>28</i>	<i>6</i>	<i>79</i>		<i>31</i>	<i>31</i>	<i>110</i>
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Postes réaffectés / restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation												1	1	1
	<i>Total partiel</i>												<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Total			1		1	3	9	31	28	6	79		32	32	111

(a) Sous-programme 2320 : Section de la planification et des opérations**Ressources en personnel**

160. Aucun poste nouveau n'est demandé pour 2013, le niveau des effectifs demeurant celui qui a été approuvé pour 2012.

Personnel temporaire

161. En raison du succès du projet pilote d'externalisation des transcriptions et de l'amélioration de l'efficacité des méthodes d'examen juridique, la somme demandée pour 2013 au titre du personnel temporaire pour ce sous-programme de la Division des enquêtes est considérablement réduite, à 9,3 ETP (60% de moins qu'en 2012).

162. Sur ce total, 9,1 ETP, soit 110 mois de travail, sont requis au titre de la transcription et du traitement des données en interne, soit une réduction de 62% par rapport à 2012 (année pour laquelle 24 ETP ont été approuvés), ce qui représente des économies de 978 600 euros. Une partie de ces économies sera absorbée par une augmentation de 55 000 euros au titre de services contractuels d'externalisation, qui représentent une solution nettement plus rentable. Des économies de 300 000 euros sont également faites grâce au transfert de rédacteurs juridiques à la Division des poursuites (2400), qui centralise et coordonne désormais l'essentiel des activités de ce domaine (voir le paragraphe 172 ci-dessous).

163. La capacité de 9,1 ETP est demandée en raison du manque de possibilités (fiabiles) d'externaliser la transcription des déclarations de témoins et/ou des éléments de preuve recueillis dans les langues ethniques. Comme il a déjà été indiqué, cette capacité servira également au traitement des métadonnées et/ou à l'examen juridique des documents afférents aux enquêtes.

164. En outre, l'équivalent de deux mois de travail à la classe P-2 est demandé pour recruter des intervenants psychosociaux inscrits sur les listes de l'Unité violences sexistes et enfants, qui seront chargés de faire, sur le terrain, un bilan préalable aux entretiens avec les enfants ou témoins traumatisés.

Ressources hors personnel*Voyages*

165. Il est prévu un montant de 242 652 euros (en baisse de 22,8% par rapport à 2012) pour les missions des membres de la Section de la planification et des opérations, comme suit :

- (a) Missions d'analyse avancée et d'analyse de situation en cours à l'appui des enquêtes ;
- (b) Missions de l'expert-adjoint de 1^{re} classe chargé des victimes et/ou des experts en psychologie inscrits sur les listes du Bureau du Procureur chargés de procéder à un bilan préalable aux entretiens et/ou d'aider dans le cadre des entretiens que les enquêteurs mènent avec des victimes ou des témoins fortement traumatisés ;
- (c) Missions en vue de mettre au point les évaluations en matière de risques et les stratégies de protection, d'assurer la conformité aux systèmes mis en place et leur efficacité opérationnelle, et de faire face aux situations d'urgence en assurant ainsi la sécurité du personnel de terrain, des témoins et des intermédiaires ;
- (d) Missions de fonctionnaires sur le terrain appuyant les enquêtes et effectuant des tâches d'administration des témoins pour l'ensemble des affaires en cours ou en suspens ;
- (e) Missions d'enquête médico-légales à l'appui des situations se trouvant au stade de l'enquête ou du procès.

166. Des crédits sont demandés pour 79 missions au total.

Services contractuels

167. Des crédits de 110 000 euros sont demandés pour la poursuite de l'externalisation de la transcription des langues de travail et des autres langues, à l'appui des préparatifs en vue des procès, de la collecte d'éléments de preuve et des analyses, soit le double de l'année dernière. Toutefois, comme indiqué au paragraphe 163 ci-dessus, cette augmentation est une conséquence de la réduction de la demande en personnel temporaire pour ces mêmes services et du recours à la solution plus économique qui consiste à externaliser la transcription des langues spécifiques aux affaires, chaque fois que cela est possible.

Tableau 30 : Sous-programme 2320 : Budget proposé pour 2013

2320 Section de la planification et des opérations	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressourc s de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressourc s de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressourc s de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						285,1	3 009,6	3 294,7	300,4	3 111,3	3 411,7	117,0	3,6
Agents des services généraux						122,4	1 530,0	1 652,4	129,2	1 495,6	1 624,8	-27,6	-1,7
Total partiel (fonctionnaires)	431,2	4 060,9	4 492,1		4 492,1	407,5	4 539,6	4 947,1	429,6	4 606,9	5 036,5	89,4	1,8
Personnel temporaire		1 263,0	1 263,0	405,2	1 668,2		1 638,1	1 638,1		659,5	659,5	-978,6	-59,7
Personnel temporaire pendant les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)		1 263,0	1 263,0	405,2	1 668,2		1 638,1	1 638,1		659,5	659,5	-978,6	-59,7
Voyages		312,4	312,4	15,4	327,8		314,5	314,5		242,7	242,7	-71,8	-22,8
Représentation													
Services contractuels		75,1	75,1	4,5	79,6		55,0	55,0		110,0	110,0	55,0	100,0
Formation		6,8	6,8		6,8								
Frais généraux de fonctionnement													
Fournitures et accessoires		6,5	6,5		6,5								
Matériel, dont mobilier		1,0	1,0		1,0								
Total partiel (hors personnel)		401,8	401,8	19,9	421,7		369,5	369,5		352,7	352,7	-16,8	-4,5
Total	431,2	5 725,7	6 156,9	425,1	6 582,0	407,5	6 547,2	6 954,7	429,6	5 619,1	6 048,7	-906,0	-13,0
Participation à l'entretien	11,0	234,3	245,3		245,3	12,1	228,0	240,1	11,1	220,0	231,2	-8,9	-3,7

Tableau 31 : Sous-programme 2320 : Effectif proposé pour 2013

Section de la planification et des opérations		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux		Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base				1		1				2		2	2		4
	Effectif lié à une situation					2	2	12	15		31		24	24		55
	Total partiel				1	2	3	12	15		33		26	26		59
Nouveaux postes	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel															
Postes réaffectés / restitués	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation												1	1		1
	Total partiel												1	1		1
Total					1	2	3	12	15		33		27	27		60

(b) Sous-programme 2330 : Équipes d'enquêteurs**Ressources en personnel**

168. Aucun poste nouveau n'est demandé au titre de ce sous-programme.

169. Les moyens demandés sont, pour la plus grande part, assurés par la rotation des membres des équipes d'enquêteurs, affectés à une nouvelle équipe lorsqu'une affaire passe au stade préliminaire ou au stade du procès, à savoir que du personnel est transféré d'une affaire à une autre, à long terme et à court terme : à mesure que le travail d'enquête diminue dans le cadre d'une affaire donnée, les analystes et enquêteurs sont affectés à une autre affaire nécessitant des ressources supplémentaires. Aussi assure-t-on en permanence un développement dynamique des équipes tout au long des phases de l'enquête et du procès.

170. Cette approche représente un compromis entre une solution modulaire, qui assurerait la capacité maximale et la dynamique optimale pour mener de front toutes les affaires et la solution plus économique de la rotation qui assure une capacité moindre tout en maintenant une dynamique acceptable. On estime que cette approche permet au Bureau de faire des économies de l'ordre de 3,4 millions d'euros.

171. La planification et le suivi de la mise en œuvre de ce modèle de rotation sont essentiels à son bon fonctionnement et sont supervisés par le coordonnateur des enquêtes. Cette approche est également appliquée à différents programmes du Bureau, des enquêteurs étant transférés à la Division des poursuites pour étoffer les services fournis dans le cadre du contentieux en cas de besoin puis réintégrant la Division des enquêtes dès que le procès en arrive aux stades de la défense et des appels. Cette structure de fonctionnement est complétée par le personnel temporaire nécessaire, le cas échéant, comme cela fut le cas pour les situations en RCA et en Libye, les années précédentes.

172. En 2013, dans le cadre du système de rotation entre programmes décrit ci-dessus, un poste permanent d'enquêteur de la classe P-3 quittera la Division des poursuites à laquelle il avait été affecté en 2012 pour remplir les fonctions de substitut du Procureur. Dans le tableau des effectifs, ce mouvement figure sous la dénomination « réaffectation », l'augmentation au titre du sous-programme 2330 étant compensée par une diminution correspondante au titre du sous-programme 2410 et n'ayant donc aucune incidence budgétaire. En outre, un poste d'enquêteur de la classe P-3 (sous-programme 2330) a été créé, début 2012, en réaffectant le poste vacant de fonctionnaire chargé de la planification et du contrôle du sous-programme 2320 ; les fonctions de planification et de contrôle sont désormais assurées conjointement par le coordonnateur des enquêtes (classe P-5) (2330) et le chef de la planification et des opérations (classe P-5) (2320). Ces transferts réciproques entre les sous-programmes 2320 et 2330 sont budgétairement neutres.

Personnel temporaire

173. Les demandes en personnel temporaire au titre de ce sous-programme ont été réduites considérablement (de 384 000 euros à 46 600 euros).

174. Grâce à la réaffectation des 2 postes permanents de la classe P-3 mentionnés ci-dessus, le nombre de postes permanents est désormais suffisant pour permettre l'application du système de rotation au volume d'enquêtes prévu pour 2013.

175. La somme de 46 600 euros est demandée pour continuer les groupes d'échange d'informations sur les crimes de guerre et sur les services de répression. Cette somme est en baisse de 50% par rapport aux crédits approuvés pour les exercices précédents.

Ressources hors personnel*Voyages*

176. La demande de crédits pour cette ligne budgétaire s'élève à 652 143 euros (1,3% de moins qu'en 2012). Les voyages des enquêteurs sont essentiels pour recueillir des éléments de preuve, faire progresser les enquêtes et préserver la preuve au moyen de l'administration des témoins dans les affaires qui restent en suspens (mandats d'arrêt en souffrance), sauvegardant ainsi les investissements déjà faits dans ces affaires ainsi que leur intégrité

dans l'éventualité d'une arrestation et d'une remise ultérieures de personnes. Au cours des exercices précédents, le Bureau avait réussi à absorber l'augmentation des coûts des vols aériens en adaptant les modalités de voyage pour préserver le meilleur équilibre possible entre le coût des vols et celui des indemnités journalières ; cette nouvelle réduction de la demande de crédits pour 2013 s'accompagnera de difficultés de mise en œuvre.

Frais généraux de fonctionnement

177. Ce poste budgétaire a trait uniquement aux frais encourus systématiquement par les témoins interrogés et aux coûts liés à l'obligation de vigilance du Bureau du Procureur à l'égard des témoins qui prêtent leur concours aux affaires (y compris les enquêtes et les procès en cours et les affaires encore en souffrance). Le Bureau réussissant à limiter le nombre de témoins au strict minimum et à réduire les risques en matière de sécurité en mettant les témoins à contribution le plus tard possible dans l'enquête, la possibilité se présente de réduire les coûts à long terme. Par conséquent, la demande de crédits au titre de 2013 s'élève à 275 000 euros, en baisse de 85 000 euros (23,6%) par rapport à 2012.

Fournitures et accessoires

178. En 2013, le Bureau ne demande pas de crédits au titre des équipements de terrain ; il ne s'interdit toutefois pas de demander des crédits pour la reconstitution et le remplacement de ces équipements dans les projets de budgets ultérieurs.

Tableau 32 : Sous-programme 2330 : Budget proposé pour 2013

2330 Équipes d'enquêteurs	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs							4 086,2	4 086,2		4 550,2	4 550,2	464,0	11,4
Agents des services généraux							306,0	306,0		323,0	323,0	17,0	5,6
Total partiel (fonctionnaires)		4 428,0	4 428,0		4 428,0		4 392,2	4 392,2		4 873,2	4 873,2	481,0	11,0
Personnel temporaire		288,4	288,4	172,8	461,2		384,0	384,0		46,6	46,6	-337,4	-87,9
Personnel temporaire pendant les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)		288,4	288,4	172,8	461,2		384,0	384,0		46,6	46,6	-337,4	-87,9
Voyages		582,5	582,5	90,0	672,5		660,7	660,7		652,1	652,1	-8,6	-1,3
Représentation													
Services contractuels		2,1	2,1		2,1								
Formation		5,8	5,8		5,8								
Frais généraux de fonctionnement		326,3	326,3	24,0	350,3		360,0	360,0		275,0	275,0	-85,0	-23,6
Fournitures et accessoires		4,8	4,8		4,8								
Matériel, dont mobilier		6,5	6,5		6,5								
Total partiel (hors personnel)		928,0	928,0	114,0	1 042,0		1 020,7	1 020,7		927,1	927,1	-93,6	-9,2
Total		5 644,4	5 644,4	286,8	5 931,2		5 796,9	5 796,9		5 846,9	5 846,9	50,0	0,9
Participation à l'entretien	2,8	213,8	216,6		216,6	3,0	192,0	195,1	2,8	185,3	188,1	-7,0	-3,6

Tableau 33 : Sous-programme 2330 : Effectif proposé pour 2013

		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux	Total fonctionnaires
Équipes d'enquêteurs		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base		1								1				1
	Effectif lié à une situation					1	6	19	13	6	45		5	5	50
	<i>Total partiel</i>		1			1	6	19	13	6	46		5	5	51
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Postes réaffectés / restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Total			1			1	6	19	13	6	46		5	5	51

4. Programme 2400 : Division des poursuites

Introduction

179. La Division des poursuites joue un rôle déterminant dans les activités essentielles de la Cour, à savoir conduire des procès publics impartiaux, efficaces et rapides conformément au Statut de Rome. Elle est chargée de plaider des affaires devant les chambres des trois sections judiciaires, de rédiger l'ensemble des observations écrites adressées aux chambres et de participer aux activités d'enquête et de préparation des affaires menées par les équipes conjointes.

180. La Division des poursuites est constituée des équipes de l'Accusation et des équipes d'Appel qui sont secondées par les chargés de la gestion des dossiers des affaires et le personnel chargé du soutien aux substituts du Procureur. Le coordonnateur chargé des poursuites supervise l'affectation effective des ressources et la rationalisation de la préparation des affaires et des documents.

Objectifs

1. Conduire quatre ou cinq nouvelles enquêtes relatives à des affaires, dans le cadre de situations existantes ou de situations nouvelles, et au moins quatre procès, sous réserve de l'obtention de la coopération externe nécessaire (objectif stratégique 1)

Objectif annuel du Bureau du Procureur pour 2013: Conduire au moins sept enquêtes complètes et huit enquêtes limitées ainsi que cinq procès au moins (y compris les appels)

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1		
– Soumission de demandes concises et de qualité dans les délais stipulés.	– Taux d'acceptation des demandes et des réponses aux demandes par les chambres.	≥ 80%
– Présentation utile d'éléments de preuve devant les chambres préliminaires et les chambres de première instance.	– Temps que prend le réquisitoire du Procureur (nombre de journées effectives durant lesquelles la Cour siège) pour chaque affaire. – Nombre de témoins par affaire réduit au minimum afin de réduire le plus possible toute exposition à un danger.	≤ 6 mois Strict minimum - au moins comparable à la moyenne actuelle par procès (30-35)

Ressources en personnel

181. Aucun poste nouveau n'est demandé pour la Division des poursuites en 2013.

182. En application du système de rotation du personnel, et pour répondre aux besoins opérationnels à partir des ressources existantes, un poste de la classe P-3 retourne à la Division des enquêtes, les travaux en matière de contentieux étant terminés et la demande se faisant plus pressante pour du personnel d'enquête ayant l'expérience et les compétences nécessaires.

Personnel temporaire

183. La demande de personnel temporaire de la Division augmente en raison du passage d'une enquête avancée au stade de la préparation de l'affaire et du procès. Ces besoins s'ajoutent à ceux de l'affaire en cours *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba* en 2013, ainsi qu'à ceux des appels prévus dans les affaires *Le Procureur c. Lubanga* et *Le Procureur c. Katanga/Ngudjolo Chui*, qui dépassent déjà la capacité assurée par les postes permanents et nécessitent donc du personnel temporaire supplémentaire pour 2013. Le personnel temporaire ci-après est demandé :

- (a) Équipes I & II pour le Kenya (phase préliminaire et procès)
 - (i) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur de la classe P-5 ;

(ii) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur de la classe P-4 ;

(iii) L'équivalent de douze mois de travail de deux substituts du Procureur adjoints de la classe P-1 ;

(iv) L'équivalent de douze mois de travail de deux rédacteurs juridiques (agents des services généraux, autres classes).

(v) Toutes les autres ressources de l'équipe préliminaire sont assurées par les postes permanents ; le nombre total des membres de l'équipe s'établit à 17 pour deux affaires mettant en jeu plusieurs accusés. Toutes les activités liées aux procès en 2013 seront absorbées par cette capacité.

(b) Équipe pour la RCA

(i) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur de la classe P-3 ;

(ii) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur adjoint de la classe P-2 ;

(iii) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur adjoint de la classe P-1 ;

(iv) L'équivalent de douze mois de travail d'un rédacteur juridique (agent des services généraux, autre classe).

(v) Toutes les autres ressources de l'équipe de première instance sont assurées par les postes permanents ; le nombre total des membres de l'équipe s'établit à neuf pour l'affaire en cours *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba*.

(c) Équipe I/II pour la Libye

(i) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur de la classe P-4 ;

(ii) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur de la classe P-3 ;

(iii) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur adjoint de la classe P-1 ;

(iv) L'équivalent de douze mois de travail d'un chargé de gestion des dossiers d'une affaire de la classe P-1.

(v) Ces fonctions sont, pour l'essentiel, celles pour lesquelles des crédits avaient été demandés en 2011 au titre du Fonds en cas d'imprévu et qui avaient été approuvées dans le budget de 2012. Toutes les autres ressources de l'équipe préliminaire sont assurées par les postes permanents ; le nombre total des membres de l'équipe s'établit à quatre pour deux affaires mettant en jeu plusieurs accusés. Ces ressources permettront également de fournir un soutien aux enquêtes supplémentaires éventuellement conduites dans l'affaire de la Libye en 2013.

(d) Équipe III/IV/V pour la RDC

(i) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur de la classe P-3 ;

(vi) L'équivalent de douze mois de travail d'un rédacteur juridique (agent des services généraux, autre classe)

(vii) Toutes les autres ressources de l'équipe préliminaire sont assurées par les postes permanents ; le nombre total des membres de l'équipe s'établit à cinq pour trois affaires en cours d'enquête.

- (e) Équipe I/II pour la Côte d'Ivoire
 - (i) L'équivalent de douze mois de travail de deux substituts du Procureur de la classe P-3 ;
 - (ii) L'équivalent de douze mois de travail d'un substitut du Procureur adjoint de la classe P-1 ;
 - (iii) L'équivalent de douze mois de travail d'un chargé de gestion des dossiers d'une affaire de la classe P-1 ;
 - (iv) L'équivalent de douze mois de travail d'un rédacteur juridique (agent des services généraux, autre classe) ;
 - (v) Toutes les autres ressources de l'équipe préliminaire sont assurées par les postes permanents ; le nombre total des membres de l'équipe s'établit à 11 pour 2 affaires. Toutes les activités liées aux procès éventuellement conduites en 2013 seront absorbées par cette capacité.

184. A deux exceptions près (un poste P-5 et un poste P-4), ces postes sont actuellement occupés par du personnel recruté par le Bureau dans le cadre de la flexibilité que lui accorde l'Assemblée pour satisfaire les besoins prioritaires au moyen des ressources existantes et selon la tendance continue à la baisse des dépenses afférentes au personnel temporaire du programme 2300 par rapport aux besoins croissants du programme 2400.

185. Comme il a été indiqué au paragraphe 162 ci-dessus, une part de ces dépenses égale à 300 000 euros est compensée par le transfert de rédacteurs juridiques entre les sous-programmes 2320 et 2400, ces fonctions étant désormais centralisées et coordonnées par la Division des poursuites.

186. Ces ressources supplémentaires sont demandées sous forme de personnel temporaire mais plusieurs de ces postes sont nécessaires depuis plusieurs années et leur conversion en postes permanents aurait normalement été demandée (postes liés aux situations). Tout en gardant à l'esprit la recommandation du Comité visant le gel du nombre de postes permanents, au niveau approuvé en 2010, jusqu'à ce que soit présenté un tableau complet justifiant à nouveau l'ensemble des postes⁴⁶, le Bureau du Procureur ne sollicitera pas la conversion en postes permanents de ces postes relevant du personnel temporaire dans le budget pour 2013, mais reviendra sur cette question ultérieurement.

Ressources hors personnel

Voyages

187. Des crédits sont demandés au titre des voyages pour les missions non seulement des équipes conjointes à l'appui des enquêtes, mais aussi pour le Procureur adjoint dans le cadre de ses fonctions de représentation visant à faire mieux comprendre les activités menées par le Bureau du Procureur et à s'assurer une coopération pour ces activités.

188. Les crédits demandés pour 2013 sont en augmentation de 8,5% et portent sur 49 missions au total (contre 70 en 2012).

⁴⁶ Documents officiels ... neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), volume II, partie B.2, paragraphe 81 ; et Rapport du Comité du budget et des finances du 22 mai 2012 sur les travaux de sa dix-huitième session (ICC-ASP/11/15), paragraphe 25.

Tableau 34 : Programme 2400 : Budget proposé pour 2013

2400 Division des poursuites	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						623,9	3 375,0	3 998,9	504,9	3 631,7	4 136,6	137,7	3,4
Agents des services généraux						122,4	428,4	550,8	193,8	387,6	581,4	30,6	5,6
Total partiel (fonctionnaires)	806,3	3 500,9	4 307,2		4 307,2	746,3	3 803,4	4 549,7	698,7	4 019,3	4 718,0	168,3	3,7
Personnel temporaire	118,2	1 333,0	1 451,2	186,5	1 637,7		1 423,3	1 423,3		2 206,5	2 206,5	783,2	55,0
Personnel temporaire pendant les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	118,2	1 333,0	1 451,2	186,5	1 637,7		1 423,3	1 423,3		2 206,5	2 206,5	783,2	55,0
Voyages	58,2	118,8	177,0	7,2	184,2	18,2	152,3	170,5	14,9	170,1	185,0	14,5	8,5
Représentation													
Services contractuels													
Formation													
Frais généraux de fonctionnement													
Fournitures et accessoires													
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)	58,2	118,8	177,0	7,2	184,2	18,2	152,3	170,5	14,9	170,1	185,0	14,5	8,5
Total	982,7	4 952,7	5 935,4	193,7	6 129,1	764,5	5 379,0	6 143,5	713,6	6 395,9	7 109,5	966,0	15,7
Participation à l'entretien	16,6	147,9	164,5		164,5	18,2	160,0	178,2	16,7	154,4	171,1	-7,1	-4,0

Tableau 35 : Programme 2400 : Effectif proposé pour 2013

		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1 ^{ère} classe)	SG (autres classes)	Total des agents des services général s	Total fonctionn aires
Postes existants	Effectif de base		1			3					4		2	2	6
	Effectif lié à une situation					3	10	6	7	6	32		7	7	39
	Total partiel		1			6	10	6	7	6	36		9	9	45
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	Total partiel														
Postes réaffectés / restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	Total partiel														
Total			1			6	10	6	7	6	36		9	9	45

C. Grand Programme III : Greffe

189. Le Greffe est l'organe responsable des aspects autres que judiciaires de l'administration et des services rendus à la Cour. Il est dirigé par le Greffier, responsable principal de l'administration de la Cour.

190. Afin d'exercer ses fonctions, le Greffe comprend deux directions (la Direction des services administratifs communs et la Direction du service de la Cour) ainsi que des sections et bureaux qui relèvent directement du Greffier, à savoir la Section d'appui aux conseils, la Section des opérations hors siège, la Section des avis juridiques, la Section de l'information et de la documentation et la Section de la sécurité. Le Cabinet du Greffier dispose d'un petit nombre de fonctionnaires qui aident le Greffier à assumer ses fonctions, notamment en matière de coopération et de relations extérieures. À des fins administratives, le Bureau du conseil public pour la Défense et le Bureau du conseil public pour les victimes, le Bureau de l'audit interne, le Mécanisme de contrôle indépendant, le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, le Secrétariat du Fonds au profit des victimes et le Bureau du directeur du projet pour les locaux permanents sont rattachés au Greffe.

191. Afin de mieux rendre compte de la structure et des opérations du Greffe, un nouveau programme 3700 a été créé. Il comprend les sous-programmes suivants : Bureau du conseil public pour la Défense ; Bureau du conseil public pour les victimes ; Bureau de l'audit interne et Bureau du Greffe pour les locaux permanents. Tous ces sous-programmes figuraient auparavant dans le Programme 3100, Greffier. Les intégrer dans un programme séparé permet de mieux rendre compte de leur lien avec le Greffier et de mieux visualiser leur indépendance fonctionnelle. En outre, le domaine d'intervention du Bureau du Greffe pour les locaux permanents portant sur un projet spécial, le fait de l'intégrer à ce nouveau programme séparé renforcera sa nature spécifique dans le cadre des fonctions et opérations très variées relevant du domaine de compétence du Greffe.

192. Toutes les fonctions et opérations du Greffe visent à soutenir la mise en œuvre du mandat judiciaire de la Cour, ainsi que son bon fonctionnement organisationnel. Le Greffe constitue la principale structure d'appui au fonctionnement de l'ensemble de la Cour et des différents organes liés à la Cour. Par conséquent, son budget dépend essentiellement des développements judiciaires et de l'évolution des poursuites, ainsi que des hypothèses sous-tendant lesdits développements.

193. Ainsi, le Greffe apporte aux participants aux procédures judiciaires des services essentiels en vue de garantir l'efficacité des enquêtes, des procès et des procédures judiciaires. Ces fonctions ont notamment trait à la sécurité sur le terrain et dans les salles d'audiences, aux opérations hors siège, à l'appui administratif et autre au conseil de la Défense et aux représentants des victimes, à la publicité des procédures, et à la gestion des salles d'audience et autres services relatifs à la conduite des procédures judiciaires, tels que la traduction et l'interprétation, ou encore l'appui informatique au sein d'un système de cour électronique. L'approche centralisée qu'a le Greffe de la prestation des services essentiels au sein de la Cour lui permet d'apporter son soutien aux différentes activités de la Cour en plaçant les exigences de ses clients au centre de ses priorités. De même, grâce à la mise en place d'un ensemble de services communs, le Greffe vise à assurer la plus grande efficacité et à éviter un chevauchement de ressources au sein de la Cour.

194. En outre, le Greffe assume aussi d'autres responsabilités fondamentales concernant notamment la coopération judiciaire avec les États, la protection des victimes et des témoins, la détention, l'assistance à la Défense et aux victimes participant à la procédure et les activités de sensibilisation auprès des communautés affectées. De telles responsabilités sont essentielles pour étendre le plus possible la portée du système judiciaire établi par le Statut de Rome et pour garantir son fonctionnement, ainsi que l'exécution effective des décisions judiciaires. De plus, dans le cadre des activités de sensibilisation et de la participation des victimes, la Cour apporte une justice significative aux communautés affectées par les crimes relevant de la compétence de la Cour, en garantissant leur participation aux procédures judiciaires devant la Cour et en répondant efficacement à leurs attentes. En outre, une sensibilisation efficace, et la meilleure compréhension de la Cour et de ses activités qui en découle, favorise la coopération des témoins et des intermédiaires locaux qui est fondamentale dans le cadre des procédures judiciaires. S'agissant de la Défense, et conformément à la règle 20 f) du Règlement de procédure et de preuve, le

Greffier facilite et encourage la spécialisation et la formation des conseils, sans demander de ressources supplémentaires dans le budget de la Cour.

195. En se fondant sur les premières hypothèses sous-tendant le budget (lesquelles ne prévoyaient pas de fonds pour les audiences dans le cadre des deux affaires relatives au Kenya), le Greffier entendait préparer un projet de budget pour 2013 conservant le même niveau que le budget approuvé pour 2012. Toutes les mesures nécessaires, notamment des réductions draconiennes, des économies et la recherche de gains d'efficacité, ont été prises pour garantir que les différents programmes et sous-programmes relevant du Grand programme III conservent le même niveau de ressources que celui qui avait été approuvé pour 2012, voire, dans certains cas, un niveau moindre.

196. Le Greffier a demandé à chaque section relevant du Greffe de préparer un budget d'un niveau inférieur à celui des crédits accordés pour 2012. Cependant, cette opération s'est avérée extrêmement délicate en raison de l'augmentation inévitable des coûts, notamment en matière de personnel et d'aide judiciaire. Le Greffe a donc entrepris un examen complet des ressources nécessaires et a réévalué le niveau des postes permanents et des postes occupés par le personnel temporaire. Parallèlement, les demandes de consultants ont été soigneusement examinées et acceptées uniquement dans des circonstances exceptionnelles sur présentation de motifs sérieux. Comme au cours des années précédentes et conformément aux recommandations du Comité, le greffe n'a demandé aucun reclassement de poste permanent ni création de nouveaux postes pour 2013.

197. Une telle approche démontre qu'en poursuivant la mise en œuvre de son rôle clé de fournisseur de services pour l'ensemble de la Cour, le Greffe a réduit au minimum les augmentations budgétaires. Les réaffectations et les synergies seront mises à profit pour absorber autant que possible les augmentations des fonds nécessaires en fonction des critères de référence du budget approuvé pour 2012.

198. Cependant, malgré ces efforts et ces gains d'efficacité, un faible écart persiste et il n'a pas été possible de le combler sans réduire la quantité de services rendus. Ainsi, avant que soit prise la décision de tenir des audiences dans le cadre de la situation au Kenya, le budget-programme pour 2013 prévoyait, pour le Greffe, une augmentation nette d'un peu plus de 180 000 euros, soit une croissance nominale de 0,2 pour cent par rapport aux fonds accordés dans le budget approuvé pour 2012.

199. Concernant l'augmentation des coûts liés à l'aide judiciaire, il convient d'observer qu'elle est due à l'application directe du système d'aide judiciaire en vigueur, tel qu'approuvé par le Comité lors de sa huitième session⁴⁷ et par l'Assemblée, puis enfin, tel que modifié par la décision du Bureau rendue le 22 mars 2012⁴⁸ et prenant effet à compter du 1^{er} avril 2012, après examen d'une proposition présentée par le Greffe le 15 février 2012⁴⁹. Dans le cadre de l'appui essentiel fourni au conseil de la Défense et aux représentants des victimes, le Greffe gère les ressources nécessaires pour couvrir les honoraires des conseils et les dépenses connexes, conformément à la règle 21 du Règlement de procédure et de preuve. Il convient cependant de relever que, même si le budget du Greffe prévoit des fonds pour couvrir les dépenses liées à l'aide judiciaire, le Greffe exerce un contrôle limité sur l'utilisation de ces ressources et agit principalement en sa qualité d'administrateur desdits fonds.

200. Dans la décision mentionnée précédemment, le Bureau a demandé au Greffe de préparer une nouvelle proposition d'examen du système d'aide judiciaire. Ainsi, après avoir consulté les parties prenantes concernées, le Greffe a préparé une deuxième proposition, dans laquelle sont suggérés de nouveaux gains d'efficacité. Cet examen a été mené en fonction de l'expérience acquise par la Cour jusqu'à présent, et en tenant compte de la nécessité de garantir un système plus économique grâce à des gains d'efficacité, dans le plein respect des droits de l'accusé et du droit des victimes de participer à la procédure de manière concrète et efficace. À la suite de cet examen, le Greffe a identifié de nouvelles sources d'économies potentielles dans son budget de l'aide judiciaire 2013 qui, en cas d'adoption par l'Assemblée, entraîneraient un projet de budget pour 2013 d'un niveau inférieur au budget approuvé pour 2012.

⁴⁷ *Documents officiels ... sixième session ... 2007* (ICC-ASP/6/20), vol. II, partie B.1, par. 80.

⁴⁸ http://www.icc-cpi.int/iccdocs/asp_docs/Bureau/ICC-ASP-2012-Bureau-9-D-23Mar2012.pdf.

⁴⁹ Proposition d'examen du système d'aide judiciaire de la Cour conformément à la résolution ICC-ASP/10/Res.4 du 21 décembre 2011.

201. Comme le montre le Tableau 36 ci-après, avant que ne soient envisagées les audiences dans le cadre de la situation au Kenya, il y aurait eu une augmentation brute d'environ 3,6 millions d'euros, principalement liée à deux facteurs : i) une augmentation des coûts liés à l'aide judiciaire d'1 million d'euros, et ii) une augmentation des coûts liés au personnel d'environ 2,5 millions d'euros, essentiellement due à la mise en œuvre au sein de la Cour du régime commun des Nations Unies applicable aux traitements et indemnités du personnel. Il convient de noter qu'afin de contrer ces augmentations, le Greffe avait réussi à trouver des sources d'économies pour un montant total de 3,4 millions d'euros.

202. Ainsi, le Greffe s'est efforcé de présenter un projet de budget pour 2013 égalant le niveau du budget approuvé pour 2012, et a failli atteindre son objectif. Cependant, la décision rendue le 9 juillet 2012, par laquelle la Chambre a décidé d'ouvrir des procès le 10 avril 2013 dans le cadre des deux affaires relatives au Kenya, a entraîné une augmentation très tardive des dépenses du Greffe. Par conséquent, et malgré les efforts concertés et la détermination à atteindre l'objectif contraire, le projet du budget du Greffe pour 2013 dépassera inévitablement le niveau du budget approuvé pour 2012. Ces coûts, qui sont totalement conformes à la pratique budgétaire de la Cour consistant à prévoir des fonds en se fondant sur des hypothèses réalisables et quantifiables, concernent exclusivement l'appui aux activités judiciaires et la fourniture de services aux parties et participants dans le cadre de ces deux procès. De tels coûts découlent d'activités parmi lesquelles figurent l'appui aux opérations et activités du Bureau du Procureur, la protection des victimes et des témoins, et les services rendus en salle d'audience, notamment l'interprétation et la sécurité.

203. Après avoir trouvé de nouveaux gains d'efficacité et examiné avec soin ses activités, le Greffe a limité les dépenses nécessaires pour les deux audiences à 1 247 400 euros.

204. Conformément aux souhaits de l'Assemblée des États Parties et du Comité du budget et des finances, le Greffe continuera en 2013 à chercher des gains d'efficacité, et à piloter l'exercice étendu à toute la Cour visant à améliorer ses processus de travail, en accordant la priorité aux activités et services et en réduisant les coûts. Il contribuera ainsi à l'objectif stratégique que s'est fixé la Cour de devenir un modèle d'administration publique.

Tableau 36 : Décomposition du projet de budget pour 2013 – Grand programme III, indiquant des réductions et augmentations nettes

<i>Projet du budget pour 2013 – Grand programme III</i>	<i>Total (millions d'euros)</i>
Proposition pour 2012	65,0
Moins	
Personnel et assistance temporaires pour des réunions	1,2
Consultants	0,2
Frais généraux de fonctionnement/informatique	0,5
Frais liés à la réinstallation des victimes et des témoins	0,6
Voyages, services contractuels, frais généraux de fonctionnement et autres	0,8
<i>Total partiel</i>	<i>3,4</i>
Plus	
Engagements à terme (dépenses de personnel, notamment augmentations d'échelon et barème des traitements)	2,0
Nouveau poste (Bureau de l'audit interne)	0,1
Personnel temporaire (barème des traitements et taux de vacance de postes)	0,4
Conseil pour la Défense et pour les victimes	0,9
Équipement (principalement informatique)	0,1
<i>Total partiel</i>	<i>3,6</i>
Total	65,2
Croissance totale (0,3%)	0,2

<i>Projet du budget pour 2013 – Grand programme III</i>	<i>Total (millions d'euros)</i>
Audiences Kenya	1,2
Grand Total	66,5
Croissance totale (2,2%)	1,4

Tableau 37 : Grand programme III : Budget proposé pour 2013

Programme III Greffé	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)					Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)					Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Total Fonds imprévus	Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base					Ressources de base		Ressources de base			Ressources de base		Ressources de base				
Administrateurs						11 430,0	7 976,0	19 406,0	12 319,8	8 409,3	20 729,1	1 323,1					
Agents des services généraux						8 557,8	6 129,6	14 687,4	9 249,3	6 213,2	15 462,5	775,1					
Total partiel (fonctionnaires)	19 221,7	14 130,0	33 351,7		33 351,7	19 987,8	14 105,6	34 093,4	21 569,1	14 622,5	36 191,6	2 098,2					
Personnel temporaire	2 357,0	3 471,7	5 828,7	752,6	6 581,3	2 020,8	2 229,4	4 250,2	1 838,2	2 455,3	4 293,5	43,3					
Personnel temporaire pour les réunions	351,0	358,9	709,9	480,9	1 190,8	32,0	420,7	452,7	200,0	153,2	353,2	-99,5					
Heures supplémentaires	271,6	159,2	430,8		430,8	244,5	120,7	365,2	214,5	138,8	353,3	-11,9					
Consultants	286,7	62,1	348,8	24,1	372,9	170,5	180,5	351,0	86,6	36,1	122,7	-228,3					
Total partiel (autre personnel)	3 266,3	4 051,9	7 318,2	1 257,6	8 575,8	2 467,8	2 951,3	5 419,1	2 339,3	2 783,4	5 122,7	-296,4					
Voyages	233,1	1 312,1	1 545,2	157,2	1 702,4	242,8	1 632,0	1 874,8	184,5	1 709,1	1 893,6	18,8					
Représentation	6,1		6,1		6,1	5,0		5,0	4,0		4,0	-1,0					
Services contractuels	889,2	1 222,5	2 111,7	323,4	2 435,1	1 409,0	1 304,1	2 713,1	1 143,4	1 633,6	2 777,0	63,9					
Formation	308,6	291,3	599,9		599,9	430,9	211,5	642,4	387,4	178,0	565,4	-77,0					
Conseil pour la Défense		3 323,1	3 323,1	521,6	3 844,7		1 950,8	1 950,8		3 117,4	3 117,4	1 166,6					
Conseil pour les victimes		1 688,3	1 688,3	307,1	1 995,4		4 279,0	4 279,0		4 010,1	4 010,1	-268,9					
Frais généraux de fonctionnement	5 152,6	5 028,9	10 181,5	312,2	10 493,7	5 956,6	6 113,6	12 070,2	6 315,8	4 368,4	10 684,2	-1 386,0					
Fournitures et accessoires	602,7	342,3	945,0	10,5	955,5	673,0	327,0	1 000,0	693,2	273,5	966,7	-33,3					
Matériel, dont mobilier	611,6	302,0	913,6	554,1	1 467,7	993,9		993,9	1 104,0	36,7	1 140,7	146,8					
Total partiel (hors personnel)	7 803,9	13 510,5	21 314,4	2 186,1	23 500,5	9 711,2	15 818,0	25 529,2	9 832,3	15 326,8	25 159,1	-370,1					
Total	30 291,9	31 692,4	61 984,3	3 443,7	65 428,0	32 166,8	32 874,9	65 041,7	33 740,7	32 732,7	66 473,4	1 431,7					
Participation à l'entretien	-289,7	-748,2	-1 037,9		-1 037,9	-317,7	-728,1	-1 045,8	-303,2	-702,6	-1 005,8	40,0					

Tableau 38 : Grand programme III : Effectif proposé pour 2013

Greffé									Total administrat eurs et fonctionn aires de rang supérieur		SG (1re classe)		SG (autres classes)		Total agents des services général	Total fonctionn aires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1							
Postes existants	Effectif de base	1		4	16	25	34	25	3	108	9	135		144		252
	Effectif lié aux situations				1	14	32	36	4	87	7	133		140		227
	Total partiel	1		4	17	39	66	61	7	195	16	268		284		479
Nouveaux postes	Effectif de base							1				1				1
	Effectif lié aux situations															
	Total partiel							1				1				1
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base							1				1				1
	Effectif lié aux situations							-1	-1		-2					-2
	Total partiel							-1	-1		-2					-1
Total		1		4	17	39	67	61	6	195	16	268		284		479

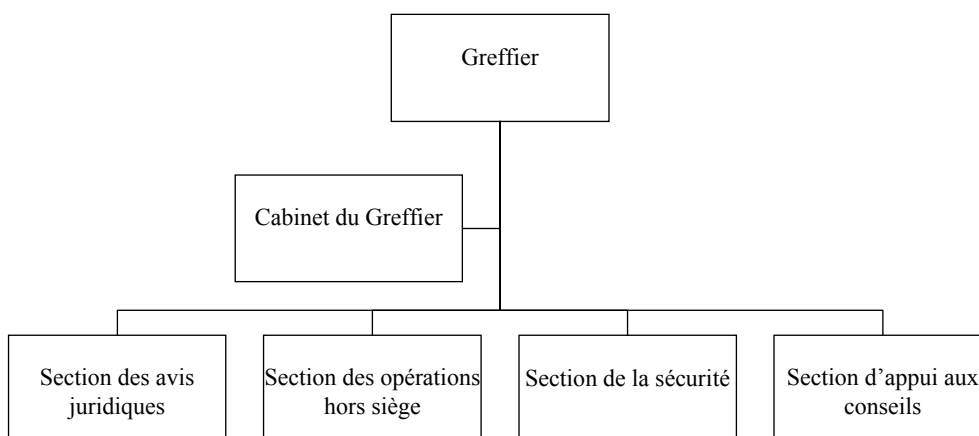
1. Programme 3100 : Greffier

Introduction

205. En qualité de premier fonctionnaire de la Cour, le Greffier assume un ensemble de responsabilités dans différents domaines relatifs aux aspects autres que judiciaires de l'administration et des services rendus à la Cour.

206. Dans le cadre de la préparation du projet de budget-programme pour 2013, le Greffier a préalablement réorganisé le Grand programme III afin de mieux rendre compte de la structure hiérarchique et des opérations du Greffe. Un nouveau programme, le Programme 3700, a été créé et comprend les cinq sous-programmes suivants, qui figuraient auparavant dans le Programme 3100 : Bureau du conseil public pour la Défense, Bureau du conseil public pour les victimes, Bureau de l'audit interne, Bureau du Greffe pour les locaux permanents, et Conseil du syndicat du personnel. Le fait de séparer ces sous-programmes au sein du Grand programme III souligne leur nature indépendante et spécifique tout en les maintenant au sein du Greffe à des fins administratives.

207. Dans le cadre du projet de budget-programme pour 2013, le programme du Greffier est composé des cinq sous-programmes suivants :



208. Le Cabinet du Greffier fournit un soutien et des avis au Greffier et au greffier adjoint dans le cadre de toutes leurs responsabilités, notamment la coopération avec les États Parties, la gestion du budget et des finances, et les politiques et stratégies applicables à l'ensemble de la Cour ou à l'ensemble d'une section. La Section des avis juridiques rend compte de ses activités au Greffier et fournit des avis juridiques concernant les questions relatives au cadre juridique de la Cour s'agissant des matières relevant des responsabilités du Greffe. La Section des opérations hors siège gère et soutient les bureaux extérieurs établis dans les pays des situations pour satisfaire au mandat de la Cour sur le terrain. Les besoins opérationnels du Greffe, du Bureau du Procureur, du Fonds au profit des victimes et des conseils constituent l'élément principal justifiant les services et ressources demandés par les bureaux extérieurs. La Section de la sécurité fournit un environnement de travail sûr et confidentiel, à La Haye et sur le terrain, en vue de protéger toutes les personnes envers lesquelles la Cour a une obligation de vigilance, ainsi que les biens corporels et incorporels de l'institution et les informations qu'elle détient. La Section d'appui aux conseils coordonne toute l'assistance fournie aux conseils par la Cour, et gère le programme d'aide judiciaire de la Cour. L'ensemble de ces sous-programmes appartenant au programme du Greffier sont directement supervisés par le Greffier.

Objectifs

1. Concevoir des mécanismes pour assurer toute la coopération nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'arrestation et la remise à la Cour des personnes concernées, la protection des témoins et l'exécution des peines (objectif stratégique 5).
2. Maintenir et continuer à développer le système mis en place pour traiter l'ensemble des risques en matière de sécurité, en s'efforçant d'assurer à tous les participants une sécurité maximum en conformité avec le Statut de Rome (objectif stratégique 2).
3. Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règlements lorsqu'il le faut pour garantir des droits ou limiter les risques au minimum (objectif stratégique 8).

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1		
- Protection des intérêts juridiques de la Cour.	- Nombre d'accords-cadres conclus aux fins de soutenir les activités de la Cour (par exemple, accords de siège avec les États ; accords régissant les relations avec les Nations Unies ; et accords de réinstallation).	4
	- Nombre de conclusions de non-coopération signifiées par les Chambres.	0%
Objectif 2		
- Apport d'un appui efficace aux fonctionnaires et aux équipes de conseils.	- Nombre d'incidents impliquant des blessures graves et causés par une mauvaise gestion pénitentiaire.	0%
- Maintien d'un environnement sûr à la Cour.	- Filtrage de l'ensemble des personnes et des objets pénétrant dans les locaux de la Cour.	100%
- Gestion de la sécurité sur le terrain, conformément aux normes en vigueur aux Nations Unies/à l'échelle internationale.	- Respect des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS).	90%
Objectif 3		
- Réduction des risques financiers.	- Exécution des recommandations de l'audit interne et externe par les dirigeants.	60%

Tableau 39 : Programme 3100 : Budget proposé pour 2013

3100 Greffier	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
				imprévus	Fonds imprévus compris								
Administrateurs						2 417,4	1 329,6	3 747,0	2 566,5	1 603,4	4 169,9	422,9	11,3
Agents des services généraux						2 578,2	1 878,5	4 456,7	2 624,6	2 014,0	4 638,6	181,9	4,1
Total partiel (fonctionnaires)	4 550,2	3 544,2	8 094,4		8 094,4	4 995,6	3 208,1	8 203,7	5 191,1	3 617,4	8 808,5	604,8	7,4
Personnel temporaire	1 267,7	343,3	1 611,0	47,5	1 658,5	1 360,1	305,1	1 665,2	1 082,4	208,5	1 290,9	-374,3	-22,5
Personnel temporaire pour réunions													
Heures supplémentaires	136,0	63,5	199,5		199,5	124,4	57,6	182,0	124,4	50,3	174,7	-7,3	-4,0
Consultants						51,0		51,0				-51,0	-100,0
Total partiel (autre personnel)	1 403,7	406,8	1 810,5	47,5	1 858,0	1 535,5	362,7	1 898,2	1 206,8	258,8	1 465,6	-432,6	-22,8
Voyages	75,2	349,3	424,5	62,0	486,5	39,6	430,0	469,6	30,1	445,9	476,0	6,4	1,4
Représentation	6,1		6,1		6,1	5,0		5,0	4,0		4,0	-1,0	-20,0
Services contractuels	84,2	201,8	286,0	73,4	359,4	112,0	263,1	375,1	112,0	263,3	375,3	0,2	0,1
Formation	82,8	59,4	142,2		142,2	98,5	145,9	244,4	97,6	107,7	205,3	-39,1	-16,0
Conseil pour la Défense		3 323,1	3 323,1	521,6	3 844,7		1 950,8	1 950,8		3 117,4	3 117,4	1 166,6	59,8
Conseil pour les victimes		1 688,3	1 688,3	307,1	1 995,4		4 279,0	4 279,0		4 010,1	4 010,1	-268,9	-6,3
Frais généraux de fonctionnement	90,0	700,5	790,5	21,3	811,8	188,0	685,8	873,8	165,0	616,6	781,6	-92,2	-10,6
Fourniture et accessoires	61,6	291,3	352,9		352,9	67,7	186,2	253,9	63,3	159,3	222,6	-31,3	-12,3
Matériel, dont mobilier	0,8	93,4	94,2	14,4	108,6	1,0		1,0	1,0	1,7	2,7	1,7	170,0
Total partiel (hors personnel)	400,7	6 707,1	7 107,8	999,8	8 107,6	511,8	7 940,8	8 452,6	473,0	8 722,0	9 195,0	742,4	8,8
Total	6 354,6	10 658,1	17 012,7	1 047,3	18 060,0	7 042,9	11 511,6	18 554,5	6 870,9	12 598,2	19 469,1	914,6	4,9
Participation à l'entretien	204,1	312,4	516,5		516,5	226,9	296,1	523,0	278,1	301,1	579,2	56,2	19,0

Tableau 40 : Programme 3100 : Effectif proposé pour 2013

Greffier										Total administrateurs et fonctionnaires P-1 de rang supérieur	SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonction naires	
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2						
Postes existants	Effectif de base		1		1	5	5	4	4	1	21	2	39	41	62
	Effectif lié aux situations					1	4	7	3		15	1	50	51	66
	Total partiel		1		1	6	9	11	7	1	36	3	89	92	128
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Total			1		1	6	9	11	7	1	36	3	89	92	128

a) Sous-programme 3110 : Cabinet du Greffier

209. Le Cabinet du Greffier assiste directement le Greffier et le greffier adjoint dans les aspects autres que judiciaires de l'administration et du service de la Cour. Il est indispensable que le Greffier puisse disposer d'une structure fiable permettant d'assurer une véritable communication au sein de la Cour, de même qu'avec les États Parties et les autres partenaires et parties prenantes externes. Le Cabinet du Greffier doit donc assurer la bonne marche du Greffe et encourager les communications sur le plan interne au sein du Greffe et de la Cour dans son ensemble, et sur le plan externe avec les parties prenantes.

210. Dans le cadre de ses fonctions de gestion administrative, le Cabinet du Greffier supervise et dirige la gestion efficace des ressources de la Cour, contrôle l'exécution des recommandations de l'audit interne et externe et gère les fonds d'affectation spéciale et les comptes spéciaux de la Cour. Le Cabinet du Greffier assiste le Greffier dans ses fonctions de préparation du budget annuel, de consultation avec le Groupe de travail de La Haye du Bureau, et de coordination des initiatives proposées par chaque organe, telles que la stratégie concernant les victimes, les directives relatives aux intermédiaires et l'examen du système d'aide judiciaire. Le Cabinet du Greffier coordonne également la présentation de documents aux chambres concernant des questions fondamentales, sous la responsabilité du Greffier.

211. En outre, compte tenu du rôle essentiel joué par le Greffier dans la garantie du soutien et de la coopération des États Parties, le Cabinet canalise les demandes judiciaires de coopération adressées aux États concernés et veille à leur mise en œuvre. Le Cabinet négocie certains accords volontaires avec les États, tels que des accords relatifs à la protection des témoins ou à la mise en liberté provisoire d'un détenu. Le Cabinet est également chargé de gérer les relations avec l'État hôte et d'intervenir en tant qu'interlocuteur principal de la Présidence et du Greffe auprès du Groupe de travail de La Haye siégeant à l'Assemblée.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

212. Dépense renouvelable. Le Greffier, ou son représentant, est tenu de voyager en vue de mobiliser, aux plus hauts niveaux, un soutien et une coopération croissants de la part des États Parties et des principaux partenaires extérieurs, tels que les Nations Unies, les donateurs, les organisations internationales et les ONG. En outre, ces ressources permettent au Greffier d'accomplir sa mission en ce qui concerne les victimes, les témoins et la Défense.

Représentation

213. Le Greffe assure une certaine représentation aux fins d'augmenter le soutien et la coopération des États Parties et des principaux partenaires extérieurs, tels que les Nations Unies, les donateurs, les organisations internationales et les ONG.

Ressources liées aux situations

Voyages

214. Dépense renouvelable. L'intensification des opérations menées par la Cour dans différents pays, la nature des conflits en cours, la topographie locale et les besoins en matière de sécurité loin du siège variant selon les situations dont la Cour a été saisie, le Greffier devra se rendre sur le terrain pour obtenir l'appui des États Parties et des partenaires locaux et renforcer la coopération avec ceux-ci.

Tableau 41 : Sous-programme 3110 : Budget proposé pour 2013

3110 Cabinet du Greffier	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base			Fonds imprévus			Ressources de base				
Administrateurs						902,7			902,7	50,8	5,6
Agents des services généraux						198,3			198,3	7,5	3,8
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	962,6	-8,8	953,8		953,8	1 101,0		1 159,3	1 159,3	58,3	5,3
Personnel temporaire	259,6		259,6		259,6						
Personne temporaire pour les réunions											
Heures supplémentaires											
Consultants						14,6			14,6	-14,6	-100,0
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	259,6		259,6		259,6	14,6			14,6	-14,6	-100,0
Voyages	52,9	14,1	67,0		67,0	23,1	11,7	34,8	16,8	18,0	34,8
Représentation	6,1		6,1		6,1	5,0		5,0	4,0	4,0	-1,0
Services contractuels	26,1		26,1		26,1						
Formation	0,9		0,9		0,9						
Frais généraux de fonctionnement											
Fourniture et accessoires											
Matériel, dont mobilier											
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	86,0	14,1	100,1		100,1	28,1	11,7	39,8	20,8	18,0	38,8
Total	1 308,2	5,3	1 313,5		1 313,5	1 143,7	11,7	1 155,4	1 180,1	18,0	1 198,1
Participation à l'entretien	30,3		30,3		30,3	33,3		33,3	30,6	30,6	-2,7

Tableau 42 : Sous-programme 3110 : Effectif proposé pour 2013

Cabinet du Greffier		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total administrateurs et fonctionnaires P-1 de rang supérieur	SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionnaires
Postes existants	Effectif de base		1		1	2		2	1		7	1	2	10
	Effectif lié aux situations													
	<i>Total partiel</i>		1		1	2		2	1		7	1	2	10
Nouveaux postes	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	<i>Total partiel</i>													
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	<i>Total partiel</i>													
Total			1		1	2		2	1		7	1	2	10

b) Sous-programme 3130 : Section des avis juridiques

215. La Section des avis juridiques est la section chargée de répondre aux questions juridiques opérationnelles dans la mesure où elles se rapportent aux missions dévolues au Greffier par le Statut de Rome et le Règlement de procédure et de preuve. À cet égard, la Section des avis juridiques a pour principal objectif de donner des avis juridiques au Greffier et au greffier adjoint, ainsi qu'aux différentes sections du Greffe, et à d'autres hauts responsables de la Cour, sur des sujets relevant du cadre juridique général qui régit le travail de la Cour. La Cour ayant évolué depuis la création de l'infrastructure pour devenir une institution entièrement opérationnelle, le rôle de la Section des avis juridiques a également évolué afin de répondre aux changements et aux nouvelles données organisationnelles. Ainsi, la Section des avis juridiques a eu, et continue d'avoir pour objectif principal de s'assurer que les mécanismes et systèmes mis en place sont conformes au cadre juridique de la Cour.

216. Dans le cadre de son mandat, les activités et services de la Section des avis juridiques concernent essentiellement les dix domaines suivants :

a) *Administration de la justice* : avis sur les questions liées aux ressources humaines et rédaction des avis du Greffier dans le cadre des procédures (révision administrative/questions disciplinaires/TAOIT) et des négociations aux fins de conciliation/règlement des différends. En 2011, la Section des avis juridiques a traité 14 révisions administratives ; neuf affaires devant la Commission de recours ; quatre affaires devant le TAOIT ; 11 affaires disciplinaires ; 20 avis juridiques, la révision de documents juridiques, notamment des rapports d'enquête.

b) *Droits des fonctionnaires* : fournir en temps opportun des avis juridiques aux ressources humaines pour garantir que les droits des fonctionnaires sont accordés conformément au Règlement du personnel. En 2011, la Section des avis juridiques a traité 27 requêtes formelles.

c) *Examen des marchés* : prendre part aux activités du Comité d'examen des marchés et fournir des services de secrétariat au Comité pour garantir la conformité des procédures d'achat avec le Règlement financier et règles de gestion financière, ainsi que d'autres textes juridiques. En 2011, la Section des avis juridiques a traité 52 affaires liées au Comité d'examen des marchés.

d) *Contrats* : rédiger, examiner et négocier des contrats avec les partenaires extérieurs, notamment des accords et mémorandums d'accord. En 2011, la Section des avis juridiques a traité 78 contrats au total, dont des projets de financement.

e) *Consultations juridiques* : fournir au Greffe et/ou aux différentes sections et unités au sein de la Cour i) des mémorandums internes explicatifs portant sur l'interprétation et l'application du cadre juridique de la Cour, et ii) des avis juridiques relatifs aux mécanismes institutionnels et opérationnels mis en œuvre dans le cadre du mandat de la Cour. En 2011, la Section des avis juridiques a fourni 87 avis juridiques.

f) *Instructions administratives* : rédiger et/ou réviser des instructions administratives, circulaires, directives présidentielles et autres politiques internes de la Cour. En 2011 ; la Section des avis juridiques a traité 20 instructions.

g) *Appui dans les procédures judiciaires* : superviser les différentes sections relevant du Greffier et du Greffe et les tenir informées des procédures judiciaires dans le cadre des différentes situations et affaires, et encadrer le dépôt de documents du Greffe devant les chambres et la Présidence. Assister les sections relevant du Greffe au moyen de recherches juridiques, rédaction et/ou examen en vue de garantir une uniformité des positions du Greffe préparées par les différentes sections dans le cadre des diverses affaires et situations, et afin d'empêcher d'éventuels conflits d'intérêts susceptibles d'affecter le travail judiciaire de chaque section. En 2011, la Section des avis juridiques a directement participé à six observations déposées devant les chambres.

h) *Affaires liées à l'État hôte* : servir d'interlocuteur entre la Cour et l'État hôte concernant les privilèges et immunités, l'interprétation et la mise en œuvre de l'Accord de siège et de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour. En 2011, la Section des avis juridiques est intervenue dans 12 affaires.

i) *Représentation de la Cour au sein d'entités extérieures* : servir d'interlocuteur/représentant de la Cour devant la communauté internationale en vue de protéger et d'améliorer les conditions de vie des fonctionnaires d'organisations internationales et d'entreprises internationales au sein des Pays-Bas, et permettre ainsi à la Cour de devenir un employeur attractif et d'augmenter sa capacité de retenir le personnel.

j) *Demandes de publication* : examiner les publications des membres du personnel avant l'approbation du Greffier, afin de veiller à ce que leurs opinions et convictions personnelles ne soient pas préjudiciables à l'exercice de leurs fonctions officielles ou aux intérêts de la Cour. En 2011, la Section des avis juridiques a examiné 61 demandes de publication.

217. Résultats escomptés :

a) Fourniture à la Cour, en temps opportun, d'avis juridiques cohérents et judicieux sur toutes les questions énumérées précédemment ;

b) Coopération effective entre les différentes branches de la Cour pour la documentation juridique interne ;

c) Limiter le plus possible les risques de responsabilité juridique de la Cour.

218. La Section est dirigée par un conseiller juridique principal (P-5) et comprend également deux conseillers juridiques (P-4), un juriste (P-3), un juriste adjoint (P-2), un assistant juridique (G-6) et un assistant administratif (G-4). La Section comporte deux unités qui rendent directement compte de leurs activités au chef de la Section, à savoir l'Unité chargée de l'administration de la justice et des instructions administratives et l'Unité chargée des contrats et des privilèges et immunités, chacune étant dirigée par un conseiller juridique et bénéficiant respectivement de l'assistance d'un juriste adjoint et d'un juriste. L'Unité chargée de l'administration de la justice et de la révision des textes administratifs gère essentiellement les activités et services énoncés aux points 1, 2 et 6 de la liste ci-dessus et l'Unité chargée des contrats et des privilèges et immunités traite principalement les activités et services énoncés aux points 3, 4, 5, 8, 9 et 10.

219. L'appui aux activités de service judiciaire est principalement géré par le juriste, sous la supervision directe du Chef de la section. L'assistant juridique rend directement compte de ses activités au chef de la Section et fournit une assistance juridique au moyen de recherches préliminaires et de rédaction de documents pour l'ensemble du personnel de la section en fonction des besoins. Parallèlement, l'assistant administratif fournit à la Section un appui administratif.

Ressources hors personnel

Services contractuels

220. Les services contractuels sont nécessaires pour couvrir la consultation et les conseils en matière de procédure, sur le terrain et au siège. Les activités de la Cour engendrent un travail de recherche et de rédaction supplémentaire, ainsi qu'un besoin de soutien général concernant les questions juridiques, opérationnelles et administratives. La Section des avis juridiques doit faire appel à des conseillers juridiques extérieurs dans les domaines où il existe un manque de conseillers et de connaissances internes, notamment concernant la législation locale dans les pays où la Cour conduit actuellement des enquêtes ou dans les pays des situations.

Tableau 43 : Indicateurs de la charge de travail et statistiques pour la Section des avis juridiques

<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>	<i>Effectif assurant le travail en 2010</i>	<i>Charge de travail effective en 2010 et augmentation (%)</i>	<i>Effectif assurant le travail en 2011</i>	<i>Charge de travail effective en 2011 et augmentation (%)</i>	<i>Charge de travail estimée pour 2013</i>
1. Administration de la justice	3	35 affaires augmentation de 5,7%	3	58 affaires augmentation de 66%	73 affaires augmentation de 26%
2. Droits des fonctionnaires	2	27 requêtes augmentation de 26%	2	27 requêtes augmentation de 0%	37 requêtes augmentation de 37%
3. Examen des marchés	2	54 affaires (Comité d'examen des marchés) baisse de 1,9%	3	52 affaires (Comité d'examen des marchés) baisse de 4%	52 affaires (Comité d'examen des marchés) augmentation de 0 %
4. Contrats, accords et mémorandums d'accord	2	TOTAL 66 augmentation de 56%	2	TOTAL 78 augmentation de 18,2%	TOTAL 85 augmentation de 9 %
5. Consultations juridiques	3	20 consultations augmentation de 100%	3	87 consultations augmentation de 335%	90 consultations augmentation de 3,5%
6. Instructions administratives	2	7 instructions baisse de 28,6%	2	20 instructions augmentation de 185%	30 instructions augmentation de 30%
7. Appui dans les procédures judiciaires	2	TOTAL 27 augmentation de 29,63%	2	TOTAL 22 baisse de 18,5 %	TOTAL 402 augmentation de 1727%
8. Affaires liées à l'État hôte	1	TOTAL 11 baisse de 52,17%	1	TOTAL 12 augmentation de 9%	TOTAL 15 augmentation de 25%
9. Représentation de la Cour au sein d'entités extérieures			1	3 projets	2 projets baisse de 33%
10. Demandes de publication	2	43 publications augmentation de 70%	2	61 publications augmentation de 42%	60 publications baisse de 1,6%

Tableau 44 : Sous-programme 3130 : Budget proposé pour 2013

		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Nudget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
3130 Section des avis juridiques		Ressources liées aux situations			Ressources liées aux situations			Ressources liées aux situations				
		Ressources de base		Total	Fonds imprévus		Ressources de base	Total	Ressources de base		Total	%
Administrateurs							549,1	549,1	585,7		585,7	6,7
Agents des services généraux							121,2	121,2	126,5		126,5	4,4
Total partiel (fonctionnaires)		427,0		427,0		427,0	670,3	670,3	712,2		712,2	6,3
Personnel temporaire		64,1		64,1		64,1						
Personne temporaire pour les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants												
Total partiel (autre personnel)		64,1		64,1		64,1						
Voyages		7,6	0,8	8,4		8,4	1,9	1,9			-1,9	-100,0
Représentation												
Services contractuels		3,9		3,9		3,9	17,5	17,5	17,5		17,5	
Formation		6,4		6,4		6,4						
Frais généraux de fonctionnement												
Fourniture et accessoires		0,2		0,2		0,2						
Matériel, dont mobilier												
Total partiel (hors personnel)		18,1	0,8	18,9		18,9	17,5	1,9	19,4	17,5	17,5	-9,8
Total		509,2	0,8	510,0		510,0	687,8	1,9	689,7	729,7	729,7	5,8
Participation à l'entretien		19,3		19,3		19,3	21,2	21,2	25,0		25,0	18,1

Tableau 45 : Sous-programme 3130 : Budget proposé pour 2013

Section des avis juridiques		Total administrateurs et fonctionn aires de rang supérieur										SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					1	2	1	1			5	2	2	7
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel					1	2	1	1			5	2	2	7
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Total						1	2	1	1			5	2	2	7

c) Sous-programme 3140 : Section de la sécurité

221. La Section de la sécurité a pour mission de fournir aux juges et responsables élus de la Cour, aux fonctionnaires, aux experts, aux conseils, aux accusés, aux témoins, aux visiteurs et autres personnes, un cadre de travail sûr, dans le respect de la confidentialité, au siège et sur le terrain. La Section de la sécurité protège les personnes envers lesquelles la Cour a une obligation de vigilance, ainsi que les biens corporels et incorporels de l'institution et les informations qu'elle détient.

222. Au siège, la Section de la sécurité assure un service ininterrompu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour tous les organes de la Cour, notamment la Présidence et les Chambres, le Bureau du Procureur et le Greffe, ainsi que le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et le secrétariat du Fonds au profit des victimes. La Section de la sécurité fournit notamment les services de sécurité nécessaires au déroulement sûr et sans entraves des audiences.

223. S'agissant des opérations hors siège, la Section de la sécurité répond aux besoins spécifiques de ses clients provenant de tous les organes de la Cour, notamment du Bureau du Procureur, du Greffe, des conseils et du Fonds au profit des victimes.

Ressources en personnel

224. La Section a réévalué sa structure opérationnelle sur le terrain en vue de déterminer une organisation efficace et de répondre aux changements qui affectent les activités de la Cour et l'ouverture de nouvelles situations. La Section a ainsi réévalué ses ressources présentes sur le terrain et restructuré ses bureaux extérieurs afin d'accroître son efficacité :

225. Un agent de sécurité adjoint sur le terrain (agent des services généraux, autre classe) a été redéployé vers la RDC en vue de renforcer la capacité de la Section de la sécurité de fournir un appui aux activités en cours sur le terrain, notamment dans les provinces du Kivu, en complétant ainsi la présence du personnel de sécurité dans les bureaux extérieurs en RDC (Kinshasa et Bunia) ;

226. Des fonds sont nécessaires pour deux postes (un agent de sécurité adjoint sur le terrain [agent des services généraux, autre classe] et un assistant chargé de la sécurité recruté localement), qui ont été redéployés vers la Côte d'Ivoire. Un fonctionnaire a également été redéployé vers la Côte d'Ivoire et il sera chargé de superviser un agent de sécurité adjoint sur le terrain (agent des services généraux, autre classe) affecté en République centrafricaine ;

227. Au Kenya et en Ouganda, le personnel de sécurité présent sur le terrain est maintenu : un fonctionnaire chargé de la sécurité sur le terrain (P-3), basé au Kenya, supervise deux agents de sécurité adjoints sur le terrain (agents des services généraux, autre classe), en poste respectivement au Kenya et en Ouganda.

Ressources de base

Personnel temporaire

228. Dépense renouvelable. Vingt-deux assistants chargés de la sécurité (agents des services généraux, autre classe) (12 mois, à cheval sur 2012). Ils sont chargés des enquêtes de sécurité, des rondes de sécurité de routine dans le bâtiment, de la réception à l'Arc et des interventions d'urgence, nécessaires pour la sécurité des locaux, du personnel et des biens de la Cour.

Heures supplémentaires (dont sursalaire de nuit)

229. Dépense renouvelable. La présence du personnel de sécurité 24 heures sur 24 exige l'affectation d'effectifs permanents à un certain nombre de postes. Par conséquent, les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit doivent être prévus.

Ressources liées aux situations

Personnel temporaire

230. Aucune ressource au titre de l'assistance temporaire ne sera demandée pour 2013, au vu du calendrier de la Cour, qui ne prévoit que des procès consécutifs.

Heures supplémentaires

231. Les heures supplémentaires sont requises pour couvrir la charge de travail supplémentaire due aux audiences de la Cour, notamment les heures d'audiences prolongées et le manque de personnel, en raison de l'insuffisance des effectifs. Sans la répartition des heures supplémentaires, la Section n'est pas en mesure d'apporter un appui aux audiences.

Ressources hors personnel**Ressources de base***Voyages*

232. Il s'agit de participer à des réunions d'information et de coordination essentielles en partenariat avec d'autres organisations internationales, notamment le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, INTERPOL, ainsi qu'à des conférences relatives à la sécurité, en vue de garantir le respect des meilleures pratiques et normes, d'améliorer la capacité de surveiller et de répondre aux éventuelles faiblesses en matière de sécurité de la manière la plus efficace et économique possible, et d'établir des contacts encourageant le partage d'informations.

Services contractuels

233. Il s'agit notamment de la procédure d'habilitation et de la gestion des clés et des services de sécurité au domicile des fonctionnaires de rang supérieur de la Cour. En raison des recommandations d'un rapport d'audit et du dispositif de gestion des risques, le Bureau des enquêtes et habilitations de sécurité poursuit ses efforts afin que les procédures d'habilitation visent, outre les fonctionnaires ordinaires, les stagiaires, les professionnels invités, les consultants et les entreprises.

Formation

234. Tous les membres du personnel de sécurité doivent suivre régulièrement une formation sur les premiers secours, la lutte contre l'incendie, les conduites à suivre en cas d'urgence et l'utilisation des armes à feu, et conserver leur qualification et leur permis, conformément aux règlements de la Cour et de l'État hôte. Les coûts couvrent également les formations en matière de sécurité de l'information, de gestion de la sécurité, de gestion des situations mettant en jeu des otages, de contrôle et de restriction, et les formations en protection rapprochée, et sont considérés comme essentiels pour la position globale de la Cour en matière de sécurité.

Frais généraux de fonctionnement

235. Il s'agit de l'entretien des armes à feu, de l'équipement utilisé pour la formation et les contrôles de sécurité, ainsi que de l'essai de l'infrastructure de sécurité en matière d'information et des frais de participation au Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies. En raison du report du remplacement de l'équipement utilisé pour les contrôles de sécurité, une augmentation des coûts d'entretien est prévue, dans la mesure où l'équipement est ancien et sujet aux dysfonctionnements. Le fonctionnement effectif de l'équipement utilisé pour les contrôles de sécurité est essentiel au système de sécurité de la Cour.

Fournitures et accessoires

236. Les fournitures et accessoires incluent les besoins fondamentaux du Bureau des badges, les uniformes et gilets pare-balles pour le personnel de sécurité, les fournitures nécessaires pour la formation aux armes à feu, et les sessions de renouvellement de certification.

Ressources liées aux situations

Voyages

237. En raison des demandes de services adressées à la Section de la sécurité par d'autres organes et par les sections/unités relevant du Greffe, les frais de voyage ont augmenté pour le personnel de sécurité chargé de missions spécifiques. Les frais de voyage comprennent également les missions de liaison et d'appui aux fonctionnaires de rang supérieur, les entretiens de sécurité dans le cadre des procédures de recrutement, et les enquêtes et évaluations en matière de sécurité dans le cadre de différentes situations. Les demandes de services dans le cadre de missions spécifiques en Libye alors que la Section de la sécurité ne dispose pas de personnel permanent sur place, ont également contribué à l'augmentation des coûts. L'appui aux missions spécifiques dans le cadre de la situation en Libye sera assuré par le personnel de sécurité du siège.

238. Chaque membre du personnel permanent chargé de la sécurité sur le terrain doit se rendre au siège pour participer à des réunions d'information, suivre des formations et renouveler sa qualification. Le chef de section et le chef de l'Unité de sécurité sur le terrain sont tenus de se rendre dans les bureaux extérieurs de la Cour à des fins de coordination et d'inspection, en vue d'assurer la liaison avec les autorités locales et les Nations Unies. Les déplacements requis comprennent également la participation aux réunions et aux formations du programme de coordination des Nations Unies en matière de sécurité sur le terrain.

Services contractuels

239. Le niveau global des coûts liés aux services contractuels en matière de sécurité n'a que très légèrement augmenté, malgré l'ouverture d'un bureau extérieur en Côte d'Ivoire. Il s'agit par ailleurs des coûts des principaux prestataires locaux de services de sécurité (gardes de sécurité) dans les bureaux extérieurs de la Cour et des institutions locales chargées de l'application des lois (police et armée). La Section de la sécurité doit continuer à assurer la sécurité de l'ensemble des bureaux extérieurs et à fournir un appui aux missions de la Cour avec l'assistance d'unités locales de la police ou de l'armée.

Formation

240. Tous les membres du personnel de sécurité basé sur le terrain doivent bénéficier du même niveau de formation en matière de premiers secours, de lutte contre l'incendie et d'utilisation des armes à feu que les fonctionnaires basés au siège. Ils doivent également recevoir une formation spécialisée dans le domaine de la sécurité sur le terrain, notamment en matière de protection rapprochée et de transport des accusés.

241. La formation intitulée « Formation Sécurité et sûreté en mission » (SSAFE) (version modifiée) et mise en œuvre en 2012, doit se poursuivre en 2013 et faire partie d'un programme régulier et complet de sensibilisation du personnel en matière de sécurité. Cette formation relative à la sécurité sur le terrain offerte au personnel du siège se rendant régulièrement sur le terrain, ainsi qu'au personnel en poste permanent sur le terrain, est essentiel pour renforcer leurs compétences en matière de sécurité. Au niveau du siège, la formation SSAFE est dispensée en collaboration avec l'armée de l'État hôte aux Pays-Bas ; quant au personnel basé sur le terrain, la formation leur est dispensée par les Nations Unies, sous la direction et la supervision du personnel de sécurité sur le terrain de la Cour. Les formations se dérouleront dans deux bureaux extérieurs : à Kinshasa (en français) et au Kenya (en anglais). Le coût de la formation ne comprend pas les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance, qui sont à la charge des organes ou sections qui participent. Une révision des coûts de la formation par les fournisseurs a entraîné une augmentation des frais liés aux formations.

Frais généraux de fonctionnement

242. En tant que membre du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, la Cour s'est engagée à prendre en charge une partie des frais, conformément aux accords locaux sur la répartition des dépenses, dans chaque région où la présence de la Cour s'inscrit dans le long terme. De même, conformément aux politiques du

Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, la Cour est chargée de garantir les Normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile (MORSS) concernant les domiciles des membres du personnel de la Cour sur le terrain et doit prendre à sa charge toutes les dépenses encourues à ce titre par les membres du personnel.

Fournitures et accessoires

243. Comprend l'achat d'uniformes, d'équipement de protection personnelle et autre fournitures et accessoires nécessaires aux activités de maintien de la sécurité sur le terrain.

Tableau 46 : Sous-programme 3140 : Budget proposé pour 2013

3140 Section de la sécurité	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Fonds Total imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%	
Administrateurs					549,1	436,6	985,7	585,7	536,1	1 121,8	136,1	13,8	
Agents des services généraux					2 137,5	1 280,6	3 418,1	2 165,8	1 337,7	3 503,5	85,4	2,5	
Total partiel (fonctionnaires)	2 776,2	1 785,5	4 561,7	4 561,7	2 686,6	1 717,2	4 403,8	2 751,5	1 873,8	4 625,3	221,5	5,0	
Personnel temporaire	944,0	108,1	1 052,1	13,3	1 065,4	1 360,1	41,6	1 401,7	1 082,4	1 082,4	-319,3	-22,8	
Personne temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires	136,0	63,5	199,5		199,5	124,4	57,6	182,0	124,4	50,3	174,7	-7,3	-4,0
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	1 080,0	171,6	1 251,6	13,3	1 264,9	1 484,5	99,2	1 583,7	1 206,8	50,3	1 257,1	-326,6	-20,6
Voyages	8,3	164,9	173,2	45,4	218,6	10,0	300,4	310,4	13,3	348,4	361,7	51,3	16,5
Représentation													
Services contractuels	54,2	184,8	239,0	10,3	249,3	94,5	217,3	311,8	94,5	218,9	313,4	1,6	0,5
Formation	75,5	32,4	107,9		107,9	98,5	98,7	197,2	97,6	100,3	197,9	0,7	0,4
Frais généraux de fonctionnement	90,0	92,6	182,6		182,6	188,0	128,8	316,8	165,0	137,0	302,0	-14,8	-4,7
Fourniture et accessoires	61,4	47,6	109,0		109,0	67,7	34,2	101,9	63,3	16,2	79,5	-22,4	-22,0
Matériel, dont mobilier	0,8		0,8		0,8	1,0		1,0	1,0	1,7	2,7	1,7	170,0
Total partiel (hors personnel)	290,2	522,3	812,5	55,7	868,2	459,7	779,4	1 239,1	434,7	822,5	1 257,2	18,1	1,5
Total	4 146,4	2 479,4	6 625,8	69,0	6 694,8	4 630,8	2 595,8	7 226,6	4 393,0	2 746,6	7 139,6	-87,0	-1,2
Participation à l'entretien	107,6	98,7	206,3		206,3	121,0	88,0	209,0	172,4	88,8	261,2	52,2	59,4

Tableau 47 : Sous-programme 3140 : Effectif proposé pour 2013

Section de la sécurité		Total administrateurs et fonctionnaires de rang P-1 à P-2								SG (1re classe)		SG (autres classes)		Total agents des services généraux	Total fonctionnaires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					1	2	1	1		5	1	33	34	39
	Effectif lié aux situations						1	3	1		5		19	19	24
	Total partiel					1	3	4	2		10	1	52	53	63
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Postes réaffectés/restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Total						1	3	4	2		10	1	52	53	63

d) Sous-programme 3180 : Section des opérations hors siège

244. En 2012, dans le cadre de l'exécution de ses fonctions de coordination, la Section des opérations hors siège a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie en matière d'opérations hors siège, conformément au Rapport de la Cour sur la stratégie des opérations hors siège⁵⁰. De nouvelles sources d'économies ont ainsi pu être dégagées, et ont permis d'absorber les coûts liés à la coordination et à l'appui aux activités de la Cour dans le cadre de la situation en Côte d'Ivoire. En 2013, le cycle de vie des bureaux extérieurs et autres structures sur le terrain continuera de dépendre du rythme des développements judiciaires dans le cadre de chaque situation. Les besoins opérationnels du Greffe, du Bureau du Procureur, du Fonds au profit des victimes et des conseils resteront l'élément principal justifiant les services et ressources demandés dans le cadre des opérations hors siège.

245. Ainsi, le Greffier va maintenir six structures sur le terrain dans le cadre des sept situations examinées par la Cour, tout en diminuant les effectifs sur le terrain en Ouganda et en République démocratique du Congo. Deux bureaux extérieurs, Bangui (République centrafricaine) et Kinshasa (RDC), poursuivront leurs activités. En outre, une petite antenne à Bunia (RDC), rattachée au bureau extérieur principal à Kinshasa, continuera d'appuyer les activités en cours liées aux procédures d'appel et de réparation dans le cadre de l'affaire *Lubanga* et à la préparation du jugement dans le cadre de l'affaire *Katanga/Ngudjolo*, ainsi que les activités relatives aux enquêtes dans les provinces du Kivu. Une structure limitée et réduite sera maintenue à Kampala (Ouganda) en vue de continuer à fournir des services d'appui opérationnel au Bureau du Procureur et au Fonds au profit des victimes dans le cadre de leurs activités en Ouganda et dans la partie est de la RDC, et afin d'appuyer un nombre très limité d'activités résiduelles du Greffe. Les enquêtes en cours au Kenya, le travail préparatoire pour les procédures judiciaires dans le cadre de deux affaires relatives au Kenya, et l'ouverture des procès, continueront de bénéficier du soutien de l'équipe spéciale du Greffe à Nairobi. Une petite structure administrative a été établie en Côte d'Ivoire, essentiellement grâce aux ressources financières existantes.

246. Outre son rôle de coordination, la Section des opérations hors siège sera sollicitée par ses clients en 2013 pour poursuivre ses activités d'appui conformément à l'estimation des jours de travail sur le terrain⁵¹.

Le tableau ci-dessous indique les prévisions en termes de jours de travail sur le terrain pour 2013.

Tableau 48 : Estimation des jours de travail sur le terrain pour 2013

<i>Clients</i>	<i>Estimation des jours de travail sur le terrain pour 2013</i>		
	<i>Jours de travail annuel du personnel sur le terrain</i>	<i>Jours de missions extérieures</i>	<i>Total</i>
Bureau du Procureur	1 040	50	1 090
Fonds au profit des victimes	1 300	74	1 374
Conseils (équipes de défense, représentants légaux des victimes, Bureau du conseil public pour les victimes, Bureau du conseil public pour la Défense)		155	155
Entités du Greffe (Section de l'information et de la documentation, Section de la participation des victimes et des réparations, Unité d'aide aux victimes et aux témoins)	11 700	404	12 104
<i>Total partiel</i>	<i>14 040</i>	<i>683</i>	<i>14 723</i>
Sections d'appui du Greffe (Section des opérations hors siège, Section de la sécurité, Section des technologies de l'information, Service médical, Section de traduction et d'interprétation de la Cour)	13 520	104	13 624
Total	27 560	787	28 347

⁵⁰ ICC-ASP/10/26.

⁵¹ Les jours de travail sur le terrain comprennent les jours de travail annuel des membres du personnel basés sur le terrain et les jours de missions dans le territoire des pays des situations (missions extérieures).

247. Pour 2013, le bureau extérieur de Kampala est limité à sa capacité minimum. Le Greffe examine actuellement, en consultation avec la base de soutien logistique de la MONUSCO à Entebbe, la possibilité d'accueillir ses effectifs résiduels au sein de son enceinte. Parallèlement, la Section des opérations hors siège étudie le marché local en vue d'obtenir une location à un prix compétitif. Cette capacité minimum fournira des services aux derniers clients basés sur le terrain, et pourra être déployée pleinement à tout moment en fonction du développement de l'activité judiciaire relative à la situation en Ouganda en 2013.

248. D'autres économies seront réalisées en termes d'installations de télécommunication, de mobilier et véhicules, et grâce au gel de quatre postes. Cependant, il convient de souligner que les contraintes budgétaires ont exercé une forte pression sur la capacité de la Section de répondre aux besoins opérationnels de ses clients et, par conséquent, sur la capacité de la Cour d'exécuter son mandat dans les pays des situations.

Ressources en personnel

Ressources liées aux situations

Réaffectations

249. Conformément aux hypothèses et prévisions en termes de besoins opérationnels dans chaque pays dont la Cour examine la situation, neuf postes doivent être réaffectés en raison des changements intervenus dans les bureaux extérieurs, tel que souligné au paragraphe 245 précédent (voir annexe V b)).

Personnel temporaire

250. Un coordonnateur des services du Greffe sur le terrain (P4) sera maintenu en 2013 pour superviser l'équipe spéciale du Greffe à Nairobi, telle qu'approuvée par le Président, et sera chargé de la coordination et de l'appui aux activités liées à la situation au Kenya et à la préparation des procès dans le cadre des deux affaires.

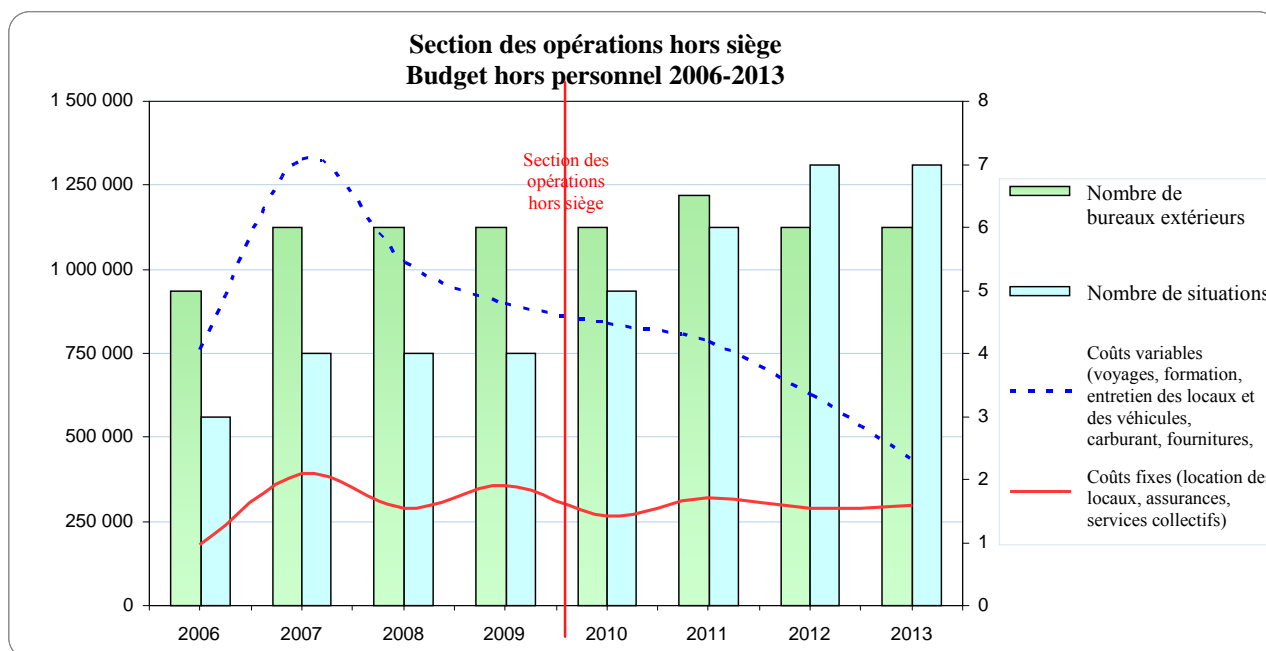
251. En vue de couvrir les sept situations et les six bureaux extérieurs, un assistant à l'appui logistique (agent des services généraux, autre classe) continuera d'être nécessaire pour exécuter les fonctions liées à l'aide et à l'assistance opérationnelles⁵², aux indicateurs de gestion des données, à l'appui en matière de coordination et de planification des missions, à l'exécution des plans d'appui opérationnel, et à la bonne gestion des activités de la Cour dans le cadre de la situation au Kenya, et pour garantir la mise en œuvre des procédures de fonctionnement standard spécifiques aux activités sur le terrain dans le cadre des sept situations.

Ressources hors personnel

252. Au fil des ans et grâce à des moyens renforcés de contrôle budgétaire, la Section a observé une tendance à la baisse de ses besoins en termes de ressources, et ce, malgré l'augmentation du nombre de situations à gérer.

253. Pour 2013, les coûts hors personnel enregistrent une chute globale considérable. Il convient de rappeler qu'en 2012, la Section des opérations hors siège a coordonné des opérations sur le terrain dans le cadre des activités de cinq bureaux extérieurs et autres structures. Cependant, en 2013, la Section des opérations hors siège va coordonner les activités de six structures sur le terrain, tout en maintenant approximativement les coûts fixes, tels que la location de locaux, les assurances et les services collectifs, au même niveau qu'en 2012. Tel que l'indique le graphique ci-dessous, les principales conséquences portent sur les coûts variables, notamment les voyages, les formations et l'élément variable des frais généraux de fonctionnement, qui enregistre la plus importante baisse par rapport à l'année précédente.

⁵² Les indicateurs de charge de travail montrent qu'un assistant à l'appui logistique est nécessaire pour couvrir au moins deux pays dont la situation est examinée par la Cour. Avec sept situations et six bureaux extérieurs, l'appui doit être assuré par au moins trois assistants – le recrutement au titre du personnel temporaire demandé outre les deux postes déjà établis. Le maintien d'un tel poste permet de garantir une certaine continuité, d'éviter de perturber les opérations de la Section à l'appui des activités de la Cour sur le terrain, et d'assurer la qualité de l'appui opérationnel et de la coordination entre les bureaux extérieurs et le siège.



Voyages

254. Compte tenu de la nature de son travail, la Section des opérations hors siège aura toujours besoin de se rendre sur le terrain à des fins de contrôle et d'appui, et ses dirigeants devront se rendre à La Haye pour des formations. La Section des opérations hors siège doit également tenir compte des capacités sur place pour répondre aux besoins des missions programmées, en particulier en termes de jours et d'indemnité journalière de subsistance. La Section des opérations hors siège cherche néanmoins à optimiser les ressources existantes afin de générer des économies.

255. Malgré l'augmentation du nombre de situations, les frais de voyage ont enregistré une baisse depuis 2010. La restructuration de la Section a permis d'améliorer les éléments internes de contrôle opérationnel et de réduire ainsi progressivement les frais de voyage élevés.

Services contractuels

256. Les dépenses liées aux services contractuels enregistrent une légère baisse, mais se maintiendront à l'appui des opérations hors siège. Les coûts encourus dépendront des services demandés par le Bureau des Nations Unies à Nairobi pour appuyer les opérations au Kenya, ainsi que des services (notamment le traitement contre la malaria) demandés dans d'autres bureaux extérieurs.

Formation

257. En 2013, les objectifs de la Section des opérations hors siège seront réduits au minimum, à savoir aux formations spécialisées relatives à la gestion des crises opérationnelles, et entraîneront donc une baisse considérable par rapport à 2012.

Frais généraux de fonctionnement

258. Comme indiqué au paragraphe 253 précédent, puis démontré dans le graphique figurant au même paragraphe, l'élément variable des frais généraux de fonctionnement a maintenu une tendance à la baisse, et a enregistré une chute considérable pour 2013, par rapport à 2012. En revanche, les besoins demeurent relativement constants en ce qui concerne les éléments fixes, tel que la location, l'entretien et les services collectifs pour les bureaux extérieurs, ainsi que les coûts liés aux assurances et au dédouanement. L'augmentation des activités prévue dans le cadre de la Côte d'Ivoire sera couverte par les ressources existantes.

Fournitures et accessoires

259. La consommation de carburant prévue pour 2013 pour les véhicules et les générateurs doit constamment être prise en considération, notamment concernant les activités en République centrafricaine, dans la région des Grands Lacs, en Côte d'Ivoire et au Kenya, qui devraient atteindre un niveau très élevé en 2013. À une moindre échelle, l'achat d'encre et de cartouches est également constamment nécessaire.

260. Les fournitures et accessoires enregistrent une diminution faible mais non négligeable, conforme aux contraintes budgétaires. En raison de la fermeture du bureau extérieur au Tchad et de la réduction des opérations en Ouganda, une grande partie des fournitures et accessoires seront réutilisés dans le cadre d'autres opérations.

261. D'autres gains d'efficacité seront encouragés grâce à un contrôle plus efficace, et à l'augmentation du nombre de lieux d'affectation ouverts aux familles. Les kilomètres effectués et le carburant consommé par les véhicules et générateurs utilisés dans le cadre d'opérations hors siège feront l'objet de contrôles stricts.

Matériel, dont mobilier

262. Pour la deuxième année consécutive, aucune demande n'est faite au titre de ce poste budgétaire, grâce à une gestion efficace et à la réaffectation des biens et des ressources existants.

Tableau 49 : Sous-programme 3180 : Budget proposé pour 2013

3180		Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)				Variation 2013/2012	
Section des opérations hors siège		Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Variation 2013/2012	
		de base	de base	de base	de base	de base	de base	de base	de base	de base	de base	de base	de base	Montant	%
Administrateurs								696,9	696,9		858,7	858,7	161,8	23,2	
Agents des services généraux								537,3	537,3		613,1	613,1	75,8	14,1	
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>		-20,7	1 507,8	1 487,1		1 487,1		1 234,2	1 234,2		1 471,8	1 471,8	237,6	19,3	
Personnel temporaire			235,2	235,2	29,6	264,8		232,6	232,6		208,5	208,5	-24,1	-10,4	
Personne temporaire pour les réunions															
Heures supplémentaires															
Consultants															
<i>Total partiel (autre personnel)</i>			235,2	235,2	29,6	264,8		232,6	232,6		208,5	208,5	-24,1	-10,4	
Voyages			123,7	123,7	16,6	140,3		116,0	116,0		72,9	72,9	-43,1	-37,2	
Représentation															
Services contractuels			17,0	17,0	63,1	80,1		45,8	45,8		44,4	44,4	-1,4	-3,1	
Formation			27,0	27,0		27,0		47,2	47,2		7,4	7,4	-39,8	-84,3	
Frais généraux de fonctionnement			606,5	606,5	21,3	627,8		557,0	557,0		478,6	478,6	-78,4	-14,1	
Fourniture et accessoires			243,7	243,7		243,7		152,0	152,0		143,1	143,1	-8,9	-5,9	
Matériel, dont mobilier			93,4	93,4	14,4	107,8									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>			1 111,3	1 111,3	115,4	1 226,7		918,0	918,0		746,4	746,4	-171,6	-18,7	
Total		-20,7	2 854,3	2 833,6	145,0	2 978,6		2 384,8	2 384,8		2 426,7	2 426,7	41,9	1,8	
Participation à l'entretien			160,3	160,3		160,3		156,0	156,0		154,4	154,4	-1,6	-1,0	

Tableau 50 : Sous-programme 3180 : Budget proposé pour 2013

Section des opérations hors siège		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonction naires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
Postes existants	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations					1	2	4	1	8	1	30	39
	<i>Total partiel</i>					1	2	4	1	8	1	30	39
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>												
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>												
Total						1	2	4	1	8	1	30	39

e) **Sous-programme 3190 : Section d'appui aux conseils**

263. La Section d'appui aux conseils est chargée de centraliser et de coordonner toute l'assistance apportée aux conseils par la Cour ; cette section fait office d'interlocuteur entre le Greffe et le Bureau du conseil public pour la Défense, ainsi que le Bureau du conseil public pour les victimes, qui ne sont rattachés au Greffe qu'à des fins administratives, et fournit également une assistance logistique et administrative. La Section d'appui aux conseils gère également le programme d'aide judiciaire de la Cour pour les accusés et les victimes indigents.

264. Tous les engagements portant sur les activités des organes disciplinaires de la Cour relèvent du sous-programme 3190.

Ressources hors personnel

Ressources liées aux situations

Aide judiciaire à la Défense

265. Le coût de l'aide judiciaire pour chaque accusé indigent a été calculé en se fondant sur le nouveau système d'aide judiciaire approuvé en 2012, et conformément aux hypothèses budgétaires pour 2013. Une somme supplémentaire a été fournie pour les conseils de permanence et les conseils ad hoc, désignés respectivement par le Greffier et par les chambres, conformément aux conditions établies dans le Statut de Rome, le Règlement de procédure et de preuve et le Règlement de la Cour.

Aide judiciaire aux victimes

266. Conformément aux hypothèses budgétaires, le coût de l'aide judiciaire pour chaque groupe de victimes a été calculé en se fondant sur le nouveau système d'aide judiciaire approuvé en 2012. Une somme supplémentaire a été fournie pour l'octroi de l'aide judiciaire au stade de la situation.

Voyages

267. Les voyages prévus concernent principalement les membres des organes disciplinaires qui doivent se rendre à La Haye pour tenir deux audiences, et la section qui doit participer à deux réunions avec les associations juridiques représentant la Cour.

Services contractuels, dont formation

268. Le coût de l'aide judiciaire à la Défense et aux victimes a été calculé en se fondant sur le système d'aide judiciaire actuellement en vigueur. Une somme supplémentaire a été fournie pour les conseils de permanence et les conseils ad hoc.

Autres frais de fonctionnement

269. La participation de la Cour à un réseau de contacts internationaux pour le recouvrement d'avoirs est soumise au paiement d'une contribution annuelle.

Tableau 51 : Sous-programme 3190 : Budget proposé pour 2013

		Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
3190 Section d'appui aux conseils		Ressources liées aux situations		Total Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Total		Montant	%	
		Ressources de base		Total	imprévus compris	Ressources de base		Total	de base		Total			
Administrateurs						416,5	196,1	612,6	441,6	208,6	650,2	37,6	6,1	
Agents des services généraux						121,2	60,6	181,8	126,5	63,2	189,7	7,9	4,3	
Total partiel (fonctionnaires)		405,1	259,7	664,8	664,8	537,7	256,7	794,4	568,1	271,8	839,9	45,5	5,7	
Personnel temporaire					4,6	4,6	30,9	30,9				-30,9	-100,0	
Personnel temporaire pour les réunions														
Heures supplémentaires														
Consultants						36,4		36,4				-36,4	-100,0	
Total partiel (autre personnel)					4,6	4,6	36,4	67,3				-67,3	-100,0	
Voyages		6,4	45,8	52,2	52,2	6,5		6,5		6,6	6,6	0,1	1,5	
Représentation														
Services contractuels														
Formation														
Conseil pour la Défense			3 323,1	3 323,1	521,6	3 844,7	1 950,8	1 950,8		3 117,4	3 117,4	1 166,6	59,8	
Conseil pour les victimes			1 688,3	1 688,3	307,1	1 995,4	4 279,0	4 279,0		4 010,1	4 010,1	-268,9	-6,3	
Frais généraux de fonctionnement			1,4	1,4		1,4				1,0	1,0	1,0		
Fournitures et accessoires														
Matériel, dont mobilier														
Total partiel (hors personnel)		6,4	5 058,6	5 065,0	828,7	5 893,7	6,5	6 229,8	6 236,3	7 135,1	7 135,1	898,8	14,4	
Total		411,5	5 318,3	5 729,8	833,3	6 563,1	580,6	6 517,4	7 098,0	568,1	7 406,9	7 975,0	877,0	12,4
Participation à l'entretien		16,6	12,3	28,9		28,9	18,2	12,0	30,2	16,7	19,3	36,0	5,8	19,2

Tableau 52 : Sous-programme 3190 : Effectif proposé pour 2013

Section d'appui aux conseils										Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base					1	1		1	1	4	2	2	6
	Effectif lié aux situations						1		1		2	1	1	3
	Total partiel					1	2		2	1	6	3	3	9
Nouveaux postes	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel													
Postes réaffectés/rest itués	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel													
Total						1	2		2	1	6	3	3	9

2. Programme 3200 : Direction des services administratifs communs

Introduction

270. La Direction des services administratifs communs (DSAC) assure la prestation d'une série de services spécialisés non judiciaires à l'ensemble de la Cour. La Direction est composée du Bureau du directeur, de la Section des ressources humaines, de la Section du budget et des finances, de la Section des services généraux et de la Section des technologies de l'information et des communications. Les fonctions exercées par la Direction sont motivées par les demandes de services et permettent une coordination essentielle pour garantir une utilisation optimale et efficace des ressources humaines et financières. Le principal objectif de la Direction est de doter la Cour d'un « modèle d'administration publique » en assurant en temps opportun des services de qualité fiables et efficaces pour satisfaire les besoins des utilisateurs, aussi bien au siège que sur le terrain. Cette fin répond aux buts et objectifs stratégiques de la Cour (objectif 3) et s'applique également à la déclaration de mission relative au nouveau plan stratégique, dans laquelle la Cour s'engage à demeurer « responsable, transparente et efficace d'un point de vue administratif ».

271. La Direction, en coordination avec différentes parties prenantes internes de la Cour, présente des informations précises et des documents officiels en temps utile aux organes de contrôle, tant en interne qu'à l'extérieur, sur des questions diverses telles que le budget, les ressources humaines et des projets spéciaux concernant la Cour dans son ensemble, notamment la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS), la gestion des risques et le système de comptabilité analytique.

272. La Direction a préparé son projet de budget 2013 en se fondant sur les priorités stratégiques actuelles de la Cour, ainsi que sur les derniers objectifs stratégiques et sur les demandes de services provenant des différents grands programmes.

273. La Direction comprend parfaitement le besoin de réaliser des économies dans le budget de la Cour, et a déployé d'importants efforts pour maintenir son projet de budget pour 2013 au même niveau que le budget approuvé pour 2012, malgré l'augmentation des biens et services imputable à l'inflation et la charge de travail supplémentaire prévue dans le cadre de certaines affaires. Cela a été possible grâce à des efforts permanents visant à obtenir des gains d'efficacité dans le domaine des achats, et à une utilisation souple des ressources. De plus, la Direction n'a pas demandé de ressources pour la mise en œuvre du plan de renouvellement de matériel de la Cour et pour la conversion de postes temporaires de longue date, mais devra réexaminer ces questions ultérieurement.

274. Le projet de budget de la Direction pour 2013 prévoit une enveloppe de 600 200 euros pour la mise en œuvre du projet relatif aux normes IPSAS, qui relève de la Section du budget et des finances.

275. Au sein de la Direction, la Section du budget et des finances poursuivra le développement et la mise en œuvre des normes IPSAS. Une étude approfondie des lacunes en termes de respect des normes IPSAS a été entreprise, ainsi qu'une analyse des conditions et de l'impact de chaque norme IPSAS. Les modifications à apporter au Règlement financier et règles de gestion financière de la Cour ont également été déterminées et soigneusement analysées, puis abordées avec les parties prenantes internes et les utilisateurs extérieurs.

276. La Section des ressources humaines poursuivra les progrès réalisés visant le développement, la mise en œuvre et le suivi des politiques, stratégies et outils relatifs aux ressources humaines, ainsi que le développement d'un nouveau cadre de compétence et d'avancement professionnel.

277. La Direction est impliquée dans la gestion et l'appui à différents projets concernant l'organisation dans son ensemble et visant à améliorer l'efficacité au sein de la Cour, gérer les risques et élaborer des stratégies spécifiques. Le Bureau du directeur est notamment impliqué dans la gestion du projet de comptabilité analytique, lequel vise à fournir de meilleures informations statistiques concernant le coût des services rendus par la Cour aux différentes parties prenantes. Le développement du projet de comptabilité analytique a été plus lent que prévu, dans la mesure où la Direction a été tenue de le mettre en œuvre autant que possible au moyen des ressources existantes. La Direction prévoit de terminer l'analyse

des lacunes, demandée par le Comité, s'agissant de la capacité de la Cour d'indiquer des coûts précis par procès⁵³, et la mise en œuvre d'une solution de qualité en limitant les investissements supplémentaires nécessaires. Cependant, tel que l'indiquent les précédents rapports présentés au Comité⁵⁴, des ressources supplémentaires seront nécessaires pour le développement, l'adoption et la mise en œuvre d'un outil permettant l'établissement de rapports à l'échelle de la Cour concernant la comptabilité analytique, et ces ressources pourraient être demandées ultérieurement.

278. Outre l'appui aux activités de la Cour, la Direction continuera de fournir un appui au projet des locaux permanents par l'intermédiaire de la Section des services généraux et de la Section des technologies de l'information et des communications, notamment en fournissant des services d'achat et de gestion des bâtiments, ainsi que des conseils en matière de technologies de l'information et des communications.

279. En 2013, la première étape du plan stratégique en matière de technologies de l'information et des communications sera mise en œuvre à la Cour, et la Direction poursuivra l'exécution des projets en cours relatifs aux technologies de l'information et des communications visant à augmenter les gains d'efficacité et à présenter un rapport coûts-avantages positif.

Objectifs

1. Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règlements lorsqu'il le faut pour garantir les droits ou limiter les risques au minimum (objectif stratégique 8).
2. Soumettre des propositions budgétaires justifiées, précises et transparentes n'appelant que des ajustements mineurs des montants proposés et de la répartition des ressources de la part de l'Assemblée des États Parties (objectif stratégique 9).
3. Recruter du personnel d'horizons divers, du meilleur niveau possible, veiller à son bien-être et lui offrir des possibilités d'organisation des carrières et de promotion (objectif stratégique 10).

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1 - Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règlements lorsqu'il le faut pour garantir les droits ou limiter les risques au minimum.	- Poursuivre la promulgation de politiques et de procédures de fonctionnement standard visant à rationaliser les processus et procédures internes, et restructurer les processus administratifs.	5
Objectif 2 - Soumettre des propositions budgétaires justifiées.	- Ajustements des montants proposés et de la répartition des ressources au sein de la DSAC.	1 rectificatif maximum relatif au budget de la DSAC.
Objective 3 - Recruter du personnel d'horizons divers, veiller à son bien-être et lui offrir des possibilités d'organisation des carrières.	- Nombre de fonctionnaires obtenant de meilleures notes grâce à la concurrence.	5

⁵³ ICC-ASP/11/5, par. 36.

⁵⁴ CBF/18/13.

Tableau 53 : Programme 3200 : Budget proposé pour 2013

3200 Direction des services administratifs communs	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources de base	Ressource s liées aux situations	Fonds Total imprévus	Total	Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						3 397,3	522,9	3 920,2	3 609,3	559,3	4 168,6	248,4	6,3
Agents des services généraux						4 704,6	1 759,9	6 464,5	5 217,8	1 567,7	6 785,5	321,0	5,0
Total partiel (fonctionnaires)	7 940,4	2 376,3	10 316,7		10 316,7	8 101,9	2 282,8	10 384,7	8 827,1	2 127,0	10 954,1	569,4	5,5
Personnel temporaire	850,1	132,9	983,0	72,7	1 055,7	660,7	158,6	819,3	755,8	95,4	851,2	31,9	3,9
Personne temporaire pour les réunions						20,0		20,0	20,0		20,0		
Heures supplémentaires	135,6	48,7	184,3		184,3	12,1		120,1	90,1	30,4	120,5	0,4	0,3
Consultants	25,6		25,6	8,2	33,8	14,6		14,6	14,6		14,6		
Total partiel (autre personnel)	1 011,3	181,6	1 192,9	80,9	1 273,8	815,4	158,6	974,0	880,5	125,8	1 006,3	32,3	3,3
Voyages	105,6	13,7	119,3		119,3	82,2	63,8	146,0	72,5	62,7	135,2	-10,8	-7,4
Représentation													
Services contractuels	431,0	284,0	715,0		715,0	605,9	77,5	683,4	527,0	230,0	757,0	73,6	10,8
Formation	197,0	180,0	377,0		377,0	267,4		267,4	247,2		247,2	-20,2	-7,6
Frais généraux de fonctionnement	3 943,7	2 620,2	6 563,9		6 563,9	4 281,5	2 856,9	7 138,4	4 693,9	1 720,1	6 414,0	-724,4	-10,1
Fourniture et accessoires	400,2	9,0	409,2		409,2	480,6	9,5	490,1	475,7		475,7	-14,4	-2,9
Matériel, dont mobilier	587,3	193,4	780,7	539,7	1 320,4	992,9		992,9	1 103,0	35,0	1 138,0	145,1	14,6
Total partiel (hors personnel)	5 664,8	3 300,3	8 965,1	539,7	9 504,8	6 710,5	3 007,7	9 718,2	7 119,3	2 047,8	9 167,1	-551,1	-5,7
Total	14 616,5	5 858,2	20 474,7	620,6	21 095,3	15 627,8	5 449,1	21 076,9	16 826,9	4 300,6	21 127,5	50,6	0,2
Participation à l'entretien	-664,9	-1 558,0	-2 222,9		-2 222,9	-735,2	-1 508,3	-2 243,5	-759,3	-1 513,3	-2 272,6	-29,1	1,3

Tableau 54 : Programme 3200 : Effectif proposé pour 2013

Direction des services administratifs communs		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur										SG	SG	Total	Total
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	(1re classe)	(autres classes)	agents des services généraux	fonctionn aires	
Postes existants	Effectif de base				1	4	5	15	8		33	6	75	81	114
	Effectif lié aux situations						2	3			5	1	25	26	31
	Total partiel				1	4	7	18	8		38	7	100	107	145
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Total					1	4	7	18	8		38	7	100	107	145

a) Sous-programme 3210 : Bureau du directeur (DSAC)

280. Le Bureau du directeur fournit des orientations en matière de direction et de stratégie aux chefs de sections au sein de la Direction, supervise et coordonne les services d'appui fournis à l'ensemble de la Cour par la Section des ressources humaines, la Section du budget et des finances, la Section des services généraux et la Section des technologies de l'information et des communications.

281. Le Bureau du directeur, en liaison avec les différents grands programmes de la Cour, présente des informations exactes et en temps utile aux organes de contrôle, tant en interne qu'à l'extérieur, sur des questions diverses telles que le budget et la planification stratégique. Ces fonctions du Bureau consistent notamment à préparer et coordonner la documentation présentée au Comité du budget et des finances, ainsi qu'aux groupes de travail du Bureau en fonction des demandes. Le Bureau est également chargé de traiter les notifications de la Cour en vue d'avoir recours aux ressources du Fonds en cas d'imprévus.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

282. Concerne des réunions et activités de coopération avec les États Parties et des réunions destinées à mettre en place des réseaux.

Ressources liées aux situations

Voyages

283. Il s'agit des dépenses de déplacement du directeur dans le cadre des opérations hors siège.

Tableau 55 : Sous-programme 3210 : Budget proposé pour 2013

3210 Bureau du directeur (DSAC)	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%	
	Ressource s de base	Fonds imprévus		Ressource s de base	Fonds imprévus		Ressource s de base	Fonds imprévus				
Administrateurs						353,2			353,2	375,6	22,4	6,3
Agents des services généraux						60,6			60,6	63,2	2,6	4,3
Total partiel (fonctionnaires)	384,8		384,8		384,8	413,8		413,8	438,8	438,8	25,0	6,0
Personnel temporaire	40,0		40,0		40,0							
Personnel temporaire pour réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants												
Total partiel (autre personnel)	40,0		40,0		40,0							
Voyages	14,7		14,7		14,7	10,5	7,2	17,7	11,9	3,2	-2,6	-14,7
Représentation												
Services contractuels	10,0		10,0		10,0	19,4		19,4			-19,4	-100,0
Formation												
Frais généraux de fonctionnement												
Fournitures et accessoires												
Matériel, dont mobilier												
Total partiel (hors personnel)	24,7		24,7		24,7	29,9	7,2	37,1	11,9	3,2	-22,0	-59,3
Total	449,5		449,5		449,5	443,7	7,2	450,9	450,7	3,2	3,0	0,7
Participation à l'entretien	11,0		11,0		11,0	12,1		12,1	11,1		-1,0	-8,1

Tableau 56 : Sous-programme 3210 : Effectif proposé pour 2013

Bureau du directeur (DSAC)		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1re classe)		SG (autres classes)		Total agents des services généraux		Total fonctionnaires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base				1				2			3		1	1	4
	Effectif lié aux situations															
	<i>Total partiel</i>				<i>1</i>				<i>2</i>			<i>3</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>4</i>
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base															
	Effectif lié aux situations															
	<i>Total partiel</i>															
Postes réaffectés/reclassés/restitués	Effectif de base															
	Effectif lié aux situations															
	<i>Total partiel</i>															
Total					1				2			3		1	1	4

(b) Sous-programme 3220 : Section des ressources humaines**Introduction**

284. La Section des ressources humaines offre des services relatifs aux ressources humaines à tous les grands programmes de la Cour. Placée sous la direction du chef de section, elle compte quatre unités.

285. Le *chef de section* est directement responsable, en plus de ses fonctions de gestion de la Section, de donner des avis stratégiques aux responsables des divers organes sur les questions et initiatives relatives aux ressources humaines ; de préparer des documents et des informations concernant les activités et les résultats relatifs aux ressources humaines pour le Comité, l'Assemblée et l'administration ; de la formulation des politiques de gestion des ressources humaines, des doléances et des questions de droit, ainsi que de la collaboration à la gestion du personnel en matière de ressources humaines. Le chef est appuyé par un assistant principal chargé des ressources humaines pour les questions politiques et juridiques.

286. L'*Unité du recrutement et des affectations* est responsable de toutes les questions relatives au recrutement, à l'affectation du personnel, aux redéploiements, à la gestion des postes, aux classements et reclassements, aux indemnités de fonctions, aux détachements, aux prêts et transferts de personnel ainsi qu'à l'organisation de carrière. Les effectifs de l'Unité du recrutement ont été diminués par le passé et elle a continué à demander un poste temporaire d'agent des services généraux (autre classe) depuis 2005. De plus, pour 2013, l'Unité s'apprête à aborder un certain nombre de projets demandés par le Comité et conçus pour améliorer la qualité du service en faveur d'une meilleure efficacité à court terme comme à long terme. Il s'agit notamment d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie pour les mesures alternatives visant à accroître la sensibilisation de l'opinion sur les possibilités d'emploi à la Cour, notamment dans les pays qui n'ont pas de ressortissants parmi les effectifs de la Cour ou qui en ont peu, de mettre en place et d'appuyer un Comité de sélection, et de concevoir une nouvelle structure pour la politique de classement et l'avancement professionnel.

287. L'*Unité de la gestion du personnel* est responsable de l'établissement des contrats initiaux, des prolongations des engagements, de la gestion des traitements, indemnités et prestations, de l'administration des systèmes de gestion des relevés de présence et de la gestion des performances, ainsi que du règlement des conflits et de la médiation concernant les performances des membres du personnel. L'Unité est responsable du système de comptes rendus, notamment de la mise à disposition d'informations relatives à la représentation géographique pour les ambassades, de même que pour le Comité et l'Assemblée, du développement et de la mise à jour des systèmes informatiques associés aux ressources humaines, et du soutien aux membres du personnel s'agissant des systèmes informatiques des ressources humaines. L'Unité gère également un large éventail de projets complexes concernant la mise en œuvre de nouvelles politiques, la gestion des performances, la restructuration des processus, les différends liés à des questions contractuelles et la communication d'informations au personnel sur diverses questions relatives aux ressources humaines.

288. L'Unité est également chargée de traiter les recommandations du Comité concernant l'élaboration de conditions d'emploi du personnel clairement établies, ainsi que leur application de manière identique à tous les organes. Il s'agit notamment de définir des directives claires en matière de prolongations de contrat, en veillant à les relier au système d'évaluation des performances, ainsi que d'optimiser et de renforcer ce dernier dans un souci de cohérence et d'application uniforme à tous les secteurs de la Cour, en lien avec les objectifs stratégiques de celle-ci.

289. L'*Unité de la santé et du bien-être du personnel* est responsable de la santé au travail et des questions médicales relatives au personnel travaillant au siège et dans les bureaux extérieurs, notamment les examens médicaux préalables à l'embauche, les soins médicaux avant et après les missions pour le personnel voyageant sur le terrain, les certificats médicaux et les services médicaux d'urgence. Elle est également chargée des questions relatives au bien-être et à l'aide psychologique. L'Unité assure régulièrement des formations et des réunions d'information sur des questions pertinentes, comme les

traumatismes secondaires et les mesures de prévention sanitaire, et elle participe aux interventions dans les situations de crise.

290. L'Unité de la formation et du perfectionnement gère le budget général de la formation et dispense des avis sur l'utilisation des fonds de formation alloués à d'autres entités. Elle aide l'administration à préparer les plans annuels de formation et à élaborer et mettre en œuvre les programmes de perfectionnement et de formation. Elle aide le Greffe à concevoir et réaliser le projet pilote du système de contrôle de la gestion et elle prépare et assiste la Cour lors de la mise en œuvre des plans annuels de formation. L'Unité élabore également des rapports détaillés sur son activité, qui sont présentés lors des sessions de printemps du Comité.

Ressources de base

Ressources en personnel

Personnel temporaire

291. Dépense renouvelable. Un assistant chargé des ressources humaines (agent des services généraux, autre classe), six mois. Il s'agit de couvrir les 50 pour cent actuellement non couverts pour l'assistant du chef de section.

292. Dépense renouvelable. Un assistant chargé du recrutement et des affectations (agent des services généraux, autre classe), 12 mois, afin d'aider la Cour à traiter toutes les activités en cours au sein de l'Unité du recrutement et des affectations.

293. Dépense renouvelable. Un assistant informaticien pour les ressources humaines (agent des services généraux, autre classe), 12 mois. Ce poste existe au sein de la Section des ressources humaines depuis 2005 et constitue un poste clé. Son titulaire aide l'assistant informaticien principal pour les ressources humaines à élaborer et mettre en œuvre les projets informatiques pour les ressources humaines, comme le module SAP concernant les ressources humaines, le recrutement électronique, et l'application « Santé et sécurité du travail ». Il contribue également à produire les statistiques et les rapports relatifs aux ressources humaines sollicités par le Comité et l'Assemblée et s'implique dans d'autres questions relatives aux ressources humaines, de même que dans les nouveaux projets décrits ci-dessus.

294. Dépense renouvelable. Un assistant chargé des ressources humaines, 12 mois. Ce poste existe au sein de l'Unité de la gestion du personnel depuis 2004 et constitue un poste clé. Son titulaire contribue à l'établissement et à la prolongation des contrats ainsi qu'à une gestion précise des indemnités et prestations.

Consultants

295. Il s'agit de contribuer à l'élaboration des politiques relatives aux ressources humaines et à l'introduction des nouvelles normes-cadres aux fins du système d'évaluation des emplois, et d'offrir les services d'entrepreneurs individuels pour des périodes de courte durée.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

296. Nécessaire pour permettre aux responsables des ressources humaines de participer à des réunions spécialisées, notamment le réseau des services des ressources humaines, le forum de formation destiné aux cadres, la table ronde sur l'organisation des carrières et l'association des responsables des ressources humaines dans les organisations internationales.

Formation

297. Dépense renouvelable. Il s'agit de continuer à assurer le programme de perfectionnement des cadres, des réunions d'information de la CPI pour les nouveaux membres du personnel, des formations juridiques, des formations linguistiques et de petites formations d'acquisition de connaissances pour le personnel non-juridique.

Services contractuels

298. Externalisation des services pour les besoins médicaux, comme les vaccinations et les examens préalables à l'embauche.

Fournitures et accessoires

299. Il s'agit essentiellement des fournitures et accessoires médicaux, notamment les équipements obligatoires de santé et de sécurité pour chaque fonctionnaire amené à voyager, conformément aux normes internationales en matière de santé et de sécurité.

Ressources liées aux situations*Voyages*

300. Missions effectuées sur le terrain par le médecin, le fonctionnaire chargé du bien-être du personnel et d'autres fonctionnaires de la Section. Ces missions sont nécessaires afin de se conformer aux recommandations d'audit interne concernant le « risque élevé », qui préconisent des visites plus fréquentes et plus régulières de la Section aux bureaux extérieurs, à des niveaux convenablement élevés.

Tableau 57 : Sous-programme 3220 : Budget proposé pour 2013

3220 Section des ressources humaines	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base								Ressources de base				
Administrateurs						743,3		743,3	792,3		792,3	49,0	6,6
Agents des services généraux						760,2	181,8	942,0	790,9	189,7	980,6	38,6	4,1
Total partiel (fonctionnaires)	1 337,9	179,8	1 517,7		1 517,7	1 503,5	181,8	1 685,3	1 583,2	189,7	1 772,9	87,6	5,2
Personnel temporaire	440,1		440,1	28,1	468,2	185,5	35,0	220,5	246,0		246,0	25,5	11,6
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants	25,6		25,6		25,6	14,6		14,6	14,6		14,6		
Total partiel (autre personnel)	465,7		465,7	28,1	493,8	200,1	35,0	235,1	260,6		260,6	25,5	10,8
Voyages	16,5	9,0	25,5		25,5	23,5		23,5	6,0	11,0	17,0	-6,5	-27,7
Représentation													
Services contractuels	31,3		31,3		31,3	14,6		14,6	16,7		16,7	2,1	14,4
Formation	138,2	159,4	297,6		297,6	160,0		160,0	160,0		160,0		
Frais généraux de fonctionnement													
Fournitures et accessoires	46,6		46,6		46,6	45,2		45,2	45,2		45,2		
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)	232,6	168,4	401,0		401,0	243,3		243,3	227,9	11,0	238,9	-4,4	-1,8
Total	2 036,2	348,2	2 384,4	28,1	2 412,5	1 946,9	216,8	2 163,7	2 071,7	200,7	2 272,4	108,7	5,0
Participation à l'entretien	52,4	12,3	64,7		64,7	57,5	12,0	69,5	55,6	11,6	67,2	-2,3	-3,3

Tableau 58 : Sous-programme 3220 : Effectif proposé pour 2013

Section des ressources humaines		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang P-1 supérieur								Total SG agents des services généraux				Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)			
Postes existants	Effectif de base					1	2	3	1	7	2	10	12	19
	Effectif lié à une situation											3	3	3
	Total partiel					1	2	3	1	7	2	13	15	22
Nouveaux postes	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Total						1	2	3	1	7	2	13	15	22

c) Sous-programme 3240 : Section du budget et des finances

301. Les principales fonctions de la Section du budget et des finances consistent à coordonner et préparer le budget de la Cour et à produire les états financiers de la Cour et du Fonds au profit des victimes. De plus, la Section gère la réception et la répartition des contributions mises en recouvrement et des fonds correspondants pour les besoins d'exploitation et d'investissement de la Cour. En outre, elle assure au jour le jour un contrôle réel et un compte rendu des contributions dépensées et des contributions volontaires, conformément aux exigences de l'Assemblée et des donateurs ; la Section est responsable de l'exécution de toutes les activités de rémunération et de décaissement, notamment le règlement des fournisseurs pour l'ensemble des achats de biens et de services. L'Unité du budget et des comptes de la Section veille à la comptabilisation et à l'enregistrement de toutes ces transactions, sans perdre de vue les aspects relatifs au contrôle interne. Ses autres fonctions clé sont notamment la gestion de la trésorerie, les activités bancaires, le placement des liquidités excédentaires et la tenue à jour du système d'établissement de rapports comptables et financiers de la Cour au sein de ses systèmes SAP.

302. La Section agit sur les besoins de la Cour et de ses parties prenantes en matière de gestion financière et de besoins administratifs financiers ; elle appuie tous les domaines opérationnels de la Cour visant à renforcer la gestion financière et à garantir la conformité des transactions avec le Règlement financier et les règles de gestion financière, le Statut et les priorités du budget convenues. Les objectifs de la Section du budget et des finances sont alignés sur les résultats qu'elle entend réaliser en 2013 et les ressources nécessaires pour y parvenir. À l'appui des chiffres des années précédentes et de la croissance attendue des activités de la Cour, la Section prévoit une hausse correspondante des charges de travail.

303. Des efforts constants sont déployés pour rationaliser et réaliser des gains d'efficacité, afin d'améliorer les performances et de réduire les coûts. Les initiatives actuelles comprennent notamment le développement de nouveaux rapports dans le système SAP afin de diminuer les interventions manuelles, une optimisation de la documentation TRIM pour archiver les dossiers financiers importants et une automatisation du traitement des factures.

304. Les responsabilités et les tâches du personnel de la Section du budget et des finances sont les suivantes :

a) Bureau du chef de la Section du budget et des finances. Il fournit des services financiers à tous les grands programmes de la Cour, notamment un conseil stratégique sur les questions et initiatives relatives aux finances ; la préparation des documents et des informations concernant les activités et les résultats relatifs aux finances pour le Comité, l'Assemblée et l'administration ; la formulation des politiques de gestion des finances et des questions de droit. Le chef de la Section représente la Cour lors des réunions pertinentes du réseau financier du système des Nations Unies.

b) L'Unité du budget est responsable de la préparation du budget, du suivi de son exécution, des prévisions financières, de l'examen et de l'analyse de la répartition des ressources et de la communication d'informations et de conseils concernant les questions clé du budget, afin d'assurer une utilisation la plus économique possible des ressources.

c) L'Unité des comptes prépare les états financiers de la Cour et du Fonds au profit des victimes ainsi que les annexes justificatives. Elle élabore des améliorations des aspects administratifs et comptables de la fonction (notamment des applications de traitement électronique des données et des rapports de gestion), tient à jour les contributions reçues et non acquittées, et communique les informations et données correspondantes aux États Parties le cas échéant.

d) L'Unité des décaissements veille à la conformité des produits livrés et des services fournis avec les normes requises et les conditions de passation des marchés. Elle règle les créances et les dépenses engagées ; elle garantit et vérifie que les feuilles de saisie de services et les entrées d'articles livrés qui confirment les services fournis et/ou les articles livrés sont conformes aux normes et aux conditions énoncées dans le bon de commande ; elle les transmet ensuite pour approbation.

e) L'Unité de la paie traite pour le compte de l'Organisation le versement des traitements, indemnités et prestations aux administrateurs et agents des services généraux, aux juges, au personnel de conférence et aux consultants. Elle assure en temps opportun et en toute sécurité les versements au personnel sur le terrain, aux fournisseurs et aux témoins.

f) L'Unité de la trésorerie veille à la disponibilité de fonds suffisants pour répondre aux besoins en liquidités, tout en effectuant des opérations de paiement efficaces et économiques. Elle négocie des accords avec les institutions financières et propose des investissements. Elle procède en temps opportun et de la façon la plus économique aux virements bancaires autorisés et transmet les données aux banques avec lesquelles travaille la Cour. Elle prépare et tient à jour des rapports sur les flux de trésorerie et gère la caisse d'avance, tout en assurant la télétransmission des relevés de compte électroniques.

g) L'Unité IPSAS applique les normes IPSAS au processus actuel d'établissement de rapports comptables et financiers de la Cour ; elle contribue à la mise en place d'une stratégie comptable centralisée et d'un système moderne de gestion comptable et budgétaire dans SAP.

Ressources liées aux situations

Ressources en personnel

Personnel temporaire

305. Afin d'atteindre ses objectifs et compte tenu de l'augmentation de sa charge de travail, la Section demande le maintien de l'actuel assistant aux finances (agents des services généraux, autre classe) pour 12 mois (à cheval sur 2012), afin d'absorber les volumes de travail et le traitement des transactions de l'Unité des décaissements et de l'Unité de la paie en 2013. L'accroissement de la charge de travail au fil des ans, sans aucune augmentation de personnel, a mis à rude épreuve les résultats attendus de la Section, malgré la mise en place de plusieurs systèmes et optimisations de procédures par le passé. Le besoin est particulièrement aigu en période de clôture d'exercice, de rapport financier, d'audit externe, d'établissement du budget, de préparation des rapports de performances et d'établissement des états de paie mensuels.

Ressources de base

Ressources hors personnel

Voyages et formation

306. La demande au titre des voyages et de la formation autres que pour le projet IPSAS a été supprimée, compte tenu des contraintes budgétaires au sein de la Cour. L'on s'efforcera de transmettre la formation sur le terrain par des médias électroniques et visuels.

Services contractuels

307. Correspond à la provision complète des honoraires d'audit du nouveau commissaire aux comptes, la Cour des comptes, dont la nomination a été approuvée par l'Assemblée pour une période de quatre ans⁵⁵. Le nouveau commissaire aux comptes commencera l'audit des activités de la Cour à compter de l'exercice budgétaire de 2012.

Frais généraux de fonctionnement

308. Il s'agit des frais bancaires correspondants au volume de transactions escompté.

Projet de mise en œuvre des normes IPSAS

309. Le financement demandé pour le projet de mise en œuvre des normes IPSAS pour 2013 s'élève à 600 200 euros. Ceci est conforme au plan de réalisation du projet de mise en œuvre des normes IPSAS pour 2013, tel qu'il a été recommandé par le Comité lors de sa

⁵⁵ Voir *Documents officiels ... dixième session ... 2011* (ICC-ASP/10/20), volume I, partie II.D, section D, paragraphe 10.

quinzième session et approuvé par l'Assemblée⁵⁶. Le plan est actuellement inchangé et tous ses détails sont exposés dans le rapport⁵⁷ présenté au Comité lors de sa seizième session en avril 2011. Les coûts couvrent les dépenses de personnel, l'adaptation du système SAP, la formation et les voyages, ainsi que d'autres frais généraux de fonctionnement, notamment la formation spécialisée relative aux normes IPSAS ainsi que le perfectionnement des compétences de tout le personnel de la Section.

Tableau 59 : Sous-programme 3240 : Budget proposé pour 2013

3240 Section du budget et des finances	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)				Variation 2013/2012							
	Ressources de base		Ressources liées aux situations		Fonds Total imprévus	Total Fonds imprévus Ressources compris		Ressources liées aux situations		IPSAS	Ressources de base		Ressources liées aux situations		IPSAS	Total	Montant	%			
	Total		Total			Total		Total			Total		Total								
Administrateurs						707,8		707,8		751,4				751,4		43,6		6,2			
Agents des services généraux						727,2		319,5		1 046,7		758,7		332,2		1 090,9		44,2		4,2	
Total partiel (fonctionnaires)	1 341,6	427,4	1 769,0			1 769,0	1 435,0	319,5	1 754,5		1 510,1	332,2			1 842,3	87,8	5,0				
Personnel temporaire	174,3	0,8	175,1	17,4		192,5	61,8		351,6	413,4	70,3		369,2	439,5	26,1	6,3					
Personnel temporaire pour les réunions																					
Heures supplémentaires	14,7	14,7				14,7	5,1	5,1		5,1			5,1								
Consultants																					
Total partiel (autre personnel)	189,0	0,8	189,8	17,4		207,2	66,9		351,6	418,5	75,4		369,2	444,6	26,1	6,2					
Voyages	25,5	4,7	30,2			30,2	6,3		15,9	22,2			15,0	15,0	-7,2	-32,4					
Représentation																					
Services contractuels	106,7	246,3	353,0			353,0	35,4		237,7	273,1	88,5		186,0	274,5	1,4	0,5					
Formation	10,4	7,5	17,9			17,9	12,5		30,0	42,5			30,0	30,0	-12,5	-29,4					
Frais généraux de fonctionnement	108,6	84,2	192,8			192,8	99,4	99,4		65,0			65,0	-34,4	-34,6						
Fournitures et accessoires																					
Matériel, dont mobilier																					
Total partiel (hors personnel)	251,2	342,7	593,9			593,9	153,6		283,6	437,2	153,5		231,0	384,5	-52,7	-12,1					
Total	1 781,8	770,9	2 552,7	17,4		2 570,1	1 655,5	319,5	635,2	2 610,2	1 739,0	332,2	600,2	2 671,4	61,2	2,3					
Participation à l'entretien	52,4	20,6	73,0			73,0	60,5	20,0	80,5		52,8	19,3	72,1		-8,4	-10,4					

Tableau 60 : Sous-programme 3240 : Effectif proposé pour 2013

Section du budget et des finances		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1re classe)		SG agents des (autres classes) services généraux		Total fonctionnaires	
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					1	1	3	2		7		12	12	19
	Effectif lié à une situation											1	4	5	5
	<i>Total partiel</i>					<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>2</i>		<i>7</i>	<i>1</i>	<i>16</i>	<i>17</i>	<i>24</i>
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Total						1	1	3	2		7	1	16	17	24

⁵⁶ Voir Documents officiels ... neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), volume I, partie II.D, paragraphes 8 et 9.

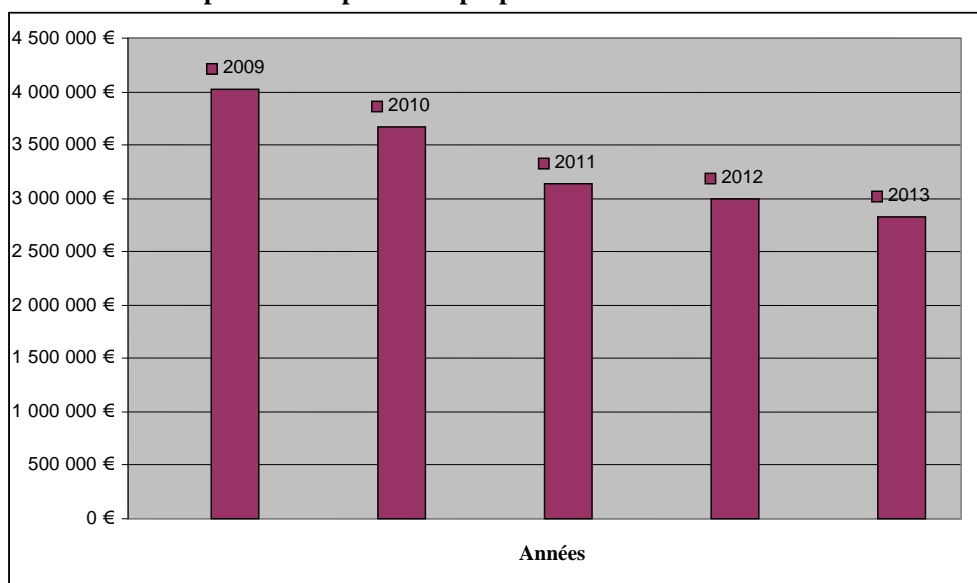
⁵⁷ Rapport de la Cour sur son évaluation de la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public (ICC-ASP/9/3).

d) **Sous-programme 3250 : Section des services généraux**

310. La Section des services généraux est dirigée par le chef de section et compte quatre unités : gestion des installations, logistique et transports, achats, voyages et relations avec l'État hôte.

311. Le budget hors personnel de la Section a progressivement diminué depuis qu'il a culminé à un peu plus de 4 000 000 euros en 2009, au moment du déménagement dans un second bâtiment de locaux provisoires à La Haye. Le budget hors personnel proposé pour 2013 s'élève à 2 850 000 euros.

Réduction des dépenses hors personnel proposées dans la Section de 2009 à 2013



312. Le nombre de fonctionnaires proposés reste le même qu'en 2012, compte tenu du fait qu'un poste P-2 de l'effectif de base a été supprimé en 2012.

313. L'Unité des achats est tenue d'offrir un service intervenant à temps, équitable et totalement transparent, en faisant preuve d'intégrité et en obtenant le meilleur rapport qualité-prix au moyen d'une mise en concurrence internationale efficace dans l'intérêt de la Cour. L'Unité s'emploie également à vérifier que, malgré une augmentation importante des volumes, toutes les activités se rapportant aux achats sont judicieusement gérées au sein de la Cour.

314. Le principal indicateur de la charge de travail est le nombre de commandes/contrats susceptibles d'être conclus par acheteur. En 2013, les prévisions tablent sur six acheteurs pour gérer 1 700 commandes et contrats d'une valeur estimée à 26 000 000 euros.

315. L'Unité de la logistique et des transports est chargée de fournir des services associés à la réception et l'inspection de biens, à la logistique, au transport, aux fournitures de bureau, à la gestion des biens, à l'entreposage, à la distribution de biens, aux travaux d'impression confiés à l'extérieur, à l'entretien des véhicules, à la gestion des assurances (hors ressources humaines), aux archives extérieures, aux services de coursier, au courrier et à son acheminement numérique, à la télécopie et à la valise diplomatique. Les activités liées aux procès se limitent essentiellement aux voyages des témoins au siège. La programmation d'audiences consécutives à l'avance permet de mobiliser les ressources internes en diminuant les effectifs des services logistiques et de correspondance. Ceci est possible grâce aux synergies obtenues en assurant une formation croisée du personnel des services de logistique et de correspondance aux compétences de la conduite automobile. Ces synergies sont utilisées lors des périodes de pointe et non pas pour les demandes régulières et prolongées de transports locaux. Les heures supplémentaires et les services de taxi permettent de répondre aux besoins en transports locaux.

316. L'Unité des voyages et des relations avec l'État hôte est responsable des voyages, des réinstallations des fonctionnaires recrutés sur le plan international, des visas et des

privilèges. L'Unité organise les voyages officiels des membres du personnel et des personnes extérieures, effectue les réservations de billets pour le personnel affecté à la Cour et prend les arrangements nécessaires pour les voyages de rapatriement et l'expédition des effets personnels de et vers la CPI. L'Unité assiste également le personnel pour l'obtention de visas officiels, de laissez-passer des Nations Unies et de cartes d'identités néerlandaises et leur apporte son aide pour les demandes concernant les permis de conduire, les exonérations et remboursements d'impôt, l'immatriculation des véhicules à moteur, etc. L'Unité ne prévoit pas d'évolution significative des niveaux de service demandés en 2013.

317. L'*Unité de gestion des installations* est responsable de la gestion et de la maintenance des locaux provisoires. Il s'agit notamment des services collectifs, de l'entretien des locaux, ainsi que des petites modifications et réparations des locaux, du mobilier de bureau et du matériel.

Ressources en personnel

Ressources de base

318. Il est proposé de déplacer cinq postes de la Section de la rubrique de l'effectif lié à une situation à celle de l'effectif de base. En effet, les tâches correspondantes s'effectuent uniquement au siège et comprennent rarement des éléments liés aux situations ou aux jours où la Cour siège. Ces postes sont les suivants : un technicien chargé des installations électriques, deux assistants aux achats et un chauffeur/commis ainsi qu'un ancien commis à la logistique et aux installations désormais chauffeur/responsable de la logistique, après avoir suivi une formation croisée.

Personnel temporaire

319. Dépense renouvelable. Un factotum (agent des services généraux, autre classe) en contrat temporaire a été précédemment inscrit au budget sous la rubrique des ressources de base en 2012. Cette fonction ne concerne que les locaux de la Cour situés à La Haye et reste nécessaire en 2013. Il s'agit d'assurer un appui matériel pour répondre aux demandes croissantes de services de réparation, d'accompagnement des fournisseurs, ainsi que d'entretien des biens appartenant à la Cour et de l'infrastructure des bâtiments. Les niveaux de service vont sensiblement augmenter en 2013, lorsque la Cour prendra le relais de l'État hôte pour endosser la responsabilité du contrôle de l'entretien de base des bâtiments.

Heures supplémentaires

320. Dépense renouvelable. On s'efforce continuellement de maintenir les heures supplémentaires dans les limites imparties en améliorant les synergies et les contrôles, bien que les activités courantes entraînent inévitablement des heures supplémentaires pour les chauffeurs de l'Unité de la logistique et des transports. L'Unité de gestion des installations a également régulièrement besoin d'heures supplémentaires pour répondre aux appels.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

321. Des frais de voyage d'un montant de 14 800 euros seront engagés pour participer à des réunions concernant la gestion des installations et les voyages. Le personnel de la Section se déplacera également dans des bureaux extérieurs sélectionnés pour assurer des contrôles techniques, associés à des contrôles ponctuels de la gestion des biens.

Formation

322. Une formation d'un montant de 16 300 euros couvrira la gestion des assurances, conformément à la recommandation de l'audit interne de 2011, les sessions de recyclage pour les chauffeurs, de même que la logistique et la chaîne d'approvisionnement ainsi que d'autres formations concernant la gestion des installations, les achats et les voyages officiels. Au total, 14 fonctionnaires de la Section bénéficieront d'une formation en 2013.

Services contractuels

323. Les autres services contractuels sont notamment l'impression de la documentation des laissez-passer des Nations Unies et des cartes professionnelles, confiée à l'extérieur, ainsi que d'autres services d'impression à l'extérieur pour un montant total de 24 000 euros ; l'adhésion à l'IATA pour les voyages coûtera 1 800 euros.

Frais généraux de fonctionnement

324. Les frais généraux de fonctionnement ont été diminués de 143 000 euros. Ces réductions ont porté sur les éléments suivants : réparation du mobilier, remplacement et réparation des moquettes, remplacement des alimentations électriques, baisse de la consommation électrique en utilisant plus efficacement les systèmes, suppression de l'entretien des plantes dans les bureaux, diminution du programme de remplacement des serrures, réduction des frais d'entretien des jardins, diminution des réaffectations de bureaux, achat de distributeurs « sans frais », utilisation d'une seule salle d'audience en 2013 et suppression de l'ensemble des réparations et entretiens qui ne sont pas indispensables.

325. Ces réductions vont entraîner une dégradation de l'aspect des bâtiments de la Cour, tant à l'intérieur que dans ses espaces extérieurs restreints. Elles vont également prolonger les délais des travaux imprévus d'entretien et de réparation.

326. La Cour a besoin de 179 000 euros pour couvrir l'entretien des systèmes du bâtiment, notamment les installations des salles d'audience, et celui des biens du propriétaire de l'immeuble, qu'elle est tenue de financer en sa qualité de locataire.

327. Les autres frais généraux de fonctionnement représentent un total de 2 457 600 euros et comprennent le nettoyage, les services collectifs, l'entretien des systèmes de sécurité, les services de messagerie, les assurances et l'entretien des véhicules.

328. Conformément aux recommandations du vérificateur aux comptes interne de la Cour, la somme de 50 000 euros est proposée pour examiner le portefeuille d'assurances de la Cour, identifier tout risque majeur dont la couverture est absente, insuffisante ou excessive, et recommander une couverture conforme à ses besoins. La Cour recevra également un appui pour choisir un courtier international qui prenne en charge la gestion de son portefeuille d'assurances.

Fournitures et accessoires

329. Les fournitures et accessoires ont été diminués de plus de 7 400 euros et l'inflation a été absorbée par la baisse des niveaux d'entretien et la réduction consécutive des coûts des fournitures du bâtiment.

330. La consommation des fournitures de bureau est en moyenne de 5,5 euros par personne et par mois pour environ 1 000 personnes, avec un total de 66 000 euros. Les cartouches d'encre pour les imprimantes sont estimées à 44 000 euros.

Matériel, dont mobilier

331. Le montant proposé est de 68 000 euros. Il couvre le remplacement d'un véhicule, de quatre caméras de sécurité et d'un minimum de mobilier. La hausse par rapport à 2012 s'explique par la nécessité de remplacer certaines caméras de sécurité et d'inclure une petite provision pour le mobilier de remplacement.

Ressources liées aux situations*Heures supplémentaires*

332. Des heures supplémentaires sont proposées pour les chauffeurs en raison des déplacements au siège des témoins et des victimes qui comparaissent devant la Cour.

Frais généraux de fonctionnement

333. Des ressources sont nécessaires pour les services collectifs lors des audiences de la Cour.

Tableau 61 : Sous-programme 3250 : Budget proposé pour 2013

3250 Section des services généraux	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						530,4		530,4	564,3		564,3	33,9	6,4
Agents des services généraux						1 928,1	303,0	2 231,1	2 324,4		2 324,4	93,3	4,2
Total partiel (fonctionnaires)	2 369,4	241,0	2 610,4		2 610,4	2 458,5	303,0	2 761,5	2 888,7		2 888,7	127,2	4,6
Personnel temporaire	119,7	-0,3	119,4		119,4	61,8		61,8	70,3		70,3	8,5	13,8
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires	87,4	0,1	87,5		87,5	85,0		85,0	55,0	25,4	80,4	-4,6	-5,4
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	207,1	-0,2	206,9		206,9	146,8		146,8	125,3	25,4	150,7	3,9	2,7
Voyages	22,7		22,7		22,7	6,1	6,9	13,0	14,8		14,8	1,8	13,8
Représentation													
Services contractuels	73,6		73,6		73,6	39,6		39,6	25,8		25,8	-13,8	-34,8
Formation	16,2		16,2		16,2	24,0		24,0	16,3		16,3	-7,7	-32,1
Frais généraux de fonctionnement	2 394,0	76,9	2 470,9		2 470,9	2 529,1	94,0	2 623,1	2 457,6	22,5	2 480,1	-143,0	-5,5
Fournitures et accessoires	239,4		239,4		239,4	252,9		252,9	245,5		245,5	-7,4	-2,9
Matériel, dont mobilier	89,1		89,1	141,3	230,4	49,2		49,2	68,0		68,0	18,8	38,2
Total partiel (hors personnel)	2 835,0	76,9	2 911,9	141,3	3 053,2	2 900,9	100,9	3 001,8	2 828,0	22,5	2 850,5	-151,3	-5,0
Total	5 411,5	317,7	5 729,2	141,3	5 870,5	5 506,2	403,9	5 910,1	5 842,0	47,9	5 889,9	-20,2	-0,3
Participation à l'entretien	102,1	20,6	122,7		122,7	108,9	20,0	128,9	102,9	19,3	122,2	-6,7	-5,2

Tableau 62 : Sous-programme 3250 : Effectif proposé pour 2013

Section des services généraux										Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base					1	1	2	1		5	3	33	41
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel					1	1	2	1		5	3	33	41
Nouveaux postes/ Postes convertis	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Total						1	1	2	1		5	3	33	41

e) **Sous-programme 3260 : Section des technologies de l'information et des communications**

334. La Section des technologies de l'information et des communications a rédigé un nouveau plan stratégique de cinq ans pour continuer à donner des orientations sur son travail et en vérifier la conformité avec celui de la Cour. En 2011, la Section a procédé à un examen complet de ses services afin d'être plus efficace et plus rentable, tout en s'orientant vers l'avenir de l'informatique et le déménagement dans les locaux permanents. Les tribunaux du monde entier évoluent vers l'informatique en nuage et les nouvelles technologies, et les retours ont montré que les participants à la procédure sont plus efficaces lorsqu'ils ont accès aux informations pertinentes à tout moment, où qu'ils se trouvent. Ainsi, dans les quelques années à venir, l'accent sera mis sur la simplification des systèmes et infrastructures informatiques de la Cour tout en continuant à assurer pleinement la fiabilité, la disponibilité et la sécurité de l'information.

335. Le principal objectif pour 2013 est de mettre en œuvre la première étape du plan stratégique et de se concentrer sur les projets identifiés comme les plus utiles aux membres des professions juridiques, tout en poursuivant les projets approuvés et en appuyant les initiatives opérationnelles existantes au sein de l'organisation. L'assistance sera également maintenue pour les systèmes administratifs qui utilisent SAP et les systèmes de collaboration SharePoint de l'Organisation, ainsi que le remplacement du matériel de base en salle d'audience.

336. Les principaux indicateurs de résultats sont les suivants :

- a) Maintenir un temps de marche de 99,2 pour cent pour tous les systèmes informatiques ;
- b) Mettre en œuvre des projets pilotes pour la première étape concernant les projets identifiés dans le plan stratégique pour 2013 ;
- c) Continuer à protéger le réseau de la Section des menaces extérieures ;
- d) Créer une plate-forme d'intégration pour toutes les sources de données liées aux affaires afin d'appuyer le système e-Discovery ;
- e) Simplifier l'infrastructure afin de se préparer à l'informatique en nuage et à la mobilité ;
- f) Fournir une assistance aux initiatives dans d'autres domaines nécessitant une expertise informatique pour appuyer les processus de travail.

Ressources en personnel

Personnel temporaire

337. Un technicien chargé de l'assistance informatique (agent des services généraux, autre classe) (12 mois, à cheval sur 2012). La Section a géré les réductions d'effectif passées en diminuant ses niveaux de service. De nouvelles baisses des niveaux de service aboutiraient à des performances inacceptables et auraient un impact négatif sur l'Organisation.

Tableau 63 : Indicateurs de la charge de travail

<i>Charge de travail prévue pour 2012</i>	<i>Nombre d'ETP en 2012</i>	<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>	<i>Nombre d'ETP en 2013</i>	<i>Capacité estimée pour 2013</i>	<i>Déficit</i>
Demandes = 15 078	5,5	16 500	5,5	13 200	3 300

338. Un assistant spécialiste du prétoire électronique (agent des services généraux, autre classe) (12 mois, à cheval sur 2012). Le tableau ci-dessous comprend le poste temporaire existant. Comme prévu, le nombre d'équipes juridiques a considérablement augmenté en 2012, de sorte que les ressources demandées restent valables.

Tableau 64 : Indicateurs de la charge de travail

<i>Charge de travail prévue pour 2012</i>	<i>Nombre d'ETP en 2012</i>	<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>	<i>Nombre d'ETP en 2013</i>	<i>Capacité estimée pour 2013</i>	<i>Déficit avec le poste temporaire à cheval sur 2012</i>
Appui pour les audiences et les participants au prétoire électronique = 3 210	3	5 466	3	3 600	1 866

Heures supplémentaires

339. Il s'agit d'être en mesure de répondre à la charge de travail supplémentaire due aux audiences avec les effectifs de la Section existants.

Ressources hors personnel

340. La Section externalise actuellement une part de 1 200 000 euros de son budget hors personnel au moyen des services contractuels (440 000 euros) et de certains contrats d'entretien relevant des frais généraux de fonctionnement (760 000 euros). Les services sous-traités portent sur des domaines où l'assistance à un service nécessite des connaissances spécialisées et/ou pour lesquels il serait trop onéreux de recruter du personnel à plein temps pour les services requis. Il s'agit par exemple de l'entretien des salles d'audience, de l'assistance pour le nouveau réseau de stockage, des services de sécurité du réseau et du site Internet de la CPI. Ces services fonctionnent par à-coups, c'est-à-dire qu'ils ne nécessitent pas la présence d'un fonctionnaire toute l'année mais plutôt des connaissances particulières pendant quelques mois. Sans eux, la Section ne serait pas en mesure d'entretenir les nombreux services actuellement assurés. L'externalisation de certains domaines permet à l'Organisation de faire des économies.

Voyages

341. Il s'agit de se rendre dans les bureaux extérieurs pour vérifier que les installations informatiques continuent de répondre aux objectifs ; de réunir au siège les techniciens en informatique de terrain afin de mettre à jour leurs connaissances des systèmes pertinents et des technologies utilisées (jadis annuel, l'évènement est désormais bisannuel) ; de se rendre aux réunions sur la technologie des prétoires électroniques pour prendre connaissances des évolutions et des incidences qu'elles pourraient avoir sur la Cour ; de se rendre aux réunions des groupes d'utilisateurs des Nations Unies pour prendre connaissances des enseignements et mettre en œuvre les pratiques qui ont été testées dans des organisations des Nations Unies et ont démontré leur efficacité et leur rentabilité. Les fonds affectés aux voyages sont également nécessaires pour appuyer les témoignages à distance.

Services contractuels

342. Il s'agit des services assurés lorsque les systèmes commerciaux de série achetés par la Cour nécessitent des modifications que le personnel de la Section n'est pas en mesure d'apporter, en raison de la nature des contrats ou des connaissances spécifiques requises. Sur un total de 440 000 euros demandés, une part de 40 000 euros est prévue pour mettre en œuvre un système de planification, de contrôle et d'établissement de rapports pour le budget basé sur le système SAP, pour un meilleur suivi interne de la création, de la planification, de la prévision et du contrôle du budget. De plus, une part de 50 000 euros couvrira le contrat annuel d'amélioration des finances, du budget, des voyages et des ressources humaines. Un crédit de 120 000 euros est demandé pour l'hébergement du site Internet de la CPI, tandis qu'un autre de 225 000 euros est prévu pour améliorer les systèmes du prétoire électronique et de l'audience en ligne, les services de vidéotransmission sur Internet et le système des certificats de sécurité pour gérer l'accès à l'information de façon sûre et vérifiable. Les 5 000 euros restants concernent un contrat de service pour la gestion du nouveau bureau extérieur en Ouganda.

Formation

343. Un montant minimum (40 900 euros) est demandé pour la formation technique du personnel de la Section. La formation technique est importante pour maximiser l'investissement dans les technologies de l'information. Certains domaines de formation imposent au personnel d'entretenir leur certification. Il s'agit par exemple de l'ingénierie de réseau, de la certification professionnelle de sécurité et de l'administration des systèmes. D'autres domaines de formation sont nécessaires pour entretenir l'infrastructure lors de l'introduction de nouvelles technologies.

Frais généraux de fonctionnement

344. Les frais généraux de fonctionnement comprennent les coûts des appels téléphoniques mobiles et fixes au siège ainsi que les appels vers les bureaux extérieurs. Des efforts intenses sont actuellement déployés pour réduire la consommation téléphonique et les frais d'itinérance. Les frais généraux de fonctionnement pour 2013 sont en baisse en raison de la diminution de la maintenance du réseau de stockage (investissement approuvé en 2012). D'autres réductions ont été rendues possibles par la fermeture du bureau extérieur d'Abéché et la diminution prévue, et à venir, des effectifs du bureau extérieur en Ouganda. Ces économies sont le fruit des baisses de coûts et des hiérarchisations des priorités ; elles ne sont pas renouvelables d'une année sur l'autre.

345. Les fonds sont demandés pour les éléments suivants : entretien du matériel et des logiciels du système téléphonique de la Cour, outils de réseau et de sécurité, nouveaux outils PDF pour les entreprises, gestion de la traduction, apposition de cachets sur les documents, maintenance du système de la bibliothèque, système de détection des intrusions, systèmes de courrier électronique et d'archivage, anti-virus, accès à distance sécurisé, contrats de licences pour les bases de données, sécurité des ordinateurs portables, entretien de la licence TRIM, entretien du matériel du réseau de stockage, entretien des logiciels des systèmes de sauvegarde, groupage de données, dématérialisation du système de stockage vers deux emplacements, licences Microsoft, licences des logiciels SAP, entretien des systèmes de réseau et de vidéoconférence et entretien du système d'émetteurs-récepteurs radio. D'autres coûts concernent le système Citrix d'accès à distance, les systèmes de vidéoconférence, l'enregistrement des communications vocales au quartier pénitentiaire ainsi que la location des lignes Internet principales et de sauvegarde de la Cour, y compris toutes les lignes louées aux différents bureaux extérieurs et la liaison avec la base de soutien logistique de Brindisi pour assurer la liaison des données entre les connexions de l'Afrique et le siège de la Cour.

Fournitures et accessoires

346. Les principaux inducteurs de coûts sont les cartouches d'encre pour les imprimantes à haut débit. Les autres crédits sont pour les clés USB, les puces mémoire, les claviers en différentes langues, les graveurs externes de DVD, les fournitures audiovisuelles comme les vidéoprojecteurs et les écouteurs, les câbles de réseau et les batteries d'ordinateurs portables. Il convient de relever que la Cour prolonge désormais le cycle de remplacement de ses ordinateurs de cinq à six ans et que, par conséquent, on lui signale davantage de dysfonctionnements de batteries. Il devient difficile (parfois impossible) et coûteux de remplacer les batteries des modèles d'ordinateurs portables qui ont plus de 5 ans.

Matériel, dont mobilier

347. Les demandes ci-après visent à assurer la gestion à un niveau approprié des investissements de la Cour dans les infrastructures informatiques, ainsi que leur conformité avec les normes en vigueur dans le secteur. Il s'agit d'acquérir le matériel et les licences de logiciels suivants : systèmes de prétoire électronique et licences de logiciels ; matériel et logiciels nécessaires à l'initiative *myCourtbook* prévue dans le plan stratégique de la Section (170 000 euros) ; extension de l'espace disque pour les systèmes de fichiers du réseau (50 000 euros) ; licences de logiciels pour la prochaine phase du projet d'établissement de rapports SAP/ planification et contrôle budgétaire ; programme de remplacement de 150 appareils par an pour les ordinateurs portables, les imprimantes à jet d'encre et classiques, les écrans, et les équipements audiovisuels de plus de 4 ans

(80 000 euros) ; programme de remplacement des ordinateurs de bureau de plus de 5 ans (105 000 euros) ; microphones, écouteurs, équipement audiovisuel liés à la continuité en salle d'audience (20 000 euros) ; matériel et logiciels de réseau pour accroître la fiabilité de l'accès aux fichiers sur le réseau de la CPI (30 000 euros) ; matériel et logiciels pour scinder les services dans le cadre du projet antisinistre (70 000 euros).

348. La demande de prolongation de la durée de vie des ordinateurs de bureau a entraîné un problème de compatibilité des logiciels. Les stations de travail les plus anciennes ne sont pas en mesure d'accueillir la mise à jour Windows 7, nécessaire pour assurer la compatibilité avec les dernières versions des logiciels. De plus, les mises à niveau des mémoires des anciens modèles s'avèrent trop coûteuses. Par conséquent, la Cour revient au cycle précédent de cinq ans pour les ordinateurs de bureau et de quatre ans pour les ordinateurs portables, afin d'éviter de dépenser plus d'argent pour l'entretien de matériel obsolète qu'elle n'en économise en renonçant à le renouveler.

Investissements en biens d'équipement

349. En 2012, l'approbation de l'investissement dans le réseau de stockage a aidé la Section à simplifier son infrastructure et a engendré des avantages supplémentaires qui n'avaient pas été prévus dans la demande d'origine. En effet, l'infrastructure permet notamment d'assurer la reprise après sinistre à un prix plus avantageux que celui recommandé par le cabinet de conseil externe utilisé pour l'étude. Les autres demandes qui restent fondamentales pour réduire les risques de l'Organisation sont la phase 2 (sur 3) de l'archivage des données (100 000 euros), afin que les données existantes soient conservées de la façon la plus efficace et rentable possible ; une petite part du budget régulier a été consacrée à un projet pilote en 2012. L'archivage des données permettra à la Cour de stocker les données existantes à moindre coût et de se conformer à la réglementation en vigueur concernant la conservation de données. Un crédit de 200 000 euros est demandé pour mettre en œuvre un système intégré qui simplifiera le système de gestion des données de l'Organisation. Un crédit supplémentaire de 200 000 euros est demandé pour mettre à jour les composants analogiques des salles d'audience de la Cour, afin d'obtenir un environnement totalement numérique qui permette d'utiliser plus efficacement les images et données enregistrées lors des audiences et de les intégrer à d'autres données numériques. Ces éléments s'appuient sur le rapport d'un audit indépendant du prétoire électronique effectué en 2010.

Tableau 65 : Sous-programme 3260 : Budget proposé pour 2013

3260 Section des technologies de l'information et des communications	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total	Total Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base			Fonds imprévus		Ressources de base			Ressources de base				
Administrateurs						1 062,6	522,9	1 585,5	1 125,7	559,3	1 685,0	99,5	6,3
Agents des services généraux						1 228,5	955,6	2 184,1	1 280,6	1 045,8	2 326,4	142,3	6,5
Total partiel (fonctionnaires)	2 506,7	1 528,1	4 034,8		4 034,8	2 291,1	1 478,5	3 769,6	2 406,3	1 605,1	4 011,4	241,8	6,4
Personnel temporaire	76,0	132,4	208,4	27,2	235,6		123,6	123,6		95,4	95,4	-28,2	-22,8
Personnel temporaire pour les réunions						20,0		20,0	20,0		20,0		
Heures supplémentaires	33,5	48,6	82,1		82,1	30,0		30,0	30,0	5,0	35,0	5,0	16,7
Consultants				8,2	8,2								
Total partiel (autre personnel)	109,5	181,0	290,5	35,4	325,9	50,0	123,6	173,6	50,0	100,4	150,4	-23,2	-13,4
Voyages	26,2		26,2		26,2	19,9	49,7	69,6	24,8	48,5	73,3	3,7	5,3
Représentation													
Services contractuels	209,4	37,7	247,1		247,1	259,2	77,5	336,7	210,0	230,0	440,0	103,3	30,7
Formation	32,2	13,1	45,3		45,3	40,9		40,9	40,9		40,9		
Frais généraux de fonctionnement	1 441,1	2 459,1	3 900,2		3 900,2	1 653,0	2 762,9	4 415,9	2 171,3	1 697,6	3 868,9	-547,0	-12,4
Fournitures et accessoires	114,2	9,0	123,2		123,2	182,5	9,5	192,0	185,0		185,0	-7,0	-3,6
Matériel, dont mobilier	498,2	193,4	691,6	398,4	1 090,0	943,7		943,7	1 035,0	35,0	1 070,0	126,3	13,4
Total partiel (hors personnel)	2 321,3	2 712,3	5 033,6	398,4	5 432,0	3 099,2	2 899,6	5 998,8	3 667,0	2 011,1	5 678,1	-320,7	-5,3
Total	4 937,5	4 421,4	9 358,9	433,8	9 792,7	5 440,3	4 501,7	9 942,0	6 123,3	3 716,6	9 839,9	-102,1	-1,0
Participation à l'entretien	-882,8	-1 611,5	-2 494,3		-2 494,3	-974,2	-1 560,3	-2 534,5	-981,8	-1 563,5	-2 545,3	-10,8	0,4

Tableau 66 : Sous-programme 3260 : Effectif proposé pour 2013

Section des technologies de l'information et des communications									Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionnaires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base				1	1	5	4		11	1	19	31
	Effectif lié à une situation					2	3			5		18	23
	Total partiel				1	3	8	4		16	1	37	54
Nouveaux postes/ Postes convertis	Effectif de base												
	Effectif lié à une situation												
	Total partiel												
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base												
	Effectif lié à une situation												
	Total partiel												
Total					1	3	8	4		16	1	37	54

3. Programme 3300 : Direction du service de la Cour

Introduction

350. En 2013, la Direction du service de la Cour (DSC) continuera de concentrer ses efforts sur le soutien à apporter aux procès en cours, conformément à sa principale fonction visant à permettre le déroulement diligent des procédures devant la Cour.

351. La Direction fournira les services spécialisés nécessaires, tels que la prestation de services de cour électronique de grande qualité, en veillant particulièrement à assurer la transcription en simultané des audiences dans les deux langues de travail, apportant ainsi une contribution essentielle à la conduite de procès équitables, efficaces et rapides. Elle continuera de soutenir l'interprétation en français et en anglais, ainsi que dans les langues parlées par les témoins et les personnes détenues ou citées à comparaître. Il lui incombera également de veiller au bien-être des personnes détenues lors des périodes critiques des procès.

352. Afin de pouvoir assurer un appui efficace et efficient aux procédures judiciaires, la division regroupe toutes les composantes actives d'une assistance judiciaire de qualité : la Section de l'administration judiciaire, la Section de la détention, la Section de traduction et d'interprétation de la Cour, l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins ainsi que la Section de la participation des victimes et des réparations.

353. Étant donné que la Cour s'approche de la phase de réparations dans l'une des affaires dont elle est saisie, la Direction en général, et la Section de la participation des victimes et des réparations en particulier, accorderont une attention particulière à ce nouvel aspect des procédures de la Cour, tout en poursuivant la mise en œuvre de la stratégie concernant les victimes et le bon traitement de toutes les demandes de participation.

354. La Direction comprend tout à fait la nécessité de faire des économies dans le budget de la Cour. Cependant, il est important de se rendre compte que certains frais, notamment par exemple la fourniture de services d'interprétation dans les langues « inhabituelles », continueront d'être nécessaires pour permettre le déroulement diligent des procédures de la Cour.

355. En outre, il faudra continuer d'accorder l'attention voulue au soutien des témoins déposant au procès et à leur suivi à l'issue de leur déposition.

356. Enfin, en collaboration avec le Bureau du Procureur, la Direction continuera de contribuer, à la fois sur le terrain et à La Haye, à l'objectif tenant à la conduite d'enquêtes par la Cour, en aidant à coordonner les opérations liées à l'arrestation des personnes visées par un mandat d'arrêt ou à la comparution de celles visées par un mandat de comparution et en organisant un appui opérationnel et judiciaire tant auprès des États Parties que des États non parties et des partenaires institutionnels.

Objectifs

1. Mener quatre ou cinq nouvelles enquêtes, dans le cadre de situations nouvelles ou existantes, et au moins quatre procès, selon la coopération extérieure reçue (objectif stratégique 1)
2. Maintenir et continuer à développer le système mis en place pour traiter l'ensemble des risques en matière de sécurité, en s'efforçant d'assurer à tous les participants une sécurité maximum en conformité avec le Statut de Rome (objectif stratégique 2)
3. Concevoir des politiques pour appliquer les normes de qualité spécifiées dans le Statut et dans le Règlement de procédure et de preuve à l'égard de toutes les personnes intervenant dans les procédures ou concernées à un autre titre par les activités de la Cour d'une manière qui soit respectueuse de la diversité (objectif stratégique 3)
4. Concevoir des mécanismes pour assurer toute la coopération nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'arrestation et la remise à la Cour des personnes concernées, la protection des témoins et l'exécution des peines (objectif stratégique 5)

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1		
- Dispenser un appui pour les audiences conformément au Règlement de la Cour et au Règlement du Greffe. Pour 2013, appui de 215 jours durant lesquels la Cour siège.	- Nombre de jours d'audience achevés avec succès.	100 %
- Prestation de services appropriés et efficaces aux parties qui le demandent et aux Chambres.	- Nombre de demandes traitées dans un délai maximal d'une semaine.	90 %
Objectif 2		
- Assurer la bonne marche de la communauté pénitentiaire de manière à ce que les détenus se sentent collectivement en sécurité et le soient réellement.	- Nombre d'incidents impliquant des blessures graves et causés par une mauvaise gestion pénitentiaire.	0 %
- Dispenser un appui, une protection et une assistance opérationnelle et logistique appropriés et efficaces aux victimes, aux témoins et aux tiers courant des risques, quel que soit le lieu, sous réserve d'une évaluation.	- Nombre de témoins et de victimes dont la protection a été assurée avec succès.	100 %
Objectif 3		
- Renforcer la précision et la cohérence en matière de terminologie, dans les traductions écrites et les interprétations vers toutes les langues en usage à la Cour.	- Nombre de recherches mensuelles effectuées par les utilisateurs actifs au moyen des outils linguistiques.	200 (minimum)
- Utiliser de manière complète et efficace les ressources de tous les services de traduction.	- Nombre de demandes faites en double.	0 %
- Disposer du nombre adéquat de membres du personnel et d'interprètes de terrain disponibles.	- Nombre de demandes d'interprétation et d'interprétation sur le terrain auxquelles il a été donné suite.	90 %
- Maintenir des normes élevées en matière de conditions de détention et de gestion du quartier pénitentiaire.	- Nombre d'appréciations positives.	100 %
Objectif 4		
- Réussir les opérations d'arrestation et de transfèrement.	- Nombre d'actions entreprises par les différents États auxquels la Cour a adressé une demande de coopération.	80 %
- Système efficace de traitement des demandes émanant des victimes.	- Nombre de demandes émanant de victimes enregistrées et prises en compte dans les sept jours suivant leur réception.	95 %
	- Nombre de demandes de victimes saisies dans la base de données dans les 30 jours suivant leur réception.	95 %

Tableau 67 : Programme 3300 : Budget proposé pour 2013

3300 Division du service de la Cour	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total	Total Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base			Fonds imprévus		Ressources de base			Ressources de base				
Administrateurs						3 741,0	4 677,6	8 418,6	4 066,4	4 787,8	8 854,2	435,6	5,2
Agents des services généraux						606,0	2 281,8	2 887,8	632,2	2 401,8	3 034,0	146,2	5,1
Total partiel (fonctionnaires)	4 450,5	6 614,3	11 064,8		11 064,8	4 347,0	6 959,4	11 306,4	4 698,6	7 189,6	11 888,2	581,8	5,1
Personnel temporaire	65,7	2 749,7	2 815,4	593,6	3 409,0		1 517,7	1 517,7		1 999,4	1 999,4	481,7	31,7
Personnel temporaire pour les réunions	351,0	358,9	709,9	480,9	1 190,8	12,0	420,7	432,7	180,0	153,2	333,2	-99,5	-23,0
Heures supplémentaires		47,0	47,0		47,0		63,1	63,1		58,1	58,1	-5,0	-7,9
Consultants	191,4	62,1	253,5	15,9	269,4	32,0	180,5	212,5		36,1	36,1	-176,4	-83,0
Total partiel (autre personnel)	608,1	3 217,7	3 825,8	1 090,4	4 916,2	44,0	2 182,0	2 226,0	180,0	2 246,8	2 426,8	200,8	9,0
Voyages	18,0	839,3	857,3	85,4	942,7	72,6	931,8	1 004,4	55,4	987,8	1 043,2	38,8	3,9
Représentation													
Services contractuels	6,6	285,4	292,0	96,2	388,2	113,4	247,0	360,4	67,2	289,4	356,6	-3,8	-1,1
Formation	2,7	51,3	54,0		54,0	34,9	65,6	100,5	13,8	68,1	81,9	-18,6	-18,5
Frais généraux de fonctionnement	1 063,7	1 704,9	2 768,6	290,9	3 059,5	1 385,7	2 548,5	3 934,2	1 386,9	2 009,2	3 396,1	-538,1	-13,7
Fournitures et accessoires	1,2	42,0	43,2	10,5	53,7	24,9	124,0	148,9	29,2	114,2	143,4	-5,5	-3,7
Matériel, dont mobilier	23,5	15,2	38,7		38,7								
Total partiel (hors personnel)	1 115,7	2 938,1	4 053,8	483,0	4 536,8	1 631,5	3 916,9	5 548,4	1 552,5	3 468,7	5 021,2	-527,2	-9,5
Total	6 174,3	12 770,1	18 944,4	1 573,4	20 517,8	6 022,5	13 058,3	19 080,8	6 431,1	12 905,1	19 336,2	255,4	1,3
Participation à l'entretien	127,0	427,5	554,5		554,5	139,2	416,1	555,2	130,7	440,1	570,8	15,6	2,8

Tableau 68 : Programme 3300 : Effectif proposé pour 2013

Direction du service de la Cour									Total administrateurs et fonctionnaires P-1 de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionnaires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2					
Effectif de base				1	3	11	12	7	2	36		10	46
Postes existants							5	20	25	1	51	53	104
Total partiel				1	3	16	32	32	3	87	3	63	150
Effectif de base													
Nouveaux postes													
Effectif lié à une situation													
Total partiel													
Effectif de base								1		1			1
Postes réaffectés/ restitués								-1	-1	-2			-2
Total partiel								-1	-1	-1			-1
Total				1	3	16	32	32	2	86	3	63	149

a) Sous-programme 3310 : Bureau du directeur (DCS)

Ressources hors personnel

Voyages

357. Des rencontres régulières avec des représentants de diverses organisations internationales et non gouvernementales en vue de se tenir au courant des évolutions actuelles sont nécessaires à la bonne administration de la Direction et requièrent la présence de fonctionnaires occupant des postes de responsabilité. Ces ressources au titre des voyages sont nécessaires afin de permettre au Greffe de s'acquitter de son propre mandat, comme la protection des victimes (article 43-6 du Statut de Rome). Des voyages sont prévus afin de rencontrer les autorités locales dans les pays de situations dont la Cour est saisie ainsi que dans d'autres pays, de préparer les opérations d'arrestation et les comparutions volontaires, et d'organiser les procédures de notification.

Formation

358. Certains domaines, comme le gel des avoirs, nécessitent une formation spécialisée, car ces compétences sont des outils particulièrement nécessaires et utiles pour exécuter les nombreuses tâches assurées par le Bureau du directeur et la Direction en général.

Tableau 69 : Sous-programme 3310 : Budget proposé pour 2013

		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
3310 Bureau du directeur (DCS)		Ressources liées aux situations		Fonds imprévus compris		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations					
	Ressource s de base		Total			Ressource s de base		Total	Ressource s de base		Total	Montant	%
Administrateurs						159,0	274,5	433,5	169,1	290,4	459,5	26,0	6,0
Agents des services généraux						60,6		60,6	63,2		63,2	2,6	4,3
Total partiel (fonctionnaires)	243,0	245,5	488,5		488,5	219,6	274,5	494,1	232,3	290,4	522,7	28,6	5,8
Personnel temporaire		118,0	118,0		118,0		112,6	112,6				-112,6	-100,0
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants		4,2	4,2		4,2	10,1	61,2	71,3				-71,3	-100,0
Total partiel (autre personnel)		122,2	122,2		122,2	10,1	173,8	183,9				-183,9	-100,0
Voyages	1,1	41,6	42,7		42,7	11,1	33,2	44,3	19,7	22,4	42,1	-2,2	-5,0
Représentation													
Services contractuels													
Formation						18,4		18,4	12,3		12,3	-6,1	-33,2
Frais généraux de fonctionnement		0,5	0,5		0,5		5,0	5,0				-5,0	-100,0
Fournitures et accessoires													
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)	1,1	42,1	43,2		43,2	29,5	38,2	67,7	32,0	22,4	54,4	-13,3	-19,6
Total	241,5	395,0	636,5		636,5	259,2	486,5	745,7	264,3	312,8	577,1	-168,6	-22,6
Participation à l'entretien	5,5	12,3	17,8		17,8	6,1	12,0	18,1	5,6	11,6	17,1	-1,0	-5,3

Tableau 70 : Sous-programme 3310 : Effectif proposé pour 2013

										Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
Bureau du directeur (DCS)		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base				1							1	1	2
	Effectif lié à une situation							2	1			3		3
	Total partiel				1			2	1			4	1	5
Nouveaux postes/ Postes convertis	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Total					1			2	1			4	1	5

b) Sous-programme 3320 : Section de l'administration judiciaire

359. La Section de l'administration judiciaire est chargée d'une double mission : tenir le dossier de la procédure devant la Cour et veiller au bon déroulement des audiences. Depuis 2011, elle s'est vue confier un nouveau mandat, le traitement des éléments de preuve électroniques saisis par le Greffe. Celui-ci a nécessité l'acquisition de connaissances internes en analyse judiciaire numérique (au moyen de la formation d'un membre du personnel en place au degré de compétence et d'expertise nécessaires), ainsi que la création d'un laboratoire conforme aux normes de la profession. La tenue d'un dossier précis des procédures nécessite l'interaction coordonnée de plusieurs disciplines professionnelles. Les tâches qui incombent aux membres de la Section de l'administration judiciaire sont en évolution constante, elles reflètent les processus de la Cour et son cadre procédural unique, ainsi que la nécessité d'évoluer en phase avec le progrès technologique afin d'optimiser l'utilisation des ressources par la Section.

360. La responsabilité de la Section concernant les audiences consiste notamment à veiller à ce que les procédures dans la salle d'audience soient programmées de façon appropriée, et à produire une transcription et un enregistrement audiovisuel en simultané de ce qui est dit lors des audiences, dans les deux langues de travail de la Cour. Elle sert aussi de centre de communication pour les parties, les participants, les Chambres et les sections pertinentes du Greffe, comme les services linguistiques, la détention, la protection des victimes, et ce, pour toutes les questions liées à l'organisation des audiences. Les greffiers d'audience, les commis aux audiences, les assistants audiovisuels, les coordonnateurs des transcriptions et les sténotypistes judiciaires de la Section participent tous à ces tâches.

361. La responsabilité de la Section concernant la tenue d'un dossier précis de la procédure devant la Cour comprend également, en plus des dossiers liés aux audiences, la réception, l'enregistrement et la distribution de l'ensemble des décisions, ordonnances et documents émanant des chambres, des parties et des participants dans toutes les situations et affaires. Compte tenu de l'augmentation du nombre de situations dont la Cour est saisie, la charge de travail de la Section dans ce domaine s'alourdit, indépendamment des activités dans les salles d'audience. Ce sont essentiellement les assistants aux dossiers qui sont responsables de ces tâches, avec les juristes adjoints de 1^{re} classe/greffiers d'audience, et avec l'appui de l'assistant chargé de la gestion des applications du prétoire électronique pour le développement, la maintenance et la mise à niveau des bases de données et des applications électroniques sous-jacentes.

Ressources en personnel

Tableau 71 : Sous-programme 3320 : Effectif approuvé pour 2012

<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>	<i>Nombre d'ETP en 2012</i>	<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>	<i>Nombre d'ETP en 2012</i>	<i>Capacité estimée pour 2012</i>	<i>Déficit avec les ressources supplémentaires</i>	<i>Déficit sans les ressources supplémentaires</i>
Nombre de jours durant lesquels la Cour siège = 215	26	215	26	200	0	0

Ressources de base

362. Les ressources de base de la Section de l'administration judiciaire couvrent essentiellement la gestion et l'administration fonctionnelle du système du prétoire électronique ainsi que la supervision et la gestion de l'ensemble des opérations menées par la Section.

Ressources liées aux situations

Personnel temporaire

363. Dépense renouvelable. Deux postes temporaires existants de sténotypistes judiciaires de la classe P-2, pour 12 mois (un pour le français et un pour l'anglais), afin de compléter les équipes.

364. Un assistant aux dossiers supplémentaire est demandé pour 12 mois, à cheval sur 2012, pour gérer l'augmentation du nombre de documents déposés pour enregistrement dans les dossiers des affaires. D'après les prévisions, plus de 4 000 documents supplémentaires pourraient être enregistrés pour les deux affaires liées au Kenya. Sur la base de l'expérience des années précédentes, les prévisions de capacités requises dans toutes les situations et affaires sont les suivantes : 14 567 documents à enregistrer, 1 441 reclassements et 1 223 demandes de traduction, soit au total 920 jours de travail. L'indicateur de la charge de travail se situe à 190 jours par assistant aux dossiers et par an. Au total, 4,8 EPT sont nécessaires afin d'absorber cette charge. L'équipe est composée de quatre assistants aux dossiers, qui traitent les documents déposés, et d'un assistant principal aux dossiers qui ne traite pas les documents mais surveille et encadre le travail et vérifie la confidentialité et les accès. Il est particulièrement important que la Cour se dote d'une capacité appropriée dans ce domaine : tout retard ou toute erreur dans le traitement des dossiers de la Cour pourrait entraîner de graves conséquences qui compromettraient non seulement l'image de la Section, mais également celle du Greffe et de l'ensemble de la Cour. Afin de traiter les documents prévus dans toutes les situations et affaires ouvertes en 2013, la Cour estime qu'elle a besoin d'un ETP supplémentaire.

Heures supplémentaires

365. Il est prévu que les prolongations occasionnelles des séances ainsi que les opérations relatives aux dépositions de témoins à distance obligent le personnel chargé des audiences à faire des heures supplémentaires. Celles-ci seront également nécessaires en cas de dépôt de documents en urgence en dehors des heures de travail. Des heures supplémentaires sont également nécessaires lorsque la Section doit répondre aux demandes d'assistance immédiate (documents déposés après les heures de travail, demandes de duplication audiovisuelle urgentes nécessitant un traitement « en temps réel », ce qui signifie que la copie de l'enregistrement audiovisuel d'une audience dure aussi longtemps que l'audience proprement dite). Lorsqu'elles ont été prévisibles, la Section s'est constamment efforcée d'anticiper et de limiter le nombre d'heures supplémentaires, par exemple en mettant en place un travail en équipes successives.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Fournitures et accessoires

366. Ce poste de dépense renouvelable comprend les cassettes audio et vidéo et les disques utilisés pour fournir un appui audiovisuel aux événements autres que les audiences, ainsi que pour le dispositif audiovisuel de duplication et de contrôle.

Ressources liées aux situations

Voyages

367. Afin de faciliter la déposition à distance des témoins par vidéo téléconférence, des spécialistes du matériel audiovisuel et un juriste adjoint de 1^{re} classe/greffier d'audience devront être présents sur le lieu de la déposition. On part du principe que 15 pour cent des témoignages se dérouleront par vidéo téléconférence. Des ressources sont également nécessaires pour les audiences concernant le Kenya.

Services contractuels

368. Des services de consultants extérieurs, en lien avec la Section des technologies de l'information et des communications, pourraient être nécessaires pour la mise à niveau, la maintenance et l'amélioration du système de cour électronique ECOS. Il est prévu de réécrire tous les modules du système avec une architecture logicielle plus efficace, en mettant davantage l'accent sur l'intégration entre les modules, afin d'améliorer la convivialité et la valeur du système.

Formation

369. Cette rubrique couvre les sessions de formation spécifiques relatives à l'entretien de la vitesse et de la précision des sténographes ainsi qu'à l'entretien et la mise à niveau des compétences internes de traitement des éléments de preuves médico-légales.

Fournitures et accessoires

370. Il s'agit de cassettes vidéo, de DVD et d'autres supports audiovisuels nécessaires à l'enregistrement de 215 jours d'audience, de l'utilisation d'articles de bureau à usage unique pour la présentation et la diffusion des éléments de preuve utilisés dans le prétoire, et de la documentation employée durant les audiences et remise au public et à la presse.

Tableau 72 : Sous-programme 3320 : Budget proposé pour 2013

3320 Section de l'administration judiciaire	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)				Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Variation 2013/2012	
	Ressource s de base	Total	Ressource s de base	Total	Ressource s de base	Total	Ressource s de base	Total	Ressource s de base	Total	Ressource s de base	Total	Montant	%
Administrateurs					397,8	739,5	1 137,3	420,1	774,2	1 194,3	57,0	5,0		
Agents des services généraux					121,2	683,1	804,3	126,5	711,6	838,1	33,8	4,2		
Total partiel (fonctionnaires)	525,0	1 354,5	1 879,5	1 879,5	519,0	1 422,6	1 941,6	546,6	1 485,8	2 032,4	90,8	4,7		
Personnel temporaire	-0,4	553,7	553,3	243,5	796,8	225,2	225,2	256,7	256,7	31,5	14,0			
Personnel temporaire pour les réunions														
Heures supplémentaires		7,4	7,4	7,4	20,0	20,0	15,0	15,0	-5,0	-25,0				
Consultants		17,2	17,2	17,2	14,6	9,0	23,6	-23,6	-100,0					
Total partiel (autre personnel)	-0,4	578,3	577,9	243,5	821,4	14,6	254,2	268,8	271,7	271,7	2,9	1,1		
Voyages		16,1	16,1	16,1	30,0	30,0	40,1	40,1	10,1	33,7				
Représentation														
Services contractuels		206,9	206,9	49,5	256,4	97,2	97,2	56,3	56,3	-40,9	-42,1			
Formation		23,6	23,6	23,6	15,0	10,8	25,8	19,0	19,0	-6,8	-26,4			
Frais généraux de fonctionnement					7,8	7,8	5,9	5,9	-1,9	-24,4				
Fournitures et accessoires	0,6	30,2	30,8	10,5	41,3	9,7	92,8	102,5	13,0	88,0	101,0	-1,5	-1,5	
Matériel, dont mobilier	4,7	15,2	19,9	19,9										
Total partiel (hors personnel)	5,3	292,0	297,3	60,0	357,3	32,5	230,8	263,3	18,9	203,4	222,3	-41,0	-15,6	
Total	529,9	2 224,8	2 754,7	303,5	3 058,2	566,1	1 907,6	2 473,7	565,5	1 960,9	2 526,4	52,7	2,1	
Participation à l'entretien	16,6	82,2	98,8	98,8	18,2	80,0	98,2	19,5	77,2	96,7	-1,5	-1,5		

Tableau 73 : Sous-programme 3320 : Effectif proposé pour 2013

Section de l'administration judiciaire	Total administrateurs et fonctionnaires P-1 de rang supérieur										Total SG agents des services généraux			Total fonctionnaires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	P-1 de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	SG agents des services généraux	
Postes existants	Effectif de base				1		1	2			4	2	2	6
	Effectif lié à une situation						1	8			9	1	10	20
	Total partiel				1		2	10			13	1	12	26
Nouveaux postes	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Total					1		2	10			13	1	12	26

c) **Sous-programme 3330 : Section de la détention**

371. La Section de la détention a pour mission d'assurer des conditions de détention sûres et humaines aux suspects et accusés en attente de procès ou dont le procès est en appel. Il importe que ceux-ci soient détenus dans un environnement physiquement et mentalement sain, et ce, depuis leur arrivée et jusqu'à leur remise en liberté ou leur transfert dans un État avec lequel la Cour a conclu un accord-cadre sur l'exécution des peines.

372. Le 31 mai 2011, le quartier pénitentiaire a accueilli les quatre témoins détenus qui étaient emprisonnés au quartier pénitentiaire du TPIY depuis le 27 mars 2011. À ce jour, les quatre témoins détenus se trouvent toujours au quartier pénitentiaire et attendent l'issue des procédures de demande d'asile.

373. Depuis l'arrivée de nouveaux détenus, le nombre de demandes d'autorisations déposées par de nouveaux visiteurs potentiels a considérablement augmenté. Le volume de courrier entrant s'est accru en conséquence, et celui-ci doit être examiné, enregistré et traité. Des centaines d'appels téléphoniques supplémentaires sont reçus à l'administration du quartier pénitentiaire en raison d'un certain nombre de campagnes concertées de soutien, qui utilisent notamment les sites Internet, Facebook et les messageries de type viral, ce qui alourdit considérablement la charge de travail du quartier pénitentiaire. Les indicateurs de charge de travail ont été augmentés pour tenir compte de cette hausse.

Tableau 74 : Indicateurs de la charge de travail

<i>Charge de travail prévue pour 2012</i>	<i>Effectif en 2010</i>	<i>Charge de travail effective en 2010</i>	<i>Effectif assurant le travail en 2011</i>	<i>Charge de travail effective en 2011</i>	<i>Charge de travail estimée pour 2013</i>
Nombre de transports à l'extérieur de la prison de l'État hôte		417		411	125
Heures de visites	2 agents des services généraux, autres classes	1 138	2 agents des services généraux, autres classes	1 720	1 850
Demandes déposées par de nouveaux visiteurs potentiels		98		95	245
Nombre de personnes détenues	5 (3P+ci-dessus)	4 (+1)	5 (3P+ci-dessus)	5 psd + 4 tmd (+1)	5

(psd =personnes détenues, tmd=témoins détenus, le chiffre entre parenthèses correspond à la personne détenue par le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone)

Ressources de base

Dépenses renouvelables

Voyages

374. Il s'agit de participer à la conférence de l'Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires.

Location de locaux

375. Le coût de location des cellules est calculé sur la base de 6 cellules, y compris le programme de détention provisoire et le personnel. Le 1^{er} février 2012, en raison de la réduction des effectifs du quartier pénitentiaire du TPIY, la Cour a repris les fonctions partagées assurées par celui-ci. Ces fonctions partagées consistent à affecter, un jour sur quatre, des effectifs permanents qui seront postés au centre de contrôle opérationnel 24 heures sur 24, chargés de fonctions de sécurité à l'entrée du bâtiment 4 ou encore chargés de l'exécution de tâches d'intérêt commun.

Fournitures et accessoires

376. Uniformes (personnel de remplacement et usure).

Ressources liées aux situations

377. Dépenses renouvelables

Frais généraux de fonctionnement

378. D'autres frais généraux de fonctionnement de types divers correspondent à des soins médicaux ainsi qu'à des dépenses spécifiques visant le bien-être des détenus par souci de respecter leur milieu culturel et religieux (en vertu de la norme 102 du Règlement de la Cour et de la norme 199 du Règlement du Greffe).

Consultants

379. Les services d'un psychologue ou d'un psychiatre pourront être requis, au cas par cas, pour assurer le bien-être des détenus.

Formation

380. Cette rubrique couvre les sessions de formation spécifiques relatives à la détention et à la gestion des prisons ainsi qu'aux questions de respect des droits de l'homme dans un contexte international.

Services contractuels

381. Des frais supplémentaires correspondent à l'utilisation de cellules au centre médical de la prison.

Tableau 75 : Sous-programme 3330 : Budget proposé pour 2013

		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
3330 Section de la détention		Ressources liées aux situations			Total Fonds imprévus			Ressources liées aux situations				
		Ressources de base		Total	Fonds imprévus			Ressources de base		Total	Montant	%
Administrateurs								196,1	80,3	276,4	16,1	5,8
Agents des services généraux								60,6	60,6	121,2	5,2	4,3
Total partiel (fonctionnaires)		282,2	139,3	421,5		421,5		256,7	140,9	397,6	21,3	5,4
Personnel temporaire												
Personnel temporaire pour les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants								5,4	5,4		0,6	11,1
Total partiel (autre personnel)								5,4	5,4		0,6	11,1
Voyages		4,2	1,3	5,5		5,5		3,0		3,0	1,0	33,3
Représentation												
Services contractuels			12,8	12,8		12,8		2,1	2,1			
Formation		0,4	4,4	4,8		4,8		1,5	17,0	18,5		
Frais généraux de fonctionnement		1 063,7	53,6	1 117,3	65,0	1 182,3	1 377,9	155,5	1 533,4	1 381,0	-34,0	-2,2
Fournitures et accessoires			1,1	1,1		1,1	6,5	6,0	12,5	7,5	-5,0	-40,0
Matériel, dont mobilier		5,5		5,5		5,5						
Total partiel (hors personnel)		1 073,8	73,2	1 147,0	65,0	1 212,0	1 388,9	180,6	1 569,5	1 394,0	-38,0	-2,4
Total		1 356,0	212,5	1 568,5	65,0	1 633,5	1 645,6	326,9	1 972,5	1 665,8	-16,1	-0,8
Participation à l'entretien		8,3	8,2	16,5		16,5	9,1	8,0	17,1	8,3	-1,0	-6,1

Tableau 76 : Sous-programme 3330 : Effectif proposé pour 2013

										Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionnaires
Section de la détention		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base						1		1		2		1	3
	Effectif lié à une situation								1		1		1	2
	Total partiel						1		2		3		2	5
Nouveaux postes/ postes convertis	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié à une situation													
	Total partiel													
Total							1		2		3		2	5

d) **Sous-programme 3340 : Section de traduction et d'interprétation de la Cour**

382. La Section de traduction et d'interprétation de la Cour fournit les services linguistiques nécessaires au bon fonctionnement de la Cour. Elle assure ces services aux Chambres, à la Présidence et au Greffe, s'agissant notamment de la traduction, la révision et l'édition des documents établis par la Cour ; de l'interprétation consécutive et simultanée lors des audiences, conférences de presse, réunions et autres événements au siège de la Cour ou ailleurs ; de l'assistance et du conseil en matière de terminologie et de références ; de la gestion des outils linguistiques afin de garantir l'emploi d'une terminologie cohérente dans tous les organes de la Cour. La Section assure également le recrutement, la formation et l'accréditation des interprètes de terrain, en coopération avec l'Unité des services linguistiques du Bureau du Procureur. En plus de la traduction et de l'interprétation à partir de et vers les deux langues de travail de la Cour, le français et l'anglais, la Section doit relever le défi particulier posé par les autres langues utilisées dans les procédures. Bon nombre de langues nécessaires aux procédures de la Cour ne comportent souvent aucun traducteur et interprète professionnel qualifié. Cela signifie que la Section a dû former des interprètes pour qu'ils puissent interpréter à partir de et vers une langue susceptible d'être parlée par l'accusé, ou par un certain nombre de témoins. Sans cette formation sur mesure, assurée par la Section de 2006 à 2012 pour cinq langues différentes, aucune audience n'aurait pu se tenir dans aucune procédure. D'une part, pour 2013, la Section réduit considérablement ses ressources en langue swahili, lingala et sango en raison de l'évolution des priorités. D'autre part, les procès des deux affaires concernant le Kenya représentent un défi multiple : les deux procès nécessiteront une cabine swahili standard ; le procès *Kenya 2* disposera d'une cabine en langue kalenjin ; plusieurs autres langues kényanes seront utilisées en salle d'audience et nécessiteront une interprétation à partir de et vers l'anglais. Dans les deux affaires, il s'agit des langues luhya, Luo, kikuyu, kisi et kamba.

Tableau 77 : Ressources internes pour la traduction (ressources de base et liées aux situations)

<i>Traducteurs</i>	<i>Nombre d'ETP en 2011</i>	<i>Nombre d'ETP en 2012 et 2013</i>
Français	7,2	8,2*
Anglais	4,8	6**
Arabe	0,8	0,8

* poste réaffecté (de la classe P-2) restitué à la Section

** poste d'une langue liée à une situation (de la classe P-2) modifié en poste de langue anglaise

<i>Reviseurs</i>	<i>Nombre d'ETP en 2011</i>	<i>Nombre d'ETP en 2012 et 2013</i>
Français	2,8	2,8
Anglais	1	1
Arabe	1	1

Ressources en personnel

Ressources de base

Personnel temporaire pour les réunions

383. Dépense renouvelable. Réviseur/éditeur à court terme pour la vérification et l'édition de documents à présenter lors des réunions du Comité, notamment les rapports de la Cour et le projet de budget-programme de la Cour. Il s'agit de veiller à ce que tous les documents soient clairement rédigés, dans un style cohérent, et correctement référencés et structurés. Ce travail ne peut plus être assuré en interne en raison des besoins en traduction concomitants liés à l'activité judiciaire de la Cour.

384. Nouveau poste. Traducteurs à court terme pour la traduction en français de la partie MPIII du document budgétaire. Les années précédentes, ce travail était assuré en interne mais compte tenu de la charge de travail que représentent actuellement les documents judiciaires, cela n'est plus possible.

385. Des interprètes indépendants supplémentaires seront nécessaires pour deux tables rondes avec des ONG et pour deux réunions d'information à l'intention du corps diplomatique en 2013, étant donné que les hypothèses prévoient une poursuite des audiences du procès *Bemba*.

386. Nouveau poste. La visite d'une délégation espagnole à la Cour nécessitera le recrutement d'interprètes indépendants de langue espagnole.

Ressources liées aux situations

Ressources en personnel

387. Un poste d'interprète paraprofessionnel de langue lingala, (P-1), n° 8959 est supprimé.

388. Un poste P-2, n° 9002, est réaffecté à la Section de la participation des victimes et des réparations.

Personnel temporaire

Dépense renouvelable

389. Un traducteur adjoint de 1^{re} classe de langue arabe (P-2). L'arabe revêt une importance croissante à la Cour, non seulement au titre de langue officielle, mais également compte tenu de la hausse du nombre de situations et d'affaires concernant le monde arabophone, et de leur complexité juridique croissante, qui requiert en particulier une petite unité permanente (un traducteur et un réviseur). Des activités de traduction régulières sont assurées quotidiennement au sein de la Section. Une pénurie chronique de traducteurs indépendants fiables dotés d'une expérience de la traduction juridique nécessite la présence d'une petite unité de langue arabe au sein de la Section, afin de maintenir la disponibilité opérationnelle de cette langue, en particulier au vu des délais judiciaires. Le poste est financé dans la rubrique du personnel temporaire au sein de la Section depuis 2007.

390. Un coordonnateur adjoint de 1^{re} classe des services d'interprétation sur le terrain et dans le cadre des opérations (P-2). Ce poste est nécessaire pour assurer efficacement et en continu la recherche, le recrutement et la formation d'interprètes sur le terrain en relation avec toutes les situations actuelles et futures. Le poste comporte des responsabilités particulières en matière de formation des interprètes sur le terrain, condition préalable à leur accréditation. La formation et l'accréditation des interprètes sur le terrain a été assurée conjointement par la Section et par l'Unité des services linguistiques du Bureau du Procureur depuis 2004, en mettant ainsi en commun les ressources pour plus d'efficacité et d'efficience. Le poste est financé dans la rubrique du personnel temporaire au sein de la Section depuis 2009.

391. Quatre interprètes paraprofessionnels de langue sango (P-1) (six mois chacun). Les quatre personnes de l'équipe sont chargées de l'interprétation à partir de et vers le sango dans le cadre de la procédure *Bemba* car la plupart des témoins parlent sango. Il n'existe pas d'interprètes professionnels indépendants de langue sango et l'équipe interne a été formée par la Section en 2010.

392. Un assistant linguistique de langue sango (agent des services généraux, 1^{re} classe) (six mois). L'assistant linguistique appuie les témoins pour la préparation de la phase de déposition devant la Cour. Étant donné que la plupart des témoins parlent sango, le personnel de l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins ne peut pas communiquer avec eux sans le concours d'un assistant linguistique.

393. Quatre interprètes paraprofessionnels de langue kalenjin (P-1) (neuf mois chacun). Il s'agit de former les interprètes paraprofessionnels afin d'assurer l'interprétation à partir de et vers le kalenjin et l'anglais pour l'affaire *Kenya 2*. Les cabines de quatre personnes sont la norme lorsque les interprètes travaillent dans deux directions. Les interprètes paraprofessionnels seraient également priés d'assurer la transcription et la traduction de documents du kalenjin vers l'anglais.

394. Un interprète de langue swahili standard (P-3) (cinq mois). Compte tenu de la présence de ressources internes (interprètes swahili/lingala) susceptibles de couvrir un procès, soit *Bemba* (lingala) soit *Kenya 1* ou *2*, un interprète supplémentaire est nécessaire pour compléter la cabine swahili.

395. Interprètes de terrain et dans le cadre des opérations. Il s'agit d'assurer une assistance de base qui réponde aux besoins des unités recourant aux services de la Section en termes de soutien opérationnel et sur le terrain, la priorité absolue étant donnée aux questions judiciaires : la Section d'appui aux conseils, la Section de la participation des victimes et des réparations, la Section de la sécurité et le Bureau du conseil public pour les victimes. De plus, des services d'interprètes sont nécessaires avant les audiences pour la familiarisation des témoins, de même que pendant les audiences pour les témoins qui parlent les langues luhya, Luo, kikuyu, kisi et kamba. Une interprétation sur le terrain sera nécessaire aux activités de sensibilisation dans ces mêmes langues. Ces prestataires de services sont recrutés sur la base de contrats de louage de services SSA en fonction des besoins, à partir d'une liste d'interprètes de terrain accrédités.

Tableau 78 : Charge de travail

	<i>Charge de travail en 2009</i>	<i>Charge de travail en 2010</i>	<i>Charge de travail en 2011</i>	<i>Charge de travail prévue pour 2012</i>	<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>
Journées d'interprète de terrain	743	1 247	602	1 355	596

Personnel temporaire pour les réunions

396. Des interprètes indépendants devront être recrutés pour appuyer les interprètes internes membres du personnel de la Cour, en vue d'assurer l'interprétation lors des événements qui excèdent les capacités des interprètes internes. Ces besoins supplémentaires prévus pour 2013 comprennent des séminaires pour les conseils, des audiences d'appel concomitantes pour les affaires *Lubanga* et *Katanga/Ngudjolo*, la cabine arabe dans les affaires en cours liées à la situation au Soudan, trois conférences de presse ainsi que les interprètes indépendants qui appuient le personnel d'interprétation de la Cour à partir de et vers le lingala dans l'affaire *Bemba* afin de compléter l'équipe. Au total, ces besoins supplémentaires en interprétation qui ne peuvent être couverts par les interprètes internes représentent 153 200 euros.

Consultants

397. Il s'agit de comités d'experts spécialisés dans les langues kényanes, sans lesquels la formation pour les interprètes ne peut avoir lieu.

Tableau 79 : Journées d'interprète

	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Prévision pour 2012</i>	<i>Prévision pour 2013</i>
Journées d'interprétation judiciaire	1 643	3 867	3 569	1 689	2 150
Journées d'interprétation non judiciaire	424	767	151	161	70
Total	2 067	4 634	3 720	1 850	2 220

Ressources hors personnel

Ressources de base

Services contractuels

398. Il s'agit de poursuivre le développement du système de cour électronique pour les modules de traduction, d'interprétation et d'interprétation sur le terrain. Les améliorations et la maintenance ne peuvent être assurées en interne.

399. Nouveau poste. Externaliser la traduction des rapports d'audit pour le Comité, conformément à la demande du Bureau de l'audit interne.

Fournitures et accessoires

400. Ces ressources sont nécessaires à l'acquisition de dictionnaires et d'ouvrages de référence dans les langues officielles et de travail, ainsi que pour le renouvellement d'abonnements en ligne à des bases de données et dictionnaires de référence utilisés par les traducteurs, les réviseurs, les interprètes et les terminologues.

Ressources liées aux situations*Voyages*

401. Pour l'interprétation dans le cadre des opérations, notamment de familiarisation des témoins, de contrôle et de transcription, ainsi que pour les besoins permanents d'interprétation sur le terrain pour lesquels les interprètes de terrain qualifiés sont très difficiles à trouver sur place. Afin de tenir à jour une liste suffisamment étoffée d'interprètes de terrain accrédités, aux qualifications pertinentes (en langues liées aux situations), il sera nécessaire d'effectuer un certain nombre de missions d'accréditation d'interprètes de terrain.

Services contractuels

402. Les ressources proposées sont destinées à l'externalisation de traductions afin de respecter les obligations minimales au titre de l'article 87-2 du Statut de Rome, de la règle 42 du Règlement de procédure et de preuve et de la norme 40-3 du Règlement de la Cour.

403. Il s'agit d'externaliser des traductions sur la base de demandes de services pour la Section de l'information et de la documentation et conformément à ses besoins.

404. Ce poste, qui affiche une hausse de 50,3 %, comprend les traductions extérieures, les services extérieurs liés à la terminologie, ainsi que les services concernant la traduction et la terminologie des documents qui ne peuvent être traités en interne. Les ressources internes offrent une capacité limitée pour la traduction du français, de l'anglais et de l'arabe. Toutes les autres langues doivent être sous-traitées. Ce poste comprend également la sous-traitance de l'impression des 600 exemplaires du bulletin de terminologie, trois fois par an, dans les six langues officielles de la Cour et dans des langues sélectionnées des pays des situations dont la Cour est saisie.

Formation

405. Dépense renouvelable. Les ressources ont été réduites, elles sont nécessaires à la participation d'un membre du personnel à l'université d'été internationale sur la terminologie en 2013 (qui fait partie du calendrier de la formation de la Section).

Fournitures et accessoires

406. Il s'agit d'acquérir des dictionnaires et des ouvrages de référence dans les langues des situations/affaires destinés aux traducteurs, réviseurs, interprètes et terminologues.

Tableau 80 : Sous-programme 3340 : Budget proposé pour 2013

3340 Section de traduction et d'interprétation de la Cour	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Total Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Total	
	Ressources de base		Total				Ressources de base				Total		Montant	%
Administrateurs							1 710,7	2 386,6	4 097,3	1 829,0	2 366,1	4 195,1	97,8	2,4
Agents des services généraux							242,4	258,9	501,3	252,9	269,0	521,9	20,6	4,1
Total partiel (fonctionnaires)	2 109,7	2 404,9	4 514,6		4 514,6	1 953,1	2 645,5	4 598,6	2 081,9	2 635,1	4 717,0	118,4	2,6	
Personnel temporaire	-3,0	1 222,8	1 219,8	121,4	1 341,2		784,7	784,7		867,2	867,2	82,5	10,5	
Personnel temporaire pour les réunions	351,0	358,9	709,9	480,9	1 190,8	12,0	420,7	432,7	180,0	153,2	333,2	-99,5	-23,0	
Heures supplémentaires														
Consultants	174,9	2,2	177,1	0,8	177,9		33,8	33,8		20,1	20,1	-13,7	-40,5	
Total partiel (autre personnel)	522,9	1 583,9	2 106,8	603,1	2 709,9	12,0	1 239,2	1 251,2	180,0	1 040,5	1 220,5	-30,7	-2,5	
Voyages	6,3	80,7	87,0	20,0	107,0	6,0	139,0	145,0	5,2	159,2	164,4	19,4	13,4	
Représentation														
Services contractuels		13,4	13,4	12,1	25,5	61,4	42,2	103,6	40,2	115,5	155,7	52,1	50,3	
Formation		12,1	12,1		12,1		8,9	8,9		2,7	2,7	-6,2	-69,7	
Frais généraux de fonctionnement														
Fournitures et accessoires	0,6	4,0	4,6		4,6	8,7	9,5	18,2	8,7	9,5	18,2			
Matériel, dont mobilier	7,4		7,4		7,4									
Total partiel (hors personnel)	14,3	110,2	124,5	32,1	156,6	76,1	199,6	275,7	54,1	286,9	341,0	65,3	23,7	
Total	2 646,9	4 099,0	6 745,9	635,2	7 381,1	2 041,2	4 084,3	6 125,5	2 316,0	3 962,5	6 278,5	153,0	2,5	
Participation à l'entretien	55,2	119,2	174,4		174,4	60,5	116,0	176,5	55,6	112,0	167,6	-8,9	-5,1	

Tableau 81 : Sous-programme 3340 : Effectif proposé pour 2011

Section de traduction et d'interprétation de la Cour		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1 ^{re} classe)		SG (autres classes)		Total agents des services général s	
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					1	7	7	1		16		4	4	20
	Effectif lié à une situation						5	12	7	1	25	1	3	4	29
	Total partiel					1	12	19	8	1	41	1	7	8	49
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	Total partiel														
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation								-1	-1	-2				-2
	Total partiel								-1	-1	-2				-2
Total						1	12	19	7		39	1	7	8	47

e) **Sous-programme 3350 : Unité d'aide aux victimes et aux témoins**

407. En application de l'article 43-6 du Statut de Rome, l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins est chargée de conseiller et d'aider de toute manière appropriée les témoins, les victimes qui comparaissent devant la Cour et les autres personnes auxquelles les dépositions de ces témoins peuvent faire courir un risque, ainsi que de prévoir les mesures et les dispositions à prendre pour assurer leur protection et leur sécurité. En tant que prestataire de services, l'Unité agit sur la base de renvois émanant des parties et d'autres entités. Elle fonde son budget annuel sur la prévision du nombre de demandes de services reçues en relation avec des demandes de protection ou de soutien, ou avec la comparution de témoins devant la Cour en vue de déposer. Les services de l'Unité s'adressent aux Chambres, aux parties et aux participants.

408. Pour l'année 2013, l'Unité présente un budget total diminué de 1,3 pour cent par rapport à celui approuvé pour 2012. Cette réduction est en grande partie le résultat d'un examen complet des coûts et des méthodes de travail, ainsi que d'une hiérarchisation des demandes de services, après consultation des clients de l'Unité. De plus, conformément aux hypothèses de la Cour, elle tient compte d'une baisse du nombre de témoins qui doivent déposer en 2013. La demande de ressources supplémentaires sous forme d'assistance temporaire est due au fait que la charge de travail de l'Unité devrait néanmoins augmenter en 2013. Cela s'explique, d'une part, par l'examen nécessaire de la situation psychosociale des témoins et des menaces qui pèsent sur eux sur le terrain et, d'autre part, par le fait que les participants au programme de protection de la CPI ont été pris en charge par l'Unité pendant des périodes prolongées et que leur nombre n'a cessé de croître.

409. Enfin, suite à l'évaluation de l'Unité par le Bureau de l'audit interne, et à la décision ultérieure du Greffier de faire de la restructuration de l'Unité une grande priorité, celle-ci prépare actuellement une proposition de structure nouvelle, en étroite coordination et concertation avec le Directeur du service de la Cour. Conformément aux recommandations du vérificateur interne des comptes, la nouvelle structure devrait améliorer les structures hiérarchiques au sein de l'Unité et renforcer les modalités de contrôle financier et administratif. Une fois finalisée et approuvée par le Greffier, la proposition de nouvelle structure devrait engendrer un certain nombre de reclassements de postes. Les demandes de reclassement seront ensuite proposées et demandées dans le budget pour 2014.

Ressources en personnel

Ressources liées aux situations

Personnel temporaire

Un poste de psychologue/spécialiste des traumatismes psychiques (P-3) au siège (Cour en session - appui opérationnel)

410. Dépense renouvelable. Dans la proposition budgétaire de l'an dernier, l'Unité a expliqué en détails la nécessité de ce poste et les fonctions de son titulaire⁵⁸. Les éléments qui y ont été exposés sont toujours d'actualité. En particulier, l'Unité saisit à nouveau cette opportunité pour souligner qu'il s'agit d'un poste prescrit par le Statut de Rome, dans l'article 43-6, qui stipule que « [l]e personnel de la Division comprend des spécialistes de l'aide aux victimes de traumatismes, y compris de traumatismes consécutifs à des violences sexuelles », et que l'Unité a reçu instruction, en vertu d'une décision orale de la Chambre de première instance I⁵⁹, de veiller à ce que son équipe permanente compte un psychologue professionnel.

Un juriste adjoint (P-1) au siège (Cour en session - appui opérationnel) – 12 mois

411. À cheval sur 2012. L'augmentation des activités judiciaires de la Cour a entraîné la nécessité de recruter un juriste adjoint de 2e classe (P-1) en 2010 afin d'aider le juriste adjoint de 1re classe de l'Unité à traiter le volume croissant de la charge de travail. Depuis lors, la charge de travail du personnel juridique de l'Unité est restée régulièrement élevée et ne devrait pas diminuer pour 2013.

⁵⁸ Voir *Documents officiels ... dixième session ... 2011* (ICC-ASP/10/20), volume II, partie A, paragraphe 403 à 405.

⁵⁹ ICC-01/04-01/06-T-118-Conf-Exp, page 15, ligne 25 à page 16, ligne 13.

412. Le juriste adjoint de 2e classe (P-1) aide le juriste adjoint de 1re classe à exécuter les tâches suivantes :

- a) Dépôt de documents : sur demande de la Chambre ou conformément aux normes 24 *bis* ou 41 du Règlement de la Cour.
- b) Rapports à la Chambre au moyen de courriers électroniques.
- c) Participation aux audiences et préparation correspondante.
- d) Présentations/formations/ateliers/entretiens.
- e) Participation à des processus de négociation avec les États Parties, notamment rédaction d'accords et de correspondance, participation à des réunions, établissement de procès-verbaux et archivage.
- f) Conseils et avis juridiques relatifs à toutes les questions juridiques et administratives concernant le travail de l'Unité, et contribution à la rédaction ou à l'examen de la correspondance et des mémorandums, des documents de politique générale, des procédures et des directives préparées par le personnel de l'Unité.
- g) Examen des documents établis par la Cour, suivi des procédures de la Cour et information du personnel de l'Unité, tant au siège que sur le terrain, de toutes les questions en rapport avec le travail de celle-ci.
- h) Maintenance et mise à jour du système de classement de toutes les politiques, procédures et directives de l'Unité, en anglais et en français.
- i) Participation à des groupes de travail (au niveau de toute la Cour).

Un chargé des opérations/conseiller en matière de protection (P-3) pour la Côte d'Ivoire (opérations sur le terrain – situation en Côte d'Ivoire) – 6 mois

413. Ce poste a été approuvé dans le budget 2012 et le recrutement est en cours. Il est demandé pour appuyer les opérations de l'Unité en Côte d'Ivoire en 2013, pour une période de six mois, à titre de mesure transitoire. Il s'agit d'assurer la continuité du travail de l'Unité dans ce pays jusqu'à ce que le poste permanent de fonctionnaire hors siège chargé des témoins (P-3), actuellement affecté à la RDC, soit réaffecté de Kinshasa à Abidjan en 2013, suite à la diminution des activités de la Cour en RDC.

414. Les responsabilités du coordinateur chargé des opérations/conseiller en matière de protection sont les suivantes : prise en charge de la comparution de tout témoin si nécessaire, et conseils à l'Unité concernant les opérations relatives aux victimes et aux témoins sur le terrain ; gestion du dispositif de réaction rapide ; coordination globale des activités de l'Unité dans la zone de responsabilité : représenter l'Unité dans la zone de responsabilité et gérer et coordonner toutes ses activités ainsi que les opérations sur le terrain dans cette même zone ; former le personnel de l'Unité local (ou international le cas échéant) au dispositif de réaction rapide et à d'autres mesures locales de protection ; fournir un appui opérationnel et logistique lors de toutes les opérations relatives à la protection, à l'assistance et au procès ; coordonner les missions/déplacements des membres du personnel de l'Unité avec le fonctionnaire chargé de la sécurité et participer à des réunions de coordination en matière de sécurité sur le terrain ; assurer la liaison avec les autorités gouvernementales, les organismes de l'ONU et d'autres interlocuteurs pour les questions liées à l'Unité : établir de bonnes relations de travail et des réseaux opérationnels avec les autorités locales et nationales ainsi que la société civile (ONG et OIG) ; assurer la liaison avec les parties et les participants sur le terrain et dispenser, sur demande, une formation sur les bonnes pratiques aux représentants légaux et aux intermédiaires ; en coopération avec le fonctionnaire adjoint chargé de la protection, dispenser, sur demande, une formation sur les bonnes pratiques aux représentants légaux et aux intermédiaires ; travailler en étroite collaboration avec le responsable de la protection pour planifier et faciliter les besoins en matière de protection de témoins ; prendre en charge et assister les témoins admis au programme de protection de la Cour dans la zone de responsabilité ; procéder à des analyses de risques/menaces pour les victimes, les témoins et les autres personnes auxquelles les dépositions de ces témoins peuvent faire courir un risque ; assurer la liaison avec les autorités/organismes locaux et régionaux concernant la protection des témoins ; développer les capacités en matière de protection de témoins dans les zones de responsabilité ; planifier les déplacements des témoins admis au programme de protection de la Cour à des fins d'évaluation/réinstallation/déposition.

Un psychologue adjoint (P-2) au siège (appui opérationnel pour les jours d'audience) – 10 mois

415. Il s'agit d'assister le titulaire actuel du poste de psychologue (voir paragraphe 410 ci-dessus). La charge de travail est devenue impossible à gérer pour un seul fonctionnaire. En particulier, le nombre de renvois au programme de protection de la Cour a considérablement augmenté, ce qui a entraîné un nombre croissant d'évaluations psychosociales des participants et des membres de leurs familles. De plus, en raison du risque encouru par les personnes admises au programme de protection de la Cour, un grand nombre de participants a demandé un transfert provisoire à l'étranger, en attendant leur transfert permanent dans un autre pays. Ceci a entraîné une hausse significative de l'appui psychosocial assuré à ces personnes et à leurs proches et, dans certains cas, à un chevauchement de demandes qui ne peuvent être traitées simultanément par une seule personne, ce qui a engendré des retards et un risque de préjudice psychologique parmi les victimes vulnérables.

416. De plus, le nombre de missions effectuées sur le terrain par le psychologue a considérablement augmenté, car il joue un rôle déterminant dans l'évaluation des personnes qui demandent à bénéficier du programme de protection de la Cour sur le terrain. Cependant, les différentes Chambres de première instance requièrent également sa présence permanente au siège de la Cour pour les jours d'audience, afin de fournir des évaluations de la vulnérabilité des témoins et d'autres rapports aux Chambres et d'assurer, le cas échéant, une assistance au sein de la Cour. Par conséquent, il n'est pas possible d'organiser des missions sur le terrain au moment des jours d'audience de l'une des Chambres de première instance, puisque le psychologue ne peut être simultanément présent en deux endroits différents. Le poste supplémentaire contribuera à résoudre ce problème ainsi qu'à raccourcir les délais pour assurer un appui essentiel aux victimes vulnérables.

Un assistant chargé de la protection des victimes et des témoins (agent des services généraux, autre classe) au siège (opérations sur le terrain - appui opérationnel) – 12 mois

417. L'Unité dispose actuellement d'un poste permanent d'assistant chargé de la protection des victimes et des témoins. Les meilleures pratiques internationales en matière de protection de témoins préconisent que les fonctionnaires travaillent toujours en binômes afin d'assurer la sécurité de tous, la leur comme celle des témoins. Cette pratique de travail sûre est particulièrement pertinente pour l'assistant chargé de la protection des victimes et des témoins, dont la principale fonction est de gérer l'affaire des témoins admis au programme de protection de la Cour.

418. De plus, pendant toute l'année 2011 et le premier semestre 2012, l'actuel assistant chargé de la protection des victimes et des témoins a assuré de nombreuses heures supplémentaires, à hauteur de 30 heures par mois en moyenne, et la planification de la lourde charge de travail ne lui a pas permis de prendre suffisamment de congés annuels ou de compensation.

419. L'assistant supplémentaire chargé de la protection des victimes et des témoins assisterait le titulaire actuel dans les tâches suivantes : mettre en œuvre la gestion des affaires des témoins de l'État hôte et des témoins transférés à l'étranger ; servir de coordonnateur pour tous les témoins admis au programme de protection de la Cour et transférés localement ou à l'étranger en assurant la liaison avec les autorités locales dans le pays de transfert ; organiser et faciliter le voyage des témoins admis au programme de protection de la Cour et comparaisant devant la Cour pour déposer, notamment accompagner les témoins au cours du voyage, fournir toute la logistique et la protection nécessaires ; accompagner les témoins dans le cadre de transferts internationaux ; assurer les tâches administratives de gestion des informations pour l'Unité de protection.

420. Le nouvel assistant chargé de la protection des victimes et des témoins contribuerait également aux tâches suivantes : évaluer les témoins après leur déposition au moyen de questionnaires de sécurité ; développer et dispenser une formation pour le personnel de l'Unité au siège et sur le terrain concernant les meilleures pratiques ; assister les fonctionnaires adjoints chargés de la protection lors de la planification et de la préparation d'opérations concernant les témoins, et assurer, sous la direction du responsable de la protection, toutes les fonctions nécessaires en termes de logistique et de protection ; élaborer des procédures de fonctionnement standard ; assurer des services de garde au siège

pour les témoins sur une base de 24 heures, notamment la permanence téléphonique pour tous les participants admis au programme de protection de la Cour et transférés à l'étranger ; assurer la liaison du siège avec les autorités locales et les autres parties prenantes pour la gestion du programme de protection de la Cour ainsi que d'autres questions.

Heures supplémentaires

421. Dépense renouvelable. Le personnel de l'Unité, notamment les assistants chargés de la protection des victimes et des témoins, les assistants chargés du soutien aux victimes et aux témoins et les assistants chargés des opérations liées au procès, continuent à effectuer de nombreuses heures supplémentaires en lien avec la gestion des affaires des témoins admis au programme de protection de la Cour. Pour ces fonctionnaires, la Cour propose de ne pas modifier la compensation totale de ces heures de travail.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

422. Dépense renouvelable. Des missions sont à prévoir pour négocier les accords de transfert des témoins, assister à une conférence sur la protection des témoins et s'informer des meilleures pratiques internationales en la matière. La légère hausse de ce poste est compensée par une baisse significative des voyages liés aux situations (voir paragraphe suivant).

Ressources liées aux situations

Voyages

423. Dépense renouvelable. Il s'agit des voyages du personnel à prévoir pour la prestation de services d'appui et de protection aux témoins, notamment l'accompagnement de témoins pour les besoins des procès, ainsi que des voyages du personnel en rapport avec l'appui et la protection des témoins.

424. Il s'agit des voyages des fonctionnaires occupant des postes liés aux situations pour assurer les tâches suivantes :

- a) Accompagnement de témoins pour les besoins des procès, c'est-à-dire essentiellement l'accompagnement individuel des témoins protégés, et celui des témoins non protégés le cas échéant.
- b) Réinstallation et transfert de témoins, notamment les voyages liés à l'évaluation des menaces et de l'état psychosocial, les missions préparatoires des fonctionnaires dans le pays de transfert, la réinstallation ou le transfert matériel des témoins, et la gestion de l'affaire ou les visites de suivi aux témoins réinstallés ou transférés.
- c) Évaluation psychosociale et prestation de services d'appui aux témoins.
- d) Mise en œuvre de mesures de protection locales.
- e) Mise en place, supervision et test du dispositif de réaction rapide.
- f) Voyages sur le terrain pour la planification, la supervision et l'audit des opérations sur le terrain.
- g) Voyages sur le terrain pour assurer des formations sur les thèmes de l'état psychosocial et de la protection en relation avec les victimes.
- h) Réunions de coordination entre le siège de l'Unité et le personnel sur le terrain.

Frais généraux de fonctionnement

425. Dépense renouvelable. Les ressources sont nécessaires pour couvrir les dépenses suivantes :

a) Frais liés aux procès, notamment les voyages des victimes et des témoins et leur hébergement sur le terrain et auprès du siège de la Cour, de même que pour les personnes accompagnatrices, préparation des documents de voyage, des vêtements, des indemnités, de l'assurances-maladie et des allocations pour les témoins. D'après les hypothèses de la Cour, 42 victimes et témoins devraient comparaître pour déposer en 2013 lors de trois audiences (le budget voyages se base sur l'hypothèse où environ 15 pour cent des témoins déposeraient par liaison vidéo).

b) Mise en place du dispositif de réaction rapide pour répondre à toute menace immédiate pesant sur les victimes et les témoins dans quatre situations où la Cour mène des activités. Pour l'année 2013, la Cour entend maintenir les dispositifs actuellement en place en RDC en vue de réduire progressivement leur nombre compte tenu de la diminution des activités et de l'actuelle mise en œuvre des stratégies de sortie pour les témoins. La Cour maintiendra également les dispositifs en République centrafricaine, au Kenya et en Côte d'Ivoire.

c) Frais de transfert de témoins liés à la République centrafricaine, au Kenya et à la Côte d'Ivoire.

d) Frais de réinstallation de témoins liés à la RDC, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire et au Kenya. La mise en place de stratégies de sortie pour les témoins de RDC a déjà commencé en 2012, ce qui a permis de réduire le crédit prévu pour la réinstallation de témoins et les coûts correspondants dans le budget 2013.

e) Frais de déménagement assisté pour les témoins au Kenya et en Côte d'Ivoire.

f) Conseil en matière de protection ainsi que mesures locales de protection dans les situations au Kenya et en Côte d'Ivoire.

Formation

426. Les formations spécialisées prévues pour l'Unité en 2013 sont les suivantes :

a) *Formation aux premiers secours pour le personnel de l'Unité (recyclage)* : ce recyclage obligatoire assure la validité du diplôme de premiers secours acquis par les assistants de l'Unité chargés du soutien aux victimes et aux témoins, qui sont en contact direct avec les témoins. Il leur permet d'être à jour de leurs connaissances et de leur formation, et de réagir efficacement aux situations médicales d'urgence.

b) *Formation du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies au processus d'analyse de la sécurité et à sa pratique* : la formation dotera les participants d'outils d'analyse de la sécurité indispensables à l'Unité. Elle leur permettra d'acquérir les connaissances nécessaires pour savoir où et comment obtenir différents types d'informations, à partir de différentes sources, et comment constituer et entretenir les bases de données.

c) *Deux séminaires sur les traumatismes* : les psychologues de l'Unité y assisteront pour se tenir informés des dernières évolutions dans le domaine du traumatisme, de la santé mentale et de l'appui psychosocial, ainsi que pour établir des contacts et renforcer les liens dans la communauté des psychologues et des experts.

d) *Formation au système du droit anglo-saxon* : le juriste adjoint de 1^{re} classe ou le juriste adjoint de l'Unité y assisteront pour améliorer leurs compétences juridiques concernant le mandat de l'Unité, notamment en examinant et en rédigeant des documents portant sur différentes questions de droit et de procédure internationales, ainsi que leurs incidences et conséquences pratiques.

e) *Formation à la protection des données et à la sécurité de l'information* : à suivre par un fonctionnaire adjoint chargé de la protection et un assistant aux comptes confidentiels. Cette formation pratique s'adresse aux membres du personnel travaillant dans le domaine de la protection des données. Elle offre un programme de formation complet sur les fondements de la protection des données ainsi que de solides notions des principaux aspects de la pratique en la matière, notamment la rétention de données, le transfert de données à des tiers, les principales exemptions, les infractions pénales, les pouvoirs de l'autorité de protection des données, le marketing, l'envoi de courriers électroniques et de

télécopies, l'utilisation de cookies sur les sites Internet, les évaluations des risques et la destruction de données.

Fournitures et accessoires

427. Dépense renouvelable. Il s'agit des frais de fournitures et d'accessoires nécessaires pour les salles d'attente de l'Unité ainsi que du renouvellement des abonnements annuels aux lettres d'information et aux magazines à l'usage exclusif des témoins.

Tableau 82 : Sous-programme 3350 : Budget proposé pour 2013

3350 Unité d'aide aux victimes et aux témoins	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)				Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Fonds imprévus		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Total	
	Ressources de base	Total	Fonds imprévus	Total	Ressources de base	Total	Ressources de base	Total	Ressources de base	Total	Ressources de base	Total	Montant	%
Administrateurs					646,2	1 025,9	1 672,1	689,0	1 090,8	1 779,8	107,7	6,4		
Agents des services généraux					60,6	1 105,8	1 166,4	63,2	1 176,6	1 239,8	73,4	6,3		
Total partiel (fonctionnaires)	666,5	2 263,5	2 930,0	2 930,0	706,8	2 131,7	2 838,5	752,2	2 267,4	3 019,6	181,1	6,4		
Personnel temporaire		517,9	517,9	65,6	583,5		164,7	164,7		423,3	423,3	258,6	157,0	
Personnel temporaire pour les réunions														
Heures supplémentaires		39,6	39,6		39,6		43,1	43,1		43,1	43,1			
Consultants		38,2	38,2	15,1	53,3		19,1	19,1				-19,1	-100,0	
Total partiel (autre personnel)	595,7	595,7	80,7	676,4	226,9	226,9	466,4	466,4	239,5	105,6				
Voyages		579,6	579,6	32,2	611,8	25,8	586,6	612,4	26,5	581,1	607,6	-4,8	-0,8	
Représentation														
Services contractuels														
Formation		11,2	11,2		11,2		24,6	24,6		25,1	25,1	0,5	2,0	
Frais généraux de fonctionnement		1 650,8	1 650,8	225,9	1 876,7		2 388,0	2 388,0		1 890,8	1 890,8	-497,2	-20,8	
Fournitures et accessoires		6,1	6,1		6,1		4,7	4,7		5,7	5,7	1,0	21,3	
Matériel, dont mobilier														
Total partiel (hors personnel)	2 247,7	2 247,7	258,1	2 505,8	25,8	3 003,9	3 029,7	26,5	2 502,7	2 529,2	-500,5	-16,5		
Total	666,5	5 106,9	5 773,4	338,8	6 112,2	732,6	5 362,5	6 095,1	778,7	5 236,5	6 015,2	-79,9	-1,3	
Participation à l'entretien	19,3	176,8	196,1		196,1	21,2	172,0	193,2	19,5	166,0	185,5	-7,7	-4,0	

Tableau 83 : Sous-programme 3350 : Effectif proposé pour 2013

Unité d'aide aux victimes et aux témoins									Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1 ^{re} classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Effectif de base					1	2	2	1		6		1	7
Postes existants							5	6		11	1	31	43
Total partiel					1	2	7	7		17	1	32	50
Nouveaux postes/ postes convertis													
Effectif de base													
Effectif lié à une situation													
Total partiel													
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués													
Effectif de base													
Effectif lié à une situation													
Total partiel													
Total					1	2	7	7		17	1	32	50

f) Sous-programme 3360 : Section de la participation des victimes et des réparations

428. La Section de la participation des victimes et des réparations a été spécialement créée au sein du Greffe, en application de la norme 86-9 du Règlement de la Cour, pour aider les victimes dans le cadre de leur participation aux procédures et de leurs demandes en réparation, en vertu, notamment, des règles 16 et 89 à 96 du Règlement de procédure et de preuve. De ce fait, la Section mène des activités d'une part sur le terrain, afin de permettre aux victimes de dûment remplir leurs demandes, d'être représentées et de pleinement participer à la procédure, et d'autre part au siège de la Cour, où elle traite et dépose les demandes des victimes et les autres informations reçues, aide les Chambres à analyser et préparer des rapports sur les demandes et les expurgations, et assure d'autres appuis.

429. La charge de travail de la Section dépend du nombre de situations donnant lieu à des procédures judiciaires, du stade des procédures ainsi que du nombre de demandes de participation et de réparation déposées. Elle n'est pas nécessairement liée au nombre de jours d'audience et a tendance à s'intensifier lors de la préparation des phases de première instance ou préliminaires des procédures, lorsqu'un grand nombre de demandes de victimes est à traiter en temps voulu pour permettre aux Chambres de se prononcer à leur sujet, avant les audiences pertinentes auxquelles les victimes souhaitent participer.

430. Dans ce contexte, à l'appui des hypothèses budgétaires pour 2013, la charge de travail prévue par la Section en 2013 est la suivante :

a) Préparation au procès dans les deux affaires *Kenya* et l'affaire *Banda/Jerbo* : réceptionner, traiter et déposer les demandes des victimes. Compte tenu de la portée des charges dans les deux affaires *Kenya* (d'après les estimations du Procureur, plus de 400 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays), un très grand nombre de victimes potentielles ayant un lien avec les charges devraient présenter des demandes de participation aux procédures dans les mois qui précéderont le procès, et ce dans des proportions qui dépassent tout ce qui s'est fait jusqu'à présent. L'hypothèse est de 5 000 demandes par affaire, soit un total de 10 000 demandes. Seul un petit nombre de nouvelles demandes de participation et/ou de réparation est attendu dans l'affaire *Banda/Jerbo* (un maximum de 250).

b) Procès *Bemba/Kenya* : aider les Chambres dans le cadre de la procédure, notamment en gérant les documents relatifs aux victimes autorisées à participer et aux personnes qui demandent des réparations, et mettre en œuvre les ordonnances des Chambres pendant le procès, notamment en préparant et déposant différentes versions expurgées des documents et des rapports, et en transmettant des messages appropriés aux victimes sur le terrain.

c) Éventuelles phases de réparations dans les affaires *Katanga/Ngudjolo* et *Bemba*, ainsi que dans l'affaire *Lubanga*, si elle n'est pas clôturée en 2012 : réceptionner, traiter et déposer les demandes des victimes. L'hypothèse est de 500 demandes en réparation au total dans chacune des affaires *Katanga/Ngudjolo* et *Lubanga*, car il est prévu que la plupart des victimes ayant demandé à participer à ces procédures demandent des réparations (l'introduction d'un formulaire commun pour la participation et les réparations ne date que de 2010). Dans l'affaire *Bemba*, compte tenu du nombre important de personnes ayant demandé à participer à la procédure, 5 000 demandes en réparation sont attendues. De plus, les Chambres prévoient des observations du Greffe concernant toute une série de questions liées aux réparations, notamment les principes, les formes de réparation et les réalités sur le terrain.

d) Gestion de sept situations : une présence sur le terrain est requise afin de fournir des informations précises concernant les critères d'admission en qualité de victime ainsi que le processus de demande. Il s'agit d'éviter que la Cour ne soit submergée de demandes sans rapport avec les procédures ou incomplètes ; d'empêcher les abus ; et de permettre aux victimes qui ont un lien avec des procédures de décider en connaissance de cause si elles souhaitent demander une participation ou des réparations, et d'effectuer leurs demandes. La Section est le point d'entrée de la Cour pour la réception des demandes de participation et de réparation des victimes, c'est pourquoi elle reçoit également des demandes sans rapport avec aucune affaire. Les Chambres préliminaires ont ordonné à la Section de déposer des rapports périodiques concernant ces demandes, et de se tenir prête à les déposer, à tout moment, dans l'éventualité où elles pourraient donner lieu à une autorisation de participation, en cas d'ouverture d'une procédure judiciaire liée à une situation.

431. Sur la base de ce qui précède, le nombre total de demandes de victimes à traiter est estimé à 14 400, ce qui représente une hausse significative par rapport aux années précédentes. L'augmentation du nombre de demandes de participation reçues par la Section d'une année sur l'autre est représentée dans le tableau ci-dessous. Les motifs de la hausse prévue sont exposés au paragraphe précédent.

Tableau 84 : Nombre mensuel moyen de demandes de participation reçues

2009	2010	2011	Hypothèses pour 2013
63	187	564	1 200

432. La Section procède au traitement des demandes en deux étapes. Dans un premier temps, elle numérise, enregistre et stocke les demandes dans une base de données ; elle saisit certaines données requises par les Chambres dans la base de données et prépare des versions expurgées. Ce travail est assuré par les assistants au traitement des données, l'indicateur de la charge de travail étant le suivant : un assistant est en mesure de traiter 120 demandes par mois. De plus, les Chambres ont enjoint à la Section de mener une analyse juridique individualisée de toute demande de participation conformément aux instructions données en ce sens par chaque Chambre. L'indicateur de la charge de travail correspondante est le suivant : un juriste adjoint de 1^{re} classe est en mesure de traiter 100 demandes de participation par mois, et 150 demandes en réparation par mois.

Tableau 85 : Capacité de traitement requise pour couvrir les hypothèses budgétaires pour 2013

		Traitement des données		Traitement juridique	
		Indicateur de la charge de travail (demandes par ETP)	Nombre d'ETP requis	Indicateur de la charge de travail (demandes par ETP)	Nombre d'ETP requis
Pas de demandes prévues					
Participations	14 400,00	1 440 (120x12)	10,00	1 200 (120x12)	12,00
Réparations	6 000,00	1 440 (120x12)	4,20	1 800 (150x12)	3,30
Total		-	14,20	-	15,30

433. La charge de travail au siège ne se limite pas au traitement des nouvelles demandes reçues. Étant donné que la Section est responsable de la gestion des documents relatifs aux demandes de participation et de réparation des victimes, une Chambre peut à tout moment demander la transmission de tout document particulier, ou la préparation et la transmission d'une version expurgée différente, ou d'autres mesures à prendre en relation avec les documents. Les Chambres demandent à la Section de prendre des mesures et de fournir des rapports sur toute une série de questions, notamment l'organisation de la représentation juridique commune, l'organisation de la participation à des stades précis de la procédure, les intermédiaires et les opérations sur le terrain.

434. Les effectifs du personnel de la Section au siège n'ont pas augmenté depuis 2006, et ce, malgré une hausse constante de sa charge de travail. Cette situation a obligé la Section à travailler chaque année sous une très forte pression. Ces augmentations sont telles que la Section ne peut plus les absorber au moyen des ressources en personnel actuelles si elle veut continuer à pouvoir répondre aux requêtes des Chambres, à exercer un contrôle sur le terrain et à respecter le droit des victimes de participer aux procédures. La nécessité de renforcer les capacités en personnel pour pouvoir traiter toutes les demandes adressées par les victimes à la Section avait déjà été relevée dans les indicateurs de la charge de travail aux fins du budget pour 2012. Ce déficit avait eu en 2011 et 2012 pour conséquence d'obliger la Section à fixer des priorités de travail en fonction de l'évolution des procédures judiciaires, créant ainsi des arriérés dans certaines situations, du fait de l'augmentation du nombre de demandes reçues chaque mois. Cette hausse importante devrait se poursuivre en 2013, conformément aux hypothèses budgétaires qui prévoient une hausse du nombre de demandes de victimes, essentiellement en raison de la vaste portée des charges dans les affaires *Kenya*, pour passer d'un total de 6 771 demandes reçues en 2011 à une prévision de 14 400 en 2013. Le sous-effectif de la Section est tel que le Greffier a déjà dû lui attribuer des ressources supplémentaires en 2011 et 2012, au titre de besoins urgents en personnel, afin de permettre à la Section de répondre aux demandes de toutes les Chambres. La Section a également lancé un projet pilote consistant à recruter sept agents contractuels pour une durée de six mois, rémunérés chacun 1 000 euros par mois, pour assurer un traitement intensif des

demandes des victimes, en particulier dans l'affaire *Bemba*. Au moment de préparer son budget pour 2013, la Section a pris toutes les mesures nécessaires pour limiter les ressources additionnelles qu'elle demande ainsi que pour réaliser des gains d'efficacité et trouver d'autres solutions chaque fois que cela est possible. Toutefois, compte tenu des contraintes budgétaires, la Section ne sera pas en mesure de répondre à toutes les demandes.

Ressources en personnel

Ressources liées aux situations

Réaffectation d'un poste de la Section de traduction et d'interprétation

435. La réaffectation à la Section d'un poste d'interprète en swahili (P-2), qui n'est plus nécessaire à la Section de traduction et d'interprétation, est proposée pour remédier à la grave pénurie de personnel au sein de la Section, comme décrit plus haut. Il est proposé de réaffecter ce poste au titre de juriste adjoint de 1^{re} classe (P-2).

Personnel temporaire

436. La réaffectation ci-dessus diminue considérablement les besoins en personnel temporaire.

437. Deux assistants chargés du traitement des données (agent des services généraux, autre classe). Il s'agit de contribuer à combler certaines lacunes dans la capacité de traitement des données, indiquées dans le tableau 85 sur la base des hypothèses budgétaires. Le personnel chargé du traitement des données au siège s'acquitte principalement des tâches suivantes : enregistrer et numériser les demandes de participation et les demandes en réparation présentées par des victimes ; entrer dans une base de données les informations contenues dans les demandes ainsi que les informations reçues séparément ; mettre à jour les données en fonction des nouvelles informations reçues ; extraire des informations de la base de données afin d'établir des rapports ; préparer des projets d'expurgations ; procéder à des contrôles de qualité et préparer des documents en vue de leur dépôt ; actualiser les dossiers physiques et accomplir d'autres tâches administratives.

438. Deux juristes adjoints de 1^{re} classe (P-2). Ces postes sont nécessaires pour contribuer aux besoins en traitement indiqués dans le tableau 85 d'après les hypothèses budgétaires, et plus précisément pour assurer les tâches suivantes : procéder au traitement juridique des demandes et en revoir les versions expurgées ; mener une évaluation individualisée des demandes et préparer des projets de rapport sur la mise en œuvre à l'intention des Chambres ; répondre aux requêtes et ordonnances des Chambres ; assurer la liaison avec le personnel sur le terrain s'agissant du suivi des demandes, de l'organisation de la représentation légale commune et de la mise en œuvre sur le terrain de toutes les ordonnances rendues par les Chambres, et veiller à ce qu'il soit tenu informé de l'actualité judiciaire ; participer à l'élaboration de politiques telles que les procédures de fonctionnement ; et effectuer des recherches juridiques et des travaux de rédaction.

439. Un fonctionnaire de terrain pour le Kenya (P-2). La section ne dispose pas de ressources en personnel de terrain au Kenya ; en 2012, la Section comptait une personne, un fonctionnaire de terrain financé par le fonds en cas d'imprévu. Une présence sur le terrain au Kenya est indispensable afin de réaliser et coordonner les opérations de la Section sur le terrain lors de la préparation du procès et de ses différentes phases. Le fonctionnaire de terrain préparera et mettra en œuvre des activités visant à identifier les communautés de victimes ; identifier, aider et former des intermédiaires appropriés ; fournir et organiser la collecte des formulaires standard de demande ; vérifier que les demandes reçues soient complètes ; rédiger à l'intention des victimes et des intermédiaires des messages clés qui présentent l'avancement de la procédure ainsi que toute instruction des Chambres ; organiser la représentation légale commune ; et aider à mettre en œuvre sur le terrain toutes les ordonnances rendues par les Chambres. Une fois les procès commencés, le fonctionnaire de terrain sera chargé de transmettre des informations précises aux victimes, d'apporter un appui aux représentants légaux communs, de fournir et d'organiser la collecte des demandes en réparation, et de mettre en œuvre sur le terrain les ordonnances rendues par les Chambres.

440. Deux assistants aux opérations hors siège (agents des services généraux, autres classes) pour le Kenya (un assistant par affaire). Deux assistants aux opérations hors siège,

recrutés localement, sont nécessaires pour appuyer les activités de la Section sur le terrain. Il s'agit de personnes possédant une bonne connaissance des langues, des cultures et de la société des pays concernés afin de fournir à la Section des connaissances sur le contexte local et d'interagir avec la population affectée. Ils assisteront le fonctionnaire de terrain dans toutes ses activités sur le terrain, notamment en assurant le suivi des victimes concernant leurs demandes, en sollicitant tout document supplémentaire qui pourrait être nécessaire pour compléter ou préciser leurs demandes, et en assurant une formation et un appui aux intermédiaires et aux représentants légaux.

441. Un assistant administratif (agent des services généraux, autre classe), à temps partiel (50 %). Ce poste est demandé afin que la Section dispose des ressources minimales pour mener des opérations sur le terrain et les appuyer dans toutes les situations, notamment planifier les missions, préparer et suivre le budget et les finances, et généralement appuyer tout le personnel de la Section présent sur le terrain. Cet appui administratif spécifique est nécessaire en plus du poste d'assistant administratif, qui est entièrement consacré à d'autres tâches administratives d'appui à une Section très sollicitée par la gestion simultanée d'opérations sur le terrain et d'activités au siège.

Consultants

442. L'expérience a montré qu'il est nécessaire et plus économique de confier la cartographie détaillée des communautés de victimes à des consultants, dont les compétences uniques peuvent être mises à profit en temps opportun pour servir de base à la planification des activités de la Section sur le terrain. Des crédits sont donc demandés pour des consultants qui établissent des cartes des communautés de victimes.

Ressources hors personnel

Voyages

443. Les crédits demandés couvriront les dépenses de voyage des membres du personnel à destination et en provenance du terrain, ainsi que les missions du personnel de terrain à l'intérieur du pays. De manière générale, la Section déploie des efforts considérables pour limiter le nombre de voyages à destination et en provenance du siège, et la majeure partie de ce poste de dépense couvre les déplacements du personnel de terrain à l'intérieur du pays afin qu'il puisse y mener ses activités. Comme les années précédentes, des fonds sont prévus pour que tous les membres du personnel affectés sur le terrain se rendent une fois par année au siège. Ces déplacements sont essentiels à des fins de planification et de formation annuelle, et leur permettent également d'améliorer leur connaissance de la Cour.

Formation

444. Le personnel de terrain de la Section interagit avec des victimes et des intermédiaires dans un environnement extrêmement sensible. Tous les membres du personnel sur le terrain ont besoin d'une formation et d'un soutien continu de la part d'experts qualifiés afin d'être en mesure de bien gérer ces interactions et d'éviter les traumatismes, tant pour eux-mêmes que pour les victimes.

Services contractuels

445. La Section a terminé la première phase de son projet de base de données. Des crédits sont demandés pour la réalisation des phases successives, qui comprennent les modules suivants : saisie des données des demandes, analyse juridique et accès à la base de données pour les bureaux extérieurs de la Section et pour les autres sections. Le traitement automatisé des demandes et des documents connexes, ainsi que l'intégration avec d'autres systèmes de la Cour, permettront de réduire la durée et le coût de traitement. De plus, à l'avenir, une meilleure intégration avec le terrain permettra de faire des économies. En effet il sera possible de réaliser davantage d'étapes du processus sur le terrain, ce qui sera moins coûteux que de les assurer au siège.

446. Des crédits sont également demandés pour externaliser l'impression des formulaires standard de demande de participation et de réparation des victimes, d'une brochure d'accompagnement ou de tout autre document d'information visant à permettre aux victimes de demander à participer aux procédures et à obtenir des réparations. Ils seront distribués sur le terrain et aux communautés de victimes potentielles, et viseront également à appuyer les activités menées par le personnel de terrain lors des réunions avec des

victimes, ayant ou non présenté une demande, ainsi que le soutien apporté aux intermédiaires et aux représentants légaux.

Fournitures et accessoires

447. Les crédits demandés permettront d'équiper certains intermédiaires de kits de protection leur permettant de protéger les informations et les documents confidentiels, et de mener à bien leurs activités en toute sécurité. La plupart des intermédiaires ne disposant pas de tels moyens, les données concernant les témoins risquent d'être compromises. Ceci fait partie de la stratégie de la Cour à l'égard des intermédiaires, ayant pour objectif que la Cour remplisse ses obligations en fournissant une protection passive à certains intermédiaires en vue de protéger les victimes et les intermédiaires qui traitent avec la Cour.

Tableau 86 : Sous-programme 3360 : Budget proposé pour 2013

3360		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
Section de la participation des victimes et des réparations		Ressources liées aux situations		Total Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources liées aux situations		Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
		Ressource s de base				Ressource s de base		Ressource s de base				
Administrateurs						631,2	170,8	802,0	750,6	182,4	933,0	16,3
Agents des services généraux						60,6	173,4	234,0	63,2	181,4	244,6	4,5
Total partiel (fonctionnaires)		624,1	206,6	830,7	830,7	691,8	344,2	1 036,0	813,8	363,8	1 177,6	13,7
Personnel temporaire		69,1	337,3	406,4	163,1	569,5	230,5	230,5		452,2	452,2	96,2
Personnel temporaire pour les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants		16,5	0,3	16,8		16,8	7,3	52,0	59,3		10,0	-83,1
Total partiel (autre personnel)		85,6	337,6	423,2	163,1	586,3	7,3	282,5	289,8	462,2	462,2	59,5
Voyages		6,4	120,0	126,4	33,2	159,6	26,7	143,0	169,7		185,0	9,0
Représentation												
Services contractuels		6,6	52,3	58,9	34,6	93,5	52,0	105,5	157,5	27,0	115,5	-9,5
Formation		2,3		2,3		2,3		4,3	4,3		4,3	
Frais généraux de fonctionnement												
Fournitures et accessoires			0,6	0,6		0,6		11,0	11,0		11,0	
Matériel, dont mobilier		5,9		5,9		5,9						
Total partiel (hors personnel)		21,2	172,9	194,1	67,8	261,9	78,7	263,8	342,5	27,0	315,8	0,1
Total		730,9	717,1	1 448,0	230,9	1 678,9	777,8	890,5	1 668,3	840,8	1 141,8	18,8
Participation à l'entretien		22,1	28,8	50,9		50,9	24,2	28,0	52,2	22,3	65,6	68,4

Tableau 87 : Sous-programme 3360 : Effectif proposé pour 2013

Section de la participation des victimes et des réparations		Total administrat eurs et fonctionnair es de rang supérieur								SG (1 ^{re} classe)		SG (autres classes)		Total agents des services général		Total fonction naires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base						1	2	2	2	7		1	1		8
	Effectif lié à une situation								2		2		5	5		7
	Total partiel						1	2	4	2	9		6	6		15
Nouveaux postes	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel															
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base								1		1					1
	Effectif lié à une situation															
	Total partiel								1		1					1
Total							1	2	5	2	10		6	6		16

4. Programme 3400 : Section de l'information et de la documentation

Introduction

448. La Section de l'information et de la documentation contribue à sensibiliser l'opinion et à mieux faire connaître le mandat et les activités de la Cour, principalement auprès des communautés concernées par les affaires dont connaît la Cour. La Section agit également auprès des principales parties prenantes, telles que les milieux juridiques et universitaires, les organisations non gouvernementales, les journalistes et l'opinion internationale, au moyen de programmes spécifiques visant à terme à améliorer le soutien international à la Cour, ainsi que la stratégie d'information du public de la Cour.

449. La Section a réussi à stabiliser son budget – et a même atteint une légère réduction. Ces résultats ont été possibles grâce aux efforts globaux de la Section visant à utiliser le plus possible les outils numériques, à réaffecter les ressources vers l'Unité de la sensibilisation, et à obtenir des gains d'efficacité au sein de la Bibliothèque et de l'Unité du protocole grâce à la révision des processus et à la hiérarchisation des services rendus aux clients. De plus, dans le cadre des conférences de presse organisées par le Bureau du Procureur, seuls les coûts liés à l'utilisation de satellites sont pris en charge par le Greffe.

450. L'ouverture de deux procès dans le cadre de la situation au Kenya aura un impact sur le budget 2013 pour l'Unité de la sensibilisation, ainsi que pour l'Unité des affaires publiques. Les activités de sensibilisation visant à mieux faire connaître les procédures et à s'assurer que les communautés concernées puissent comprendre et suivre les procédures seront intensifiées. Quant aux activités liées aux affaires publiques, elles comprendront la préparation de revues de presse, la publication des actualités de la Cour dans les journaux au Kenya et le renforcement des moyens dont disposent les journalistes.

451. La Section se compose du Bureau du chef de section, de l'Unité de la sensibilisation, de l'Unité des affaires publiques, de l'Unité du protocole et des événements, et de la Bibliothèque et centre de documentation. Les activités desdites unités sont guidées par le Plan stratégique d'information et de sensibilisation de la Cour⁶⁰, et par le Rapport de la Cour sur la stratégie d'information⁶¹.

452. Le Bureau du chef de section est principalement chargé de planifier, gérer, coordonner et superviser le travail des quatre unités appartenant à la Section, assurant ainsi un travail de la plus haute qualité pour répondre aux besoins de la Cour en matière d'information du public.

453. Le Programme de sensibilisation permet à la Cour de rendre les procédures judiciaires publiques (élément essentiel du procès équitable), conformément à ses fonctions, et de s'assurer que les communautés concernées par les situations et affaires dont connaît la Cour peuvent comprendre et suivre ses activités judiciaires, même si elles se trouvent dans des régions reculées, loin du siège de la Cour à La Haye.

454. L'Unité des affaires publiques rend les procédures relatives aux sept situations accessibles et compréhensibles pour l'opinion internationale, de façon précise et en temps opportun. En outre, conformément à la stratégie de l'information de la Cour, l'Unité des affaires publiques agit auprès des principales parties prenantes, telles que les milieux juridiques et universitaires, les organisations non gouvernementales, les journalistes et l'opinion internationale, au moyen de programmes spécifiques visant à renforcer le soutien à la Cour.

455. En 2013, l'Unité du protocole et des événements continuera à permettre au public d'assister aux audiences, et à encourager les visites de responsables de premier plan à la Cour, ainsi que les visites d'autres groupes, les cérémonies judiciaires et autres événements concernant l'ensemble de la Cour.

456. La Bibliothèque et centre de documentation est le dépositaire des documents historiques, photographies et matériel audiovisuel de la Cour. Elle conserve et met régulièrement à jour une collection d'ouvrages et de revues pour répondre aux demandes d'informations des quatre organes de la Cour, ainsi que des organes indépendants liés à la

⁶⁰ ICC-ASP/5/12.

⁶¹ ICC-ASP/9/29.

Cour, tels que les équipes de conseils pour les victimes et la Défense. Lorsque ses ressources le lui permettent, la Bibliothèque fournit des services sur rendez-vous aux chercheurs et permet aux fonctionnaires d'Eurojust d'avoir accès à la Bibliothèque.

Objectifs

1. Continuer à maintenir un niveau de connaissance et de compréhension de la Cour correspondant au degré d'avancement de ses activités au sein des communautés concernées (objectif stratégique 4).
2. Assurer la publicité de toutes les procédures auprès de l'opinion au niveau tant local qu'international (objectif stratégique 7).
3. Susciter constamment un appui en faveur de la Cour grâce à un renforcement de la communication et de la compréhension mutuelle avec les parties prenantes, en soulignant le rôle et l'indépendance de la Cour (objectif stratégique 6).

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1 Veiller à ce que les communautés les plus affectées par les crimes faisant l'objet d'affaires devant la Cour, notamment lors de la phase du procès ou de la préparation du procès, aient accès aux procédures et les comprennent. Des efforts particuliers seront déployés en 2013 pour agir auprès des communautés les plus affectées en République centrafricaine, au Kenya, en Côte d'Ivoire et en Libye, notamment les femmes, les enfants et les jeunes.	Dans les pays concernés : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'activités à l'intention des femmes - Nombre de femmes ayant participé à des activités de sensibilisation - Taux d'écoute estimatif de la radio et de la télévision - Nombre de sessions de sensibilisation pour chaque situation - Nombre de participants aux sessions de sensibilisation pour chaque situation 	<ul style="list-style-type: none"> - République centrafricaine, identique à 2012 - Kenya, cinq de plus qu'en 2012 - Côte d'Ivoire, données à recueillir - Libye, données à recueillir - Identique à 2012 pour toutes les situations, sauf Côte d'Ivoire et Libye, données à recueillir - République centrafricaine, identique à 2012 - Augmentation au Kenya, en Côte d'Ivoire et en Libye - Diminution au Soudan, en Ouganda et en RDC - Identique
Objectif 2 Meilleur accès aux procédures judiciaires de la Cour	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du degré de satisfaction des journalistes assurant la couverture de l'actualité du siège et représentant les médias et agences internationaux (enquête) - Augmentation du nombre d'accès au site Web de la Cour 	<ul style="list-style-type: none"> - 80% des personnes interrogées se sont dites satisfaites - 10% de plus qu'en 2012
Objectif 3 Susciter une meilleure prise de conscience de la Cour au travers des médias	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre d'interviews données par des représentants de la Cour - Augmentation du nombre de personnes suivant l'actualité sur Twitter - Nombre de visiteurs assistant aux audiences - Nombre de responsables de premier plan rendant visite aux représentants de la Cour - Nombre de visites des parties prenantes - Nombre d'événements - Nombre de visiteurs demandant des informations générales. 	<ul style="list-style-type: none"> - 10% de plus qu'en 2012 - 20% de plus qu'en 2012 - 2 000 visiteurs au cours des 215 jours d'audience (affaire <i>Bemba et Kenya</i> ; audiences clés dans les affaires <i>Lubanga</i> et <i>Katanga/Chui</i>). - 90 visites de chefs d'États, ministres (principalement des affaires étrangères et de la justice), représentants spéciaux des Nations Unies et de l'UE, magistrats de cours suprêmes, procureurs/procureurs généraux et parlementaires - 75 visites de parties prenantes, juges et procureurs nationaux/régionaux, (jeunes) diplomates, journalistes, militaires, policiers, universitaires et 5 finalistes de concours de plaidoirie. - 15 événements, tels que des cérémonies marquant l'accession de nouveaux États Parties, événement symbolique pour commémorer le 17 juillet, Jour de la Justice pénale internationale, ainsi que des réunions ordinaires de la CPI, telles que les réunions d'information pour le corps diplomatiques, les tables rondes avec les ONG, la table ronde Nations Unies/CPI et autres conférences - 440 visiteurs demandant des informations générales et 7 700 visiteurs au total

Ressources en personnel

457. Des gains d'efficacité ont été réalisés grâce aux changements effectués au sein de l'Unité de la sensibilisation en 2012, comprenant des réaffectations et des transferts de postes d'un pays à un autre. Ainsi, un assistant chargé de la sensibilisation (agent des services généraux, 1^{re} classe) a été transféré du Sudan à La Haye pour occuper le poste d'assistant audiovisuel à la production, permettant ainsi à l'Unité de supprimer un poste temporaire demandé les années précédentes. De plus, un coordonnateur chargé de la sensibilisation sur le terrain (P-2) et un assistant chargé de la sensibilisation sur le terrain ont été réaffectés à partir de la RDC vers la Côte d'Ivoire. Les activités de sensibilisation liées à la situation en Libye sont désormais prises en charge par le fonctionnaire chargé de la situation au Soudan.

458. En outre, il a été décidé de geler un poste de juriste adjoint de 1^{re} classe chargé des activités de sensibilisation (P-2) au siège en 2013, pour répondre aux contraintes budgétaires. Afin de surmonter les difficultés que représente la réduction du personnel, l'Unité centrera essentiellement ses efforts sur les procès en cours et les phases de réparation.

Personnel temporaire

Ressources liées aux situations

459. Un assistant financier et administratif (agent des services généraux, autre classe) (12 mois, à cheval sur 2012). Les opérations hors siège impliquent un grand nombre de tâches administratives et financières. Ce poste est nécessaire pour traiter à La Haye les plans de mission et le transfert de fonds sur le terrain, et pour payer la location de salles et la mobilisation des participants aux sessions de sensibilisation, ainsi que pour traiter le paiement des indemnités journalières de subsistance le cas échéant, et régler les questions liées aux achats (temps d'antenne pour la diffusion radio, campagnes d'information publique, annonces dans la presse). Ce fonctionnaire est également chargé d'examiner les rapports financiers mensuels de six bureaux extérieurs.

460. Un juriste (adjoint) chargé de l'information (6 mois) : le fonctionnaire sera chargé du plan de communication pour le monde arabe, de répondre aux demandes d'information publique liées à l'affaire très médiatisée de la Libye, de traiter d'autres affaires éventuelles et d'élaborer une éventuelle stratégie de sortie de cette situation. Le fonctionnaire assistera également le porte-parole et sera chargé de préparer le contenu des supports d'information numériques, notamment les questions-réponses, les fiches d'information, les notes d'allocution et les réponses relatives à la situation en Libye et à la relation entre la Cour et le monde arabe. De plus, le fonctionnaire recommandera certaines mesures, encouragera les bloggeurs à engager le débat sur des questions relatives à la Cour, le cas échéant, assurera la coordination avec les principaux responsables de la Cour pour garantir leur participation aux forums de discussion et aux blogs, et contribuera aux productions audiovisuelles.

461. Un infographiste et développeur Web (agent des services généraux, autre classe) (6 mois), chargé de développer des parties en arabe sur le site Web de la Cour ou sur d'autres sites Web connexes, et de créer des supports d'information en arabe, notamment les questions-réponses, les fiches d'information générales et relatives aux affaires, afin de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses d'information concernant les situations arabes dont la Cour a été saisie.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

462. Des frais de voyages limités sont nécessaires pour que le chef de section établisse des contacts avec les parties prenantes. De plus, le porte-parole devra se rendre en Europe pour rencontrer les représentants des médias, notamment venus d'Afrique et du monde arabe, et accompagner le Greffier lors d'une mission prévoyant des rencontres avec les journalistes en vue de leur faire mieux connaître la Cour et les procédures qui s'y déroulent. Comme pour l'année dernière, il est prévu que le bibliothécaire se rende aux Etats-Unis

pour la réunion UN-LINKS (Réseau d'information et de partage des connaissances des bibliothèques des Nations Unies).

Services contractuels

463. Les frais liés aux services contractuels ont été réduits de 63 000 euros (6,2%) grâce à une meilleure organisation des ressources. La Bibliothèque maintient son service de prêts entre bibliothèques et de catalogage multilingue. Les services de traitement des ouvrages de référence seront supprimés en 2013 et les engagements seront réduits. Moins de livres seront achetés, ce qui entraînera moins d'heures consacrées au catalogage.

464. L'Unité des affaires publiques a également procédé à d'importantes réductions, notamment en ce qui concerne les frais d'imprimerie externe. Dans tous les domaines, la priorité sera donnée à la diffusion en ligne ou sous forme numérique au moyen de CD et de clés USB. Après une analyse détaillée du type d'informations diffusées et du profil des groupes visés, l'Unité des affaires publiques va considérablement réduire l'impression de prospectus, de fiches d'information générale ou relative aux affaires, et d'autres documents d'information. Les documents juridiques destinés à un usage interne et à quelques parties prenantes ne seront plus imprimés. De plus, les copies papier des documents d'information ne seront distribuées qu'exceptionnellement aux visiteurs à La Haye et en nombre limité. Enfin, l'Unité des affaires publiques va établir un ordre de priorité strict quant à l'expédition de documents pour des événements organisés par des tiers. Les documents seront disponibles en ligne et pourront être imprimés, le cas échéant, par les organisateurs d'événements. Cependant, l'Unité des affaires publiques continuera d'imprimer des fiches d'information pour certains événements et pour le public dans les pays où l'accès à Internet est limité, notamment dans les pays des situations. D'importantes réductions seront également opérées dans les domaines de la publication des communiqués de presse et d'articles d'opinion dans les journaux, de la diffusion d'émissions à la radio et la télévision dans des pays autres que les pays de situations, ainsi que du contrôle des médias et du renforcement des capacités des journalistes.

465. Les frais liés aux services d'un photographe professionnel pour les principaux événements à la Cour, notamment pour les photographies des juges et des principaux responsables de la Cour à des fins de publication, seront réduits grâce à l'utilisation des ressources internes.

466. Le budget couvre également les coûts liés à l'utilisation de satellites pour une conférence de presse de la Cour et quatre conférences de presse du Bureau du Procureur (une heure chacune), conformément à la demande de ce dernier. Ces coûts sont inférieurs aux coûts prévus dans les budgets précédents, grâce à un meilleur prix découlant de la relation de confiance établie avec le fournisseur et au fait que la durée de chaque conférence est passée d'une heure et demie à une heure.

467. Des ressources sont également nécessaires pour la production des récompenses décernées dans le cadre du concours de procès fictif, et pour la représentation lors de la cérémonie de remise des récompenses.

Formation

468. Des ressources limitées sont nécessaires pour la formation, notamment dans les domaines suivants : développement de la capacité interne en matière de photographie (voir paragraphe 465 précédent) ; renforcement des capacités du développeur Web, permettant à l'Unité des affaires publiques de faire un usage complet des possibilités offertes par la nouvelle plateforme du site Web de la Cour ; formation spécifique pour les fonctionnaires de l'Unité des affaires publiques en vue d'améliorer leur capacité à répondre aux questions des médias.

Frais généraux de fonctionnement

469. Un nombre important de bases de données a été supprimé, notamment tous les abonnements aux journaux numériques. Les principaux produits des institutions des Nations Unies seront conservés. Les économies permettront de couvrir l'augmentation du nombre d'abonnements aux périodiques.

Fournitures et accessoires

470. La collection d'ouvrages et de périodiques de la Bibliothèque est considérée comme un outil fondamental de la Cour, fournissant des moyens de recherche essentiels à tous les organes. Afin de se tenir à jour, la Bibliothèque a poursuivi ses achats. En raison de l'augmentation des prix et de l'inflation, elle a dû augmenter son budget de 99 800 euros à 122 000 euros. Quelques dépenses sont également nécessaires pour la photographie en interne, notamment des réflecteurs, un trépied et d'autres accessoires.

Ressources liées aux situations*Voyages*

471. Des ressources limitées ont été demandées pour couvrir les voyages du Bureau du chef de section dans le cadre de quatre missions dans les pays des situations. Il s'agit d'organiser des consultations avec les principales parties prenantes et de rencontrer les fonctionnaires de la Section de l'information et de la documentation sur le terrain pour aborder les nouvelles stratégies et les avancées dans la mise en œuvre des stratégies d'information et de sensibilisation.

472. Des ressources sont également nécessaires pour permettre au porte-parole d'intervenir directement auprès des représentants des médias et des universitaires dans les pays des situations (en principe la Côte d'Ivoire, le Kenya et la RDC), afin de les informer régulièrement des activités de la Cour en coordination avec l'Unité de la sensibilisation. Le porte-parole en profitera pour intervenir directement auprès des représentants des médias dans les pays voisins, lorsque ces médias sont influents dans les pays des situations dans lesquels la Cour ne dispose pas de bureau extérieur.

473. Des voyages sont également nécessaires pour permettre aux fonctionnaires de la Section de l'information et de la documentation d'organiser des sessions de sensibilisation dans des régions autres que leur lieu d'affectation, et notamment des réunions avec les principaux groupes appartenant aux communautés affectées : les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les personnes souffrant d'un handicap. Lors de ces visites, les fonctionnaires de la Section de l'information et de la documentation rencontrent également les journalistes, les instituteurs et les avocats.

474. Des déplacements internationaux sont également nécessaires pour la formation et la coordination au siège des fonctionnaires qui travaillent dans le cadre des situations en RDC, au Kenya et en Côte d'Ivoire, ainsi qu'un voyage annuel pour trois coordonnateurs chargés de la sensibilisation devant se rendre de leur lieu d'affectation à La Haye à des fins d'évaluation, de formation et de planification.

Services contractuels

475. L'Unité des affaires publiques doit avoir recours à des services d'imprimerie pour les publications de la Cour dans les pays dans lesquels les publications électroniques ne sont pas viables en raison d'un accès limité à Internet et lorsque les procédures judiciaires génèrent le besoin pour les communautés affectées de comprendre la Cour et d'être tenues informées des derniers développements judiciaires. En outre, un contrôle des médias sociaux spécifiques au monde arabe et des services de couverture de la presse locale sont devenus nécessaires en raison de la situation en Libye.

476. L'Unité de la sensibilisation sur le terrain nécessite des ressources considérables pour les services contractuels visant à l'assister dans le cadre de ses opérations de sensibilisation sur le terrain, notamment pour l'organisation de sessions interactives avec les communautés affectées et autres groupes concernés et pour renforcer la sensibilisation et accroître l'impact au moyen de radiodiffusions et de télédiffusions. Des ressources sont nécessaires pour louer des salles et des services dans le cadre de conférences, ainsi que pour la diffusion d'émissions de radio et de télévision et la traduction de ces émissions dans les langues locales, la production de campagnes d'information et de sensibilisation, la vérification des messages, l'établissement d'une cartographie des principaux groupes concernés et la réalisation de sondages à des fins de planification et d'évaluation. Lors d'importants développements judiciaires, une diffusion par satellite d'une heure est

nécessaire, pour permettre aux médias locaux de recevoir des résumés de la procédure le jour même.

Frais généraux de fonctionnement

477. Entretien des équipements de tournage et de montage, achat de petits articles et de pièces de rechange.

Tableau 88 : Programme 3400 : Budget proposé pour 2013

3400 Section de l'information et de la documentation		Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012/ (milliers d'euros)				Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)				Variation 2013/2012	
		Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%		
Administrateurs						905,8	502,8	1 408,6	962,1	458,7	1 420,8	12,2	0,9		
Agents des services généraux						484,8	209,4	694,2	585,1	229,7	814,8	120,6	17,4		
Total partiel (fonctionnaires)		1 154,5	691,6	1 846,1	1 846,1	1 390,6	712,2	2 102,8	1 547,2	688,4	2 235,6	132,8	6,3		
Personnel temporaire		150,3	245,8	396,1	396,1		195,4	195,4		152,0	152,0	-43,4	-22,2		
Personnel temporaire pour les réunions															
Heures supplémentaires															
Consultants															
Total partiel (autre personnel)		150,3	245,8	396,1	396,1		195,4	195,4		152,0	152,0	-43,4	-22,2		
Voyages		24,7	79,5	104,2	9,8	114,0	35,8	92,3	128,1	12,2	107,2	119,4	-8,7	-6,8	
Représentation															
Services contractuels		196,7	434,2	630,9	153,8	784,7	364,0	658,3	1 022,3	255,2	800,9	1 056,1	33,8	3,3	
Formation		3,1		3,1		3,1	3,8		3,8	7,0		7,0	3,2	84,2	
Frais généraux de fonctionnement		50,2		50,2		50,2	96,4	13,4	109,8	67,0	13,5	80,5	-29,3	-26,7	
Fournitures et accessoires		138,3		138,3		138,3	99,8	7,3	107,1	125,0		125,0	17,9	16,7	
Matériel, dont mobilier															
Total partiel (hors personnel)		413,0	513,7	926,7	163,6	1 090,3	599,8	771,3	1 371,1	466,4	921,6	1 388,0	16,9	1,2	
Total		1 717,8	1 451,1	3 168,9	163,6	3 332,5	1 990,4	1 678,9	3 669,3	2 013,6	1 762,0	3 775,6	106,3	2,9	
Participation à l'entretien		44,1	69,9	114,0		114,0	51,4	68,0	119,4	47,3	69,5	116,8	-2,6	-2,2	

Tableau 89 : Programme 3400 : Effectif proposé pour 2013

Section de l'information et de la documentation		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1re classe)		SG (autres classes)		Total agents des services généraux	
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base					1	3	1	4		9	1	8	9	18
	Effectif lié aux situations								6		6	2	8	10	16
	Total partiel					1	3	1	10		15	3	16	19	34
Nouveaux postes	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Postes réaffectés/restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Total						1	3	1	10		15	3	16	19	34

5. Programme 3700 : Bureaux indépendants et projets spéciaux

Introduction

478. Dans le cadre du projet de budget-programme pour 2013, le Greffier a procédé à une première réorganisation du Grand programme III en vue de mieux rendre compte de la structure et des opérations du Greffe. Un nouveau programme 3700 a été créé, et comprend les sous-programmes suivants : Bureau du conseil public pour la Défense ; Bureau du conseil public pour les victimes ; Bureau de l'audit interne et Bureau du Greffe pour les locaux permanents. Tous ces sous-programmes figuraient auparavant dans le Programme 3100, Greffier.

479. Le Bureau du conseil public pour la Défense représente les intérêts de la Défense, fournit des avis juridiques et effectue des recherches juridiques pour les équipes de la défense et les accusés. Parallèlement, le Bureau du conseil public pour les victimes fournit une aide juridique aux victimes et aux représentants légaux des victimes, et comparaît devant la Cour dans le cadre de questions relatives à la participation des victimes à la procédure. Le Bureau de l'audit interne est chargé de l'analyse des risques et de l'élaboration et du suivi des plans d'audit.

480. L'objet de ces sous-programmes est certes varié, et ils ont tous une nature spécifique, mais ils présentent certaines ressemblances en termes de statut opérationnel. Concrètement, le Bureau du conseil public pour la Défense, le Bureau du conseil public pour les victimes et le Bureau de l'audit interne ont été rassemblés au sein du Programme 3700 parce qu'ils ont un fonctionnement indépendant, même s'ils sont administrativement rattachés au Greffe. Le fait de séparer ces sous-programmes au sein du Grand programme III permet de souligner leur nature indépendante, et de préciser que, même s'ils sont rattachés au Greffe à des fins administratives, leur fonctionnement n'est pas directement supervisé par le Greffier. En effet, le fonctionnement indépendant est un élément essentiel du travail de ces sous-programmes. Les rassembler au sein d'un programme séparé permet de mieux rendre compte de leur lien avec le Greffier et de mieux visualiser leur indépendance.

481. S'agissant du Bureau du Greffe pour les locaux permanents, il intervient en tant qu'entité principale de liaison entre le projet et l'utilisateur et garantit la fonctionnalité et la validité du projet en fonction des exigences de la Cour. Dans la mesure où le domaine d'intervention de ce bureau porte sur un projet spécial et où son fonctionnement se distingue du reste des activités du Greffe, il a été estimé que le fait de l'intégrer au Programme 3700 permettrait de mieux rendre compte de sa nature spécifique dans le cadre des fonctions et opérations très variées relevant du domaine de compétence du Greffe.

482. En outre, l'administrateur du Conseil du personnel, dont le poste indépendant relevait du Cabinet du Greffier à des fins budgétaires uniquement, a également été intégré à ce nouveau programme. Le Conseil du syndicat du personnel représente les intérêts collectifs des fonctionnaires de la CPI et promeut le bien-être et les droits du personnel. Conformément à l'article 8-1 du Statut du personnel, un organe représentatif du personnel a été créé et comprend un poste unique (P-3) : l'administrateur du Conseil du personnel élu. Même si ce poste est intégré au Programme 3700 à des fins budgétaires, il ne dépend pas du Greffe. Il convient d'observer que ce poste ne s'est pas vu attribuer de fonds, les frais liés à ce poste étant pris en charge par tous les organes⁶².

483. Cette restructuration simplifie le Grand programme III, et rend le Programme 3100, Greffier, plus cohérent, tous les autres sous-programmes se trouvant sous l'autorité directe du Greffier. Enfin, il convient d'observer que cette restructuration n'aura pas d'incidence sur les coûts, ni sur le budget de la Cour.

⁶² Ce poste est inscrit dans le tableau des effectifs qui figure en annexe I.

Tableau 90 : Programme 3700 : Budget proposé pour 2013

3700 Bureaux indépendants du Greff	Dépenses 2011 (milliers d'euros)					Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources liées aux situations		Total Fonds imprévus		Total	Ressources liées aux situations		Total	Ressources liées aux situations		Total	Montant	%
	Ressources de base					Ressources de base			Ressources de base				
Administrateurs						968,5	943,1	1 911,6	1 115,5	1 000,1	2 115,6	204,0	10,7
Agents des services généraux						184,2		184,2	189,6		189,6	5,4	2,9
Total partiel (fonctionnaires)	1 126,1	903,6	2 029,7		2 029,7	1 152,7	943,1	2 095,8	1 305,1	1 000,1	2 305,2	209,4	10,0
Personnel temporaire	23,2		23,2	38,8	62,0		52,6	52,6				-52,6	-100,0
Personnel temporaire pour réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants	69,7		69,7		69,7	72,9		72,9	72,0		72,0	-0,9	-1,2
Total partiel (autre personnel)	92,9		92,9	38,8	131,7	72,9	52,6	125,5	72,0		72,0	-53,5	-42,6
Voyages	9,6	30,3	39,9		39,9	12,6	114,1	126,7	14,3	105,5	119,8	-6,9	-5,4
Représentation													
Services contractuel	170,7	17,1	187,8		187,8	213,7	58,2	271,9	182,0	50,0	232,0	-39,9	-14,7
Formation	23,0	0,6	23,6		23,6	26,3		26,3	21,8	2,2	24,0	-2,3	-8,7
Conseil pour la Défense													
Conseil pour les victimes													
Frais généraux de fonctionnement	5,0	3,3	8,3		8,3	5,0	9,0	14,0	3,0	9,0	12,0	-2,0	-14,3
Fournitures et accessoires	1,4		1,4		1,4								
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)	209,7	51,3	261,0		261,0	257,6	181,3	438,9	221,1	166,7	387,8	-51,1	-11,6
Total	1 428,7	954,9	2 383,6	38,8	2 422,4	1 483,2	1 177,0	2 660,2	1 598,2	1 166,8	2 765,0	104,8	3,9
Participation à l'entretien	30,3	41,1	71,4		71,4	33,4	40,0	73,4	278,1	301,1	579,2	505,8	1 264,6

Tableau 91 : Programme 3700 : Effectif proposé pour 2013

Bureaux indépendants du Greff		Total administrateurs et fonctionn aires de rang supérieur								SG (1re classe)		SG (autres classes)		Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base			1	3	1	2	2			9		3	3	12
	Effectif lié aux situations						3	2	2	3	10				10
	Total partiel			1	3	4	4	4	4	3	19		3	3	22
Nouveaux postes	Effectif de base							1			1				1
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel							1			1				1
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié aux situations														
	Total partiel														
Total				1	3	4	5	4	3		20		3	3	23

a) **Sous-programme 3740 : Bureau du conseil public pour la Défense****Tableau 92 : Indicateurs de la charge de travail du Bureau du conseil public pour la Défense**

<i>Charge de travail prévue pour 2012</i>	<i>Nombre d'ETP pour 2012</i>	<i>Charge de travail prévue pour 2013</i>	<i>Nombre d'ETP pour 2013</i>	<i>Capacité estimée pour 2013</i>	<i>Déficit estimé avec les ressources supplémentaires</i>	<i>Déficit estimé sans les ressources supplémentaires</i>
Nombre de recherches effectuées et d'avis juridiques fournis aux équipes de la Défense = 700	2,5	900	2,5	350	550	550
Présence aux audiences = 200	0,7	95	0,3	95	0	0
Production de documents juridiques et d'exposés de sensibilisation sur des questions relatives à la Défense actuellement en débat devant la CPI = 12	0,5	12	0,5	10	2	2
Enregistrement et reclassement électronique de documents de la Cour (documents déposés à la Cour, demandes de victimes) et organisation de références juridiques = 3 500 pages	0,8	3500	1,2	2760	740	740
Tâches de gestion = 0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0	0
Tâches administratives = 0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0	0

Ressources hors personnel**Ressources de base***Voyages*

484. Dépense renouvelable. Pour garantir la participation du Bureau à des événements externes majeurs se rapportant aux droits de la Défense devant la Cour.

Ressources liées aux situations*Voyages*

485. Dépense renouvelable. Des voyages liés aux situations sont également nécessaires pour que le Bureau puisse agir plus facilement en tant que conseil de permanence pour représenter un suspect sur le terrain ou pour défendre les droits de la Défense lorsqu'une occasion d'obtenir des renseignements sur le terrain se présente, conformément à l'article 56 du Statut.

Services contractuels et formation

486. Dépense renouvelable. Des formations sont nécessaires pour s'assurer que les ressources humaines limitées du Bureau sont utilisées efficacement et que les fonctionnaires sont compétents dans tous les aspects des procédures judiciaires qui concernent potentiellement la préparation de la défense et le mandat du Bureau. Les formations viseront à assurer en continu la formation de toutes les équipes actuelles et futures de la Défense dans ces domaines. Si les ressources demandées ne sont pas octroyées, cela conduirait à des dépenses supplémentaires pour la Cour, qui serait dans l'obligation de faire appel à des formateurs externes afin de former les équipes de la Défense.

487. Le Bureau organisera également des exercices de formation sur le terrain à l'intention des conseils de la liste et des conseils de permanence potentiels, etc., dans le cadre de deux situations, afin d'approfondir leurs connaissances des procédures applicables de la Cour et afin de s'assurer que les conseils potentiels soient en mesure d'assumer immédiatement leurs fonctions de protection des intérêts de l'accusé, s'ils étaient désignés pour représenter un suspect sur le terrain.

Tableau 93 : Programme 3740 : Budget proposé pour 2013

3740 Bureau du conseil public pour la Défense	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						140,1	276,4	416,5	149,1	292,5	441,6	25,1	6,0
Agents des services généraux						60,6		60,6	63,2		63,2	2,6	4,3
Total partiel (fonctionnaires)	208,8	257,6	466,4		466,4	200,7	276,4	477,1	212,3	292,5	504,8	27,7	5,8
Personnel temporaire	18,0		18,0	38,8	56,8								
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	18,0		18,0	38,8	56,8								
Voyages	0,8		0,8		0,8	1,8	12,8	14,6	2,5	14,5	17,0	2,4	16,4
Représentation													
Services contractuels	6,1		6,1		6,1		19,4	19,4		20,0	20,0	0,6	3,1
Formation	2,3		2,3		2,3	4,7		4,7	2,5	2,2	4,7		
Frais généraux de fonctionnement		2,1	2,1		2,1		3,0	3,0		3,0	3,0		
Fournitures et accessoires													
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)	9,2	2,1	11,3		11,3	6,5	35,2	41,7	5,0	39,7	44,7	3,0	7,2
Total	236,0	259,7	495,7	38,8	534,5	207,2	311,6	518,8	217,3	332,2	549,5	30,7	5,9
Participation à l'entretien	5,5	12,3	17,8		17,8	6,1	12,0	18,1	5,6	11,6	17,1	-1,0	-5,3

Tableau 94 : Sous-programme 3740 : Effectif proposé pour 2013

Bureau du conseil public pour la Défense		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
Effectif de base						1					1	1	2
Postes existants	Effectif lié aux situations						1		1	1	3		3
Total partiel						1	1		1	1	4	1	5
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
Total partiel													
Postes réaffectés/reclassés/restitués	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
Total partiel													
Total						1	1		1	1	4	1	5

b) Sous-programme 3750 : Bureau du conseil public pour les victimes

488. En application des normes 80 et 81 du Règlement de la Cour, et conformément à leur interprétation constante au sein des chambres, le Bureau du conseil public pour les victimes intervient en qualité de représentant légal des victimes dans le cadre des procédures devant la Cour ; fournit soutien et assistance aux représentants légaux externes le cas échéant ; et comparaît devant les chambres dans le cadre de questions spécifiques.

489. Au début du mois de mai 2012, le Bureau du conseil public pour les victimes a été désigné comme représentant légal de 3 494 victimes dans le cadre des différentes situations et affaires portées devant la Cour. De plus, les chambres ont souvent chargé le Bureau de fournir une assistance juridique et une représentation légale aux victimes dans le cadre de procédures spécifiques, telles que les contestations de la compétence de la Cour ou de la recevabilité d'une affaire conformément à l'article 19 du Statut (contestations récemment soulevées dans le cadre de l'affaire *Gaddafi et autres*), et dernièrement dans le cadre de phases de réparation pour représenter les intérêts de victimes n'ayant pas déposé de demande, mais à qui pourrait s'appliquer une ordonnance aux fins d'indemnisation collective. Le nombre de victimes à représenter est donc particulièrement élevé dans la mesure où, dans le premier cas, non seulement les victimes déjà autorisées à participer à la procédure peuvent présenter des observations, mais également les « victimes qui ont déjà communiqué avec la Cour » ; et, dans le deuxième cas, les victimes peuvent constituer une communauté d'individus. Enfin, de plus en plus de victimes choisissent le Bureau pour les représenter. Il convient d'ajouter au nombre total indiqué précédemment la centaine de victimes provenant de pays faisant l'objet d'un examen préliminaire, qui a contacté le Bureau. Compte tenu de tous les facteurs mentionnés ci-dessus, le nombre de victimes représentées par le Bureau, à un stade ou à un autre de la procédure, a augmenté de 31,5 pour cent début 2012, et est passé de 2 654 en décembre 2011 à 3 494 actuellement. Le Bureau fournit également soutien et assistance à 43 représentants légaux externes dans le cadre de toutes les situations et affaires devant la Cour, au moyen d'avis et de recherches juridiques. Au cours des quatre premiers mois de 2012, le Bureau du conseil public pour les victimes a ainsi fourni 300 avis.

Ressources hors personnel

Ressources liées aux situations

Voyages

490. Dépense renouvelable. Les déplacements sont un élément indissociable des fonctions du Bureau. Des réunions en face à face avec les victimes sont indispensables pour fournir une assistance, un soutien et une représentation efficaces, à tout stade de la procédure (les victimes représentées par le Bureau à ce jour résident en République démocratique du Congo [Kinshasa, Ituri et provinces du Kivu], en République centrafricaine, en Ouganda [principalement au nord], au Kenya, en Côte d'Ivoire, au Soudan, au Tchad, au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Belgique, au Nigéria, au Botswana, au Cameroun, au Sénégal et en Afrique du sud). D'après les événements liés aux situations et aux affaires en cours ou prévues, les besoins en termes de réunions en face à face et de travail sur le terrain vont augmenter, notamment après le début de la phase de réparations, lorsque les membres du Bureau seront amenés à se rendre sur le terrain pour recueillir des éléments de preuve et envisager une stratégie avec leurs clients, ce qui implique la nécessité d'obtenir des ressources supplémentaires. L'augmentation des crédits demandés au titre de ce poste budgétaire est compensée par une diminution des besoins en termes de services contractuels.

Services contractuels

491. Afin de fournir une assistance plus efficace aux victimes, le Bureau a finalisé son projet de base de données axée sur les victimes, développé pour gérer l'aide judiciaire et la représentation offertes aux victimes et aux représentants légaux externes. La base de données est opérationnelle et en phase d'essai. Malgré une réduction globale de 8 800 euros, tel qu'indiqué au paragraphe précédent, des fonds pour les services contractuels seront nécessaires en 2013 afin d'adapter le fonctionnement de la base de

données aux besoins du Bureau (notamment en termes d'intégration des applications TRIM et Ringtail, qui sont des outils essentiels pour permettre aux utilisateurs de suivre les procédures).

492. En vue de renforcer l'assistance et le soutien aux représentants légaux externes, le Bureau met régulièrement à jour son Manuel à l'usage des représentants légaux, lequel comprend une section qui explique l'évolution de la jurisprudence dans le cadre de toutes les situations et de toutes les affaires portées devant la Cour. À cet égard, des fonds sont nécessaires pour permettre au Bureau d'établir, de traduire et de publier les mises à jour deux fois par an.

Frais généraux de fonctionnement

493. Dépense renouvelable. Des fonds sont nécessaires pour la location de locaux dans lesquels le Bureau peut rencontrer les victimes en toute sécurité et de façon à respecter la relation privilégiée entre le conseil et son client. Les dépenses ont été maintenues au même niveau qu'en 2011 et 2012.

Tableau 95 : Sous-programme 3750 : Budget proposé pour 2013

3750 Bureau du conseil public pour les victimes	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressources		Fonds imprévus	Total	Ressources		Total	Ressources		Total	Montant	%
	de base	liées aux situations			de base	liées aux situations		de base	liées aux situations			
Administrateurs					220,4	666,7	887,1	233,0	707,6	940,6	53,5	6,0
Agents des services généraux					60,6		60,6	63,2		63,2	2,6	4,3
Total partiel (fonctionnaires)	281,4	646,0	927,4	927,4	281,0	666,7	947,7	296,2	707,6	1 003,8	56,1	5,9
Personnel temporaire						52,6	52,6				-52,6	-100,0
Personnel temporaire pour les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants												
Total partiel (autre personnel)						52,6	52,6				-52,6	-100,0
Voyages	1,5	25,6	27,1	27,1	3,2	75,0	78,2	4,6	80,5	85,1	6,9	8,8
Représentation												
Services contractuels		17,1	17,1	17,1		38,8	38,8		30,0	30,0	-8,8	-22,7
Formation		0,6	0,6	0,6								
Frais généraux de fonctionnement		1,2	1,2	1,2		6,0	6,0		6,0	6,0		
Fournitures et accessoires	1,3		1,3	1,3								
Matériel, dont mobilier												
Total partiel (hors personnel)	2,8	44,5	47,3	47,3	3,2	119,8	123,0	4,6	116,5	121,1	-1,9	-1,5
Total	284,2	690,5	974,7	974,7	284,2	839,1	1 123,3	300,8	824,1	1 124,9	1,6	0,1
Participation à l'entretien	8,3	28,8	37,1	37,1	9,1	28,0	37,1	8,3	27,0	35,4	-1,7	-4,7

Tableau 96 : Sous-programme 3750 : Effectif proposé pour 2013

Bureau du conseil public pour les victimes										Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base					1			1		2		1	3
	Effectif lié aux situations						2	2	1	2	7			7
	Total partiel					1	2	2	2	2	9		1	10
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel													
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel													
Total						1	2	2	2	2	9		1	10

c) Sous-programme 3760 : Bureau de l'audit interne

494. Les ressources en personnel du Bureau ont été examinées pour la dernière fois en 2006. Depuis cette date, le budget de la Cour a considérablement augmenté. Cependant, le nombre de membres du personnel du Bureau de l'audit interne n'a pas évolué de façon à permettre de couvrir les risques supplémentaires liés à l'augmentation des activités de la Cour, notamment sur le terrain, et au projet des locaux permanents. Le Bureau a régulièrement présenté des demandes de ressources supplémentaires qui n'ont pas été acceptées. Même si le Bureau essaiera, dans la mesure du possible, de couvrir la charge de travail supplémentaire au moyen des ressources existantes, il est urgent de lui accorder un poste spécialisé en informatique, dont les détails figurent au paragraphe 497 ci-après.

495. La stratégie d'audit pour les locaux permanents doit être définie par le Bureau du projet pour les locaux permanents, en consultation avec le Bureau de l'audit interne. Les ressources nécessaires pour mener de tels audits n'ont pas été inscrites au budget du Bureau de l'audit interne. Les crédits requis doivent par conséquent être inscrits dans le budget du projet pour les locaux permanents ; et les audits seront menés par un commissaire aux comptes, sous la supervision générale du Bureau de l'audit interne.

Ressources en personnel

Ressources de base

496. Dépense renouvelable. Le directeur de l'audit interne est chargé d'organiser le programme de travail du Bureau, concernant notamment l'analyse des risques, le plan d'audit, le suivi de l'application des audits, les demandes ponctuelles et les activités administratives et financières du Bureau de l'audit interne. Le directeur fait également office de secrétaire du Comité d'audit et organise trois réunions par an ; le Bureau ne reçoit pas de ressources en personnel supplémentaires pour ces fonctions. Les administrateurs accomplissent des audits et fournissent des services d'appui pour répondre aux besoins spécifiques des différentes sections au sein de la Cour. Le nombre de demandes et de services d'appui ponctuels a sensiblement augmenté au cours des trois dernières années et représente environ entre 30 et 40 pour cent des ressources en temps. Un agent des services généraux est chargé d'accomplir les tâches administratives du Bureau, et a fourni des services d'appui de plus en plus importants dans le cadre du suivi des audits et de l'assistance pour exécuter le plan d'audit.

497. La Cour a mis en place un progiciel de gestion intégré permettant de gérer l'ensemble des opérations de la Cour et d'autres systèmes d'information pour répondre à des besoins spécifiques. Le Bureau de l'audit interne ne dispose pas de compétences suffisantes en termes de systèmes d'informations pour couvrir les questions liées aux technologies de l'information et des communications et à la sécurité de l'information. Par conséquent, le directeur du Bureau de l'audit interne demande un poste permanent de 12 mois (P-3). Cette demande bénéficie de l'appui des commissaires aux comptes et des membres du Comité d'audit.

Ressources hors personnel

Formation

498. Dépense renouvelable. Les dépenses liées à la formation prévues pour 2013 sont semblables aux dépenses figurant dans le budget approuvé pour 2012. Le plan de formation pour les fonctionnaires du Bureau de l'audit interne prévoit une formation de trois jours en Europe sur un sujet relatif à l'audit pour chaque fonctionnaire, en fonction du plan d'audit et des besoins individuels en matière d'évolution de carrière. Le prix des formations varie entre 2 500 euros et 5 000 euros par fonctionnaire, en fonction du sujet et du nombre de jours prévu (trois jours étant une moyenne).

499. La Réunion des représentants des services de vérification interne des comptes, également organisée par des organisations internationales européennes, qui dure deux jours et à laquelle le directeur de l'audit interne participe chaque année, est également prévue dans les dépenses de formation.

500. La formation continue est un critère pour les vérificateurs aux comptes internes : conformément à la norme 1230 de l'Institut de l'audit interne, « [TRADUCTION] *Les vérificateurs aux comptes internes renforcent leurs connaissances, leurs compétences et autres capacités grâce à la formation professionnelle continue* ». Les vérificateurs agréés doivent suivre 40 heures de formation par an afin d'assurer la validité de leur titre.

Ressources liées aux situations

Voyages

501. Dépense renouvelable. Hormis un voyage en Europe pour rencontrer les vérificateurs d'autres organisations internationales, tous les déplacements s'effectuent vers les bureaux extérieurs. La planification des déplacements vers les bureaux extérieurs est programmée en fonction du plan d'audit, qui est généralement préparé après la présentation du budget. Le plan est établi de manière à garantir une mission par an dans chacun des bureaux les plus importants en fonction des activités de la Cour (il s'agit actuellement de Kinshasa, Bangui, Nairobi et Abidjan).

502. Pour 2013, le projet de budget pour les voyages enregistre une réduction de près de 60 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2012.

Tableau 97 : Indicateurs de la charge de travail du Bureau de l'audit interne

	<i>Charge de travail en 2008 en nombre de jours</i>	<i>Ressources en 2011 et 2012 après réaffectation en fonction du volume de travail</i>	<i>Charge de travail en 2013 en nombre de jours</i>	<i>Variation 2013-2008</i>
Gestion du Bureau	30	50	50	20
Gestion administrative	110	40	110	0
Plan d'audit et analyse des risques	20	30	30	10
Supervision des audits	80	45	80	0
Activités de vérification des audits	480	315	600	120
Assistance pour l'audit	30	105	40	10
Suivi de l'exécution des recommandations de l'audit	0	25	40	40
Méthodologie, développement d'outils, directives sur les pratiques d'audit	5	15	20	15
Organisation de réunions du Comité d'audit	10	30	30	20
Gestion de projets ad hoc impliquant des consultants	0	60	60	60
Contribution aux projets de la Cour	0	40	30	40
Conseils et soutien dans le cadre des activités de la Cour	10	20	20	10
	775	775	1 110	335
				43%

Tableau 98 : Sous-programme 3760 : Budget proposé pour 2013

		Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
3760 Bureau de l'audit interne												
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Fonds Total imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs					387,6		387,6	500,4		500,4	112,8	29,1
Agents des services généraux					63,0		63,0	63,2		63,2	0,2	0,3
Total partiel (fonctionnaires)	426,3		426,3	426,3	450,6		450,6	563,6		563,6	113,0	25,1
Personnel temporaire	11,2		11,2	11,2								
Personnel temporaire pour les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants	69,7		69,7	69,7	72,9		72,9	72,0		72,0	-0,9	-1,2
Total partiel (autre personnel)	80,9		80,9	80,9	72,9		72,9	72,0		72,0	-0,9	-1,2
Voyages		4,7	4,7	4,7	2,4	26,3	28,7	1,4	10,5	11,9	-16,8	-58,5
Représentation												
Services contractuels	0,4		0,4	0,4	19,4		19,4				-19,4	-100,0
Formation	18,7		18,7	18,7	21,6		21,6	19,3		19,3	-2,3	-10,6
Frais généraux de fonctionnement	2,4		2,4	2,4								
Fournitures et accessoires												
Matériel, dont mobilier												
Total partiel (hors personnel)	21,5	4,7	26,2	26,2	43,4	26,3	69,7	20,7	10,5	31,2	-38,5	-55,2
Total	528,7	4,7	533,4	533,4	566,9	26,3	593,2	656,3	10,5	666,8	73,6	12,4
Participation à l'entretien	11,0		11,0	11,0	12,1		12,1	13,9		13,9	1,8	14,9

Tableau 99 : Sous-programme 3760 : Effectif proposé pour 2013

										Total administrat eurs et fonctionnair es de rang supérieur	SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionn aires
Bureau de l'audit interne		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base				1		1	1			3		1	4
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel				1		1	1			3		1	4
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base							1			1			1
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel							1			1			1
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base													
	Effectif lié aux situations													
	Total partiel													
Total					1		1	2			4		1	5

d) Sous-programme 3770 : Bureau du Greffe pour les locaux permanents**Ressources en personnel****Ressources de base***Gestion du projet (projet de l'utilisateur)*

503. Un directeur de projet (P-5) et un administrateur adjoint du projet (P-2) (dépense renouvelable).

504. Le directeur de projet dirige le projet des locaux permanents et est membre du Conseil du projet. En tant qu'acteur principal assurant la liaison entre le projet et l'utilisateur, il sert de point de contact au sein de la Cour concernant le projet. À ce titre, il représente la Cour au Conseil du projet, coordonne le projet au sein de la Cour qui en est l'utilisateur, et apporte toutes les contributions nécessaires. Le directeur de projet rend compte de ses activités au Greffier et agit en coopération avec le Conseil du projet. Il bénéficie de l'aide d'un administrateur adjoint du projet et de consultants.

Ressources hors personnel**Ressources de base***Services contractuels*

505. Dépense renouvelable. Appui à l'utilisateur, recours aux consultants concernant le programme de transition. Sans préjudice ou limitation des services fournis par la principale équipe de gestion du projet (placée sous l'autorité du Bureau du directeur de projet de l'Assemblée des États Parties), les services d'appui/de consultants sont nécessaires pour la préparation et la gestion de la transition vers les nouveaux locaux, notamment dans le cadre des sous-projets suivants : le déménagement, la stratégie en matière de sécurité, la stratégie en matière de technologies de l'information et des communications, la gestion des installations, et la préparation de l'Organisation pour l'aménagement des nouveaux locaux. Le budget prévoit le recours aux services de consultants et non à du personnel permanent en raison des différents domaines de compétence et de la flexibilité de la charge de travail.

Frais généraux de fonctionnement

506. Dépense renouvelable. D'importants volumes de dessins techniques à grande échelle doivent être régulièrement imprimés à des fins d'évaluation.

Voyages

507. Dépense renouvelable. Ce poste comprend les frais liés à un déplacement aux fins d'échange de points de vue avec le réseau concernant les projets de construction de la Cour, et deux déplacements pour rencontrer des fournisseurs et ingénieurs.

Tableau 100 : Sous-programme 3770 : Budget proposé pour 2013

3770 Bureau du Greffe pour les locaux permanents	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012			
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						220,4		220,4	233,0		233,0	12,6	5,7
Agents des services généraux													
Total partiel (fonctionnaires)	209,6		209,6		209,6	220,4		220,4	233,0		233,0	12,6	5,7
Personnel temporaire	-6,0		-6,0		-6,0								
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	-6,0		-6,0		-6,0								
Voyages	7,3		7,3		7,3	5,2		5,2	5,8		5,8	0,6	11,5
Représentation													
Services contractuels	164,2		164,2		164,2	194,3		194,3	182,0		182,0	-12,3	-6,3
Formation	2,0		2,0		2,0								
Frais généraux de fonctionnement	2,6		2,6		2,6	5,0		5,0	3,0		3,0	-2,0	-40,0
Fournitures et accessoires	0,1		0,1		0,1								
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)	176,2		176,2		176,2	204,5		204,5	190,8		190,8	-13,7	-6,7
Total	379,8		379,8		379,8	424,9		424,9	423,8		423,8	-1,1	-0,3
Participation à l'entretien	5,5		5,5		5,5	6,1		6,1	5,6		5,6	-0,5	-8,8

Tableau 101 : Sous-programme 3770 : Effectif proposé pour 2013

Bureau du Greffe pour les locaux permanents		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services général	Total fonctionn aires
		SGA	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
	Effectif de base					1			1		2		2
Postes existants	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>					1			1		2		2
Nouveaux postes/postes convertis	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>												
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>												
Total						1			1		2		2

D. Grand programme IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties

Introduction

508. Le Secrétariat apporte à l'Assemblée des États Parties ainsi qu'à son Bureau et à ses organes subsidiaires une assistance administrative et technique dans l'accomplissement des fonctions qui leur incombent en vertu du Statut. Les fonctions qu'il assume au titre des services de conférence sont la planification, l'organisation et la coordination des réunions de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires, ainsi que la réception, la traduction, la reproduction et la distribution de leurs documents, rapports et décisions.

509. Le Secrétariat assiste également l'Assemblée et ses organes subsidiaires sur le fond. Il assure ainsi des services juridiques et des services de secrétariat (rédaction de documents, de rapports et de comptes rendus analytiques) et émet des avis à l'échelon interne sur les questions juridiques et les questions de fond ayant trait aux travaux de l'Assemblée. Il communique par ailleurs des avis sur le Règlement financier et les règles de gestion financière et prête son concours à la rédaction de projets de résolution sur des questions de nature financière et budgétaire.

510. Le projet de budget du Grand programme IV pour 2013 prévoit une augmentation générale de 7,4 pour cent, représentant principalement l'augmentation du coût des voyages des nouveaux membres du Comité du budget et des finances, la traduction des documents de session et de pré-session soumis à l'examen du Comité et les voyages du Président, qui exerce ses fonctions à temps complet. Le Secrétariat va continuer de s'efforcer de réduire ses dépenses globales en instaurant de nouvelles mesures d'économie, notamment pour ce qui est de la traduction et de la reproduction de la documentation, et en faisant appel à la souplesse que lui accorde l'Assemblée s'agissant de l'affectation de personnel temporaire pour répondre aux besoins à court terme.

Objectifs

1. Organiser des conférences de qualité pour la douzième session de l'Assemblée à La Haye et, également à La Haye, deux sessions du Comité du budget et des finances. De plus, le Secrétariat assure les services de conférence pour un certain nombre d'organes subsidiaires de l'Assemblée, en particulier le Groupe de travail du Bureau à La Haye et le Comité de contrôle des locaux permanents.
2. Permettre à l'Assemblée et à ses organes subsidiaires de s'acquitter plus efficacement de leur mandat en assurant des services et une assistance de qualité, s'agissant notamment d'organiser et de coordonner les services de conférence ; de rédiger, coordonner et communiquer les documents ; de vérifier que les divers organes de la Cour respectent les dispositions régissant l'établissement et l'envoi en temps opportun des documents ; de recenser et d'acquérir les moyens additionnels devant permettre au Secrétariat de s'acquitter de son mandat de manière efficace et économique ; et de veiller à ce que les États Parties bénéficient, en matière de conférences et de documentation, de services qui soient conformes au Statut. Le Secrétariat est également chargé d'aider l'Assemblée à atteindre les objectifs énoncés dans son Plan d'action.
3. Effectuer des recherches et des analyses sur l'application et l'interprétation des dispositions du Statut relatives à l'Assemblée et à ses organes subsidiaires.
4. Assurer une diffusion effective de la documentation et des informations, notamment via Internet, auprès des États Parties et des autres organisations intéressées.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Objectif visé en 2013</i>
Objectif 1 - La conférence se tient comme prévu.	- Les réunions se déroulent sans à-coups, prennent fin à la date et à l'heure prévues et donnent lieu à l'adoption de rapports - Tous les points de l'ordre du jour sont examinés. - Les participants bénéficient d'une assistance sur le fond et d'une aide logistique lors des réunions, notamment pour ce qui est de l'enregistrement, de la communication des documents et des services linguistiques. - Les participants prenant part aux sessions sont satisfaits des dispositions prises et des informations qui leur sont communiquées.	Sans objet
Objectif 2 - Édition, traduction et diffusion de documents de qualité pour traitement, production et distribution en temps opportun.	- Les États bénéficient de services de conférence de qualité, notamment l'édition, la traduction et la distribution en temps opportun de documents dans quatre langues officielles ⁶³ , et sont satisfaits de ces services qui les aident à s'acquitter de leurs fonctions. - Les États bénéficient de l'assistance requise, notamment en ce qui concerne la communication d'informations et de documents concernant l'Assemblée et la Cour.	Sans objet
Objectif 3 - Des avis juridiques de qualité sont communiqués à l'Assemblée et à ses organes subsidiaires.	- Les États bénéficient, notamment sous la forme de documents, de services juridiques qui facilitent et appuient leurs travaux. - Les membres de l'Assemblée et des organes subsidiaires sont satisfaits du déroulement des sessions.	Sans objet
Objectif 4 - Diffusion effective de documents et d'informations, notamment via Internet, auprès des États Parties.	- Utilisation fréquente du site Internet de la Cour et des réseaux Extranet de l'Assemblée des États Parties, du CBF et du Comité de contrôle. - Accès rapide aux informations et aux documents.	Sans objet

Ressources en personnel

Ressources de base

Personnel temporaire

511. *Un juriste adjoint de 1^{re} classe de la classe P-2* (dépense renouvelable ; à cheval sur 2012). La charge de travail que représente l'assistance fonctionnelle que le Secrétariat prête à l'Assemblée et à ses organes subsidiaires s'est considérablement accrue depuis sa création en 2004. De nouveaux organes ont en effet été créés qui n'avaient jamais été envisagés dans la structure initiale prévue par la Commission préparatoire en 2003 ; le nombre de réunions tenues par ces organes a lui aussi augmenté, bien au-delà de toute attente. Au nombre de ces organes figurent le Bureau, accompagné de ses Groupes de travail de La Haye et de New York, ainsi que le Comité de contrôle des locaux permanents. De plus, les sessions du Comité du budget et des finances durent de plus en plus longtemps. Il convient de relever que tout en étant basé à La Haye, le Secrétariat assure une assistance fonctionnelle à la Présidence de l'Assemblée, au Bureau et à son Groupe de travail de New York, dans le cadre de l'établissement des documents avant et après la session. Ce poste permet au Secrétariat de mieux appuyer l'Assemblée et ses organes subsidiaires.

512. *Un assistant chargé du développement web* (catégorie des agents des services généraux, autre classe) (dépense renouvelable ; à cheval sur 2012). Ce poste permettrait au Secrétariat de continuer d'afficher sur le site web documents, articles et publications, de gérer un Extranet pour l'Assemblée, le Comité du budget et des finances et le Comité de contrôle et d'afficher en temps opportun l'information concernant les élections, l'évolution des questions relatives à la complémentarité, les communiqués de presse, etc.

⁶³ Depuis 2009, les documents officiels de l'Assemblée sont publiés uniquement dans quatre des langues officielles: anglais, arabe, espagnol et français.

513. *Un poste d'assistant spécial de la classe P-2 auprès du Président* (dépense renouvelable ; à cheval sur 2012). Les activités du Président de l'Assemblée que le titulaire de ce poste aide à appuyer se sont multipliées. L'assistance prêtée au nouveau Président et au nouveau Bureau pour l'exercice triennal 2011-2014 rend ce poste indispensable, vu que le Président ne peut mobiliser les ressources de sa Mission auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le titulaire apporte une aide au Président, s'agissant notamment de traiter les questions relatives à l'Assemblée au Siège des Nations Unies, d'être en liaison régulière avec les États dotés du statut d'observateur pour promouvoir le caractère universel du Statut de Rome, d'établir des communications officielles telles que notes verbales, correspondance, mémoires, notes d'allocution et d'information, etc. Il prête de plus un appui fonctionnel au Bureau et au Groupe de travail de New York, ainsi qu'aux sessions de l'Assemblée, sous la direction du Secrétariat de l'Assemblée. C'est le Bureau de liaison qui continuerait d'assurer l'assistance technique au Bureau et aux organes subsidiaires de l'Assemblée basés à New York.

514. *Assistants spéciaux* (dépense renouvelable ; à cheval sur 2012). Le Secrétariat va avoir besoin d'assistants spéciaux pendant les mois précédant la session annuelle de l'Assemblée et durant celle-ci. Les assistants spéciaux prêteront assistance au Directeur pour tous les aspects logistiques des réunions de l'Assemblée, y compris le calcul du nombre de salles et du matériel requis, l'enregistrement des délégations et des représentants d'ONG et la communication avec les délégués.

515. *Personnel d'assistance informatique* (dépense renouvelable depuis 2012). Du personnel est demandé (agents des services généraux, autre classe) pour aider les équipes de traducteurs recrutées pour la session de l'Assemblée, et pour veiller à ce que la session annuelle de l'Assemblée soit équipée en matériel et en logiciels de la Cour, installés sur les lieux de la session, et pour veiller à ce qu'il y ait du personnel disponible pour résoudre tout problème qui pourrait se poser.

516. *Juristes* (dépense renouvelable depuis 2012). Un juriste principal (de la classe P-5) et un juriste (de la classe P-4) assurent des services de secrétariat à l'Assemblée et à ses groupes de travail (établissement de documents avant et pendant la session et de projets de rapport) pendant un nombre limité de jours ; ce personnel supplémentaire vient compléter le personnel de base du Secrétariat, constitué de deux juristes.

Tableau 102 : Réunions officielles dont le Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties assure le secrétariat

	2010	2011
Bureau	21	19
Groupe de travail de La Haye	46	88
Groupe de travail de New York	17	28
Comité de contrôle	32	23
Total	116	158

517. En 2013, le Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties s'attend à un volume de documents comparable à celui de 2012. L'établissement des documents demande l'édition, la traduction et la révision des documents officiels de l'Assemblée des États Parties et du Comité du budget et des finances.⁶⁴ En ETP, il faut pour la traduction et l'édition deux personnes par langue (un traducteur et un réviseur).⁶⁵ Le Secrétariat va continuer de s'efforcer de travailler de manière plus économique, notamment en externalisant les traductions.

⁶⁴ *Documents officiels ...septième session ... 2008* (ICC-ASP/7/20), volume II, partie B.2, paragraphe 96.

⁶⁵ La publication en temps opportun des documents officiels par le Secrétariat de l'Assemblée est tributaire de la soumission régulière et ordonnée dans le temps des projets de documents, conformément au calendrier annuel établi par le Secrétariat, en application du Manuel de procédures adopté par le Bureau de l'Assemblée.

Tableau 103: Indicateurs de la charge de travail pour le Secrétariat des États Parties

<i>Poste de dépenses</i>	<i>Nombre de pages en 2011⁽¹⁾</i>	<i>Nombre de pages prévues en 2012</i>	<i>Augmentation prévue en 2012 en %</i>	<i>Nombre de pages prévues en 2013</i>	<i>Augmentation prévue en 2013 en %</i>	<i>Nombre d'ETP⁽²⁾ en 2012</i>	<i>Nombre d'ETP⁽²⁾ en 2013</i>
Documents officiels et autres documents reçus en anglais pour édition, traduction et/ou révision	3 704	4 521	22,1	4 521	0,0	0	0
Documents officiels et autres documents édités, révisés et/ou traduits dans trois des autres langues officielles (arabe, espagnol, français) ⁽³⁾	6 042	6 603	9,3	6 603	0,0	8	8
Autres publications ⁽⁴⁾ (en anglais) éditées, traduites et/ou révisées	184	184	0,0	184	0,0	-	-
Autres publications ⁽⁴⁾ éditées, révisées et/ou traduites en trois langues (arabe, espagnol, français)	552	552	0,0	552	0,0	-	-
Total	10 482	11 860	13,1	11 860	0,0	8	8

⁽¹⁾ Une page type compte 300 mots.

⁽²⁾ Un traducteur et un réviseur par langue en juillet/août et novembre/décembre de chaque année. Entre janvier et juillet, le Secrétariat a recours à l'externalisation.

⁽³⁾ Depuis 2009, les documents officiels sont traduits uniquement en arabe, en espagnol et en français.⁶⁶

⁽⁴⁾ Outre les documents de session et les documents officiels, un certain nombre de travaux ont été prévus et ont fait l'objet d'une publication : les plaquettes pour le séminaire consacré au Plan d'action ; la Sélection de documents fondamentaux relatifs à la Cour pénale internationale ; la lettre d'information de l'Assemblée ; la fiche d'information sur l'Assemblée.

Personnel temporaire pour les réunions

518. La diminution de 17,4 pour cent du budget proposé pour le personnel temporaire pour les réunions par rapport au budget approuvé pour 2012 s'explique par les mesures d'économie prises par le Secrétariat. Le recrutement de personnel temporaire s'impose pour enregistrer les délégués, établir et distribuer les laissez-passer, photocopier et distribuer la volumineuse documentation, etc. et, d'une manière générale, faciliter la participation des délégués à la session tenue à La Haye.

Heures supplémentaires

519. A droit au paiement d'heures supplémentaires le personnel de la catégorie des services généraux recruté pour des périodes de courte durée pour prêter l'assistance décrite au paragraphe 516 ci-dessus, car il est appelé à travailler au-delà des horaires normaux, y compris les weekends, pendant la session de l'Assemblée et les sessions du Comité et dans le contexte de ces sessions.

Ressources hors personnel

Ressources de base

Voyages

520. Le budget afférent aux voyages concerne les voyages des membres du Comité du budget et des finances qui doivent se rendre à leurs sessions, y compris les voyages des nouveaux membres élus en décembre 2011, qui viennent de plus loin que leurs homologues précédents et les voyages envisagés pour les membres du Comité se rendant à des réunions avec le Groupe de travail de La Haye ou des responsables de la Cour. Les crédits demandés concernent également les voyages du bureau du Président de l'Assemblée, y compris pour des visites plus nombreuses au siège de la Cour, ainsi que pour des voyages à Addis-Abeba et dans d'autres pays africains.

⁶⁶ Documents officiels ... septième session ... 2008 (ICC-ASP/7/20), volume I, partie III, ICC-ASP/7/Res.6 et ICC-ASP/7/Res.7.

Représentation

521. Les dépenses au titre de ce poste se limitent aux consommations offertes à l'occasion des réunions du Groupe de travail de La Haye, et aux frais encourus lors des retraites organisées par le Président de l'Assemblée à l'intention de diplomates et de fonctionnaires de rang supérieur de la Cour.

Formation

522. Des formations sont organisées pour tenir à jour les compétences du personnel dans leurs domaines d'activité respectifs.

Frais généraux de fonctionnement

523. Ces crédits couvrent les frais d'envoi de documents, de notes verbales et de publications aux Etats Parties et aux membres du Comité et, à l'occasion, à des séminaires dans l'optique de promouvoir le caractère universel du Statut de Rome, par courrier ordinaire, courrier recommandé ou service de messagerie.

Fournitures et accessoires

524. Ce poste budgétaire couvre les dépenses afférentes aux fournitures de bureau utilisées par le personnel du Secrétariat (papeterie, cartouches d'imprimante, stylos, blocs-memo, dossiers, etc.), y compris les articles de papeterie utilisés pour les deux sessions du Comité et la session annuelle de l'Assemblée, ainsi que pour les sessions ordinaires du Groupe de travail de La Haye.

Mobilier et matériel

525. Le Secrétariat a réussi à introduire des mesures d'économie en remettant une clef USB aux délégués assistant à la session de l'Assemblée. Y sont regroupés les documents officiels de pré-session dans les langues officielles, permettant ainsi une économie de quelque 60 000 euros par rapport au coût que représenteraient l'impression, le transport, l'entreposage et la distribution de ces documents sur support papier.

Services contractuels

526. Les services contractuels ont principalement trait au coût de l'organisation de la douzième session de l'Assemblée à La Haye, y compris le coût de la traduction et de l'impression de la documentation. Les crédits demandés au titre de ce poste dans le projet de budget pour 2013 sont comparables aux crédits approuvés en 2012.

Tableau 104 : Grand programme IV : Budget proposé pour 2013

Programme IV Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012			
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						545,0		545,0	605,7		605,7	60,7	11,1
Agents des services généraux						275,4		275,4	285,1		285,1	9,7	3,5
Total partiel (fonctionnaires)	686,7		686,7		686,7	820,4		820,4	890,8		890,8	70,4	8,6
Personnel temporaire	278,5		278,5		278,5	427,7		427,7	528,9		528,9	101,2	23,7
Personnel temporaire pour les réunions	553,0		553,0		553,0	557,2		557,2	460,0		460,0	-97,2	-17,4
Heures supplémentaires	24,8		24,8		24,8	38,0		38,0	38,0		38,0		
Consultants	39,5		39,5		39,5								
Total partiel (autre personnel)	895,8		895,8		895,8	1 022,9		1 022,9	1 026,9		1 026,9	4,0	0,4
Voyages	298,5		298,5		298,5	182,9		182,9	293,8		293,8	110,9	60,6
Représentation	20,6		20,6		20,6	5,0		5,0	25,0		25,0	20,0	400,0
Services contractuels	696,9		696,9		696,9	693,0		693,0	693,0		693,0		
Formation						9,0		9,0	9,9		9,9	0,9	10,0
Frais généraux de fonctionnement	40,1		40,1		40,1	24,4		24,4	24,4		24,4		
Fournitures et accessoires	14,4		14,4		14,4	14,7		14,7	14,7		14,7		
Matériel, dont mobilier	0,5		0,5		0,5	5,0		5,0	5,0		5,0		
Total partiel (hors personnel)	1 071,0		1 071,0		1 071,0	934,0		934,0	1 065,8		1 065,8	131,8	14,1
Total	2 653,5		2 653,5		2 653,5	2 777,3		2 777,3	2 983,5		2 983,5	206,2	7,4
Participation à l'entretien	24,8		24,8		24,8	27,2		27,2	33,4		33,4	6,2	22,7

Tableau 105 : Grand programme IV : Effectifs proposé pour 2013

Secrétariat de l'Assemblée des États Parties		Total administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généralistes	Total fonctionnaires
		SGA	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
Postes existants	Effectif de base				1	1	1	1	1		5	2	4
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>				1	1	1	1	1		5	2	4
Nouveaux postes/ postes convertis	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>												
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base												
	Effectif lié aux situations												
	<i>Total partiel</i>												
Total					1	1	1	1	1		5	2	4

E. Grand programme V : Locaux provisoires

527. À l'origine, le Grand programme V a été intégré dans le projet de budget de la Cour pour 2005 afin de fournir aux parties prenantes un aperçu clair des ressources nécessaires à la Cour pour disposer de locaux adaptés lui permettant de mener à bien ses opérations.⁶⁷ L'occupation des locaux provisoires devait, à l'origine, durer jusqu'en 2009, comme l'indique le projet de budget pour 2005 : « Étant donné le calendrier envisagé pour la construction de son siège permanent, il est prévu qu'elle restera dans ces locaux provisoires au moins jusqu'en 2008 ou 2009. »⁶⁸ Par conséquent, une fois que tous les investissements de départ avaient été réalisés, le Grand programme V avait été annulé en 2009 et les dépenses d'entretien avaient été intégrées dans les frais généraux de fonctionnement de la Cour à la ligne budgétaire Section des services généraux (Sous-programme 3250).

528. Le bail pour les locaux provisoires ayant été prolongé jusqu'en 2016, il est apparu à nouveau nécessaire de fournir aux parties prenantes un aperçu clair des ressources nécessaires à la Cour pour disposer de ces locaux. Les nouveaux coûts liés à la location et à l'entretien à la charge auparavant de l'État hôte vont devoir être engagés chaque année jusqu'à ce que la Cour déménage dans les locaux permanents. La Cour estime que le fait de faire apparaître ces coûts dans un grand programme spécifique va assurer la transparence dans le budget ordinaire, et que cela est conforme à l'approche adoptée dans le cadre du GPVII-1 (Bureau du Directeur de projet).

Programme 5100 : Locaux provisoires

Introduction

529. Sans locaux adaptés, la Cour ne peut fonctionner correctement. Le programme Locaux provisoires est, par conséquent, étroitement lié et a une influence importante sur l'ensemble des objectifs stratégiques de la Cour.

Objectifs

1. Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règlements lorsqu'il le faut pour garantir des droits ou limiter les risques au maximum (objectif stratégique 8)
2. Tenir à jour et renforcer plus encore le système pour traiter l'ensemble des risques en matière de sécurité, en s'efforçant d'assurer à tous les participants une sécurité maximum en conformité avec le Statut de Rome (objectif stratégique 2)

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Objectif visé pour 2013</i>
Objectif 1		
Les pratiques habituelles appliquées par les organisations internationales doivent être suivies par 100 pour cent du personnel exerçant dans ses bureaux.	Rapport du nombre de fonctionnaires dont les conditions de travail respectent les normes internationales au nombre total de fonctionnaires.	100 %
95 pour cent de l'ensemble des nouveaux besoins en matière de logement de la Cour sont satisfaits dans le respect des délais et des montants convenus.	Rapport du nombre de besoins satisfaits en matière de logement au nombre total de demandes dans ce domaine.	95 %

Ressources de base

Loyer et maintenance des locaux provisoires

530. Ce poste budgétaire est intégré pour la première fois dans le projet de budget pour 2013. Les chiffres estimés sont fournis par l'Agence des bâtiments publics du Gouvernement néerlandais (RGD). Le montant total des dépenses qui étaient auparavant prises en charge par l'État hôte et qui, à présent, incombent à la Cour, s'élève à 6 021 438 euros par an.

⁶⁷ Documents officiels ... Troisième session ... 2004 (ICC-ASP/3/25), partie II.A.2, paragraphes 22-24.

⁶⁸ Ibid., partie II.A.7, paragraphe 487.

Tableau 106 : Ventilation des coûts estimatifs pour 2013, sur la base des chiffres de 2012

	<i>Chiffres 2012</i>
Loyer d'ARC-A et C	2 799 352
Loyer de HAAGSE VESTE 1	1 678 000
Loyer de REGULUSWEG	12 005
SATURNUSSTR. 20, aires de stationnement et d'entreposage	318 223
Loyer du terrain de MAANWEG	33 030
Loyer du terrain de WEGASTRAAT	44 500
Maintenance de l'ARC sur la base de l'expérience	400 000
Maintenance de HV 1 sur la base de l'expérience	350 000
Maintenance/Services publics pour l'entrepôt, estimation	150 000
Dépenses d'administration estimées (RGD)	138 626
Total	5 923 736
Inflation estimée à 2 %	97 702
Total estimatif pour le loyer et les coûts afférents	6 021 438

531. Comme l'a expliqué la Cour en décembre 2011, dans son Rapport de la Cour au Bureau sur les négociations concernant le bail des locaux provisoires de la Cour pénale internationale : « Le fait que le RGD soit titulaire du bail pour le compte de la Cour entraîne un coût d'administration de 117 682 euros, lequel est cependant sans doute compensé par les économies sur les dépenses que la Cour devrait autrement encourir si elle louait directement au propriétaire l'espace qu'elle occupe dans le bâtiment du *Haagse Arc*. »

Tableau 107 : Grand programme V : Budget proposé pour 2013

5100	<i>Dépenses 2011 (milliers d'euros)</i>		<i>Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)</i>		<i>Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)</i>		<i>Variation 2013/2012</i>		
	<i>Location et entretien (locaux provisoires)</i>	<i>Ressources liées aux de base situations</i>	<i>Total Fonds imprévus</i>	<i>Ressources liées aux de base situations</i>	<i>Ressources liées aux de base situations</i>	<i>Total</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	
Administrateurs									
Agents des services généraux									
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>									
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pendant les réunions									
Heures supplémentaires									
Consultants									
<i>Total partiel (autre personnel)</i>									
Voyages									
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement						6 021,4	6 021,4	6 021,4	
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>						6 021,4	6 021,4	6 021,4	
Total						6 021,4	6 021,4	6 021,4	

F. Grand programme VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes

Introduction & Objectifs

532. Le Fonds au profit des victimes (ci-après dénommé « le Fonds ») soutient les activités prenant en charge le préjudice découlant des crimes relevant de la compétence de la Cour en aidant les victimes à retrouver une vie digne et à prendre part à la vie de leur communauté. Sa mission est double : 1) administrer l'indemnisation des victimes lorsque la Cour a rendu une ordonnance en ce sens contre la personne reconnue coupable,⁶⁹ et 2) mobiliser d'autres ressources au profit des victimes, sous réserve des dispositions de l'article 79 du Statut de Rome.⁷⁰ Ce double mandat représente un appui aux victimes du crime de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis depuis le 1^{er} juillet 2002.⁷¹

533. Pour 2013, les principales priorités du Fonds sont les suivantes : améliorer la mobilisation des ressources et la collecte de fonds, renforcer le système SAP de gestion des subventions (qui aidera à établir les rapports financiers), évaluer et multiplier les activités en République démocratique du Congo, dans le nord de l'Ouganda, et en République centrafricaine dans le cadre de l'élaboration des programmes-cadres nationaux et des stratégies de transition, analyser et diffuser les résultats des études d'impact sur les victimes, se préparer à appliquer les réparations ordonnées par la Cour, et procéder à des évaluations des activités dans d'autres pays de situation de la CPI, dont éventuellement le Kenya et la Côte d'Ivoire.

534. Étant donné que l'élargissement des activités à de nouvelles situations augmentera la charge de travail d'un Secrétariat restreint, un appui est nécessaire pour garantir une capacité suffisante au sein du secrétariat du Fonds afin de gérer et de mettre en œuvre ces nouvelles priorités, et préserver l'impact et l'efficacité des programmes en RCA, RDC et au nord de l'Ouganda.

535. Lors de la réunion annuelle du Conseil de direction du Fonds en mars 2012, le Conseil a approuvé le processus d'élaboration d'un Plan stratégique du Fonds au profit des victimes pour la période 2013-2016. Ce plan sera soumis à l'approbation du Conseil lors de sa réunion de mars 2013. Jusqu'à cette date, toute formulation des objectifs stratégiques du Fonds pour 2013 n'est que purement indicative. Lors de la réunion de mars 2012, le Conseil a également approuvé l'approche proposée par le Secrétariat pour le Grand programme VI du budget pour 2013. Cette approche a inclus des indications préliminaires concernant trois objectifs généraux : (i) impact et résultats sur la base du mandat ; (ii) plus grande visibilité institutionnelle et (iii) viabilité financière (contributions escomptées et volontaires). Il est possible de faire le lien entre ces objectifs et ceux de la Cour de la façon suivante :

Tableau 108 : Objectifs du Fonds au profit des victimes

<i>Objectifs du Fonds (GP VI du budget 2013)</i>	<i>Objectifs stratégiques de la CPI</i>
Impact et résultats sur la base du mandat (assistance et réparations)	Une justice de qualité (n° 2, 3)
Plus grande reconnaissance et visibilité institutionnelle	Une institution reconnue bénéficiant d'un appui adéquat (n° 4, 6, 7)
Viabilité financière (Secrétariat ; contributions volontaires ; réparations, amendes et biens confisqués)	Un modèle d'administration publique (n° 8, 9, 10)

536. Les objectifs du Fonds illustrent l'importance stratégique croissante qu'ont pour le Conseil la bonne exécution en matière de gestion et de programme, la visibilité, la reconnaissance et la viabilité financière, le but étant de poursuivre le développement du Fonds et d'en faire une institution mature et réceptive dans le cadre du Statut de Rome, conformément au souhait des États Parties. Bien que les stratégies de la Cour et du Fonds

⁶⁹ Règle 98 (2), (3) et (4) du Règlement de procédure et de preuve.

⁷⁰ Règle 98 (5) du Règlement de procédure et de preuve. Pour un complément d'information sur le fondement juridique du Fonds, voir <http://trustfundforvictims.org/legal-basis>.

⁷¹ Ainsi que définis aux articles 6, 7 et 8 du Statut de Rome.

soient liées, les objectifs du Fonds sont spécifiques à son double mandat, celui d'apporter assistance et d'administrer l'indemnisation des victimes relevant de la compétence de la Cour, et à son cadre institutionnel. Cela inclut le fait que l'appui du Fonds aux victimes relevant de la compétence de la Cour n'est pas financé par les contributions escomptées, mais principalement par les contributions volontaires ainsi que, dans le cas d'une procédure de réparations, par les ordonnances de réparations, les amendes et les biens confisqués.

Tableau 109 : Réalisations escomptées et indicateurs de performance

<i>Objectif du Fonds</i>	<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de performance / objectif visé</i>	<i>Observations</i>
Impact et résultats sur la base du mandat (assistance et réparations)	Mandat d'assistance : reproduire, multiplier et réduire les interventions du Fonds	Le Fonds met en œuvre efficacement des programmes d'assistance dans 3-4 pays de situation, au profit de 100 000 victimes directes environ	Développement en fonction du renforcement du Fonds et du montant des contributions volontaires
	Mandat de réparations : initiation et élaboration effective et application des réparations	Le Fonds élabore et met en œuvre des programmes de réparations dans le cadre d'1-2 affaires	En fonction du résultat des procédures judiciaires, dont la phase de réparation et l'éventuelle procédure d'appel dans les affaires Lubanga, Katanga / Ngudjolo Chui et Bemba
Plus grande reconnaissance et visibilité institutionnelle	Le Fonds se démarque et est considéré comme un instrument efficace pour rendre une justice réparatrice dans le cadre du droit pénal international	Le Fonds est cité dans la sphère publique (médias, conférences) de façon positive et constructive [objectif qualitatif]	La capacité du Fonds à se faire connaître est limitée
		Les résultats des études d'impact (mandats d'assistance et de réparations) montrent que les victimes et leurs communautés ont une opinion favorable [objectif qualitatif]	En fonction de la disponibilité des ressources pour mener à bien des études d'impact
		Le Fonds bénéficie des dons en nature et de partenariats (public, société civile, secteur privé) permettant d'assurer sa visibilité	
Viabilité financière	Le financement de la capacité de base du Fonds est suffisant grâce aux contributions escomptées	Préservation de la capacité existante, capacité administrative (financière) supplémentaire garantie	Le fait de ne pas parvenir à cet objectif débouchera sur une surcharge pour le Fonds – ou la non-satisfaction des fonctions principales du Fonds – compte tenu des demandes relatives aux mandats concernant l'assistance et les réparations
		Contributions volontaires : les sommes versées par les États sont consolidées ; diversification auprès de donateurs privés	En fonction des perspectives financières et économiques des principaux donateurs
		Le Fonds reçoit des dons privés de la part d'institutions et de particuliers	En fonction de la capacité du Fonds à développer un plan marketing et un programme de collecte de fonds au-delà des capacités existantes
		Le Fonds bénéficie de dons en nature et de partenariats (public, société civile, secteur privé) permettant de soutenir son plan marketing et son programme de collecte de fonds	
	Résultats optimisés à partir des réparations, des amendes et des biens confisqués aux fins d'appliquer les réparations ordonnées par la Cour	Ce type de revenus est considéré comme un élément essentiel pour le financement des réparations ordonnées par la Cour ; et le Fonds est intégré au sein du protocole de la Cour concernant la confiscation et le gel des avoirs	En fonction de la capacité de la Cour – en coopération avec les États Parties – à saisir, geler les avoirs pour appliquer les ordonnances de réparations ; et à collecter les amendes auprès des personnes condamnées

Justification

537. À ce jour, le Secrétariat du Fonds n'est que partiellement en mesure de répondre efficacement aux objectifs susmentionnés. La mise en œuvre du double mandat, notamment celui de réparations en 2012-2013, grève déjà la capacité actuelle du Secrétariat, qui continue à souffrir du manque de ressources nécessaires pour faire face aux processus administratif/financier. Les postes permanents et les postes temporaires alloués au Fonds ne tiennent pas compte de la volonté d'optimiser la visibilité et la collecte de fonds et des lignes budgétaires hors personnel devraient être affectées à cet objectif. À long (moyen) terme, le Secrétariat du Fonds va avoir besoin de ressources dans la catégorie des administrateurs pour répondre aux besoins susmentionnés et continuer à renforcer sa capacité de gestion financière, ce qui permettra au Fonds de faire face aux tendances toujours plus complexes en matière de dépenses et de recettes, et renforcer sa capacité à élaborer et à mettre en œuvre les ordonnances de réparations dans différentes situations examinées par la Cour.

538. Les hypothèses budgétaires relatives aux activités du Secrétariat du Fonds pour 2013 sont les suivantes : poursuite du financement des programmes dans le cadre du *mandat d'assistance* dans le nord de l'Ouganda, en RDC et en République centrafricaine. Compte tenu de l'incertitude à court terme des versements des contributions volontaires au Fonds, il n'est pas prévu de procéder à des activités dans le cadre du mandat d'assistance dans d'autres pays de situation et, par conséquent, ces activités n'ont pas été intégrées dans le Grand programme VI du budget pour 2013. Bien que le *mandat de réparations* ne soit activé qu'à compter de 2013, il est à l'heure actuelle, difficile de prévoir la nature et l'envergure des activités afférentes à ce mandat. Par conséquent, bien que le Fonds ait évalué provisoirement le coût de ces activités (notamment les frais de voyages et de consultants), ces dépenses n'ont pas été intégrées au budget pour 2013. Qu'il s'agisse du mandat d'assistance ou du mandat de réparations, le Fonds part du principe que le Greffe compte maintenir la structure nécessaire sur le terrain, ce qui permettra de fournir un appui adapté en temps opportun.

Ressources en personnel

Ressources de base

Personnel temporaire

539. Dépense renouvelable. Pour répondre aux besoins reconnus de ressources consacrés aux aspects administratifs et financiers au sein du Secrétariat et compte tenu des alternatives budgétaires restreintes, le Fonds a converti en 2012 le poste temporaire d'assistant de terrain (SG autre classe) prévu pour la situation au Kenya en poste temporaire administratif (SG autre classe) à La Haye. Cela va permettre de répondre en partie à l'accroissement de travail administratif, en lien avec les opérations relatives au module SAP de gestion des subventions, à la multiplication des situations relevant du mandat d'assistance et à l'application des réparations ordonnées par la Cour. Ce poste temporaire et le conseiller juridique de classe P-4 sont requis pour appuyer le Directeur exécutif et le Conseil de direction.

Consultants

540. Conseils d'experts sur de nombreuses questions techniques, dont celle de la visibilité du Fonds, la conclusion de partenariats stratégiques et la collecte de fonds, et la gestion des subventions.

Ressources liées aux situations

Personnel temporaire

541. Dépense renouvelable. Les deux assistants sur le terrain en RDC et l'autre poste en République centrafricaine (postes temporaires) jouent un rôle opérationnel important dans l'accompagnement et la supervision des activités réalisées par des partenaires du Fonds conformément aux programmes mis en place.

Consultants

542. Il sera également fait appel à des consultants pour aider le Fonds à mener des activités d'évaluation externe et d'audit concernant des programmes existants, et à procéder à l'identification et au recensement des victimes, comme l'a ordonné la Cour.

Ressources de base*Voyages*

543. Dépense renouvelable. Pour les membres du Conseil de direction, au titre des activités menées de la collecte de fonds et pour des réunions avec les donateurs et les partenaires.

Représentation

544. Dépense renouvelable. Pour les manifestations, les réceptions et les réunions de donateurs visant à donner une plus grande visibilité au Fonds et aux initiatives en faveur de la mobilisation de ressources.

Services contractuels

545. Dépense renouvelable. Les crédits prévus couvrent les dépenses liées à la réunion annuelle du Conseil de direction du Fonds, les honoraires du Commissaire aux comptes, l'impression d'une documentation relative à la communication pour le Conseil de direction, les États Parties et autres parties prenantes, ainsi qu'à l'élaboration d'outils et de moyens pour la sensibilisation, la visibilité et la création de partenariats.

Frais généraux de fonctionnement

546. Dépense renouvelable. Les crédits demandés couvrent les communications et les dépenses accessoires.

Fournitures et accessoires

547. Dépense renouvelable. Fournitures de base et autres articles de bureau à usage unique.

Ressources liées aux situations*Voyages*

548. Dépense renouvelable. Déplacements liés au mandat d'assistance, dont des visites aux projets et partenaires pour appuyer la planification, le suivi, des projets, et l'évaluation et les rapports y afférents.

Services contractuels

549. Dépense renouvelable. Location de voitures dans des régions reculées, impression à l'extérieur de documents dans le cadre des activités de mobilisation de ressources et d'information auprès des victimes. De plus, il faut prévoir l'appui à la gestion des subventions dans le cadre du système SAP en 2013.

Formation

550. Dépense renouvelable. Formation du personnel à l'établissement des rapports sur les projets et programmes en utilisant le logiciel Management Information System (MIS).

Frais généraux de fonctionnement

551. Dépense renouvelable. Pour couvrir les dépenses afférentes à la logistique dans la mesure où le personnel du Fonds opère dans des régions reculées à haut risque où l'infrastructure de base fait défaut ou est insuffisante.

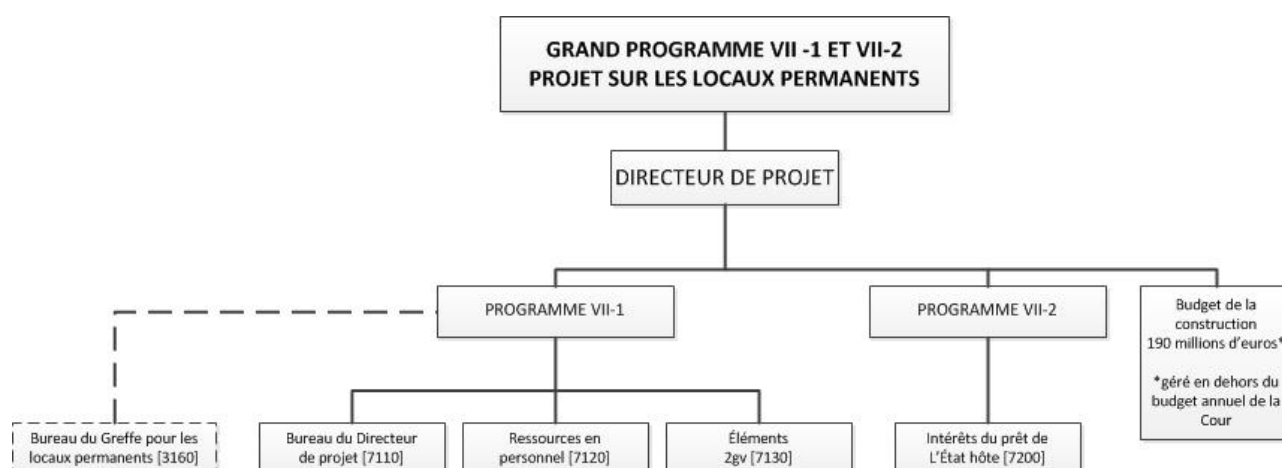
Tableau 110 : Grand programme VI : Budget proposé pour 2013

6100 Secrétariat du Fonds au profit des victimes	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressources de base	liées aux situations	Fonds Total imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	liées aux situations	Total	Ressources de base	liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs					159,0	422,6	581,6	169,1	445,9	615,0	33,4	5,7
Agents des services généraux					60,6	60,6	121,2	63,2	63,2	126,4	5,2	4,3
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	242,2	499,6	741,8	741,8	219,6	483,2	702,8	232,3	509,1	741,4	38,6	5,5
Personnel temporaire	6,7	75,2	81,9	81,9	118,1	71,8	189,9	208,9	68,3	277,2	87,3	46,0
Personnel temporaire pendant les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants		39,9	39,9	39,9	51,0	46,0	97,0	40,0	60,0	100,0	3,0	3,1
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	6,7	115,1	121,8	121,8	169,1	117,8	286,9	248,9	128,3	377,2	90,3	31,5
Voyages	73,1	52,6	125,7	125,7	50,8	177,8	228,6	114,8	153,5	268,3	39,7	17,4
Représentation					2,5		2,5	5,0		5,0	2,5	100,0
Services contractuels	78,6	38,4	117,0	117,0	101,0	67,0	168,0	155,0	50,0	205,0	37,0	22,0
Formation	0,6		0,6	0,6	2,7	24,3	27,0	4,5	22,9	27,4	0,4	1,5
Frais généraux de fonctionnement		4,2	4,2	4,2	5,0	17,0	22,0	5,0	17,0	22,0		
Fournitures et accessoires	2,4		2,4	2,4	2,8		2,8	3,0		3,0	0,2	7,1
Matériel, dont mobilier					10,0		10,0		10,0	10,0		
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	154,7	95,2	249,9	249,9	174,8	286,1	460,9	287,3	253,4	540,7	79,8	17,3
Total	403,6	709,9	1 113,5	1 113,5	563,5	887,1	1 450,6	768,5	890,8	1 659,3	208,7	14,4
Participation à l'entretien	5,5	20,6	26,1	26,1	6,1	20,0	26,1	5,6	19,3	24,9	-1,2	-4,7

Tableau 111 : Grand programme VI : Effectif proposé pour 2013

Secrétariat du Fonds au profit des victimes		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services généraux		Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base				1						1		1	1		2
	Effectif lié à une situation					1		3			4		1	1		5
	<i>Total partiel</i>				1	1		3			5		2	2		7
Nouveaux postes	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>															
Postes réaffectés/ restitués	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>															
Total					1	1		3			5		2	2		7

G. Grands programmes VII-1 et VII-2 : Projet de locaux permanents



552. Afin de cerner de façon claire et transparente tous les coûts relatifs au projet de locaux permanents mais qui ne sont pas directement liés aux dépenses réelles du projet de construction (à savoir le budget de 190 millions d'euros, financé par un prêt contracté auprès de l'État hôte), quatre sous-programmes ont été créés sous l'autorité du Directeur de projet. Trois de ces sous-programmes relèvent du GPVII-1 et l'autre du GPVII-2. Les montants inscrits au budget au titre de chaque sous-programme doivent être approuvés chaque année en fonction des besoins du projet et jusqu'à l'achèvement de celui-ci.

553. Le Grand programme VII-1 est composé de trois sous-programmes, respectivement numérotés 7110, 7120 et 7130.

554. Le sous-programme 7110 comprend le Bureau du Directeur de projet et va se concentrer avant tout, en 2013, sur l'administration et la gestion du contrat de maîtrise d'ouvrage au cours de la phase de construction en cours.

555. Le sous-programme 7120 a trait à la contribution vitale que les sections de la Cour doivent fournir en termes de fonction d'appui à la réalisation du projet, ces sections étant rémunérées en échange de leurs services conformément aux accords conclus avec le Directeur.

556. Le sous-programme 7130 porte essentiellement sur les éléments 2gv, à savoir les coûts liés au projet et non pas à la construction, qui ne font pas partie du budget de construction. Conformément à la décision du Comité de contrôle, à sa huitième réunion, le 6 juillet 2011, lesdits coûts, tout au long de la réalisation du projet, sont soumis chaque année à l'Assemblée, par l'intermédiaire du Comité.

557. Le Grand programme VII-2 est consacré au paiement des intérêts relatifs au prêt de l'État hôte.

558. Le Directeur de projet supervise également le budget de construction, pour un montant total de 190 millions d'euros. Le budget de construction est présenté de façon séparée dans les États financiers de la Cour.

559. Pour avoir un aperçu complet de *tous* les coûts relatifs au projet de locaux permanents, il convient de tenir compte du sous-programme 3160, Bureau du Greffe pour les locaux permanents.

1. Grand programme VII-1

Tableau 112 : Grand programme VII-1 : Budget proposé pour 2013

7100 Bureau du Directeur de projet (locaux permanents)	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012			
	Ressource s de base	Ressource liées aux situations	Fonds Total imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressource liées aux situations	Total	Ressource s de base	Ressource liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs					274,8		274,8	293,8		293,8	19,0	6,9
Agents des services généraux					60,6		60,6	63,2		63,2	2,6	4,3
Total partiel (fonctionnaires)	321,5		321,5	321,5	335,4		335,4	357,0		357,0	21,6	6,4
Personnel temporaire	9,7		9,7	9,7	471,8		471,8				-471,8	-100,0
Personnel temporaire pendant les réunions												
Heures supplémentaires												
Consultants								24,4		24,4	24,4	
Total partiel (autre personnel)	9,7		9,7	9,7	471,8		471,8	24,4		24,4	-447,4	-94,8
Voyages	19,3		19,3	19,3	9,6		9,6	9,7		9,7	0,1	1,0
Représentation	2,8		2,8	2,8	2,5		2,5	5,0		5,0	2,5	100,0
Services contractuels	28,2		28,2	28,2	497,8		497,8	616,3		616,3	118,5	23,8
Formation	3,2		3,2	3,2	3,2		3,2	3,2		3,2		
Frais généraux de fonctionnement					10,0		10,0	2,5		2,5	-7,5	-75,0
Fournitures et accessoires	1,1		1,1	1,1	1,9		1,9	1,5		1,5	-0,4	-21,1
Matériel, dont mobilier	0,6		0,6	0,6	5,0		5,0	4,0		4,0	-1,0	-20,0
Total partiel (hors personnel)	55,2		55,2	55,2	530,0		530,0	642,2		642,2	112,2	21,2
Total	386,4		386,4	386,4	1 337,2		1 337,2	1 023,6		1 023,6	-313,6	-23,5

Tableau 113 : Grand programme VII-1 : Effectif proposé pour 2013

Bureau du Directeur de projet		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services général s	
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1					
Postes existants	Effectif de base				1		1				2		1	1	3
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>				1		1				2		1	1	3
Nouveaux postes / Postes convertis	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base														
	Effectif lié à une situation														
	<i>Total partiel</i>														
Total					1		1				2		1	1	3

(a) Sous-programme 7110 : Bureau du Directeur de projet**Introduction**

560. Le Bureau du Directeur de projet a pour vocation de doter la Cour des locaux permanents dont elle a besoin. En 2009, les activités ont commencé avec le concours d'architecture et le choix des projets retenus. La phase de conception finale s'est achevée le 1^{er} novembre 2011, et la procédure d'appel d'offres pour le maître d'œuvre devrait s'achever en 2012. La phase de construction démarre la même année. L'année 2013 va avant tout consister à poursuivre cette phase de construction.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Objectif visé pour 2013</i>
Objectif 1	– Le projet est conforme au budget convenu.	100 %
– Doter la Cour des locaux permanents qui lui permettent d'atteindre ses buts et objectifs stratégiques.	– Le projet respecte le calendrier.	100 %
	– La construction des locaux permanents est continue et conforme aux délais.	100 %

Ressources en personnel*Administrateurs*

561. Les fonctions du Bureau du Directeur de projet ont été définies dans la résolution ICC-ASP/6/Res.1 annexe IV.⁷² Son mandat est de veiller à ce que les locaux permanents de la Cour soient construits dans les délais impartis, dans les limites du budget prévu et conformément aux spécifications et aux normes de qualité prescrites. Le Directeur de projet est responsable en dernier ressort de la gestion d'ensemble du projet et veille à la réalisation des objectifs du projet et au respect du calendrier de réalisation, des devis et des normes de qualité.

562. Les ressources en personnel du Bureau du Directeur de projet sont détaillées dans l'annexe V de la résolution susmentionnée.

563. Le Bureau du Directeur de projet restera en place pour une période limitée, à savoir tout au long de la durée de réalisation du projet, dont le terme est prévu en 2015.

564. Le Bureau du Directeur de projet a fait l'objet d'une réorganisation en 2012 afin de préparer au mieux l'équipe à faire face aux enjeux à venir. Les détails de cette réorganisation et les conséquences en termes d'effectif sont présentés en Annexe VIII.

Autres ressources en personnel*Consultants*

565. Cette ligne budgétaire est nécessaire pour rémunérer les services d'experts financiers nécessaires qui ont été identifiés dans les différents rapports d'audit requis pour administrer les différents sous-programmes et le nouveau cadre financier du projet de locaux permanents.

Structure de gouvernance révisée

566. Le Directeur de projet précédent a démissionné de ses fonctions à compter du 1^{er} mars.

567. Une nouvelle structure de gouvernance a été approuvée par le Comité de contrôle comme l'indiquent les paragraphes 109 et 110 du Rapport sur les activités du Comité de contrôle présenté à l'Assemblée.⁷³ La nouvelle structure identifie et mandate un unique Directeur de projet, en lui conférant la direction stratégique, l'action décisionnelle et la gestion générale du projet. Le Comité de contrôle était d'avis que la structure de gouvernance révisée constitue une réponse appropriée et adéquate aux préoccupations exprimées dans les divers rapports d'audit, et tient par ailleurs comptes de la position exprimée par la Cour.

⁷² Documents officiels ... Sixième session ... 2007 (ICC-ASP/6/20), vol. I, partie III.

⁷³ ICC-ASP/10/22.

568. Le nouveau Directeur de projet a pris ses fonctions en juin 2011.

Introduction du nouveau cadre financier révisé

569. Comme il est indiqué aux paragraphes 76 et 77 du rapport susmentionné, et suite aux préoccupations exprimées en détail dans l'annexe VIII, le Comité de contrôle a approuvé la modification apportée au cadre financier du projet, et par conséquent, suite à l'audit interne et aux recommandations sur Comité du budget et des finances, un cadre financier révisé pour l'ensemble du projet a été élaboré par le Bureau du Directeur de projet, en étroite collaboration avec divers experts indépendants.

570. La révision du cadre financier a permis d'assurer la clarté de l'impact général des coûts du projet, en identifiant et en contrôlant les coûts liés au projet qui sont financés par le budget de la Cour, et ceux qui le sont par le budget de la construction. Cela a nécessité la mise en place d'une projection des coûts ainsi que la planification budgétaire pluriannuelle des éléments budgétés annuellement.

571. Dans le cadre financier révisé, tel que décrit ci-dessus, le Bureau du Directeur de projet est à présent responsable des budgets suivants

- (a) Budget de construction de 190 millions d'euros ;
- (b) Grand programme VII-1, composé de trois sous-programmes :
 - (i) 7110 : Bureau du Directeur de projet
 - (ii) 7120 : Ressources en personnel de la CPI
 - (iii) 7130 : Éléments 2gv

- (c) Grand programme VII-2 : Intérêts du prêt

(d) Le projet porte également sur le sous-programme 3160 et prévoit de mutualiser des ressources, selon que de besoin, avec ce sous-programme afin de veiller à pouvoir répondre aux besoins du projet.

572. Suite à la révision du cadre financier, le budget total contrôlé par le projet a été réévalué pour passer de 190 millions d'euros à 216,8 millions d'euros et trois programmes et sous-programmes ont été ajoutés.

573. Le projet aborde également la question du « coût total de propriété » (TCO), qui est une projection sur 40-50 ans des coûts opérationnels, d'amortissement et financiers à couvrir une fois que la Cour est propriétaire du bâtiment. Cette opération a pour but de s'assurer que la Cour et l'Assemblée ont conscience des responsabilités qu'entraîne la possession d'un actif aussi important.

Ressources hors personnel

Voyages

574. Dépense renouvelable. L'hypothèse de départ est qu'en 2013, la session de l'Assemblée se tiendra à La Haye. Le budget au titre des voyages est calculé pour couvrir les visites au maître d'œuvre et les visites aux projets de référence, ce qui devrait permettre des économies conséquentes. Le Bureau du Directeur de projet a ainsi entrepris une visite d'une journée à Paris afin de trouver des solutions concernant le projet de façade de la tour de la Cour. Ce déplacement a permis d'économiser 1 million d'euros.

575. Le Bureau du Directeur de projet prévoit également de rendre visite aux fournisseurs de matériaux et aux prestataires de services afin de choisir des matériaux adaptés (façades, revêtements de sols, carrelages, etc.) destinés aux nouveaux locaux et de sélectionner des prestataires de services appropriés. Le tableau ci-dessous présente une ventilation des coûts. Ces coûts sont subordonnés au nombre de visites et aux destinations.

Tableau 114 : Ventilation des coûts de voyages du Bureau du Directeur de projet

<i>Objectif</i>	<i>Destination</i>	<i>Nombre de visites/ personnes en déplacement</i>	<i>Coût (milliers d'euros)</i>
Projets de référence	Europe	3 x 1 journée	3,2
Fournisseurs/prestataires	Europe	6 x 1 journée	6,5
Total			9,7

Représentation

576. Dépense renouvelable. Le budget au titre des frais de représentation est indispensable au sein du Bureau du Directeur de projet. Le Directeur de projet et l'équipe chargée du projet rencontrent régulièrement des partenaires extérieurs, notamment sur site, et doivent, par conséquent, pouvoir, pour des questions de courtoisie, proposer des rafraîchissements de base. Le service de traiteur de la Cour est sollicité pour répondre à des demandes de cette nature.

Services contractuels

577. Dépense renouvelable. Les services contractuels suivants sont requis :

Dans la mesure où la capacité interne des services de traduction de la Cour est insuffisante pour répondre aux besoins de traduction du Bureau du Directeur de projet, des services de traduction externe doivent être fournis. Ces services sont destinés à traduire des courriers provenant de l'État hôte et d'autres documents relatifs au projet du néerlandais à l'anglais et à traduire certains documents (comme des bulletins d'information, des textes publiés sur Internet et sur l'intranet) de l'anglais au français. Les prestataires sont sélectionnés parmi ceux recommandés par la Section de traduction et d'interprétation de la Cour.

Type de document	Langue source	Langue cible	Pages	Coût (milliers d'euros)
Documents techniques (relevé topographique, analyse des sols, archéologique, etc.)	Néerlandais Anglais	Anglais Néerlandais	750	45,0
Bulletin d'information, brochures, textes publiés sur Internet et sur l'intranet, communiqués de presse, etc.	Anglais	Français	25	1,5
Correspondance officielle provenant de l'État hôte	Néerlandais	Anglais	50	3,0
Total				49,5

(a) Services d'impression à l'extérieur : des copies sous forme imprimée sont nécessaires pour procéder à l'évaluation et à l'examen des tracés et des documents techniques du maître d'œuvre. La taille et le format de ces documents nécessitent l'intervention de services extérieurs.

(b) Services téléphoniques : le Bureau du Directeur de projet prévoit, au cours de la phase de construction, d'ouvrir une petite structure administrative sur le site. Afin de pouvoir fonctionner à distance, il est nécessaire de mettre en place un accès Internet. Des contrats de téléphonie mobile vont ainsi devoir être souscrits.

Formation

578. Dépense renouvelable. Ce poste budgétaire incluent une formation pour approfondir l'utilisation des contrats de service NEC, module destiné à la gestion de projet dans les programmes de construction, et une formation consacrée à la direction d'équipe. Afin que le Bureau du Directeur de projet dispose d'une équipe capable de faire face à l'environnement en constante évolution que constitue un grand projet de construction, il est indispensable que ces fonctionnaires bénéficient d'une formation adéquate et d'outils appropriés.

Frais généraux de fonctionnement

579. Dépense renouvelable. Ce poste budgétaire inclut les coûts relatifs à la présentation du projet, et les frais de transport liés à des opérations de communication.

Fournitures et accessoires

580. Dépense renouvelable. Ce poste de dépenses concerne les coûts liés à l'achat d'ouvrages techniques, de publications et d'abonnements, comme la souscription au

système NEC et l'adhésion à des services d'information spécialisés dans la construction. Cela comprend aussi bien des ouvrages imprimés ou des abonnements électroniques.

Matériel, dont mobilier

581. Dépense renouvelable. Ce poste comprend des logiciels de gestion de projet spécialisé, comme AutoCAD, Indesign, Vector works, Photoshop, etc. En outre, il inclut une ligne budgétaire au titre du mobilier de bureau, destiné à équiper le bureau installé sur le site avec un matériel de base (bureau, chaise, etc.). Ce même bureau doit également être doté d'une connexion haut débit.

Tableau 115 : Grand programme VII-1 : Budget proposé pour 2013

7110 Bureau du Directeur de projet (locaux permanents)	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012				
	Ressource s liées aux s de base	Ressource s liées aux situations	Fonds imprévus	Total	Fonds imprévus compris	Ressource s liées aux s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Ressource s liées aux s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs						274,8		274,8	293,8		293,8	19,0	6,9
Agents des services généraux						60,6		60,6	63,2		63,2	2,6	4,3
Total partiel (fonctionnaires)	321,5			321,5	321,5	335,4		335,4	357,0		357,0	21,6	6,4
Personnel temporaire	9,7			9,7	9,7	15,5		15,5				-15,5	-100,0
Personnel temporaire pendant les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	9,7			9,7	9,7	15,5		15,5				-15,5	-100,0
Voyages	19,3			19,3	19,3	9,6		9,6	9,7		9,7	0,1	1,0
Représentation	2,8			2,8	2,8	2,5		2,5	5,0		5,0	2,5	100,0
Services contractuels	28,2			28,2	28,2	110,0		110,0	80,0		80,0	-30,0	-27,3
Formation	3,2			3,2	3,2	3,2		3,2	3,2		3,2		
Frais généraux de fonctionnement						10,0		10,0	2,5		2,5	-7,5	-75,0
Fournitures et accessoires	1,1			1,1	1,1	1,9		1,9	1,5		1,5	-0,4	-21,1
Matériel, dont mobilier	0,6			0,6	0,6	5,0		5,0	4,0		4,0	-1,0	-20,0
Total partiel (hors personnel)	55,2			55,2	55,2	142,2		142,2	105,9		105,9	-36,3	-25,5
Total	386,4			386,4	386,4	493,1		493,1	462,9		462,9	-30,2	-6,1
Participation à l'entretien	8,3			8,3	8,3	9,1		9,1	9,3		9,3	0,2	2,6

Tableau 116 : Grand programme VII-1 : Effectif proposé pour 2013

Bureau du directeur de projet		Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur								SG (1 ^{ère} classe)		SG (autres classes)		Total des agents des services général s		Total fonctionn aires
		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1						
Postes existants	Effectif de base				1		1				2		1	1		3
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>				1		1				2		1	1		3
Nouveaux postes / Postes convertis	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>															
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base															
	Effectif lié à une situation															
	<i>Total partiel</i>															
Total					1		1				2		1	1		3

(b) Sous-programme 7120 : Ressources en personnel et appui à la gestion**Introduction**

582. Le sous-programme 7120 concerne les fonctions d'appui essentielles au projet, pour lesquelles les sections de la Cour sont mises à contribution. En 2012, cela a principalement concerné le processus d'achat dans le cadre de l'appel d'offres le plus vaste et le plus complexe de l'histoire de la Cour. En 2013, l'appui va également concerner la gestion de la maîtrise d'œuvre et ce soutien sera nécessaire jusqu'à l'achèvement du projet.

583. Le Bureau du Directeur de projet a conclu des accords de prestation de service avec les principales sections de la Cour concernées, à savoir l'Unité de gestion des installations, la Section de la sécurité, la Section des technologies de l'information et de la communication. Un appui sera également nécessaire dans des domaines comme l'audit et la passation de marchés. Ces accords indiquent la contribution qui est attendue de la part des sections en termes de services dans le cadre du projet, et détaillent les fonds prélevés sur les crédits du sous-programme, ce qui permettra aux sections intéressées de créer librement les postes d'appui temporaires pour couvrir les besoins en personnel. Ces ressources seront mobilisées jusqu'à l'achèvement du projet des locaux permanents. Le tableau ci-dessous détaille les flux de trésorerie, tel qu'estimé pour les 4 prochaines années :

Tableau 117 : Coût estimé de l'appui des équipes de la Cour pour la durée du contrat relatif aux locaux permanents

	2012 (exercice en cours)	2013	2014	2015	2016	Total
Millions d'euros						
Sous-programme 7120	0,5	0,4	0,4	0,4	0,1	1,8

Réalisations escomptées	Indicateurs de performance	Objectif visé pour 2013
Objectif 1		
– Doter le projet de locaux permanents de fonctions d'appui essentielles qui lui permettent d'atteindre ses buts et objectifs stratégiques.	– Le projet de locaux permanents reçoit à temps une assistance de bonne qualité de la part de la Cour.	100 %
	– Le projet de locaux permanents bénéficie, autant qu'il est possible, du capital de compétence et d'expérience existant au sein de la Cour.	100 %

Ressources en personnel

584. Dans le budget approuvé pour 2012, le coût des ressources en personnel nécessaires était indiqué au titre du personnel temporaire. Suite aux accords de prestation de service susmentionnés, cet élément a été retiré des ressources en personnel et intégré au titre des ressources hors personnel sous la rubrique Services contractuels. Une économie de 70 000 euros a été réalisée par rapport au budget approuvé pour 2012.

Ressources hors personnel*Services contractuels*

585. Comme cela a été précédemment indiqué, dans le projet de budget pour 2013, ces coûts correspondent au personnel temporaire approuvé dans le budget 2012. Les besoins spécifiques d'appui pour 2013 sont détaillés dans le tableau ci-après.

Tableau 118 : Ventilation des fonctions d'appui de la Cour pour les locaux permanents par section/unité

Accord de prestation de service avec l'Unité de gestion des installations	91 800 €
Accord de prestation de service avec la Section de la sécurité	91 800 €
Accord de prestation de service avec la Section des technologies de l'information et de la communication	91 800 €
Services fournis par d'autres sections (Passation de marchés, Audit, par exemple)	110 900 €
Total	386 300 €

Tableau 119 : Programme 7120 : Budget proposé pour 2013

7120 Ressources en personnel et appui à la gestion (locaux permanents)	Dépenses 2011 (milliers d'euros)		Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)		Variation 2013/2012	
	Ressource s de base	Ressource s liées aux situations	Total Fonds imprévus compris	Ressource s de base	Ressource s liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs								
Agents des services généraux								
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>								
Personnel temporaire				456,3		456,3	-456,3	-100,0
Personnel temporaire pendant les réunions								
Heures supplémentaires								
Consultants								
<i>Total partiel (autre personnel)</i>				456,3		456,3	-456,3	-100,0
Voyages								
Représentation								
Services contractuels						386,3	386,3	386,3
Formation								
Frais généraux de fonctionnement								
Fournitures et accessoires								
Matériel, dont mobilier								
<i>Total partiel (hors personnel)</i>						386,3	386,3	386,3
Total				456,3		456,3	386,3	-70,0

(c) **Sous-programme 7130 : Éléments 2gv (biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur)****Introduction**

586. Par sa résolution ICC-ASP/9/Res.1,⁷⁴ l'Assemblée a prié la Cour, en liaison avec le Directeur de projet, de définir et de calculer, avant le 1^{er} mars 2011, les autres coûts liés au projet, mais pas directement à la construction (mentionnés sous l'appellation de coûts de l'encadré 4.

587. L'encadré 4 est composé de deux catégories de coûts : i) les équipements intégrés pour l'utilisateur, ou éléments 3gv, qui font partie du budget de la construction ; et ii) les biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur, ou éléments 2gv, dont le montant estimé actuellement est de 17,5 millions d'euros. Le sous-programme 7130 ne porte que sur les éléments 2gv de l'encadré 4.

588. Le Comité de contrôle a décidé, le 6 juillet 2011, à sa huitième réunion, que les éléments 2gv, tout au long de la réalisation du projet, seront soumis chaque année à l'Assemblée, par les soins du Comité.

589. Pendant toute la durée du projet de locaux permanents, il sera nécessaire d'établir un budget pour les éléments 2gv. Le montant des flux de trésorerie, tel qu'estimé actuellement pour les cinq prochaines années, est le suivant :

Millions d'euros	2012 (exercice en cours)	2013	2014	2015	2016	Total
Sous-programme 7130	0,4	0,2	3,3	13,5	0,1	17,5

Réalisations escomptées	Indicateurs de performance	Objectif visé pour 2013
Objectif 1		
– Doter le projet de locaux permanents des éléments 2gv nécessaires (biens d'équipement non intégrés) pour se conformer aux buts et objectifs stratégiques du projet.	– Contribution et appui fournis à temps pour respecter le calendrier fixé pour le projet.	100 %
Objectif 2		
– Gérer les ressources et l'appui fourni de façon effective et efficace en procédant à une constante recherche de synergies.	– Réduire d'au moins 10 % d'ici 2016 le budget total des éléments 2gv.	100 %

Ressources hors personnel*Services contractuels*

590. Les services suivants sont requis :

- (a) Coordination de la conception et des spécifications pour la mise en œuvre des besoins (éléments 2 gv).
- (b) Technologies de l'information : assistance pour déterminer et contrôler les besoins au niveau de la conception.
- (c) Sécurité : assistance pour déterminer et contrôler les besoins au niveau de la conception.
- (d) Événements en matière de communication et relations de voisinage.

⁷⁴ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. I, partie III.

Tableau 120 : Programme 7130 : Budget proposé pour 2013

7130 Éléments 2gv (biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur)	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)		Variation 2013/2012	
	Ressources		Total	Ressources		Ressources		Total	Montant
	Ressources de base	liées aux situations		Fonds imprévus	liées aux situations	Ressources de base	liées aux situations		
									%
Administrateurs									
Agents des services généraux									
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>									
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pendant les réunions									
Heures supplémentaires									
Consultants									
<i>Total partiel (autre personnel)</i>									
Voyages									
Représentation									
Services contractuels						387,8		387,8	150,0
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>						387,8		387,8	150,0
Total						387,8		387,8	150,0
								150,0	-237,8
									-61,3

2. Grand programme VII-2: Projet pour les locaux permanents – Intérêts

Introduction

591. En 2008, l'Assemblée a accepté la proposition de l'État hôte concernant l'octroi d'un prêt de 200 millions d'euros au maximum, à 30 ans d'échéance et à un taux d'intérêt de 2,5 pour cent.⁷⁵

592. Comme l'ont demandé le Comité et l'Assemblée, dans son projet de budget pour 2011, la Cour a établi le Grand programme VII-2 afin de rendre compte des intérêts que l'on s'attend à verser sur les prêts reçus que la Cour a consentis au Projet sur les locaux permanents.⁷⁶

593. Les implications financières du Grand programme VII-2 ne s'appliquent qu'aux États Parties n'ayant pas opté pour le paiement forfaitaire.⁷⁷

594. L'accord de prêt signé par l'État hôte et la Cour stipule que les intérêts dus par la Cour à l'État pour l'exercice précédent doivent être versés par la Cour à la date d'exigibilité (à savoir avant ou au plus tard le 1^{er} février de chaque année).⁷⁸

595. La Cour prévoit qu'en 2013, elle va devoir prélever 36,2 millions d'euros sur le montant du prêt. Les intérêts à acquitter au titre du versement de cette tranche du prêt, calculés sur une base mensuelle et présentés dans le tableau 121 ci-après, s'élèvent à 204 568 euros environ, et devront être acquittés en janvier 2014.

596. Avec l'aide de l'État hôte, le projet est parvenu à négocier un accord avec les autorités fiscales néerlandaises et obtenu un non assujettissement à la TVA pour les achats réalisés auprès de fournisseurs néerlandais. Si la maîtrise d'ouvrage est accordée à une entreprise néerlandaise, le projet parviendra à économiser près de 160 000 euros sur les intérêts à acquitter, dans la mesure où il ne sera pas nécessaire de prélever les fonds sur le prêt pour préfinancer la TVA.

597. Pour réduire les intérêts acquittés par les États Parties n'ayant pas opté pour le paiement forfaitaire, le recours au prêt est réalisé sur une base mensuelle. Le 10 de chaque mois au plus tard, la Cour doit communiquer par écrit à l'État hôte ses besoins de financement au titre de l'accord de prêt pour le mois civil suivant.⁷⁹ Une estimation précise des besoins en trésorerie réduira le nombre de jours pendant lesquels les intérêts sont calculés.

598. Il est possible de réduire davantage les intérêts échus en donnant la possibilité aux États Parties d'opter pour un paiement forfaitaire tout au long de la phase de construction, et ce jusqu'à la mi-2015.

⁷⁵ Résolution ICC-ASP/7/Res. 1, paragraphe 2 et annexe II.

⁷⁶ *Documents officiels ... Neuvième session ... 2010* (ICC/ASP/9/20), vol. II, partie A, section G.

⁷⁷ Résolution ICC-ASP/7/Res. 1, annexe III.

⁷⁸ Accord de prêt entre le Royaume des Pays-Bas (Ministère des affaires étrangères) et la Cour pénale internationale, en date du 23 mars 2009, paragraphe 6.1.

⁷⁹ Accord de prêt entre le Royaume des Pays-Bas (Ministère des affaires étrangères) et la Cour pénale internationale, en date du 23 mars 2009, paragraphe 3.2.

Tableau 121 : Intérêts échus en 2013

2013	Capital	Intérêts échus
Janvier		-
Février		-
Mars		-
Avril		-
Mai		-
Juin	1 999 167	25 195
Juillet	5 705 556	59 791
Août	5 705 556	47 677
Septembre	5 705 556	35 953
Octobre	5 705 556	23 838
Novembre	5 705 556	12 115
Décembre	5 705 556	-
	36 232 500	204 568

(*) estimations en euros – sujet à modification.

599. L'impact sur les cinq prochaines années est détaillé ci-après. Il va être nécessaire de prélever à nouveau des fonds en 2013. Le projet prévoit de recourir au prêt de l'État hôte jusqu'en septembre 2015, avec comme résultat que la Cour devra acquitter des intérêts à l'État hôte pour la période en question.

600. Le tableau ci-après détaille l'année au cours de laquelle les intérêts sont échus et celle au cours de laquelle la Cour doit s'acquitter desdits intérêts.

Tableau 122 : Impact des délais et des règlements des intérêts échus pour les 5 prochaines années

€(*)	2013	2014	2015	2016	2017(**)
1. Intérêts					
1a. Intérêts échus	204 568	1 693 081	3 627 525	-	-
1b. Règlement (au plus tard le 1er février)	-	204 568	1 693 081	3 627 525	-
2. Remboursement du prêt (amortissement et intérêts)					
2a. Intérêts échus	-	-		6 970 132	6 970 132
2b. Règlement (au plus tard le 1er février)	-	-	-	-	6 970 132
Total des intérêts échus	204 568	1 693 081	3 627 525	6 970 132	6 970 132
Total des règlements (au plus tard le 1er février)	-	204 568	1 693 081	3 627 525	6 970 132

(*) estimations – sujet à modification.

(**) À compter de 2017 (sur 30 ans).

Tableau 123 : Réalisations escomptées : Indicateurs de performance & Objectifs

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Objectif visé pour 2013</i>
Objectif 1		
– Réduire au minimum les intérêts sur le prêt à acquitter par les États Parties.	– Nombre restreint de jours pendant lesquels la Cour a recours au prêt grâce à une estimation efficace des besoins en trésorerie.	100 %
Objectif 2		
– Respecter les obligations juridiques de la Cour concernant l'accord de prêt signé par la Cour et l'État hôte.	– La Cour doit avoir à disposition les fonds nécessaires pour s'acquitter des intérêts échus auprès de l'État hôte au plus tard le 1 ^{er} février 2014.	100 %
Objective 3		
– Présenter aux États Parties une analyse prévisionnelle des intérêts échus et de la trésorerie pour les 5 prochaines années.	– Les États Parties sont informés de l'impact budgétaire.	100 %

Ressources en personnel

Ressources de base

Frais généraux de fonctionnement

601. Pour remplir les obligations légales de la Cour vis-à-vis de l'État hôte afin de s'acquitter des intérêts échus après avoir recours au prêt.

Tableau 124 : Programme 7200 : Budget proposé pour 2013

7200 Intérêts échus, État hôte	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012			
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs													
Agents des services généraux													
Total partiel (fonctionnaires)													
Personnel temporaire													
Personnel temporaire pendant les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)													
Voyages													
Représentation													
Services contractuels													
Formation													
Frais généraux de fonctionnement									204,6		204,6	204,6	
Fournitures et accessoires													
Matériel, dont mobilier													
Total partiel (hors personnel)									204,6		204,6	204,6	
Total									204,6		204,6	204,6	
Participation à l'entretien	4,5		4,5			5,5		5,5	5,6		5,6	0,1	1,1

H. Grand programme VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant

Introduction

602. Le Grand programme VII-5, Mécanisme de contrôle indépendant, a été créé par l'Assemblée, lors de sa huitième session, en application du paragraphe 4 de l'article 112 du Statut de Rome pour mettre en place une surveillance indépendante, efficace et concrète de la Cour.⁸⁰ Les activités envisagées du Mécanisme de contrôle indépendant concernent l'inspection, l'évaluation et l'enquête. Néanmoins, lors de sa neuvième session, l'Assemblée a décidé que, pour commencer, le Mécanisme de contrôle indépendant « n'exercera que sa fonction d'investigation et disposera d'un effectif constitué par deux membres du personnel ».⁸¹ À sa dixième session, l'Assemblée a, en outre, décidé qu'elle examinerait un projet global qui permette de mettre en œuvre, dans tous ses éléments, le mécanisme de contrôle indépendant.⁸²

603. Par conséquent, le projet de budget n'indique que les postes créés pour remplir la fonction d'investigation du Mécanisme de contrôle indépendant, et les ressources hors personnel prévues pour appuyer ces activités. Au cas où l'Assemblée déciderait de mettre en place les fonctions d'inspection et d'évaluation du Mécanisme de contrôle indépendant, les propositions budgétaires concernant le personnel supplémentaire et les frais de fonctionnement sont présentées séparément en Annexe VII.

Ressources en personnel

604. Le Mécanisme de contrôle indépendant est actuellement constitué de deux postes dans la catégorie des administrateurs (un poste P-4 et un poste P-2). Le poste P-4 (Chef) est provisoirement occupé par un fonctionnaire du Secrétariat des Nations Unies détaché sur la base d'un prêt remboursable. Compte tenu du retard pris dans la mise en place de la fonction d'investigation du Mécanisme de contrôle indépendant, le recrutement du poste P-2 n'est pas encore finalisé. Aucune poste des Services généraux n'est prévu pour fournir un appui administratif.

Ressources hors personnel

Services contractuels

605. Des services contractuels sont nécessaires pour appuyer certaines activités d'enquête spécifiques qui exigent l'utilisation de ressources externes. En outre, il est probable que d'autres services contractuels soient engagés au cours des phases de démarrage des opérations du Mécanisme de contrôle indépendant afin de développer des systèmes de gestion des contenus et de sécurisation des procédures de travail ainsi que l'archivage électronique des affaires.

Voyages

606. Fonds alloués pour les voyages vers les bureaux extérieurs afin d'y mener des enquêtes sur demande de la Cour et pour procéder à des activités d'évaluation liées aux services sur le terrain.

Formation

607. Dépense renouvelable. Les Administrateurs du bureau ont besoin d'assister régulièrement à des formations afin d'optimiser leurs compétences techniques et, notamment, de veiller à connaître les meilleures pratiques internationales dans leur domaine d'expertise. Les tarifs de ces formations vont de 2 500 euros à 5 000 euros en fonction de la thématique et du nombre de jours proposés (trois jours en moyenne).

⁸⁰ Documents officiels ... Huitième session ... 2009 (ICC-ASP/8/20), vol. I, partie II, A.2.

⁸¹ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/9/Res.5.

⁸² Documents officiels ... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP), vol. I, partie III, ICC/ASP/10/Res.5, paragraphe 66.

Fournitures et accessoires

608. Le bureau étant en cours de création, des fonds sont nécessaires pour acquérir les fournitures et les accessoires permettant d'appuyer ses activités.

Matériel, dont mobilier

609. Des fonds sont également nécessaires pour acheter le matériel et le mobilier.

Tableau 125 : Grand programme VII-5 : Budget proposé pour 2013

7500 Mécanisme de contrôle indépendant	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012	
	Ressource s liées aux s de base situations		Total Fonds imprévus	Ressource s liées aux s de base situations		Total	Ressource s liées aux s de base situations		Total	Montant	%
Administrateurs					115,5	115,5		208,6	208,6	93,1	80,6
Agents des services généraux											
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	5,2		5,2		115,5	115,5		208,6	208,6	93,1	80,6
Personnel temporaire	91,7		91,7		91,7						
Personnel temporaire pendant les réunions											
Heures supplémentaires											
Consultants											
<i>Total partiel (autre personnel)</i>	91,7		91,7		91,7						
Voyages	4,3		4,3		4,3			4,7	4,7	4,7	
Représentation											
Services contractuels	17,8		17,8		17,8	40,0		40,0	40,0		
Formation								6,5	6,5	6,5	
Frais généraux de fonctionnement											
Fournitures et accessoires						10,0		10,0	10,0		
Matériel, dont mobilier						20,0		20,0	20,0		
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	22,1		22,1		22,1	70,0		81,2	81,2	11,2	16,0
Total	119,0		119,0		119,0	185,5		289,8	289,8	104,3	56,2
Participation à l'entretien	5,5		5,5		5,5	6,1		5,6	5,6	-0,5	-8,8

Tableau 126 : Grand programme VII-5 : Effectif proposé pour 2013

Mécanisme de contrôle indépendant									Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1 ^{ère} classe)	SG (autres classes)	Total des agents des services généraux	Total fonctionn aires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base								1	1	2		2
	Effectif lié à une situation												
	<i>Total partiel</i>								1	1	2		2
Nouveaux postes / postes convertis	Effectif de base												
	Effectif lié à une situation												
	<i>Total partiel</i>												
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base												
	Effectif lié à une situation												
	<i>Total partiel</i>												
Total									1	1	2		2

Annexes

Annexe I

Projet de résolution de l'Assemblée des États Parties sur le budget-programme pour 2013, le Fonds de roulement pour 2013, le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale, le financement des autorisations de dépenses pour 2013 et le Fonds en cas d'imprévus

L'Assemblée des États Parties,

Ayant examiné le projet de budget-programme pour 2013 de la Cour pénale internationale, ainsi que les conclusions et recommandations y afférentes du Comité du budget et des finances contenues dans le rapport du Comité sur les travaux de sa dix-neuvième session,

I. Budget-programme pour 2013

L'Assemblée des États Parties,

2. *Approuve* des crédits d'un montant de 118 398 500 euros au titre des objets de dépenses suivants :

<i>Objet de dépenses</i>	<i>Milliers d'euros</i>
Grand programme I – Branche judiciaire	11 079,9
Grand programme II – Bureau du Procureur	28 663,1
Grand programme III – Greffe	66 473,3
Grand programme IV – Secrétariat de Assemblée des États Parties	2 983,5
Grand programme V – Location et entretien (locaux provisoires)	6 021,4
Grand programme VI – Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes	1 659,3
Grand programme VII-1 – Bureau du Directeur de projet (locaux permanents)	1 023,6
Grand programme VII-2 – Projet pour les locaux permanents – Intérêts	204,6
Grand programme VII-5 – Mécanisme de contrôle indépendant	289,8
Total	118 398,5

3. Approuve également le tableau d'effectifs ci-après pour chacun des objets de dépenses :

	<i>Branche judiciaire</i>	<i>Bureau du Procureur</i>	<i>Secrétariat de l'Assemblée des États Parties</i>	<i>Secrétariat du Fonds au profit des victimes</i>	<i>Bureau du directeur de projet</i>	<i>Mécanisme de contrôle indépendant</i>	<i>Total</i>
SGA		1					1
SSG		2	1				3
D-2							
D-1		2	4	1	1	1	9
P-5	3	12	17	1	1		34
P-4	3	29	39	1		1	74
P-3	21	44	67	1	3		136
P-2	5	47	61	1		1	115
P-1		17	6				23
<i>Total partiel</i>	<i>32</i>	<i>154</i>	<i>195</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>2</i>	<i>395</i>
SG (1 ^{re} classe)	1	1	16	2			20
SG (autres classes)	15	63	268	2	2	1	351
<i>Total partiel</i>	<i>16</i>	<i>64</i>	<i>284</i>	<i>4</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>371</i>
Total	48	218	479	9	7	3	766

II. Fonds de roulement pour 2013

L'Assemblée des États Parties,

Décide que le Fonds de roulement pour 2013 sera doté de 7 405 983 euros et *autorise* le Greffier à procéder à des avances prélevées sur le Fonds, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier et des règles de gestion financière.

III. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale

L'Assemblée des États Parties,

Décide qu'en 2013, les contributions des États Parties seront calculées selon un barème des quotes-parts convenu, fondé sur le barème adopté par l'Organisation des Nations Unies pour son budget ordinaire applicable pour 2013 et conformément aux principes sur lesquels ce barème est fondé.¹

Note qu'en outre, le taux de contribution maximum, quel qu'il soit, applicable aux États versant les contributions les plus importantes au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, s'appliquera au barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale.

¹ Article 117 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

IV. Financement des autorisations de dépenses pour 2013

L'Assemblée des États Parties,

Décide que, pour l'année 2013, les autorisations de dépenses d'un montant de 118 398 500 euros et les 7 405 983 euros pour le Fonds de roulement, approuvés par l'Assemblée en vertu de la partie I, paragraphe 1, et de la partie II, respectivement de la présente résolution, seront financés conformément aux articles 5.1, 5.2 et 6.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière de la Cour.

V. Fonds en cas d'imprévus

L'Assemblée des États Parties,

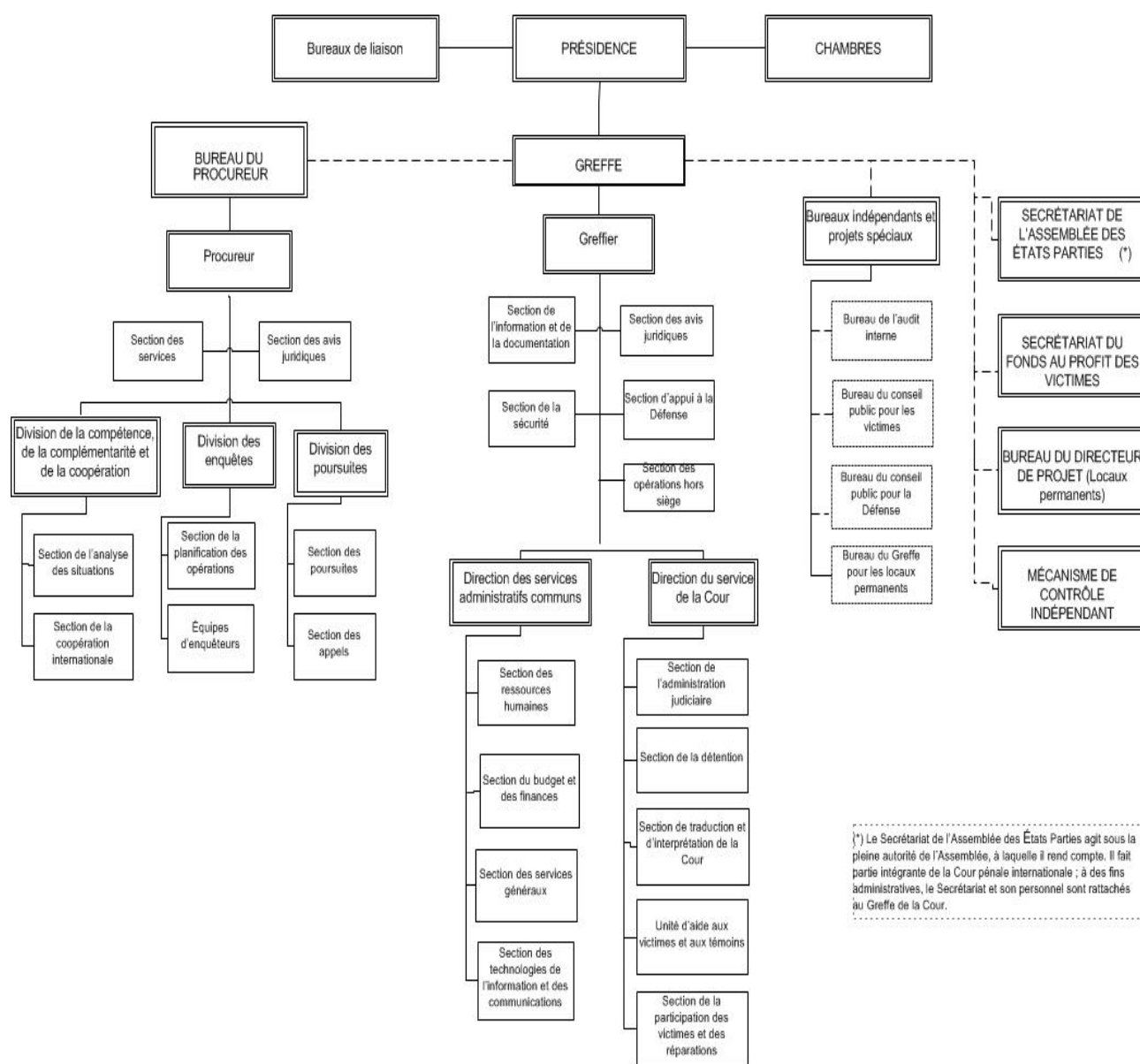
Rappelant ses résolutions ICC-ASP/3/Res.4 portant création du Fonds en cas d'imprévus pour un montant de dix millions d'euros et ICC-ASP/7/Res. 4 priant le Bureau de procéder à l'examen des options permettant de réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus et le Fonds de roulement,

Prenant note du conseil émis par le Comité du budget et des finances dans les rapports sur les travaux de ses onzième et treizième sessions,

1. *Décide* de maintenir en 2013 la dotation du Fonds en cas d'imprévus à son niveau actuel ;
2. *Décide* que, à supposer que le montant du Fonds en cas d'imprévus tombe en-deçà de 7 millions d'euros d'ici la fin de l'année, l'Assemblée devra décider de le réapprovisionner à hauteur d'un montant qu'il jugera approprié, mais qui ne sera pas inférieur à 7 millions d'euros ;
3. *Prie* le Bureau de garder à l'étude le seuil de 7 millions d'euros en fonction de l'expérience acquise dans le cadre du fonctionnement du Fonds en cas d'imprévus.

Annexe II

Organigramme de la Cour



Annexe III

Hypothèses retenues pour le projet de budget-programme pour 2013

<i>Fonction</i>	<i>Total</i>
1. Nombre de sessions où la Cour siège sur douze mois	215 ¹
2. Nombre de situations faisant l'objet d'une enquête	7
3. Nombre d'enquêtes complètes	7
4. Nombre d'enquêtes limitées	8
5. Nombre d'équipes affectées aux procès :	
– Chambres	4
– Bureau du Procureur	4
6. Nombre d'équipes d'appui aux activités menées lors des audiences	1
7. Nombre de langues prises en charge	36
8. Nombre d'appels en phase finale	2
9. Nombre de témoins comparaisant devant la Cour	42
10. Durée maximale du séjour par témoin	15
11. Nombre de victimes requérant part./répar.	14 250 ²
12. Nombre de personnes admises dans le Programme de protection	52 ³
13. Nombre de suspects/accusés comparaisant devant la Cour ⁴	11
14. Nombre de suspects/accusés en détention	5 ⁵
15. Nombre de cellules requises	1 série de 6 cellules ⁵
16. Nombre de chambres à louer	2
17. Nombre d'équipes de la Défense financées par l'assistance judiciaire	7 ⁵
18. Nombre de représentants des victimes financés par l'assistance judiciaire	12 ⁵
19. Nombre de visites sur site par les juges	0
20. Nombre de présences/bureaux sur le terrain	5 ⁵
21. Nombre de jours travaillés sur le terrain	18 548 ⁵

¹ 80 journées d'audience pour BEM (basée sur la dernière requête de l'équipe BEM DEF – filing 2152-Conf-Exp) + 5 journées pour LUB et 10 journées pour KAT/NGU + 120 journées pour KEN.

² 4 250 REP (500 REP LUB, 500 REP K/N, 3,000 REP BEM, 250 REP B/J) et 14 000 PART (10 000 REP KEN 1&2) – estimations, sujet à modification.

³ Ces chiffres correspondent aux 37 personnes actuellement admises dans le programme de protection et aux 15 qu'il est prévu d'intégrer sur la base des activités prévues pour 2012.

⁴ Le terme « personne accusée » inclut les personnes condamnées en première instance et ayant interjeté appel.

⁵ Estimations, sujet à modification.

Annexe IV

Liste des buts stratégiques et, à échéance de un à trois ans, des objectifs de la Cour pénale internationale

<i>But 1 : Une justice de qualité</i>	<i>But 2 : Une institution reconnue, bénéficiant d'un appui adéquat</i>	<i>But 3 : Un modèle d'administration publique</i>
Conduire des procès publics impartiaux, efficaces et rapides conformément au Statut de Rome et à des normes juridiques élevées, en veillant à ce que tous les participants puissent pleinement exercer leurs droits.	Faire mieux connaître et mieux comprendre la Cour, et renforcer le soutien dont elle bénéficie.	Exceller pour atteindre les résultats souhaités avec des ressources minimales au moyen de structures et de procédures rationnelles tout en maintenant la flexibilité requise et en engageant sa responsabilité et en faisant appel à du personnel dûment qualifié et motivé dans un environnement à visage humain et une culture non bureaucratique.
1. Mener quatre ou cinq nouvelles enquêtes sur des affaires dans le cadre de situations nouvelles ou existantes et conduire au moins quatre procès, sous réserve de l'obtention de la coopération externe nécessaire.	4. Approfondir le niveau de connaissance et de compréhension de la Cour correspondant au degré d'avancement de ses activités au sein des communautés concernées.	8. Devenir une administration non bureaucratique axée plus sur l'obtention de résultats que sur l'application de procédures, invoquant les règlements lorsqu'il le faut pour garantir des droits ou limiter les risques au minimum.
2. Tenir à jour et renforcer plus encore le système pour traiter l'ensemble des risques en matière de sécurité, en s'efforçant d'assurer à tous les participants une sécurité maximum en conformité avec le Statut de Rome.	5. Concevoir des mécanismes pour assurer toute la coopération nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'arrestation et la remise à la Cour des personnes concernées, la protection des témoins et l'exécution des peines.	9. Soumettre des propositions budgétaires justifiées, précises et transparentes n'appelant que des ajustements mineurs des montants proposés et de la répartition des ressources de la part de l'Assemblée des États Parties.
3. Concevoir des politiques pour appliquer les normes de qualité spécifiées dans le Statut et dans le Règlement de procédure et de preuve à l'égard de toutes les personnes intervenant dans les procédures ou concernées à un autre titre par les activités de la Cour, d'une manière qui soit respectueuse de la diversité.	6. Susciter constamment un appui en faveur de la Cour grâce à un renforcement de la communication et de la compréhension mutuelle avec les parties prenantes, en soulignant le rôle et l'indépendance de l'Organisation.	10. Recruter et valoriser du personnel, qui, dans toute sa diversité, réponde aux normes les plus exigeantes et lui offrir des possibilités de formation et de promotion.
	7. Assurer la publicité de toutes les procédures auprès de l'opinion à l'échelle locale et internationale.	11. Continuer à renforcer une culture commune pour la CPI.

Annexe V a)

Effectifs proposés pour la Cour par grand programme pour 2013

Total Cour	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total administrateurs et fonctionnaires P-1 de rang supérieur	SG (1re classe)	SG (autres classes)	Total agents des services généraux	Total fonctionnaires
Grand programme I					3	3	21	5	32	1	15	16	48
Grand programme II	1	2		2	12	29	44	47	17	154	1	63	218
Grand programme III		1		4	17	39	67	61	6	195	16	268	479
Grand programme IV				1	1	1	1	1	5	2	2	4	9
Grand programme VI				1	1		3		5		2	2	7
Grand programme VII.1				1		1			2		1	1	3
Grand programme VII.5						1		1	2				2
Total général	1	3		9	34	74	136	115	23	395	20	351	766

Annexe V (b)

Modifications apportées au tableau des effectifs

Nombre de postes	Classe	Budget 2012 approuvé	Budget proposé pour 2013
Bureau du Procureur			
Effectif lié aux situations			
1	P-3	Section de la planification et des opérations	Équipes d'enquêteurs
1	P-3	Division des poursuites	Division des enquêtes
2			
Greffé			
Effectif de base et effectif lié aux situations			
1	G5	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Côte d'Ivoire
1	G4	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Côte d'Ivoire
4	G3	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Côte d'Ivoire
1	G3	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Kenya
2	G3	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Ouganda	Section des opérations hors siège - Fonctionnaire de terrain - Kenya
2	SG (autres classes)	Section de la sécurité - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section de la sécurité - Fonctionnaire de terrain - Côte d'Ivoire
1	SG (autres classes)	Section des technologies de l'information et de la communication - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section des technologies de l'information et de la communication - Agent de base
1	P-2	Section de traduction et d'interprétation de la Cour - Section de traduction et d'interprétation - T1	Section de traduction et d'interprétation de la Cour - Agent de base
2	SG (autres classes)	Unité d'aide aux victimes et aux témoins - Fonctionnaire de terrain - Ouganda	Unité d'aide aux victimes et aux témoins - Fonctionnaire de terrain - Kenya
2	SG (autres classes)	Unité d'aide aux victimes et aux témoins - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Unité d'aide aux victimes et aux témoins - Fonctionnaire de terrain - République centrafricaine
1	P-2	Unité d'aide aux victimes et aux témoins - Fonctionnaire de terrain - République démocratique du Congo	Unité d'aide aux victimes et aux témoins - Agent de base
1	SG (1 ^{ère} classe)	Section de l'information et de la documentation - Fonctionnaire de terrain - Soudan	Section de l'information et de la documentation - Agent de base
1	SG (autres classes)	Section de l'information et de la documentation - Fonctionnaire de terrain - République démocratique du Congo	Section de l'information et de la documentation - Fonctionnaire de terrain - Côte d'Ivoire
1	P2	Section de l'information et de la documentation - Fonctionnaire de terrain - République démocratique du Congo	Section de l'information et de la documentation - Fonctionnaire de terrain - Côte d'Ivoire
21			
Total = 23			

Annexe V (c)

Émoluments et indemnités des juges pour 2013 (milliers d'euros)

Présidence : 0 juge	<i>Coûts</i>
Indemnité spéciale Président et Vice Présidents	28,0
<i>Total partiel (Présidence)</i>	<i>28,0</i>
Chambres : 13 juges	
Coûts salariaux types – 13 juges (plus 3 pour le Kenya durant 10,5 mois)	2 812,5
Prorogation de mandat – 9 mois	135,0
Juges n'exerçant pas leurs fonctions à plein temps	30,0
Pensions des juges	1 006,9
<i>Total partiel (Chambres)</i>	<i>3 984,4</i>
Congés annuels accumulés	133,1
Primes de rapatriement	182,6
Estimations des congés dans les foyers et des indemnités pour frais d'études	132,0
Assurance couvrant les accidents imputables au service – besoin de la Cour – 2,98 % de la rémunération	118,8
Estimation des coûts de nomination de trois juges	160,0
Coût de cessation de service (un juge)	25,5
<i>Total partiel (Besoins supplémentaires)</i>	<i>752,0</i>
Total des émoluments et indemnités des juges pour 2013	4 764,4

Annexe V (d)

Coûts salariaux types pour 2013 – Administrateurs et agents des services généraux (siège) (milliers d’euros)

<i>Classe du poste</i>	<i>Traitement de base net</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Indemnité de représentation</i>	<i>Total</i>
	-1	-2	-3	(1)+(2)+(3)=(4)
SGA	167,5	77,9	4	249,4
SSG	146,4	68,1	3	217,5
D-1	128,2	59,6		187,9
P-5	113,1	52,6		165,7
P-4	94,6	44		138,6
P-3	78,3	36,4		114,7
P-2	63,6	29,6		93,2
P-1	63,6	29,6		93,2
SG (1 ^{re} classe)	60,2	28		88,1
SG (autres classes)	48	22,3		70,3

Coefficient d’abattement au titre des délais de recrutement :

- a) Postes d’administrateurs et d’agents des services généraux existants dans le GP II : 8 %
- b) Postes d’administrateurs et d’agents des services généraux existants dans le GP III : 10 %

<i>Coefficient d’abattement au titre des délais de recrutement</i>			
<i>Classe du poste</i>	<i>(0 %)</i>	<i>(8 %)</i>	<i>(10 %)</i>
SGA	249,4	229,5	224,5
SSG	217,5	200,1	195,7
D-1	187,9	172,8	169,1
P-5	165,7	152,4	149,1
P-4	138,6	127,5	124,7
P-3	114,7	105,6	103,3
P-2	93,2	85,7	83,9
P-1	93,2	85,7	83,9
SG (1 ^{re} classe)	88,1	81,1	79,3
SG (autres classes)	70,3	64,6	63,2

Annexe VI

Tableau récapitulatif par objet de dépenses

Total CPI	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus compris	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Juges	5 789,1		5 789,1		5 789,1	5 111,9		5 111,9	4 764,4		4 764,4	-347,5	-6,8
Administrateurs	28 224,2	29 031,6	57 255,8		57 255,8	18 974,8	20 628,9	39 603,7	20 434,4	22 042,3	42 476,7	2 873,0	7,3
Agents des services généraux						10 755,9	9 309,6	20 065,5	11 741,6	9 328,7	21 070,3	1 004,8	5,0
Total partiel (fonctionnaires)	28 224,2	29 031,6	57 255,8		57 255,8	29 730,7	29 938,5	59 669,2	32 176,0	31 371,0	63 547,0	3 877,8	6,5
Personnel temporaire	3 770,1	8 271,3	12 041,4	2 232,2	14 273,6	3 171,7	8 176,3	11 348,0	2 729,5	9 119,1	11 848,6	500,6	4,4
Personnel temporaire pour les réunions	906,2	361,3	1 267,5	480,9	1 748,4	589,2	420,7	1 009,9	660,0	153,2	813,2	-196,7	-19,5
Heures supplémentaires	296,4	159,2	455,6		455,6	282,5	120,7	403,2	252,5	138,8	391,3	-11,9	-3,0
Consultants	344,1	317,1	661,2	27,3	688,5	235,9	350,8	586,7	176,0	177,1	353,1	-233,6	-39,8
Total partiel (autre personnel)	5 316,8	9 108,9	14 425,7	2 740,4	17 166,1	4 279,3	9 068,5	13 347,8	3 818,0	9 588,2	13 406,2	58,4	0,4
Voyages	1 064,8	2 784,2	3 849,0	317,5	4 166,5	851,6	3 711,6	4 563,2	946,4	3 598,9	4 545,3	-17,9	-0,4
Représentation	52,4	141,7	194,1		194,1	32,0		32,0	61,0		61,0	29,0	90,6
Services contractuels	1 722,1	1 346,1	3 068,2	327,9	3 396,1	2 770,8	1 616,1	4 386,9	2 677,7	2 011,1	4 688,8	301,9	6,9
Formation	333,8	341,5	675,3		675,3	480,5	267,7	748,2	459,4	232,9	692,3	-55,9	-7,5
Conseil pour la Défense		3 323,1	3 323,1	521,6	3 844,7		1 950,8	1 950,8		3 117,4	3 117,4	1 166,6	59,8
Conseil pour les victimes		1 688,3	1 688,3	307,1	1 995,4		4 279,0	4 279,0		4 010,1	4 010,1	-268,9	-6,3
Frais généraux de fonctionnement	5 227,1	5 365,1	10 592,2	336,2	10 928,4	6 059,3	6 500,6	12 559,9	12 637,0	4 670,4	17 307,4	4 747,5	37,8
Fournitures et accessoires	627,7	360,1	987,8	10,5	998,3	756,3	340,9	1 097,2	765,4	283,5	1 048,9	-48,3	-4,4
Mobilier et matériel	614,3	348,2	962,5	554,1	1 516,6	1 033,9	20,0	1 053,9	1 133,0	76,7	1 209,7	155,8	14,8
Total partiel (hors personnel)	9 642,2	15 698,3	25 340,5	2 374,9	27 715,4	11 984,4	18 686,7	30 671,1	18 679,9	18 001,0	36 680,9	6 009,8	19,6
Total	48 972,3	53 838,8	102 811,1	5 115,3	107 926,4	51 106,3	57 693,7	108 800,0	59 438,3	58 960,2	118 398,5	9 598,5	8,82

Annexe VII

Budget prévisionnel du Mécanisme de contrôle indépendant

Introduction

1. Si l'Assemblée décide d'ajouter les fonctions d'inspection et d'évaluation au mandat actuel du Mécanisme de contrôle indépendant, les postes ci-après correspondent aux ressources en personnel minimum nécessaires pour mener à bien ces missions de façon appropriée.

Ressources en personnel

P-5 (Chef du Mécanisme de contrôle indépendant)

2. Dès l'activation des mandats supplémentaires, il est nécessaire de disposer d'un Chef du Mécanisme de contrôle indépendant capable de superviser et de contrôler les fonctionnaires de la classe des administrateurs chargés des missions d'évaluation et d'enquête, ainsi que d'organiser l'ensemble de la charge de travail du Mécanisme de contrôle indépendant (planification et supervision de la fonction d'évaluation, supervision des enquêtes et des inspections, demandes ad hoc, et toutes les activités financières et administratives du bureau). Le Chef du Mécanisme de contrôle indépendant serait également chargé de faire rapport à l'Assemblée sur les travaux du bureau et de mener personnellement à bien certaines activités d'enquête particulièrement sensibles exigeant un degré plus élevé d'expertise et/ou de confidentialité.

P-4 (Spécialiste principal chargé de l'évaluation)

3. L'élargissement du mandat du Mécanisme de contrôle indépendant aux fonctions d'inspection et d'évaluation va contraindre le Bureau à augmenter ses effectifs maîtrisant les compétences et l'expertise propres à ces domaines. En outre, comme c'est le cas pour le poste d'enquêteur, la nature cloisonnée des activités du Bureau va exiger de la personne chargée de la mission d'évaluation qu'elle opère de façon très indépendante. De plus, cette personne devant travailler en qualité de chef de projet mandatée par des experts extérieurs et supervisée par un panel d'experts de haut niveau, au cas par cas, elle devra avoir une ancienneté suffisante pour mener à bien sa mission.

P-2 (Enquêteur adjoint)

4. L'enquêteur adjoint est principalement chargé de mener à bien des enquêtes internes sous l'autorité du Chef du Mécanisme de contrôle indépendant. En outre, si ses missions d'enquête venaient à s'alléger, cette personne travaillerait en appui des activités du spécialiste principal chargé de l'évaluation, en l'aidant à procéder à des analyses et à des recherches concernant les différents bureaux et projets de la Cour.

SG (autres classes) (Assistant administratif/enquêteur)

5. Le Mécanisme de contrôle indépendant ne dispose d'aucun appui administratif. Une fois que ses fonctions d'enquête, d'inspection et d'évaluation seront pleinement opérationnelles, il sera nécessaire de compléter les postes d'administrateurs par un appui administratif. En outre, un agent des services généraux ayant des compétences en matières d'enquête et d'évaluation serait capable d'apporter un appui technique au Bureau tout en répondant aux besoins administratifs d'ordre général.

Ressources hors personnel

Services contractuels

6. Services contractuels supplémentaires pour appuyer l'externalisation des plans d'évaluations individuelles, comme décidé par l'Assemblée au cas par cas.

Formation

7. Dépenses destinées à fournir au personnel de la catégorie des administrateurs du Bureau une formation visant à renforcer leurs compétences techniques en matière de plans d'évaluation. Les tarifs de ces formations vont de 2 500 euros à 5 000 euros en fonction de la thématique et du nombre de jours proposés (trois jours en moyenne).

Voyages

8. Dépenses destinées à financer les déplacements vers les bureaux extérieurs afin d'entreprendre certains éléments du plan d'évaluation, selon que de besoin, lorsque les programmes évalués exigent des opérations sur le terrain.

Table 1: Grand programme VII-5 : Budget proposé pour 2013

7500 Mécanisme de contrôle indépendant	Dépenses 2011 (milliers d'euros)				Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)		Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)			Variation 2013/2012			
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Fonds imprévus	Total Fonds imprévus	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Montant	%
Administrateurs	5,2		5,2		5,2	115,5		115,5	420,9		420,9	305,4	264,4
Agents des services généraux													
Total partiel (fonctionnaires)	5,2		5,2		5,2	115,5		115,5	420,9		420,9	305,4	264,4
Personnel temporaire	91,7		91,7		91,7								
Personnel temporaire pour les réunions													
Heures supplémentaires													
Consultants													
Total partiel (autre personnel)	91,7		91,7		91,7								
Voyages	4,3		4,3		4,3				4,7		4,7	4,7	
Représentation													
Services contractuels	17,8		17,8		17,8	40		40	60		60	20	50,0
Formation									8,5		8,5	8,5	
Frais généraux de fonctionnement													
Fournitures et accessoires						10		10	10		10		
Matériel, dont mobilier						20		20	20		20		
Total partiel (hors personnel)	22,1		22,1		22,1	70		70	103,2		103,2	33,2	47,4
Total	119		119		119	185,5		185,5	524,1		524,1	338,6	182,5

Table 2: Grand programme VII-5 : Effectif proposé pour 2013

Mécanisme de contrôle indépendant									Total administrat eurs et fonctionnai res de rang supérieur	SG (1 ^{ère} classe)	SG (autres classes)	Total des agents des services généraux	Total fonctionn aires
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
Postes existants	Effectif de base				1		1			2			2
	Effectif lié à une situation												
	<i>Total partiel</i>				1		1			2			2
Nouveaux postes / Postes convertis	Effectif de base					1				1		1	2
	Effectif lié à une situation												
	<i>Total partiel</i>					1				1		1	2
Postes réaffectés/ reclassés/ restitués	Effectif de base												
	Effectif lié à une situation												
	<i>Total partiel</i>												
Total					1	1	1			3		1	4

Annexe VIII

Réorganisation du Grand programme VII-1

A. Événements et contexte débouchant sur la réorganisation

1. Le Rapport du Commissaire aux comptes pour 2009, inclus dans les états financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009,¹ a indiqué dans la Recommandation 1, au paragraphe 26, qu'« une fois achevée sa période initiale de fonctionnement, le Comité de contrôle revoie les mécanismes de gouvernance concernant le projet afin de confirmer qu'ils répondent aux fins qui doivent être les leurs et sont de nature à assurer le plein respect de l'obligation redditionnelle. »

2. Le Rapport du Commissaire aux comptes pour 2010, inclus dans les états financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010,² a indiqué dans la Recommandation 2, au paragraphe 43, qu'il fallait encore que des structures redditionnelles claires soient établies dans les meilleurs délais afin d'assurer la bonne gestion des risques ainsi que le contrôle et le suivi adéquats du projet. Au paragraphe 46 de la Recommandation 3, le Commissaire aux comptes a relevé l'absence de clarté concernant les rôles et responsabilités du Directeur de projet de l'Assemblée des États Parties et de la Cour en ce qui concerne le rôle administratif qui incombe à l'un et à l'autre dans le projet, comme les finances et les passations de marchés.

3. Dans le rapport pour 2010 du Bureau de l'audit interne, le paragraphe 15 a trouvé que le cadre financier du projet et les processus de passation des marchés souffraient d'une absence de clarté concernant les rôles et responsabilités et que des systèmes et des contrôles n'étaient pas entièrement mis en place. Le cadre financier avait besoin d'être clairement défini afin d'identifier les rôles et responsabilités, recenser les ressources nécessaires de la Section du budget et des finances et du service chargé de la passation des marchés, ajouter de la clarté et fournir l'assurance au Greffier et au Directeur de projet de l'Assemblée des États Parties que le projet avait créé des systèmes et des contrôles financiers conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière, des procédures administratives et des règles éthiques.

4. Dans le Rapport d'évaluation par les pairs en date de novembre 2010, les experts indépendants Ken Jeavons et Pierre Gilliot ont indiqué : « Les responsabilités financières dans le cadre du projet ne sont pas claires et doivent être mieux définies et rendues transparentes. Les informations et les données concernant les contributions des États, le Fonds d'affectation spéciale, le compte spécial, l'allocation des crédits liés au projet, à savoir les encadrés 1 à 4, la gestion des coûts au cours des différentes phases du projet, comme les dépenses imprévues, le volant de crédits, etc., figurent dans divers documents. Il est nécessaire de compiler l'ensemble de ces données dans un document exhaustif, soumis à l'approbation des trois parties prenantes, qui pourrait alors être utilisé, notamment par le Comité de contrôle indépendant, comme document de référence lors de l'examen des rapports financiers et de la prise de décisions. En outre, la mise en œuvre d'une approche globale du projet a des avantages notables, mais il faut tout d'abord que le budget soit précisé et approuvé par toutes les parties. Le règlement financier et les règles de gestion financière de la Cour doivent être respectés et le Greffe aura, par conséquent, la responsabilité de certifier le document avec le Directeur de projet. »

5. Lors de sa quinzième session en juin 2011, le Comité d'audit a noté le besoin de définir des responsabilités concernant le contrôle financier et les fonctions opérationnelles. Il a été noté l'absence persistante de clarté concernant l'identité du « contrôleur financier » pour le projet. Les membres du Comité ont débattu de la nécessité de cartographier les structures financières du projet.

¹ ICC-ASP/9/13.

² ICC-ASP/10/12.

6. Lors de sa seizième session en avril 2011, le Comité du budget et des finances a recommandé que les questions relatives à la structure de gouvernance identifiées par l'Auditeur interne et le Commissaire aux comptes soient abordées dans les plus brefs délais afin d'éviter tout retard supplémentaire.³

B. Réorganisation nécessaire de l'équipe

1. Élargissement du champ d'application du projet

7. Les autres coûts relatifs au projet mais pas directement à la construction (« éléments 2gv ») n'ont été recensés qu'en 2011. Ces coûts sont estimés à 42,2 millions d'euros, qui viennent s'ajouter aux 190 millions d'euros du budget de la construction, dont 22,1 millions d'euros sont alloués aux biens d'équipement intégrés pour l'utilisateur (« éléments 3gv »), et 0,1 million d'euros aux biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur (« éléments 2gv et autres coûts »).

8. Le Comité de contrôle a donné comme objectif au Directeur de projet de trouver des économies afin que les coûts 3gv qui s'élèvent à 22,1 millions d'euros soient absorbés par le budget de la construction de 190 millions d'euros.⁴

9. Le Directeur de projet a également identifié le besoin de mettre en place un nouveau mécanisme de travail, à savoir le projet de transition. Ce mécanisme vise à préparer la Cour à faire face à sa mission à la fin 2015 lorsqu'elle sera propriétaire du nouveau bâtiment.

10. Les activités susmentionnées ont élargi notablement le champ d'application du projet, ce qui a débouché sur une augmentation des contrôles financiers et des activités de coordination, comme dans le cas des passations de marchés liés aux éléments 2gv.

11. Ayant analysé la situation actuelle et dans le cadre de la structure de gouvernance révisée, le nouveau Directeur de projet a, par conséquent, identifié le besoin de réviser la structure de l'équipe du projet, avec des rôles et responsabilités nouvellement définis et mieux adaptés aux véritables besoins du projet.

2. Modification des responsabilités du Directeur de projet adjoint

12. Suite à l'élargissement du champ d'application du projet et à l'identification d'un cadre financier révisé, le Directeur de projet adjoint dispose de responsabilités très élargies. Outre la mission de présenter les rapports financiers sur le budget de la construction de 190 millions d'euros et de procéder au contrôle financier du Bureau du Directeur de projet, qui constituent en soi deux grands programmes, les responsabilités du directeur adjoint ont été étendues au grand programme VII-2, Intérêts du prêt de l'État hôte, et à deux sous-programmes, Ressources en personnel et Éléments 2gv. Compte tenu de l'objectif complexe que constitue l'intégration des éléments 3gv dans le budget de la construction, un contrôle financier strict et effectif est absolument indispensable, tout comme l'est désormais le besoin d'estimer les coûts prévisionnels du projet afin de mener à bien tous les aspects du projet, l'impact des intérêts sur les États Parties, les remboursements du prêt et le coût total de propriété.

13. En outre, sa fonction inclut désormais des responsabilités supplémentaires importantes en matière de coordination et de suivi des passations de marchés et des activités d'audit, missions supervisées par le Bureau du Directeur de projet afin de garantir que les objectifs du projet sur les locaux sont atteints.

C. Justification du reclassement

14. Le poste actuel du directeur de projet adjoint P-4, n'a jamais fait l'objet d'une évaluation. Par conséquent, son classement a été réalisé sur la base de l'avis de vacance de poste.

³ Documents officiels ... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. II, partie B.1, paragraphe 91.

⁴ ICC-ASP/10/22, Résumé analytique et paragraphe 42.

15. Comme cela est décrit dans la section précédente, il a été identifié le besoin de mettre en place un contrôle financier strict et adapté, afin d'atteindre les objectifs du projet. En outre, les responsabilités en matière de passation de marchés dans le cadre du projet ont été prises en charge et identifiées par le Bureau du Directeur de projet et doivent faire l'objet d'une coordination sur toute la durée du projet.

16. Afin de trouver une solution à cette situation, le Directeur de projet a examiné trois alternatives possibles :

Option 1 : maintenir la situation en l'état. Cette option constitue l'alternative la plus risquée. Compte tenu des restrictions en termes de ressources, il est possible que l'aspect relatif au contrôle financier ne puisse pas être traité de façon adéquate. La situation actuelle n'est en outre pas tenable pour le reste du projet (à savoir les trois prochaines années). Un simple dépassement budgétaire de 1 % entraînerait déjà un coût supplémentaire de 2 millions d'euros pour la Cour et, par conséquent, pour les États Parties.

Option 2 : procéder au recrutement d'un fonctionnaire des finances P-3 à temps partiel. Cette option représenterait une augmentation significative du budget annuel de la Cour.

Option 3 : reconnaître les fonctions supplémentaires incombant au poste actuel de Directeur de projet adjoint et procéder au reclassement du poste en conséquence. Le poste de directeur de projet adjoint et de contrôleur financier P-5 est un poste ouvert pour une durée limitée, à savoir jusqu'à l'achèvement du projet des locaux permanents, dont le terme est prévu fin 2015. Ce poste ne propose donc pas une perspective professionnelle à long terme et sera supprimé (comme le reste du Bureau du Directeur de projet) au terme du projet des locaux permanents.

17. Le Directeur de projet a conclu que l'Option 3 – reclassement du poste de Directeur de projet adjoint de la classe P-4 à la classe P-5 – est la meilleure alternative, dans la mesure où cette solution expose la Cour à un moindre risque opérationnel.

18. Le reclassement n'a pas une incidence financière à long terme sur le budget de la Cour. La différence financière entre un poste P-4 et un poste P-5 est minimale, et n'a par conséquent aucune incidence négative sur le budget. Une approche neutre sur le plan budgétaire est proposée pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

D. Conclusion

19. Sur la base de ce qui précède, le Directeur de projet a demandé au Chef de la Section des ressources humaines de procéder à l'évaluation du classement du poste de directeur de projet adjoint p-4 afin d'intégrer les fonctions de contrôleur financier.

20. La demande de reclassement n'a pas encore été initiée par la Cour et n'a pas été intégrée au projet de budget au titre du GPVII.1, compte tenu de la recommandation du Comité visant à ce que la Cour gèle le nombre de postes permanents au niveau approuvé en 2010 jusqu'à ce que tous les postes aient été justifiés à nouveau de façon détaillée ;⁵ ainsi que du fait que la Cour procède actuellement à la finalisation de sa politique de reclassement en application des recommandations émises par le Comité lors de sa dix-huitième session. Ce reclassement fait l'objet d'un examen séparé par le biais du Comité de contrôle, et après confirmation par le classificateur, il pourra être intégré sans coût supplémentaire au budget de 2013, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée.

⁵ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B.1, paragraphe 56.

Annexe IX

Budget-programme pour 2013 pour le Bureau de liaison auprès de l'Union africaine

Conformément à la résolution ICC-ASP/9/Res.4, section IX, de l'Assemblée des États Parties,¹ aucun fonds n'a été alloué au Bureau de liaison auprès de l'Union africaine dans le budget-programme pour 2012. S'il advient que l'Union africaine accepte la demande, formulée par la Cour, d'ouvrir un bureau de liaison à Addis-Abeba (Éthiopie), celle-ci informera le Comité du budget et des finances qu'elle doit faire appel aux ressources du Fonds en cas d'imprévus pour un montant n'excédant pas la somme de 436 700 euros inscrite dans le budget-programme pour 2013, aux fins d'ouvrir un bureau de liaison à Addis-Abeba.

1320 Bureau de liaison auprès de l'Union africaine	Dépenses 2011 (milliers d'euros)			Budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)			Budget proposé pour 2013 (milliers d'euros)		
	Ressources		Total	Ressources		Total	Ressources		Total
	Ressources de base	liées aux situations		Ressources de base	liées aux situations		Ressources de base	liées aux situations	
<i>Juges</i>									
Administrateurs							169,1		169,1
Agents des services généraux							63,2		63,2
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>							232,3		232,3
Personnel temporaire							70,3		70,3
Personnel temporaire pour les réunions									
Heures supplémentaires									
Consultants									
<i>Total partiel (autre personnel)</i>							69,9		69,9
Voyages							15,2		15,2
Représentation							1,0		1,0
Services contractuels							15,6		15,6
Formation									
Frais généraux de fonctionnement							49,6		49,6
Fournitures et accessoires							5,0		5,0
Matériel, dont mobilier							47,7		47,7
<i>Total partiel (hors personnel)</i>							134,1		134,1
Total							436,7		436,7

¹ *Ibid.*, vol. I, partie III, ICC-ASP/9/Res.4.

Annexe X

Projections des recettes pour 2010-2013 (en millions d'euros)

Description	2010	2011	2012	2013
Contributions mises en recouvrement	103,6	103,6	108,8	118,8
Intérêts créditeurs	0,3	0,4	0,3	0,4
Total	103,9	104,0	109,1	118,8



Annexe XI

Estimation du compte de résultat pour 2013

Fonds d'affectation spéciale pour financer la participation des pays les moins avancés aux activités de l'Assemblée

Poste de dépense	Euros
Estimation des recettes pour 2013	
Contributions de donateurs	60 000
<i>Total partiel recettes</i>	<i>60 000</i>
Estimation des dépenses pour 2013	
Voyages	52 200
Dépenses d'administration	7 800
<i>Total partiel dépenses</i>	<i>60 000</i>
Recettes nettes pour 2013	0

Annexe XII

Présentation des fonctions des programmes et sous-programmes

A. Grand programme I : Branche judiciaire

1. Programme 1100 : Présidence
 - (a) Fonction administrative : administrer la Cour et assurer la coordination des travaux des organes.
 - (b) Fonction judiciaire : fournir un appui aux Chambres, appliquer les sentences et assumer les autres missions confiées à la Présidence en vertu du Statut et des textes connexes.
 - (c) Fonction liée aux relations extérieures : mieux faire comprendre le travail de la Cour et coordonner les activités de l'Organisation en matière de communications externes.
2. Programme 1200 : Chambres
 - (a) Section préliminaire
 - (b) Section de première instance
 - (c) Section des appels
3. Programme 1300 : Bureaux de liaison
 - (a) Bureau de liaison de New York : améliorer les relations et faciliter la coopération entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies.

B. Grand programme II : Bureau du Procureur

1. Programme 2100 : Procureur
 - (a) Sous-programme 2110 : Cabinet du Procureur/Section des avis juridiques
 - (i) Fonction stratégique : orienter les stratégies qui sous-tendent la stratégie en matière de poursuites ; évaluer les normes et politiques juridiques et la stratégie de déploiement des ressources humaines.
 - (ii) Fonction de consultation : communication d'avis juridiques aux Divisions fonctionnelles du Bureau ; et coordination du réseau juridique universitaire.
 - (b) Sous-programme 2120 : Section des services
 - (i) Unité de l'administration générale : questions budgétaires et financières, administration des ressources humaines et appui opérationnel aux équipes conjointes et aux Divisions.
 - (ii) Unité des services linguistiques : prestation de services de traduction et de services d'interprétation sur le terrain en relation avec les opérations réalisées par le Bureau du Procureur.
 - (iii) Unité de la base de connaissances : prestation de services basés sur les technologies de l'information, spécifiques au Bureau du Procureur.
 - (iv) Unité des informations et des éléments de preuve : traitement des éléments de preuve matériels, des pièces susceptibles d'être versées au dossier et des renvois.
2. Programme 2200 : Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération
 - (a) Analyse des situations
 - (i) Fonction opérationnelle : analyse des situations dignes d'attention (nouvelles et existantes) du point de vue des intérêts de la justice, de la complémentarité et de la recevabilité ; analyse des communications et

des renvois visés aux articles 15 et 53 du Statut. Mise à disposition des équipes conjointes de moyens d'analyse spécifiques pour chaque situation.

- (ii) Fonction de consultation : soumission de rapports et de recommandations de fond à l'intention du Comité exécutif.
- (b) Coopération internationale
 - (i) Fonction de relations extérieures : constitution de réseaux internationaux, négociation d'accords de coopération et instauration d'une coopération dans le cadre des situations. Coordination des demandes d'assistance.
 - (ii) Coopération judiciaire : coordination de l'assistance judiciaire.
 - (iii) Coopération internationale et arrestations : application de stratégies en matière de coopération internationale, promotion des efforts à déployer au niveau national et des activités de coopération en général en ce qui concerne les arrestations.
 - (iv) Mise à la disposition des équipes conjointes d'une capacité de consultation spécialisée en matière de coopération internationale.
- 3. Programme 2300 : Division des enquêtes
 - (a) Sous-programme 2320 : Section de la planification et des opérations
 - (i) Unité de l'appui aux opérations et aux enquêtes : appui et suivi des opérations sur le terrain et des procédures de sécurité, fourniture d'informations spécialisées en criminalistique, de transcriptions dans les langues de travail et dans des langues autres que les langues de travail et de ressources pour la saisie de métadonnées.
 - (ii) Unité Violences sexistes et enfants : avis et soutien pour les questions en rapport avec les victimes et les témoins.
 - (iii) Unité de la stratégie et de l'analyse en matière d'enquête : conception de stratégies d'enquêtes, réalisation d'analyses des crimes. Conception de normes opératoires en matière d'enquête et d'analyse et renforcement des réseaux établis avec les administrations nationales et les services de répression.
 - (b) Sous-programme 2330 : Équipes d'enquêteurs
 - (i) Fonction opérationnelle : intègre la capacité d'enquête et les opérations sur le terrain que mènent les équipes conjointes affectées à une situation et chargées de recueillir les éléments de preuve et de mettre en œuvre les stratégies et plans en matière d'enquête.
 - (ii) Des ressources spécialisées viennent compléter les équipes affectées aux procès en première instance et en appel.
- 4. Programme 2400 : Division des poursuites
 - (a) Poursuites
 - (i) Fonction judiciaire : plaider des affaires devant la Section préliminaire et la Section de première instance, rédiger les documents contenant les charges visées à l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 61 du Statut et préparer les argumentations juridiques.
 - (ii) Fonction de consultation : communiquer des avis juridiques aux équipes conjointes en concevant des stratégies d'enquête et de préparation de dossier.
 - (b) Appels
 - (i) Fonction judiciaire : traiter les procédures d'appel, établir des conclusions concernant les appels interlocutoires et les appels de dernière instance et présenter des arguments oraux dans le cadre d'un appel.

- (ii) Fonction de consultation : communiquer les avis juridiques au Bureau au sujet des appels effectifs ou potentiels.

C. Grand programme III : Greffe

1. Programme 3100 : Greffier

- (a) Sous-programme 3110 : Cabinet du Greffier
 - (i) Fonction de consultation : communiquer des avis juridiques au Greffier et à d'autres organes de la Cour. Établir, négocier et réviser les instruments juridiques ainsi que les politiques et directives internes.
 - (ii) Fonction en matière de relations extérieures : assurer la liaison avec l'État hôte en ce qui concerne l'application de l'Accord de siège. Contrôler les mesures prises par les États Parties en matière de coopération et d'application de textes législatifs.
- (b) Sous-programme 3130 : Section des avis juridiques
 - (i) Fonction opérationnelle : assurer une approche unifiée et coordonnée des questions juridiques communes à tous les organes de la Cour ; protéger les intérêts juridiques de la Cour et de son personnel et réduire le plus possible les risques de responsabilité juridique ; négocier et établir des instruments juridiques, dont les contrats, les accords internationaux, et les protocoles d'entente ; rédiger et réviser les politiques et directives à usage interne ; représenter la Cour lors de procédures judiciaires.
 - (ii) Fonction de consultation : fournir des avis juridiques au Greffier, aux sections et unités du Greffe et aux autres fonctionnaires de la Cour sur des questions concernant le cadre juridique général dans lequel s'inscrivent les activités de la Cour relevant de la compétence du Greffier.
- (c) Sous-programme 3140 : Section de la sécurité
 - (i) Fonction opérationnelle : prise en charge de l'aspect matériel de la sécurité de la Cour.
 - (ii) Fonction de consultation : communication d'avis du point de vue de la sécurité en général.
- (d) Sous-programme 3180 : Section des opérations hors siège
 - (i) Fonction opérationnelle : coordination des activités des bureaux extérieurs et suivi de leur gestion.
 - (ii) Fonction de consultation : avis sur les opérations hors siège.
- (e) Sous-programme 3190 : Appui à la Défense
 - (i) Fonction opérationnelle : assister les personnes sollicitant l'aide judiciaire, les équipes de la Défense et les équipes juridiques des victimes ; protéger l'indépendance des équipes de la Défense et des équipes juridiques des victimes et communiquer avec d'autres organes et interlocuteurs extérieurs à la Cour.

2. Programme 3200 : Direction des services administratifs communs

- (a) Sous-programme 3210 : Bureau du directeur
- (b) Sous-programme 3220 : Section des ressources humaines
 - (i) Unité du recrutement et des affectations
 - (ii) Unité de la gestion et du suivi du personnel
 - (iii) Unité de la formation et du perfectionnement
 - (iv) Unité de la santé et du bien-être du personnel
- (c) Sous-programme 3240 : Section du budget et des finances
 - (i) Unité des comptes : gestion financière

- (ii) Unité de la paie
 - (iii) Unité des décaissements
 - (iv) Unité de la trésorerie
 - (v) Unité des contributions
 - (vi) Unité du budget : élaboration et gestion du budget
 - (d) Sous-programme 3250 : Section des services généraux
 - (i) Unité des voyages
 - (ii) Unité de gestion des installations
 - (iii) Unité de la logistique et des transports
 - (iv) Unité des achats
 - (e) Sous-programme 3260 : Section des technologies de l'information et des communications
 - (i) Unité des opérations : mise à disposition de matériel informatique, de logiciels, d'applications et de systèmes de communication ; appui aux utilisateurs.
 - (ii) Unité des services informatiques : conception de systèmes d'information et d'applications, et assistance dans ces domaines.
3. Programme 3300 : Direction du service de la Cour
- (a) Sous-programme 3310 : Bureau du directeur
 - (b) Sous-programme 3320 : Section de l'administration judiciaire
 - (i) Fonction opérationnelle : organisation des audiences ; mise à disposition de salles d'audience parfaitement opérationnelles ; appui pour les liens vidéo ; gestion des informations issues des audiences.
 - (c) Sous-programme 3330 : Section de la détention
 - (i) Fonction opérationnelle : responsabilité pour la détention de façon sûre et avec humanité des personnes incarcérées sous l'autorité de la Cour.
 - (d) Sous-programme 3340 : Section de traduction et d'interprétation de la Cour
 - (i) Fonction opérationnelle : traduction et interprétation (dans le cadre des audiences et autres activités de la Cour, et des missions sur le terrain du Greffe, des Chambres et de la Présidence).
 - (e) Sous-programme 3350 : Unité d'aide aux victimes et aux témoins
 - (i) Fonction opérationnelle : facilitation de l'interaction entre les victimes et les témoins et la Cour.
 - (ii) Fonction de consultation : communication d'avis à la Cour sur les mesures de protection appropriées, les dispositions à prendre en matière de sécurité, les conseils et l'assistance.
 - (f) Sous-programme 3360 : Section de la participation des victimes et des réparations
 - (i) Fonction opérationnelle : assister les victimes et groupes de victimes ; sensibiliser les victimes au respect de leurs droits en vertu du Statut de Rome ; assurer la liaison avec le Secrétariat du Fonds au profit des victimes au sujet de l'application des décisions ordonnant réparation.
4. Programme 3400 : Section de l'information et de la documentation
- (a) Bibliothèque et centre de documentation
 - (i) Fonction opérationnelle : sources d'informations juridiques imprimées, non imprimées et électroniques.

- (b) Unité de l'information
 - (i) Fonction opérationnelle : diffusion d'informations sur les activités de la Cour, promotion d'une meilleure compréhension des principes de la Cour ; maintien d'un dialogue avec les communautés vivant dans les régions où la Cour est active.
- 5. Programme 3700 : Bureaux indépendants et projets spéciaux
 - a) Sous-programme 3540 : Bureau du conseil public pour la Défense
 - (i) Fonction opérationnelle : fournir appui et assistance aux équipes de la défense et aux personnes accusées, et aux Chambres.
 - (ii) Bureau indépendant du Greffe.
 - b) Sous-programme 3750 : Bureau du conseil public pour les victimes
 - (i) Fonction opérationnelle : fournir appui et assistance aux victimes et aux représentants légaux des victimes.
 - (ii) Fonctions indépendantes du Greffe.
 - c) Sous-programme 3760 : Bureau de l'audit interne
 - (i) Fonction opérationnelle : déterminer si les transactions financières sont réalisées de façon efficiente, efficace et économique, dans le respect de la réglementation, des règles et des textes officiels.
 - d) Sous-programme 3770 : Bureau du Greffe pour les locaux permanents
 - (i) Fonction opérationnelle : répondre aux besoins de la Cour, notamment en termes de normes de qualité, de respect des délais et de contrôle financier.
 - (ii) Fonction de consultation : fournir une assistance sur les aspects architecturaux, fonctionnels et techniques des nouveaux locaux.
- D. Grand programme IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties
 - (a) Fonction opérationnelle : fournir une assistance administrative et technique ainsi que des services juridiques et des services de secrétariat à l'Assemblée des États Parties, à son Bureau et à ses organes subsidiaires.
 - (b) Fonction de consultation : fournir une assistance pour les questions financières et budgétaires et rédiger des textes et des déclarations sur ces questions.
- E. Grand programme VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes
 - (a) Fonction opérationnelle : assister le Conseil de direction du Fonds au profit des victimes.
 - (b) Organe placé sous l'autorité du Conseil de direction et rattaché au Greffe de la Cour à des fins administratives.
- F. Grand programme VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)
 - (a) Fonction opérationnelle : fournir à la Cour les meilleurs locaux permanents possibles au plus faible coût.
- G. Grand programme VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant
 - (a) Fonction opérationnelle : fournir à la Cour une surveillance indépendante, efficace et concrète par le biais d'enquêtes, d'évaluations et d'inspections.

Annexe XIII

Glossaire des termes budgétaires

Besoin nouveau	Nouveaux postes de dépense incorporés dans le budget en raison de la conduite d'activités nouvelles ou d'un accroissement des activités en cours.
Budget	Plan défini en termes financiers prévoyant l'application d'un programme d'activités pendant une période donnée.
Budgétisation axée sur les résultats	Processus budgétaire dans lequel : a) les différentes unités de l'organisation définissent des budgets sur la base d'un ensemble d'objectifs prédéfinis et de résultats escomptés ; b) les ressources nécessaires sont déterminées en fonction des produits requis pour que les résultats escomptés se matérialisent ; c) les résultats obtenus sont mesurés à l'aide d'indicateurs de performance par rapport aux objectifs fixés.
Budget-programme	Budget axé sur les tâches à entreprendre et les objectifs recherchés à travers l'accomplissement de ces tâches : le budget-programme privilégie les buts à atteindre et les traduit sous la forme de dépenses nécessaires à leur réalisation ; les décisions portent autant sur les niveaux de ressources que sur les résultats à atteindre.
Contrôle budgétaire	Contrôle ou gestion d'une organisation conformément à un budget approuvé aux fins de contenir les dépenses dans les limites des crédits et des recettes disponibles.
Coûts liés aux situations	Coûts des activités lorsqu'il est décidé d'ouvrir une enquête dans le cadre d'une situation (soit par le Procureur en vertu de l'article 53, soit par la Chambre préliminaire en vertu du paragraphe 4 de l'article 15 du Statut de Rome).
Coûts types	Montants utilisés à des fins de budgétisation et de contrôle budgétaire et représentant un objectif ou un coût unitaire moyen estimé.
Croissance nulle	Telle que définie par le Comité du budget et des finances, la valeur des postes de dépense ou du budget ne change pas. Il n'est pas tenu compte de l'inflation. Quelquefois appelée croissance nominale nulle.
Croissance nulle en valeur réelle	Budget approuvé de l'exercice en cours plus l'inflation ou les augmentations de prix de l'exercice suivant les facteurs sous-jacents restant constants.
Dépenses communes de personnel	Dépenses, autres que les coûts salariaux, liées aux conditions d'emploi du personnel.
Engagement antérieur	Engagement pour lequel l'impact global des incidences financières d'une décision ne se matérialise pas avant la deuxième ou troisième année.
Exercice financier	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre inclus.
Fonds d'affectation spéciale	Compte créé à des fins déterminées et dans le cadre d'accords spécifiques pour comptabiliser le versement de contributions volontaires et leur utilisation dans le but de financer en totalité ou en partie des activités compatibles avec les buts et politiques de l'organisation.
Fonds de roulement	Fonds créé par l'organe législatif approprié pour financer les ouvertures de crédits dans l'attente du versement des contributions des États Parties et à toutes les autres fins qui pourraient être autorisées.

Fonds en cas d'imprévu	Fonds destiné à faire face à des dépenses imprévues.
Grand programme	Fonction majeure d'une organisation à laquelle un ou plusieurs objectifs peuvent être assignés.
Objectif	Situation qu'on souhaite atteindre ou conserver au moyen d'une ou de plusieurs activités.
Objet de dépenses	Principale subdivision du budget d'une organisation à l'intérieur de laquelle des virements peuvent être effectués sans l'approbation préalable de l'Assemblée des États Parties.
Ouverture de crédit	Montant voté par l'Assemblée des États Parties à des fins spécifiques pour un exercice financier pouvant donner lieu à des engagements de dépense à cette fin et jusqu'à concurrence des montants votés.
Poste	Autorisation d'employer une personne ou une succession de personnes pour l'accomplissement d'une tâche requise par l'organisation.
Postes temporaires	Postes d'une durée limitée approuvés par l'autorité compétente dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.
Programme	Ensemble d'activités axées sur la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs définis. Dans la structure des programmes première subdivision d'un grand programme contribuant à la réalisation de l'objectif ou des objectifs de celui-ci.
Ressources de base	Ressources nécessaires pour permettre à la Cour de se mettre en place et de continuer à exister en tant qu'organisation, en disposant des moyens indispensables pour faire face à des situations avant l'ouverture d'une enquête. Les ressources de base couvrent les postes suivants : juges, fonctionnaires élus et appui correspondant, services indispensables à l'accomplissement des principales fonctions administratives et à la maintenance des locaux de la Cour, et capacité indispensable pour exercer des fonctions en matière d'analyses initiales, d'enquêtes, de poursuites et de procédures judiciaires, avant l'ouverture d'une enquête.
Ressources extrabudgétaires	Ensemble des ressources, autres que les ressources du budget ordinaire, gérées par l'organisation.
Sous-programme	Dans la structure des programmes, première subdivision contribuant à la réalisation de l'objectif ou des objectifs de celui-ci.
Structure des programmes	Organisation hiérarchique des programmes (grands programmes, programmes, sous-programmes et postes de dépense de programme, par exemple).

Partie B

Rapports du Comité du budget et des finances

1. Rapport du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-huitième session, Avril 2012*

Table des matières

	Paragraphes	Page
I. Introduction	1-9	207
A. Ouverture de la session, élection des membres du Comité et adoption de l'ordre du jour...	1-8	207
B. Participation d'observateurs	9	208
II. Examen des questions figurant à l'ordre du jour du Comité à sa dix-huitième session.....	10-73	208
A. Questions financières	11-25	208
1. État des contributions.....	11-12	208
2. Liquidités	13	208
3. Placement des liquidités.....	14-16	209
4. Barème des quotes-parts et réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévu	17-18	209
5. Fonds en cas d'imprévu.....	19-23	209
6. Questions d'audit	24-25	210
B. Questions budgétaires	26-34	210
1. Exécution des programmes du budget pour 2011	26-28	210
2. Structure organisationnelle de la Cour.....	29	211
3. Exécution des programmes du budget pour 2012 (premier trimestre)	30	211
4. Hypothèses budgétaires pour 2013	31	211
5. Processus budgétaire	32-34	212
C. Questions d'administration	35-40	212
1. Mesures d'efficience	35	212
2. Comptabilité analytique	36	212
3. Normes comptables internationales pour le secteur public	37-39	213
4. Passation des marchés	40	213
D. Ressources humaines	41-54	213
1. Recrutement	42-43	214
2. Politique en matière de recrutement de personnel temporaire	44-46	214
3. Consultants.....	47	214
4. Responsabilité des gestionnaires.....	48-50	214
5. Conditions d'emploi du personnel sur le terrain	51	215
6. Régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités.....	52-53	215
7. Programme d'administrateurs auxiliaires	54	215
E. Aide judiciaire	55-59	216
F. Locaux de la Cour	60-68	217
1. Locaux provisoires.....	60	217
2. Locaux destinés au personnel de traduction.....	61	217
3. Locaux permanents	62-68	217
G. Questions diverses.....	69-73	218
1. Fonds au profit des victimes	69-72	218
2. Dates de la dix-neuvième session du Comité.....	73	218
Annexe I : État des contributions au 31 mars 2012.....		219
Annexe II : Tableaux des ressources humaines.....		221
Annexe III : Liste des documents		234

* Antérieurement publié sous la cote ICC-ASP/11//5.

I. Introduction

A. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour

1. La dix-huitième session du Comité du budget et des finances (ci-après dénommé « le Comité »), qui a comporté dix séances, s'est tenue au siège de la Cour, à La Haye, du 23 au 27 avril 2012. Le Président de la Cour, M. Sang-Hyun Song, a prononcé une allocution de bienvenue à l'ouverture de la séance.

2. Pour la dix-huitième session, le Comité a été convoqué à la décision prise par l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommée « l'Assemblée ») à la neuvième séance plénière de sa dixième session, le 21 décembre 2011.

Élection des membres du Comité

3. Pour la dix-huitième session, le Comité a, par consensus, élu M. Gilles Finkelstein (France) Président et élu M. David Banyanka (Burundi) Vice-président, conformément à l'article 10 de son Règlement intérieur et suite à l'application d'une vice-présidence tournante d'un an. Le Comité a exprimé ses remerciements au Président sortant, M. Santiago Wins (Uruguay), et au Vice-président sortant, M. Juhani Lemmik (Estonie). Le Comité a également tenu à exprimer sa gratitude aux anciens membres M. Masud Husain (Canada) et Mme Rossette Nyirinkindi Katungye (Ouganda). Conformément à l'article 13 de son Règlement intérieur, le Comité a désigné M. Hugh Adsett (Canada) Rapporteur de la session.

4. Le service des réunions du Comité a été assuré par le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommé « le Secrétariat ») et le Secrétaire exécutif du Comité du budget et des finances, M. Fakhri Dajani, a exercé les fonctions de secrétaire du Comité.

5. À sa première séance, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant (CBF/18/1) :

1. Ouverture de la session
2. Élection des membres du Comité
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Participation d'observateurs
5. Organisation des travaux
6. Questions financières
7. Questions d'audit
8. Questions budgétaires
9. Questions d'administration
10. Ressources humaines
11. Aide judiciaire
12. Locaux de la Cour
13. Questions diverses

6. Ont participé à la dix-huitième session les membres du Comité dont les noms suivent :

1. Hugh Adsett (Canada)
2. David Banyanka (Burundi)
3. Carolina María Fernández Opazo (Mexique)
4. Gilles Finkelstein (France)
5. Fawzi A. Gharaibeh (Jordanie)
6. Samuel P.O. Itam (Sierra Leone)
7. Juhani Lemmik (Estonie)
8. Mónica Soledad Sánchez Izquierdo (Équateur)
9. Gerd Saupe (Allemagne)
10. Ugo Sessi (Italie)
11. Elena Sopková (Slovaquie)
12. Masatoshi Sugiura (Japon)

7. La Présidence, le Bureau du Procureur et le Greffe ont été invités à participer aux réunions du Comité pour présenter les rapports des organes correspondants de la Cour.

8. Le 26 avril 2012, le Comité a pris note des exposés présentés respectivement par le coordinateur du Groupe de travail de La Haye, M. l'Ambassadeur Markus Börlin (Suisse) et par le Président du Groupe d'étude sur la gouvernance, M. l'Ambassadeur Pieter de Savornin Lohman (Pays-Bas). En outre, le Comité a pris connaissance de la note de la Catégorie II (processus budgétaire) du Groupe d'étude sur la gouvernance soumise par son point focal, M. Cary Scott-Kemmis (Australie).

B. Participation d'observateurs

9. Le Comité a accepté la demande de la Coalition pour la Cour pénale internationale d'intervenir devant lui. En outre, des membres du Comité ont eu des rencontres informelles avec des représentants du Conseil du personnel.

II. Examen des questions figurant à l'ordre du jour du Comité à sa dix-huitième session

10. À titre préliminaire, le Comité a regretté le nombre de rapports qui lui ont été soumis très tardivement. Le dépôt tardif des rapports a une incidence particulièrement négative sur la capacité des membres du Comité à gérer leur charge de travail. Le Comité a souligné combien il était important que la Cour fournisse des rapports de qualité, et des réponses aux questions, en temps opportun afin de permettre aux membres du Comité de les examiner avant la session. Pour sa prochaine session, le Comité a décidé qu'il n'examinerait aucun rapport soumis au-delà de la date limite de dépôt des rapports prévue.

A. Questions financières

1. État des contributions

11. Le Comité a examiné l'état des contributions au 31 mars 2012 (annexe I) et a pris note que le montant des arriérés de contributions s'élevait à 1 495 000 euros. En outre, le Comité a pris note du fait qu'au 31 mars 2012, de façon similaire à 2011, 47 pour cent seulement des contributions dues pour 2012 avaient été acquittées et s'est dit préoccupé que seuls 37 États s'étaient acquittés de la totalité de leur contribution. Le Comité a encouragé tous les États Parties à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour veiller à ce que la Cour dispose des ressources suffisantes pendant toute l'année, conformément à l'article 5.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière.

12. Selon le paragraphe 8 de l'article 112 du Statut de Rome, « [u]n État Partie en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de la Cour ne peut participer au vote ni à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. » Le Comité a noté qu'au 31 mars 2012, huit États Parties étaient en retard de paiement et n'auraient donc pas le droit de voter, conformément au paragraphe 8 de l'article 112. Le Comité a noté que le Secrétariat avait communiqué avec les États en situation d'arriérés à trois reprises en 2011 pour les informer du montant minimum dû pour éviter que leur soit appliqué le paragraphe 8 de l'article 112 du Statut et de la procédure d'exemption de la perte des droits de vote. Le Comité a demandé au Secrétariat de notifier à nouveau les États Parties en retard de paiement. Le Comité a recommandé à tous les États en situation d'arriérés de se mettre en règle avec la Cour dans les plus brefs délais.

2. Liquidités

13. Le Comité a été informé qu'au 15 février 2012, les liquidités de la Cour se montaient à environ 75,2 millions d'euros, y compris des liquidités destinées au Fonds de roulement d'un montant de 7,4 millions d'euros et au Fonds en cas d'imprévus d'un montant de 8,7 millions d'euros.

3. Placement des liquidités

14. La Cour a fait rapport au Comité sur l'état et la gestion de ses liquidités. Il a expliqué qu'en 2011, la moyenne des soldes de trésorerie mensuelle s'est élevée à 61,5 millions d'euros avec un rendement annuel de 0,7 million d'euros. La Cour avait concentré ses efforts tout d'abord sur la conservation du capital, et ensuite sur les intérêts. Afin de parvenir à diversifier les risques, elle avait réparti ses investissements dans six établissements bancaires situés dans quatre pays européens dont la notation est de haute qualité. Néanmoins, le Comité a pris note que près de 70 pour cent du total des liquidités investis étaient concentrés dans un seul pays.²

15. Le Comité a invité la Cour à continuer de surveiller les marchés financiers et d'éviter et de réduire, selon que de besoin, une concentration excessive des risques de contrepartie et liés à un pays. Prenant note de l'écart de rendement relativement important entre les fonds investis dans différents établissements bancaires, le Comité a recommandé à la Cour de définir les grandes lignes permettant d'obtenir des rendements satisfaisants tout en préservant les fonds investis, ce qui reste la priorité numéro un, et de déterminer quels établissements bancaires devraient être utilisés, compte tenu de ses besoins en trésorerie et de la notation desdits établissements, notamment eu égard aux conditions instables des marchés financiers, et de faire rapport au Comité à sa vingtième session.

16. Le Comité a également relevé que le Bureau de l'audit interne avait inclus la gestion de la trésorerie de la Cour dans le plan d'audit de 2012 et attend d'être informé par l'Auditeur interne des résultats de son audit à sa vingtième session.

4. Barème des quotes-parts et réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus

17. Le Comité a noté que le critère utilisé pour réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus en 2012 était le barème de quotes-parts au 31 décembre 2011. Le Comité a observé que la section E de la résolution ICC-ASP/10/Res.4 ne précisait pas clairement quel barème il convenait d'appliquer pour le réapprovisionnement. Le réapprovisionnement dudit Fonds n'ayant pas encore eu lieu, le Comité a recommandé qu'à l'avenir, le barème des quotes-parts sélectionné pour réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus ne soit pas celui correspondant au moment où le réapprovisionnement est approuvé mais soit celui de l'exercice budgétaire correspondant au moment où la répartition entre les États Parties est réalisée.

18. Le Comité a également noté que, conformément à l'article 117 du Statut de Rome, le barème des quotes-parts de la Cour était fondé sur le barème adopté par l'Organisation des Nations Unies pour son budget ordinaire et adapté conformément aux principes sur lesquels le barème était fondé. Le Comité a observé que la façon dont la Cour calcule actuellement le barème de quotes-parts n'était pas claire. Par conséquent, le Comité a recommandé que la Cour fournisse au Comité, lors de sa dix-neuvième session, la méthode qu'elle applique pour le calcul du barème. Le Comité a également recommandé que l'Assemblée demande à la Cour de publier le barème des quotes-parts qu'elle appliquait et de transmettre cette information aux États Parties avec la notification annuelle de leur quote-part.

5. Fonds en cas d'imprévus

19. Le Comité a relevé que le solde d'ouverture du Fonds en cas d'imprévus en 2010 était de 9 168 567 euros et, suite au prélèvement de 412 000 euros cette même année, le solde était de 8 756 567 euros au 1^{er} janvier 2011.

20. Au cours de 2011, la Cour a déposé des notifications de prélèvement sur le Fonds en cas d'imprévus pour un montant de 8 544 484 euros, dont 5 125 349 euros ont été dépensés.

² Les fonds investis de la Cour sont répartis dans six établissements bancaires situés dans quatre pays :

1. ABN AMRO, Pays-Bas :	26,4 millions d'euros (35 %)
2. ING Bank, Pays-Bas :	12,0 millions d'euros (16 %)
3. Rabobank, Pays-Bas :	13,8 millions d'euros (18 %)
4. Deutsche Bank, Allemagne :	17,0 millions d'euros (23 %)
5. BNP Paribas, France :	3,0 millions d'euros (4 %)
6. HSBC, Royaume-Uni :	3,0 millions d'euros (4 %)
Total :	75,2 millions d'euros

Si l'on tient compte des chiffres avant audit de 2011, pouvant faire l'objet d'une modification, qui indiquent un solde excédentaire de 1 326 756 euros après exécution du budget ordinaire approuvé pour 2011, le montant réel des prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus s'élèverait à 3 798 593 euros.

21. En ce qui concerne le réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus, le Comité a relevé qu'une fois l'excédent appliqué, le solde du Fonds en cas d'imprévus au 31 décembre 2011 serait de 4 957 974 euros et que les 2,2 millions d'euros approuvés lors de la dixième session de l'Assemblée seraient suffisants pour réapprovisionner le Fonds à hauteur de son seuil minimum de 7 millions d'euros.³

22. Le Comité a pris note du rapport sur les critères d'utilisation du Fonds en cas d'imprévus et s'est réjoui du développement d'une procédure opérationnelle standard qui décrit les étapes à suivre pour accéder au Fonds.

23. Le Comité a noté que trois demandes de prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus avaient été reçues à la fin de sa session d'avril, pour un montant total de 2 377 400 euros.⁴ Le Comité a souligné la nécessité pour la Cour de recourir avec la plus extrême prudence au Fonds en cas d'imprévus et de s'assurer que les demandes de prélèvements sur le Fonds ne soient faites que si cela s'avère absolument nécessaire. Le Fonds en cas d'imprévus ne devait pas être considéré comme une forme alternative de financement.

6. Questions d'audit

24. Le Comité a pris note de l'exposé du Directeur du Bureau de l'audit interne. Il a été constaté que bien que les gestionnaires aient été plus réceptifs aux recommandations en matière d'audit, il semblait y avoir encore un retard dans leur mise en œuvre. Le Comité a proposé qu'à l'avenir, les exposés du Directeur du Bureau de l'audit interne intègrent la réponse des gestionnaires aux recommandations du Bureau de l'audit interne.

25. Le Comité a pris note de la présentation du plan d'audit triennal du Directeur du Bureau de l'audit interne fondé sur son registre des risques. Le Comité a suggéré que le Bureau de l'audit interne examine la possibilité de procéder à une évaluation de l'aide judiciaire.

B. Questions budgétaires

1. Exécution des programmes du budget pour 2011

26. Le Comité a examiné le rapport sur l'exécution des programmes et des activités de la Cour pénale internationale pour l'année 2011⁵ et s'est félicité de la présentation. Il a pris note de l'activité intense de la Cour en 2011 et s'est réjoui que, pour la première fois, les hypothèses budgétaires se soient concrétisées. Par conséquent, selon des chiffres préliminaires avant audit, le taux global d'exécution était de 98,7 pour cent, soit un montant total de 102,28 millions d'euros,⁶ sur un budget total approuvé de 103,61 millions d'euros. Le Comité a pris note que les dépenses réelles de la Cour, si l'on additionne le budget

³ Solde du Fonds en cas d'imprévus au 31 décembre 2010	9 168 567 euros
Moins : Montant prélevé en 2010	<u>412 000 euros</u>
Solde du Fonds en cas d'imprévus au 1 ^{er} janvier 2011	8 756 567 euros
Moins : Dépenses (avant audit) au cours de 2011	<u>5 125 349 euros</u>
Solde net	3 631 218 euros
Plus : Excédent du budget ordinaire approuvé de 2011	<u>1 326 756 euros</u>
Solde disponible au 31 décembre 2011	4 957 974 euros
Plus : Réapprovisionnement approuvé par l'Assemblée à sa dixième session	<u>2 200 000 euros</u>
Solde du Fonds en cas d'imprévus au 31 décembre 2011 après réapprovisionnement	7 157 974 euros

⁴ En 2012, la Cour a soumis au Comité des notifications de budget supplémentaire pour prélever sur le Fonds en cas d'imprévus comme suit :

(a) Par courrier en date du 4 janvier 2012, le Greffier a soumis une notification de prélèvement pour un montant de 391 800 euros afin de couvrir les coûts liés à la situation en Côte d'Ivoire ;

(b) Par courrier en date du 14 mars 2012, le Greffier a soumis une notification de prélèvement pour un montant de 417 800 euros afin de couvrir les coûts liés à la prolongation des mandats ; et

(c) Par courrier en date du 12 avril 2012, le Greffier a soumis une notification de prélèvement pour un montant de 1 567 800 euros afin de couvrir les coûts liés à la décision de confirmation des charges dans la situation au Kenya.

⁵ ICC-ASP/11/8.

⁶ Sous réserve de la certification par le Commissaire aux comptes.

ordinaire et les prélèvements réalisés sur le Fonds en cas d'imprévu, s'élevaient à 107,4 millions d'euros, ce qui représente un dépassement budgétaire de 3,8 millions d'euros par rapport au budget approuvé pour 2011.

27. Le Comité a relevé que les dépenses au titre du personnel temporaire et de l'aide judiciaire excédaient largement le budget alloué pour ces postes. Le taux d'exécution au titre du personnel temporaire s'élevait à 135,6 pour cent du budget approuvé, ce qui représente une dépense supplémentaire de 3 183 000 euros (les dépenses réelles en 2011 s'élevaient à 12 134 000 euros par rapport au budget approuvé de 8 950 000 euros). Le Comité a été informé que ce dépassement budgétaire s'expliquait par une augmentation des activités liées aux activités judiciaires et était également dû à la méthode comptable appliquée à l'heure actuelle par la Cour, qui consiste à comptabiliser au titre du budget alloué au personnel temporaire les dépenses engagées au titre du personnel temporaire recruté pour pourvoir des postes permanents restés vacants pour cause de congé maternité, de congé temporaire, etc. Afin de permettre une meilleure transparence de l'exécution budgétaire, le Comité a recommandé que les ressources engagées pour pourvoir temporairement les postes permanents soient comptabilisées de façon séparée.

28. Le Comité a noté qu'il existait un risque important de dépassement des prévisions budgétaires en matière d'aide judiciaire. L'allongement des délais procéduraux dans l'affaire Lubanga et le maintien en l'état de l'équipe chargée de la Défense sont de nature à entraîner une nouvelle demande d'accès au Fonds en cas d'imprévu dès la fin du premier semestre 2012. Le Comité a donc recommandé que le Greffier fournisse une information financière aux Chambres quant à l'impact des décisions à venir.

2. Structure organisationnelle de la Cour

29. Le Comité a examiné le rapport de la Cour sur sa structure organisationnelle. Il a rappelé sa recommandation que la Cour entreprenne une évaluation/une révision détaillée de sa structure organisationnelle, avec pour objectif l'allègement des fonctions, processus et structures correspondantes, le soulagement des cadres en termes de nombre de subalternes quand cela est possible, l'identification d'opportunités de délégation de responsabilités et la rationalisation des lignes hiérarchiques. En outre, pour sa dix-huitième session, le Comité avait recommandé à la Cour de présenter un rapport sur l'ensemble de sa structure, et non à la seule échelle des positions, en vue d'identifier clairement les lignes hiérarchiques et de gestion, de même que les besoins présents et à venir, afin de modifier la structure de la Cour et fixer les besoins en matière de postes. Le Comité a pris note du rapport, mais a également relevé qu'il n'abordait pas de façon spécifique les questions susmentionnées. Le Comité a demandé à la Cour de faire appel à des ressources au plan interne afin de répondre aux questions susmentionnées lors de sa dix-neuvième session.

3. Exécution des programmes du budget approuvé pour 2012 (premier trimestre)

30. Le Comité a examiné le rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 31 mars 2012.⁷ Le Comité a noté que l'Assemblée avait approuvé un budget de 108 800 000 euros pour l'exercice 2012. Le Comité a constaté que le taux d'exécution à la fin du premier trimestre 2011 était de 29,7 pour cent alors qu'à la fin du premier trimestre 2012, il était déjà de 31,5 pour cent (soit 34,22 millions d'euros). Le Comité a accepté de continuer à suivre ce dossier lors de sa dix-neuvième session.

4. Hypothèses budgétaires pour 2013

31. Le Comité a pris note de l'exposé sur les hypothèses budgétaires prévues pour 2013. La Cour a informé le Comité qu'elle avait élargi le nombre d'hypothèses émises de 11 à 21. La Cour a indiqué que les principaux inducteurs de coûts prévus dans le budget-programme de 2013 sont les suivants : dépenses de personnel avec une augmentation de près de 6 % (4 millions d'euros) ; location des locaux provisoires (6 millions d'euros) ; locaux permanents (éléments 2gv) (0,2 million d'euros) et remplacement différé du matériel (près d'un million d'euros).

⁷ CBF/18/16.

5. Processus budgétaire

32. Le Comité a examiné le rapport de la Cour sur son processus budgétaire.⁸ Le Comité a réitéré sa recommandation formulée à sa dix-septième session, préconisant que la Cour revise son processus budgétaire pour s'assurer que ses programmes et sous-programmes ont bien compris leur cadre fiscal, et qu'un processus de priorisation est mis en place. Dans ce contexte, le Comité a estimé que le rapport de la Cour ne traitait pas certains des principaux sujets de préoccupation, et, par conséquent, a demandé à la Cour de d'examiner les questions suivantes et de soumettre un rapport au Comité à sa dix-neuvième session :

(a) Comment réduire la durée du processus budgétaire de manière à pouvoir fixer les hypothèses à la base du budget de l'exercice suivant, plus tard dans l'année, et réaliser ainsi une estimation plus exacte des conditions déterminant les besoins de financement ? ; et

(b) La Cour va-t-elle adopter une méthode de budgétisation en base zéro de toutes les sections restantes, et, si tel est le cas, à quel moment ?

33. Le Comité a noté que la méthode de budgétisation par « scénario », proposée par la Cour, ne remplaçait pas celle en base zéro, mais décrivait au contraire les exigences additionnelles qui pourraient surgir par suite de l'accroissement du niveau de l'activité judiciaire durant le prochain exercice fiscal, et engendrer ainsi un budget supplémentaire. Même si cette méthode par « scénario » était une initiative heureuse qui permettait d'accroître la transparence budgétaire et la planification, elle n'était toutefois pas en mesure de susciter des économies budgétaires. Le Comité a souligné que le processus budgétaire mis en place pour une section en particulier doit être élaboré conformément aux orientations et ajustements détaillés transmis par la direction de la Cour, s'il veut introduire une stricte discipline fiscale et une analyse rigoureuse des demandes avant de les intégrer à la présentation budgétaire.

34. Le Comité a noté le lien entre le sujet traité dans le rapport sur le processus budgétaire et sa recommandation concernant le nouveau processus de justification des postes, le gel des postes permanents et le rapport de la Cour sur sa structure organisationnelle.

C. Questions d'administration

1. Mesures d'efficacité

35. Le Comité a examiné le Septième rapport sur les progrès de la Cour en matière de gains d'efficacité.⁹ Le Comité a relevé les efforts déployés par différents éléments de la Cour pour parvenir à une meilleure coordination et utiliser de façon plus souple les ressources disponibles de la Cour. D'après le Greffier, les économies réelles qui ont été réalisées grâce à cela en 2011 s'élevaient à 2,9 millions d'euros, dont 1,3 millions d'euros au second semestre 2011. Le Comité a souligné l'importance pour la Cour de continuer à rechercher d'autres sources d'économies. Le Comité a attiré l'attention sur la résolution ICC-ASP/10/Res.4, section H, paragraphe 2, selon laquelle toute proposition d'augmentation du budget pour 2013 doit être compensée par la réduction d'autres crédits afin que le budget corresponde à celui approuvé pour 2012. Notant que le rapport sur les gains d'efficacité ne présentait pas l'impact qu'auraient ces mesures sur le budget approuvé de 2012, le Comité a recommandé que la Cour soumette un rapport sur les gains d'efficacité présentant les implications de ces mesures sur le budget approuvé pour 2012 à sa vingtième session.

2. Comptabilité analytique

36. Le Comité a examiné le rapport de la Cour sur la comptabilité analytique.¹⁰ Le Comité a rappelé les discussions antérieures de la Cour avec le Comité et le Commissaire aux comptes concernant l'incapacité actuelle pour la Cour d'indiquer des coûts précis par procès. Le Comité a noté que le calcul du coût d'un procès par la Cour était encore en cours et a suggéré la mise en œuvre d'une analyse des lacunes. L'analyse des lacunes pourrait

⁸ ICC-ASP/11/11.

⁹ ICC-ASP/11/9.

¹⁰ CBF/18/13.

consister à examiner les coûts des différentes dépenses engagées pour un même procès, afin de recenser les informations disponibles facilement, et celles qui ne l'étaient pas, et de déterminer parmi ces dernières lesquelles il était important de recueillir. Le Comité a noté qu'un rapport « en temps réel » n'était pas obligatoire, mais qu'il s'agissait plutôt d'être en mesure d'obtenir régulièrement des rapports selon que de besoin. Le Comité a également noté que certains inducteurs de coûts importants, comme les coûts à l'unité pour les conseils de la Défense, la traduction, la représentation légale des victimes, l'appui technique et autres, étaient bien définis. Le Comité a demandé à la Cour de lui présenter, à sa dix-neuvième session, un rapport sur sa capacité à mettre en place une comptabilité analytique, en indiquant qu'il était difficile, en l'absence de telles informations, de démontrer que les hypothèses de coût s'étaient concrétisées.

3. Normes comptables internationales pour le secteur public

37. Le Comité a examiné le rapport intérimaire de la Cour sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).¹¹ Le Comité a demandé à la Cour de lui soumettre avant sa dix-neuvième session, de plus amples renseignements sur les implications budgétaires des trois principales alternatives proposées pour passer à une comptabilité d'exercice. Dans la mesure où la Cour qualifie de « comptabilité de caisse modifiée » la méthode comptable qu'elle applique actuellement, le Comité a, en outre, demandé des précisions pour savoir quels éléments faisaient appel à la comptabilité d'exercice dans le budget actuel.

38. Le Comité a également noté un léger dépassement du premier budget alloué au titre des normes IPSAS. Le Comité a rappelé que le projet devait respecter l'enveloppe affectée au projet qui s'élève à 1 917 550 euros, et a demandé qu'un budget actualisé lui soit présenté à sa dix-neuvième session.

39. Le Comité a pris note du rapport de la Cour sur les amendements proposés au Règlement financier et aux règles de gestion financière.¹² Dans l'attente de l'examen préliminaire de cette question par le Comité de l'audit et le Commissaire aux comptes, le Comité a reporté l'examen de cette question à sa vingtième session. En outre, le Comité a noté qu'en raison de la nature technique de ses amendements, il était possible qu'il ne soit pas en mesure d'approuver ou de rejeter les amendements. À cet égard, le Comité a demandé à la Cour de fournir une présentation détaillée des implications de la mise en œuvre des normes IPSAS pour les utilisateurs externes d'informations financières à sa dix-neuvième session.

4. Passation des marchés

40. Le Comité a examiné le Rapport de la Cour sur la passation des marchés.¹³ Le Comité s'est félicité de la création d'un système de divulgation des conflits d'intérêts mais a fait remarquer que cette mesure était attendue depuis longtemps et a demandé des précisions supplémentaires pour savoir si le système de divulgation de conflit d'intérêts prévoyait une déclaration d'avoirs. Le Comité a demandé que la Cour publie les Instructions administratives relatives à sa politique de lutte contre la fraude et les représailles sur son site web afin qu'elle soit largement diffusée et facilement accessible, et de faire rapport au Comité à sa vingtième session.

D. Ressources humaines

41. Le Comité a en sa possession les rapports de la Cour sur la gestion des ressources humaines,¹⁴ la nouvelle méthode de reclassement des postes et la proposition d'un régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités. Le Comité a exprimé sa préoccupation au vu du retard pris par l'exécution de ses recommandations et du déséquilibre continu de la représentation géographique au sein de la Cour. Ce déséquilibre a été mis en évidence par les statistiques sur les ressources humaines transmises au Comité (voir l'annexe II).

¹¹ ICC-ASP/11/3.

¹² ICC-ASP/11/4.

¹³ CBF/18/5.

¹⁴ ICC-ASP/11/7.

1. Recrutement

42. Le Comité a pris acte des procédures permettant d'accroître la représentation des États et régions non représentés ou sous-représentés, et salué les efforts déployés par la Cour pour sélectionner les ressortissants qualifiés de ces États dans ses listes restreintes en cas de recrutement. Le Comité a souligné qu'il était nécessaire de mieux faire connaître les postes disponibles parmi les États et régions non représentés ou sous-représentés, et d'explorer les autres moyens d'y parvenir lors des procédures de recrutement uniformisées, l'objectif étant d'accroître les avantages offerts par la large représentation géographique au sein de la Cour. À cet égard, le Comité a recommandé à la Cour de décrire, dans le cadre de son rapport sur la gestion des ressources humaines, les mesures prises et leurs résultats, ainsi que ses propositions, et de les présenter à sa vingtième session.

43. Le Comité a pris note des progrès réalisés par la Cour visant à rétablir un Comité de sélection. Il attend de recevoir la définition du mandat du Comité de sélection avant sa vingtième session.

2. Politique en matière de recrutement de personnel temporaire

44. Le Comité a renouvelé sa demande, figurant initialement au paragraphe 69 du rapport sur les travaux de sa quinzième session et rappelée au paragraphe 62 du rapport sur les travaux de sa seizième session, sur la nécessité d'une politique standard et de directives écrites en ce qui concerne l'utilisation de personnel temporaire au sein de chaque organe et sur les critères retenus pour les besoins de son engagement.

45. Le Comité a tout particulièrement attiré l'attention sur la portée et l'objet du Règlement du personnel de la Cour qui indique que « le personnel recruté pour une période de courte durée fait l'objet d'un règlement distinct, établi par le Greffier, avec l'accord de la Présidence et du Procureur. »¹⁵ Le Comité a recommandé que la Cour lui soumette un projet sur l'emploi du personnel temporaire et sur les règles à appliquer pour le personnel recruté pour une période de courte durée lors de sa vingtième session.

46. Le Comité a pris acte de l'avis exprimé par la Cour, selon lequel l'application d'un taux de vacance de postes temporaires identique pour chaque organe, selon des conditions contractuelles différentes, pourrait entraîner un déficit de services. Le Comité a invité la Cour à affiner la mise en application de ces taux de vacance pour chacune des catégories du personnel temporaire dans le cadre de sa proposition de budget-programme pour l'année 2013.

3. Consultants

47. Le Comité a noté que la Cour finalise actuellement sa stratégie sur l'emploi des consultants et des prestataires individuels, au titre des contrats de services spéciaux, et inclut des critères détaillés sur le recours aux consultants, ainsi qu'une matrice d'évaluation des services rendus. Le Comité a souligné que les consultants et les prestataires individuels ne devaient pas être employés à des fins de remplacement, ni s'acquitter des fonctions prévues pour les postes permanents et temporaires. Le Comité a recommandé à la Cour de fournir, dans le cadre de son rapport sur la gestion des ressources humaines, les informations sur l'avancement de cette nouvelle stratégie.

4. Responsabilité des gestionnaires

48. Le Comité s'est félicité que la Cour ait élaboré une liste des stratégies prioritaires à élaborer et à promulguer, et qu'elle ait publié, sur le site intranet de la Cour, un Index thématique des textes administratifs liés à la gestion des ressources humaines. Le Comité a recommandé à la Cour d'utiliser, autant que possible, ses capacités internes avant de procéder à une demande de ressources additionnelles, et de publier l'Index sur Internet, l'objectif étant d'accroître la transparence de sa stratégie de gestion des ressources humaines avant la vingtième session du Comité.

¹⁵ ICC-ASP/4/3, « Portée et objet » (page 9 de la version anglaise).

49. Le Comité a pris acte de l'avis de la Cour sur la révision du système actuel d'évaluation de la performance. Il a rappelé la résolution de l'Assemblée (ICC-ASP/10/Res.4), dans laquelle l'Assemblée charge la Cour de «réviser ce système d'évaluation, notamment par l'examen des différentes options permettant l'évaluation des performances atteignant un niveau satisfaisant.» Le Comité a recommandé à la Cour d'élaborer des propositions sur l'introduction d'une culture de la responsabilisation du personnel, incluant des récompenses en cas de bonne performance et des sanctions dans le cas contraire, et de lui rendre compte des résultats pour examen lors de sa vingt-deuxième session.

50. Le Comité a pris acte du rapport de la Cour sur sa nouvelle méthode de classement des postes. Le Comité a rappelé que le reclassement des postes situés dans la catégorie Administrateurs doit obtenir l'aval de l'Assemblée, à la demande de la Cour, et recommandé à l'Assemblée de continuer à faire valoir son pouvoir final d'approbation dans ce domaine. Le Comité a souligné que l'accroissement de la charge de travail ne pourrait justifier la nécessité d'un reclassement. Il a noté que l'élaboration de critères d'évaluation clairs applicables au reclassement pourrait renforcer la responsabilisation des gestionnaires, et que l'octroi à la Cour d'une certaine souplesse pour sa réorganisation, dans le respect du nombre et des classes de postes approuvés, pourrait accroître l'efficacité et l'efficience de la Cour. Le Comité a recommandé à la Cour de réviser soigneusement sa proposition et de lui rendre compte des résultats pour examen lors de sa vingt-deuxième session.

5. Conditions d'emploi du personnel sur le terrain

51. La Cour a informé le Comité qu'elle avait décidé d'harmoniser ses conditions de services, concernant le personnel professionnel servant dans ses bureaux de terrain, avec le régime commun des Nations Unies, et travaillait sur les dispositions temporaires applicables au personnel recruté. Le Comité a rappelé que toute proposition entraînant des implications budgétaires devait être expressément approuvée par l'Assemblée, après examen par le Comité. Ce dernier a exprimé sa préoccupation à l'égard des tentatives répétées d'échapper aux procédures budgétaires établies. Le Comité a recommandé à la Cour d'élaborer des stratégies sur l'harmonisation des conditions d'emploi et de lui rendre compte des résultats pour examen lors de sa dix-neuvième session, parallèlement aux propositions de réductions et d'augmentations concernant le projet de budget-programme de la Cour pour l'année 2013.

6. Régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités

52. Le Comité a examiné la Proposition par la Cour d'un régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités.¹⁶ Le Comité a remercié la Cour d'avoir intégré dans son rapport, suite aux demandes du Comité, les informations sur les incidences financières d'une participation de 50/50 et une comparaison avec les organisations ayant retenu le régime des Nations Unies.

53. Tenant compte du fait que les premiers retraités remplissant le critère de couverture continue sur dix ans pourraient se manifester dans un avenir proche, et que la Cour estime que le coût d'un régime de subvention de 50 pour cent se situerait dans une fourchette raisonnable et acceptable pour les 15 prochaines années, avant sa stabilisation ultérieure, le Comité a recommandé à la Cour d'affiner sa proposition en vue de tenir compte des implications financières à long terme de ce régime, et des risques prévisibles d'accroissement des primes, et de lui rendre compte des résultats pour examen lors de sa dix-neuvième session.

7. Programme d'administrateurs auxiliaires

54. Le Comité a pris note des informations fournies par la Cour sur sa proposition de mettre en place un programme d'administrateurs auxiliaires et sur les coûts de gestion d'un tel programme, qui, comme c'est la tradition dans toutes les organisations internationales régies par le système des Nations Unies, sont pris en charge par les pays donateurs, de

¹⁶ CBF/18/9.

même que les frais généraux et les autres dépenses engagées pour chaque administrateur auxiliaire. Le projet de programme d'administrateurs auxiliaires est particulièrement opportun et pertinent alors même qu'arrive à son terme en 2012 le programme de stages de l'Union européenne qui, avec plus de 200 stagiaires par an, a fourni à la Cour des ressources humaines supplémentaires. À cet égard, le Comité a invité la Cour à présenter un document clair décrivant l'approche financière appliquée par la Cour et confirmant que l'approche financière des autres organisations internationales serait bien complètement appliquée à ce programme, pour examen par le Comité durant sa dix-neuvième session.

E. Aide judiciaire

55. Le Comité a pris note de l'exposé du Greffier sur les efforts entrepris afin d'examiner le système d'aide judiciaire, conformément aux dispositions de la résolution ICC-ASP/10/Res.4, section J. La Cour a soumis une proposition, qui avait servi de point de départ aux travaux du Groupe de travail de La Haye et qui avait débouché sur l'adoption par le Bureau d'une décision sur l'aide judiciaire, en date du 23 mars 2012. Le Comité a noté que la décision du Bureau sur l'aide judiciaire contenait deux types de réformes : des mesures à mettre en œuvre à compter du 1^{er} avril 2012 et des mesures reportées à la onzième session de l'Assemblée. Le Comité a été informé qu'il restait à déterminer si les mesures adoptées permettraient d'économiser, comme prévu, 1,5 million d'euros, montant qui avait été calculé par l'Assemblée à sa dixième session.¹⁷

56. Le Comité a noté les changements récents apportés au système d'aide judiciaire par le Bureau et le Greffier. Cela constituait la première étape dans la révision du système d'aide judiciaire demandée par l'Assemblée à sa dixième session.¹⁸ L'objectif des réformes demandées était de trouver un équilibre entre le besoin de la Cour de parvenir à une bonne gestion de ses ressources et le besoin de garantir le respect d'un traitement équitable et les droits des personnes déclarées indigentes à être représentées. Le Comité a recommandé que la Cour examine d'autres aspects du système d'aide judiciaire, par exemple la phase consistant à évaluer si un accusé est indigent et la question de la représentation de l'accusé au cours de la phase des réparations, et qu'elle présente son rapport au Comité lors de sa dix-neuvième session.

57. Le Comité a noté qu'un renforcement du rôle du Bureau du conseil public pour les victimes pourrait permettre une réduction globale des coûts, à condition que des ressources suffisantes y soient affectées. Le Comité a rappelé que la règle 90 du Règlement de procédure et de preuve indique qu'« une victime ou un groupe de victimes qui n'a pas les moyens de rémunérer un représentant légal commun choisi par la Cour peut bénéficier de l'assistance du Greffe, y compris, le cas échéant, de son aide financière. » Le Comité a observé que cela constitue également une source d'économies possible, tout en garantissant une représentation adéquate des victimes à la procédure.

58. Le Comité a noté que la prolongation du procès Lubanga avait entraîné une augmentation des dépenses liées à l'aide judiciaire. En ce qui concerne la Défense, les dépenses réelles pour 2012 sont passées à 126 203 euros, en raison notamment du fait que la Chambre soit restée saisie du dossier, et, dans sa décision 2800, que la Chambre préliminaire avait décidé de conserver la même équipe chargée de la Défense.

59. Au cours de sa seizième session, le Comité avait fait part de sa préoccupation face au manque d'informations sur les incidences financières des décisions judiciaires rendues. Le Comité a recommandé qu'afin de permettre une plus grande transparence, le Greffier fournisse aux Chambres une indication de l'impact financier des sujets dont elles sont saisies, de préférence avant qu'une décision ne soit prise. Le Comité a également recommandé que le Président informe les Chambres de la nécessité d'intégrer de façon adéquate la question des coûts lors de leurs délibérations, en tenant compte de l'indépendance des juges. Le Comité a renouvelé sa recommandation que le Greffier soumette un rapport au Comité et à l'Assemblée, dans le cadre du projet de budget-

¹⁷ Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, dixième session, New York, 12-21 décembre 2011 (ICC-ASP/10/20), partie III, ICC-ASP/10/Res.4, section J (il a été fait référence au document de travail du Greffe sur la révision du système d'aide judiciaire de la CPI (ASP10/01P13 et Add.1).

¹⁸ Ibid.

programme pour 2013, sur toutes les décisions judiciaires rendues en 2010, 2011 et de janvier à août 2012, qui ont une incidence importante sur le budget, en tenant compte du besoin, le cas échéant, de respecter la confidentialité.

F. Locaux de la Cour

1. Locaux provisoires

60. Le Comité a pris note du point fait par la Cour sur l'état d'avancement de la question des locaux provisoires. Le Comité a relevé qu'il serait nécessaire de couvrir dans les budgets à venir une importante dépense d'environ 6 millions d'euros¹⁹ correspondant au règlement de la location des locaux provisoires jusqu'à l'installation de la Cour dans les locaux permanents.

2. Locaux destinés au personnel de traduction

61. Le Comité a rappelé les recommandations précédemment émises que la Cour continue à mettre à la disposition des équipes chargées de la traduction des locaux au sein du Secrétariat dans le bâtiment de Haagse Veste, ce qui était le cas dans les années précédentes, et d'éviter ainsi toute incidence budgétaire au titre de la location de bureaux.

3. Locaux permanents

62. Le Comité a examiné le rapport intérimaire sur les activités du Comité de contrôle²⁰ et a assisté à la présentation faite par son Président, M. Roberto Bellelli (Italie), le Directeur du projet pour les locaux permanents et un consultant sur le projet. Ils ont respectivement présenté au Comité le rapport sur les activités du Comité de contrôle, les activités du Bureau du Directeur du projet et le coût total de propriété.

63. Le Comité de contrôle a demandé l'avis du Comité sur les modalités de traitement des coûts de financement du coût total de propriété. Le Président du Comité de contrôle et le Directeur du projet ont expliqué que le coût total de la propriété par an – estimé à 14,2 millions d'euros en 2016 – comprenait les éléments suivants : (i) les coûts financiers (intérêts et remboursement du prêt accordé par l'État hôte) ; (ii) les coûts opérationnels (entretien, énergie, services d'utilité publique, assurances, impôts) ; et (iii) les coûts de financement. Ces derniers coûts représentent les investissements nécessaires au remplacement du matériel et permettent de prévenir le vieillissement fonctionnel du bâtiment. S'élevant à 44 pour cent, ces coûts de financement constituent une part importante du coût total de propriété. Dans la mesure où il est prévu que le projet devrait s'achever en 2015, ces coûts devraient avoir une incidence dès l'exercice financier de 2016. Toutefois, il sera nécessaire d'aborder la question en temps opportun.

64. Étant donné la part importante des coûts de financement, le Comité de contrôle a conseillé que l'Assemblée étudie une décision stratégique sur les modalités de gestion des coûts de financement, soit selon une approche annuelle, soit selon une approche permanente.

65. Dans le cas d'une approche annuelle, les besoins de financement seraient évalués et budgétisés chaque année. Toutefois, une approbation annuelle augmenterait le risque d'une gestion inappropriée des actifs serait plus important et, par conséquent, cela déboucherait sur une dépréciation de la valeur des actifs. En revanche, dans le cas de la méthode permanente, les besoins de financement sont estimés sur la durée de vie totale des locaux (soit 50 ans). À partir de cette estimation, un fonds est créé, lequel génère suffisamment de liquidités pour financer le remplacement du matériel en temps voulu. Cette approche entraînerait initialement un financement plus élevé aux fins de la création du fonds, mais permettrait une gestion plus complète visant à un entretien plus approprié des locaux.

¹⁹ L'État hôte s'était engagé à continuer à payer le loyer du Haagse Arc et des autres locaux provisoires de la Cour à partir du 1^{er} juillet 2012 jusqu'au 31 décembre 2012. Un renouvellement de la convention de bail pour Haagse Arc sera signé pour une durée de 45 mois, à compter du 1^{er} juillet 2012 et jusqu'au 31 mars 2016.

²⁰ ICC-ASP/11/8.

66. Le Comité a exprimé la même préoccupation que le Comité de contrôle sur le fait que les arrangements financiers permettraient un entretien approprié des locaux ainsi qu'une préservation de la valeur des actifs.

67. Aux fins de préparer une proposition à soumettre à l'examen de l'Assemblée, le Comité a néanmoins invité le Comité de contrôle, en coopération avec le Directeur de projet, à compléter l'actuelle analyse qualitative par des hypothèses, des alternatives et des scénarios d'ordre quantitatif, comprenant notamment l'évaluation des risques et l'illustration des coûts.

68. Le Comité s'est réjoui de la déclaration du Président du Comité de contrôle concernant les efforts entrepris actuellement pour maintenir le projet dans la limite des 190 millions d'euros de budget approuvé.

G. Questions diverses

1. Fonds au profit des victimes

69. Le Comité a examiné le Rapport du Secrétariat du Fonds au profit des victimes sur l'utilisation des dépenses d'appui aux programmes²¹ et a pris note de l'exposé présenté par le Directeur exécutif du Secrétariat du Fonds au profit des victimes.

70. Le Comité a reconnu l'importance des victimes et du Fonds au profit des victimes dans le cadre du Statut de Rome et a pris note de la possibilité pour des donateurs privés de contribuer au Fonds au profit des victimes. Le Comité a également pris note de la préoccupation exprimée par le Directeur exécutif qu'il n'était probablement pas possible de maintenir de façon sûre le niveau actuel des contributions. Le Comité a été informé qu'un certain nombre des principaux donateurs seraient en mesure de poursuivre leurs contributions en 2012, alors que d'autres ne le seraient pas.

71. Le Comité a rappelé qu'il avait recommandé lors de sa dix-septième session que le Secrétariat du Fonds au profit des victimes entreprenne un examen de la possibilité d'utiliser une partie des contributions volontaires pour couvrir les coûts relatifs à l'exécution des programmes et des projets sur le terrain.²² En ce qui concerne les dépenses d'appui aux programmes, le Directeur exécutif a déclaré que le fait de mettre de côté une partie des contributions volontaires pour couvrir le coût de fonctionnement du Secrétariat du Fonds au profit des victimes pourrait avoir un impact négatif disproportionné sur la disponibilité des fonds consacrés réellement aux victimes. Le Comité a également pris note que le Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, conscient de la pression sur le budget ordinaire, avait indiqué qu'il suivrait avec attention l'évolution financière et institutionnelle du Fonds en vue d'examiner ultérieurement la possibilité d'allouer un pourcentage des contributions volontaires aux coûts de fonctionnement. En outre, lors de sa réunion du mois de mars 2012, le Conseil de direction avait indiqué que le Secrétariat du Fonds au profit des victimes fonctionnait comme un mécanisme de financement et devait, par conséquent, être considéré par l'Assemblée comme un outil de gestion/administratif.

72. Le Comité a noté que le Conseil de direction avait alloué 1,2 million d'euros aux réserves consacrées aux réparations. En ce qui concerne l'élaboration des principes applicables aux formes de réparations cités dans l'article 75 du Statut de Rome, le Comité a été informé que la Cour avait décidé de développer, non pas des principes applicables à l'ensemble de la Cour, mais de procéder à une élaboration au cas par cas. Le Directeur exécutif a noté que, s'agissant des réparations, il engagerait le dialogue, non seulement avec les victimes, mais aussi avec leurs communautés, et que ce processus devait être géré en consultation avec les Chambres et en collaboration avec le Greffe.

2. Dates de la dix-neuvième session du Comité

73. Le Comité a décidé de tenir sa dix-neuvième session à La Haye du 24 septembre au 3 octobre 2012.

²¹ CBF/18/14.

²² *Documents officiels... Dixième session... 2011* (ICC-ASP/10/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 132.

Annexe I

État des contributions au 31 mars 2012

<i>États Parties</i>	<i>Contributions au titre des exercices précédents</i>	<i>Recettes au titre des exercices précédents</i>	<i>Arriérés de contributions au titre des exercices précédents</i>	<i>Contributions en 2012</i>	<i>Contributions reçues en 2012</i>	<i>Arriérés de contributions en 2012</i>	<i>Total des arriérés de contributions</i>
1 Afghanistan	25 146	25 146	-	6 449	-	6 449	6 449
2 Albanie	78 460	78 460	-	16 123	16 114	9	9
3 Afrique du Sud	3 897 663	3 897 663	-	620 738	620 738	-	-
4 Allemagne	103 597 451	103 597 451	-	12 927 484	6 900 268	6 027 216	6 027 216
3 Andorre	79 425	79 425	-	11 286	-	11 286	11 286
4 Antigua et Barbuda	28 382	22 929	5 453	3 225	-	3 225	8 678
5 Argentine	6 834 471	6 834 471	-	462 732	-	462 732	462 732
6 Australie	21 271 213	21 271 213	-	3 116 592	3 116 592	-	-
7 Autriche	10 591 420	10 591 420	-	1 372 074	1 372 074	-	-
8 Barbade	108 250	108 250	-	12 898	-	12 898	12 898
9 Belgique	13 191 168	13 191 168	-	1 733 231	1 733 231	-	-
10 Belize	12 152	12 152	-	1 612	-	1 612	1 612
11 Bangladesh	24 349	-	24 349	16 123	-	16 123	40 472
12 Bénin	23 001	23 001	-	4 837	-	4 837	4 837
13 Bolivie (État plurinational de)	89 458	89 458	-	11 286	-	11 286	11 286
14 Bosnie-Herzégovine	84 045	84 045	-	22 572	-	22 572	22 572
15 Botswana	171 794	171 794	-	29 022	-	29 022	29 022
16 Brésil	16 433 395	16 433 395	-	2 597 428	-	2 597 428	2 597 428
17 Bulgarie	281 833	281 833	-	61 268	61 268	-	-
18 Burkina Faso	25 045	20 619	4 426	4 837	-	4 837	9 263
19 Burundi	10 528	8 487	2 041	1 612	-	1 612	3 653
20 Cambodge	23 001	18 483	4 518	4 837	-	4 837	9 355
21 Canada	35 957 384	35 957 384	-	5 170 672	5 170 672	-	-
22 Cap Vert	-	-	-	1 611	-	1 611	1 611
25 Chili	802 688	802 688	-	380 505	354 118	26 387	26 387
26 Chypre	516 704	516 704	-	74 166	74 166	-	-
27 Colombie	1 640 848	1 640 848	-	232 172	227 340	4 832	4 832
28 Comores	7 721	578	7 143	1 612	-	1 612	8 755
29 Congo	17 046	17 046	-	4 837	-	4 837	4 837
30 Costa Rica	379 421	379 421	-	54 818	-	54 818	54 818
31 Croatie	692 317	692 317	-	156 394	-	156 394	156 394
32 Danemark	8 892 048	8 892 048	-	1 186 658	1 186 658	-	-
33 Djibouti	11 956	5 219	6 737	1 612	-	1 612	8 349
34 Dominique	12 152	9 340	2 812	1 612	-	1 612	4 424
35 Équateur	307 938	307 938	-	64 492	-	64 492	64 492
36 Espagne	34 606 025	34 606 025	-	5 122 301	-	5 122 301	5 122 301
37 Estonie	248 226	248 226	-	64 492	64 492	-	-
38 ex-Rép. yougoslave de Macédoine	71 605	51 629	19 976	11 286	-	11 286	31 262
39 Fidji	44 227	43 028	1 199	6 449	-	6 449	7 648
40 Finlande	6 707 708	6 707 708	-	912 566	912 566	-	-
41 France	75 022 145	75 022 145	-	9 872 161	9 872 161	-	-
42 Gabon	123 454	51 213	72 241	22 572	-	22 572	94 813
43 Gambie	12 152	12 152	-	1 612	-	1 612	1 612
44 Géorgie	44 021	44 021	-	9 674	9 674	-	-
45 Ghana	55 376	55 376	-	9 674	-	9 674	9 674
46 Grèce	7 230 587	6 206 795	1 023 792	1 114 105	-	1 114 105	2 137 897
47 Grenade	641	-	641	1 612	-	1 612	2 253
48 Guinée	23 916	20 926	2 990	3 225	-	3 225	6 215
49 Guyane	10 528	10 528	-	1 612	1 612	-	-
50 Honduras	69 828	40 670	29 158	12 898	-	12 898	42 056
51 Hongrie	2 551 662	2 551 662	-	469 182	469 182	-	-
52 Îles Cook	4 843	3 309	1 534	1 612	-	1 612	3 146
53 Îles Marshall	12 152	8 418	3 734	1 612	-	1 612	5 346
54 Irlande	5 089 995	5 089 995	-	802 929	802 929	-	-
55 Islande	450 270	450 270	-	67 717	67 717	-	-
56 Italie	60 676 387	60 676 387	-	8 059 927	-	8 059 927	8 059 927
57 Japon	84 487 695	84 487 695	-	20 202 216	-	20 202 216	20 202 216
58 Jordanie	145 418	145 418	-	22 572	-	22 572	22 572

<i>États Parties</i>	<i>Contributions au titre des exercices précédents</i>	<i>Recettes au titre des exercices précédents</i>	<i>Arriérés de contributions au titre des exercices précédents</i>	<i>Contributions en 2012</i>	<i>Contributions reçues en 2012</i>	<i>Arriérés de contributions en 2012</i>	<i>Total des arriérés de contributions</i>
59 Kenya	102 343	102 343	-	19 348	-	19 348	19 348
60 Lesotho	12 152	12 150	2	1 612	-	1 612	1 614
61 Lettonie	263 067	263 067	-	61 268	61 268	-	-
62 Libéria	10 528	6 500	4 028	1 612	-	1 612	5 640
63 Liechtenstein	95 568	95 568	-	14 511	14 511	-	-
64 Lituanie	436 826	436 826	-	104 800	-	104 800	104 800
65 Luxembourg	1 012 518	1 012 518	-	145 108	145 108	-	-
66 Madagascar	13 657	11 076	2 581	4 837	-	4 837	7 418
67 Malawi	12 533	12 533	-	1 612	-	1 612	1 612
68 Maldives	128	-	128	1 612	-	1 612	1 740
69 Mali	23 001	20 440	2 561	4 837	-	4 837	7 398
70 Malte	190 146	190 146	-	27 409	-	27 409	27 409
71 Maurice	133 665	133 665	-	17 735	17 735	-	-
72 Mexique	20 139 394	20 139 394	-	3 798 597	-	3 798 597	3 798 597
73 Mongolie	15 227	15 227	-	3 225	-	3 225	3 225
74 Monténégro	17 615	17 615	-	6 449	-	6 449	6 449
75 Namibie	79 678	79 678	-	12 898	12 898	-	-
76 Nauru	12 152	12 152	-	1 612	1 169	443	443
77 Niger	15 227	7 986	7 241	3 225	-	3 225	10 466
78 Nigéria	661 526	543 207	118 319	125 760	-	125 760	244 079
79 Norvège	9 272 839	9 272 839	-	1 404 320	1 404 320	-	-
80 Nouvelle-Zélande	3 011 296	3 011 296	-	440 160	440 116	44	44
81 Ouganda	59 157	59 153	4	9 674	-	9 674	9 678
82 Panama	256 997	256 997	-	35 471	-	35 471	35 471
83 Paraguay	102 261	91 842	10 419	11 286	-	11 286	21 705
84 Pays-Bas	21 876 125	21 876 125	-	2 990 831	2 990 831	-	-
85 Pérou	1 066 703	905 950	160 753	145 108	-	145 108	305 861
86 Philippines	23 064	23 064	-	145 108	-	145 108	145 108
87 Pologne	6 845 205	6 845 205	-	1 334 991	1 334 991	-	-
88 Portugal	6 082 460	6 082 460	-	823 889	823 889	-	-
89 République centrafricaine	12 152	11 717	435	1 612	-	1 612	2 047
90 République de Corée	24 571 323	24 571 323	-	3 643 815	3 643 815	-	-
91 République démocratique du Congo	37 073	37 073	-	4 837	468	4 369	4 369
92 République démocratique du Timor-Leste	12 034	12 034	-	1 612	50	1 562	1 562
93 République de Moldavie	3 075	-	3 075	3 225	-	3 225	6 300
94 République dominicaine	310 404	181 210	129 194	67 717	-	67 717	196 911
95 République tchèque	1 174 000	1 174 000	-	562 695	562 695	-	-
96 République-Unie de Tanzanie	77 508	65 532	11 976	12 898	-	12 898	24 874
97 Roumanie	1 131 697	1 131 697	-	285 378	127 382	157 996	157 996
98 Royaume-Uni	77 814 612	77 814 612	-	10 647 681	2 661 978	7 985 703	7 985 703
99 Saint-Kitts-et-Nevis	7 721	7 721	-	1 612	1 612	-	-
100 Saint Marin	35 836	35 836	-	4 837	4 837	-	-
101 Saint-Vincent-et-les-Grenadines	11 956	11 956	-	1 612	-	1 612	1 612
102 Sainte Lucie	1 794	-	1 794	1 612	-	1 612	3 406
103 Samoa	12 034	12 034	-	1 612	1 612	-	-
104 Sénégal	59 456	59 456	-	9 674	-	9 674	9 674
105 Serbie	295 621	295 621	-	59 655	59 655	-	-
106 Seychelles	3 588	3 588	-	3 225	-	3 225	3 225
107 Sierra Leone	12 152	9 338	2 814	1 612	-	1 612	4 426
108 Slovaquie	947 242	947 242	-	228 948	228 948	-	-
109 Slovénie	1 121 679	1 121 679	-	166 068	-	166 068	166 068
110 Suède	12 668 679	12 668 679	-	1 715 495	1 715 495	-	-
111 Suisse	14 469 761	14 469 761	-	1 821 908	1 821 908	-	-
112 Suriname	10 995	10 995	-	4 837	4 837	-	-
113 Tadjikistan	15 227	15 227	-	3 225	3 225	-	-
114 Tchad	10 530	1 689	8 841	3 225	-	3 225	12 066
115 Trinité-et-Tobago	353 187	353 187	-	70 942	70 942	-	-
116 Tunisie	15 376	-	15 376	48 369	-	48 369	63 745
117 Uruguay	446 660	446 660	-	43 532	-	43 532	43 532
118 Vanuatu	-	-	-	1 478	-	1 478	1 478
119 Venezuela (Rép. bolivarienne)	2 667 903	2 667 903	-	506 265	209 042	297 223	297 223
120 Zambie	25 682	13 450	12 232	6 449	-	6 449	18 681
Total	713 988 744	712 284 227	1 704 517	108 800 000	51 398 909	57 401 091	59 105 608

Annexe II

Tableaux des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition géographique du personnel de la catégorie des administrateurs de la CPI

État au 31 mars 2012

Nombre total d'administrateurs : 324*

Nombre total de nationalités : 77

Répartition par région :

<i>Région</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Total</i>
Afrique	Afrique du Sud	10
	Algérie	1
	Bénin	1
	Burkina Faso	1
	Cameroun	1
	Côte d'Ivoire	2
	Égypte	4
	Gambie	2
	Ghana	2
	Guinée	1
	Kenya	3
	Lesotho	1
	Malawi	1
	Mali	2
	Maurice	1
	Niger	3
	Nigéria	4
	Ouganda	2
	République démocratique du Congo	2
	République-Unie de Tanzanie	2
	Rwanda	1
	Sénégal	3
	Sierra Leone	3
	Togo	1
	Zimbabwe	1
Total		55
Asie	Chine	1
	Chypre	1
	Iran (République islamique d')	4
	Japon	4
	Jordanie	1
	Liban	2
	Mongolie	1
	Philippines	2
	République de Corée	1
	Singapour	2
	Sri Lanka	1
	Territoires palestiniens occupés	1
Total		21

* À l'exclusion des agents élus et du personnel linguistique (38).

<i>Région</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Total</i>
États d'Europe orientale	Albanie	1
	Bosnie-Herzégovine	1
	Bulgarie	1
	Croatie	4
	Ex-République yougoslave de Macédoine	1
	Fédération de Russie	2
	Géorgie	1
	Pologne	1
	Roumanie	5
	Serbie	5
	Ukraine	1
Total		23
États d'Amérique latine et des Caraïbes	Argentine	5
	Brésil	1
	Chili	2
	Colombie	6
	Costa Rica	1
	Équateur	2
	Mexique	2
	Pérou	4
	Trinité-et-Tobago	4
	Venezuela (République bolivarienne du)	2
Total		29
États d'Europe occidentale et autres États	Allemagne	14
	Australie	12
	Autriche	3
	Belgique	11
	Canada	15
	Danemark	1
	Espagne	10
	États-Unis d'Amérique	9
	Finlande	3
	France	44
	Grèce	3
	Irlande	7
	Italie	10
	Nouvelle-Zélande	4
	Pays-Bas	18
	Portugal	3
	Royaume-Uni	27
	Suède	1
	Suisse	1
Total		196

Tableau 2 : Répartition géographique du personnel de la catégorie des administrateurs

État au 31 mars 2012

Nombre de fonctionnaires par classe et par région *

<i>Classe</i>	<i>Région</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Total</i>
D-1	Afrique	Lesotho	1
		<i>Total, Afrique</i>	1
	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Équateur	1
		<i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i>	1
	États d'Europe occidentale et autres États	Belgique	2
		France	1
		Italie	1
		Pays-Bas	1
		Royaume-Uni	1
		<i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i>	6
	Total, D-1		8
P-5	Afrique	Afrique du Sud	3
		Kenya	1
		Mali	1
		Sénégal	1
		<i>Total, Afrique</i>	6
	Asie	Philippines	1
		Singapour	1
		<i>Total, Asie</i>	2
	États d'Europe orientale	Fédération de Russie	1
		Serbie	1
		<i>Total, États d'Europe orientale</i>	2
	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Argentine	1
		Équateur	1
		<i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i>	2
	États d'Europe occidentale et autres États	Allemagne	4
		Australie	1
		Canada	1
		Espagne	2
		États-Unis d'Amérique	2
		Finlande	1
		France	3
		Irlande	1
		Italie	1
		Royaume-Uni	1
		<i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i>	17
	Total, P-5		29
P-4	Afrique	Afrique du Sud	1
		Congo, République démocratique du	1
		Côte d'Ivoire	1
		Niger	1
		Nigéria	1
		Sierra Leone	1
		<i>Total, Afrique</i>	6
	Asie	Iran (République islamique d')	2
		Japon	1
		Jordanie	1
		<i>Total, Asie</i>	4

* À l'exclusion des agents élus et du personnel linguistique (38).

<i>Classe</i>	<i>Région</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Total</i>	
	États d'Europe orientale	Croatie	1	
		Roumanie	1	
	<i>Total, États d'Europe orientale</i>			2
	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Colombie	1	
		Pérou	1	
		Trinité-et-Tobago	3	
	<i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i>			5
	États d'Europe occidentale et autres États	Allemagne	3	
		Australie	3	
		Belgique	1	
		Canada	2	
		Danemark	1	
		Espagne	1	
		États-Unis d'Amérique	1	
		Finlande	1	
		France	6	
		Irlande	1	
		Italie	2	
		Pays-Bas	6	
		Portugal	1	
		Royaume-Uni	9	
<i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i>			38	
Total, P-4			55	
P-3	Afrique	Afrique du Sud	6	
		Algérie	1	
		Bénin	1	
		Burkina Faso	1	
		Côte d'Ivoire	1	
		Egypte	1	
		Kenya	1	
		Malawi	1	
		Mali	1	
		Niger	2	
		Nigéria	2	
		République-Unie de Tanzanie	1	
	<i>Total, Afrique</i>			19
	Asie	Iran (République islamique d')	1	
		Liban	1	
		Mongolie	1	
		Philippines	1	
		Singapour	1	
		Territoires palestiniens occupés	1	
	<i>Total, Asie</i>			6
	États d'Europe orientale	Albanie	1	
		Pologne	1	
		Serbie	1	
		Ukraine	1	
	<i>Total, États d'Europe orientale</i>			4
	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Argentine	1	
		Chili	1	
		Colombie	4	
		Costa Rica	1	
		Mexique	1	
		Pérou	1	
		Trinité-et-Tobago	1	
		Venezuela (République bolivarienne du)	1	
<i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i>			11	

Classe	Région	Nationalité	Total	
	États d'Europe occidentale et autres États	Allemagne	5	
		Australie	5	
		Autriche	2	
		Belgique	7	
		Canada	5	
		Espagne	3	
		États-Unis d'Amérique	4	
		Finlande	1	
		France	14	
		Grèce	1	
		Irlande	4	
		Italie	4	
		Nouvelle-Zélande	2	
		Pays-Bas	3	
		Portugal	2	
		Royaume-Uni	7	
		Suisse	1	
		Total, États d'Europe occidentale et autres États		
Total, P-3			110	
P-2	Afrique	Cameroun	1	
		Congo, République démocratique du	1	
		Egypte	3	
		Gambie	1	
		Ghana	2	
		Kenya	1	
		Ouganda	1	
		République-Unie de Tanzanie	1	
		Rwanda	1	
		Sénégal	2	
		Sierra Leone	2	
		Togo	1	
		Zimbabwe	1	
	Total, Afrique			18
	Asie	Chine	1	
		Chypre	1	
		Iran (République islamique d')	1	
		Japon	3	
Liban		1		
République de Corée		1		
Sri Lanka		1		
Total, Asie			9	
États d'Europe orientale	Bulgarie	1		
	Croatie	2		
	Géorgie	1		
	Roumanie	3		
	Serbie	3		
Total, États d'Europe orientale			10	
États d'Amérique latine et des Caraïbes	Argentine	3		
	Brésil	1		
	Colombie	1		
	Mexique	1		
	Pérou	1		
Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes			7	
États d'Europe occidentale et autres États	Allemagne	2		
	Australie	3		
	Autriche	1		
	Canada	6		
	Espagne	3		

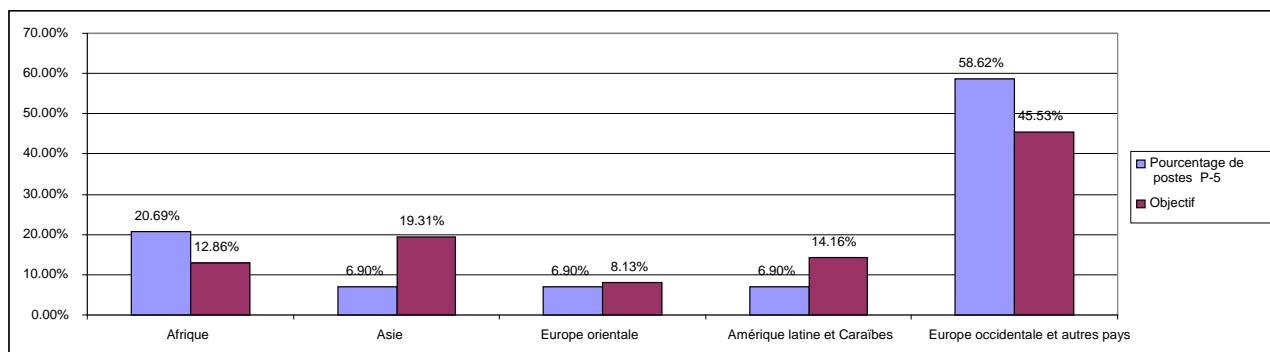
<i>Classe</i>	<i>Région</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Total</i>
		États-Unis d'Amérique	2
		France	16
		Grèce	2
		Italie	1
		Pays-Bas	7
		Nouvelle-Zélande	2
		Royaume-Uni	8
		Suède	1
		<i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i>	<i>54</i>
		Total, P-2	98
P-1	Afrique	Gambie	1
		Guinée	1
		Maurice	1
		Nigéria	1
		Ouganda	1
		<i>Total, Afrique</i>	<i>5</i>
	États d'Europe orientale	Bosnie-Herzégovine	1
		Croatie	1
		Ex-République yougoslave de Macédoine	1
		Fédération de Russie	1
		Roumanie	1
		<i>Total, États d'Europe orientale</i>	<i>5</i>
	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Chili	1
		Pérou	1
		Venezuela (République bolivarienne du)	1
		<i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i>	<i>3</i>
	États d'Europe occidentale et autres États	Belgique	1
		Canada	1
		Espagne	1
		France	4
		Irlande	1
		Italie	1
		Pays-Bas	1
		Royaume-Uni	1
		<i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i>	<i>11</i>
		Total, P-1	24
		Grand total	324

Répartition en pourcentage du personnel, par classe et par région

Graphique 1 : Pourcentage – postes D-1

Comme les postes de classe D-1 sont au nombre de huit seulement, des statistiques et des représentations graphiques pourraient induire en erreur. Il y aura donc lieu de se référer aux chiffres exacts figurant dans le tableau ci-dessus.

Graphique 2 : Pourcentage – postes P-5



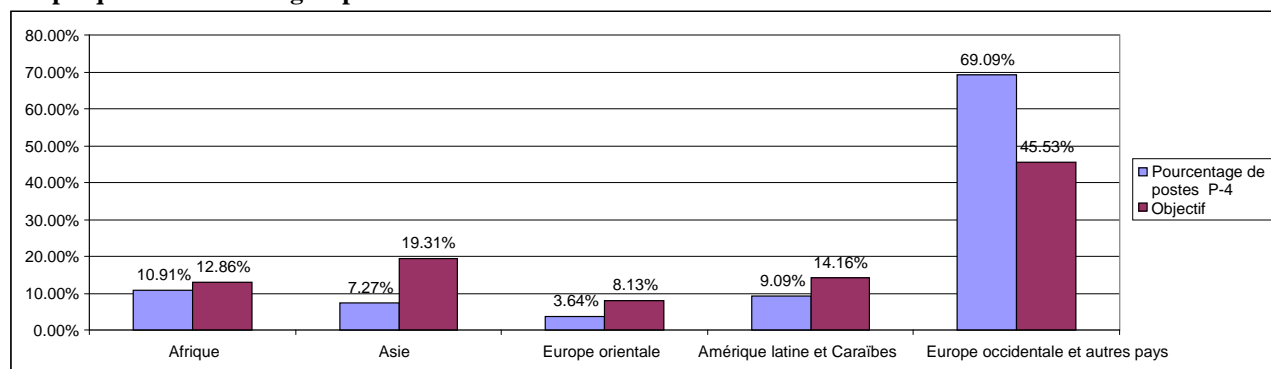
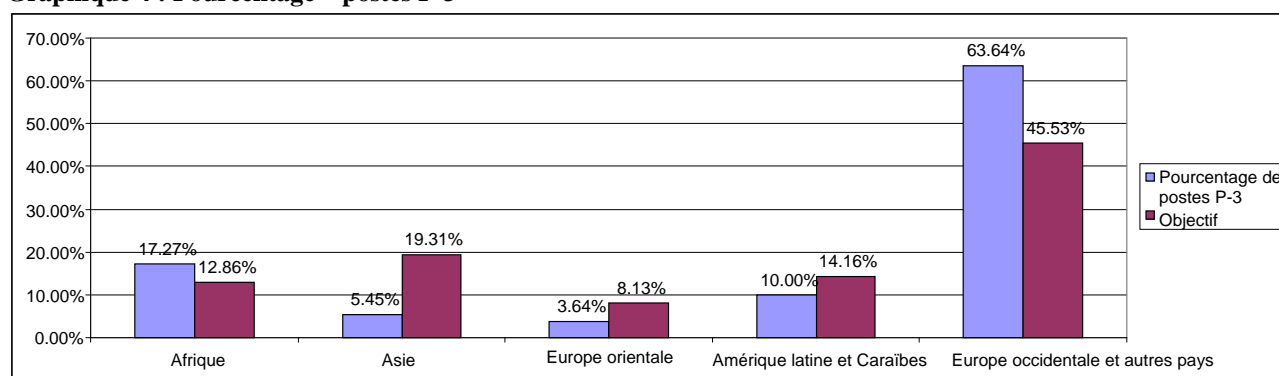
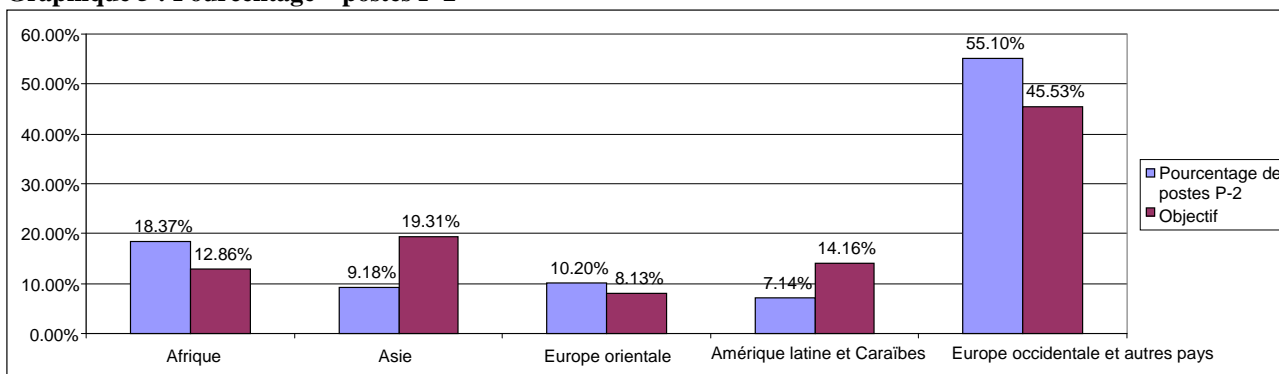
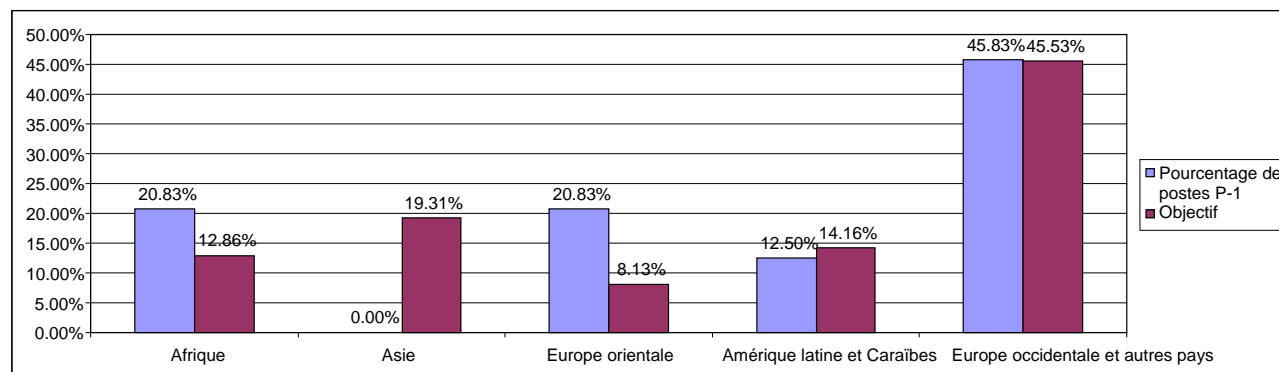
Graphique 3 : Pourcentage – postes P-4**Graphique 4 : Pourcentage – postes P-3****Graphique 5 : Pourcentage – postes P-2****Graphique 6 : Pourcentage – postes P-1**

Tableau 3 : Répartition géographique du personnel de la catégorie des administrateurs

État au 31 mars 2012

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Quote-part 2011</i>	<i>Fourchette souhaitable</i>	<i>Point médianfonctionnaires*</i>	<i>Nb de</i>
Afrique	Afrique du Sud	0,57051 %	2,26 - 3,06	2,66	10
	Bénin	0,00445 %	1,06 - 1,43	1,25	1
	Botswana	0,02667 %	1,05 - 1,42	1,23	
	Burkina Faso	0,00445 %	1,11 - 1,50	1,30	1
	Burundi	0,00148 %	1,05 - 1,42	1,24	
	Cap Vert	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Comores	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Congo	0,00445 %	1,02 - 1,39	1,20	
	Djibouti	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,18	
	Gabon	0,02075 %	1,04 - 1,40	1,22	
	Gambie	0,00148 %	1,01 - 1,36	1,18	2
	Ghana	0,00889 %	1,17 - 1,58	1,37	2
	Guinée	0,00296 %	1,06 - 1,44	1,25	1
	Kenya	0,01778 %	1,29 - 1,75	1,52	3
	Lesotho	0,00148 %	1,01 - 1,36	1,19	1
	Liberia	0,00148 %	1,02 - 1,38	1,20	
	Madagascar	0,00445 %	1,13 - 1,53	1,33	
	Malawi	0,00148 %	1,10 - 1,49	1,29	1
	Mali	0,00445 %	1,09 - 1,47	1,28	2
	Maurice	0,01630 %	1,03 - 1,39	1,21	1
	Namibie	0,01185 %	1,03 - 1,39	1,21	
	Niger	0,00296 %	1,10 - 1,49	1,30	3
	Nigéria	0,11558 %	2,23 - 3,02	2,62	4
	Ouganda	0,00889 %	1,23 - 1,66	1,45	2
	République centrafricaine	0,00148 %	1,02 - 1,39	1,20	
	République démocratique du Congo	0,00445 %	1,45 - 1,96	1,70	2
	République-Unie de Tanzanie	0,01185 %	1,31 - 1,77	1,54	2
	Sénégal	0,00889 %	1,09 - 1,48	1,28	3
	Seychelles	0,00296 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Sierra Leone	0,00148 %	1,03 - 1,40	1,22	3
	Tchad	0,00296 %	1,07 - 1,45	1,26	
	Tunisie	0,04446 %	1,13 - 1,53	1,33	
	Zambie	0,00593 %	1,09 - 1,47	1,28	
Asie	Afghanistan	0,00593 %	1,19 - 1,62	1,41	
	Bengladesh	0,01482 %	2,11 - 2,85	2,48	
	Cambodge	0,00445 %	1,10 - 1,49	1,29	
	Chypre	0,06817 %	1,11 - 1,50	1,30	1
	Fidji	0,00593 %	1,01 - 1,36	1,18	
	Îles Cook	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Îles Marshall	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Japon	18,56766 %	32,22 - 43,59	37,90	4
	Jordanie	0,02075 %	1,07 - 1,45	1,26	1
	Maldives	0,00445 %	1,00 - 1,35	1,18	
	Mongolie	0,00296 %	1,01 - 1,37	1,19	1
	Nauru	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Philippines	0,13337 %	1,83 - 2,48	2,15	2
	République de Corée	3,34900 %	6,79 - 9,19	7,99	1
	Samoa	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Tadjikistan	0,00296 %	1,04 - 1,41	1,23	
	Timor-Leste	0,00148 %	1,00 - 1,36	1,18	
	Vanuatu	0,00136 %	1,00 - 1,35	1,17	
Europe orientale	Albanie	0,01482 %	1,04 - 1,40	1,22	1
	Bosnie-Herzégovine	0,02075 %	1,05 - 1,42	1,24	1
	Bulgarie	0,05631 %	1,13 - 1,53	1,33	1
	Croatie	0,14374 %	1,26 - 1,70	1,48	4
	Estonie	0,05927 %	1,10 - 1,48	1,29	
	ex-République yougoslave de Macédoine	0,01037 %	1,02 - 1,38	1,20	1

* Postes permanents, à l'exclusion des fonctionnaires élus et du personnel linguistique. 34 autres administrateurs sont ressortissants d'États non parties au Statut de Rome.

Région	Pays	Quote-part 2011	Fourchette souhaitable	Point médianfonctionnaires*	Nb de
	Géorgie	0,00889 %	1,03 - 1,40	1,22	1
	Hongrie	0,43122 %	1,76 - 2,39	2,07	
	Lettonie	0,05631 %	1,10 - 1,49	1,29	
	Lituanie	0,09632 %	1,17 - 1,58	1,38	
	Monténégro	0,00593 %	1,01 - 1,36	1,18	
	Pologne	1,22698 %	3,25 - 4,40	3,83	1
	République de Moldavie	0,00296 %	1,02 - 1,38	1,20	
	République tchèque	0,51717 %	1,91 - 2,58	2,24	
	Roumanie	0,26229 %	1,56 - 2,11	1,84	5
	Serbie	0,05483 %	1,15 - 1,55	1,35	5
	Slovaquie	0,21042 %	1,37 - 1,86	1,61	
	Slovénie	0,15263 %	1,25 - 1,70	1,48	
Amérique latine et Caraïbes	Antigua et Barbuda	0,00296 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Argentine	0,42529 %	1,96 - 2,65	2,30	5
	Barbade	0,01185 %	1,01 - 1,37	1,19	
	Belize	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Bolivie (État plurinational de)	0,01037 %	1,08 - 1,45	1,26	
	Brésil	2,38727 %	6,19 - 8,38	7,29	1
	Chili	0,34972 %	1,68 - 2,27	1,97	2
	Colombie	0,21339 %	1,65 - 2,23	1,94	6
	Costa Rica	0,05038 %	1,10 - 1,49	1,30	1
	Dominique	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Équateur	0,05927 %	1,18 - 1,60	1,39	2
	Grenade	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Guyane	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,18	
	Honduras	0,01185 %	1,06 - 1,44	1,25	
	Mexique	3,49125 %	7,44 - 10,06	8,75	2
	Panama	0,03260 %	1,07 - 1,45	1,26	
	Paraguay	0,01037 %	1,05 - 1,42	1,24	
	Pérou	0,13337 %	1,41 - 1,90	1,65	4
	République dominicaine	0,06224 %	1,16 - 1,57	1,37	
	Saint-Kitts-et-Nevis	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Sainte Lucie	0,00148 %	1,00 - 1,35	1,17	
	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,00148 %	0,99 - 1,35	1,17	
	Suriname	0,00445 %	1,00 - 1,36	1,18	
	Trinité-et-Tobago	0,06520 %	1,11 - 1,50	1,30	4
	Uruguay	0,04001 %	1,08 - 1,46	1,27	
	Venezuela (République bolivarienne du)	0,46530 %	1,95 - 2,63	2,29	2
Europe occidentale et autres États	Allemagne	11,88153 %	20,98 - 28,38	24,68	14
	Andorre	0,01037 %	1,01 - 1,37	1,19	
	Australie	2,86443 %	5,82 - 7,88	6,85	12
	Autriche	1,26106 %	3,11 - 4,21	3,66	3
	Belgique	1,59300 %	3,67 - 4,96	4,32	11
	Canada	4,75231 %	8,99 - 12,17	10,58	15
	Danemark	1,09065 %	2,81 - 3,81	3,31	1
	Espagne	4,70786 %	9,00 - 12,17	10,58	10
	Finlande	0,83873 %	2,40 - 3,25	2,82	3
	France	9,07341 %	16,27 - 22,01	19,14	44
	Grèce	1,02396 %	2,74 - 3,71	3,23	3
	Islande	0,06224 %	1,10 - 1,48	1,29	
	Irlande	0,73796 %	2,23 - 3,02	2,62	7
	Italie	7,40780 %	13,51 - 18,28	15,90	10
	Liechtenstein	0,01334 %	1,01 - 1,37	1,19	
	Luxembourg	0,13337 %	1,21 - 1,64	1,43	
	Malte	0,02519 %	1,04 - 1,40	1,22	
	Pays-Bas	2,74884 %	5,60 - 7,58	6,59	18
	Nouvelle-Zélande	0,40455 %	1,68 - 2,28	1,98	4
	Norvège	1,29070 %	3,14 - 4,24	3,69	
	Portugal	0,75723 %	2,30 - 3,11	2,71	3
	Royaume-Uni	9,78618 %	17,42 - 23,57	20,49	27
	Saint Marin	0,00445 %	1,00 - 1,35	1,18	
	Suède	1,57670 %	3,63 - 4,92	4,27	1
	Suisse	1,67450 %	3,78 - 5,12	4,45	1
Total		100,00 %		350,00	290

Tableau 4 : Répartition par sexe du personnel de la catégorie des administrateurs*

État au 31 mars 2011

Branche judiciaire

<i>Classe</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total</i>
P-5	1	1	2
P-4	1	2	3
P-3	12	9	21
P-2	5	0	5

Bureau du Procureur

<i>Classe</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total</i>
USG	0	1	1
ASG	1	0	1
D-1	0	2	2
P-5	3	7	10
P-4	9	16	25
P-3	15	28	43
P-2	26	16	42
P-1	12	6	18

Greffes

<i>Classe</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total</i>
ASG	1	0	1
D-1	1	3	4
P-5	7	9	16
P-4	19	16	35
P-3	23	37	60
P-2	33	25	58
P-1	5	3	8

Secrétariat de l'Assemblée des États Parties

<i>Classe</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total</i>
D-1	0	1	1
P-4	1	1	2
P-3	1	0	1

Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes

<i>Classe</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total</i>
D-1	0	1	1
P-5	1	0	1
P-3	1	2	3

Bureau du Directeur de projet

<i>Classe</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total</i>
D-1	0	1	1
P-4	1	0	1

Total général

<i>F</i>	<i>H</i>	<i>Total général</i>
179	187	366

* Y compris les agents élus et le personnel linguistique.

Tableau 5 : Effectifs réels

Au 31 mars 2012, les effectifs réels de la Cour étaient les suivants :

<i>Effectifs</i>	
Postes permanents	702
Postes approuvés au titre du personnel temporaire	188
Stagiaires	82
Professionnels invités	5
Consultants	44
Agents élus / juges	23
Total	1 044

Tableau 6 : Effectifs prévus

Sur la base du budget approuvé pour 2012, des prévisions au 31 mars 2012 et du nombre moyen de stagiaires, de professionnels invités et de consultants des années précédentes, les effectifs de la Cour à la fin de 2012 seraient les suivants :

<i>Effectifs</i>	
Postes permanents	761
Postes approuvés au titre du personnel temporaire	209
Stagiaires *	70
Professionnels invités	7
Consultants	35
Agents élus / juges	23
Total	1 105

Tableau 7 : Postes vacants – postes permanents

État au 31 mars 2012

<i>Grand programme</i>	<i>Programme</i>	<i>Sous-Programme</i>	<i>Classe du poste</i>	<i>Intitulé du poste</i>	<i>Total</i>	<i>Commentaires</i>
GP I	Présidence	Présidence	P-5	Chef de Cabinet	1	Poste vacant suite à une démission.
GP II	Division des enquêtes	Section de la planification et des opérations	GS-OL	Fonctionnaire chargé des opérations hors siège (1) *	1	Poste à redéployer en Côte d'Ivoire. Avis de vacance à publier.
			GS-OL	Fonctionnaire chargé des opérations hors siège	1	Poste à redéployer, à pourvoir en 2013.
			GS-OL	Assistant chargé des opérations hors siège	1	Poste à redéployer, à pourvoir en 2013.
			GS-OL	Assistant chargé du traitement des données	1	Poste à pourvoir en janvier 2013.
			P-3	Enquêteur (FIU)	1	Poste vacant suite à une démission. Avis de vacance à publier.
			P-2	Analyste adjoint	1	Poste vacant suite à une démission. Avis de vacance à publier.
	Division des poursuites	Division des poursuites	P-5	Substitut du Procureur	1	Poste à pourvoir en 2013.

* Le nombre de stagiaires est variable. Sont inclus les stages financés par l'Union européenne et les stages non rémunérés.

<i>Grand programme</i>	<i>Programme</i>	<i>Sous-Programme</i>	<i>Classe du poste</i>	<i>Intitulé du poste</i>	<i>Total</i>	<i>Commentaires</i>
GP III	Cabinet du Greffier	Section de la sécurité	GS-OL	Lieutenant (Hors siège)	1	Aucun financement approuvé, suite à la décision de l'Assemblée des États Parties sur le budget 2012.
			GS-OL	Assistant local chargé de la sécurité (Hors siège)	1	Aucun financement approuvé, suite à la décision de l'Assemblée des États Parties sur le budget 2012
		Section des opérations hors siège	GS-OL	Assistant administratif (Hors siège)	1	Poste à redéployer à Abidjan en 2012 après la fermeture des opérations au Tchad le 31 décembre 2011.
			GS-OL	Chauffeur principal (Hors siège)	1	Poste à redéployer à Abidjan en 2012 après la fermeture des opérations au Tchad le 31 décembre 2011.
			GS-OL	Chauffeur (Hors siège)	2	Poste à redéployer à Abidjan en 2012 après la fermeture des opérations au Tchad le 31 décembre 2011.
			P-3	Chef de bureau extérieur	1	Poste vacant suite à une démission. Sous réserve de rationalisation.
		Section de la technologie de l'information et des communications	GS-OL	Technicien TIC de terrain	1	Sous réserve de rationalisation. Poste à redéployer en Côte d'Ivoire. Avis de vacance à publier et à pourvoir en 2012.
		Division des services généraux	GS-OL	Assistant chargé des voyages	1	Poste vacant suite à un changement interne. Avis de vacance à publier.
	Direction du service de la Cour	Section de l'administration de la Cour	GS-PL	Technicien audiovisuel principal	1	Poste décommandé jusqu'à nouvel ordre.
		Unité d'aide aux victimes et aux témoins	GS-OL	Assistant chargé des opérations et de la protection sur le terrain	1	Poste redéployé en RCA. Avis de vacance à publier et à pourvoir en 2012.
			GS-OL	Assistant hors siège chargé du soutien aux victimes et aux témoins	1	Poste redéployé en RCA. Avis de vacance à publier avec nouvelle définition du poste et à pourvoir en 2012.
		Section d'interprétation et de traduction	P-3	Traducteur (anglais)	1	Poste vacant suite à un changement interne. Avis de vacance à publier.
	Cabinet du Greffier	Section de l'information et de la documentation	GS-PL	Assistant principal chargé de la sensibilisation sur le terrain	1	Sous réserve de rationalisation. Poste à redéployer en Côte d'Ivoire en 2013.
			GS-OL	Assistant chargé de la sensibilisation sur le terrain	1	Poste redéployé au Kenya. Avis de vacance à publier et pourvoir en 2012.
			GS-OL	Assistant administratif de terrain	1	Sous réserve de rationalisation. Poste à redéployer au Kenya en 2013.
GP IV	Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	P-2	Assistant spécial auprès du Directeur	1	Avis de vacance à publier avec nouvelle définition du poste.
Total général :					25 (1) **	

Au 31 mars 2012, le recrutement est en cours/terminé (31) ou des avis de vacance ont été publiés pour 32 postes. Le recrutement n'a pas commencé pour un poste ASG relevant du GP II.

* Avis de vacance publié au 3 avril 2012.

** Un poste (Assistant du Conseil du personnel) alloué au Représentant du Conseil du personnel ne sera plus considéré comme vacant.

Tableau 8 : Engagement du personnel : postes approuvés par rapport aux postes pourvus

État au 31 mars 2011

<i>Grand programme</i>	<i>Postes approuvés</i>	<i>Postes pourvus</i>	<i>Postes dont le recrutement est terminé*</i>	<i>Postes dont le recrutement est en cours</i>	<i>Avis de vacance de poste publié ; recrutement pas encore commencé</i>	<i>Poste de vacance vacant, avis de vacance pas encore publié</i>	<i>% of de postes permanents vacants</i>	<i>Taux de vacance (%) des postes permanents</i>
[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	[(2-3)/2]x100	[(AVG(3)-2)/2]x100
Branche judiciaire								
Grand programme I	48	47	0	0	0	1	2,08 %	2,08 %
Bureau du Procureur								
Grand programme II	215	199	2	7	0	7	7,44 %	7,44 %
Greffes								
Grand programme III**	477	439	1	19	1	17	7,97 %	8,18 %
Secrétariat de l'Assemblée des États Parties								
Grand programme IV	9	7	0	1	0	1	22,22 %	22,22 %
Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes								
Grand programme VI	7	7	0	0	0	0	0,00 %	0,00 %
Bureau du Directeur de projet								
Grand programme VII.1	3	3	0	0	0	0	0,00 %	0,00 %
Mécanisme de contrôle indépendant								
Grand programme VII.5	2	0	0	2	0	0	100,00 %	100,00 %
Total CPI	761	702	3	29	1	26	7,75 %	7,88 %

* Le recrutement est terminé lorsque le candidat sélectionné a accepté l'offre d'emploi. La procédure de recrutement est achevée et le poste est bloqué jusqu'à l'arrivée du titulaire.

** Dans le GP-III, un poste n'est pas vacant mais est alloué au Représentant du Conseil du personnel.

Objectif de recrutement	59
En cours de recrutement	32
Pourcentage de l'objectif	54,2 %

Annexe III

Liste des documents

CBF/18/1	Ordre du jour provisoire
CBF/18/1/Add.1	Liste annotée des questions inscrites à l'ordre du jour provisoire
CBF/18/2	Rapport sur les soldes de trésorerie et le placement des liquidités
CBF/18/3	Rapport intérimaire de la Cour sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public
CBF/18/4	Rapport de la Cour sur les amendements proposés au Règlement financier et aux règles de gestion financière
CBF/18/5	Rapport de la Cour sur la passation des marchés
CBF/18/6	Rapport de la Cour sur sa structure organisationnelle
CBF/18/7	Rapport de la Cour sur la gestion des ressources humaines
CBF/18/8	Rapport de la Cour sur les critères d'utilisation du Fonds en cas d'imprévus
CBF/18/9	Proposition par la Cour d'un régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités
CBF/18/10	Une nouvelle approche en matière de classement des postes à la Cour pénale internationale
CBF/18/11	Rapport sur l'exécution des programmes et sur les activités de la Cour pénale internationale pour l'année 2011
CBF/18/12	Septième rapport sur les progrès de la Cour en matière de gains d'efficacité
CBF/18/13	Rapport de la Cour sur la comptabilité analytique
CBF/18/14	Rapport du Secrétariat du Fonds au profit des victimes sur l'utilisation des dépenses d'appui aux programmes
CBF/18/15	Rapport intérimaire sur les activités du Comité de contrôle
CBF/18/16	Rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 31 mars 2012
CBF/18/16/Corr.1	Rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 31 mars 2012 - Rectificatif
CBF/18/17	Rapport de la Cour sur son processus budgétaire

2. Rapport du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-neuvième session, Septembre 2012*

Tables des matières

	Paragraph	Page
I. Introduction	1-18	237
A. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour.....	13-17	238
B. Participation d'observateurs.....	18	239
II. Examen des questions figurant à l'ordre du jour du Comité à sa dix-neuvième session	19-177	240
A. Questions financières	19-53	240
1. Barème des quotes-parts et réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus	19-21	240
2. Fonds en cas d'imprévus.....	22-30	240
3. Fonds de roulement.....	31-32	242
4. Processus budgétaire.....	33-37	242
5. Comptabilité analytique	38-39	243
6. Normes comptables internationales pour le secteur public	40-41	243
7. Gestion des risques liés au taux de change pour le Fonds au profit des victimes	42-45	243
8. État des contributions.....	46	244
9. États en situation d'arriérés.....	47	244
10. Excédents de trésorerie	48	245
11. Amendements au Règlement financier et des règles de gestion financière.....	49-53	245
B. Questions d'administration	54-69	245
1. Conditions d'emploi du personnel sur le terrain	54	245
2. Régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités.....	55-56	246
3. Programme d'administrateurs auxiliaires	57	246
4. Régime commun et évaluation des performances des membres du personnel.....	58-69	246
C. Gouvernance	70-73	248
Structure organisationnelle de la Cour.....	70-73	248
D. Questions d'audit	74-85	249
Rapports d'audit.....	74-85	249
a) États financiers de la Cour pénale internationale pour l'exercice allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011	74-76	249
b) États financiers du Fonds au profit des victimes pour l'exercice allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011	74-76	249
c) Rapport du Bureau de l'audit interne.....	77-83	249
d) Rapport du Comité d'audit	84-85	250
E. Aide judiciaire.....	86-99	250
F. Questions budgétaires	100-136	252
1. Résultats financiers de l'exécution du budget-programme de la Cour pour 2012 au 30 juin 2012	100-103	252
2. Examen du projet de budget-programme pour 2013.....	104-111	252
3. Recommandations de portée générale concernant le budget pour 2013	112-116	253
a) Hypothèses et activités pour 2013	112-115	253

* Antérieurement publié sous la cote ICC-ASP/11//15.

	Paragraph	Page
b) Présentation et macroanalyse.....	116	254
4. Régime commun des Nations Unies	117-136	254
a) Voyages	117	254
b) Formation.....	119	254
c) Consultants	120	254
d) Représentation	121	255
e) Personnel temporaire et niveaux d'effectifs.....	122-128	255
f) Adaptation des ressources au taux d'activité judiciaire	129-136	256
G. Grands programmes	137-158	256
1. Grand programme I : Branche judiciaire	137-140	256
2. Grand programme III : Greffe.....	141-148	257
a) Sous-programme 3120 : Bureau de l'audit interne	141	257
b) Sous-programme 3260 : Section des technologies de l'information et des communications.....	142-143	257
c) Sous-programme 3340 : Section d'interprétation et de traduction de la Cour...	144	258
d) Programme 3400 : Section de l'information et de la documentation.....	145-147	258
e) Sous-programme 3770 : Bureau du Greffe pour les locaux permanents	148	258
3. Grand programme IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	149-153	258
4. Grand programme VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes.....	154	260
5. Grand programme VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)	155	260
6. Grand programme VII-2 : Projet de locaux permanents – Intérêts	156-157	260
7. Grand programme VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant.....	158	260
H. Locaux de la Cour	159-174	261
1. Locaux permanents	159-171	261
a) État du projet	159-161	261
b) Emménagement dans les nouveaux locaux.....	162-164	261
c) Coût total de propriété	165-166	262
d) Répartition de la charge financière avec les prochains États Parties	167	262
e) Prorogation de la date limite des paiements forfaitaires	168-169	262
f) Équipements non intégrés pour l'utilisateur (« éléments 2gv »)	170	263
g) Reclassement du poste de Directeur adjoint du projet, de la classe P4 à la classe P5	171	263
2. Locaux provisoires.....	172-174	263
I. Questions diverses.....	175	263
Futures réunions.....	175	263
Annexe I : Liste des documents		264
Annexe II : État des contributions au 30 septembre 2012		265
Annexe III : Incidence des mesures pour faire correspondre la masse budgétaire du budget de la Cour pénale internationale pour 2013 à la masse budgétaire approuvée pour 2012		268
Annexe IV : Évolution dynamique stratégique des activités judiciaires de la Cour en 2013.....		281
Annexe V : Options recommandées par le Comité du budget et des finances.....		282
Annexe VI : Incidences budgétaires de la mise en œuvre des recommandations du Comité du budget et des finances		283

I. Introduction

1. Le Comité du budget et des finances (ci-après dénommé « le Comité ») a examiné le projet de budget-programme pour 2013 en se basant sur le principe général de sincérité budgétaire.
2. Le Comité du budget et des finances a relevé quelques avancées dans le projet de budget pour 2013. Le Comité a également observé que la Cour a pris un certain nombre de mesures afin de contrôler des coûts, résultant sur des économies de 2,89 millions d'euros¹.
3. Le Comité a rappelé que, pour l'exercice 2012, l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommée « l'Assemblée »), lors de sa dixième session, a approuvé un montant total de dépenses de 111 millions d'euros, dont 108,8 millions d'euros alloués au budget et 2,2 millions d'euros destinés à réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus.
4. Le Comité a pris note qu'au mois d'août 2012, il avait reçu sept notifications de la Cour pénale internationale (ci-après dénommée « la Cour ») afin de pouvoir procéder à des prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus pour un montant total de 3,69 millions d'euros.
5. Le Comité a également rappelé la résolution ICC-ASP/10/Res.4 dans lequel l'Assemblée avait prié la Cour, « au cas où elle proposerait une augmentation du budget pour 2013, de préparer un document de travail précisant les alternatives au travers desquelles des réductions de crédits seraient opérées afin que le budget proposé pour 2013 corresponde à la masse budgétaire retenue pour 2012, ainsi que les incidences que lesdites réductions auraient sur l'activité de la Cour. »².
6. Le Comité a examiné le document intitulé « Incidence des mesures pour faire correspondre la masse budgétaire du budget de la Cour pénale internationale pour 2013 à la masse budgétaire approuvée pour 2012 » en date du 12 septembre 2012³. Voir l'annexe III du présent rapport.
7. Le Comité a noté que le budget-programme proposé pour 2013 présentait une augmentation de 9,6 millions d'euros (8,8 pour cent) par rapport au budget approuvé pour 2012 et la location et les coûts afférents des locaux provisoires représentaient 6,02 millions d'euros (5,5 pour cent)⁴ par rapport au budget approuvé pour 2012. Le Comité a pris note que la question de la location des locaux provisoires ne peut être évaluée à ce stade. Le Comité a relevé qu'au terme de la période de franchise de loyer, des ressources supplémentaires vont être nécessaires pour une période limitée jusqu'à l'emménagement de la Cour dans les locaux permanents. Le Comité était d'avis que cela justifiait l'exonération du montant de 6 millions d'euros environ relatif aux locaux provisoires si l'on compare le projet de budget pour 2013 au budget approuvé dans le budget 2012.
8. Après avoir examiné le projet de budget pour 2013 et les arguments avancés, le Comité a conclu qu'il était possible d'obtenir des réductions de coûts supplémentaires pour un montant de 3,28 millions d'euros comprenant les intérêts du prêt pour les locaux permanents et qu'en cas d'approbation, le montant total du budget-programme proposé s'élèverait alors soit à 115,12 millions d'euros, si l'on y intègre la location et l'entretien des locaux provisoires, soit à 109,22 millions d'euros si l'on ne tient pas compte de ces éléments.
9. Le Comité a pris note que le Groupe de travail de La Haye du Bureau procédait actuellement à l'examen d'un certain nombre de questions importantes qui pourraient avoir une incidence financière significative pour la Cour. Parmi ces questions figuraient l'aide judiciaire, la gouvernance, les victimes et les réparations. Certaines décisions qui pourraient être prises dans ces domaines permettraient d'obtenir des gains d'efficacité dans les années à venir.

¹ CBF19/03P08.

² *Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, dixième session, New York, 1-21 décembre 2011* (ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.4, section H.

³ CBF19/03P04/Rev.1.

⁴ ICC-ASP/11/10, paragraphe 29, tableaux 5 et 6, Corr. 1 et Corr. 2.

10. Le Comité a également noté que certains événements, s'ils se produisaient, pourraient avoir une incidence financière importante, notamment : préparation d'un éventuel procès dans l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo*, si les charges sont confirmées (1,27 millions d'euros) ; éventuelle ouverture d'un Bureau de liaison auprès de l'Union africaine (436 700 euros) ; ou provisions destinées à l'élargissement aux fonctions d'inspection et d'évaluation du mandat actuel du Mécanisme de contrôle indépendant (212 300 euros).

11. Le Comité a également noté les inducteurs de coûts pluriannuels (2014-2016)⁵ présentés dans le tableau 7 du projet de budget-programme pour 2013 et a attiré l'attention de l'Assemblée sur plusieurs inducteurs de coûts importants, notamment le remplacement de matériel (montant estimé respectivement à 1,3, 1,6 et 0,65 millions d'euros pour la période 2014-2016) ; coûts associés aux locaux de 11,4, 23,5 et à 14,5 millions d'euros ; et augmentation prévue des dépenses de personnel de 3,4, 2,2 et 2,2 millions d'euros par an sur la même période⁶.

12. Le Comité a ajouté un récapitulatif général de ses recommandations en annexe V, qui présente trois options, avec des coûts et des incidences opérationnelles variables. Ce récapitulatif est destiné à l'Assemblée pour l'examen du projet de budget pour 2013. Le Comité espérait que les ajouts au présent rapport permettraient à l'Assemblée de procéder à un meilleur examen de ces questions.

A. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour

13. Pour la dix-neuvième session, le Comité a été convoqué conformément à la décision prise par l'Assemblée à la neuvième séance plénière, le 21 décembre 2011, de sa dixième session, qui s'est tenue du 12 au 21 décembre 2011, et aux dates arrêtées par le Comité le 27 avril 2012. La session, qui a comporté 18 séances, a eu lieu du 24 septembre au 3 octobre 2012. Le Président de la Cour, M. Sang-Hyun Song, a prononcé une allocution de bienvenue lors de l'ouverture de la session.

14. Le Comité a désigné M. Hugh Adsett (Canada) Rapporteur de la session, conformément à l'article 13 du Règlement intérieur. Le service des réunions a été assuré par le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommé « le Secrétariat ») et le Secrétaire exécutif du Comité du budget et des finances, M. Fakhri Dajani, a exercé les fonctions de secrétaire du Comité.

15. Ont participé à la dix-neuvième session les membres du Comité dont les noms suivent :

13. Hugh Adsett (Canada)
14. David Banyanka (Burundi)
15. Carolina María Fernández Opazo (Mexique)
16. Gilles Finkelstein (France)
17. Fawzi A. Gharaibeh (Jordanie)
18. Samuel P.O. Itam (Sierra Leone)
19. Juhani Lemmik (Estonie)
20. Mónica Sánchez Izquierdo (Équateur)
21. Gerd Saupe (Allemagne)
22. Ugo Sessi (Italie)
23. Elena Sopková (Slovaquie)
24. Masatoshi Sugiura (Japon)

⁵ ICC-ASP/11/10, paragraphes 31-41, Corr. 1 et Corr. 2.

⁶ Ibid., paragraphe 30, tableau 7.

16. À sa première séance, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant (CBF/19/1) :
 1. Ouverture de la session
 2. Adoption de l'ordre du jour
 3. Participation d'observateurs
 4. Organisation des travaux
 5. États en situation d'arriérés
 6. Questions financières :
 - a) Barème des quotes-parts et réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus ;
 - b) Exécution des programmes du budget pour 2012 ;
 - c) Processus budgétaire ;
 - d) Comptabilité analytique ;
 - e) Examen du projet de budget-programme pour 2013 ;
 - f) Normes comptables internationales pour le secteur public ; et
 - g) Gestion des risques liés au taux de change pour le Fonds au profit des victimes.
 7. Questions d'administration :
 - a) Conditions d'emploi du personnel sur le terrain ;
 - b) Régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités ; et
 - c) Programme d'administrateurs auxiliaires.
 8. Questions d'audit :
 - a) Rapports d'audit
 - (i) États financiers de la Cour pénale internationale pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 ;
 - (ii) États financiers du Fonds au profit des victimes pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 ; et
 - (iii) Rapport du Bureau de l'audit interne.
 - b) Rapport du Comité d'audit.
 9. Aide judiciaire
 10. Locaux de la Cour
 11. Questions diverses

17. La Présidence, le Bureau du Procureur et le Greffe ont été invités à participer aux réunions du Comité pour présenter les rapports des organes correspondants de la Cour. En outre, le Comité a pris note des exposés présentés respectivement par le facilitateur pour le budget, M. l'Ambassadeur Håkan Emsgård (Suède) et par le point focal sur l'aide judiciaire, M. l'Ambassadeur Leon Marc (Slovénie) du Groupe de travail de La Haye du Bureau de l'Assemblée, et par les représentants du Fonds au profit des victimes et du Comité de contrôle sur les locaux permanents.

B. Participation d'observateurs

18. Le Comité a accepté la demande de la Coalition pour la Cour pénale internationale d'intervenir devant lui. Le Comité a remercié la Coalition pour sa déclaration.

II. Examen des questions figurant à l'ordre du jour du Comité à sa dix-neuvième session

A. Questions financières

1. Barème des quotes-parts et réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévu

19. Le Comité a examiné le rapport de la Cour sur la méthode appliquée pour le calcul du barème des quotes-parts dues par les États Parties et destinées à financer le budget ordinaire, le Fonds de roulement afférent et le réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévu⁷. Il a pris note de la disposition pertinente du Statut de Rome (article 117) et des articles afférents du Règlement financier et des règles de gestion financière. En substance, le barème de la Cour était fondé sur le barème adopté par l'Organisation des Nations Unies pour son budget ordinaire et spécialement adapté afin de tenir compte des différences de composition entre l'Organisation et la Cour, dont le calcul d'un taux de contribution maximum applicable aux États versant les contributions les plus importantes, à l'instar d'autres organisations régies par le système des Nations Unies.

20. Tout comme pour le Fonds en cas d'imprévu dont le réapprovisionnement était basé sur le principe susmentionné, le Comité a rappelé la recommandation émise lors de sa dix-huitième session « qu'à l'avenir, le barème des quotes-parts sélectionné pour réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévu ne soit pas celui correspondant au moment où le réapprovisionnement est approuvé mais soit celui de l'exercice budgétaire correspondant au moment où la répartition entre les États Parties est réalisée »⁸. Bien qu'il prenne note de l'intention de la Cour de solliciter l'avis du Commissaire aux comptes sur la question d'ajustements éventuels après la clôture des comptes de l'exercice correspondant ainsi que sur la conformité du changement proposé par rapport aux principes établis dans le Règlement financier et les règles de gestion financière, le Comité ne voit aucune raison à ce stade de modifier la recommandation citée préalablement, compte tenu du caractère anticipatif du réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévu et de l'absence de nouveaux éléments d'information en provenance de la Cour sur ce sujet.

21. Enfin, le Comité a été informé que la session en cours de l'Assemblée générale des Nations Unies devait adopter le nouveau barème des quotes-parts pour la période triennale 2013-2015, mais, si l'on tient compte des expériences passées, ne devait pas le faire avant la dernière semaine de décembre 2012, c'est-à-dire bien après la onzième session de l'Assemblée. Par conséquent, le Comité a recommandé que, pour 2013, les contributions dues par les États Parties soient provisoirement calculées conformément au barème des quotes-parts approuvé par les Nations Unies pour son budget ordinaire pour 2012 et aux principes sur lesquels ce barème est fondé. Le Comité a recommandé également que le calcul final soit basé sur le barème adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 67^{ème} session pour son budget ordinaire pour 2013 et adapté conformément aux principes sur lesquels le barème est fondé, sous réserve de la disponibilité d'un tel barème. En outre, le taux de contribution maximum, quel qu'il soit, applicable au budget ordinaire des Nations Unies devrait s'appliquer au barème des quotes-parts de la Cour.

2. Fonds en cas d'imprévu

22. Au 1^{er} janvier 2012, le solde d'ouverture du Fonds en cas d'imprévu, corrigé pour tenir compte de la reconstitution dudit Fonds, était de 7,12 millions d'euros.

23. Jusqu'à août 2012, La Cour a relevé qu'elle avait adressé sept notifications au Comité, dont le détail figure dans le tableau 1 ci-dessous, pour demander à prélever des ressources sur le Fonds en cas d'imprévu afin de financer les dépenses consécutives aux différentes évolutions dans les situations au Kenya, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Libye et en République centrafricaine. Le coût théorique de ces activités imprévues représente au total un montant de 3,69 millions d'euros.

⁷ ICC-ASP/11/44.

⁸ ICC-ASP/11/5, paragraphe 17.

Tableau 1 : Demandes de prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus – 2012

<i>Nombre</i>	<i>Description de la demande</i>	<i>Référence</i>	<i>Date</i>	<i>Montant (en euros)</i>
1	Frais inévitables dans le cadre de la situation en Côte d'Ivoire.	2011/34/IA	04/01/2012	391 800
2	Lettre au Président du Comité pour couvrir les frais de prolongation de mandats.	2012/09/IA	14/03/2012	372 800
3	Lettre au Président du Comité pour couvrir les frais liés à la décision de confirmation des charges au Kenya.	2012/12/IA	12/04/2012	1 567 800
4	Lettre au président du Comité (Gilles Finkelstein) pour couvrir les frais de création d'une présence réduite du Greffe sur le terrain en Côte d'Ivoire.	2012/16/IA	14/05/2012	361 200
5	Situation au Kenya : dépenses concernant un nombre limité d'assistants juridiques nécessaires pour appuyer la préparation des procès des deux affaires pendant le reste de l'année.	2012/20/IA	01/06/2012	275 400
6	République démocratique du Congo : affaire Katanga et Ngudjolo Chui	2012/39/IA	14/08/2012	115 200
7	Dépenses supplémentaires non prévues lors de la préparation du budget 2012 : situations en République démocratique du Congo, Libye, République centrafricaine et Côte d'Ivoire.	2012/40/IA	27/08/2012	605 300
Montant total des notifications				3 689 500

24. Le Comité a également rappelé qu'elle avait demandé à la Cour de distinguer dans ses demandes de prélèvement sur le Fonds en cas d'imprévus les ressources provisoires ou ponctuelles de celles nécessaires sur une période de temps plus longue. Cela vaut tout particulièrement pour les ressources afférentes au personnel temporaire. Le Comité a recommandé que la Cour optimise la façon de recenser et de rendre compte de l'utilisation des ressources supplémentaires relatives au personnel temporaire pour chaque grand programme afin de permettre une meilleure compréhension et un suivi plus efficace desdites ressources.

25. En ce qui concerne le réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus, la Cour a estimé que le montant réel des prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus serait de 2,1 millions d'euros environ en 2012. Cela conduirait le Fonds en cas d'imprévus en-deçà du seuil minimum de 7 millions d'euros. Néanmoins, la question du taux d'exécution des dépenses reste en suspens au moment de la présente session. Le Comité a recommandé que la Cour procède à l'examen des activités proposées pour lesquelles une demande de prélèvement a été présentée afin de déterminer si les besoins sont toujours nécessaires. Le Comité a également demandé à la Cour de fournir⁹ à l'Assemblée une estimation actualisée comprenant les dépenses réelles effectuées sur le budget ordinaire et sur le Fonds en cas d'imprévus jusqu'à la fin du mois d'octobre 2012.

26. Grâce à ce rapport soumis par la Cour suite à la demande du Comité, l'Assemblée serait en mesure de déterminer de façon relativement précise le montant estimé des dépenses prélevées sur le Fonds en cas d'imprévus et, par conséquent, le montant total nécessaire pour reconstituer le capital du Fonds et atteindre le seuil minimum de 7 millions d'euros.

27. Malgré le fait, que le budget de la Cour reposait sur des hypothèses prévisibles par les organes de la Cour au moment de l'élaboration du budget, le travail judiciaire de la Cour couvrait beaucoup de faits imprévisibles, qu'il s'agisse, par exemple, d'une nouvelle situation, ou d'un nouveau développement dans des affaires existantes.

28. Le Comité a reconnu la nature imprévisible de certaines activités de la Cour, mais le Comité était cependant préoccupé par le nombre de demandes de prélèvements de la Cour sur le Fonds en cas d'imprévus et par le fait, que cela pourrait entraîner un affaiblissement de la discipline financière de la Cour et déboucher sur un déséquilibre entre l'utilisation du budget approuvé et le recours au Fonds en cas d'imprévus.

⁹ Par l'intermédiaire du Comité conformément aux articles 6.7 et 6.8 du Règlement financier et des règles de gestion financière.

29. Le Comité a rappelé que le Fonds en cas d'imprévu est un outil indispensable pour la Cour mais qu'il ne doit pas être utilisé de telle sorte qu'il porte atteinte au principe de sincérité du processus budgétaire. Pour renforcer la discipline financière et la transparence dans l'utilisation du Fonds en cas d'imprévu, le Comité a recommandé que la Cour envoie dans les 60 jours calendaires suivant l'envoi de la demande de prélèvement sur le Fonds en cas d'imprévu, par l'intermédiaire de son Président, une information écrite aux membres du Comité, dans laquelle la Cour précise l'utilisation des ressources ayant fait l'objet des demandes de prélèvement.

30. Enfin, le Comité a décidé qu'il pourrait se réserver la possibilité de revenir sur cette question afin d'envisager de possibles amendements des modalités régissant l'accès au Fonds en cas d'imprévu.

3. Fonds de roulement

31. Le Comité a pris note de la recommandation du Commissaire aux comptes visant à ce que la Cour procède à l'examen des besoins de son Fonds de roulement et détermine si son niveau actuel est toujours suffisant. Comme l'indique l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière: « Il est créé un Fonds de roulement pour que la Cour dispose de fonds lui permettant de faire face aux problèmes de liquidités à court terme en attendant le versement de contributions mises en recouvrement. » Le niveau actuel du Fonds de roulement a été fixé à 7,4 millions d'euros en 2008, lorsque les dépenses annuelles de la Cour s'élevaient à 84,85 millions d'euros¹⁰. Le montant du budget s'élevant en 2012 à 111 millions d'euros, le Fonds de roulement correspond aujourd'hui à moins d'un mois de dépenses. En juillet 2012, par exemple, la Cour n'a pas reçu suffisamment de contributions pour faire face aux charges du mois suivant.

32. Le Comité a été informé qu'à ce jour, la Cour n'a jamais eu recours au Fonds de roulement. Par conséquent, pour 2013, le Comité a recommandé que l'Assemblée maintienne le Fonds de roulement à son niveau actuel. Néanmoins, le Comité a invité la Cour à procéder à l'analyse des risques et, en conséquence, au niveau actuel du Fonds de roulement, compte tenu des besoins financiers qui seront de plus en plus importants, notamment en raison des paiements réguliers durant l'année destinés à l'entretien des nouveaux locaux ainsi qu'au remboursement du prêt de l'État hôte. Le Comité a invité la Cour à lui faire rapport lors de sa vingtième session.

4. Processus budgétaire

33. Le Comité a analysé le rapport soumis par la Cour, intitulé « Rapport de la Cour sur son processus budgétaire et sur la méthode du budget à base zéro »¹¹.

34. Dans l'ensemble, le Comité a accueilli favorablement beaucoup d'éléments du rapport. Néanmoins, le Comité a tenu à préciser que l'objectif du budget en base zéro n'était pas de se substituer aux méthodes de budgétisations existantes à la Cour, mais qu'il s'agissait plutôt de les optimiser, notamment pour la réduction des coûts d'inefficience.

35. Le Comité a rappelé que le budget en base zéro ne permettait pas de tenir compte de la performance ou des budgets des exercices précédents pour élaborer le budget de l'année à venir. Cette méthode de budgétisation s'appuie sur un réexamen systématique de la valeur des activités.

36. Le Comité a demandé à la Cour de continuer les analyses de l'application de la budgétisation en base zéro dans certaines sections de la Cour soigneusement choisies. Dans la perspective d'un suivi pratique, le Comité a invité la Cour à envisager un éventuel exercice de budgétisation en base zéro pour les activités d'information, de documentation et de sensibilisation. La sensibilisation du public est, bien entendu, une mission essentielle pour faire connaître et comprendre le mandat et le travail de la Cour, tout particulièrement au sein des communautés affectées. Toutefois, le Comité a rappelé la suggestion qu'il avait formulé lors de sa dix-septième session en septembre 2011 : « La fonction de sensibilisation est [...] fragmentée et prise en charge par différents organes de la Cour. S'il

¹⁰ Documents officiels... Huitième session... 2009 (ICC-ASP/8/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 11.

¹¹ ICC-ASP/11/45.

est vrai qu'une certaine répartition de la prise en charge peut s'avérer nécessaire, à un moment donné, la Cour aura besoin d'être orientée sur un niveau et type de sensibilisation qui soit judicieux dans le cadre du budget ordinaire à ce stade du développement de la Cour. La sensibilisation à l'égard des communautés affectées peut-elle être regroupée dans une unité générale s'occupant des victimes ? La Cour doit-elle désormais s'appuyer sur d'autres sources médiatiques pour diffuser l'information concernant les procès, ce qui lui permettrait de se consacrer davantage à d'autres activités ? »¹².

37. Dans un premier temps, le Comité a invité la Cour à présenter, lors de sa vingtième session, un état ainsi qu'une évaluation des coûts des activités de sensibilisation et d'information en cours, ventilées par type d'activités, groupe ciblé, programme de financement et par organe. Le Comité a également invité la Cour à examiner d'autres domaines pour lesquels une budgétisation en base zéro pourrait être appliquée.

5. Comptabilité analytique

38. Le Comité a noté qu'en ce qui concerne l'application d'une comptabilité analytique au sein de ses services, la Cour en était encore à la phase préliminaire. La Cour compte avoir d'ici à la fin de l'année 2012, un recours « limité » à un consultant, pour un montant de 50 000 euros destiné à la création d'un premier outil.

39. Le Comité a demandé à la Cour de déployer davantage d'efforts pour trouver des moyens les moins coûteux possibles pour la Cour visant à mettre en œuvre une comptabilité analytique et de lui faire rapport à sa vingtième session.

6. Normes comptables internationales pour le secteur public

40. Le Comité a pris note du rapport sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) qui répond aux questions posées par le Comité lors de sa dix-huitième session concernant les implications de l'application des normes IPSAS sur le budget et les politiques comptables. Le Comité a été informé des avancées de la mise en œuvre des normes IPSAS et a convenu avec la Cour qu'à ce stade, il était trop tôt pour s'engager dans une comptabilité d'exercice, qui, *comme cela a été confirmé par le Commissaire aux comptes*, n'était pas nécessaire à la mise en œuvre des normes IPSAS, mais demeure plutôt un choix politique. Néanmoins, le Comité a également noté que, dans le budget actuel, certaines transactions relevaient d'une comptabilité d'exercice, comme les prestations dues aux employés. Le Comité a demandé des précisions sur l'incidence de ces transactions sur le budget (par exemple, connaître le montant annuel des provisions correspondant auxdites transactions). Le Comité a demandé à la Cour, dans un souci de plus grande transparence, de détailler ces provisions en annexe du projet de budget-programme 2013 et des prochains budgets-programmes.

41. Le Comité a également demandé à être informé lors de sa vingtième session de l'avancée réelle de la mise en œuvre des normes IPSAS par rapport au calendrier du projet ainsi que de l'utilisation des ressources budgétaires.

7. Gestion des risques liés au taux de change pour le Fonds au profit des victimes

42. Le Comité a examiné le document de travail de la Cour sur la gestion des risques de taux de change du Fonds au profit des victimes¹³. D'après ce document, le Fonds au profit des victimes avait des positions ouvertes en devises dans l'une des régions dans laquelle elle opérait. Cela s'expliquait par le fait que les engagements financiers du Fonds au profit des victimes vis-à-vis des intermédiaires locaux étaient libellés en monnaie locale alors que la plupart des actifs financiers du Fonds étaient détenus en euros. Par conséquent, si le cours de l'euro baissait par rapport à la monnaie locale, comme cela s'est produit récemment, le Fonds au profit des victimes devait engager un montant plus important d'euros que celui escompté.

¹² Documents officiels... Dixième session... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 11.

¹³ CBF/19/18.

43. Les représentants de la Cour et le Secrétariat du Fonds au profit des victimes ont expliqué que le libellé des engagements en devise locale s'expliquait par le cadre réglementaire local et par l'absence d'instruments de couverture des risques accessibles. Cela tenait également compte de la capacité restreinte des petits intermédiaires locaux de gérer des comptes à devises multiples et s'inspirait des pratiques d'organismes donateurs comme l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, des agences des Nations Unies et du département d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne/de l'Union européenne.

44. Bien que le Comité reconnaisse les difficultés rencontrées par la Cour et le Fonds au profit des victimes, il a relevé qu'il existait une carence en matière de gestion professionnelle des risques de taux de change. Bien plus que les grands donateurs, le Fonds au profit des victimes semble ne pas être protégé contre une variation imprévue des taux de changes. La pratique adoptée actuellement expose le Fonds au profit des victimes à de fortes variations des taux de change. Le Comité a pris note de la recommandation du Commissaire aux comptes incitant le Secrétariat du Fonds à tenir, dans les meilleurs délais, un registre des risques afin de recenser les risques opérationnels, financiers et de réputation auxquels le Fonds au profit des victimes a dû faire face¹⁴.

45. Le Comité a recommandé que la Cour et le Secrétariat du Fonds au profit des victimes entreprennent un examen approfondi des solutions disponibles pour réduire les risques. Il a encouragé le Secrétariat du Fonds à élaborer, en coopération avec la Cour, une politique recensant les niveaux tolérables de risques liés aux devises dans le cadre de ses opérations ainsi que les procédures visant à maintenir lesdits risques en deçà des niveaux tolérés. Il a invité la Cour et le Secrétariat du Fonds au profit des victimes à lui faire rapport à sa vingtième session.

8. État des contributions

46. Le Comité a examiné l'état des contributions au 30 septembre 2012 (annexe II) et a pris note qu'il avait été reçu pour l'exercice 2012 un montant total de 97 628 388 euros, soit 89,7 pour cent des contributions dues pour 2012, et que les arriérés au titre d'exercices précédents se montaient à 11 924 496 euros. Le Comité s'est félicité que ce taux soit largement supérieur à celui de 2011 pour la même période (67,9 pour cent), mais s'est dit parallèlement préoccupé par le niveau des arriérés et par le fait que seuls 58 États s'étaient acquittés de la totalité de leur contribution à ce stade de l'exercice fiscal. Le Comité a encouragé tous les États Parties à régler les contributions dues en intégralité et dans les temps impartis afin de veiller à ce que la Cour dispose des ressources suffisantes pendant toute l'année, conformément à l'article 5.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière.

9. États en situation d'arriérés

47. Conformément au paragraphe 8 de l'article 112, du Statut de Rome, « [u]n État Partie en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de la Cour ne peut participer au vote ni à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. » Le Comité a été informé qu'au 2 octobre 2012, sept États Parties étaient en retard de paiement et n'auraient donc pas le droit de voter. Le Comité a noté que le Secrétariat avait communiqué avec les États Parties en situation d'arriérés, le 26 juillet 2012, pour les informer du montant minimum dû pour leur éviter que leur soit appliqué le paragraphe 8 de l'article 112 du Statut. Ces mêmes États Parties ont également été informés de la procédure permettant de demander à être exonéré de la privation du droit de vote. Étant donné qu'au 3 octobre 2012, la Cour n'avait reçu aucune réponse de la part de ces États Parties, le Comité a demandé au Secrétariat de notifier à nouveau les États Parties en retard dans le paiement de leurs contributions.

¹⁴ ICC-ASP/11/13, paragraphes 4 et 20.

10. Excédents de trésorerie

48. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière de la Cour, le montant estimatif de l'excédent de trésorerie qui devrait être restitué aux États Parties le 1^{er} janvier 2013 représente 1,86 million d'euros et comprend l'excédent provisoire de trésorerie correspondant à l'exercice 2011. Au total, l'excédent de trésorerie audité pour 2010 et indiqué dans les états financiers de la Cour au 31 décembre 2011 s'élevait à 1,69 million d'euros et avait déjà été transmis aux États Parties.

11. Amendements au Règlement financier et aux règles de gestion financière

49. Le Comité avait reçu des propositions d'amendements au Règlement financier et aux règles de gestion financière accompagnées d'explications pour chaque amendement¹⁵. Le Comité a encouragé la Cour à créer un glossaire des termes relatifs aux principes comptables et budgétaires, ce qui pourrait réduire le risque de à des malentendus sur les principes utilisés dans le Règlement financier et les règles de gestion financière.

50. Le Comité a pris note de la démarche de la Cour consistant à limiter au maximum les changements essentiels nécessaires visant à mettre en œuvre les normes IPSAS dès le 1^{er} janvier 2014.

51. Afin d'éviter des risques plus importants dans le cadre du processus de mise en œuvre des normes IPSAS, le Comité a recommandé que l'Assemblée approuve les propositions d'amendements du Règlement financier et des règles de gestion financière.

52. Le Comité a demandé à la Cour de poursuivre l'examen du Règlement financier et des règles de gestion financière avant la mise en œuvre des normes IPSAS et de soumettre à l'Assemblée, par l'intermédiaire du Comité lors de sa vingt-et-unième session, tout amendement supplémentaire au Règlement financier et aux règles de gestion financière, qui pourrait s'avérer nécessaire suite aux consultations entreprises avec le nouveau Commissaire aux comptes.

53. Le Comité a noté que les amendements avaient été proposés aux fins de permettre la mise en œuvre des normes IPSAS et, par conséquent, a recommandé que la version révisée du Règlement financier et des règles de gestion financière entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle lesdites normes IPSAS seront mises en œuvre, ce qui est prévu pour 2014.

B. Questions d'administration

1. Conditions d'emploi du personnel sur le terrain

54. Le Comité a examiné le rapport sur les conditions d'emploi des agents recrutés sur le plan international et affectés dans les bureaux extérieurs¹⁶. Le Comité a rappelé que toute proposition ayant une incidence budgétaire devrait être explicitement approuvée par l'Assemblée, après examen par le Comité. Le Comité a recommandé que les dispositions transitoires sur quatre ans proposées pour harmoniser les conditions d'emploi sur le terrain et la nouvelle approche harmonisée du régime applicable aux congés de détente, selon laquelle la Cour a proposé de verser une indemnité couvrant les frais d'hébergement et de voyage, qui viendrait s'ajouter aux cinq jours de congés de détente accordés, ne soient pas approuvées. Au lieu de cela, le Comité a recommandé que la Cour harmonise les conditions d'emploi et le régime applicable aux congés de détente à tout le personnel affecté dans des bureaux extérieurs famille non autorisée avec celles appliquées actuellement lors des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à compter du 1^{er} janvier 2013. Si ces recommandations sont adoptées par l'Assemblée, le personnel ne percevrait pas une indemnité de subsistance en opération spéciale unifiée et une indemnité de subsistance et d'hébergement au titre des congés détente, mais recevrait une indemnité pour frais de voyage au titre des congés détente et l'incidence financière de cette décision représenterait une économie de 300 000 euros sur le projet de budget-programme pour 2013.

¹⁵ CBF/19/7.

¹⁶ CBF/19/12.

2. Régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités

55. Le Comité a examiné la proposition de la Cour concernant le régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités¹⁷. Le Comité a pris note des incidences financières jusqu'en 2050 et du risque d'augmentation des primes, et a noté que, dans l'hypothèse à haut risque d'une augmentation annuelle des primes de neuf pour cent et d'une application du régime à l'ensemble du personnel retraité remplissant les conditions requises, le coût annuel projeté du régime s'élèverait entre 9 600 et 12 000 euros en 2013. Ce montant continuerait à être limité dans les premières années (environ 29 000 euros en 2014 et 115 000 euros en 2015), pour passer, dans l'hypothèse à haut risque, à 2,4 millions d'euros environ en 2050¹⁸.

56. Compte tenu du fait que, parmi toutes les organisations internationales du même ordre, la Cour est la seule organisation permanente à ne pas disposer d'un régime de subvention des primes d'assurance-maladie pour les retraités, que la prise en charge proposée à hauteur de 50 pour cent est la plus faible desdites organisations et bien inférieure à la proposition initiale de la Cour qui était à hauteur des deux tiers et que tous les fonctionnaires retraités remplissant les conditions requises ne souscriraient pas au régime dans la mesure où la prime restant à leur charge constituerait un poids trop important une fois à la retraite et que certains auraient la possibilité de souscrire à un régime de retraite national ou correspondant à leur lieu de résidence, le Comité a recommandé d'approuver le régime proposé pour le personnel de la Cour relevant du Statut du personnel. À cet égard, le Comité était d'avis que les incidences financières du régime pour les dix premières années n'étaient pas significatives et pourraient être absorbées par le budget approuvé dans le cadre du fonctionnement normal de la Cour.

3. Programme d'administrateurs auxiliaires

57. La Cour a informé le Comité qu'elle a poursuivi la préparation de son analyse et, par conséquent, a demandé au Comité de reporter l'examen du programme d'administrateurs auxiliaires à sa vingtième session. Bien que le Comité ait reçu un rapport sur le programme¹⁹, le Comité a pris note que le document était incomplet et que la Cour aurait besoin de procéder par étapes pour mettre en œuvre un tel programme. À cet égard, le Comité a invité la Cour à entreprendre la préparation nécessaire du programme afin de présenter une proposition exhaustive et concrète et de permettre au Comité de procéder à un examen final lors de sa vingtième session.

4. Régime commun et évaluation des performances des membres du personnel

58. Le Comité a examiné la question du régime commun de l'Organisation des Nations Unies concernant les traitements, les indemnités et les prestations et autres aspects des conditions d'emploi.

59. À cet égard, le Comité a pris note de la décision de l'Assemblée²⁰ priant la Cour de s'affilier à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. L'article 3 b) du Statut, règlement et système d'ajustement des pensions de la Caisse prévoit que peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées visées au paragraphe 2 de l'Article 57 de la Charte des Nations Unies, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. L'article 3 c) stipule que l'admission à la Caisse se fait par décision de l'Assemblée générale, sur la recommandation favorable du Comité mixte, après acceptation par l'organisation intéressée des présents statuts et conclusion en accord avec le Comité mixte sur les conditions qui régiront son admission.

¹⁷ CBF/19/13.

¹⁸ Ces montants peuvent évoluer si l'âge de départ à la retraite est repoussé.

¹⁹ CBF/19/16.

²⁰ ICC-ASP/1/Decision No. 3.

60. Lors de sa deuxième session, l'Assemblée a adopté le Règlement du personnel de la Cour²¹, dans lequel un certain nombre d'éléments sont calqués sur ceux du régime commun des Nations Unies.

61. Par la suite, la Cour a soumis ses Statuts et son Règlement du personnel au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et l'Assemblée générale a autorisé l'affiliation de la Cour à la Caisse.

62. Par conséquent, le Comité a estimé que, étant donné les documents qu'elle a fournis, la Cour est liée par les Statuts de la Caisse. Par conséquent, la Cour est dans l'obligation d'appliquer à son personnel les principaux éléments du régime commun des Nations Unies, comme le classement des postes, les barèmes de traitements, les indemnités pour charges de famille, les congés annuels, les congés dans les foyers, la protection de la santé, les congés de maladie, les congés de maternité, la juste indemnité en cas de maladie, d'accident ou de décès survenu dans l'exercice des fonctions officielles au nom de la Cour, le versement d'indemnités de cessation de service et les primes de rapatriement.

63. Le Comité a également noté l'existence d'éléments discrétionnaires concernant les conditions d'emploi comme les frais de voyage et de déménagement, les congés spéciaux et le régime de primes d'assurance-maladie. Le Règlement du personnel de la Cour prévoit que tout fonctionnaire autorisé à voyager reçoit une indemnité journalière de subsistance calculée conformément aux normes du régime commun des Nations Unies. Le Comité a relevé que la Cour n'était pas obligée de suivre le régime commun des Nations Unies mais qu'elle avait décidé d'appliquer le principe de l'indemnité journalière de subsistance prévu pour le personnel régi par le régime commun des Nations Unies plutôt que de créer sa propre structure. Le Règlement du personnel prévoit également des dispositions concernant les congés spéciaux sans faire référence au régime commun des Nations Unies. À ce jour, la Cour n'a pas mis en place de régime de primes d'assurance-maladie pour les retraités, alors que d'autres organisations internationales du même ordre l'ont fait.

64. Le Comité a constaté qu'aucune disposition n'a été prise dans le Règlement du personnel concernant les augmentations périodiques de traitement, mais que des dispositions figurent dans le Statut du personnel. Par conséquent, le Comité a estimé que les augmentations de traitement n'étaient pas directement associées à l'affiliation de la Cour à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Toutefois, le Comité a noté que le contrat de travail entre le fonctionnaire et la Cour se termine par une proposition d'embauche dans laquelle il est prévu que l'embauche sera régie par les dispositions figurant dans le Règlement et dans le Statut du personnel et dans les amendements subséquents connexes. En conséquence, le Comité a estimé que, pour les contrats de travail actuellement en vigueur, la Cour avait une obligation contractuelle de faire bénéficier d'une augmentation périodique de traitement tout fonctionnaire dont les performances étaient jugées satisfaisantes.

65. Le Comité a rappelé la résolution ICC-ASP/10/Res.4 adoptée par l'Assemblée²², dans laquelle la Cour est invitée à réexaminer le système d'évaluation du comportement professionnel du personnel, notamment en tenant compte des diverses formules par lesquelles est évalué le caractère satisfaisant dudit comportement, et des autres éléments des conditions d'emploi que retient le régime commun des Nations Unies, et de faire rapport à ce sujet au Comité à sa dix-huitième session.

66. Lors de sa dix-huitième session, le Comité a recommandé que la Cour élabore des propositions sur l'introduction d'une culture de la responsabilisation du personnel, incluant des récompenses en cas de bonne performance et des sanctions dans le cas contraire, et de lui rendre compte des résultats pour examen lors de sa vingt-deuxième session.

67. Lors de la présente session, le Comité a reçu le rapport intermédiaire sur l'évaluation des performances des membres du personnel. Dans ce rapport, il est indiqué qu'il n'existait aucun lien direct entre les résultats de l'évaluation d'un fonctionnaire et l'augmentation d'échelon, mais que l'augmentation d'échelon dépendait de l'ancienneté au sein de la Cour, c'est-à-dire de l'expérience professionnelle. Toutefois, aucune augmentation d'échelon n'est octroyée dans les 0,5 pour cent des cas où les fonctionnaires font l'objet d'une évaluation pour laquelle les performances n'ont pas donné satisfaction.

²¹ ICC-ASP/2/Res. 2.

²² *Documents officiels... Dixième session... 2011*(ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.4.

68. Le rapport de la Cour n'a pas abordé la question de savoir si la graduation des évaluations (à savoir « satisfaisant » « ne donnant pas satisfaction » et « remarquable ») et la proportion respective de fonctionnaires recevant les évaluations susmentionnées (à savoir 60 pour cent, 20 pour cent et 20 pour cent) ne remettraient pas de façon inhérente en cause la motivation et *in fine* la performance des fonctionnaires. Comme l'a expliqué à l'Assemblée le représentant de la Commission de la fonction publique internationale l'année dernière, un tel changement de la politique du personnel qui introduit des plafonds sur l'évaluation des performances visant à stopper les incidences financières pourrait enfreindre les règles du Statut et le Règlement du personnel de la Cour pénale internationale et déboucher sur une éventuelle saisine du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail. La question de savoir si et dans quelle mesure le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail pourrait considérer des réductions budgétaires appliquées actuellement en période de crise économique comme suffisantes pour justifier qu'un tel changement de politique soit appliqué au personnel en place, reste à déterminer. Par conséquent, même si la politique d'évaluation du personnel faisait l'objet d'un amendement, cela ne déboucherait pas sur des économies immédiates dans la mesure où cette évolution ne pourrait s'appliquer qu'aux fonctionnaires nouvellement recrutés.

69. Le Comité s'est félicité du rapport intermédiaire et attend avec intérêt le rapport final qui lui sera soumis.

C. Gouvernance

Structure organisationnelle de la Cour

70. Le Comité a été informé que la Cour entendait, par l'examen qu'elle était sur le point de lancer de sa structure organisationnelle, répondre aux recommandations préalables du Comité invitant la Cour à entreprendre une évaluation exhaustive de sa structure organisationnelle afin de rationaliser les fonctions, les processus et les structures correspondantes ; de réduire le taux d'encadrement le cas échéant ; d'identifier les responsabilités pouvant être déléguées ; et de redéfinir les voies hiérarchiques. La Cour a expliqué que la révision se ferait en trois étapes : un examen intra-organes afin d'identifier la structure la plus efficace pour chaque organe, à savoir la Branche judiciaire, le Bureau du Procureur et le Greffe (phase 1) ; un examen interorganes afin d'évaluer l'incidence qu'auraient de tels changements sur les autres organes de la Cour et d'éviter tout risque de répétition (phase 2) ; et un examen des besoins en personnel (phase 3).

71. La Cour avait examiné la recommandation du Comité émise à sa dix-huitième session en avril 2012 l'invitant à utiliser des ressources internes pour procéder à ladite révision. Toutefois, la Cour avait estimé qu'elle avait besoin d'une expertise de haut niveau pour entreprendre une telle démarche. C'est Price Waterhouse Coopers (PWC) qui a remporté l'appel d'offres. Le coût de leur intervention est estimé à 90 000 euros environ. La Cour procédait également à la sélection des experts de haut niveau qui fourniraient leurs conseils à titre gracieux.

72. Le Comité a convenu avec la Cour de l'incidence possible et significative que pourrait avoir le projet. La révision devrait permettre d'identifier des façons d'optimiser les performances financières de la Cour, d'éliminer les répétitions et les complexités inutiles et de s'assurer que la structure organisationnelle dans son ensemble est rationalisée et mise en place afin de mener à bien les objectifs de la Cour. Le Comité a rappelé que, conformément au Statut de Rome, l'Assemblée donne à la Présidence, au Procureur et au Greffier des orientations générales pour l'administration de la Cour (paragraphe 2 b) de l'article 112). Le Comité a souligné que l'étude menée par le consultant externe devrait porter de façon équitable sur les trois organes principaux. Le Comité a invité la Cour à tenir informés l'Assemblée et le Comité des progrès de l'étude et de faire rapport au Comité à sa vingtième session.

73. Le Comité a reconnu que l'emménagement dans les locaux permanents serait une occasion unique pour la Cour de se faire une meilleure idée de ses activités, mieux qu'elle n'aurait pu le faire au cours de la décennie passée dans les locaux provisoires et a, par conséquent, rappelé ses recommandations précédentes demandant de procéder à un examen exhaustif de la structure organisationnelle de la Cour, comme le squelette de la Cour et la budgétisation en base zéro.

D. Questions d'audit

1. Rapports d'audit

- (a) **États financiers de la Cour pénale internationale pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011**
- (b) **États financiers du Fonds au profit des victimes pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011**

74. Le Comité s'est félicité de la présentation faite par le Commissaire aux comptes et a exprimé sa gratitude pour la qualité des travaux soumis au cours des années précédentes.

75. Lorsqu'il a présenté ses rapports sur les états financiers de la Cour²³ et du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes²⁴, le Commissaire aux comptes a informé le Comité que lesdits états étaient exempts d'erreurs significatives et reflétaient fidèlement la situation financière de la Cour et dudit Fonds et qu'il avait pu formuler à leur sujet une opinion dépourvue de réserve.

76. En ce qui concerne le Fonds au profit des victimes, le Comité a noté que le Commissaire aux comptes avait réitéré sa recommandation visant à tenir à part un registre des risques et avait instamment invité le Fonds à mettre en œuvre une solution dès que possible. Il a également fait siennes les recommandations relatives à la mise en œuvre des normes IPSAS et au besoin d'obtenir des garanties suffisantes sur la pertinence et l'efficacité du cadre de gouvernance, du contrôle et de la gestion des risques du Fonds au profit des victimes. Le Comité s'est félicité de l'intention du Fonds au profit des victimes de répondre bientôt à ces questions et attend avec intérêt le rapport intermédiaire à sa vingtième session.

(c) Rapport du Bureau de l'audit interne

77. Conformément à la règle de gestion financière 110.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière, le Bureau de l'audit interne a soumis au Comité son rapport annuel²⁵ exposant les activités du Bureau pour le second semestre de 2011 et le premier semestre de 2012, ainsi que le rapport faisant le point sur les recommandations d'audit²⁶.

78. Le Comité a examiné les deux rapports et a débattu des conclusions et des recommandations spécifiques qui y figuraient avec le Directeur du Bureau de l'audit interne.

79. Le Comité a accueilli favorablement les principaux éléments des rapports d'audit. Toutefois, le Comité a demandé au Bureau de l'audit interne de débiter chaque rapport d'audit par un résumé des recommandations contenues dans les rapports précédents ainsi que l'état de la mise en œuvre desdites recommandations pour chaque service audité.

80. Cependant, s'agissant de la stratégie d'audit du projet des locaux permanents, le Comité a appris que le Directeur du Bureau de l'audit interne avait rencontré le Comité de contrôle du projet pour évoquer la question de son audit. L'une des solutions envisagées serait de recourir à un expert externe.

81. Le Comité a souligné qu'un expert extérieur devrait souscrire aux conditions suivantes :

- a) Absence de conflit d'intérêt réel ou potentiel, de nature financière ou parce qu'il s'agit d'un fournisseur, d'un client, d'une relation proche, ou ayant un lien de services (qui a été employé par l'entité faisant l'objet de l'audit) ;
- b) Compétence technique avérée ; et
- c) Lié par le secret professionnel, même après une cessation de service au sein de l'entité en question.

²³ ICC-ASP/10/12.

²⁴ ICC-ASP/10/13.

²⁵ CBF/17/6.

²⁶ CBF/17/7.

82. En l'espèce, le Comité a considéré qu'il existait un risque de conflit d'intérêt, dans la mesure où l'expert externe était déjà employé par les Commissaires aux comptes britanniques dont le mandat auprès de la Cour vient de s'achever. Le risque n'est pas évident dans l'immédiat, mais le risque demeure.

83. Enfin, le Comité est préoccupé par le fait que le Bureau de l'audit interne s'occupait des activités logistiques au nom du Comité d'audit, ce qui lui prenait du temps qu'il devrait consacrer à ses activités d'audit. Le Comité a recommandé que ces activités soient plutôt prises en charge par le Bureau du Greffe.

(d) Rapport du Comité d'audit

84. Le Comité a reçu et pris connaissance du rapport intitulé « Rapport annuel du Comité d'audit »²⁷.

85. Le Comité a relevé que, pour l'instant, les mandats des membres externes du Comité d'audit arrivaient à leur terme comme suit : trois membres terminent le 31 janvier 2013 alors qu'un membre a vu son mandat prorogé jusqu'au 31 juillet 2013. Le Comité a recommandé que des mesures soient prises pour, qu'à l'avenir, il y ait une réelle transparence, une objectivité et une représentation géographique équitable lors de la sélection des membres externes.

E. Aide judiciaire

86. En ce qui concerne le mécanisme de l'aide judiciaire, la Cour a présenté une proposition budgétaire pour 2013 de 7,97 millions d'euros sur la base du nouveau barème de rémunération de la Cour. Ceci représente une augmentation de 12 pour cent sur une année et de 21,5 pour cent sur le cycle 2011-2012 et est dû à une nouvelle demande de crédits supplémentaires pour 0,9 millions d'euros au titre de l'aide judiciaire.

87. L'analyse des documents produits par la Cour permettait de montrer que le coût de l'aide judiciaire, calculé selon les nouvelles normes proposées par le Greffe, tenait compte du nombre total de demandes de victimes que la Cour est susceptible de recevoir dans les différentes affaires. Selon les projections²⁸ réalisées par le Greffe, 14 400 demandes de participation sont attendues en 2013. À cela s'ajoute environ 6 000 demandes de réparation.

88. Le Comité a pris connaissance du rapport supplémentaire du Greffe concernant les quatre aspects du système d'aide judiciaire de la Cour²⁹ ainsi que de son annexe sur les incidences financières des mécanismes proposés³⁰. Comme cela a déjà été le cas par le passé, l'aide judiciaire constitue l'un des principaux inducteurs de coûts. Cette question nécessite une approche pragmatique prenant en compte aussi bien le droit pour les personnes poursuivies comme pour les victimes d'avoir un égal accès à la Cour et de participer aux procédures.

89. Ce double constat a été relayé par les travaux de l'Assemblée lors de sa dixième session³¹. L'Assemblée a ainsi relevé l'augmentation significative des dépenses en matière judiciaire tout comme le rôle essentiel joué par le système qui permet à tous les accusés et aux victimes de participer à la procédure.

90. Lors de ses travaux, le Comité a noté que le coût global de l'aide judiciaire au titre de la défense des personnes poursuivies entre 2006 et juin 2012 s'élève à 11,51 millions d'euros. S'agissant de la participation des victimes, le coût global sur cette même période s'élève à 15,85 millions d'euros. Le financement du mécanisme de l'aide judiciaire a donc conduit la Cour à dépenser 27,36 millions d'euros pour la mise en œuvre d'une telle politique. Le Comité a noté un accroissement des dépenses³² à partir de 2008.

²⁷ CBF/19/21.

²⁸ ICC-ASP/11/10, paragraphes 428 à 432, Corr.1 et Corr.2.

²⁹ ICC-ASP/11/43.

³⁰ ICC-ASP/11/43/Add.1.

³¹ *Documents officiels... Dixième session... 2011* (ICC-ASP/10/20), Vol. I, page 17, paragraphe 19.

³² Cf. annexe IV.

91. Au-delà des seules implications budgétaires liées à la défense des personnes poursuivies et à la représentation des victimes, le Comité a examiné la question des décisions judiciaires ayant des incidences financières importantes³³. Il s'agit d'une dépense plus difficile à maîtriser car elle est la conséquence normale d'une décision judiciaire. Ouvrant des droits, elle présente les caractéristiques d'une dépense de guichet. Ainsi, 942 000 euros supplémentaires avaient été dépensés en 2011 et, à ce jour, 923 000 euros ont été engagés pour l'exercice 2012 au titre des décisions judiciaires. Le Comité souligne que le coût prévisionnel jusqu'au 31 décembre 2012 est généralement difficile à évaluer.

92. Étant donné les documents produits, le Comité a estimé que les principaux aménagements au mécanisme présenté par le Greffe doivent constituer les éléments principaux d'un réexamen du système qui permettra d'atteindre au mieux les objectifs fixés pour l'aide judiciaire.

93. En premier lieu, le Comité a considéré que la proposition de limiter le cumul des mandats de représentation à deux affaires de manière simultanée permettrait de trouver un équilibre raisonnable entre les différents intérêts en jeu. Ceci implique en particulier une réduction des honoraires du conseil au titre du second mandat judiciaire et permettrait une économie de plus de 240 000 euros au terme de l'exécution de ces deux mandats de représentation. De même, l'application de la même réduction proportionnelle des honoraires aux autres membres de l'équipe assignée simultanément à deux affaires doit être retenue.

94. En deuxième lieu, le Greffe a proposé une modification dans l'administration des indemnités pour frais généraux sur la base d'une allocation mensuelle limitée à 3000 euros, indemnité journalière de subsistance comprise. L'application immédiate de cette mesure aux procédures en cours devant la Cour est susceptible d'engendrer, sur un exercice plein, une économie de 204 000 euros. Outre le fait que ces modifications n'entament en rien la capacité des équipes à représenter leurs clients devant la Cour, le mécanisme actuel des indemnités journalières de subsistance est une des causes des coûts engendrés au titre de l'aide judiciaire. En outre, le Comité a relevé que les équipes ne justifiaient pas de façon adéquate les frais engagés par leurs membres.

95. En troisième lieu, le Comité a considéré que la proposition du Greffe visant à suspendre le paiement de l'indemnité mensuelle forfaitaire aux équipes lorsque les activités procédurales sont considérablement réduites permettrait de juguler les dépenses excessives du système. Là encore, le Comité estimait qu'une telle mesure devrait pouvoir s'appliquer immédiatement.

96. En quatrième lieu, le Comité a évoqué la place du Bureau du conseil public pour les victimes et son rôle en matière de représentation. Compte tenu des obstacles actuels susceptibles d'affecter la mise en œuvre d'un système rénové, le Comité a demandé au Greffe de lui adresser pour sa vingtième session un rapport complémentaire permettant de faire le point sur les progrès accomplis.

97. Pour ces différents motifs, le Comité a recommandé que l'Assemblée mette en œuvre ces propositions, qui, selon le Greffe, conduiraient à économiser 1,1 million d'euros dès l'exercice budgétaire 2013. Le Comité a, par conséquent, recommandé de réduire de 1,1 million d'euros le budget de l'aide judiciaire dans le budget proposé pour 2013.

98. Enfin, le Comité a estimé qu'une refonte du système d'aide judiciaire telle que proposée par le Greffe conformément à la résolution de l'Assemblée adoptée lors de sa dixième session³⁴ ne pouvait faire l'économie d'une réflexion complémentaire sur le rôle et la place du Bureau du conseil public pour la Défense.

99. Suite aux interrogations sur les indicateurs de charge de travail dudit Bureau, le Comité a noté que la principale mission dudit Bureau semblait consister à faire des recherches et rédiger des avis juridiques au profit des équipes de la défense ainsi que produire divers documents. Il ne fait aucun doute que cela permet aux équipes de la défense de gagner du temps. La Cour pourrait également envisager de mettre en œuvre des mécanismes alternatifs permettant de respecter les droits de chacun dès l'ouverture d'une situation, notamment en proposant un tableau des permanences avant la constitution d'une équipe de défense. Quant à la recherche et à la rédaction de documents au profit des

³³ CBF/19/5.

³⁴ *Documents officiels... Dixième session... 2011*(ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.4.

conseils de la défense, le Comité a estimé qu'il s'agissait d'une tâche pour laquelle les équipes chargées de la défense étaient déjà payées.

F. Questions budgétaires

1. Résultats financiers de l'exécution du budget-programme de la Cour pour 2012 au 30 juin 2012

100. Lors de sa dix-septième session, le Comité, après avoir analysé l'ensemble des documents et justifications produits par la Cour, avait recommandé à l'Assemblée un projet de budget-programme pour 2012 de 112 128 300 euros, incluant une réduction de plus de 5,6 millions d'euros par rapport aux demandes présentées initialement par la Cour. Il est en effet apparu au Comité que ce montant correspondait aux besoins réels de la Cour pour exercer pleinement les missions qui lui ont été confiées.

101. Lors de sa dixième session, l'Assemblée avait adopté la résolution 4³⁵ aux termes de laquelle elle a approuvé des crédits d'un montant de 111 millions d'euros pour l'exercice budgétaire 2012, dont 108,8 millions d'euros pour le budget ordinaire et 2,2 millions d'euros afin de réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus.

102. Le Comité a examiné le rapport sur l'exécution du budget de la Cour au 30 juin 2012. Il a noté qu'au 30 juin 2012, le taux d'exécution était de 52,3 pour cent, soit un montant de 56,93 millions d'euros, ce qui était légèrement inférieur au taux de 2011³⁶. Selon les prévisions, le taux d'exécution au 31 décembre 2012 devrait atteindre 100,3 pour cent, avec des dépenses qui devraient s'élever à 109,15 millions d'euros. La Cour doit donc trouver des économies supplémentaires pour près de 350 000 euros afin de maintenir ses dépenses dans les limites du budget approuvé pour 2012³⁷.

103. Jusqu'à août 2012, le Comité a reçu un total de sept demandes de prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus, pour un montant total de 3,69 millions d'euros, afin de financer les dépenses liées aux développements dans les situations au Kenya, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Libye et en République centrafricaine. Sur la base du taux d'exécution projeté d'environ 100 pour cent pour le budget ordinaire et du taux d'exécution projeté de 68,2 pour cent pour les demandes de prélèvements sur le Fonds en cas d'imprévus, la Cour a estimé que le total des fonds prélevés réellement sur le Fonds en cas d'imprévus dépasserait les 2 millions d'euros en 2012. Les dépenses effectuées à ce titre placeraient le Fonds en cas d'imprévus en dessous du seuil de 7 millions d'euros, en dessous duquel il convient de procéder à son réapprovisionnement.

2. Examen du projet de budget-programme pour 2013

104. Lors de sa dix-neuvième session, la Cour a présenté au Comité un projet de budget pour 2013 d'un montant total de 118,4 millions d'euros, ventilé comme suit :

- a) 115,42 millions d'euros au titre du budget ordinaire de la Cour ; et
- b) 2,98 millions d'euros au titre du Secrétariat de l'Assemblée des États parties.

105. Dans son projet de budget pour 2013 soumis au Comité, la Cour propose de ventiler les sommes comme suit :

- a) 11,08 millions d'euros pour la Branche judiciaire ;
- b) 28,67 millions d'euros pour le Bureau du Procureur ;
- c) 66,47 millions d'euros pour le Greffe ;
- d) 6,02 millions d'euros pour les locaux provisoires ;
- e) 1,66 million d'euros pour le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes ;

³⁵ Ibid.

³⁶ ICC-ASP/11/16.

³⁷ Le taux d'exécution du budget au 30 juin 2011 s'élevait à 53,8 pour cent, soit un montant de dépenses de 55,73 millions d'euros (ICC-ASP/10/11).

f) 1,23 million d'euros pour le Bureau du directeur de projet des locaux permanents ; et

g) et 0,29 million d'euros pour le Mécanisme de contrôle indépendant.

106. Le Comité a pris note que ce projet, incluant les coûts relatifs aux locaux provisoires, représentait une augmentation de 9,6 millions d'euros (comprenant les deux rectificatifs), soit 8,8 pour cent, par rapport aux crédits approuvés par l'Assemblée en 2012.

107. Le Comité a noté que l'Assemblée avait également demandé à la Cour de préparer un document de travail détaillant les options permettant de réaliser des économies afin de ramener le montant du projet de budget-programme pour 2013 à hauteur de celui approuvé pour 2012 et la façon dont ces économies auraient une incidence sur les activités de la Cour³⁸.

108. Le Comité a examiné le document préparé par la Cour qui présente l'incidence des mesures susceptibles d'être prises afin de ramener la masse budgétaire pour 2013 au niveau de celle approuvée pour 2012³⁹. Ce document figure en annexe III.

109. Le Comité a pris note que les 6,02 millions d'euros demandés pour les locaux provisoires constituaient une nouvelle dépense, dans la mesure où ces coûts étaient pris en charge par l'État hôte jusqu'en décembre 2012. Le Comité a également relevé que les nouvelles demandes de la Cour au titre du prochain budget, au-delà des coûts liés aux locaux provisoires, portent sur les coûts relatifs au régime commun des Nations Unies (3,88 millions d'euros), l'aide judiciaire (0,9 million d'euros) et la préparation des procès concernant les deux affaires au Kenya (2,04 millions d'euros).

110. Le montant total de ces différents éléments, locaux provisoires compris et après déduction des réductions budgétaires dans les domaines du personnel temporaire, des frais de consultants et autres frais hors personnel de 2,89 millions d'euros, a conduit la Cour à présenter un budget en hausse de 9,6 millions d'euros par rapport au budget approuvé pour 2012, comprenant les deux rectificatifs.

111. Lors de son examen budgétaire, le Comité a noté qu'à ce stade, la question de la location des locaux provisoires ne pourrait être examinée en détail et a également pris note que toute ressource supplémentaire demandée pour les locaux provisoires ne pouvait être accordée que pour une période de temps limitée, jusqu'à l'emménagement de la Cour dans ses locaux permanents. Par conséquent, le Comité était d'avis que cela justifiait l'exonération du montant de 6 millions d'euros environ relatif aux locaux provisoires, ainsi que des intérêts du prêt sur les locaux permanents d'un montant de 204 568 euros, si l'on compare le projet de budget pour 2013 au budget approuvé dans le budget 2012.

3. Recommandations de portée générale concernant le budget pour 2013

(a) Hypothèses et activités pour 2013

112. Le Comité a également pris connaissance du document intitulé « Rapport de la Cour sur les décisions judiciaires ayant des incidences financières significatives »⁴⁰ et a pris note de l'incidence que des décisions judiciaires pouvaient avoir sur le budget de la Cour.

113. D'après les prévisions, l'activité judiciaire de la Cour devrait augmenter en 2013. La Présidence estime que deux affaires pourraient atteindre la phase d'appel suite à la décision de condamnation et/ou de peine, alors que quatre affaires en seront à la phase du procès ou à la phase préliminaire. À cela s'ajoute la charge de travail de préparation des procès. Le Procureur a informé le Comité qu'il comptait mener sept enquêtes dans sept situations. Neuf autres enquêtes sont toujours ouvertes. En outre, le Procureur interviendra dans trois procès et dans deux procédures d'appel.

114. Toutefois, le Comité a noté que le projet de budget-programme pour 2013 ne prévoyait aucune ligne de dépense pour la confirmation des charges dans l'affaire Gbagbo.

³⁸ Documents officiels...Dixième session...2011 (ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.4, section H, paragraphe 2.

³⁹ CBF/19/03P04/Rev.1.

⁴⁰ CBF/19/5.

Bien qu'il soit impossible à ce stade de prévoir le résultat des procédures, la décision de confirmer les charges entraînerait des coûts supplémentaires importants⁴¹. De même, le projet de budget-programme pour 2013 ne présente aucune demande de fonds pour le Bureau de liaison auprès de l'Union africaine⁴², ni pour l'élargissement du mandat du Mécanisme de contrôle indépendant à ses fonctions d'évaluation et d'inspection⁴³.

115. Enfin, le Comité a été informé que, dans l'affaire *Lubanga*, un jugement avait été rendu et des décisions de réparation adoptées. Le Comité a noté toutefois que le Greffe était toujours tenu de poursuivre le financement de la Branche judiciaire, bien qu'il soit dans l'attente de la traduction du jugement. Ce retard entraîne des coûts supplémentaires qui n'étaient pas prévus en 2012, et qui doivent néanmoins être financés.

(b) Présentation et macroanalyse

116. La Cour a fait savoir au Comité qu'elle proposait pour l'exercice 2013 un budget de 118,40 millions d'euros, soit une augmentation de 9,6 millions d'euros, ou 8,8 pour cent par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2012. Selon le diagnostic de la Cour, les principales causes d'un tel accroissement tiennent à la location et à l'entretien des locaux provisoires de la Cour, à des engagements à terme et aux coûts du régime commun des Nations Unies, et à l'application du système d'aide judiciaire. En outre, la Cour a demandé des ressources plus importantes pour couvrir les réparations prévues par la Cour et permettre au Mécanisme de contrôle indépendant d'exercer sa fonction d'enquête.

4. Régime commun des Nations Unies

117. S'agissant du projet de budget-programme pour 2013, la Cour a estimé que l'incidence financière de l'application du régime commun des Nations Unies représentera 3,88 millions d'euros. Malgré cette incidence budgétaire importante, le Comité a recommandé que l'Assemblée intègre ce coût dans le budget 2013, afin de solder cette situation et d'éviter un effet démultiplicateur qui rendrait plus complexe encore l'élaboration des prochains budgets.

(a) Voyages

118. Le Comité a pris note de l'incidence des frais de voyage sur le budget de la Cour et a recommandé que la Cour étudie différents moyens de parvenir à des économies sur les frais de voyage.

(b) Formation

119. Le projet de budget-programme pour 2013 prévoit 693 000 euros au titre de la formation, par rapport à 675 000 euros pour 2011 et 748 000 euros pour 2012. Dans bon nombre de cas, la Cour n'a pas justifié ses besoins en matière de formation, ni précisé les domaines pour lesquels une formation professionnelle pouvait être nécessaire. Le Comité a recommandé que dans les prochains budgets, les demandes de formation soient justifiées.

(c) Consultants

120. En ce qui concerne les consultants, le Comité a de nouveau noté une présentation erratique de la question. Il ressort des documents budgétaires soumis au Comité que ce poste de dépenses était à la fois présenté de façon individuelle et au titre des « services contractuels ». Conformément à la recommandation du Comité, les coûts associés à cet objet de dépense ont bien baissé, comme le montre le tableau figurant en annexe VI du projet de budget-programme pour 2013. Toutefois, le Comité a relevé l'hétérogénéité dans la présentation des différents budgets, certains sous-programmes introduisant les frais de consultants au titre de « services contractuels ». Par exemple, le sous-programme 3770 (Bureau du Greffe pour les locaux permanents), indique, au paragraphe 505, que les

⁴¹ Les estimations initiales du Greffe concernant la Branche judiciaire et le Greffe s'élèvent à 1,27 million d'euros.

⁴² Estimation des coûts : 436 700 euros.

⁴³ Estimation des coûts : 212 300 euros.

services contractuels constituent une dépense renouvelable grâce à laquelle des consultants seront engagés dans le cadre du programme de transition. Il est également indiqué que le budget prévoit le recours aux services de consultants en raison des différents domaines de compétence et de la flexibilité de la charge de travail. Pour 2013, le budget sollicité est de 182 000 euros. En l'absence de toute justification circonstanciée, le Comité a recommandé d'octroyer une enveloppe globale de 100 000 euros, dont 82 000 euros alloués au sous-programme 3770. Le Comité a également invité la Cour à appliquer une méthode type concernant les propositions budgétaires au titre des « services contractuel ».

(d) Représentation

121. Le Comité a constaté que la mise à disposition de moyens alloués à des frais de représentation appropriés était un facteur essentiel d'appui au travail de la Cour. Néanmoins, le Comité est parvenu à la conclusion que les propositions visant à augmenter les montants alloués aux frais de représentation n'étaient pas suffisamment justifiées et que les montants mis à disposition à ce titre devaient être maintenus au même niveau qu'en 2012. Au total, la réduction s'élèverait à 30 000 euros.

(e) Personnel temporaire et niveaux d'effectifs

122. Le Comité a procédé à une analyse approfondie de tous les besoins au titre du personnel temporaire pour 2013. Si l'on tient compte de toutes les activités judiciaires, des calendriers probables présentés et de la durée pour laquelle de tels postes seraient nécessaires, des recommandations spécifiques ont été émises dans quatre des Grands programmes, en adoptant une approche par mois de travail nécessaire pour mener à bien certaines activités.

123. Concernant le Grand programme I, le Comité a noté qu'il y avait deux postes de classe P-3 et P-2 qui ne figuraient pas dans le budget. Par conséquent, le Comité a recommandé que les ressources relatives à ces deux postes ne soient pas approuvées. Cette réduction représente neuf mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-3 et neuf mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-2/P-1.

124. En outre, si l'on tient compte du fait que les procédures judiciaires supplémentaires ne devraient pas commencer avant avril 2013, du temps estimé pour le recrutement de ces postes et de la charge de travail prévue, le Comité a recommandé qu'au total, les fonds alloués au programme soient réduits de six mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-3 et de cinq mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-2/P-1. Au total, la réduction représenterait donc 15 mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-3 et 14 mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-2/P-1.

125. Le Comité a invité la Cour à répondre à la charge de travail de la Branche judiciaire grâce à un redéploiement des ressources autorisées au sein des divisions, dans la mesure du possible, avant de prélever des ressources sur le Fonds en cas d'imprévus.

126. Concernant le Grand programme II, d'après le paragraphe 124 traitant du personnel temporaire du Grand programme I et étant donné les prévisions concernant les nouvelles activités judiciaires, le Comité a recommandé qu'au total, les fonds alloués au programme soient réduits d'un mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-5, trois mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-4, six mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-3, 22 mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-2/P-1 et six mois de travail d'un agent des services généraux (autre classe).

127. Concernant le Grand programme III, compte tenu de la nature des fonctions des postes et de la durée pour laquelle de tels postes seront nécessaires, du nombre de jours où la Cour siègerait ainsi que du principe d'une « cour unique », le Comité a recommandé une réduction de neuf mois de travail d'un fonctionnaire de classe P-2/P-1.

128. Concernant le Grand programme IV, dans la mesure où la plupart des postes au titre du personnel temporaire demandés par le Grand programme IV sont directement liés à la fourniture d'un appui fonctionnel à la douzième session de l'Assemblée et n'ont aucun lien avec les activités judiciaires, le Comité était d'avis que la durée des mandats de certains postes était plus longue que nécessaire et, par conséquent, a recommandé une réduction de 2 mois de travail pour un agent des services généraux (autre classe).

(f) Adaptation des ressources au taux d'activité judiciaire

129. Le Comité a procédé à une analyse des projections financières de la Cour au titre de l'activité judiciaire pour 2013. Une fois de plus, le Comité a actualisé les chiffres en fonction de l'évolution des activités judiciaires pour l'année à venir. Il en résulte que le tableau 3 figurant dans le projet de budget programme doit être modifié dans la mesure où l'appui opérationnel, c'est-à-dire l'ensemble des ressources de la Cour visant à soutenir les différentes affaires, n'est plus de 25,12 millions d'euros mais de 27,07 million d'euros. À l'inverse les ressources dédiées aux deux affaires se rapportant au Kenya passent de 7,72 millions d'euros à 5,82 millions d'euros.

130. L'étude approfondie des données chiffrées soumises par la Cour a montré que cinq affaires ont enregistré un net ralentissement de leurs activités depuis 2011. Il s'agit notamment de l'affaire en Ouganda et des quatre affaires au Darfour.

131. En ce qui concerne l'affaire en Ouganda, les crédits approuvés sont passés de 2,27 millions d'euros en 2011 à 1,50 millions d'euros en 2012 et devrait passer à 0,97 million d'euros en 2013.

132. S'agissant des quatre affaires au Darfour, le Comité a constaté là encore une diminution sensible des crédits entre 2011 et 2013 puisque le budget pour les quatre affaires passe en 2011 de 4,73 millions d'euros à 1,78 million d'euros en 2013.

133. Dans ces deux séries d'affaires, le Comité a constaté que les crédits demandés baissent respectivement de 60 pour cent pour l'Ouganda et de 62 pour cent pour les quatre affaires du Darfour.

134. Toutefois, le Comité a noté une augmentation sensible entre 2012 et 2013 des demandes de fonds visant à fournir un appui opérationnel, la somme de 27,07 millions d'euros demandée correspondant à un accroissement de plus de 35 pour cent de l'ensemble des ressources pour le prochain exercice.

135. Bien qu'il soit indéniable que les opérations de la Cour vont exiger un appui effectif en 2013, le Comité estime raisonnable de prévoir un budget pour les activités réduites de la Cour dans l'affaire en Ouganda et dans celles du Darfour. Au total, ces cinq affaires représentent 6,83 pour cent des crédits alloués aux affaires pour 2013. Les discussions menées entre le Comité et les organes de la Cour permettent de dire, qu'à priori, ces affaires ne devraient connaître aucun développement judiciaire précis en 2013.

136. Tout en écartant une baisse générale de 6,83 pour cent des frais d'appui opérationnel à l'ensemble des programmes, le Comité a recommandé une réduction de certains postes de dépense au titre de l'appui opérationnel pour 2013 tels qu'ils sont présentés en annexe IV du présent rapport. Sont concernés les frais de voyages, les services contractuels ainsi que les frais généraux de fonctionnement au titre du Grand programme III. Au total, ces quatre postes de dépense représentent un montant de 4,7 millions d'euros pour 2013. Il est proposé une réduction forfaitaire de cinq pour cent de ses crédits, soit 235 000 €. Le Comité écarte en l'espèce les Grands programmes I et II pour lesquels il a déjà recommandé d'autres réductions au paragraphe 139.

G. Grands programmes**1. Grand programme I : Branche judiciaire**

137. Le Comité a relevé quelques inexactitudes dans le projet de budget du Grand programme I pour 2013 concernant le traitement et les indemnités des juges pour 2013. Le Comité a reçu un rectificatif présentant un projet de budget en baisse de 354 800 euros⁴⁴.

138. Le Comité a pris note qu'après l'ajustement réalisé à propos des émoluments et indemnités des juges pour le projet de budget 2013, une somme de 160 000 euros avait été prévue pour trois juges, répartis entre les frais découlant du régime commun des Nations Unies (65 000 euros), les frais de voyage (20 000 euros) et les provisions destinées aux primes de rapatriement (75 000 euros). Le Comité a souligné que, dans le budget approuvé

⁴⁴ ICC-ASP/11/10/Corr.1

pour 2012, une somme de 304 600 euros avait été provisionnée pour faire face aux coûts relatifs à la fin de mandat et au début des nouveaux mandats des juges élus. Toutefois, au cours de l'exercice 2012, seul un juge a été amené à exercer ses fonctions à plein temps. Il n'a finalement pas été nécessaire de faire appel à un autre juge. En dépit de demandes répétées, le Comité n'a pas obtenu d'explications satisfaisantes concernant les dépenses engagées sur le montant provisionné en 2012 ainsi que sur la provision demandée pour 2013. Par conséquent, le Comité a recommandé à l'Assemblée de supprimer le poste de dépenses au titre des primes de rapatriement de 75 000 euros du projet de budget-programme pour 2013.

139. Concernant le budget proposé au titre des voyages pour 2013 et ayant été informé que les juges ne feraient aucune visite sur le terrain en 2013, le Comité a recommandé de réduire le budget alloué au titre des voyages associés à des situations pour le Grand programme I de 39 300 euros.

140. Le Comité a relevé l'augmentation du budget alloué aux frais de consultants pour le projet de budget de 2013 qui s'explique par le besoin d'expertise de la nouvelle Unité juridique chargée de l'exécution des décisions au sein de la Présidence. Toutefois, le Comité est d'avis que les services de conseil devraient être réduites autant que possible et de l'utilisation des ressources internes encouragé la place. Par conséquent, le Comité a recommandé que le budget alloué aux consultants soit approuvé au niveau de celui approuvé pour 2012.

2. Grand programme III : Greffe

a) Sous-programme 3120 : Bureau de l'audit interne

141. Le Comité a examiné le nouveau poste P-3 au sein du Bureau de l'audit interne destiné à répondre aux problématiques de sécurité des informations et des technologies de l'information et des communications et est parvenu à la conclusion qu'il n'avait pas un caractère récurrent et que, pour l'instant, il ne devrait pas être considéré comme un poste permanent mais pourrait être financé au titre du personnel temporaire, pour une durée de huit mois. Le Comité a demandé à la Cour de présenter à sa vingtième session la façon dont les ressources ont été utilisées au cours de l'année 2013.

b) Sous-programme 3260 : Section des technologies de l'information et des communications

Services contractuels

142. Le Comité est parvenu à la conclusion que, compte tenu des justifications fournies, il était possible de réaliser des économies supplémentaires au titre des services contractuels et a recommandé que les fonds alloués à ce titre soient approuvés à un niveau moins important. Par conséquent, le Comité a recommandé que la demande de fonds de 40 000 euros destinés à la mise en œuvre d'un système de planification, de contrôle et d'établissement de rapports pour le budget basé sur le système SAP ne soit pas approuvée et que les fonds alloués à d'autres projets pour un montant total de 400 000 euros soient réduits de 8 pour cent.

Matériel, dont mobilier

143. Compte tenu des explications fournies afin de justifier les fonds alloués au titre des technologies de l'information et des communications, le Comité a estimé que tous les projets ne constituaient pas une nécessité absolue à ce stade et, par conséquent, le Comité a recommandé que les fonds alloués soient approuvés à un niveau moins important, et a recommandé de ne pas approuver les fonds destinés à l'initiative myCourtbook pour un montant de 170 000 euros.

c) Sous-programme 3340 : Section d'interprétation et de traduction de la Cour

144. Le Comité s'est félicité de constater qu'au sein de la Section d'interprétation et de traduction, la Cour a proposé de supprimer un poste P-1 d'interprète para-professionnel en lingala. En outre, l'attention du Comité a été attirée sur le fait que la Cour avait un besoin constant d'une expertise interne en langue arabe et qu'à cet égard, un poste P-2 de Traducteur adjoint au titre du personnel temporaire a été approuvé au sein de cette section depuis 2007. Le Comité a, par conséquent, recommandé sa transformation en poste permanent. Cette recommandation ne remet pas en cause le principe de gel des postes imposé par l'examen de la structure de la Cour dans la mesure où ce poste est maintenu dans la même section, pour la même mission et au même niveau budgétaire.

d) Programme 3400 : Section de l'information et de la documentation

145. Au cours de l'examen du programme, le Comité a rappelé le commentait qu'il avait émis lors de sa dix-septième session⁴⁵ : « ...a souligné l'importance d'assurer des synergies au sein de la Cour, en liaison avec les efforts de coordination et de coopération menés avec d'autres acteurs sur la scène internationale, afin d'accroître la portée des mesures de sensibilisation » et a estimé que de telles synergies devraient également être mises en œuvre s'agissant de l'information.

146. Le Comité s'est inquiété du fait que le principe de l'unicité de la Cour n'était pas appliqué aux activités d'information du public et qu'il existait au sein du Bureau du Procureur une Unité de l'information dotée de deux postes d'administrateur et un poste GS-OL.

147. À cet égard, le Comité a été informé que, compte tenu de l'indépendance du Bureau du Procureur et de la nature de ses travaux, il était nécessaire que le Bureau du Procureur conserve au moins un poste de fonctionnaire chargé de l'information qui pourrait endosser le rôle de « porte-parole » du Bureau du Procureur. Par conséquent, le Comité a recommandé que le Bureau du Procureur conserve un poste de « porte-parole » et un autre poste, le premier étant chargé de travailler en coordination avec la Section de l'information et de la documentation et le second restant au sein du Bureau du Procureur sous la supervision de la Section de l'information et de la documentation. Le troisième poste de classe P-2 serait transféré au sein de la Section de l'information et de la documentation aux fins de renforcer ladite section et d'aider à mener à bien les objectifs définis dans la Stratégie d'information 2011-2013.⁴⁶

e) Sous-programme 3770 : Bureau du Greffe pour les locaux permanents

148. Lors de la présentation de l'avancée des travaux par le Directeur de projet des locaux permanents, le Comité a posé de nombreuses questions sur l'emménagement dans les nouveaux locaux et a été informé que le Bureau du Greffe pour les locaux permanents était chargé de préparer et de gérer la transition. Par conséquent, le Comité a suggéré qu'un plan de la stratégie relative à la préparation et à la gestion de la transition lui soit soumis à sa vingtième session en avril 2013.

3. Grand programme IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties

149. Le Comité a examiné le budget proposé au titre du Grand programme IV (Secrétariat de l'Assemblée des États parties). Il a notamment constaté que le Secrétariat avait dû faire face jusqu'à ce jour à une charge croissante de travail liée notamment à une augmentation substantielle des services réalisés pour le compte de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires, et des Groupes de travail, comme l'indique le tableau ci-dessous :

⁴⁵ Documents officiels... Dixième session... 2011(ICC-ASP/10/20), vol. II, Partie B, paragraphe 117.

⁴⁶ ICC-ASP/9/29.

Tableau 2 : Nombre de réunions officielles et de documents traités par le Secrétariat

	2009	2010	2011	(jusqu'à septembre) 2012
Bureau	18	21	19	15
Groupe de travail de La Haye	27	46	88	53
Groupe de travail de New York	9	17	28	7
Comité de contrôle	20	32	23	16
Total	86	116	158	91
Nombre de documents	604	839	909	742

150. Le projet de budget-programme du Grand programme IV pour 2013 prévoit une augmentation de 7,4 pour cent, qui s'explique principalement par l'augmentation des frais de voyage pour le Comité, par la traduction de différents documents rédigés avant et pendant les sessions ainsi que par les frais de voyage engagés par la Présidence de l'Assemblée. Le Comité a noté que la mise en œuvre d'un partenariat avec le Groupe de travail de La Haye impliquait une multiplication des déplacements ainsi qu'une présence plus importante. Le projet de budget-programme pour 2013 s'élève à 2,98 millions d'euros, soit une augmentation budgétaire de 206 000 euros.

151. En outre, l'augmentation du nombre de réunions du Groupe de travail de La Haye, la préparation et la diffusion d'un nombre important de documents techniques dans des délais restreints et en plusieurs langues auxquelles vient s'ajouter l'activité normale et quotidienne du Secrétariat que l'exercice normal des fonctions de Secrétariat de l'Assemblée sont autant de facteurs qui soumettent le personnel du Secrétariat à une pression supplémentaire.

152. Le Comité a identifié différents moyens permettant de réduire substantiellement les coûts financiers d'une telle politique. Le Comité a ainsi recommandé à l'Assemblée les mesures suivantes :

a) Limiter désormais la demande de rapports, en exigeant que chaque rapport n'excède pas 16 pages, annexes comprises. Selon les estimations fournies par le Secrétariat de l'Assemblée, le coût économisé pour chaque rapport non demandé est de 2 320 euros par traduction et 6 960 euros si le document n'est plus réalisé en trois langues.

b) Diffuser, dans la mesure du possible, les rapports sous un format électronique. Cela permettrait d'économiser environ 62 000 euros.

c) Organiser deux fois sur trois la session annuelle de l'Assemblée au siège de l'Organisation des Nations unies. La délocalisation desdites sessions de l'Assemblée à La Haye entraîne mécaniquement des coûts supplémentaires comme l'atteste le projet de budget-programme pour 2013. Parmi ces coûts supplémentaires figurent notamment la location de locaux, l'embauche de personnel supplémentaire affecté au World Forum Convention Centre, à la sécurité et à des tâches annexes. Selon le Secrétariat, l'Assemblée pourrait ainsi économiser au moins 250 000 euros. Le Comité avait déjà attiré l'attention sur les avantages financiers découlant de cette proposition dans le rapport sur les travaux de sa dix-septième session⁴⁷.

d) Le Comité a noté l'augmentation de la charge de travail du Secrétariat, notamment du nombre de réunions pour lesquelles il convient de fournir un appui fonctionnel et l'augmentation du volume des documents. Le Comité a recommandé que l'Assemblée examine si certaines activités des Groupes de travail pouvaient être rationalisées afin de réduire les besoins en personnel et en documentation pour les réunions afférentes.

153. De manière plus générale, le Comité a recommandé au Secrétariat de soumettre son projet de budget par sous-programme afin de présenter le plus fidèlement possible les coûts structurels, ceux liés à la Présidence, aux services et aux travaux réalisés pour le Bureau de

⁴⁷ Documents officiels ... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 121.

l'Assemblée, les Groupes de travail du Bureau, le Comité de contrôle ainsi que pour le Comité.

4. Grand programme VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes

154. Le Comité a relevé que le Fonds au profit des victimes avait identifié le besoin de faire face à des flux de recettes et de dépenses toujours plus complexes. Le Comité a également été informé que les activités relatives au mandat de réparations qui pourraient commencer en 2013 ne pouvaient être à l'heure actuelle identifiées, tant sur le plan de leur nature que de leur domaine d'application. Le Comité a rappelé sa recommandation émise lors de sa dix-septième session demandant que le Fonds au profit des victimes prépare un rapport sur la possibilité d'allouer une proportion des contributions volontaires aux projets et aux programmes sur le terrain⁴⁸. Le Comité a recommandé que le Fonds au profit des victimes approfondisse cette question, compte tenu de la complexité croissante de ses activités et de ses mécanismes de financement, afin de proposer des solutions permettant d'utiliser une proportion des contributions volontaires pour financer ces coûts. En outre, le Comité a débattu du gel des coûts hors personnel, pour lesquels le Fonds au profit des victimes avait proposé une augmentation de 14,4 pour cent. Il a été recommandé d'approuver un gel des budgets proposés au titre de la représentation, des voyages et des services contractuels, ce qui représente un total de 79 200 euros.

5. Grand programme VII-1 : Bureau du Directeur de projet (locaux permanents)

155. Le Comité a relevé que le montant total du projet de budget du Grand programme VII-1 pour 2013 était de 1,02 million d'euros si l'on tenait compte des tableaux figurant dans le projet de budget pour 2013, alors que le total des sous-programmes s'élevait à 999 200 euros. À cet égard, le Comité a recommandé que la différence entre ces deux sommes, soit 24 400 euros, soit déduite du projet de budget-programme.

6. Grand programme VII-2 : Projet des locaux permanents - Intérêts

156. Le Comité a relevé qu'en 2013, le montant total estimé des intérêts accumulés sur le prêt de l'État hôte pour le projet était de 204 568 euros, alors que le tableau figurant au paragraphe 2 de l'annexe I du projet de budget-programme pour 2013 indique un montant de 207 400 euros. Le Comité a demandé que la Cour publie un rectificatif pour corriger tous les chiffres concernés.

157. Le Comité a relevé que 204 568 euros avaient été inclus dans le projet de budget-programme pour 2013, correspondant au montant projet des intérêts dus par les États Parties n'ayant pas opté pour un paiement forfaitaire de leur contribution au projet pour les locaux permanents. Seuls les États Parties qui n'ont pas opté pour un paiement forfaitaire doivent s'acquitter de ces intérêts dont le montant ne constitue à ce jour qu'une projection pour 2013. Par souci de transparence, le Comité a recommandé qu'il soit procédé à une évaluation séparée du paiement de ces intérêts et que la somme correspondante de 204 568 euros soit déduite du Grand programme VII-2.

7. Grand programme VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant

158. Le Comité a noté que, conformément au paragraphe 4 de l'article 112 du Statut de Rome, les activités du Mécanisme de contrôle indépendant concernent l'inspection, l'évaluation et l'enquête. Toutefois, l'Assemblée avait décidé que, pour commencer, le Mécanisme de contrôle indépendant n'exercerait que sa fonction d'investigation⁴⁹ et qu'elle examinerait un projet global qui permette de mettre en œuvre, dans tous ses éléments, le Mécanisme de contrôle indépendant lors de sa onzième session⁵⁰. Compte tenu de la charge de travail du Mécanisme de contrôle indépendant prévue pour 2013, le Comité a recommandé que le nombre total de postes d'administrateurs soit maintenu en l'état, c'est-

⁴⁸ Ibid., paragraphe 25.

⁴⁹ Documents officiels... Neuvième session... New 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/9/Res.5.

⁵⁰ Documents officiels... Dixième session... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.5.

à-dire à un poste P-4 pour l'exercice budgétaire 2013 et que le financement du poste P-2 ne soit pas approuvé à ce stade.

H. Locaux de la Cour

1. Locaux permanents

a) État du projet

159. Le Président du Comité de contrôle, M. Roberto Bellelli, et le Directeur du projet, M. Neil Bradley, ont fait un point sur leurs activités, tout particulièrement sur l'avancement du projet de locaux permanents, son financement, son coût, son calendrier ainsi que sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés. À ce jour, le projet est conforme au budget approuvé et aux délais impartis. Ce résultat s'explique par une gouvernance et une gestion du projet efficaces.

160. La phase d'appel d'offres du projet, à laquelle quatre candidats ont répondu, s'est achevée en août 2012, sur la recommandation, exprimée à l'unanimité, du panel d'évaluation, de l'offre économiquement la plus avantageuse. Suite à la recommandation du Directeur du projet, le Comité de contrôle a décidé d'accorder la maîtrise d'ouvrage de la construction au consortium Visser & Smit / Boele Van Eesteren, pour un prix maximum garanti de 147 millions d'euros, par rapport à la somme de 153 millions d'euros initialement prévue dans le budget général de 190 millions d'euros. Ainsi, outre le fait d'être parvenu à absorber le coût des équipements intégrés pour l'utilisateur (« éléments 3gv ») conformément à la résolution ICC-ASP/10/Res.6, le projet reste inférieur de 6,1 millions d'euros au montant maximum autorisé de 190 millions d'euros. Le Greffier a signé le contrat avec l'entreprise générale le 1^{er} octobre 2012. La date d'achèvement prévue du projet est maintenue au mois de septembre 2015, tandis que l'emménagement de la Cour dans ses nouveaux locaux est fixé au mois de décembre 2015.

161. Tout en exprimant sa satisfaction face à la décision prise suite à la phase d'appel d'offres, le Comité a convenu, avec le Comité de contrôle, de la nécessité de traiter les difficultés inhérentes au projet pendant toute la durée de la phase de construction. Il conviendra de continuer à adopter une approche prudente en ce qui concerne les aspects financiers jusqu'à l'achèvement du projet.

b) Emménagement dans les nouveaux locaux

162. Le Comité a convenu, avec le Comité de contrôle, de la nécessité absolue de respecter le calendrier du projet et de veiller au bon déroulement de l'emménagement de la Cour dans les nouveaux locaux. Le Directeur du projet a expliqué que le processus de transition constituait, à lui seul, un projet complexe et difficile qui nécessitait une planification prudente et diligente. Il était donc impératif de mettre en place une structure de gestion transparente et d'attribuer clairement les responsabilités au sein de la Cour. Le Directeur du projet s'est inquiété du manque de clarté en la matière. Le Comité a recommandé à la Cour de mettre rapidement en place, aux fins de la gestion de la transition, une procédure détaillée et vérifiable, et de la baser sur une chaîne de responsabilité claire. Le Comité a demandé à la Cour de lui soumettre un rapport intermédiaire à sa vingtième session.

163. Le Comité a été informé que le Bureau du Directeur de projet a conclu des accords de prestation de services avec différentes unités de la Cour. Ces accords détaillent les sommes dues pour les services fournis par les unités concernées, qui ont été allouées dans le budget du Bureau. Le coût total des services d'appui fournis par la Cour pour le Bureau sur les locaux permanents s'élève à 386 000 euros.

164. Le Comité s'est accordé à dire qu'il était préférable de tirer partie des expériences et des compétences qui existent au sein de la Cour, mais tenait à ce que l'utilisation des ressources approuvées soit transparente et fasse l'objet d'un suivi. Le Comité a recommandé qu'à sa vingtième session, le Directeur du projet soumette au Comité une analyse plus détaillée et plus transparente, reprenant les informations concernant le nombre

d'heures de travail du personnel temporaire affecté à d'autres unités de la Cour et travaillant pour le Bureau du projet, notamment les détails concernant leur rémunération.

c) Coût total de propriété

165. Le Comité de contrôle a rappelé qu'à la dix-huitième session du Comité, en avril 2012, il avait sollicité l'avis de ce dernier concernant les modalités de traitement des coûts de financement du coût total de propriété. Les coûts d'utilisation et de propriété du bâtiment sont estimés entre 13,3 millions d'euros et 14,8 millions d'euros, et devraient avoir une incidence budgétaire à partir de 2016. Ces coûts comprennent les trois éléments suivants : i) les coûts financiers ; ii) les coûts opérationnels ; et iii) les coûts de financement. Ces derniers coûts représentent les investissements nécessaires au remplacement du matériel et permettent de prévenir le vieillissement fonctionnel du bâtiment. Ils constituent une part importante du coût total de propriété. Le Comité a invité le Comité de contrôle et le Directeur du projet à compléter leur analyse qualitative, par des hypothèses et des scénarios d'ordre quantitatif, comprenant l'évaluation des risques et l'illustration des coûts⁵¹.

166. Suite aux recommandations émises par le Comité, le Directeur du projet procédait à la finalisation de la constitution d'un groupe de travail chargé d'étudier les options retenues et d'envisager l'établissement d'un fonds pour appliquer une approche permanente. Le Comité partage les préoccupations du Comité de contrôle quant à l'extrême difficulté de faire face aux contraintes supplémentaires, estimées à 14,8 millions d'euros par an que suppose une approche permanente. Par conséquent, le Comité a recommandé que le groupe de travail ne se concentre pas uniquement sur une seule option, comme l'approche permanente, mais qu'il examine plutôt les différentes approches possibles, en incluant, sans s'y limiter, une combinaison de l'approche permanente et de l'approche annuelle, afin d'atténuer l'impact financier initial.

d) Répartition de la charge financière avec les prochains États Parties

167. Le Comité a également suggéré que le Groupe de travail donne des précisions sur les alternatives techniques permettant aux prochains États Parties adhérant après l'achèvement du projet de locaux permanents de contribuer au financement du coût du projet, en tenant compte des pratiques adoptées par d'autres organisations internationales, et de répartir la charge financière du projet avec les nouveaux États Parties.

e) Prorogation de la date limite des paiements forfaitaires

168. Les États Parties peuvent contribuer au financement du projet des locaux permanents de deux façons : soit en réglant un paiement forfaitaire en amont, soit en s'acquittant chaque année des intérêts et en remboursant le prêt de l'État hôte sur trente ans. S'agissant des paiements forfaitaires, le Mécanisme de contrôle indépendant a rappelé que la date limite pour que les États Parties optent pour un paiement forfaitaire est fixée au 15 octobre 2012. Plusieurs États Parties avaient récemment exprimé leur intérêt à opter pour la formule du paiement forfaitaire. Par conséquent, le Comité de contrôle avait préparé un projet de résolution visant à proroger une nouvelle fois la date limite pour opter pour le paiement forfaitaire au 31 décembre 2014, et pour verser de façon anticipée l'intégralité du paiement avant le 15 juin 2015. Le Comité a rappelé que les paiements forfaitaires feraient l'objet d'un ajustement une fois le coût final du projet et le montant du prêt accordé par l'État hôte connus. Cet ajustement permet de garantir que tous les États Parties paient le montant exact. Afin de procéder de manière transparente et de façon organisée, le Comité a invité le Comité de contrôle et le Directeur de projet à soumettre différents scénarios détaillés expliquant la façon dont le mécanisme d'ajustement fonctionnerait en pratique lors de sa vingtième session.

169. Le Comité a estimé que la prorogation de la date limite permettant d'opter pour la formule du paiement forfaitaire constitue un moyen satisfaisant de renforcer l'assise financière du projet. Toutefois, afin que la charge financière soit répartie de façon équitable, le Comité a suggéré que le Comité de contrôle examine les options disponibles afin de distinguer entre les États Parties ayant opté pour un paiement forfaitaire avant la date limite initiale et ayant déjà procédé au paiement de leur contribution et ceux qui

⁵¹ ICC/ASP/11/5, paragraphe 67.

seraient à l'heure actuelle intéressés par la formule du paiement forfaitaire. En outre, la question des intérêts échus à ce jour devrait être prise en compte au moment d'intégrer les nouveaux États ayant opté pour un paiement forfaitaire.

f) Équipements non intégrés pour l'utilisateur (« éléments 2gv »)

170. Le coût des équipements non intégrés pour l'utilisateur (« éléments 2gv ») était actuellement estimé à 17,5 millions d'euros répartis de 2012 à 2016. Le Comité a pris note de la forte hausse prévue en 2015, de l'ordre de 13,5 millions d'euros. Le Comité a recommandé à la Cour de réexaminer les options permettant éventuellement d'atténuer cette augmentation, en retenant l'idée de l'adéquation des équipements existants et de leur utilisation prolongée.

g) Reclassement du poste de Directeur adjoint du projet, de la classe P4 à la classe P5,

171. Le Comité a pris note de la demande du Bureau du directeur de projet de procéder au reclassement du poste de Directeur de projet adjoint et contrôleur financier de la classe P-4 à la classe P-5⁵². Le Comité a rappelé que, lors de sa sixième session, l'Assemblée avait ouvert le poste de Directeur de projet adjoint et contrôleur financier de la classe P-4 en indiquant que « il sera indispensable [...] de pouvoir compter sur un Directeur de projet adjoint ayant une bonne expérience dans le domaine financier pour évaluer les offres soumises en matière de construction et de conception »⁵³. Par conséquent, le Comité n'est pas d'avis que l'augmentation des missions d'ordre financier du Directeur de projet adjoint et contrôleur financier dépasse les fonctions mentionnées dans l'intitulé du poste initial et a recommandé que le reclassement ne soit pas approuvé. La ligne budgétaire de ce poste de dépense devrait, par conséquent, être réduite de 24 400 euros.

2. Locaux provisoires

172. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des coûts estimés dans le projet de budget-programme pour 2013.

173. La Cour a inclus un montant de 6,02 millions d'euros pour couvrir la location des locaux provisoires et des coûts correspondant qui devraient être engagés au titre du Grand programme V (Locaux provisoires) dans le projet de budget-programme pour 2013. Le Comité a été informé que les loyers des locaux étaient calculés dans le bail selon un mécanisme d'ajustement indexé sur le taux d'inflation de l'État hôte et que les autres coûts comprenant les loyers des aires de stockage et de stationnement étaient calculés sur la base de projections.

174. Le Comité a noté que la Cour procédait à un nouvel examen des coûts projetés pour et que la Cour avait déjà identifié des possibilités d'économies pour un montant de 120 000 euros. Par conséquent, le Comité a recommandé d'appliquer les économies identifiées pour un montant de 120 000 euros dans le projet de budget-programme pour 2013 et le Comité a également encouragé la Cour à poursuivre l'examen continu des projections de coûts afin d'identifier d'autres réductions de coûts éventuelles.

I. Questions diverses

1. Futures réunions

175. Le Comité a décidé, à titre provisoire, de tenir ses vingtième et vingt-et-unième sessions à La Haye, du 22 au 26 avril 2013, et du 9 septembre au 18 septembre 2013 respectivement.

⁵² ICC-ASP/11/10, Corr.1 et Corr.2, annexe VII.

⁵³ *Documents officiels... Sixième session...2007* (ICC-ASP/6/20), vol. I, ICC-ASP/6/Res.1, annexe V, paragraphe I b).

Annexe I

Liste des documents

CBF/19/1	Ordre du jour provisoire
CBF/19/1/Add.1	Liste annotée des questions inscrites à l'ordre du jour provisoire
CBF/19/2	Rapport de la Cour sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public
CBF/19/3	Rapport annuel du Bureau de l'audit interne
CBF/19/4	Rapport annuel du Bureau de l'audit interne – Mise en œuvre des recommandations d'audit : Situation au 30 juin 2012
CBF/19/5	Rapport de la Cour sur les décisions judiciaires ayant des incidences financières importantes
CBF/19/6	Rapport supplémentaire du Greffe concernant les quatre aspects du système d'aide judiciaire de la Cour
CBF/19/6/Add.1	Incidences financières de l'examen du système d'aide judiciaire de la Cour
CBF/19/7	Rapport de la Cour sur les amendements proposés au Règlement financier et aux Règles de gestion financière
CBF/19/8	Rapport de la Cour sur les activités de la Branche judiciaire
CBF/19/9	Rapport de la Cour sur les activités du Bureau du Procureur
CBF/19/10	Rapport de la Cour sur les activités du Greffe
CBF/19/11	Rapport de la Cour relatif à la méthodologie adoptée pour son barème des quotes-parts
CBF/19/12	Rapport de la Cour sur les conditions d'emploi du personnel recruté au niveau international affecté dans les bureaux extérieurs
CBF/19/13	Proposition par la Cour d'un régime de subvention des primes d'assurance maladie pour les retraités
CBF/19/14	Rapport de la Cour sur la comptabilité analytique
CBF/19/15	Rapport de la Cour sur son processus budgétaire et sur la méthode du budget à base zéro
CBF/19/16	Rapport de la Cour sur les administrateurs auxiliaires
CBF/19/17	Rapport de la Cour sur sa structure organisationnelle
CBF/19/18	Gestion des risques de change – Fonds au profit des victimes
CBF/19/19	Rapport intérimaire sur les activités du Comité de contrôle
CBF/19/20	Système d'évaluation du comportement professionnel la Cour
CBF/19/21	Rapport annuel du Bureau de l'audit interne
ICC-ASP/11/3	Rapport intérimaire de la Cour sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public
ICC-ASP/11/4	Rapport de la Cour sur les amendements proposés au Règlement financier et aux Règles de gestion financière
ICC-ASP/11/5	Rapport du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-huitième session
ICC-ASP/11/7	Rapport de la Cour sur la gestion des ressources humaines
ICC-ASP/11/8	Rapport sur l'exécution des programmes et sur les activités de la Cour pénale internationale pour l'année 2011
ICC-ASP/11/10	Projet de budget-programme de la Cour pénale internationale pour 2013
ICC-ASP/11/10/Corr.1	Projet de budget-programme de la Cour pénale internationale pour 2013 – Rectificatif 1
ICC-ASP/11/10/Corr.2	Projet de budget-programme de la Cour pénale internationale pour 2013 – Rectificatif 2
ICC-ASP/11/11	Rapport de la Cour sur son processus budgétaire
ICC-ASP/11/12	États financiers pour l'exercice allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011
ICC-ASP/11/13	États financiers du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011
ICC-ASP/11/14	Rapport à l'Assemblée des États Parties sur les activités et les projets du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012
ICC-ASP/11/16	Rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 30 juin 2012

Annexe II

État des contributions au 30 septembre 2012 (en euros)

États Parties	Contributions mises en recouvrement au titre des exercices précédents	Sommes reçues au titre des exercices précédents	Contributions non acquittées au titre des exercices précédents	Contributions mises en recouvrement pour l'exercice 2012	Contributions reçues pour l'exercice 2012	Contributions non acquittées pour l'exercice 2012	Montant total des contributions non acquittées	Reconstitution du Fonds en cas d'imprévu en 2011	Total
1 Afghanistan	25 146	25 146	-	6 452	-	6 452	6 452	46	6 498
2 Albanie	78 460	78 460	-	16 124	16 118	6	6	-	6
3 Afrique du Sud	3 897 662	3 897 662	-	620 606	620 606	-	-	-	-
4 Allemagne	103 597 452	103 597 452	-	12 924 798	12 924 798	-	-	-	-
5 Andorre	79 424	79 424	-	11 283	11 252	31	31	-	31
6 Antigua et Barbuda	28 382	22 936	5 446	3 220	-	3 220	8 666	76	8 742
7 Argentina	6 834 472	6 834 472	-	462 639	462 639	-	-	-	-
8 Australie	21 271 213	21 271 213	-	3 115 945	3 115 945	-	-	-	-
9 Autriche	10 591 419	10 591 419	-	1 371 794	1 371 794	-	-	-	-
10 Barbade	108 249	108 249	-	12 893	12 893	-	-	-	-
11 Belgique	13 191 168	13 191 168	-	1 732 868	1 732 868	-	-	-	-
12 Belize	12 152	12 152	-	1 610	-	1 610	1 610	11	1 621
13 Bangladesh	24 349	-	24 349	16 124	-	16 124	40 473	380	40 853
14 Bénin	23 001	23 001	-	4 831	-	4 831	4 831	34	4 865
15 Bolivie (État plurinational de)	89 457	89 457	-	11 283	11 283	-	-	-	-
16 Bosnie-Herzégovine	84 045	84 045	-	22 565	22 565	-	-	-	-
17 Botswana	171 794	171 794	-	29 017	-	29 017	29 017	194	29 211
18 Brésil	16 433 395	16 433 395	-	2 596 893	2 596 893	-	-	-	-
19 Bulgarie	281 834	281 834	-	61 254	61 254	-	-	-	-
20 Burkina Faso	25 045	20 641	4 404	4 831	-	4 831	9 235	114	9 349
21 Burundi	10 528	10 528	-	1 610	1 610	-	-	-	-
22 Cambodge	23 001	18 505	4 496	4 831	-	4 831	9 327	114	9 441
23 Canada	35 957 386	35 957 386	-	5 169 599	5 169 599	-	-	-	-
24 Cap Vert	-	-	-	1 610	-	1 610	1 610	-	1 610
25 Chili	802 688	802 688	-	380 430	380 430	-	-	-	-
26 Chypre	516 705	516 705	-	74 147	74 147	-	-	-	-
27 Colombie	1 640 848	1 640 848	-	232 125	232 125	-	-	-	-
28 Comores	7 722	582	7 140	1 610	-	1 610	8 750	38	8 788
29 Congo	17 046	17 046	-	4 831	-	4 831	4 831	34	4 865
30 Costa Rica	379 421	379 421	-	54 803	54 803	-	-	-	-
31 Croatie	692 318	692 318	-	156 356	-	156 356	156 356	1 088	157 444
32 Danemark	8 892 049	8 892 049	-	1 186 410	1 186 410	-	-	-	-
33 Djibouti	11 956	5 223	6 733	1 610	-	1 610	8 343	38	8 381
34 Dominique	12 152	9 345	2 807	1 610	-	1 610	4 417	38	4 455
35 Équateur	307 937	307 937	-	64 475	-	64 475	64 475	448	64 923
36 Espagne	34 606 024	34 606 024	-	5 121 238	-	5 121 238	5 121 238	38 501	5 159 739
37 Estonie	248 227	248 227	-	64 475	64 475	-	-	-	-
38 ex-Rép. yougoslave de Macédoine	71 606	51 668	19 938	11 283	-	11 283	31 221	266	31 487
39 Fidji	44 227	43 052	1 175	6 452	-	6 452	7 627	152	7 779
40 Finlande	6 707 707	6 707 707	-	912 375	912 375	-	-	-	-

<i>États Parties</i>	<i>Contributions mises en recouvrement au titre des exercices précédents</i>	<i>Sommes reçues au titre des exercices précédents</i>	<i>Contributions non acquittées au titre des exercices précédents</i>	<i>Contributions mises en recouvrement pour l'exercice 2012</i>	<i>Contributions reçues pour l'exercice 2012</i>	<i>Contributions non acquittées pour l'exercice 2012</i>	<i>Montant total des contributions non acquittées</i>	<i>Reconstitution du Fonds en cas d'imprévus en 2011</i>	<i>Total</i>
41 France	75 022 145	75 022 145	-	9 870 108	9 870 108	-	-	-	-
42 Gabon	123 453	50 944	72 509	22 565	-	22 565	95 074	532	95 606
43 Gambie	12 152	12 152	-	1 610	-	1 610	1 610	13	1 623
44 Géorgie	44 021	44 021	-	9 672	9 672	-	-	-	-
45 Ghana	55 376	55 376	-	9 672	-	9 672	9 672	66	9 738
46 Grèce	7 230 587	7 230 587	-	1 113 873	-	1 113 873	1 113 873	7 321	1 121 194
47 Grenade	641	-	641	1 610	-	1 610	2 251	16	2 267
48 Guatemala	-	-	-	22 565	-	22 565	22 565	-	22 565
49 Guinée	23 917	20 935	2 982	3 220	-	3 220	6 202	76	6 278
50 Guyane	10 528	10 528	-	1 610	1 610	-	-	-	-
51 Honduras	69 828	40 516	29 312	12 893	-	12 893	42 205	304	42 509
52 Hongrie	2 551 662	2 551 662	-	469 080	469 080	-	-	-	-
53 Îles Cook	4 842	3 313	1 529	1 610	-	1 610	3 139	38	3 177
54 Îles Marshall	12 152	8 422	3 730	1 610	-	1 610	5 340	38	5 378
55 Irlande	5 089 997	5 089 997	-	802 759	802 759	-	-	-	-
56 Islande	450 270	450 270	-	67 706	67 706	-	-	-	-
57 Italie	60 676 389	60 676 389	-	8 058 250	8 058 250	-	-	-	-
58 Japon	84 487 697	84 487 697	-	20 198 024	20 198 024	-	-	-	-
59 Jordanie	145 420	145 420	-	22 565	22 565	-	-	-	-
60 Kenya	102 343	102 343	-	19 345	-	19 345	19 345	128	19 473
61 Lesotho	12 152	12 152	-	1 610	-	1 610	1 610	35	1 645
62 Lettonie	263 067	263 067	-	61 254	61 254	-	-	-	-
63 Libéria	10 528	6 504	4 024	1 610	-	1 610	5 634	38	5 672
64 Liechtenstein	95 568	95 568	-	14 503	14 503	-	-	-	-
65 Lituanie	436 827	436 827	-	104 774	64 973	39 801	39 801	-	39 801
66 Luxembourg	1 012 518	1 012 518	-	145 074	145 074	-	-	-	-
67 Madagascar	13 657	11 099	2 558	4 831	-	4 831	7 389	114	7 503
68 Malawi	12 533	12 533	-	1 610	-	1 610	1 610	11	1 621
69 Maldives	128	-	128	1 610	-	1 610	1 738	3	1 741
70 Mali	23 001	20 463	2 538	4 831	-	4 831	7 369	114	7 483
71 Malte	190 146	190 146	-	27 407	27 407	-	-	-	-
72 Maurice	133 666	133 666	-	17 734	17 734	-	-	-	-
73 Mexique	20 139 394	20 139 394	-	3 797 805	-	3 797 805	3 797 805	29 204	3 827 009
74 Mongolie	15 227	15 227	-	3 220	3 220	-	-	-	-
75 Monténégro	17 615	17 615	-	6 452	-	6 452	6 452	66	6 518
76 Namibie	79 678	79 678	-	12 893	12 893	-	-	-	-
77 Nauru	12 152	12 152	-	1 610	1 169	441	441	-	441
78 Niger	15 227	7 943	7 284	3 220	-	3 220	10 504	76	10 580
79 Nigéria	661 527	543 653	117 874	125 729	-	125 729	243 603	2 965	246 568
80 Norvège	9 272 838	9 272 838	-	1 404 031	1 404 031	-	-	-	-
81 Nouvelle-Zélande	3 011 296	3 011 296	-	440 063	440 063	-	-	-	-
82 Ouganda	59 157	59 157	-	9 672	5 236	4 436	4 436	-	4 436
83 Panama	256 997	256 997	-	35 469	35 469	-	-	-	-
84 Paraguay	102 262	91 881	10 381	11 283	-	11 283	21 664	266	21 930
85 Pays-Bas	21 876 126	21 876 126	-	2 990 216	2 990 216	-	-	-	-

<i>États Parties</i>	<i>Contributions mises en recouvrement au titre des exercices précédents</i>	<i>Sommes reçues au titre des exercices précédents</i>	<i>Contributions non acquittées au titre des exercices précédents</i>	<i>Contributions mises en recouvrement pour l'exercice 2012</i>	<i>Contributions reçues pour l'exercice 2012</i>	<i>Contributions non acquittées pour l'exercice 2012</i>	<i>Montant total des contributions non acquittées</i>	<i>Reconstitution du Fonds en cas d'imprévu en 2011</i>	<i>Total</i>
86 Pérou	1 066 702	906 459	160 243	145 074	-	145 074	305 317	3 422	308 739
87 Philippines	23 064	23 064	-	145 074	145 032	42	42	-	42
88 Pologne	6 845 205	6 845 205	-	1 334 715	1 334 715	-	-	-	-
89 Portugal	6 082 461	6 082 461	-	823 714	823 714	-	-	-	-
90 République centrafricaine	12 152	11 722	430	1 610	-	1 610	2 040	38	2 078
91 République de Corée	24 571 322	24 571 322	-	3 643 059	3 643 059	-	-	-	-
92 République démocratique du Congo	37 073	37 073	-	4 831	475	4 356	4 356	-	4 356
93 République démocratique du Timor-Leste	12 034	12 034	-	1 610	50	1 560	1 560	-	1 560
94 République de Moldavie	3 075	3 075	-	3 220	3 211	9	9	-	9
95 République dominicaine	310 393	181 192	129 201	67 706	-	67 706	196 907	1 597	198 504
96 République tchèque	1 174 000	1 174 000	-	562 583	562 583	-	-	-	-
97 République-Unie de Tanzanie	77 508	65 583	11 925	12 893	-	12 893	24 818	304	25 122
98 Roumanie	1 131 697	1 131 697	-	285 317	285 317	-	-	-	-
99 Royaume-Uni	77 814 612	77 814 612	-	10 645 471	10 645 471	-	-	-	-
100 Saint-Kitts-et-Nevis	7 722	7 722	-	1 610	1 610	-	-	-	-
101 Saint Marin	35 837	35 837	-	4 831	4 831	-	-	-	-
102 Saint-Vincent-et-les-Grenadines	11 956	11 956	-	1 610	-	1 610	1 610	25	1 635
103 Sainte Lucie	1 794	-	1 794	1 610	-	1 610	3 404	38	3 442
104 Samoa	12 034	12 034	-	1 610	1 610	-	-	-	-
105 Sénégal	59 456	59 456	-	9 672	-	9 672	9 672	66	9 738
106 Serbie	295 620	295 620	-	59 644	59 644	-	-	-	-
107 Seychelles	3 588	3 588	-	3 220	-	3 220	3 220	66	3 286
108 Sierra Leone	12 152	9 344	2 808	1 610	-	1 610	4 418	38	4 456
109 Slovaquie	947 243	947 243	-	228 904	228 904	-	-	-	-
110 Slovénie	1 121 678	1 121 678	-	166 029	-	166 029	166 029	1 079	167 108
111 Suède	12 668 681	12 668 681	-	1 715 145	1 715 145	-	-	-	-
112 Suisse	14 469 763	14 469 763	-	1 821 530	1 821 530	-	-	-	-
113 Suriname	10 994	10 994	-	4 831	4 831	-	-	-	-
114 Tadjikistan	15 227	15 227	-	3 220	3 220	-	-	-	-
115 Tchad	10 530	1 646	8 884	3 220	-	3 220	12 104	76	12 180
116 Trinité-et-Tobago	353 187	353 187	-	70 927	70 927	-	-	-	-
117 Tunisie	15 376	-	15 376	48 362	-	48 362	63 738	380	64 118
118 Uruguay	446 660	446 660	-	43 520	-	43 520	43 520	279	43 799
119 Vanuatu	-	-	-	1 480	-	1 480	1 480	-	1 480
120 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	2 667 903	2 667 903	-	506 159	506 159	-	-	-	-
121 Zambie	25 682	25 682	-	6 452	6 452	-	-	-	-
Total	713 988 755	713 326 116	662 639	108 799 841	97 628 388	11 171 453	11 834 092	90 404	11 924 496

Annexe III

Incidence des mesures pour faire correspondre la masse budgétaire du budget de la Cour pénale internationale pour 2013 à la masse budgétaire approuvée pour 2012

I. Introduction

1. À sa dernière session, l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommée « l'Assemblée ») a prié la Cour pénale internationale (ci-après dénommée « la Cour »), « au cas où elle proposerait une augmentation du budget pour 2013, de préparer un document de travail précisant les alternatives au travers desquelles des réductions de crédits seraient opérées afin que le budget approuvé pour 2013 corresponde à la masse budgétaire retenue pour 2012¹, ainsi que les incidences que lesdites réductions auraient sur l'activité de la Cour »²

2. Tout comme lors des exercices précédents, la Cour a tout mis en œuvre en 2012 pour réduire les dépenses, trouver des gains d'efficacité et concentrer ses efforts et ressources sur les moyens les plus efficaces et économiques de remplir son mandat. Suite à ces efforts, et malgré l'alourdissement de sa charge de travail, l'augmentation nette nécessaire du projet de budget des Grands programmes I, II et III pour 2013 représente 3,5 millions d'euros (3,5 pour cent) comparé aux crédits ouverts et approuvés correspondants pour le budget 2012. Les organes ont donc réussi à intégrer les besoins supplémentaires grâce à des gains d'efficacité et à la réorganisation des priorités et des réductions, minimisant ainsi l'augmentation. En outre, pour la première fois en 2013, les États Parties vont devoir couvrir le loyer des locaux provisoires de la Cour, une dépense qui avait été prise en charge par l'État Hôte jusqu'à présent, et qui s'élève à 6,02 millions d'euros supplémentaires dans le budget de la Cour.

3. Les nouveaux besoins en matière de loyer, auxquels viennent s'ajouter les augmentations dans le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties (206 200 euros), le Mécanisme de contrôle indépendant (104 300 euros), le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes (208 700 euros), ainsi qu'une réduction dans le Bureau du directeur de projet des locaux permanents (-109 000 euros), portent l'augmentation totale du projet de budget-programme de la Cour pour 2013 à 9,9 millions d'euros (9,1 pour cent).

4. Face à ces dépenses supplémentaires, et conformément à la résolution ci-dessus, la Cour soumet le présent document de travail identifiant les mesures qui, si elles sont adoptées par l'Assemblée, pourraient faire correspondre la masse budgétaire de la Cour pour 2013 à celle du budget approuvé pour 2012. Il est important de souligner que ce document de travail et les mesures qu'il contient ne constituent en aucun cas une proposition de réductions supplémentaires de la Cour, celle-ci ayant déjà soumis une proposition de budget extrêmement économique et efficace. La Cour estime que les activités affectées par les mesures de réduction indiquées et leurs ressources correspondantes sont primordiales, et qu'elles sont des activités obligatoires du cadre juridique de la Cour. Conformément à la résolution de l'Assemblée mentionnée ci-dessus, la Cour identifiera l'incidence et les conséquences que des réductions supplémentaires dans son projet de budget-programme pour 2013 pourraient avoir sur l'exécution par la Cour de son mandat.

¹ Dans la résolution ICC-ASP/10/Res.4, paragraphe A.1, l'Assemblée a approuvé « des crédits d'un montant total de 111 000 000 euros, dont 108 800 000 euros à inscrire au budget et 2 200 000 euros pour réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévu » (souligné par l'auteur).

² *Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Dixième session, New York, 12-22 décembre 2011* (ICC-ASP/10/20), volume I, partie III, résolution ICC-ASP/10/Res.4, paragraphe H.2 (note de bas de page en citation et souligné par l'auteur).

Tableau 1 : Accroissement des ressources par Grand programme en 2013. Projet de budget-programme comparé au budget approuvé pour 2012 (milliers d'euros)

	<i>Montant en euros</i>	<i>%</i>
GP I : Branche judiciaire	1 150,7	11,2
GP II : Bureau du Procureur	939,4	3,4
GP III : Greffe	1 431,7	2,2
GP IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	206,2	7,4
GP V : Loyer & entretien (locaux provisoires)	6 021,4	
GP VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes	208,7	14,4
GP VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)	-109,0	-8,2
GP VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant	104,3	56,2
Total	9 953,4	9,1

II. Cadre général des questions budgétaires

5. Comme le prévoit son texte fondateur, le Statut de Rome, le budget de la Cour est déterminé par ses activités. Le préambule stipule que les États Parties au Statut de Rome sont « [d]éterminés à mettre un terme à l'impunité des auteurs [des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale] et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes »³. En outre, le cadre réglementaire du Statut de Rome concernant la compétence⁴ et la recevabilité⁵, ainsi que le mandat du Procureur d'enquêter⁶, sont fondés sur le postulat que la Cour détermine le niveau de ses activités en fonction des principes suivants :

- a) Un crime suffisamment grave a-t-il été commis ?
- b) La Cour est-elle compétente pour connaître du crime ? et
- c) L'affaire est-elle recevable⁷ ? Les demandes budgétaires de la Cour reposent sur ces hypothèses.

6. En 2012, l'Assemblée a approuvé 108,8 millions d'euros pour le budget-programme de 2012. Ces crédits représentent une augmentation d'environ 5 pour cent du budget de la Cour par rapport au budget approuvé pour 2011, mais l'augmentation des besoins budgétaires de la Cour en 2012 avait été déclenchée par divers développements judiciaires dont en premier lieu le renvoi de la situation de la Libye par le Conseil de sécurité, les deux affaires au Kenya et la situation en Côte d'Ivoire qui sont actuellement devant la Cour. Outre les réductions dans le projet de budget-programme de la Cour pour 2012 et dans le budget supplémentaire⁸ recommandé par le Comité du budget et des finances (ci-après dénommé « le Comité »), l'Assemblée a imposé des coupes additionnelles dans le projet de la Cour, portant celui-ci au total susmentionné de 108 800 000 euros.

7. Le déficit du budget approuvé pour 2012 a principalement affecté les domaines des dépenses en personnel pour les postes permanents et temporaires, l'aide judiciaire et les coûts hors personnel, comme les voyages, les services contractuels, les fournitures et accessoires et le matériel. Ces mesures budgétaires, outre le taux de vacance imposé pour les postes temporaires qui était inattendu et sans précédent, ont eu un effet néfaste sur la Cour et ont menacé de compromettre sa capacité à remplir ses obligations contractuelles envers ses employés.

³ Statut de Rome, Préambule, paragraphes 4 et 5.

⁴ Voir article 13 du Statut de Rome.

⁵ Voir article 17 du Statut de Rome.

⁶ Voir articles 14 et 15 du Statut de Rome.

⁷ O. Triffterer, *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court* (Commentaire du Statut de Rome de la Cour pénale internationale), 2^{ème} édition 2008, article 1, paragraphe 22.

⁸ Projet de budget supplémentaire de la Cour pénale internationale pour 2012, annexe II A au document ICC-ASP/10/20, paru antérieurement sous la cote ICC-ASP/10/10/Add.2.

8. La Cour continue à payer l'intégralité des salaires à son personnel conformément à leurs droits, et elle a absorbé la charge financière imposée par le gel du barème des traitements et des dépenses de personnel. En 2012, en raison d'un taux d'exécution constamment élevé et d'importantes dépenses de personnel à couvrir, la Cour a été obligée de résilier pour manque de fonds les contrats de nombreux membres du personnel temporaire. De même, les postes inscrits au budget qui sont devenus vacants à la suite du départ du personnel de la Cour, n'ont pas été pourvus. En outre, les dépenses hors personnel ont également été affectées.

9. Une autre mesure adoptée par l'Assemblée, et qui exacerbe l'écart entre le budget et la réalité financière de la Cour, est le taux de vacance sans précédent, qui, depuis 2012, a également été appliqué au personnel temporaire. Ces contrats sont une indication des effectifs nécessaires pour mener certaines activités selon le besoin à court terme. L'application d'un taux de vacance aux postes temporaires est inappropriée, car ces ressources sont recrutées sur une base mensuelle des besoins durant une année civile. Toute réduction par l'application d'un taux de vacance entraîne inévitablement une insuffisance de capacités.

10. Les priorités opérationnelles de l'ensemble de la Cour ont été redéfinies en 2012 en sus de l'adoption de mesures opérationnelles et financières préventives pour faire face au déficit. Certaines mesures financières comprennent le retard et le report du recrutement ainsi que l'annulation du renouvellement de contrats. En outre, des mesures opérationnelles ont été prises pour économiser des ressources, et des projets spéciaux vont donc être reportés. Parmi ceux-ci figurent, notamment, des services de conseil pour appuyer le projet de gestion des risques ; l'élaboration du Manuel des ressources humaines ; l'expertise en courtage pour instaurer le comité des assurances et des audits internes sur des questions liées aux technologies de l'information ; la remise en état de salles d'audience ; l'investissement dans des projets SAP, comme l'automatisation des congés annuels et du nouveau système de paie ; et certaines formations, y compris des cours de langue. En outre, une des deux salles d'audience a été fermée, principalement à cause du manque de ressources pour le remplacement d'équipement et les coûts d'entretien correspondants.

11. Le manque de personnel et la capacité réduite des salles d'audience pourront causer des retards dans les procédures judiciaires, entraînant des retards et des coûts supplémentaires pour d'autres parties de la Cour concernées par les procédures, et en particulier dans le budget de l'aide judiciaire.

12. Les sections auxiliaires continuent à déployer tous leurs efforts pour maintenir le niveau de service fourni actuellement ; mais la Cour a enregistré des retards opérationnels, et le risque augmente dans certaines activités. Par ailleurs, les mesures opérationnelles augmentent le risque de graves complications dans les domaines comme l'appui aux activités en salle d'audiences, la protection des témoins et victimes, l'appui aux conseils, les opérations sur le terrain, la participation des victimes, ainsi que dans d'autres secteurs.

III. Élaboration du projet de budget-programme pour 2013

13. La Cour a déjà indiqué précédemment⁹ que sa politique budgétaire repose strictement sur des faits avérés justifiant toutes les dépenses considérées ; elle n'inscrit une activité au budget que lorsque sa survenance au cours l'année suivante est nettement prévisible et quantifiable. Le Comité a approuvé cet engagement pour une approche budgétaire exacte et « dégraissée » du budget-programme ordinaire¹⁰. Cette philosophie budgétaire fait l'objet de discussions permanentes au sein du groupe de concertation sur le processus de budgétisation de la Cour du Groupe d'étude de l'Assemblée sur la gouvernance¹¹.

⁹ Documents officiels ... Sixième session ... 2007 (ICC-ASP/6/20), vol. II, partie A.I, paragraphe 55. Voir également CBF/18/8 paragraphe 7.

¹⁰ ICC-ASP/7/16 paragraphe 6. et ICC/18/8 paragraphe 7.

¹¹ Les délégués des États Parties ont accueilli favorablement l'initiative de la Cour de présenter des hypothèses budgétaires pour des scénarios d'activités supplémentaires de la Cour qui, bien que prévisibles, ne peuvent être adéquatement quantifiés au moment de fixer les hypothèses budgétaires de la Cour.

14. Conformément à sa politique budgétaire et à son processus budgétaire actuel, la Cour n'a inclus dans son projet de budget-programme pour 2013 que les besoins nécessaires tirés des hypothèses budgétaires 2013, en prévoyant aussi les audiences dans les deux affaires de la situation au Kenya. La stratégie de budgétisation de la Cour continue à se fonder sur son mandat et dans le projet de budget-programme de 2013, la Cour a demandé des ressources financières adéquates pour lui permettre de mener ses opérations avec efficacité et efficience¹².

15. Consciente des contraintes financières auxquelles les États Parties doivent faire face dans le contexte économique actuel, la Cour a établi l'ordre des priorités de ses besoins financiers, et elle a continué à se concentrer sur la réalisation efficiente d'activités de poursuites et judiciaires et sur les opérations d'appui correspondantes. À cet égard, le projet de budget-programme pour 2013 a exclu les ressources destinées à certains projets spéciaux, certaines exigences opérationnelles ainsi qu'au développement et au bien-être du personnel. Bien qu'à court-terme, le report de ces opérations n'aura qu'un effet préjudiciable mineur direct sur les opérations de poursuites et les opérations judiciaires de la Cour, il est admis que, dans un avenir proche, leur exclusion du projet de budget donnera lieu à des inefficiences dans toute la Cour.

IV. Dépenses de personnel dans le budget de 2013

16. En raison de la nature des opérations de la Cour, ses principaux investissements sont liés à ses ressources humaines. À cette fin, la Cour applique le régime commun des traitements, des indemnités et autres prestations des Nations Unies, préalable nécessaire à la participation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies¹³. En appliquant ce système, la Cour a l'obligation de mettre en œuvre les normes, les méthodes et les arrangements communs appliqués aux traitements, indemnités et prestations des fonctionnaires internationaux. La Commission de la fonction publique internationale (CFPI)¹⁴ garantit des niveaux obligatoires appropriés pour les traitements et les indemnités de tous les fonctionnaires du régime commun, qui sont approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies, et qui donnent les ajustements correspondants dans les dépenses de personnel¹⁵.

17. Si la Cour est légalement tenue d'appliquer le régime commun des Nations Unies, l'Assemblée a suivi, ces deux dernières années, la recommandation du Comité pour que chaque Grand programme prenne en charge les augmentations de salaire du personnel et l'amélioration de ses conditions d'emploi sur le terrain¹⁶. Si la Cour devait geler les traitements et les augmentations périodiques du personnel, elle enfreindrait leurs droits individuels. Des litiges devant le Tribunal administratif du Bureau international du travail pourraient en résulter, et le risque d'une éventuelle responsabilité en serait une conséquence prévisible.

V. Incidence des réductions budgétaires

1. Vue d'ensemble

18. En se conformant à la demande de l'Assemblée, la Cour a dressé une liste de mesures qui, si elles sont adoptées par l'Assemblée, pourraient donner lieu à d'importantes réductions budgétaires. En outre, et pour apporter des précisions supplémentaires à l'Assemblée lors de l'examen de ce document, la Cour a indiqué l'incidence et les conséquences que des réductions supplémentaires à son projet de budget-programme pour

¹² CBF/18/18 par. 9.

¹³ ICC-ASP/2/Rés.2, Statut du personnel, Article 6.1.

¹⁴ La Division des traitements et indemnités de la CFPI surveille le niveau de la rémunération nette, recommande des ajustements au barème des traitements de base minimum net et brut et au grade du personnel, et effectue des études périodiques pour déterminer la fonction publique la mieux rémunérée qui est utilisée comme base de comparaison du régime commun.

¹⁵ Le régime commun a été conçu pour prévenir les disparités importantes en matière de conditions d'emploi, pour éviter la concurrence dans le recrutement du personnel et pour faciliter les échanges de personnel. Il s'applique à plus de 52 000 fonctionnaires dans plus de 600 lieux d'affectation.

¹⁶ Voir Rapport du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa dix-septième session, août 2011, ICC-ASP/10/20, par. 76.

2013 pourraient avoir sur l'exécution par la Cour de son mandat. Dans cet exercice, la Cour s'est concentrée sur : a) des mesures spécifiques aux Grands programmes générant des économies à l'intérieur de chaque Grand programme ; et b) des mesures transversales qui ont une incidence sur tous les organes de la Cour.

19. Alors que la première série de mesures a pour objectif de trouver des ressources susceptibles d'être réduites dans chaque Grand programme individuellement, sans affecter indûment les activités des autres parties de la Cour, cette approche n'entraînera nécessairement que des réductions limitées. La structure du budget de la Cour reflète les synergies et les opérations interorganes de la Cour déclenchées par les activités judiciaires et de poursuites.

20. Le tableau 2 illustre le projet de budget-programme pour 2013 par Grand programme et le budget-programme 2012 approuvé, ainsi que les réductions qui pourraient être nécessaires dans chaque Grand programme si l'Assemblée souhaite faire correspondre le projet de budget 2013 au budget-programme approuvé pour 2012. Il s'avère que si certains Grands programmes sont éventuellement capables d'avoir une croissance nominale nulle grâce à des réductions dans des programmes, d'autres Grands programmes avec des taux de croissance plus importants ne le peuvent pas. Par conséquent, et en particulier si la Cour doit absorber le loyer des locaux provisoires, des mesures transversales pour l'ensemble de la Cour doivent être mises en œuvre pour réaliser les économies nécessaires.

21. Le projet de budget-programme de la Cour n'intègre aucune réduction éventuelle due à une possible révision du système de l'aide judiciaire, qui, si elle était adoptée par l'Assemblée, pourrait réduire le budget proposé par le Greffe de 1,1 million d'euros environ, comme indiqué dans le Rapport supplémentaire du Greffe concernant les quatre aspects du système d'aide judiciaire de la Cour, et dans l'annexe correspondante¹⁷. Par conséquent, l'augmentation des ressources présentée dans le tableau 2 pourrait passer de 9,95 millions d'euros à 8,8 millions d'euros seulement.

Tableau 2 : Augmentations des ressources du projet de budget-programme pour 2013 (en milliers d'euros)

<i>Grand programme</i>	<i>Projet de budget pour 2013</i>	<i>Budget approuvé pour 2012</i>	<i>Augmentation des ressources en euros</i>
I	11 434,7	10 284	1 150,7
II	28 663,1	27 723,7	939,4
III	66 473,4	65 041,7	1 431,7
IV	2983,5	2 777,3	206,2
V	6 021,4	Sans-objet	6 021,4
VI	1 659,3	1 450,6	208,70
VII-1 et II	1 228,2	1 337,2	-109,0
VII-5	289,8	185,5	104,3
Total	118 753,4	108 800	9 953,3

2. Mesures spécifiques aux Grands programmes pour des réductions budgétaires

a) Grand programme I

22. Les principaux facteurs de coût du projet de budget 2013 pour le Grand programme I sont doubles. Premièrement, la Présidence devra appeler trois juges élus le 11 mars 2012 à exercer leurs fonctions à plein temps au premier trimestre de 2013 afin de constituer les deux chambres de première instance dans la situation au Kenya, à hauteur de 791 000 euros. Deuxièmement, des ressources supplémentaires en personnel vont s'avérer nécessaires pour les affaires du Kenya et pour la Section des appels qui sera saisie de deux

¹⁷ ICC-ASP/11/43 et Add.1.

appels définitifs supplémentaires venant s'ajouter à sa charge de travail habituelle de procédures interlocutoires et d'appel¹⁸.

23. Pour faire correspondre le projet de budget du Grand programme I de 2013 au budget-programme approuvé pour 2012, il faut une réduction de 1,15 million d'euros. Ce chiffre reflète en grande partie le coût des trois juges qui sont nécessaires pour constituer une deuxième chambre de première instance dans la situation au Kenya – coûts qui sont incompressibles et ne peuvent être réduits ou absorbés en raison des conditions statutaires d'un nombre minimum de juges par chambre¹⁹. Avec un budget général de 11,4 millions d'euros, une réduction du budget du Grand programme I au niveau de l'allocation budgétaire approuvée en 2012 nécessiterait des coupes supérieures à 10 pour cent de son allocation budgétaire générale. Dans la mesure où le budget du Grand programme I est alloué presque exclusivement aux dépenses de personnel et de juges, une telle réduction serait une coupe profonde dans ses ressources en personnel, qui correspondrait dans les faits à une compression du personnel de 25 pour cent, et supprimerait l'ensemble du budget destiné au personnel temporaire. Cette mesure éliminerait les effectifs nécessaires pour mener les fonctions essentielles d'appui aux Chambres concernant, par exemple, la participation des victimes, la communication de preuves et les questions de protection des victimes (par exemple, l'expurgation des éléments de preuve). Les procédures judiciaires en cours seraient sérieusement affectées, et les procédures envisagées devraient être reportées de façon significative, ce qui générerait, à terme, des coûts supplémentaires et pourrait violer les droits de l'accusé d'être jugé rapidement. Par conséquent, le Grand programme I a recensé des mesures qui, tout en ayant une incidence sur l'exécution du mandat de la Cour, ne conduiront pas à l'effondrement complet de ses activités en cours. Les mesures indiquées par la Cour sont également illustrées dans le tableau 3.

Tableau 3 : Mesures de réduction du budget du Grand programme I

<i>Mesure</i>	<i>Impact</i>	<i>Montant</i>
Réduction (20 pour cent) des ouvertures de crédit au titre du personnel temporaire pour : - la Section préliminaire ; - La Section de première instance (ressources temporaires pour l'affaire du Kenya) ; et la Section des appels	<ul style="list-style-type: none"> - Pourraient susciter des perturbations dans les procédures judiciaires et causer à terme des retards, car les ressources en personnel nécessaires pour les Chambres et Sections sont calculées de manière assez mesurée. - Face à de probables activités préliminaires à venir, en particulier dans les situations en Côte d'Ivoire et en Libye, la diminution des ressources qui sont destinées à couvrir des pics d'activité et le besoin de ressources à court terme peuvent priver la Section préliminaire de la souplesse nécessaire pour répondre aussi rapidement que possible à toutes les demandes et requêtes du Procureur ou d'autres parties et participants à la procédure. - Pourrait susciter des perturbations dans la procédure et à terme, causer des retards dans les procédures judiciaires, car les ressources en personnel requises par les Chambres et Sections sont calculées de manière assez mesurée. - Des retards dans la préparation du procès du Kenya et des audiences consécutives, dont il est actuellement prévu qu'elles commenceront respectivement les 10 et 11 avril 2013, génèreraient non seulement des coûts supplémentaires pour l'aide judiciaire à la défense et pour la participation et la représentation des victimes, mais menacerait également de violer les droits procéduraux de l'accusé en vertu du Statut de Rome et en fin de compte de saper la crédibilité et la réputation de la Cour à l'extérieur. - Pourrait avoir un effet néfaste sur la qualité et la rapidité des procédures judiciaires. 	172 000 euros
Réduction (20 pour cent) des consultants	<ul style="list-style-type: none"> - Une baisse des ressources destinées à couvrir les pics d'activité et les ressources nécessaires à court terme pourront priver la Branche judiciaire de la souplesse lui permettant de répondre aussi rapidement que possible à toute évolution judiciaire, en particulier concernant la participation des victimes et les questions de traitement des éléments de preuve, ainsi que d'une expertise spécifique à court terme. - Pourrait affecter le besoin de l'Unité de la Présidence chargée des questions juridiques et de l'exécution des décisions de recevoir des avis d'experts sur des points spécifiques liés aux arrangements de la Cour pour l'exécution des peines. 	5 000 euros

¹⁸ En outre, l'augmentation annuelle des dépenses de personnel en raison des nouveaux barèmes des traitements, etc., comme indiqué ci-dessus, a une incidence significative sur le Grand programme I, car les dépenses de personnel constituent un poste de dépense important.

¹⁹ Par exemple, l'article 39 du Statut de Rome stipule le nombre minimum de juges par Chambre sur lequel le judiciaire ne peut faire aucune exception, et encore moins pour des raisons d'économies.

<i>Mesure</i>	<i>Impact</i>	<i>Montant</i>
Réduction (20 pour cent) de la formation	- Une réduction des capacités de formation entraîne à terme une perte d'expertise, un manque de développement des capacités professionnelles et une perte de motivation. Elle pourrait en outre donner lieu à des inefficiences dans le cas de la nouvelle Unité de la Présidence chargée des questions juridiques et de l'exécution des décisions, par suite du manque de préparation adéquate pour les tâches spécifiques à venir.	4,800 euros
Réduction (20 pour cent) des voyages	<ul style="list-style-type: none"> - Les voyages du Président dans le cadre de ses fonctions externes se sont avérés être utiles pour renforcer le soutien à la Cour et pour encourager les États à ratifier le Statut de Rome. Une allocation réduite pour les voyages de la Présidence obligera le Président à effectuer ses fonctions de relations extérieures de façon plus sélective, au détriment des régions économiquement les plus faibles où la Présidence ne peut pas collecter de fonds pour ses voyages. - Les voyages des juges à des conférences, ateliers et autres événements essentiels sur des sujets liés à la Cour ont eu un effet positif tangible sur le regard que porte le public sur la Cour et sa connaissance de la Cour. Une réduction du budget des voyages réduit l'indépendance des juges dans le choix des manifestations internationales/régionales qu'ils souhaitent soutenir par leur participation. 	36 000 euros
Total		217 800 euros

b) Grand programme II

24. Pour faire concorder le projet de budget du Grand programme II de 2013 avec le budget-programme approuvé pour 2012, une réduction de 939 400 euros est nécessaire. Les mesures identifiées par le Grand programme II sont illustrées dans le tableau 4.

25. Il convient de souligner que le montant de 28,6 millions d'euros exigé par le Grand programme II dans le projet de budget de 2013 comprend déjà des économies importantes qui ont été réalisées grâce à l'adoption constante de mesures de gains d'efficacité. Sans ces mesures, la base de référence de 2013 s'élèverait à 32,1 millions d'euros.

26. L'application des barèmes des traitements de 2013 conduit à des augmentations qui n'étaient pas étonnantes étant donné le gel de deux ans de cette ligne budgétaire, et tout a été mis en œuvre dans le Grand programme II pour compenser, autant que possible, cette évolution par des gains d'efficacité sur d'autres lignes budgétaires, et par le maintien d'autres lignes budgétaires hors personnel aux niveaux réduits approuvés par l'Assemblée pour 2012.

27. Dans le tableau 4 ci-dessous, d'autres mesures sont quantifiées avec une description de leur incidence.

Tableau 4 : Mesures de réduction du budget au Grand programme II

<i>Mesure</i>	<i>Incidence</i>	<i>Montant</i>
Suspension de toutes les formations	<ul style="list-style-type: none"> - Même si la formation en interne, qui n'entraîne aucune dépense, est privilégiée autant que possible, les budgets ont été comprimés d'une année à l'autre pour maintenir l'ensemble des demandes budgétaires à un minimum. - Niveau du budget maintenu au niveau de 2012 approuvé par l'Assemblée, qui représente 0,21 pour cent du budget du personnel, par rapport à 0,5 pour cent selon les normes organisationnelles. - Suspendre la formation est contraire aux objectifs stratégiques de la CPI, incompatible avec les directives d'évaluation, et entrave les responsabilités directionnelles en matière de développement du personnel pour maintenir un personnel effectif et efficace. - Représente une économie à court terme, car une demande de réintégration serait nécessaire dans les demandes budgétaires suivantes, si bien que l'augmentation supérieure à la base de référence de 2012 n'est repoussée que d'un an. 	55 900 euros

<i>Mesure</i>	<i>Incidence</i>	<i>Montant</i>
Annuler tous développements des technologies de l'information spécifiques au Bureau du Procureur pour l'appui des enquêtes et des procès	<ul style="list-style-type: none"> - Budgets déjà diminués ces dernières années, les développements sont donc en retard, faisant courir le risque d'une moindre efficacité et intégrité dans le traitement des éléments de preuve et la gestion des affaires. - Le report du développement est contraire à l'objectif stratégique de la Cour consistant à mettre en place une Cour électronique (e-Court). - Complication supplémentaire : systèmes anciens dont la maintenance ne peut pas être prise en charge par des contrats de service. - L'intégrité de la gestion des éléments de preuve et des affaires est primordiale pour les affaires du Bureau du Procureur, donc tout retard nécessiterait une réintégration en 2014, et par conséquent les augmentations supérieures à la base de référence de 2012 ne sont reportées que pour un an. 	137 950 euros
Report d'une seule enquête (y compris toutes les dépenses opérationnelles et de personnel, à l'exception de la gestion des témoins)	<ul style="list-style-type: none"> - Enfreint gravement l'indépendance des poursuites, compromet l'essence même du Statut de Rome et la conformité aux obligations statutaires. - Un budget accru sera nécessaire les prochaines années, sinon la baisse d'activité aura des retombées négatives sur le regard que portent le public et les parties concernées sur la Cour comme institution efficace dans la mise en œuvre de son mandat. 	600 000 euros
Total		793 850 euros

28. La seule option sous le contrôle direct du Grand programme II qui permettrait de réduire fortement les dépenses est la réduction des enquêtes. Or elle touche à l'essence même du Statut de Rome et prolonge l'impunité. Dans ce cadre, la suspension des procès, particulièrement si l'accusé ou les accusés n'est ou ne sont pas détenus, ou si les procès n'ont pas commencé, ne peut pas être exclue. Comme le Grand programme II ne couvre que les enquêtes et les procès, d'importantes réductions budgétaires peuvent être obtenues quel que soit le scénario choisi ; mais, dans le cas du dernier scénario, la décision ne revient pas au Bureau du Procureur. On ne peut pas non plus s'attendre à ce qu'une chambre de juges professionnels et impartiaux prenne une décision qui pourrait enfreindre les droits de l'accusé à un procès rapide et équitable, simplement pour réaliser des économies à court-terme sur le budget de la Cour.

c) **Grand programme III**

29. Pour faire concorder le projet de budget de 2013 du Grand programme III avec le budget-programme approuvé pour 2012, une réduction de 1,43 million d'euros est nécessaire. On note qu'avant l'inclusion des coûts découlant de la décision de la Chambre de première instance V du 9 juillet 2012, fixant la date des deux procès dans la situation au Kenya respectivement aux 10 et 11 avril 2013, le projet de budget du Grand programme III ne diffèrait du budget approuvé pour 2012 que de 184 300 euros, soit une augmentation de moins de 0,3 pour cent. Un montant d'1,24 million d'euros est à présent nécessaire pour que le Greffe puisse apporter tout l'appui nécessaire aux audiences, et un appui général aux activités et à la réalisation des mandats des différentes parties et participants à la procédure dans les deux procès de la situation du Kenya, lorsqu'ils commenceront en avril 2013.

30. Le Greffe a examiné de près les ressources dont il a besoin, et il a notamment réévalué le niveau des postes permanents et des postes temporaires, en tenant compte des exigences strictes pour 2013. De même, des demandes de consultants ont été rigoureusement examinées et n'ont été acceptées qu'exceptionnellement, à condition qu'elles aient fait l'objet de justifications solides pour l'utilisation de telles ressources. Le Grand programme III est ainsi parvenu à absorber plus de 3 millions d'euros sur environ 4,4 millions d'euros, comprenant les ressources supplémentaires nécessaires pour les dépenses d'aide judiciaire en 2013, les dépenses supplémentaires de mise en œuvre du régime commun des Nations Unies dans l'ensemble de la Cour et les dépenses supplémentaires pour fournir un appui aux procès dans les deux affaires au Kenya.

31. Suite à l'examen minutieux qui avait déjà été entrepris dans le projet de budget du Grand programme III pour le rapprocher autant que possible du niveau du budget de 2012, les opérations du Greffe ont déjà été réduites à l'essentiel, ne permettant pas de coupes supplémentaires sans gravement affecter le bon fonctionnement des procédures judiciaires et des opérations conduites par les parties et participants aux procédures.

32. Les mesures indiquées par la Cour pour le Grand programme III sont précisées dans le tableau 5.

Tableau 5 : Mesures de réduction budgétaire du Grand programme III

<i>Mesure</i>	<i>Incidence</i>	<i>Montant</i>
Annulation de toutes les activités de liaison et d'appui pour les questions de sécurité lors des missions de fonctionnaires élus	- Comme il ne serait possible que de fournir une liaison et un appui à distance depuis le siège de la Cour, cette solution pourrait en puissance compromettre la vie des personnes et la crédibilité et l'image de la Cour.	20 000 euros
Suspension de la formation : cours de base des Nations Unies sur la sécurité rapprochée	- Impliquerait la non-conformité avec les normes de l'ONU (obligatoires pour tous les membres du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies). - Le manque de formation pourrait potentiellement mettre des vies en danger.	20 000 euros
Suspension de la formation sur la gestion des crises pour l'équipe commune de gestion des crises	- Ne pas dispenser cette formation maintiendrait le statu quo dans la capacité à gérer les crises. Récemment, la Cour a fait face à plusieurs situations de crise pour lesquelles une gestion appropriée était nécessaire.	20 000 euros
Suspension de la formation sur la sécurité et la sûreté en mission	- Le personnel ne serait ni formé, ni équipé suffisamment pour gérer des situations difficiles. - Pourrait potentiellement risquer des vies humaines, occasionner des blessures graves, donner lieu à une responsabilité légale et à une perte de réputation.	78 000 euros
Report du projet pilote de la nouvelle solution de Cour électronique (myCourtbook)	- Retard dans la mise en œuvre de solutions plus efficaces pour des procédures judiciaires par le biais d'un appui électronique.	170 000 euros
Report de l'actualisation du système de gestion des comptes rendus	- L'intégration du système de gestion électronique des transcriptions avec les autres applications de la Cour électronique sera retardée et il n'y aura aucun appui pour les transcriptions dans un cadre informatique mobile.	55 000 euros
Retarder l'achat de la licence pour la mise en œuvre du système de rapports personnalisés de SAP	- La Cour a investi dans la solution SAP Business Object qui permet d'établir les rapports de l'organisation. Sans ces licences supplémentaires, la Cour ne pourra pas exploiter la création de rapports personnalisés (Crystal Reports) pour l'ensemble de la Cour.	20 000 euros
Réduire les dépenses d'appui en lien avec le report d'une enquête par Bureau du Procureur	- Ces dépenses sont évaluées sur la base de l'appui que le Greffe fournit en moyenne au Bureau du Procureur dans la conduite des enquêtes, et sont directement liées aux mesures indiquées au Grand programme II sur le report d'une enquête. - Comme évoqué ci-dessus, cette mesure enfreindrait gravement l'indépendance des poursuites et compromettrait l'essence même du Statut de Rome et la conformité avec les obligations statutaires.	103 000 euros
Arrêter de traduire les demandes de coopération judiciaire dans des langues autres que l'anglais et le français	- L'article 87(2) du Statut de Rome permet aux États de recevoir des demandes de coopération traduites dans les langues de leur choix. Pour réduire les coûts liés à cette mesure, l'Assemblée devrait décider que les États ne reçoivent les demandes de coopération de la Cour qu'en français ou en anglais. - Au-delà des coûts directs, la Cour ne peut mesurer l'impact d'une telle mesure, bien que celle-ci réduirait la charge de travail à laquelle la Section de l'interprétation et de la traduction de la Cour doit faire face en plus sa charge de travail habituelle, et réduirait le retard dans la programmation et le traitement des traductions.	54 000 euros

<i>Mesure</i>	<i>Incidence</i>	<i>Montant</i>
Suspendre toutes les formations liées aux ressources humaines	- La formation linguistique en anglais et en français destinée au personnel du siège et aux agents affectés sur le terrain serait retirée du programme de formation de la Cour. Cela aurait une incidence négative sur la capacité de la Cour à mettre en œuvre son objectif stratégique, à savoir d'être capable de travailler à la fois en anglais et en français, et réduira les possibilités d'amélioration de la performance tout en augmentant la pression sur les services linguistiques. La motivation et la satisfaction du personnel (comme indiqué dans les enquêtes auprès du personnel) en seront impactés négativement, car la Cour continuera d'être considérée comme une organisation qui ne contribue pas au développement de son personnel.	160 000 euros
Réduction (de 75 pour cent) de la formation pour la Direction du service de la Cour	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des sténographes : cette mesure réduira la vitesse et la précision des transcriptions en temps réel ; il faudra donc consacrer plus de temps à la préparation du texte, et il sera donc plus difficile de fournir une version prête à être publiée du compte rendu dans le délai exigé, c'est-à-dire deux heures après la fin de l'audience, ce qui affectera la capacité des chambres et des parties à préparer la session du lendemain (exemple : interrogatoire de témoins sur la base de l'interrogatoire du jour précédent, etc.) ; cette mesure pourrait également multiplier les plaintes et réduire l'utilité de transcriptions en temps réel pour les parties et participants, en affectant le bon fonctionnement des procédures. - Formation pour le traitement médico-légal des éléments de preuve : ce nouveau mandat de la Section de l'administration judiciaire a eu pour effet qu'un membre de la Section s'est consacré à l'acquisition de toutes les connaissances nécessaires, et il est primordial que des mises à jour soient dispensées afin de pouvoir fournir ce service le cas échéant, dans des conditions qui feraient droit aux contestations des parties/chambres et à un examen éventuel en salle d'audience. Les procédures seraient affectées si des éléments de preuve étaient fournis en violation des règles et pratiques existantes ; ceci pourrait en fin de compte conduire au rejet d'un élément de preuve en raison uniquement du mauvais traitement de cet élément. - Formation du Bureau du Directeur de la Direction du service de la Cour : comme les fonds pour la formation du Bureau du Directeur de la Direction du service de la Cour sont spécifiquement réservés, entre autres, à la formation sur le gel des actifs, l'annulation de ces fonds conduira à une perte d'expertise. Par conséquent, il est probable que certains actifs ne seront pas disponibles pour couvrir les frais des équipes de défense, et régler les dommages-intérêts et/ou les réparations. 	60 000 euros
Annulation de l'achat d'un véhicule pour le transport des témoins	- Les véhicules ont près de dix ans avec un kilométrage élevé et des frais d'entretien conséquents. Les risques de panne sont importants et entraînent des coûts supplémentaires, lorsqu'un procès est retardé ou lorsqu'il faut louer un véhicule de remplacement.	49 500 euros
Total		809 500 euros

d) Grand programme IV

33. Pour faire concorder le projet de budget de 2013 de 2,9 millions d'euros avec le budget-programme approuvé pour 2012, une réduction d'au moins 206 200 euros est nécessaire. Les mesures identifiées par la Cour sont détaillées dans le tableau 6.

Tableau 6 : Mesures de réduction du budget du Grand programme IV

<i>Mesure</i>	<i>Incidence</i>	<i>Montant</i>
Réunion de l'Assemblée à New York. Réduction du coût dans les catégories suivantes : location de salles de conférence, sécurité, badges, matériel de photocopie, wifi et autres services de conférence du fournisseur commercial du palais des congrès.	- Déplacer la réunion de l'Assemblée à New York augmenterait les frais de voyage et d'hébergement des participants de tous les autres programmes.	250 000 euros
Total		250 000 euros

e) **Grand programme VI**

34. Pour aligner le projet de budget de 2013 de 1,65 million d'euros sur le budget-programme approuvé pour 2012, une réduction de 208 700 euros serait nécessaire^[20].

35. Plus de la moitié de ce montant – 128 900 euros – correspond à une augmentation des lignes budgétaires au titre des frais de personnel : les administrateurs, les agents d'appui général, le personnel temporaire et les consultants. Dans ce total, 87 300 euros correspondent à l'augmentation des dépenses au titre du personnel temporaire. Cet accroissement tient en grande partie au déplacement d'un poste temporaire sur le terrain (Kenya) à La Haye pour faire face à l'augmentation de la charge du travail administratif, et pour assurer une assistance supplémentaire à partir du Secrétariat au soutien financier apporté par le Greffe^[21]. Lors de la dernière réunion du Conseil de direction en mars 2012, une telle mesure avait été débattue et considérée comme un moyen de réduire le risque de surmenage du personnel au sein du Secrétariat, notamment s'agissant des questions financières et administratives. La croissance totale des ressources dans les lignes budgétaires hors personnel s'élève à 78 900 euros. Bien que cela ait une incidence négative sur la capacité opérationnelle du Fonds au profit des victimes, le retour aux niveaux de 2012 est réalisable.

36. Il convient de noter que la décision du Conseil de direction^[22] au sujet du budget du Secrétariat du Fonds au profit des victimes de 2013 et des considérations connexes prévoit que :

« Eu égard au budget 2013 du Secrétariat, le Conseil a approuvé le projet de budget provisoire sous réserve d'un examen de la version définitive. Le Conseil a également informé le Secrétariat que le projet de budget 2013 pour le Grand programme VI (Secrétariat) devait refléter la charge de travail du Secrétariat et que toute demande de maintien du budget au même niveau que 2012 devrait indiquer clairement l'incidence des activités du Fonds sur ses deux mandats. »

37. Les mesures correspondantes indiquées par le Secrétariat du Fonds au profit des victimes sont présentées dans le tableau 7.

Tableau 7 : Mesures de réduction du budget du Grand programme VI

<i>Mesure</i>	<i>Impact</i>	<i>Montant</i>
Réductions des voyages, consultants et autres dépenses hors personnel	- Le risque est de paralyser la souplesse opérationnelle du Fonds et son efficacité, particulièrement dans la mise en œuvre des attributions de réparations, mais également dans la capacité à collecter des fonds.	208 700 euros
Total		208 700 euros

²⁰ Dans le projet de budget-programme de la Cour pour 2013, le Fonds au profit des victimes affiche une augmentation de 14,4 pour cent par rapport au budget approuvé du Fonds pour 2012, ce qui représente une réduction de 9,5 pour cent par rapport au projet de budget du Fonds pour 2012.

²¹ À sa dernière session, plutôt que d'approuver la création demandée d'un poste d'administrateur chargé des questions financières, et sur recommandation du Comité, l'Assemblée a consenti à ce que des fonctionnaires principaux au Greffe consacrent du temps à soutenir le Secrétariat pour les questions financières. Le Greffier et le Secrétariat ont finalement convenu que ce temps équivalait à 1,5 jour de travail par semaine d'un fonctionnaire de classe P-5. Ce soutien a été utile au « niveau supérieur » de l'échelle des besoins du Secrétariat en matière d'expertise financière (élaboration de lignes directrices pour les dons privés, préparation du mécanisme PayPal, développement de la délégation de pouvoir du Greffier au Directeur exécutif). Cependant, il demeure nécessaire de bénéficier d'une expertise financière dans l'administration quotidienne des ressources du Fonds. Ce besoin a été reconnu à plusieurs reprises par les Commissaires aux comptes et ne fera qu'augmenter si l'on veut assurer une bonne gestion des nouveaux revenus provenant de donateurs privés, notamment par PayPal. Étant donné que dans le climat budgétaire actuel, il est très peu probable que la demande d'un nouveau poste d'administrateur soit acceptée, le Fonds a décidé d'opter pour la transformation du poste temporaire affecté au Kenya en un poste affecté au siège, inévitablement à un coût supérieur.

²² Réunion annuelle du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, mars 2012.

f) Grand programme VII-5

38. Le projet de budget pour 2013 s'élève à 289 800 euros et comprend une augmentation d'environ 104 300 euros, ce qui correspond au coût du poste P-2 approuvé pour le Mécanisme de contrôle indépendant. La mesure indiquée par le Mécanisme est illustrée dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8 : Mesures de réduction de budget du Grand programme VII-5

<i>Mesure</i>	<i>Impact</i>	<i>Montant</i>
Réduction d'un poste P-2	- L'incidence d'une telle alternative de croissance zéro serait que le Mécanisme ne pourrait commencer à être opérationnel conformément aux dispositions émises dans la résolution ASP/9/Rés.5, car le personnel du bureau (fixé dans la résolution ASP/9/Rés.5) à un poste P-4 et à un poste P-2) serait diminué de moitié. Une réduction aussi dramatique des effectifs du bureau ne permettrait pas à ce nouveau bureau d'exécuter son mandat d'enquête.	104 300 euros
Total		104 300 euros

3. Mesures transversales pour des réductions de budget supplémentaires et pour absorber le loyer des locaux provisoires

39. Suite aux mesures spécifiques du Grand programme décrites ci-dessus, la Cour a réussi à identifier des mesures qui, si elles étaient adoptées par l'Assemblée, permettraient d'économiser 2,5 millions d'euros environ sur le budget pour 2013, soit une différence de 1,4 million d'euros par rapport au budget-programme approuvé pour 2012. En outre, en prenant en compte les 6,02 millions d'euros supplémentaires nécessaires pour financer le loyer des locaux provisoires de la Cour, qui devront être payés par les États Parties dès 2013, il faut encore absorber 7,4 millions d'euros au total, si l'Assemblée décide que le budget de la Cour pour 2013 doit rester au même niveau que le budget approuvé pour 2012 (voir le tableau 9 ci-dessous).

Tableau 9 : Différence entre le coût des mesures et l'augmentation des ressources (en milliers d'euros)

<i>Grand Programme</i>	<i>Augmentation des ressources en euros</i>	<i>Mesures en euros</i>	<i>Différence en euros</i>
GP I : Branche judiciaire	1 150,70	217,8	932,9
GP II : Bureau du Procureur	939,4	793,8	145,6
GP III : Greffe	1 431,70	1 009,50	422,20
GP IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	206,2	250,5	-43,8
GP VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes	208,7	208,7	-
GP VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)	-109	-	-109
GP VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant	104,3	104,3	-
<i>Total partiel</i>	<i>3 932,00</i>	<i>2 540,30</i>	<i>1 347,90</i>
GP V : Loyer & entretien (locaux provisoires)	6 021,40	-	6 021,40
Total	9 953,40	2 540,30	7 369,30

40. Comme cela a été indiqué précédemment, si la Cour absorbait ces dépenses supplémentaires dans son budget-programme de 2013, cela aurait une incidence grave sur ses opérations de poursuites et ses activités judiciaires et entraînerait la suspension de la plupart des activités dans plusieurs situations et affaires portées devant la Cour. Tous ces facteurs influenceraient d'une part directement l'indépendance judiciaire et l'indépendance d'intenter des poursuites par la Cour, et d'autre part constitueraient dans de nombreux cas une violation directe du Statut de Rome et des textes juridiques régissant le mandat de la Cour. Si l'Assemblée souhaite malgré tout suivre cette voie afin de réaliser des économies supplémentaires dans le budget de la Cour, au point de forcer la Cour à enfreindre ses obligations en vertu du Statut de Rome, la Cour a estimé que l'incidence d'une absorption

de 7,4 millions d'euros équivaldrait à suspendre les activités dans les situations en Ouganda, au Darfour (Soudan) et en Lybie, et à reporter les audiences des procès dans les affaires au Kenya au-delà de 2013.

41. Une telle approche, par conséquent a) réduirait le besoin de personnel d'appui dans la Branche judiciaire ; b) affecterait le niveau et la capacité des équipes conjointes du Bureau du Procureur ; c) réduirait les dépenses de voyage et les opérations sur le terrain et d'appui ; d) réduirait les besoins d'appui relatifs à la sécurité, la protection des victimes et témoins, la participation des victimes, la traduction et l'interprétation ; d) réduirait les exigences financières d'activités de sensibilisation ; et e) réduirait les activités d'appui et les opérations pour la défense et les victimes participant aux procédures.

42. Il est essentiel de déconseiller de prendre de telles mesures, non seulement parce qu'elles affectent la mise en œuvre indépendante et adéquate du mandat de la Cour, mais encore parce qu'elles entraîneraient une inefficacité budgétaire dans d'autres domaines ; la Cour continuerait, par exemple, à avoir l'obligation légale de payer l'aide judiciaire des détenus indigents et les retards dans les procédures en cours pourraient conduire à une prolongation des mandats des juges. En outre, certaines obligations résiduelles ne pourraient pas être interrompues en début d'année et devraient être réduites de manière appropriée.

43. De plus, concernant le report des audiences et toute autre mesure prise en toute conscience conduisant à des retards dans les procédures préliminaires et de première instance, la Cour a l'obligation légale, par le fait tant de son propre cadre statutaire que des traités et instruments applicables en matière de droits de l'homme, de garantir à toute personne mise en accusation et jugée devant la Cour les droits et garanties légales minimales. Parmi ces garanties fondamentales d'un procès équitable figure le droit à un procès rapide. Si des procédures en cours à la Cour étaient considérablement retardées pour satisfaire à des exigences budgétaires, la Cour violerait en réalité les droits fondamentaux individuels des personnes traduites devant la Cour.

44. Par essence, la seule option juridiquement viable serait que le Procureur suspende les activités d'enquête, si les droits à un procès équitable de la personne soupçonnée n'entrent pas encore en ligne de compte. Bien qu'il serait ainsi possible de parvenir à des économies dans toute la Cour permettant d'absorber au moins une partie du loyer des locaux provisoires, de telles mesures constitueraient une grave menace à l'indépendance des poursuites et auraient un effet néfaste non seulement sur le Bureau du Procureur, mais aussi sur la Cour prise dans son ensemble.

Annexe IV

Évolution dynamique stratégique des activités judiciaires de la Cour en 2013

Tableau 1 : Évolution dynamique stratégique des activités judiciaires de la Cour en 2013 pour le GP-I

	<i>Appui opérationnel en 2013</i>	<i>Appui opérationnel en 2012</i>
Administrateurs	509,2	452,0
Agents des services généraux	200,2	181,8
Personnel temporaire	1 172,6	262,8
Voyages	39,3	
Total	1 921,30	896,55

Tableau 2 : Évolution dynamique stratégique des activités judiciaires de la Cour en 2013 pour le GP-II

	<i>Appui opérationnel en 2013</i>	<i>Appui opérationnel en 2012</i>
Administrateurs	3 244,0	3 138,3
Agents des services généraux	2 196,4	1 285,2
Personnel temporaire	1 599,4	235,2
Voyages	354,4	230,8
Services contractuels	180,0	178,0
Frais généraux de fonctionnement	10,0	10,0
Fournitures et accessoires		3,8
Matériel et mobilier	30,0	20,0
Total	7 614,20	5 101,32

Tableau 3 : Évolution dynamique stratégique des activités judiciaires de la Cour en 2013 pour le GP-III

	<i>Appui opérationnel en 2013</i>	<i>Appui opérationnel en 2012</i>
Administrateurs	5 666,0	3 720,0
Agents des services généraux	4 463,1	3 579,7
Personnel temporaire	967,7	655,0
Personnel temporaire pour les réunions	112,8	
Heures supplémentaires	16,5	16,5
Consultants	16,0	101,5
Voyages	251,2	251,2
Services contractuels	633,4	400,8
Conseil	2 578,0	2 578,0
Frais généraux de fonctionnement	1 239,4	2 265,7
Fournitures et accessoires	82,6	46,9
Matériel et mobilier	36,7	
Total	17 157,80	13 615,29

Tableau 4 : Évolution dynamique stratégique des activités judiciaires de la Cour en 2013 pour le GP-VI

	<i>Appui opérationnel en 2013</i>	<i>Appui opérationnel en 2012</i>
Administrateurs	252,4	237,2
Agents des services généraux	63,2	60,6
Consultants	60,0	19,0
Services contractuels	4,4	10,1
Total	380,00	326,90

Annexe V

Options recommandées par le Comité du budget et des finances

Comparaison du projet de budget-programme et des recommandations du Comité du budget et des finances (en milliers d'euros)

1. Le Comité a procédé à l'examen du document et a identifié plusieurs éléments qui pourraient faire l'objet de propositions et déboucher sur des économies supplémentaires. Parallèlement, le Comité a également approuvé, à plusieurs reprises, l'analyse par la Cour de l'impact négatif d'autres réductions recensées dans ledit document.

2. Après avoir examiné le document et le projet de budget, le Comité a identifié trois options que l'Assemblée est invitée à étudier lors de l'examen du projet de budget-programme pour 2013 :

Option 1 : Les recommandations du Comité, dont les réductions proposées, sont adoptées. Le montant des économies escomptées s'élève à 3,28 millions d'euros, sur un budget total de 115,12 millions d'euros.

Option 2 : Les recommandations du Comité, dont les réductions proposées, sont adoptées et l'Assemblée décide de se réunir à New York plutôt qu'à La Haye en 2013. Le montant des économies escomptées s'élève au total à 3,53 millions d'euros, sur un budget total de 114,87 millions d'euros.

Option 3 : Les recommandations du Comité, dont les réductions proposées, sont adoptées auxquelles s'ajouterait la décision de l'Assemblée de se réunir à New York plutôt qu'à La Haye en 2013 ainsi que l'augmentation des coûts communs de personnel qui seraient absorbés par la Cour. Le montant des économies escomptées s'élève alors à 7,41 millions d'euros, sur un budget total de 110,99 millions d'euros.

Annexe VI

Incidences budgétaires de la mise en œuvre des recommandations du Comité du budget et des finances

Comparaison du projet de budget avec les recommandations formulées par le Comité du budget et des finances (milliers d'euros)

Tableau 1: Ensemble des grands programmes

Ensemble des grands programmes	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
<i>Juges</i>	4 764,4		4 764,4	4 689,4		4 689,4	-75,0		-75,0
Administrateurs	20 434,4	22 042,3	42 476,7	20 216,3	21 855,0	42 071,3	-218,1	-187,3	-405,4
Agents des services généraux	11 741,6	9 328,7	21 070,3	11 741,6	9 328,7	21 070,3			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	32 176,0	31 371,0	63 547,0	31 957,9	31 183,7	63 141,6	-218,1	-187,3	-405,4
Personnel temporaire	2 729,5	9 119,1	11 848,6	2 789,2	8 397,1	11 186,3	59,7	-722,0	-662,3
Personnel temporaire pour les réunions	660,0	153,2	813,2	660,0	153,2	813,2			
Voyages	252,5	138,8	391,3	252,5	138,8	391,3			
Consultants	176,0	177,1	353,1	141,0	177,1	318,1	-35,0		-35,0
<i>Matériel, dont mobilier</i>	3 818,0	9 588,2	13 406,2	3 842,7	8 866,2	12 708,9	24,7	-722,0	-697,3
Travel	946,4	3 598,9	4 545,3	898,2	3 495,9	4 394,1	-48,2	-103,0	-151,2
Représentation	61,0		61,0	31,0		31,0	-30,0		-30,0
Services contractuels	2 677,7	2 011,1	4 688,8	2 518,7	1 904,4	4 423,1	-159,0	-106,7	-265,7
Formation	459,4	232,9	692,3	459,4	232,9	692,3			
Conseil pour la Défense		3 117,4	3 117,4		2 608,4	2 608,4		-509,0	-509,0
Conseil pour les victimes		4 010,1	4 010,1		3 448,2	3 448,2		-561,9	-561,9
Frais généraux de fonctionnement	12 637,0	4 670,4	17 307,4	12 312,5	4 595,5	16 908,0	-324,5	-74,9	-399,4
Fournitures et accessoires	765,4	283,5	1 048,9	765,4	270,2	1 035,6		-13,3	-13,3
Matériel, dont mobilier	1 133,0	76,7	1 209,7	963,0	76,7	1 039,7	-170,0		-170,0
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	18 679,9	18 001,0	36 680,9	17 948,2	16 632,2	34 580,4	-731,7	-1 368,8	-2 100,5
Total	59 438,3	58 960,2	118 398,5	58 438,2	56 682,1	115 120,3	-1 000,1	-2 278,1	-3 278,2

Tableau 2: Grand programme I : Branche judiciaire

Grand programme I : Branche judiciaire	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Juges	4 764,4		4 764,4	4 689,4		4 689,4	-75,0		-75,0
Administrateurs	3 086,8	509,2	3 596,0	3 086,8	509,2	3 596,0			
Agents des services généraux	901,5	200,2	1 101,7	901,5	200,2	1 101,7			
Total partiel (fonctionnaires)	3 988,3	709,4	4 697,7	3 988,3	709,4	4 697,7			
Personnel temporaire	114,7	1 172,6	1 287,3	114,7	920,5	1 035,2		-252,1	-252,1
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	25,0		25,0	14,4		14,4	-10,6		-10,6
Matériel, dont mobilier	139,7	1 172,6	1 312,3	129,1	920,5	1 049,6	-10,6	-252,1	-262,7
Travel	151,9	39,3	191,2	120,7	31,2	151,9	-31,2	-8,1	-39,3
Représentation	17,0		17,0	12,0		12,0	-5,0		-5,0
Services contractuels	5,0		5,0	5,0		5,0			
Formation	24,0		24,0	24,0		24,0			
Frais généraux de fonctionnement	63,3		63,3	63,3		63,3			
Fournitures et accessoires	5,0		5,0	5,0		5,0			
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	266,2	39,3	305,5	230,0	31,2	261,2	-36,2	-8,1	-44,3
Total	9 158,6	1 921,3	11 079,9	9 036,8	1 661,1	10 697,9	-121,8	-260,2	-382,0

Tableau 3: Programme 1100 : Présidence

1100 Présidence	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Juges	28,0		28,0	28,0		28,0			
Administrateurs	793,1		793,1	793,1		793,1			
Agents des services généraux	283,9		283,9	283,9		283,9			
Total partiel (fonctionnaires)	1 077,0		1 077,0	1 077,0		1 077,0			
Personnel temporaire	114,7		114,7	114,7		114,7			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	15,0		15,0	4,4		4,4	-10,6		-10,6
Matériel, dont mobilier	129,7		129,7	119,1		119,1	-10,6		-10,6
Travel	140,8	39,3	180,1	111,9	31,2	143,1	-28,9	-8,1	-37,0
Représentation	15,0		15,0	10,0		10,0	-5,0		-5,0
Services contractuels									
Formation	6,0		6,0	6,0		6,0			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	161,8	39,3	201,1	127,9	31,2	159,1	-33,9	-8,1	-42,0
Total	1 396,5	39,3	1 435,8	1 352,0	31,2	1 383,2	-44,5	-8,1	-52,6

Tableau 4: Programme 1200 : Chambres

1200 Chambres	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Juges	4 736,4		4 736,4	4 661,4		4 661,4	-75,0		-75,0
Administrateurs	2 139,3	509,2	2 648,5	2 139,3	509,2	2 648,5			
Agents des services généraux	533,9	200,2	734,1	533,9	200,2	734,1			
Total partiel (fonctionnaires)	2 673,2	709,4	3 382,6	2 673,2	709,4	3 382,6			
Personnel temporaire		1 172,6	1 172,6		920,5	920,5		-252,1	-252,1
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	10,0		10,0	10,0		10,0			
Matériel, dont mobilier	10,0	1 172,6	1 182,6	10,0	920,5	930,5		-252,1	-252,1
Travel									
Représentation	1,0		1,0	1,0		1,0			
Services contractuels									
Formation	18,0		18,0	18,0		18,0			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	19,0		19,0	19,0		19,0			
Total	7 438,6	1 882,0	9 320,6	7 363,6	1 629,9	8 993,5	-75,0	-252,1	-327,1

Tableau 5: Sous-programme 1310 : Bureau de liaison de New York

1310 Bureau de liaison de New York	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Juges									
Administrateurs	154,4		154,4	154,4		154,4			
Agents des services généraux	83,7		83,7	83,7		83,7			
Total partiel (fonctionnaires)	238,1		238,1	238,1		238,1			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel	11,1		11,1	8,8		8,8	-2,3		-2,3
Représentation	1,0		1,0	1,0		1,0			
Services contractuels	5,0		5,0	5,0		5,0			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement	63,3		63,3	63,3		63,3			
Fournitures et accessoires	5,0		5,0	5,0		5,0			
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	85,4		85,4	83,1		83,1	-2,3		-2,3
Total	323,5		323,5	321,2		321,2	-2,3		-2,3

Tableau 6: Grand programme II : Bureau du Procureur

Grand programme II : Bureau du Procureur	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	3 750,6	12 677,8	16 428,4	3 664,9	12 677,8	16 342,7	-85,7		-85,7
Agents des services généraux	1 179,3	2 852,2	4 031,5	1 179,3	2 852,2	4 031,5			
Total partiel (fonctionnaires)	4 929,9	15 530,0	20 459,9	4 844,2	15 530,0	20 374,2	-85,7		-85,7
Personnel temporaire	38,8	5 422,9	5 461,7	38,8	5 111,2	5 150,0		-311,7	-311,7
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants		81,0	81,0		81,0	81,0			
Matériel, dont mobilier	38,8	5 503,9	5 542,7	38,8	5 192,2	5 231,0		-311,7	-311,7
Travel	187,0	1 697,1	1 884,1	187,0	1 697,1	1 884,1			
Représentation	5,0		5,0	5,0		5,0			
Services contractuels	25,0	327,5	352,5	25,0	327,5	352,5			
Formation	23,9	32,0	55,9	23,9	32,0	55,9			
Frais généraux de fonctionnement		285,0	285,0		285,0	285,0			
Fournitures et accessoires	38,0	10,0	48,0	38,0	10,0	48,0			
Matériel, dont mobilier		30,0	30,0		30,0	30,0			
Total partiel (hors personnel)	278,9	2 381,6	2 660,5	278,9	2 381,6	2 660,5			
Total	5 247,6	23 415,5	28 663,1	5 161,9	23 103,8	28 265,7	-85,7	-311,7	-397,4

Tableau 7: Programme 2100 : Procureur

2100 Procureur	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	2 173,8	448,3	2 622,1	2 088,1	448,3	2 536,4	-85,7		-85,7
Agents des services généraux	727,1	646,0	1 373,1	727,1	646,0	1 373,1			
Total partiel (fonctionnaires)	2 900,9	1 094,3	3 995,2	2 815,2	1 094,3	3 909,5	-85,7		-85,7
Personnel temporaire	38,8	2 090,1	2 128,9	38,8	2 090,1	2 128,9			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants		81,0	81,0		81,0	81,0			
Matériel, dont mobilier	38,8	2 171,1	2 209,9	38,8	2 171,1	2 209,9			
Travel	63,5	349,3	412,8	63,5	349,3	412,8			
Représentation	5,0		5,0	5,0		5,0			
Services contractuels	25,0	217,5	242,5	25,0	217,5	242,5			
Formation	23,9	32,0	55,9	23,9	32,0	55,9			
Frais généraux de fonctionnement		10,0	10,0		10,0	10,0			
Fournitures et accessoires	38,0	10,0	48,0	38,0	10,0	48,0			
Matériel, dont mobilier		30,0	30,0		30,0	30,0			
Total partiel (hors personnel)	155,4	648,8	804,2	155,4	648,8	804,2			
Total	3 095,1	3 914,2	7 009,3	3 009,4	3 914,2	6 923,6	-85,7		-85,7

Tableau 8: Sous-programme 2110 : Cabinet du Procureur/Section des avis juridiques

2110 Cabinet du Procureur/ Section des avis juridiques	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	1 043,3		1 043,3	957,6		957,6	-85,7		-85,7
Agents des services généraux	339,5		339,5	339,5		339,5			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 382,8</i>		<i>1 382,8</i>	<i>1 297,1</i>		<i>1 297,1</i>	-85,7		-85,7
Personnel temporaire	38,8		38,8	38,8		38,8			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants		81,0	81,0		81,0	81,0			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>38,8</i>	<i>81,0</i>	<i>119,8</i>	<i>38,8</i>	<i>81,0</i>	<i>119,8</i>			
Travel	41,1	94,9	136,0	41,1	94,9	136,0			
Représentation	5,0		5,0	5,0		5,0			
Services contractuels		30,0	30,0		30,0	30,0			
Formation	23,9	32,0	55,9	23,9	32,0	55,9			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>70,0</i>	<i>156,9</i>	<i>226,9</i>	<i>70,0</i>	<i>156,9</i>	<i>226,9</i>			
Total	1 491,6	237,9	1 729,5	1 405,9	237,9	1 643,8	-85,7		-85,7

Tableau 9: Sous-programme 2120 : Section des services

2120 Section des services	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	1 130,5	448,3	1 578,8	1 130,5	448,3	1 578,8			
Agents des services généraux	387,6	646,0	1 033,6	387,6	646,0	1 033,6			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 518,1</i>	<i>1 094,3</i>	<i>2 612,4</i>	<i>1 518,1</i>	<i>1 094,3</i>	<i>2 612,4</i>			
Personnel temporaire		2 090,1	2 090,1		2 090,1	2 090,1			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>2 090,1</i>	<i>2 090,1</i>		<i>2 090,1</i>	<i>2 090,1</i>			
Travel	22,4	254,4	276,8	22,4	254,4	276,8			
Représentation									
Services contractuels	25,0	187,5	212,5	25,0	187,5	212,5			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement		10,0	10,0		10,0	10,0			
Fournitures et accessoires	38,0	10,0	48,0	38,0	10,0	48,0			
Matériel, dont mobilier		30,0	30,0		30,0	30,0			
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>85,4</i>	<i>491,9</i>	<i>577,3</i>	<i>85,4</i>	<i>491,9</i>	<i>577,3</i>			
Total	1 603,5	3 676,3	5 279,8	1 603,5	3 676,3	5 279,8			

Tableau 10: Programme 2200 : Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération

2200 Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	771,5	936,3	1 707,8	771,5	936,3	1 707,8			
Agents des services généraux	129,2		129,2	129,2		129,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>900,7</i>	<i>936,3</i>	<i>1 837,0</i>	<i>900,7</i>	<i>936,3</i>	<i>1 837,0</i>			
Personnel temporaire		420,2	420,2		420,2	420,2			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>420,2</i>	<i>420,2</i>		<i>420,2</i>	<i>420,2</i>			
Travel	108,6	282,9	391,5	108,6	282,9	391,5			
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>108,6</i>	<i>282,9</i>	<i>391,5</i>	<i>108,6</i>	<i>282,9</i>	<i>391,5</i>			
Total	1 009,3	1 639,4	2 648,7	1 009,3	1 639,4	2 648,7			

Tableau 11: Programme 2300 : Division des enquêtes

2300 Division des enquêtes	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	300,4	7 661,5	7 961,9	300,4	7 661,5	7 961,9			
Agents des services généraux	129,2	1 818,6	1 947,8	129,2	1 818,6	1 947,8			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>429,6</i>	<i>9 480,1</i>	<i>9 909,7</i>	<i>429,6</i>	<i>9 480,1</i>	<i>9 909,7</i>			
Personnel temporaire		706,1	706,1		706,1	706,1			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>706,1</i>	<i>706,1</i>		<i>706,1</i>	<i>706,1</i>			
Travel		894,8	894,8		894,8	894,8			
Représentation									
Services contractuels		110,0	110,0		110,0	110,0			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement		275,0	275,0		275,0	275,0			
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		<i>1 279,8</i>	<i>1 279,8</i>		<i>1 279,8</i>	<i>1 279,8</i>			
Total	429,6	11 466,0	11 895,6	429,6	11 466,0	11 895,6			

Tableau 12: Sous-programme 2320 : Section de la planification et des opérations

2320 Section de la planification et des opérations	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	300,4	3 111,3	3 411,7	300,4	3 111,3	3 411,7			
Agents des services généraux	129,2	1 495,6	1 624,8	129,2	1 495,6	1 624,8			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>429,6</i>	<i>4 606,9</i>	<i>5 036,5</i>	<i>429,6</i>	<i>4 606,9</i>	<i>5 036,5</i>			
Personnel temporaire		659,5	659,5		659,5	659,5			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>659,5</i>	<i>659,5</i>		<i>659,5</i>	<i>659,5</i>			
Travel		242,7	242,7		242,7	242,7			
Représentation									
Services contractuels		110,0	110,0		110,0	110,0			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		<i>352,7</i>	<i>352,7</i>		<i>352,7</i>	<i>352,7</i>			
Total	429,6	5 619,1	6 048,7	429,6	5 619,1	6 048,7			

Tableau 13: Sous-programme 2330 : Équipes d'enquêteurs

2330 Équipes d'enquêteurs	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs		4 550,2	4 550,2		4 550,2	4 550,2			
Agents des services généraux		323,0	323,0		323,0	323,0			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>		<i>4 873,2</i>	<i>4 873,2</i>		<i>4 873,2</i>	<i>4 873,2</i>			
Personnel temporaire		46,6	46,6		46,6	46,6			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>46,6</i>	<i>46,6</i>		<i>46,6</i>	<i>46,6</i>			
Travel		652,1	652,1		652,1	652,1			
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement		275,0	275,0		275,0	275,0			
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		<i>927,1</i>	<i>927,1</i>		<i>927,1</i>	<i>927,1</i>			
Total		5 846,9	5 846,9		5 846,9	5 846,9			

Tableau 14: Programme 2400 : Division des poursuites

2400 Division des poursuites	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	504,9	3 631,7	4 136,6	504,9	3 631,7	4 136,6			
Agents des services généraux	193,8	387,6	581,4	193,8	387,6	581,4			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>698,7</i>	<i>4 019,3</i>	<i>4 718,0</i>	<i>698,7</i>	<i>4 019,3</i>	<i>4 718,0</i>			
Personnel temporaire		2 206,5	2 206,5		1 894,8	1 894,8		-311,7	-311,7
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>2 206,5</i>	<i>2 206,5</i>		<i>1 894,8</i>	<i>1 894,8</i>		<i>-311,7</i>	<i>-311,7</i>
Travel	14,9	170,1	185,0	14,9	170,1	185,0			
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>14,9</i>	<i>170,1</i>	<i>185,0</i>	<i>14,9</i>	<i>170,1</i>	<i>185,0</i>			
Total	713,6	6 395,9	7 109,5	713,6	6 084,2	6 797,8		-311,7	-311,7

Tableau 15: Grand programme III : Greffe

Grand programme III : Greffe	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	12 319,8	8 409,4	20 729,2	12 271,3	8 222,1	20 493,4	-48,5	-187,3	-235,8
Agents des services généraux	9 249,3	6 213,1	15 462,4	9 249,3	6 213,1	15 462,4			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>21 569,1</i>	<i>14 622,5</i>	<i>36 191,6</i>	<i>21 520,6</i>	<i>14 435,2</i>	<i>35 955,8</i>	<i>-48,5</i>	<i>-187,3</i>	<i>-235,8</i>
Personnel temporaire	1 838,2	2 455,3	4 293,5	1 909,7	2 297,1	4 206,8	71,5	-158,2	-86,7
Personnel temporaire pour les réunions	200,0	153,2	353,2	200,0	153,2	353,2			
Voyages	214,5	138,8	353,3	214,5	138,8	353,3			
Consultants	86,6	36,1	122,7	86,6	36,1	122,7			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>2 339,3</i>	<i>2 783,4</i>	<i>5 122,7</i>	<i>2 410,8</i>	<i>2 625,2</i>	<i>5 036,0</i>	<i>71,5</i>	<i>-158,2</i>	<i>-86,7</i>
Travel	184,5	1 709,0	1 893,5	184,5	1 636,9	1 821,4		-72,1	-72,1
Représentation	4,0		4,0	4,0		4,0			
Services contractuels	1 143,4	1 633,6	2 777,0	1 021,4	1 526,9	2 548,3	-122,0	-106,7	-228,7
Formation	387,4	178,0	565,4	387,4	178,0	565,4			
Conseil pour la Défense		3 117,4	3 117,4		2 608,4	2 608,4		-509,0	-509,0
Conseil pour les victimes		4 010,1	4 010,1		3 448,2	3 448,2		-561,9	-561,9
Frais généraux de fonctionnement	6 315,8	4 368,4	10 684,2	6 315,8	4 293,5	10 609,3		-74,9	-74,9
Fournitures et accessoires	693,2	273,5	966,7	693,2	260,2	953,4		-13,3	-13,3
Matériel, dont mobilier	1 104,0	36,7	1 140,7	934,0	36,7	970,7	-170,0		-170,0
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>9 832,3</i>	<i>15 326,7</i>	<i>25 159,0</i>	<i>9 540,3</i>	<i>13 988,8</i>	<i>23 529,1</i>	<i>-292,0</i>	<i>-1 337,9</i>	<i>-1 629,9</i>
Total	33 740,7	32 732,6	66 473,3	33 471,7	31 049,2	64 520,9	-269,0	-1 683,4	-1 952,4

Tableau 16: Programme 3100 : Greffier

3100 Greffier	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	2 566,5	1 603,4	4 169,9	2 566,5	1 442,2	4 008,7		-161,2	-161,2
Agents des services généraux	2 624,6	2 013,9	4 638,5	2 624,6	2 013,9	4 638,5			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>5 191,1</i>	<i>3 617,3</i>	<i>8 808,4</i>	<i>5 191,1</i>	<i>3 456,1</i>	<i>8 647,2</i>		<i>-161,2</i>	<i>-161,2</i>
Personnel temporaire	1 082,4	208,5	1 290,9	1 082,4	208,5	1 290,9			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages	124,4	50,3	174,7	124,4	50,3	174,7			
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>1 206,8</i>	<i>258,8</i>	<i>1 465,6</i>	<i>1 206,8</i>	<i>258,8</i>	<i>1 465,6</i>			
Travel	30,1	445,9	476,0	30,1	434,0	464,1		-11,9	-11,9
Représentation	4,0		4,0	4,0		4,0			
Services contractuels	112,0	263,3	375,3	112,0	261,6	373,6		-1,7	-1,7
Formation	97,6	107,7	205,3	97,6	107,7	205,3			
Conseil pour la Défense		3 117,4	3 117,4		2 608,4	2 608,4		-509,0	-509,0
Conseil pour les victimes		4 010,1	4 010,1		3 448,2	3 448,2		-561,9	-561,9
Frais généraux de fonctionnement	165,0	616,6	781,6	165,0	573,7	738,7		-42,9	-42,9
Fournitures et accessoires	63,3	159,3	222,6	63,3	146,0	209,3		-13,3	-13,3
Matériel, dont mobilier	1,0	1,7	2,7	1,0	1,7	2,7			
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>473,0</i>	<i>8 722,0</i>	<i>9 195,0</i>	<i>473,0</i>	<i>7 581,3</i>	<i>8 054,3</i>		<i>-1 140,7</i>	<i>-1 140,7</i>
Total	6 870,9	12 598,1	19 469,0	6 870,9	11 296,2	18 167,1		-1 301,9	-1 301,9

Tableau 17: Sous-programme 3110 : Cabinet du Greffier

3110 Cabinet du Greffier	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	953,5		953,5	953,5		953,5			
Agents des services généraux	205,8		205,8	205,8		205,8			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 159,3</i>		<i>1 159,3</i>	<i>1 159,3</i>		<i>1 159,3</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
Travel	16,8	18,0	34,8	16,8	18,0	34,8			
Représentation	4,0		4,0	4,0		4,0			
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>20,8</i>	<i>18,0</i>	<i>38,8</i>	<i>20,8</i>	<i>18,0</i>	<i>38,8</i>			
Total	1 180,1	18,0	1 198,1	1 180,1	18,0	1 198,1			

Tableau 18: Sous-programme 3120 : Bureau de l'audit interne

3130 Bureau de l'audit interne	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	585,7		585,7	585,7		585,7			
Agents des services généraux	126,5		126,5	126,5		126,5			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>712,2</i>		<i>712,2</i>	<i>712,2</i>		<i>712,2</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
Travel									
Représentation									
Services contractuels	17,5		17,5	17,5		17,5			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>17,5</i>		<i>17,5</i>	<i>17,5</i>		<i>17,5</i>			
Total	729,7		729,7	729,7		729,7			

Tableau 19: Sous-programme 3140 : Section de la sécurité

3140 Section de la sécurité	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	585,7	536,1	1 121,8	585,7	458,6	1 044,3		-77,5	-77,5
Agents des services généraux	2 165,8	1 337,7	3 503,5	2 165,8	1 337,7	3 503,5			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>2 751,5</i>	<i>1 873,8</i>	<i>4 625,3</i>	<i>2 751,5</i>	<i>1 796,3</i>	<i>4 547,8</i>		-77,5	-77,5
Personnel temporaire	1 082,4		1 082,4	1 082,4		1 082,4			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages	124,4	50,3	174,7	124,4	50,3	174,7			
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>1 206,8</i>	<i>50,3</i>	<i>1 257,1</i>	<i>1 206,8</i>	<i>50,3</i>	<i>1 257,1</i>			
Travel	13,3	348,4	361,7	13,3	336,5	349,8		-11,9	-11,9
Représentation									
Services contractuels	94,5	218,9	313,4	94,5	217,2	311,7		-1,7	-1,7
Formation	97,6	100,3	197,9	97,6	100,3	197,9			
Frais généraux de fonctionnement	165,0	137,0	302,0	165,0	120,6	285,6		-16,4	-16,4
Fournitures et accessoires	63,3	16,2	79,5	63,3	16,2	79,5			
Matériel, dont mobilier	1,0	1,7	2,7	1,0	1,7	2,7			
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>434,7</i>	<i>822,5</i>	<i>1 257,2</i>	<i>434,7</i>	<i>792,5</i>	<i>1 227,2</i>		-30,0	-30,0
Total	4 393,0	2 746,6	7 139,6	4 393,0	2 639,1	7 032,1		-107,5	-107,5

Tableau 20: Sous-programme 3180 : Section des opérations hors siège

3180 Section des opérations hors siège	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs		858,7	858,7		775,0	775,0		-83,7	-83,7
Agents des services généraux		613,0	613,0		613,0	613,0			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>		1 471,7	1 471,7		1 388,0	1 388,0		-83,7	-83,7
Personnel temporaire		208,5	208,5		208,5	208,5			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		208,5	208,5		208,5	208,5			
Travel		72,9	72,9		72,9	72,9			
Représentation									
Services contractuels		44,4	44,4		44,4	44,4			
Formation		7,4	7,4		7,4	7,4			
Frais généraux de fonctionnement		478,6	478,6		452,1	452,1		-26,5	-26,5
Fournitures et accessoires		143,1	143,1		129,8	129,8		-13,3	-13,3
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		746,4	746,4		706,6	706,6		-39,8	-39,8
Total		2 426,6	2 426,6		2 303,1	2 303,1		-123,5	-123,5

Tableau 21: Sous-programme 3190 : Section d'appui aux conseils

3190 Section d'appui aux conseils	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	441,6	208,6	650,2	441,6	208,6	650,2			
Agents des services généraux	126,5	63,2	189,7	126,5	63,2	189,7			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	568,1	271,8	839,9	568,1	271,8	839,9			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
Travel		6,6	6,6		6,6	6,6			
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Conseil pour la Défense		3 117,4	3 117,4		2 608,4	2 608,4		-509,0	-509,0
Conseil pour les victimes		4 010,1	4 010,1		3 448,2	3 448,2		-561,9	-561,9
Frais généraux de fonctionnement		1,0	1,0		1,0	1,0			
Fournitures et accessoires									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>		7 135,1	7 135,1		6 064,2	6 064,2		-1 070,9	-1 070,9
Total	568,1	7 406,9	7 975,0	568,1	6 336,0	6 904,1		-1 070,9	-1 070,9

Tableau 22: Programme 3200 : Direction des services administratifs communs

3200 Direction des services administratifs communs	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	3 609,3	559,3	4 168,6	3 609,3	559,3	4 168,6			
Agents des services généraux	5 217,8	1 567,7	6 785,5	5 217,8	1 567,7	6 785,5			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>8 827,1</i>	<i>2 127,0</i>	<i>10 954,1</i>	<i>8 827,1</i>	<i>2 127,0</i>	<i>10 954,1</i>			
Personnel temporaire	755,8	95,4	851,2	750,8	95,4	846,2	-5,0		-5,0
Personnel temporaire pour les réunions	20,0		20,0	20,0		20,0			
Voyages	90,1	30,4	120,5	90,1	30,4	120,5			
Consultants	14,6		14,6	14,6		14,6			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>880,5</i>	<i>125,8</i>	<i>1 006,3</i>	<i>875,5</i>	<i>125,8</i>	<i>1 001,3</i>	<i>-5,0</i>		<i>-5,0</i>
Travel	72,5	62,7	135,2	72,5	60,1	132,6		-2,6	-2,6
Représentation									
Services contractuels	527,0	230,0	757,0	487,0	193,0	680,0	-40,0	-37,0	-77,0
Formation	247,2		247,2	247,2		247,2			
Frais généraux de fonctionnement	4 693,9	1 720,1	6 414,0	4 693,9	1 710,1	6 404,0		-10,0	-10,0
Fournitures et accessoires	475,7		475,7	475,7		475,7			
Matériel, dont mobilier	1 103,0	35,0	1 138,0	933,0	35,0	968,0	-170,0		-170,0
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>7 119,3</i>	<i>2 047,8</i>	<i>9 167,1</i>	<i>6 909,3</i>	<i>1 998,2</i>	<i>8 907,5</i>	<i>-210,0</i>	<i>-49,6</i>	<i>-259,6</i>
Total	16 826,9	4 300,6	21 127,5	16 611,9	4 251,0	20 862,9	-215,0	-49,6	-264,6

Tableau 23: Sous-programme 3210 : Bureau du directeur (DSAC)

3210 Bureau du directeur (DSAC)	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	375,6		375,6	375,6		375,6			
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>438,8</i>		<i>438,8</i>	<i>438,8</i>		<i>438,8</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
Travel									
Représentation	11,9	3,2	15,1	11,9	3,2	15,1			
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>11,9</i>	<i>3,2</i>	<i>15,1</i>	<i>11,9</i>	<i>3,2</i>	<i>15,1</i>			
Total	450,7	3,2	453,9	450,7	3,2	453,9			

Tableau 24: Sous-programme 3220 : Section des ressources humaines

3220 Section des ressources humaines	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	792,3		792,3	792,3		792,3			
Agents des services généraux	790,9	189,7	980,6	790,9	189,7	980,6			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 583,2</i>	<i>189,7</i>	<i>1 772,9</i>	<i>1 583,2</i>	<i>189,7</i>	<i>1 772,9</i>			
Personnel temporaire	246,0		246,0	246,0		246,0			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	14,6		14,6	14,6		14,6			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>260,6</i>		<i>260,6</i>	<i>260,6</i>		<i>260,6</i>			
Travel	6,0	11,0	17,0	6,0	11,0	17,0			
Représentation									
Services contractuels	16,7		16,7	16,7		16,7			
Formation	160,0		160,0	160,0		160,0			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires	45,2		45,2	45,2		45,2			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>227,9</i>	<i>11,0</i>	<i>238,9</i>	<i>227,9</i>	<i>11,0</i>	<i>238,9</i>			
Total	2 071,7	200,7	2 272,4	2 071,7	200,7	2 272,4			

Tableau 25: Sous-programme 3240 : Section du budget et des finances

3240 Section du budget et des finances	Budget proposé pour 2013				Budget proposé pour 2013				Variation			
	Avant les recommandations du CBF				Après les recommandations du CBF				Avant CBF / après CBF			
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	IPSAS	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	IPSAS	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	IPSAS	Total
Administrateurs	751,4			751,4	751,4			751,4				
Agents des services généraux	758,7	332,2		1 090,9	758,7	332,2		1 090,9				
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 510,1</i>	<i>332,2</i>		<i>1 842,3</i>	<i>1 510,1</i>	<i>332,2</i>		<i>1 842,3</i>				
Personnel temporaire	70,3		369,2	439,5	65,3		369,2	434,5	-5,0			-5,0
Personnel temporaire pour les réunions												
Voyages	5,1			5,1	5,1			5,1				
Consultants												
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>75,4</i>		369,2	444,6	70,4		369,2	439,6	-5,0			-5,0
Travel			15,0	15,0			15,0	15,0				
Représentation												
Services contractuels	88,5		186,0	274,5	88,5		186,0	274,5				
Formation			30,0	30,0			30,0	30,0				
Frais généraux de fonctionnement	65,0			65,0	65,0			65,0				
Fournitures et accessoires												
Matériel, dont mobilier												
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>153,5</i>		<i>231,0</i>	<i>384,5</i>	<i>153,5</i>		<i>231,0</i>	<i>384,5</i>				
Total	1 739,0	332,2	600,2	2 671,4	1 734,0	332,2	600,2	2 666,4	-5,0			-5,0

Tableau 26: Sous-programme 3250 : Section des services généraux

3250 Section des services généraux	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	564,3		564,3	564,3		564,3			
Agents des services généraux	2 324,4		2 324,4	2 324,4		2 324,4			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	2 888,7		2 888,7	2 888,7		2 888,7			
Personnel temporaire	70,3		70,3	70,3		70,3			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages	55,0	25,4	80,4	55,0	25,4	80,4			
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>	125,3	25,4	150,7	125,3	25,4	150,7			
Travel	14,8		14,8	14,8		14,8			
Représentation									
Services contractuels	25,8		25,8	25,8		25,8			
Formation	16,3		16,3	16,3		16,3			
Frais généraux de fonctionnement	2 457,6	22,5	2 480,1	2 457,6	22,5	2 480,1			
Fournitures et accessoires	245,5		245,5	245,5		245,5			
Matériel, dont mobilier	68,0		68,0	68,0		68,0			
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	2 828,0	22,5	2 850,5	2 828,0	22,5	2 850,5			
Total	5 842,0	47,9	5 889,9	5 842,0	47,9	5 889,9			

Tableau 27: Sous-programme 3260 : Section des technologies de l'information et des communications

3260 Section des technologies de l'information et des communications	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	1 125,7	559,3	1 685,0	1 125,7	559,3	1 685,0			
Agents des services généraux	1 280,6	1 045,8	2 326,4	1 280,6	1 045,8	2 326,4			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	2 406,3	1 605,1	4 011,4	2 406,3	1 605,1	4 011,4			
Personnel temporaire		95,4	95,4		95,4	95,4			
Personnel temporaire pour les réunions	20,0		20,0	20,0		20,0			
Voyages	30,0	5,0	35,0	30,0	5,0	35,0			
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>	50,0	100,4	150,4	50,0	100,4	150,4			
Travel	24,8	48,5	73,3	24,8	45,9	70,7		-2,6	-2,6
Représentation									
Services contractuels	210,0	230,0	440,0	170,0	193,0	363,0	-40,0	-37,0	-77,0
Formation	40,9		40,9	40,9		40,9			
Frais généraux de fonctionnement	2 171,3	1 697,6	3 868,9	2 171,3	1 687,6	3 858,9		-10,0	-10,0
Fournitures et accessoires	185,0		185,0	185,0		185,0			
Matériel, dont mobilier	1 035,0	35,0	1 070,0	865,0	35,0	900,0	-170,0		-170,0
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	3 667,0	2 011,1	5 678,1	3 457,0	1 961,5	5 418,5	-210,0	-49,6	-259,6
Total	6 123,3	3 716,6	9 839,9	5 913,3	3 667,0	9 580,3	-210,0	-49,6	-259,6

Tableau 28: Programme 3300 : Direction du service de la Cour

3300 Direction du service de la Cour	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	4 066,4	4 787,9	8 854,3	4 037,4	4 795,9	8 833,3	-29,0	8,0	-21,0
Agents des services généraux	632,2	2 401,8	3 034,0	632,2	2 401,8	3 034,0			
Total partiel (fonctionnaires)	4 698,6	7 189,7	11 888,3	4 669,6	7 197,7	11 867,3	-29,0	8,0	-21,0
Personnel temporaire		1 999,4	1 999,4		1 843,8	1 843,8		-155,6	-155,6
Personnel temporaire pour les réunions	180,0	153,2	333,2	180,0	153,2	333,2			
Voyages		58,1	58,1		58,1	58,1			
Consultants		36,1	36,1		36,1	36,1			
Matériel, dont mobilier	180,0	2 246,8	2 426,8	180,0	2 091,2	2 271,2		-155,6	-155,6
Travel	55,4	987,7	1 043,1	55,4	940,1	995,5		-47,6	-47,6
Représentation									
Services contractuels	67,2	289,4	356,6	67,2	279,4	346,6		-10,0	-10,0
Formation	13,8	68,1	81,9	13,8	68,1	81,9			
Frais généraux de fonctionnement	1 386,9	2 009,2	3 396,1	1 386,9	1 987,2	3 374,1		-22,0	-22,0
Fournitures et accessoires	29,2	114,2	143,4	29,2	114,2	143,4			
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	1 552,5	3 468,6	5 021,1	1 552,5	3 389,0	4 941,5		-79,6	-79,6
Total	6 431,1	12 905,1	19 336,2	6 402,1	12 677,9	19 080,0	-29,0	-227,2	-256,2

Tableau 29: Sous-programme 3310 : Bureau du directeur (DSC)

3310 Bureau du directeur (DSC)	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	169,1	290,4	459,5	169,1	290,4	459,5			
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
Total partiel (fonctionnaires)	232,3	290,4	522,7	232,3	290,4	522,7			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel	19,7	22,4	42,1	19,7	22,4	42,1			
Représentation									
Services contractuels									
Formation	12,3		12,3	12,3		12,3			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	32,0	22,4	54,4	32,0	22,4	54,4			
Total	264,3	312,8	577,1	264,3	312,8	577,1			

Tableau 30: Sous-programme 3320 : Section de l'administration judiciaire

3320 Section de l'administration judiciaire	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	420,1	774,2	1 194,3	420,1	774,2	1 194,3			
Agents des services généraux	126,5	711,6	838,1	126,5	711,6	838,1			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>546,6</i>	<i>1 485,8</i>	<i>2 032,4</i>	<i>546,6</i>	<i>1 485,8</i>	<i>2 032,4</i>			
Personnel temporaire		256,7	256,7		246,5	246,5		-10,2	-10,2
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages		15,0	15,0		15,0	15,0			
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>271,7</i>	<i>271,7</i>		<i>261,5</i>	<i>261,5</i>		<i>-10,2</i>	<i>-10,2</i>
Travel		40,1	40,1		40,1	40,1			
Représentation									
Services contractuels		56,3	56,3		56,3	56,3			
Formation		19,0	19,0		19,0	19,0			
Frais généraux de fonctionnement	5,9		5,9	5,9		5,9			
Fournitures et accessoires	13,0	88,0	101,0	13,0	88,0	101,0			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>18,9</i>	<i>203,4</i>	<i>222,3</i>	<i>18,9</i>	<i>203,4</i>	<i>222,3</i>			
Total	565,5	1 960,9	2 526,4	565,5	1 950,7	2 516,2		-10,2	-10,2

Tableau 31: Sous-programme 3330 : Section de la détention

3330 Section de la détention	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	208,6	83,9	292,5	208,6	83,9	292,5			
Agents des services généraux	63,2	63,2	126,4	63,2	63,2	126,4			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>271,8</i>	<i>147,1</i>	<i>418,9</i>	<i>271,8</i>	<i>147,1</i>	<i>418,9</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants		6,0	6,0		6,0	6,0			
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>6,0</i>	<i>6,0</i>		<i>6,0</i>	<i>6,0</i>			
Travel	4,0		4,0	4,0		4,0			
Représentation									
Services contractuels		2,1	2,1		2,1	2,1			
Formation	1,5	17,0	18,5	1,5	17,0	18,5			
Frais généraux de fonctionnement	1 381,0	118,4	1 499,4	1 381,0	118,4	1 499,4			
Fournitures et accessoires	7,5		7,5	7,5		7,5			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>1 394,0</i>	<i>137,5</i>	<i>1 531,5</i>	<i>1 394,0</i>	<i>137,5</i>	<i>1 531,5</i>			
Total	1 665,8	290,6	1 956,4	1 665,8	290,6	1 956,4			

Tableau 32: Sous-programme 3340 : Section de traduction et d'interprétation de la Cour

3340 Section de traduction et d'interprétation de la Cour	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	1 829,0	2 366,2	4 195,2	1 829,0	2 450,1	4 279,1		83,9	83,9
Agents des services généraux	252,9	269,0	521,9	252,9	269,0	521,9			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>2 081,9</i>	<i>2 635,2</i>	<i>4 717,1</i>	<i>2 081,9</i>	<i>2 719,1</i>	<i>4 801,0</i>		83,9	83,9
Personnel temporaire		867,2	867,2		743,3	743,3		-123,9	-123,9
Personnel temporaire pour les réunions	180,0	153,2	333,2	180,0	153,2	333,2			
Voyages									
Consultants		20,1	20,1		20,1	20,1			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>180,0</i>	<i>1 040,5</i>	<i>1 220,5</i>	<i>180,0</i>	<i>916,6</i>	<i>1 096,6</i>		-123,9	-123,9
Travel	5,2	159,2	164,4	5,2	139,2	144,4		-20,0	-20,0
Représentation									
Services contractuels	40,2	115,5	155,7	40,2	115,5	155,7			
Formation		2,7	2,7		2,7	2,7			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires	8,7	9,5	18,2	8,7	9,5	18,2			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>54,1</i>	<i>286,9</i>	<i>341,0</i>	<i>54,1</i>	<i>266,9</i>	<i>321,0</i>		-20,0	-20,0
Total	2 316,0	3 962,6	6 278,6	2 316,0	3 902,6	6 218,6		-60,0	-60,0

Tableau 33: Sous-programme 3350 : Unité d'aide aux victimes et aux témoins

3350 Unité d'aide aux victimes et aux témoins	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	689,0	1 090,8	1 779,8	660,0	1 014,9	1 674,9	-29,0	-75,9	-104,9
Agents des services généraux	63,2	1 176,6	1 239,8	63,2	1 176,6	1 239,8			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>752,2</i>	<i>2 267,4</i>	<i>3 019,6</i>	<i>723,2</i>	<i>2 191,5</i>	<i>2 914,7</i>	-29,0	-75,9	-104,9
Personnel temporaire		423,3	423,3		413,9	413,9		-9,4	-9,4
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages		43,1	43,1		43,1	43,1			
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>466,4</i>	<i>466,4</i>		<i>457,0</i>	<i>457,0</i>		-9,4	-9,4
Travel	26,5	581,0	607,5	26,5	581,0	607,5			
Représentation									
Services contractuels									
Formation		25,1	25,1		25,1	25,1			
Frais généraux de fonctionnement		1 890,8	1 890,8		1 868,8	1 868,8		-22,0	-22,0
Fournitures et accessoires		5,7	5,7		5,7	5,7			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>26,5</i>	<i>2 502,6</i>	<i>2 529,1</i>	<i>26,5</i>	<i>2 480,6</i>	<i>2 507,1</i>		-22,0	-22,0
Total	778,7	5 236,4	6 015,1	749,7	5 129,1	5 878,8	-29,0	-107,3	-136,3

Tableau 34: Sous-programme 3360 : Section de la participation des victimes et des réparations

3360 Section de la participation des victimes et des réparations	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	750,6	182,4	933,0	750,6	182,4	933,0			
Agents des services généraux	63,2	181,4	244,6	63,2	181,4	244,6			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>813,8</i>	<i>363,8</i>	<i>1 177,6</i>	<i>813,8</i>	<i>363,8</i>	<i>1 177,6</i>			
Personnel temporaire		452,2	452,2		440,1	440,1		-12,1	-12,1
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants		10,0	10,0		10,0	10,0			
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>462,2</i>	<i>462,2</i>		<i>450,1</i>	<i>450,1</i>		<i>-12,1</i>	<i>-12,1</i>
Travel		185,0	185,0		157,4	157,4		-27,6	-27,6
Représentation									
Services contractuels	27,0	115,5	142,5	27,0	105,5	132,5		-10,0	-10,0
Formation		4,3	4,3		4,3	4,3			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires		11,0	11,0		11,0	11,0			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>27,0</i>	<i>315,8</i>	<i>342,8</i>	<i>27,0</i>	<i>278,2</i>	<i>305,2</i>		<i>-37,6</i>	<i>-37,6</i>
Total	840,8	1 141,8	1 982,6	840,8	1 092,1	1 932,9		-49,7	-49,7

Tableau 35: Programme 3400 : Section de l'information et de la documentation

3400 Section de l'information et de la documentation	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	962,1	458,7	1 420,8	1 045,9	424,6	1 470,5	83,8	-34,1	49,7
Agents des services généraux	585,1	229,7	814,8	585,1	229,7	814,8			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 547,2</i>	<i>688,4</i>	<i>2 235,6</i>	<i>1 631,0</i>	<i>654,3</i>	<i>2 285,3</i>	<i>83,8</i>	<i>-34,1</i>	<i>49,7</i>
Personnel temporaire		152,0	152,0		149,4	149,4		-2,6	-2,6
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>		<i>152,0</i>	<i>152,0</i>		<i>149,4</i>	<i>149,4</i>		<i>-2,6</i>	<i>-2,6</i>
Travel	12,2	107,2	119,4	12,2	97,2	109,4		-10,0	-10,0
Représentation									
Services contractuels	255,2	800,9	1 056,1	255,2	742,9	998,1		-58,0	-58,0
Formation	7,0		7,0	7,0		7,0			
Frais généraux de fonctionnement	67,0	13,5	80,5	67,0	13,5	80,5			
Fournitures et accessoires	125,0		125,0	125,0		125,0			
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>466,4</i>	<i>921,6</i>	<i>1 388,0</i>	<i>466,4</i>	<i>853,6</i>	<i>1 320,0</i>		<i>-68,0</i>	<i>-68,0</i>
Total	2 013,6	1 762,0	3 775,6	2 097,4	1 657,3	3 754,7	83,8	-104,7	-20,9

Tableau 36: Programme 3700 : Bureaux indépendants et projets spéciaux

3700 Bureaux indépendants et projets spéciaux	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	1 115,5	1 000,1	2 115,6	1 012,2	1 000,1	2 012,3	-103,3		-103,3
Agents des services généraux	189,6		189,6	189,6		189,6			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>1 305,1</i>	<i>1 000,1</i>	<i>2 305,2</i>	<i>1 201,8</i>	<i>1 000,1</i>	<i>2 201,9</i>	<i>-103,3</i>		<i>-103,3</i>
Personnel temporaire				76,5		76,5	76,5		76,5
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	72,0		72,0	72,0		72,0			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>72,0</i>		<i>72,0</i>	<i>148,5</i>		<i>148,5</i>	<i>76,5</i>		<i>76,5</i>
Travel	14,3	105,5	119,8	14,3	105,5	119,8			
Représentation									
Services contractuels	182,0	50,0	232,0	100,0	50,0	150,0	-82,0		-82,0
Formation	21,8	2,2	24,0	21,8	2,2	24,0			
Frais généraux de fonctionnement	3,0	9,0	12,0	3,0	9,0	12,0			
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>221,1</i>	<i>166,7</i>	<i>387,8</i>	<i>139,1</i>	<i>166,7</i>	<i>305,8</i>	<i>-82,0</i>		<i>-82,0</i>
Total	1 598,2	1 166,8	2 765,0	1 489,4	1 166,8	2 656,2	-108,8		-108,8

Tableau 37: Sous-programme 3740 : Bureau du conseil public pour la Défense

3740 Bureau du conseil public pour la Défense	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	149,1	292,5	441,6	149,1	292,5	441,6			
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>212,3</i>	<i>292,5</i>	<i>504,8</i>	<i>212,3</i>	<i>292,5</i>	<i>504,8</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
Travel	2,5	14,5	17,0	2,5	14,5	17,0			
Représentation									
Services contractuels		20,0	20,0		20,0	20,0			
Formation	2,5	2,2	4,7	2,5	2,2	4,7			
Frais généraux de fonctionnement		3,0	3,0		3,0	3,0			
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>5,0</i>	<i>39,7</i>	<i>44,7</i>	<i>5,0</i>	<i>39,7</i>	<i>44,7</i>			
Total	217,3	332,2	549,5	217,3	332,2	549,5			

Tableau 38: Sous-programme 3750 : Bureau du conseil public pour les victimes

3750 Bureau du conseil public pour les victimes	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	233,0	707,6	940,6	233,0	707,6	940,6			
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	296,2	707,6	1,003,8	296,2	707,6	1,003,8			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
<i>Matériel, dont mobilier</i>									
Travel	4,6	80,5	85,1	4,6	80,5	85,1			
Représentation									
Services contractuels		30,0	30,0		30,0	30,0			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement		6,0	6,0		6,0	6,0			
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	4,6	116,5	121,1	4,6	116,5	121,1			
Total	300,8	824,1	1,124,9	300,8	824,1	1,124,9			

Tableau 39: Sous-programme 3760 : Bureau de l'audit interne

3760 Bureau de l'audit interne	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	500,4		500,4	397,1		397,1	-103,3		-103,3
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	563,6		563,6	460,3		460,3	-103,3		-103,3
Personnel temporaire				76,5		76,5	76,5		76,5
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	72,0		72,0	72,0		72,0			
<i>Matériel, dont mobilier</i>	72,0		72,0	148,5		148,5	76,5		76,5
Travel	1,4	10,5	11,9	1,4	10,5	11,9			
Représentation									
Services contractuels									
Formation	19,3		19,3	19,3		19,3			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	20,7	10,5	31,2	20,7	10,5	31,2			
Total	656,3	10,5	666,8	629,5	10,5	640,0	-26,8		-26,8

Tableau 40: Sous-programme 3770 : Bureau du Greffe pour les locaux permanents

3770 Bureau du Greffe pour les locaux permanents	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	233,0		233,0	233,0		233,0			
Agents des services généraux									
Total partiel (fonctionnaires)	233,0		233,0	233,0		233,0			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel	5,8		5,8	5,8		5,8			
Représentation									
Services contractuels	182,0		182,0	100,0		100,0	-82,0		-82,0
Formation									
Frais généraux de fonctionnement	3,0		3,0	3,0		3,0			
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	190,8		190,8	108,8		108,8	-82,0		-82,0
Total	423,8		423,8	341,8		341,8	-82,0		-82,0

Tableau 41: Grand programme IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties

Grand programme IV : Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	605,7		605,7	605,7		605,7			
Agents des services généraux	285,1		285,1	285,1		285,1			
Total partiel (fonctionnaires)	890,8		890,8	890,8		890,8			
Personnel temporaire	528,9		528,9	517,1		517,1	-11,8		-11,8
Personnel temporaire pour les réunions	460,0		460,0	460,0		460,0			
Voyages	38,0		38,0	38,0		38,0			
Consultants									
Matériel, dont mobilier	1 026,9		1 026,9	1 015,1		1 015,1	-11,8		-11,8
Travel	293,8		293,8	293,8		293,8			
Représentation	25,0		25,0	5,0		5,0	-20,0		-20,0
Services contractuels	693,0		693,0	693,0		693,0			
Formation	9,9		9,9	9,9		9,9			
Frais généraux de fonctionnement	24,4		24,4	24,4		24,4			
Fournitures et accessoires	14,7		14,7	14,7		14,7			
Matériel, dont mobilier	5,0		5,0	5,0		5,0			
Total partiel (hors personnel)	1 065,8		1 065,8	1 045,8		1 045,8	-20,0		-20,0
Total	2 983,5		2 983,5	2 951,7		2 951,7	-31,8		-31,8

Tableau 42: Grand programme V : Locaux provisoires

Grand programme V : Locaux provisoires	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs									
Agents des services généraux									
Total partiel (fonctionnaires)									
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel									
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement	6 021,4		6 021,4	5 901,5		5 901,5	-119,9		-119,9
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	6 021,4		6 021,4	5 901,5		5 901,5	-119,9		-119,9
Total	6 021,4		6 021,4	5 901,5		5 901,5	-119,9		-119,9

Tableau 43: Grand programme VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes

Grand programme VI : Secrétariat du Fonds au profit des victimes	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	169,1	445,9	615,0	169,1	445,9	615,0			
Agents des services généraux	63,2	63,2	126,4	63,2	63,2	126,4			
Total partiel (fonctionnaires)	232,3	509,1	741,4	232,3	509,1	741,4			
Personnel temporaire	208,9	68,3	277,2	208,9	68,3	277,2			
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	40,0	60,0	100,0	40,0	60,0	100,0			
Matériel, dont mobilier	248,9	128,3	377,2	248,9	128,3	377,2			
Travel	114,8	153,5	268,3	97,8	130,7	228,5	-17,0	-22,8	-39,8
Représentation	5,0		5,0	2,5		2,5	-2,5		-2,5
Services contractuels	155,0	50,0	205,0	118,0	50,0	168,0	-37,0		-37,0
Formation	4,5	22,9	27,4	4,5	22,9	27,4			
Frais généraux de fonctionnement	5,0	17,0	22,0	5,0	17,0	22,0			
Fournitures et accessoires	3,0		3,0	3,0		3,0			
Matériel, dont mobilier		10,0	10,0		10,0	10,0			
Total partiel (hors personnel)	287,3	253,4	540,7	230,8	230,6	461,4	-56,5	-22,8	-79,3
Total	768,5	890,8	1 659,3	712,0	868,0	1 580,0	-56,5	-22,8	-79,3

Tableau 44: Grand programme VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)

Grand programme VII-1 : Bureau du directeur de projet (locaux permanents)	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	293,8		293,8	293,8		293,8			
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>357,0</i>		<i>357,0</i>	<i>357,0</i>		<i>357,0</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	24,4		24,4				-24,4		-24,4
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>24,4</i>		<i>24,4</i>				-24,4		-24,4
Travel	9,7		9,7	9,7		9,7			
Représentation	5,0		5,0	2,5		2,5	-2,5		-2,5
Services contractuels	616,3		616,3	616,3		616,3			
Formation	3,2		3,2	3,2		3,2			
Frais généraux de fonctionnement	2,5		2,5	2,5		2,5			
Fournitures et accessoires	1,5		1,5	1,5		1,5			
Matériel, dont mobilier	4,0		4,0	4,0		4,0			
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>642,2</i>		<i>642,2</i>	<i>639,7</i>		<i>639,7</i>	-2,5		-2,5
Total	1 023,6		1 023,6	996,7		996,7	-26,9		-26,9

Tableau 45: Sous-programme 7110 : Directeur de projet

7110 Directeur de projet	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	293,8		293,8	293,8		293,8			
Agents des services généraux	63,2		63,2	63,2		63,2			
<i>Total partiel (fonctionnaires)</i>	<i>357,0</i>		<i>357,0</i>	<i>357,0</i>		<i>357,0</i>			
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants	24,4		24,4				-24,4		-24,4
<i>Matériel, dont mobilier</i>	<i>24,4</i>		<i>24,4</i>				-24,4		-24,4
Travel	9,7		9,7	9,7		9,7			
Représentation	5,0		5,0	2,5		2,5	-2,5		-2,5
Services contractuels	80,0		80,0	80,0		80,0			
Formation	3,2		3,2	3,2		3,2			
Frais généraux de fonctionnement	2,5		2,5	2,5		2,5			
Fournitures et accessoires	1,5		1,5	1,5		1,5			
Matériel, dont mobilier	4,0		4,0	4,0		4,0			
<i>Total partiel (hors personnel)</i>	<i>105,9</i>		<i>105,9</i>	<i>103,4</i>		<i>103,4</i>	-2,5		-2,5
Total	487,3		487,3	460,4		460,4	-26,9		-26,9

Tableau 46: Sous-programme 7120 : Ressources en personnel et appui à la gestion

7120 Ressources en personnel et appui à la gestion	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs									
Agents des services généraux									
Total partiel (fonctionnaires)									
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel									
Représentation									
Services contractuels	386,3		386,3	386,3		386,3			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	386,3		386,3	386,3		386,3			
Total	386,3		386,3	386,3		386,3			

Tableau 47: Sous-programme 7130 : Éléments 2gv (biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur)

7130 Éléments 2gv (biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur)	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs									
Agents des services généraux									
Total partiel (fonctionnaires)									
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel									
Représentation									
Services contractuels	150,0		150,0	150,0		150,0			
Formation									
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	150,0		150,0	150,0		150,0			
Total	150,0		150,0	150,0		150,0			

Tableau 48: Grand programme VII-2 : Projet pour les locaux permanents – Intérêts

Grand programme VII-2 : Projet pour les locaux permanents – Intérêts	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs									
Agents des services généraux									
Total partiel (fonctionnaires)									
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel									
Représentation									
Services contractuels									
Formation									
Frais généraux de fonctionnement	204,6		204,6				-204,6		-204,6
Fournitures et accessoires									
Matériel, dont mobilier									
Total partiel (hors personnel)	204,6		204,6				-204,6		-204,6
Total	204,6		204,6				-204,6		-204,6

Tableau 49: Grand programme VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant

Grand programme VII-5 : Mécanisme de contrôle indépendant	Budget proposé pour 2013			Budget proposé pour 2013			Variation		
	Avant les recommandations du CBF			Après les recommandations du CBF			Avant CBF / après CBF		
	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total	Ressources de base	Ressources liées aux situations	Total
Administrateurs	208,6		208,6	124,7		124,7	-83,9		-83,9
Agents des services généraux									
Total partiel (fonctionnaires)	208,6		208,6	124,7		124,7	-83,9		-83,9
Personnel temporaire									
Personnel temporaire pour les réunions									
Voyages									
Consultants									
Matériel, dont mobilier									
Travel	4,7		4,7	4,7		4,7			
Représentation									
Services contractuels	40,0		40,0	40,0		40,0			
Formation	6,5		6,5	6,5		6,5			
Frais généraux de fonctionnement									
Fournitures et accessoires	10,0		10,0	10,0		10,0			
Matériel, dont mobilier	20,0		20,0	20,0		20,0			
Total partiel (hors personnel)	81,2		81,2	81,2		81,2			
Total	289,8		289,8	205,9		205,9	-83,9		-83,9

Partie C

Documents connexes

1. États financiers pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011*

Table des matières

	<i>Page</i>
Lettre d'envoi	309
Rapport de contrôle interne	309
État des recettes et des dépenses et variations des soldes des fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.....	332
État de l'actif et du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2011	333
Flux de trésorerie au 31 décembre 2011	334
État des ouvertures de crédit pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011	335
État des requêtes faisant appel au Fonds en cas d'imprévus pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011 ...	335
État des contributions au 31 décembre 2011	336
État du Fonds de roulement et du Fonds en cas d'imprévus au 31 décembre 2011	339
État de l'excédent de trésorerie au 31 décembre 2011	342
Parts des États Parties dans l'excédent de trésorerie de 2010	342
État des contributions volontaires au 31 décembre 2011 (en euros).....	345
État du Fonds au profit des victimes au 31 décembre 2011	346
Parts des États Parties dans le réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus pour 2011	346
Notes afférentes aux États financiers	349
1. La Cour pénale internationale et ses objectifs	349
2. Récapitulation des principales normes comptables et procédures de présentation des états financiers.....	351
3. La Cour pénale internationale (États I à IV).....	355
4. Fonds général, Fonds de roulement et Fonds en cas d'imprévus	355
Tableau 1: Ventilation des recettes accessoires (en euros).....	355
Tableau 2 : Ventilation des dépenses (en euros) pour le budget-programme approuvé	356
Tableau 3 : Ventilation des dépenses (en euros) pour le Fonds en cas d'imprévus.....	356
Tableau 4 : Ventilation des autres sommes à recevoir (en euros).....	358
Tableau 5 : Ventilation des autres sommes à payer (en euros).....	359
5. Fonds d'affectation spéciale	360
6. Biens non consommables	361
Tableau 5 : Récapitulatif des biens non consommables (en euros).....	361
Tableau 6 : Récapitulatif des biens non consommables financés à partir d'autres sources (en euros).....	362
7. Passation par pertes et profits du numéraire, de sommes à recevoir et de matériel	362
8. Versements à titres gracieux.....	362
9. Personnel mis à disposition à titre gracieux	362
10. Passif éventuel.....	362
11. Blessures imputables au service	362
12. Contributions en nature	362
13. Contributions au Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes	363
14. Projet des locaux permanents : description générale	363
15. Projet des locaux permanents : notes afférentes aux États I à III	364
16. Virement de crédits entre les grands programmes.....	366

* Document précédemment publié sous la cote ICC-ASP/11/12.

Lettre d'envoi

30 juillet 2012

Conformément à l'article 11.1 du Règlement financier, j'ai l'honneur de présenter les états financiers de la Cour pénale internationale pour l'exercice financier allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Le Greffier
(Signé) Silvana Arbia

M. Steve Townley
Directeur
National Audit Office
157-197 Buckingham Palace Road
London SW1W 9SP
Royaume-Uni

Rapport de contrôle interne

Les obligations du Greffier

Conformément à l'alinéa b de la règle de gestion financière 101.1, en sa qualité de chef principal de l'administration de la Cour, le Greffier est « *responsable et comptable de l'application cohérente, par tous les organes de la Cour, du Règlement financier et des règles de gestion financière, y compris dans le cadre d'arrangements institutionnels conclus avec le Bureau du Procureur en ce qui concerne les fonctions d'administration et de gestion relevant de la compétence dudit Bureau en vertu du paragraphe 2 de l'article 42 du Statut de Rome* ». Le Règlement financier 11, et notamment la règle 111.1, me confère la responsabilité de la tenue comptable. Conformément à ce règlement et à cette règle, j'ai fait établir et tenir à jour les comptes financiers et les comptes accessoires de la Cour ; j'ai veillé à l'établissement de procédures comptables appropriées pour la Cour ; et j'ai désigné les fonctionnaires chargés d'exercer les fonctions comptables.

Conformément à l'article 1.4 du Règlement financier, ce dernier « *est appliqué de manière compatible avec les responsabilités du Procureur et du Greffier énoncées au paragraphe 2 de l'article 42 et au paragraphe 1 de l'article 43 du Statut de Rome. Le Procureur et le Greffier coopèrent, compte tenu du fait que le Procureur exerce en toute indépendance les fonctions que lui assigne le Statut* ».

En outre, au titre de l'article 10.1 du Règlement financier, j'ai la responsabilité, en ma qualité de Greffier, d'exercer « *un contrôle financier interne permettant de procéder efficacement et constamment à l'examen et à la révision des opérations financières en vue d'assurer :*

- (a) *la régularité des opérations d'encaissement, de dépôt et d'emploi de tous les fonds et autres ressources financières de la Cour ;*
- (b) *la conformité des engagements et dépenses soit avec les ouvertures de crédits ou autres dispositions financières votées par l'Assemblée des États Parties, soit avec l'objet et les règles des fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux ;*
- (c) *l'utilisation économique des ressources de la Cour ».*

Comme stipulé à l'alinéa b de la règle 101.1, j'ai appliqué, en coopération avec le Bureau du Procureur, les arrangements institutionnels appropriés, et accepté l'assurance écrite du Procureur, reçue le 4 juin 2012, certifiant que la règle 10.1 avait été respectée. Je me suis assurée que des systèmes appropriés visant au contrôle financier interne ont été mis en place tout au long de la période de 2011.

Analyse de l'efficacité du système de contrôle financier interne

L'efficacité du système de contrôle interne et l'observation des dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de la Cour incombent aux directeurs

de programmes de la Cour (les « agents certificateurs ») qui établissent des déclarations d'assurance. Ils signent tous une déclaration certifiant l'efficacité du contrôle interne concernant leur domaine de responsabilités et attestent de sa conformité au Règlement financier et aux règles de gestion financière qui s'appliquent. Certains d'entre eux ont recensé les défaillances éventuelles qui seront traitées durant l'exercice financier en cours.

Suite aux recommandations du Comité d'audit et du Commissaire aux comptes, et afin de faire écho à ma résolution de renforcer le contrôle financier interne de la Cour, les mesures suivantes ont été prises :

(a) Formations complètes pour les agents certificateurs :

Un nouveau programme de formation a été élaboré et lancé en février 2012 ; tous les agents certificateurs sont tenus de le suivre.

(b) Sessions sur les déclarations d'assurance :

Le Greffier a géré des sessions d'orientation en vue d'informer les agents certificateurs du contenu des déclarations d'assurance. La direction a expliqué, lors de ces sessions, le concept des déclarations tandis que les agents certificateurs avaient la possibilité de partager leurs interrogations.

Je tiens à ajouter que les dépenses des Grands programmes I et III ont excédé le niveau budgétaire approuvé qui les concernait, en raison de la comptabilisation des charges à payer en fin d'exercice au titre des prestations de cessation de service dues aux employés de longue date. Ce solde a été absorbé par le total des ouvertures de crédits approuvées pour la Cour.

Sur la base de ce qui précède, je considère avoir obtenu les assurances nécessaires pour confirmer qu'un système de contrôle interne cohérent était en place tout au long de l'exercice 2011.

Le Greffier
Mme Silvana Arbia

30 juillet 2012

Opinion de l'auditeur indépendant et rapport à l'Assemblée des États Parties

J'ai procédé à la vérification des états financiers de la Cour pénale internationale pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Sont compris au nombre de ces états financiers : l'état I : recettes et dépenses et variations des soldes des fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ; l'état II : actif et passif, réserves et soldes de fonds au 31 décembre 2011 ; l'état III : flux de trésorerie au 31 décembre 2011 ; l'état IV : ouvertures de crédit pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 ; l'état V : demandes au Fonds en cas d'imprévu pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 ; les tableaux 1 à 8 et les notes afférentes.

La responsabilité du Greffier à l'égard des états financiers

L'établissement des états financiers relève de la responsabilité du Greffier, conformément aux Normes comptables utilisées par le système des Nations Unies et aux dispositions du Règlement financier approuvé par l'Assemblée des États Parties. Il lui revient également de procéder à tout contrôle interne qu'elle juge nécessaire à l'établissement d'états financiers exempts d'erreurs significatives, qu'elles soient dues à des cas de fraude ou à des appréciations inexactes.

Responsabilité de l'auditeur

J'ai pour responsabilité de m'exprimer sur les états financiers en me fondant sur les vérifications que j'ai réalisées conformément à l'article 12 du Règlement financier. J'ai effectué ces vérifications conformément aux Normes internationales d'audit émises par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance. Ces normes imposent à mon personnel et à moi-même de respecter les règles de déontologie en vigueur et de planifier et réaliser les vérifications jugées nécessaires pour obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'erreurs significatives.

Un audit exige d'appliquer des procédures visant à l'obtention d'éléments probants à l'appui des montants et autres données figurant dans les états financiers. Les procédures sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, notamment en ce qui concerne l'évaluation des risques que les états financiers contiennent des erreurs significatives, qu'elles soient dues à des cas de fraude ou à des appréciations inexactes. Pour évaluer les risques, l'auditeur considère les contrôles internes nécessaires à l'établissement exact des états financiers de la Cour pénale internationale, afin d'élaborer des méthodes de vérification qui soient raisonnables eu égard aux circonstances. Un audit consiste également à évaluer la pertinence des principes comptables en vigueur ainsi que la fiabilité des estimations comptables faites par le Greffier, et des états financiers dans leur ensemble.

Je suis tenu, en outre, de recueillir les pièces justificatives nécessaires pour obtenir l'assurance raisonnable que les recettes et les dépenses dont font état les états financiers ont été engagées aux fins envisagées par l'Assemblée des États Parties, et que les transactions ont été réalisées conformément aux règles de gestion financière.

Les pièces justificatives dont je dispose sont à mon avis suffisantes et pertinentes en tant que fondement pour l'élaboration de mes opinions d'audit.

Opinion sur les états financiers

À mon avis :

(a) les états financiers reflètent fidèlement, à tous égards significatifs, la situation financière de la Cour pénale internationale au 31 décembre 2011, sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ; et

(b) les états financiers ont été dûment établis conformément aux Normes comptables utilisées dans le système des Nations Unies et aux Règles financières adoptées par l'Assemblée des États Parties.

Opinion sur la régularité

À mon avis, les recettes et dépenses ont, à tous égards significatifs, été effectuées selon les règles de gestion financière applicables et aux fins envisagées par l'Assemblée des États Parties, et les opérations financières sont conformes au Règlement financier.

Questions que je relève par exception

Je n'ai rien à signaler concernant ce qui suit, sachant que selon la lettre d'engagement, je suis tenu de vous signaler, en cas de doute, si :

(a) Des états comptables n'ont pas été tenus ; ou

(b) Je n'ai pas reçu toutes les informations et les explications que j'avais sollicitées pour les besoins de l'audit ; ou si

(c) Des mécanismes de contrôle interne efficaces n'ont pas été mis en place.

Rapport du Commissaire aux comptes

Conformément à l'article 12 du Règlement financier, j'ai également préparé le Rapport du Commissaire aux comptes portant sur l'audit des états financiers de la Cour pénale internationale réalisé par mes soins.

Amyas C E Morse
Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni
Commissaire aux comptes

National Audit Office
157-197 Buckingham Palace Road
Victoria
Londres
SW1W 9SP

Rapport sur l'audit des états financiers pour 2011

L'audit a pour objectif de garantir l'indépendance des assurances données aux États Parties ; d'ajouter de la valeur à la gestion et à la gouvernance financière de la Cour ; et d'assister la Cour dans la réalisation de ses objectifs par le biais d'un audit externe.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes est à la tête du National Audit Office (Bureau d'audit national), qui est l'institution supérieure en matière d'audit du Royaume Uni. Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes et le Bureau d'audit national sont indépendants du gouvernement britannique. Ils garantissent l'utilisation rationnelle et appropriée des fonds publics et veillent à la reddition des comptes devant le Parlement britannique. Nous vérifions les comptes de l'ensemble des organes centraux du secteur public et de plusieurs organisations internationales. Le Bureau national assure ses services d'audit externe auprès des organisations internationales, indépendamment de son rôle d'institution supérieure en matière d'audit du Royaume Uni.

Août 2012

Table des matières

	<i>Page</i>
Résultats d'ensemble de l'audit.....	313
Résultats financiers globaux.....	313
Examen financier du Fonds général	313
Projet de locaux permanents	316
Bureau de l'audit interne	321
Normes IPSAS	324
Réponses de la direction aux recommandations de l'audit 2010.....	325
Remerciements.....	325
Annexe A – Résumé des recommandations pour 2011	326
Annexe B – Suite donnée aux recommandations issues de l'audit de l'année précédente	328

Résumé

Introduction

1. Le Commissaire aux comptes a formulé une opinion d'audit dépourvue de réserves au sujet des états financiers de 2011 et confirmé ainsi que ces derniers reflètent fidèlement, à tous égards significatifs, la situation financière de la Cour pénale internationale au 31 décembre 2011, ses résultats financiers et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ; les états financiers ont été établis de manière adéquate, en tenant dûment compte des Normes comptables du système des Nations Unies et conformément au Règlement financier adopté par l'Assemblée des États Parties.

2. En sus de nos commentaires sur les résultats financiers de la Cour, notre rapport d'audit pour 2011, établi à l'intention de l'Assemblée des États Parties, est essentiellement axé sur l'avancement du projet de locaux permanents, l'examen des opérations du Bureau de l'audit interne de la Cour et les préparatifs engagés pour la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public.

3. S'agissant du projet de locaux permanents, nous avons constaté que de nombreux progrès ont été accomplis pour traduire en faits nos précédentes recommandations concernant la gouvernance du projet. Nous avons toutefois commenté les importants défis qui se posent pour l'avenir, formulé des recommandations en faveur du contrôle des coûts et recommandé à la Cour de s'orienter rapidement vers une transition assurant la gestion des opérations et des immobilisations futures.

4. S'agissant de l'audit interne, nous avons recensé les domaines susceptibles d'être améliorés en vue d'aligner les opérations sur les pratiques exemplaires fournies par les Normes internationales relatives au contrôle interne, notamment l'exigence d'examiner régulièrement la charte de l'audit et d'harmoniser les cycles de planification et d'établissement des rapports.
5. S'agissant de la mise en œuvre des normes IPSAS, nous avons examiné les progrès réalisés depuis que l'équipe en charge de ce projet a commencé ses travaux en juillet 2011. Nous avons également examiné le projet préliminaire de proposition de changements visant le Règlement financier et les règles de gestion financière, et suggéré que la Cour ajuste son calendrier en vue de réussir sa transition.
6. La Cour continue de présenter quelques lenteurs dans la mise en œuvre de nos précédentes recommandations. Elle devrait élaborer un calendrier axé sur la mise en œuvre des recommandations non satisfaites et rendre régulièrement compte des progrès réalisés au Comité d'audit, au Comité du budget et des finances et à l'Assemblée.

Résultats d'ensemble de l'audit

7. Nous avons vérifié les états financiers de la Cour pénale internationale (CPI) conformément au Règlement financier et dans le respect des Normes internationales d'audit.
8. L'audit a comporté l'examen général des procédures comptables de la Cour, l'évaluation des mécanismes de contrôle interne ayant un impact sur notre opinion d'audit, et les sondages des états comptables et autres pièces justificatives, que nous avons jugés nécessaires en l'occurrence. Nos procédures de vérification sont conçues essentiellement pour nous permettre de formuler une opinion d'audit.
9. L'audit n'a pas comporté un examen dans le détail de tous les aspects des systèmes d'informations budgétaires et financières de la Cour ; et les résultats de notre audit ne doivent pas être considérés comme exhaustifs. Enfin, nous nous sommes assurés que les états financiers reflétaient fidèlement les états comptables de la Cour et qu'ils avaient été établis en bonne et due forme.
10. Les principales observations et recommandations découlant de l'audit figurent ci-après. Nos recommandations sont résumées à l'annexe A. La suite donnée par la direction aux recommandations de l'exercice 2010 fait l'objet de l'annexe B.

Résultats financiers globaux

Examen financier du Fonds général

11. Les états financiers de la Cour pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 font état d'un déficit de recettes par rapport aux dépenses d'un total de 3,5 millions d'euros. Ce déficit provient des dépenses (5,1 millions d'euros) dues aux événements non prévus au moment de l'approbation du budget 2011, absorbées en partie (3,2 millions d'euros) par le budget approuvé et, pour le montant restant, imputées au Fonds en cas d'imprévus. La totalité des réserves et des soldes des fonds a été par conséquent réduite à 14,8 millions d'euros au 31 décembre (contre 19,4 millions d'euros en 2010).

Recettes

12. Les contributions mises en recouvrement (103,6 millions d'euros) se situent au même niveau que celles de l'exercice précédent. Si le budget 2011 prévoyait une augmentation du nombre des enquêtes en cours, le budget 2010 avait inclus une contribution ponctuelle d'1,4 million d'euros pour la conférence de révision du Statut de Rome de la Cour. Cette dernière a perçu des intérêts créditeurs de 484.000 euros, en légère hausse par rapport à l'exercice précédent (343.000 euros en 2010). Les recettes accessoires s'élèvent à 382.000 euros (contre 121.000 euros en 2010).

Dépenses

13. Les dépenses ont augmenté de 3,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent, à 107,9 millions d'euros (contre 104,5 millions d'euros en 2010), et sont principalement dues

aux initiatives prises par la Cour face aux événements imprévus en Libye et au Kenya. Une dépense d'1,9 million d'euro a été engagée au titre des poursuites et procédures judiciaires menées dans le cas des enquêtes en cours au Kenya, et une dépense d'1,8 million d'euros a été contractée pour l'enquête nouvellement ouverte en Libye. À l'exclusion des événements imprévus, la différence entre le total des dépenses de la Cour et les ouvertures de crédits approuvées par l'Assemblée révèle un excédent budgétaire de 797.000 euros (État IV).

14. Les états financiers présentent une ventilation des dépenses par catégorie (tableau 2). Il y a un surcoût d'1,6 million d'euros pour les services contractuels, correspondant aux dépenses afférentes à l'aide judiciaire ayant dépassé le budget approuvé d'1,8 million d'euros. La Cour examine actuellement le système d'aide judiciaire en vue d'assurer sa viabilité financière. Ce surcoût a été compensé par une sous-utilisation du crédit des frais de fonctionnement d'1,5 million d'euros.

Actif et passif

15. Le total des actifs a baissé de 3,2 millions d'euros, à 34,2 millions d'euros. L'encaisse et les dépôts à terme de la Cour ont néanmoins augmenté pour atteindre 28,2 millions d'euros au 31 décembre 2011 (contre 26,9 millions d'euros en 2010). Cette augmentation est due à l'amélioration du taux de perception des contributions mises en recouvrement en 2011 (97 pour cent contre 93 pour cent en 2010).

16. Le total du passif de la Cour a augmenté pour atteindre 19,4 millions d'euros (contre 18,0 millions en 2010) suite à la hausse d'1,4 million d'euros des prestations dues aux employés, lesquelles représentent, au total, 10,1 millions d'euros. Ces prestations liées aux congés annuels et aux primes de rapatriement sont versées au moment du départ à la retraite des agents et généralement proportionnelles au nombre d'années de service. La valeur des engagements non réglés s'est légèrement réduite à 5,5 millions d'euros au 31 décembre 2011 (contre 5,7 millions d'euros en 2010). Chaque année, la Cour rend compte des montants provenant de ses économies ou de l'annulation d'engagements pris durant l'exercice précédent. En mars 2012, la Cour a examiné ses engagements en vue de recenser ceux qui auraient dû être réglés ou réduits au 31 décembre 2011. Les annulations d'engagements, concernant plus de 150 cas distincts, s'élevaient à 300.000 euros à la clôture du présent exercice.

17. En 2010, un montant de 412.000 euros a été prélevé sur le Fonds en cas d'imprévus avant d'être absorbé par les économies issues des engagements non réglés de 2010. Ce montant a généré un excédent de trésorerie pour l'exercice précédent, lequel est estimé à 1.689.090 euros et remboursable auprès des États Parties.

Contributions dues

18. Les retards dans le paiement des contributions dues par les États Parties ont baissé, passant de 3,5 millions d'euros à 2,8 millions d'euros (contre 6,3 millions d'euros en 2010), en raison du versement, par un État, d'une contribution impayée d'un montant de 3,1 millions d'euros. Nous notons que les 19 États Parties qui n'ont pas payé leurs contributions dues en 2011 présentent également des arriérés datant des exercices précédents.

Charges cumulées au titre des prestations dues aux employés

19. Sont présentés dans l'état de l'actif et du passif (État II) les congés annuels cumulés s'élevant à 4,9 millions d'euros (contre 4,1 millions en 2010). Afin d'assurer le financement complet de ces charges durant l'exercice 2011, la Cour a transféré 522.000 euros de l'excédent du Grand Programme II pour couvrir les congés annuels cumulés du Grand Programme I (150.000 euros) et du Grand Programme III (372.000 euros). Sans ce virement, ces charges n'auraient pas pu être absorbées par les autorisations de dépenses prévues au titre des Grands programmes I et III. La Cour a respecté les limites du crédit budgétaire approuvé de 103,7 millions d'euros et la note 16 afférente aux états financiers explique la base juridique ayant permis le virement des crédits entre ces programmes.

20. Au total, la Cour a mobilisé à ce jour un montant de 10,1 millions d'euros en avoirs disponibles (contre 8,7 millions d'euros en 2010) pour financer ses futures dépenses liées aux congés annuels cumulés (4,9 millions d'euros) et aux primes de rapatriement cumulés (5,2 millions d'euros). En raison du niveau élevé de ces soldes et de leur financement actuel complet, la Cour devrait envisager maintenant de formaliser sa stratégie financière pour approbation par les États Parties.

Flux de trésorerie

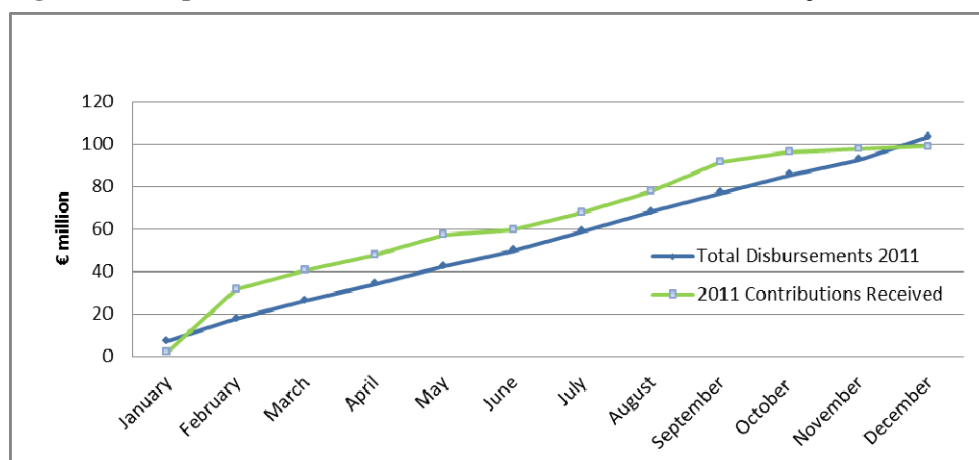
21. Si le délai de paiement des États Parties s'est amélioré par rapport à l'exercice précédent, la figure 1 montre que les contributions reçues mensuellement suffisent à peine à combler les besoins en flux de trésorerie de la Cour. En juillet 2011 par exemple, les contributions reçues par la Cour n'ont pas été suffisantes pour faire face aux décaissements effectués le mois suivant. Alors que les contributions mises en recouvrement sont dues dans un délai de 30 jours suivant la réception de la notification sur le montant attendu, de nombreux États Parties diffèrent leur paiement au détriment des flux de trésorerie de la Cour.

22. Le Fonds de roulement demeure accessible pour toute insuffisance affectant les flux de trésorerie en cas de baisse imprévue des contributions sur un mois donné. Le niveau du fonds a été fixé à 7 millions d'euros en 2008, lorsque les dépenses annuelles de la Cour s'élevaient à 86 millions d'euros. Les activités et dépenses de la Cour ont augmenté au fil des années et son budget approuvé pour 2012 est de 111 millions d'euros. Le Fonds de roulement représente à ce jour moins que le total des dépenses pour un mois.

Recommandation 1 :

Nous recommandons à la Cour d'examiner ses exigences en matière de fonds de roulement et d'évaluer si le niveau actuel de ce dernier demeure suffisant.

Figure 1 : Comparaison entre les décaissements et les contributions reçues (cumulés)



Cas de fraude et de fraude présumée

23. La responsabilité principale pour la prévention et la détection de cas de fraude incombe à la direction. Les Normes internationales d'audit exigent de notre part que nous examinons le risque de fraude ou de fraude présumée dans le cadre de nos procédures d'audit, et que nous fournissions une assurance au sujet de la fraude matérielle.

24. La Cour ne tient pas à jour un registre centralisé des cas de fraude qui lui sont signalés et la direction n'a pas été en mesure de nous fournir des informations sur des cas pour 2011. Le Directeur du Bureau de l'audit interne nous a indiqués qu'aucun cas de fraude n'avait été recensé au sein de son Bureau. Notre audit n'a identifié aucun cas de fraude.

Pertes, passations par profits et pertes et versements à titre gracieux

25. En application du Règlement financier et des règles de gestion financière, le Greffier nous a signalé une perte numéraire de 18.596 euros au titre des sommes irrécouvrables. Le

montant relatif aux biens non consommables, dont le coût initial était de 565.927 euros au total, a été passé par profits et pertes au cours du même exercice et était essentiellement lié à des équipements informatiques obsolètes.

26. Les états financiers ont prévu une provision de 98.000 euros correspondant aux coûts estimés des deux affaires soumises au TAOIT au 31 décembre 2011. La Cour a effectué un versement à titre gracieux de 12.541 euros. Ces paiements ont été approuvés par le Greffier.

Projet de locaux permanents

Contexte

27. La Cour siège provisoirement dans des locaux mis à disposition par l'État hôte. En décembre 2007, l'Assemblée des États Parties a approuvé la construction à La Haye de locaux permanents pour la Cour pénale internationale. Les nouveaux locaux seront constitués de six bâtiments raccordés les uns aux autres. Ils seront pourvus de trois salles d'audience et d'environ 1 200 postes de travail, pour une superficie totale de 52.450 mètres carrés.

État actuel du projet

28. Il est prévu que les nouveaux bâtiments soient complètement opérationnels en décembre 2015 et que le coût du projet représente 216,8 millions d'euros, sous réserve d'économies. Le projet aborde actuellement une phase critique car la gestion des problèmes imprévus et des pressions exercées sur les coûts et les délais manque de souplesse. Des risques existent ainsi que ces coûts et délais de livraison soient accrus si la gestion suivie restait insuffisamment ferme.

29. En février 2011, le Comité de contrôle a décidé que le coût des biens intégrés pour l'utilisateur (19,8 millions d'euros) devait être également inclus dans le coût de construction (figure 1). Afin d'absorber ces frais additionnels, le Directeur de projet a prévu d'effectuer des économies dans les domaines suivants :

(a) Revoir les exigences de l'utilisateur – en réduisant la taille, la fonctionnalité et les spécifications de la forme structurelle des bâtiments et de leurs finitions intérieures.

(b) Les appels d'offres sont en-deçà de l'allocation budgétisée – le Consultant en charge des coûts a estimé que l'incidence de l'inflation du prix de la construction était inférieure à 13 millions d'euros entre janvier 2009 et ce jour. Il est possible que son estimation soit large au vu de la récession actuelle du marché de la construction.

(c) Négociations avec l'entreprise générale avant la signature du contrat – il convient de tirer parti des compétences de cette entreprise pour recenser les gains d'efficacité et les simplifications possibles.

(d) Autres économies réalisables pendant la construction – l'entreprise générale sera financièrement incitée à favoriser les économies dans le cadre de son contrat axé sur les coûts d'objectifs.

Figure 1 : Coût total du projet de locaux permanents

<i>Coûts en millions d'euros (prix 2014)</i>	<i>Dépenses réelles (2008-2011)</i>	<i>Budget approuvé révisé (2008-2016)</i>	
Coûts de construction (incluant les biens intégrés pour l'utilisateur de 19,8 millions).	13,3	157,1	} Financés par le prêt de l'État
Risques	0	32,9	
Total des coûts de construction	13,3 ¹	190	
Bureau du Directeur de projet	1	23,3	} Financés par le budget de la Cour
Bureau du Greffe pour les locaux permanents	1,2	3,5	
Total général	15,5	216,8	

¹ Il inclut les économies représentant 0,4 million d'euros.
Source : CPI.

30. Le Directeur de projet envisage en juin 2012 de préparer, avec les usagers, une liste priorisée des réductions de coûts possibles, afin d'anticiper l'éventualité que les prix des appels d'offre soient plus élevés que prévu. Il sera difficile de réduire les coûts en changeant les spécifications et la portée du projet maintenant que les usagers les ont adoptées et entretiennent certaines attentes à leur égard. Cet exercice délicat nécessitera donc de planifier et de gérer avec soin les occasions permettant de susciter des idées réalisables et constructives de la part des usagers.

31. La superficie totale brute des bâtiments a augmenté de quelque 6.800 mètres carrés depuis décembre 2007, en raison des nouveaux besoins concernant les salles d'audience et les secteurs réservés à la logistique. Le Directeur de projet estime que cette augmentation de la superficie n'a pas causé de coûts additionnels puisque des gains d'efficacité ont été trouvés grâce à une « analyse de la valeur »¹.

32. En juin 2011, le Comité de contrôle a nommé un nouveau Directeur de projet et approuvé la structure de gouvernance révisée qui lui confère une entière responsabilité dans la gestion du projet. Une fois nommé, le nouveau Directeur a amendé le budget en vue de l'aligner sur cette structure, et révisé le calendrier concernant la livraison du projet en réduisant les phases de signature des contrats et de construction. En raison des délais pris par la phase de la conception finale, la procédure des appels d'offre devrait prendre fin en août 2012, et non plus, comme prévu initialement, en juillet 2012. La remise des bâtiments par l'entreprise générale a été reportée de juillet 2015 à septembre 2015. Le projet doit cependant être livré à la date prévue, en décembre 2015.

Budget et gestion des risques

33. Malgré les améliorations substantielles apportées à la structure de gouvernance du projet, des difficultés importantes se posent à lui puisque les travaux de construction ne sont pas encore commencés. La méthode suivie pour la gestion budgétaire est considérée comme satisfaisante et adaptée à la phase actuelle du projet. Le total des dépenses liées au projet était de 15,5 millions d'euros à la fin de décembre 2011, ce qui signifie que la majeure partie des dépenses auront lieu à l'avenir. Pour la phase actuelle, ce sont les estimations non fiables des coûts qui posent un risque majeur. L'Équipe du projet a toutefois pris des mesures raisonnables pour atténuer ce risque. Un Consultant externe spécialisé dans les coûts conseille le Directeur de projet et l'Équipe de conception sur les aspects relatifs aux coûts qui relèvent du projet de conception. L'Équipe de conception est par ailleurs tenue par un contrat qui l'oblige à travailler dans les limites de l'enveloppe budgétaire prévue.

34. Le projet respecte les pratiques exemplaires en recensant les risques relevant des deux catégories suivantes : ceux qui procèdent du contrôle direct de l'Équipe du projet, et ceux qui échappent à son influence et relèvent de l'Équipe en charge du client, ou sont gérés par elle. Les sommes destinées aux imprévus de la première catégorie sont gérées par le Directeur de projet, et celles de la seconde catégorie le sont par le Comité de contrôle.

35. L'Équipe du projet respecte également les bonnes pratiques en adoptant une méthode prospective en matière de gestion des risques, laquelle alloue les sommes destinées aux risques prévus en fonction de leur probabilité. Ces sommes sont parfois appelées « imprévus prévus », puisque si leur risque de survenance a été identifié, leur date et leur ampleur demeurent variables. Les sommes destinées aux imprévus qui servent à couvrir les autres risques non encore identifiables peuvent également être considérées comme des « imprévus prévus » et gérées par le Comité de contrôle en charge du client.

36. Les travaux de construction n'ayant pas encore commencé, les dispositions concernant la gestion globale des imprévus ne fonctionnent pas pleinement sur une base mensuelle. Il serait bénéfique pour l'Équipe du projet qu'elle élabore des procédures de travail sur la gestion des imprévus, en détaillant plus précisément leurs aspects pratiques, par exemple en définissant la procédure concernant le décaissement des sommes destinées aux imprévus non utilisées et en déterminant si cette procédure doit être gérée au niveau du projet ou du Comité de contrôle.

¹ Une « analyse de la valeur » consiste à réduire le coût total du projet en maintenant sa fonctionnalité originelle énoncée durant la phase de conception.

Recommandation 2 :

Nous recommandons qu'avant le début de la phase de construction, les procédures de travail soient clarifiées au sujet de la gouvernance des sommes destinées aux imprévus.

37. En avril 2012, le total des imprévus fixé par le budget du projet s'élevait à 44 millions d'euros. La principale part des incertitudes couvertes par le budget concerne l'inflation appliquée à la construction (appelée « escalade »). Une allocation de quelque 12 millions d'euros a été officiellement attribuée à ce risque d'escalade tandis que les autres provisions connexes envisageables pour ce domaine sont susceptibles d'accroître sensiblement le total des provisions.

38. Le tableau des risques comprend 14 éléments présentant cent pour cent de probabilité, en impliquant ainsi qu'ils sont davantage des certitudes que des risques. Ces risques devraient donc être transformés en postes définis. Le tableau des risques ne comprend par ailleurs que huit postes estimatifs alors qu'il est fort probable que plusieurs autres risques entraînent une implication financière. Il serait bénéfique que l'Équipe du projet élabore une procédure de gestion plus détaillée pour accroître le caractère concret et explicite de ces risques et de ces provisions en cas d'imprévus.

39. En juin 2012, les soumissionnaires adressent leurs offres portant sur le contrat de construction principal. À cette date, l'Équipe du projet sera en mesure de se faire un jugement sur l'adéquation des coûts, ou la nécessité de provisions contre leur escalade, et de réviser et mettre à jour le tableau des risques, en actualisant la totalité de ses provisions en cas d'imprévus financiers. Il serait judicieux de réexaminer, par la même occasion, la totalité des risques prévus dans le tableau et d'adopter, au début de la phase de construction, un cadre de contrôle constructif.

Recommandation 3 :

Nous recommandons à l'Équipe du projet de mettre à jour le tableau des risques et des provisions pour imprévus lorsque les coûts de la construction générale seront connus.

40. Le Comité de contrôle pour le projet examine la totalité des coûts liés au cycle de vie des nouveaux locaux sur une durée de 50 ans. L'Équipe du projet a estimé le coût des investissements périodiques requis pour maintenir l'actif dans un état satisfaisant durant cette période, et élabore un plan pour la gestion des biens permettant de satisfaire aux exigences de la Cour. Ces actions constituent une bonne pratique. Le délai prévu pour ces discussions est réaliste car la procédure pour l'adoption de la stratégie financière, et celle, consécutive, qui concerne l'octroi des contrats d'entretien dureront probablement deux années. Il importera de recourir aux fournisseurs spécialisés dans la gestion des installations avant la fin des travaux, afin de se familiariser avec l'actif avant sa réception.

41. L'un des éléments les plus importants de la stratégie relative à la gestion des biens concerne la stratégie financière. Cette dernière est nécessaire dès avant la mise en place des dispositions liées à la gestion, si les objectifs à long terme doivent être poursuivis, et les demandes journalières, satisfaites. Le Comité de contrôle traite cette question et sait que l'Équipe du projet ne dispose pas des compétences requises au sein de la Cour pour définir cette stratégie financière et les dispositions liées à la gestion des fonds.

Recommandation 4 :

Nous recommandons d'obtenir la contribution de spécialistes financiers pour élaborer la stratégie sur la gestion des biens.

Gestion et contrôles du projet

42. Les systèmes de contrôle appliqués à la gestion du projet servent à gérer son cadre, ses coûts et ses délais. Ils reposent sur des contrôles précisément définis, des matrices, des indicateurs de performance et des prévisions qui s'appliquent aux procédures et aux documents, et sont à même de révéler les tendances à dépasser les devis ou les délais. Nous

avons recensé un certain nombre de documents et de plans servant à surveiller les principaux éléments du projet tels que les étapes prévues et le budget.

43. Il n'existe actuellement aucun plan de gestion intégré du projet montrant que la totalité des phases du projet de locaux permanents et de leurs dépendances ont été soigneusement envisagées, notamment les modalités de suivi. Nous savons toutefois que ce plan est en cours d'élaboration.

44. Afin d'assurer la réussite du projet, il est essentiel que les produits et résultats soient décrits avec suffisamment de clarté avant le début de la construction. Les changements portés, durant la construction, aux exigences et au cadre peuvent constituer un risque susceptible d'accroître les coûts et de retarder la livraison du projet. Depuis la phase de conception préliminaire, il y a eu 3.400 points non réglés en matière de conception. Au 1^{er} février 2012, la moitié environ de ces points étaient réglés et intégrés aux croquis tandis que ceux restant étaient soit clarifiés et non intégrés aux croquis, soit non clarifiés. Nous remarquons que certaines incertitudes entraînent un risque financier important, par exemple l'absence de clarté dans les aspects liés à la sécurité, laquelle crée un risque financier inférieur ou égal à 1,5 million d'euros. Il est très important que le projet traite ces différents points avant l'octroi du contrat général s'il veut réduire le risque de frais supplémentaires – lesquels sont inévitablement coûteux et peu rentables.

45. Si les progrès réalisés en faveur des points non réglés sont surveillés par un suiveur, ce dernier n'est pas suffisamment détaillé ou informatif, et ne comprend par exemple aucune référence à leurs implications financières ou aux délais induits.

Recommandation 5 :

Nous recommandons à l'Équipe du projet de prioriser toutes les questions liées à la conception qui n'ont pas été réglées, en fonction de leurs coûts, et de les traiter dans leur intégralité avant l'octroi du contrat général.

46. Les assurances équivalent à une évaluation, menée en toute indépendance, de l'existence, ou non, des éléments essentiels à la réussite du projet, et de leur fonctionnement effectif. Ces assurances ne produisent pas, à elles seules, le projet mais fournissent les informations aux personnes qui le financent, le gouvernement et le gèrent, et les aident à prendre des décisions éclairées et à réduire ainsi les possibilités d'échec. Ces assurances, si elles veulent être indépendantes, doivent être financées en dehors du projet. La nécessité d'une stratégie d'audit figure au programme du Comité depuis 2010, sans avoir été encore concrétisée. L'audit interne n'a pas été en mesure de prioriser ce projet et l'a même négligé durant ces deux dernières années. Cette décision est jugée non satisfaisante.

Recommandation 6 :

Nous recommandons au Comité de contrôle de préciser et de mettre en œuvre immédiatement le mandat permettant de garantir la continuité des assurances, et de veiller à son financement.

47. Les permissions et autorisations requises doivent être obtenues avant le début des travaux de construction. Outre l'approbation institutionnelle, des déclarations de consentement doivent être reçues, par exemple en matière de santé et de sécurité, d'assainissement et d'élimination des déchets. Ces éléments peuvent exercer un impact important sur les délais et le coût du projet.

48. Nous savons que la procédure d'obtention des permis concernant les locaux permanents a été retardée et que des discussions sont en cours au sujet des obligations incombant à l'État hôte à l'égard des conditions du site lors de sa cession. Il est prévu que ces questions soient toutes résolues en octobre 2012, un mois après l'octroi du contrat général.

49. La sélection de l'entreprise la plus appropriée à un projet de construction constitue une décision cruciale pour tout propriétaire et gestionnaire de projets. L'évaluation des offres implique divers éléments tels que l'appréciation de l'adéquation des entreprises, de leur stabilité financière, de leurs capacités en matière de gestion, de leurs compétences

organisationnelles, de leur savoir-faire technique et de leur expérience. Cette procédure est ainsi coûteuse et longue.

50. Le projet respecte les bonnes pratiques en adoptant une formule de contrat fondée sur les principes de la saine gestion de projet, le « nouveau contrat d'ingénierie » (NEC). Cette formule est courante au Royaume-Uni depuis plus de 20 ans où elle est obligatoire pour tous les contrats gouvernementaux, mais inédite aux Pays-Bas. Son introduction est susceptible de créer des risques car l'entreprise générale et la chaîne d'approvisionnement n'en auront pas une connaissance approfondie. Nous remarquons que l'Équipe du projet a pris de fermes mesures pour atténuer ce risque, en prévoyant la formation de quatre entreprises présélectionnées, de l'Équipe de conception, du Consultant chargé des coûts et des agents de la Cour concernés.

51. La procédure prévoyant de soulever immédiatement les questions susceptibles de modifier les coûts ou les délais constitue l'une des caractéristiques du contrat NEC. La procédure d'alerte précoce exige que des initiatives soient prises dans un délai de deux semaines au sujet de ces questions, et que les décisions prises deviennent des ajustements contraignants pour le contrat. Si le Comité de contrôle pour le projet semble assumer une solide gouvernance en faveur du projet, du point de vue de la gestion des biens immobiliers, les usagers sont très nombreux à occuper des fonctions au sein de la Cour et au Greffe et les groupes qu'ils forment sont susceptibles de susciter des changements. Nous avons constaté que le Comité de contrôle adopte une méthode de « tolérance zéro » à l'égard de l'augmentation des coûts mais le projet pourrait bénéficier de contrôles plus stricts de la part de l'ensemble de ses futurs usagers.

Recommandation 7 :

Nous recommandons, à l'approche du début des travaux de construction, que le Directeur de projet examine les contrôles concernant les changements, les actualise si nécessaire et en fasse rappel aux usagers.

Disponibilité opérationnelle

52. L'Équipe du projet a motivé, avec un succès manifeste, la totalité des usagers de la Cour dans le cadre de la procédure d'élaboration de la conception. Cette procédure s'est, à ce jour, principalement concentrée sur le recensement des exigences et la collecte des données, dans la perspective de l'utilisation future des bâtiments. Les usagers sont censés contribuer de manière limitée au projet, une fois que les discussions finales sur la réduction des coûts seront closes – ils ne pourront que répondre aux demandes émanant de l'entreprise générale si nécessaire, durant les travaux de construction.

53. Cela ne signifie pas que les fonctionnaires de la Cour et le Greffier doivent adopter une approche « passive ». Il conviendra d'élaborer, début 2015, un plan détaillé visant à gérer les arrangements liés à la transition entre les locaux actuels et les nouveaux locaux. Pour ce faire, l'ensemble des usagers devra recenser, avec précision, les modalités des processus d'activités menés dans les nouveaux locaux, évaluer si de nouvelles méthodes de travail sont possibles grâce aux nouveaux locaux, si des gains d'efficacité peuvent être réalisés, si des changements organisationnels sont nécessaires, etc. En bref, une réflexion doit commencer en toute utilité dans un avenir proche, afin d'étudier les procédures opérationnelles du nouveau bâtiment dans le détail, et de planifier la transition en conséquence.

Recommandation 8:

Nous recommandons à la Cour et au Greffier d'établir un groupe chargé de recenser les nouvelles modalités de travail permises par le nouveau bâtiment et de préparer ensuite un plan de transition.

Ressources destinées au projet

54. À l'instar des clients qui doivent livrer un projet de construction ponctuel, la Cour ne saurait être censée disposer, dans ses services, des compétences propres à la construction et la gestion immobilière. Les responsables de la nomination du Directeur de projet n'ont pas

épargné leurs efforts pour traiter ce risque même si la dépendance à l'égard de la petite équipe centrale (actuellement trois personnes) demeure toutefois forte, pour diriger les engagements des usagers, mener la procédure de conception, gérer le contrat de construction, interagir efficacement avec les autorités externes et maintenir les financements et les coûts du projet sous contrôle.

55. Le projet allie dynamisme et rapidité, et son image est emblématique et cruciale pour l'avenir à long terme de la Cour pénale internationale. Le client constitue une organisation complexe du secteur public et les nouveaux locaux sont livrés par une chaîne d'approvisionnement appartenant au secteur privé. Il est impératif de disposer des compétences requises au sein de l'Équipe du projet et il importera que le Directeur de projet soit en mesure, le cas échéant, d'ajuster la composition, l'équilibre et la rémunération de cette équipe avec rapidité et agilité, en vue d'assurer le financement approprié du projet et son contrôle. Les procédures habituelles en matière de ressources humaines peuvent devenir une contrainte et poser un risque pour la réalisation du projet. Nous avons constaté la forte capacité d'inspection du Comité de contrôle dans ce domaine et pensons qu'il serait utile que le Directeur de projet bénéficie d'une plus grande liberté, laquelle resterait soumise à un cadre de gouvernance élargi et fixé par le Comité de contrôle.

Recommandation 9

Nous recommandons que des mécanismes appropriés soient mis en place afin de permettre au Directeur de projet d'approvisionner, de rémunérer et de gérer les personnes engagées conformément aux impératifs de ce projet commercial, rapide, crucial et emblématique.

Bureau de l'audit interne

Introduction

56. En 2003, la Cour a créé le Bureau de l'audit interne, comme requis par le Règlement financier et les règles de gestion financière. En 2011, ce bureau comprenait quatre personnes pour un budget de 600.000 euros, réparti entre les frais de personnel (430.000 euros), les rémunérations des consultants (90.000 euros), les frais de voyages (28.000 euros), les services contractuels (20.000 euros) et la formation (20.000 euros). La Charte de l'audit interne stipule que le bureau suivra les pratiques exemplaires établies par l'Institut des auditeurs internes (IIA). Dans le cadre de notre audit 2011, nous avons examiné le Bureau de l'audit interne pour évaluer le niveau de sa conformité auxdites normes.

Statut organisationnel

Charte de l'audit interne

57. La Charte de l'audit interne décrit le champ d'application et l'autorité des organes de contrôle interne, et doit inclure le détail de leurs travaux, ainsi que les modalités des procédures d'établissement des rapports. Elle définit également l'indépendance de ces organes, en prévoyant leurs droits, tels que l'accès illimité à l'information, le droit à communiquer librement avec la direction et le commissaire aux comptes.

58. La Charte de l'audit interne de la Cour a été approuvée par le Comité d'audit de la Cour en 2007. Depuis cette date, les travaux de la Cour, devenue une organisation à part entière, se sont accrus, développés et affinés tandis que ses activités s'orientaient vers les procès et le projet de construction majeur prochainement commencé. La charte n'a pas été révisée dans l'objectif de garantir la durabilité de sa pertinence et sa mise à jour. Nous remarquons toutefois qu'une nouvelle charte a été rédigée par le Bureau de l'audit interne à la fin de l'année 2011, et que son projet a été finalisé en février 2012, pour examen par la direction et le Comité d'audit.

Recommandation 10

Nous recommandons que la Charte de l'audit interne soit périodiquement révisée par le Coordinateur de l'audit interne et actualisée si nécessaire. Cette révision doit être présentée à la direction et au Comité d'audit dès que possible.

Cadre des fonctions**Planification et établissement des rapports d'audit**

59. Le Coordinateur de l'audit interne prépare chaque année un plan des activités couvrant l'exercice financier, et sollicite l'approbation de la direction de la Cour à son sujet. Le plan 2011 proposait la réalisation de cinq audits représentant 370 journées d'audit. Il prévoyait que 60 pour cent du temps des vérificateurs soit consacré aux travaux de l'audit direct et que les 40 pour cent restant soient dévolus aux travaux de conseil. Ces audits pouvaient donc être réalisés dans les délais. Concernant ce plan 2011, nous avons constaté qu'un audit a été annulé, que deux d'entre eux ont été ajournés, que l'un d'entre eux est resté au stade des études de terrain, qu'un seul audit a été mené à son terme et que le rapport publié n'a pas été finalisé. Nous avons également remarqué qu'un audit optionnel a été réalisé mais qu'aucun rapport n'était publié au moment du présent rapport. Les auditeurs internes n'ayant pas recours à des calendriers ou à tout autre support enregistrant les délais, nous avons été dans l'impossibilité de comparer l'utilisation des ressources avec le budget initial proposé.

60. Le Bureau de l'audit interne prépare son rapport annuel, lequel couvre la période allant du 1^{er} juillet au 30 juin et n'est donc pas aligné sur le cycle de planification qui suit l'année civile. À notre avis, l'établissement des rapports gagnerait en transparence si la planification suivait directement le cycle de l'établissement des rapports. Le rapport annuel décrit le contexte, le cadre et les conclusions de chacun des audits réalisés, les questions soulevées lors de l'exercice examiné, mais ne fournit aucune comparaison sur les travaux menés conformément au plan prévu, ni aucune évaluation objective, ou opinion, sur l'adéquation et l'efficacité générales du cadre de gouvernance, de la gestion des risques et du contrôle de l'organisation, contrairement à ce que nous avons précédemment recommandé. Pour évaluer la valeur et l'impact des de l'audit interne, il conviendrait d'énoncer clairement les résultats produits durant l'exercice et de les comparer avec ceux prévus par le plan convenu.

Recommandation 11 :

Nous recommandons que : a) la planification et les périodes d'établissement des rapports des organes de contrôle interne soient alignées sur l'exercice financier même si cette décision risque de nécessiter la production d'un rapport intérimaire semestriel avant le début du cycle annuel ; b) le rapport annuel des organes de contrôle interne soit préparé peu de temps après la fin du cycle annuel et présente un aperçu de ses principales conclusions ; c) le Bureau de l'audit interne rende compte des résultats produits, en les comparant avec ceux prévus par le plan convenu et en incluant l'utilisation des ressources ; et d) les organes de contrôle interne fournissent une évaluation objective, et une opinion, sur l'adéquation et l'efficacité générales du cadre de gouvernance, de la gestion des risques et du contrôle de l'organisation.

Conclusions issues de l'audit interne

61. Au terme de chaque document de travail, les organes de contrôle interne publient un rapport contenant un certain nombre de recommandations, lesquelles sont convenues avec la direction et priorisées en vue de permettre à cette dernière de libérer les ressources appropriées permettant de satisfaire aux recommandations du Bureau de l'audit interne. Depuis 2006, le Bureau de l'audit interne a émis 292 recommandations et 112 d'entre elles ont été classées en tant que prioritaires et nécessitant une action immédiate.

62. Lors de notre examen de plusieurs rapports publiés par le Bureau de l'audit interne, nous avons étudié les recommandations prioritaires et constaté plus d'incohérences manifestes dans leur classification. Par exemple, la recommandation prioritaire sur

l'amélioration des formations initiales et des initiatives axées sur le développement de carrière, si elles est certes importante, semble moins impérative que celle sur l'examen du portefeuille des assurances commerciales de la Cour en matière de risques non garantis. Le Bureau de l'audit interne est habilité à examiner les définitions de ses recommandations à la lumière de l'évolution suivie par le cadre de gestion des risques de la Cour, et à les classer selon le risque couru par la Cour.

Recommandation 12 :

Nous recommandons au Bureau de l'audit interne d'envisager l'adoption de définitions cohérentes sur le caractère élevé, intermédiaire ou faible des risques inscrits au cadre de gestion des risques de la Cour.

Normes techniques

Supervision des engagements

63. Les normes internationales exigent que les engagements soient correctement supervisés en vue d'assurer la réalisation des objectifs et de garantir la qualité. Les exemples de supervision devraient être compilés et conservés dans les dossiers des organes de contrôle interne. L'examen que nous avons mené sur plusieurs documents de travail des organes de contrôle interne n'a fourni aucune preuve étayée sur l'existence d'un examen indépendant des travaux d'audit. Il est important de mener un examen de deuxième phase pour vérifier les conclusions du rapport, juger de la qualité des preuves et veiller à ce que les conclusions faites soient correctes. Les stratégies et procédures de travail internes détaillées et les procédures d'assurance-qualité relevant du Bureau de l'audit interne étaient en cours d'élaboration au moment de notre examen, et le Bureau de l'audit interne nous a informés que le manuel de l'audit interne était maintenant finalisé. Il nous a également indiqué qu'il avait acquis un logiciel d'audit pour faciliter la documentation et la collecte des preuves sur l'examen de la gestion. La mise en œuvre du nouveau logiciel est actuellement soumise à un « galop d'essai ».

Recommandation 13 :

Nous recommandons que le nouveau manuel de l'audit soit utilisé lors des prochaines prestations du Bureau de l'audit interne et que les preuves concernant l'examen de la gestion soient clairement intégrées dans les dossiers d'audit.

Formation

64. L'un des membres de l'équipe du Bureau de l'audit interne est professionnellement qualifié et un autre de ses membres étudie pour obtenir le diplôme de l'IIA. Outre les exigences des instituts professionnels, les auditeurs internes doivent tous accroître leurs connaissances, leurs compétences et leurs aptitudes par le développement professionnel continu. Le Bureau de l'audit interne prévoit un budget annuel pour la formation mais il n'existe aucun plan de formation structuré recensant les besoins en formation ou les insuffisances en compétences, telle que la nécessité d'une aptitude en matière d'audit informatique. La manière dont le Bureau de l'audit interne prend en compte le développement professionnel continu et adéquat n'apparaît pas clairement.

Recommandation 14 :

Nous recommandons au Bureau de l'audit interne d'élaborer un plan de formation structuré recensant les besoins et les insuffisances en compétences, et de l'utiliser dans le cadre de son budget dédié à la formation.

Examen externe sur la qualité

65. Le Bureau de l'audit interne a réalisé son dernier examen externe sur la qualité en 2007, lequel a recommandé l'élaboration de procédures sur le contrôle de la qualité, le format et le style des rapports. Ces évaluations externes devraient être régulièrement organisées au moins une fois tous les cinq ans.

Recommandation 15 :

Le dernier examen externe sur la qualité du Bureau de l'audit interne ayant été réalisé il y a cinq ans, nous recommandons qu'un nouvel examen soit programmé, et que ses résultats soient présentés à la direction et au Comité d'audit.

Normes IPSAS

66. En décembre 2010, l'Assemblée des États Parties a approuvé la mise en œuvre, par la Cour, des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) à compter de l'année 2014.

Règlement financier et règles de gestion financière

67. Durant l'année 2011, la Cour a examiné son Règlement financier et ses règles de gestion financière afin de s'assurer de leur conformité aux exigences des normes IPSAS, et proposé plusieurs modifications, lesquelles seront présentées au Comité du budget et des finances avant de solliciter l'approbation de l'Assemblée des États Parties. Les propositions d'amendements concernent principalement la révision de certains termes en vue d'assurer la compatibilité du Règlement avec les normes IPSAS aux fins des états financiers. Aucune modification n'a été proposée pour les procédures budgétaires de la Cour ou les éléments afférents des règles de gestion financière.

68. Bien que les normes IPSAS exigent que la Cour prépare un rapprochement entre ses dépenses comptabilisées dans les états financiers et son budget approuvé, cet exercice impliquera un certain nombre d'ajustements du fait des différentes bases de référence. Les États Parties auront donc plus de mal à évaluer la performance financière globale de la Cour. Si le budget était fondé sur la comptabilité d'exercice, il pourrait être directement comparé aux états financiers qui suivent ce mode de comptabilité, et fournirait ainsi à l'Assemblée une indication plus précise de la totalité des coûts induits par les opérations de la Cour et accroîtrait la responsabilisation de cette dernière en matière de résultats financiers.

Recommandation 16 :

Nous recommandons à la Cour d'élaborer des processus et des procédures permettant la mise en œuvre d'un budget fondé sur la comptabilité d'exercice dans un délai de deux ans, en préparation des états financiers conformes aux normes IPSAS.

Gouvernance du projet

69. La Cour a établi, à la fin de l'année 2011, un Comité de coordination pour les normes IPSAS, lequel est chargé de suivre les progrès réalisés en faveur du projet et de valider les décisions clés proposées par l'Équipe en charge des normes IPSAS. Le Comité comprend de hauts fonctionnaires du Greffe et plusieurs consultants, et se réunit tous les mois. Si le projet est encore en phase de démarrage, nous avons constaté que le Comité remplit une fonction difficile et utile pour l'avancement du projet.

Méthodes comptables

70. Si des travaux ont été menés pour élaborer de nouvelles méthodes comptables, plusieurs domaines importants n'ont pas été traités. Aucune politique n'a par exemple été élaborée au sujet du traitement du régime de pension des juges, des dispositions comptables visant le projet de locaux permanents, notamment des contributions en nature provenant de l'État hôte, des stratégies comptables et du contrôle menés par la Cour dans chacun des fonds d'affectation spéciale qu'elle administre.

Plan de réalisation

71. La Cour a préparé un plan de réalisation du projet en vue d'appuyer le calendrier global, et l'a présenté au Comité du budget et des finances en mars 2011. Ce plan ne couvre toutefois que la période s'achevant en avril 2012 et se concentre sur les questions

stratégiques, les principaux processus commerciaux et le recensement des modifications requises par les systèmes de gestion financière et de logiciels comptables de la Cour.

72. À notre avis, le plan de réalisation du projet devrait être élargi pour couvrir la période s'achevant au printemps 2015, lors de la préparation de la première série d'états financiers conformes aux normes IPSAS. Le plan doit être renforcé afin d'inclure les principales étapes : l'élaboration des méthodes comptables de la Cour ; la préparation des états financiers conformes aux normes IPSAS ; la définition des soldes d'ouverture conformes aux normes IPSAS ; la réalisation d'un exercice de simulation préliminaire pour les états financiers ; et la préparation des états financiers annuels de 2014.

Recommandation 17

Nous recommandons à la Cour de préparer un plan de réalisation du projet élargi et détaillé, en incluant les principales étapes, afin de faciliter la mise en œuvre réussie des normes IPSAS. Ce plan doit être convenu par le Comité de coordination et transmis au Commissaire aux comptes dès que possible.

Réponse de la direction aux recommandations de l'audit 2010

73. Dans notre rapport sur l'audit externe 2010, nous avons formulé 15 recommandations d'ordre financier et de gouvernance. Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les progrès réalisés par la Cour pour les mettre en œuvre. L'annexe B présente un résumé des mesures prises en réponse à ces recommandations.

74. La Cour a, dans l'ensemble, mis en œuvre quatre de nos précédentes recommandations, neuf d'entre elles sont en cours de réalisation et deux n'ont pas encore été mises en application.

75. Les recommandations non appliquées au moment du présent rapport concernent la préparation, par le Bureau de l'audit interne, d'une évaluation sur l'adéquation et l'efficacité générales du cadre de gouvernance de l'organisation, de la gestion des risques et du contrôle, et la nécessité de préparer et de mettre en œuvre la stratégie informatique. Bien que nous ayons été informés de la finalisation de cette stratégie, la Cour ne nous a pas transmis d'informations sur sa mise en œuvre et il nous est ainsi impossible de confirmer que notre recommandation a bien été suivie d'effet. La lenteur adoptée pour la mise en œuvre de nos recommandations suscite notre inquiétude et nous invitons la Cour à redoubler d'efforts pour les mettre en œuvre en temps opportun.

Remerciements

76. Je tiens à remercier sincèrement la direction et les agents de la Cour pénale internationale pour l'assistance et le concours qu'ils n'ont cessé d'apporter à mon équipe durant notre audit 2011 et notre mandat.

Amyas C E Morse
Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Royaume-Uni
Commissaire aux comptes

Annexe A

Résumé des recommandations pour 2011

Recommandation 1 :

Nous recommandons à la Cour d'examiner ses exigences en matière de fonds de roulement et d'expositions, et d'évaluer si le niveau actuel de ce dernier demeure suffisant.

Recommandation 2 :

Nous recommandons qu'avant le début de la phase de construction, les procédures de travail soient clarifiées au sujet de la gouvernance des sommes destinées aux imprévus.

Recommandation 3 :

Nous recommandons de mettre à jour le tableau des risques et des provisions pour imprévus lorsque les coûts de la construction générale seront connus.

Recommandation 4 :

Nous recommandons d'obtenir la contribution de spécialistes financiers pour élaborer la stratégie sur la gestion des biens.

Recommandation 5 :

Nous recommandons à l'Équipe du projet de prioriser toutes les questions liées à la conception qui n'ont pas été réglées, en fonction de leurs coûts, et de les traiter dans leur intégralité avant l'octroi du contrat général.

Recommandation 6 :

Nous recommandons au Comité de contrôle de préciser et de mettre en œuvre immédiatement le mandat permettant de garantir la continuité des assurances, et de veiller à son financement.

Recommandation 7 :

Nous recommandons, à l'approche du début des travaux de construction, que le Directeur de projet examine les contrôles concernant les changements, les actualise si nécessaire et en fasse rappel aux usagers.

Recommandation 8 :

Nous recommandons à la Cour et au Greffier d'établir un groupe chargé de recenser les nouvelles modalités de travail permises par le nouveau bâtiment et de préparer ensuite un plan de transition.

Recommandation 9 :

Nous recommandons que des mécanismes appropriés soient mis en place afin de permettre au Directeur de projet d'approvisionner, de rémunérer et de gérer les personnes engagées conformément aux impératifs de ce projet commercial, rapide, crucial et emblématique.

Recommandation 10 :

Nous recommandons que la Charte de l'audit interne soit périodiquement révisée par le Coordinateur de l'audit interne et actualisée si nécessaire. Cette révision doit être présentée à la direction et au Comité d'audit dès que possible.

Recommandation 11 :

Nous recommandons que : a) la planification et les périodes d'établissement des rapports des organes de contrôle interne soient alignées sur l'exercice financier même si cette décision risque de nécessiter la production d'un rapport intérimaire semestriel avant le début du cycle annuel ; b) le rapport annuel des organes de contrôle interne soit préparé peu de temps après la fin du cycle annuel et présente un aperçu de ses principales conclusions ; c) le Bureau de l'audit interne rende compte des résultats produits, en les comparant avec ceux prévus par le plan convenu et en incluant l'utilisation des ressources ; et d) les organes de contrôle interne fournissent une évaluation objective, et une opinion, sur l'adéquation et l'efficacité générales du cadre de gouvernance, de la gestion des risques et du contrôle de l'organisation.

Recommandation 12 :

Nous recommandons au Bureau de l'audit interne d'envisager l'adoption de définitions cohérentes sur le caractère élevé, intermédiaire ou faible des risques inscrits au cadre de gestion des risques de la Cour.

Recommandation 13 :

Nous recommandons que le nouveau manuel de l'audit soit utilisé lors des prochaines prestations du Bureau de l'audit interne et que les preuves relatives à l'examen de la gestion soient clairement intégrées dans les dossiers d'audit.

Recommandation 14 :

Nous recommandons au Bureau de l'audit interne d'élaborer un plan de formation structuré recensant les besoins et les insuffisances en compétences, et de l'utiliser dans le cadre de son budget dédié à la formation.

Recommandation 15 :

Nous recommandons qu'un nouvel examen externe sur la qualité soit programmé, et que ses résultats soient présentés à la direction et au Comité d'audit.

Recommandation 16 :

Nous recommandons à la Cour d'élaborer des processus et des procédures permettant la mise en œuvre d'un budget fondé sur la comptabilité d'exercice dans un délai de deux ans, en préparation des états financiers conformes aux normes IPSAS.

Recommandation 17 :

Nous recommandons à la Cour de préparer un plan de réalisation du projet détaillé, afin de faciliter la mise en œuvre des normes IPSAS. Ce plan doit être convenu par le Comité de coordination et transmis aux commissaires aux comptes dès que possible.

Annexe B

Suite donnée aux recommandations issues de l'audit de l'année précédente

<i>Recommandation</i>	<i>Réponse de la direction</i>	<i>Observations du Commissaire aux comptes</i>
Recommandation 1 : Nous recommandons à la Cour d'examiner de près les affaires portées devant le TAOIT, de façon à dégager les thèmes et enseignements communs concernant ses pratiques en matière de ressources humaines.	<p>Le nombre des affaires est limité ; il est ainsi impossible de dégager des thèmes et enseignements communs. Les deux affaires ayant obtenu des jugements favorables aux (anciens) agents concernent la question des contrats non renouvelables. Tous deux montrent que, dans le cas du non-renouvellement des contrats pour cause de services non satisfaisants, il est vital de disposer d'un système d'évaluation des performances adéquat. La Cour a pris des mesures pour assurer la cohérence et la précision des évaluations menées au sein de la Cour au sujet de la performance du personnel et connaît parfaitement les exigences imposées par le droit administratif international en matière de non-renouvellement des contrats d'embauche.</p>	<p>En cours de réalisation. Nous prenons acte de la réponse de la direction. Nous recommandons toutefois que ces affaires continuent d'être suivies et que les procédures internes en matière de ressources humaines soient renforcées.</p>
Recommandation 2 : Nous continuons de recommander que des structures redditionnelles claires soient établies dans les meilleurs délais afin d'assurer la bonne gestion des risques ainsi que le contrôle et le suivi adéquats du projet.	<p>Le Comité de contrôle a demandé à ses experts indépendants de mener un examen par les pairs, lequel a été finalisé le 4 novembre 2010. L'examen de la structure de gouvernance a ensuite été réalisé. Lors de sa 7^{ème} réunion, le 8 juin 2011, le Comité a approuvé et mis en œuvre une nouvelle structure pour le projet – préalablement à l'arrivée du nouveau Directeur de projet pour l'Assemblée des États Parties prévue pour la fin du mois de juin 2011. Le Directeur a ainsi révisé la structure de l'Équipe du projet en vue de clarifier ses rôles et ses responsabilités.</p>	<p>Mise en œuvre. Les structures redditionnelles se sont sensiblement améliorées suite à la nomination du nouveau Directeur de projet et à l'approbation, par le Comité de contrôle, de la structure de gouvernance révisée. En vertu de cette nouvelle structure, le Directeur de projet porte l'entière responsabilité de la gestion du projet.</p>
Recommandation 3 : Nous recommandons aux parties concernées de s'accorder sur des objectifs et des résultats communs, et d'avoir une vision précise des facteurs coût, temps et qualité.	<p>Une discussion sur la réalisation des bénéfices a eu lieu avec le Comité de contrôle, laquelle a recensé les mesures efficaces suivantes : 1. Temps – Le projet est prêt avant la fin de l'année 2015 et permet l'occupation des lieux. 2. Coût – Le projet livré respecte le budget de 190m d'euros. 3. Coût – Le coût total de la propriété est inférieur à 16,9m d'euros par an. 4. Qualité – La fonctionnalité s'appuiera sur des notes. Une série d'indicateurs de performance clés est en cours d'élaboration aux fins de leur intégration dans le contrat de construction et de leur conformité aux mesures de réussite clés.</p>	<p>Mise en œuvre. Un ensemble d'objectifs et de résultats communs a été convenu.</p>

<i>Recommandation</i>	<i>Réponse de la direction</i>	<i>Observations du Commissaire aux comptes</i>
Recommandation 4 : Nous recommandons qu'il soit procédé, dans les meilleurs délais, à une évaluation globale des coûts non structurels aux fins d'identifier les éventuels frais généraux qui n'auraient pas été comptabilisés à ce jour. À la suite de cet exercice, tout frais supplémentaire ne figurant pas au budget, devra être soumis à l'Assemblée des États Parties pour approbation.	Suite à l'arrivée du nouveau Directeur de projet à la fin du mois de juin 2011, le budget du projet a été entièrement révisé et une nouvelle structure a été mise en place, laquelle identifie clairement tous les coûts associés au projet. Des changements ont été portés au budget-programme de la Cour en vue de regrouper tous les coûts liés au projet en un unique Grand Programme (VII.1). Les informations ont ensuite été communiquées à la 167 ^{ème} session du Comité d'audit le 29 nov. 2011 et à la dixième session de l'Assemblée des États Parties en décembre 2011. La résolution de l'Assemblée ICC-ASP/10/Res.6 intègre cette nouvelle approche du projet et un cadre financier a été élaboré pour recenser les processus de gestion financière applicables au projet.	Mise en oeuvre. Les coûts ont à ce jour été évalués et communiqués à l'Assemblée des États Parties.
Recommandation 5 : Nous recommandons que soit élaborée une méthode d'évaluation plus globale des risques, comprenant la quantification des risques et leurs impacts potentiels sur le coût, le temps et la performance.	Suite à l'arrivée du nouveau Directeur de projet à la fin du mois de juin 2011, le tableau des risques a été entièrement révisé et une procédure d'évaluation globale des risques a été mise en œuvre, laquelle quantifie les risques et leurs impacts potentiels. Elle constitue un outil de gestion clé pour le projet.	En cours de réalisation. Nous avons constaté que la méthode choisie pour évaluer les risques s'est sensiblement améliorée depuis notre audit 2010 ; elle n'est toutefois pas encore suffisamment analytique.
Recommandation 6 : Nous recommandons à la Cour d'effectuer dans un premier temps une analyse des effets du dispositif IPSAS, norme par norme, et d'envisager les modifications qu'il faudra apporter au Règlement financier et règles de gestion financière. Nous recommandons que les modifications apportées au Règlement financier et règles de gestion financière soient approuvées par l'Assemblée des États Parties.	La Section du budget et des finances a rédigé un rapport présentant les propositions d'amendements concernant le Règlement financier et les règles de gestion financière. Ces propositions seront débattues par le Comité d'audit et soumises au Comité du budget et des finances pour examen. Après recommandation de ce dernier, les amendements seront soumis à la onzième session de l'Assemblée des États Parties pour approbation.	En cours de réalisation. Nous pouvons confirmer que les changements portés au Règlement financier et aux règles de gestion financière ont été préparés et présentés au Comité d'audit.
Recommandation 7 : Nous recommandons que le calendrier pour le passage aux normes IPSAS soit révisé à la lumière de la complexité de la transition et en fonction des ressources dont la Cour dispose, et qu'il soit avancé en conséquence. En particulier, le calendrier doit permettre que l'établissement des comptes aux normes IPSAS soit soumise au moins à un « galop d'essai », soit en procédant à un retraitement des états financiers avant l'exercice « effectif » soit en réalisant un modèle d'états financiers pour les six premiers mois de l'exercice en cause. Les soldes d'ouverture pour le premier exercice « effectif » doivent être produits par la Cour et contrôlés par les commissaires aux comptes dès que possible.	Le calendrier initial du projet a été maintenu. Il pourrait être révisé en juin 2012 si nécessaire, afin de prendre en considération la position du CBF sur les amendements proposés pour le Règlement financier et les règles de gestion financière, et le plan révisé de réalisation du projet concernant les modifications du système PRE. Le retraitement des états financiers avant l'exercice « effectif » sera inclus dans le plan de réalisation du projet et l'examen des soldes d'ouverture du Commissaire aux comptes.	En cours de réalisation. Nous prenons acte de la réponse de la direction.
Recommandation 8 : Nous recommandons à la Cour de veiller à ce qu'un projet de plan IPSAS détaillé et solide soit mis au point et que les progrès réalisés au regard des délais convenus fassent l'objet d'un suivi régulier par la direction et le Comité d'audit.	Le projet de plan IPSAS détaillé a été finalisé en octobre 2011. Les progrès ont été suivis ; les rapports, régulièrement soumis à la direction, au Comité de coordination et au Comité d'audit. Un Comité de coordination pour les normes IPSAS a été formé ; il comprend des directeurs de la Direction des services administratifs communs.	En cours de réalisation. Un plan détaillé a été mis au point en avril 2012 mais nécessite d'être approfondi. Nous avons formulé des observations complémentaires dans le présent rapport, ci-dessus. Il convient de consulter la section sur les normes IPSAS.

<i>Recommandation</i>	<i>Réponse de la direction</i>	<i>Observations du Commissaire aux comptes</i>
<p>Recommandation 9 : Nous recommandons de procéder plus tôt que prévu à l'examen des estimations et méthodes comptables relatives aux immobilisations corporelles, afin de déterminer les logiciels appropriés pour la gestion de l'actif et de s'assurer que les coûts liés aux locaux permanents soient correctement comptabilisés en préparation de l'exercice de capitalisation opérés en vertu des normes IPSAS.</p>	<p>La préparation des états financiers est actuellement appuyée par le système intégré PRE (SAP). La licence du module sur la comptabilisation de l'actif a été acquise avant que la décision d'adopter les normes IPSAS ait été prise. La Cour dispose donc déjà d'un logiciel approprié pour la gestion de son actif.</p> <p>Tant que ce nouveau module n'est pas intégré au système SAP, les équipes chargées des normes IPSAS et du Projet des locaux permanents conserveront les pièces relatives aux coûts des locaux permanents dans des fichiers Excel.</p> <p>Les projets de méthodes comptables relatifs aux immobilisations corporelles, qui tiennent compte du Projet des locaux permanents – ont été élaborés avant la fin de l'année 2011. Les méthodes comptables seront finalisées après que le Commissaire aux comptes aura exprimé son avis en avril 2012.</p>	<p>En cours de réalisation. La Cour n'a pas encore finalisé ses méthodes comptables, ni ses estimations sur ses immobilisations corporelles. Nous n'avons pas été en mesure de procéder à leur examen.</p>
<p>Recommandation 10 : Nous recommandons au Comité d'audit et à la Cour de continuer à collaborer pour que le Comité et l'appui dont il dispose soient le plus efficace possible. Le mandat du Comité d'audit devrait être révisé au moins une fois par an, pour garantir que ses activités s'accordent avec les bonnes pratiques et les besoins émanant des activités de la Cour.</p>	<p>Le mandat du Comité d'audit doit être révisé en 2012. La fréquence de cet examen sera fixée à cette date. Il semble toutefois, à première vue, qu'un examen annuel ne serait pas approprié vu le calendrier habituel des activités du Comité et des projets de la Cour.</p>	<p>En cours de réalisation. Nous prenons acte de la réponse de la direction et recommandons par conséquent de procéder à un examen périodique.</p>
<p>Recommandation 11 : Nous recommandons à la Cour de produire pour 2011 un seul Rapport de contrôle interne décrivant les éléments clés de la stratégie appliquée à l'échelle de la Cour pour la gestion des risques, mettant en évidence la capacité de la Cour à gérer les risques et précisant les moyens dont elle dispose pour faire face à l'évolution des profils de risques. Le Rapport doit, selon nous, être signé par le Président, le Procureur et le Greffier et exposer les responsabilités respectives de ces derniers dans le cadre de la gestion globale de la Cour et de l'utilisation des ressources.</p>	<p>Le Rapport de contrôle interne non financier est révisé en 2012. La Cour est satisfaite du fait qu'en raison des améliorations portées aux déclarations d'assurances et des formations assurées auprès des agents certificateurs, ce rapport ne requiert aucun changement au stade actuel. La Cour a réalisé des progrès dans le domaine de la gestion des risques et le Comité de coordination a adopté une stratégie pour la gestion des risques en décembre 2011.</p>	<p>En cours de réalisation. Nous prenons acte des améliorations enregistrées dans la réception des déclarations d'assurance provenant des agents certificateurs, lesquelles ont fait l'objet d'un examen de notre part. Le Rapport de contrôle interne doit encore être mis à jour pour inclure la stratégie de la Cour en matière de gestion des risques.</p>
<p>Recommandation 12 : Nous recommandons que, préalablement à la rédaction du Rapport de contrôle interne, des assurances écrites soient obtenues des divisions de la Cour afin de pouvoir tirer des conclusions adéquates sur l'efficacité du cadre de contrôle au sein de la Cour.</p>	<p>Les assurances écrites ont été obtenues de la part de tous les agents certificateurs en vue d'appuyer la préparation du Rapport de contrôle interne financier et de renforcer l'efficacité du cadre de contrôle au sein de la Cour.</p>	<p>Mise en oeuvre. Nous avons examiné les assurances écrites des agents certificateurs, lesquelles étayent le Rapport de contrôle interne.</p>
<p>Recommandation 13 : Nous recommandons qu'avant la signature du Rapport de contrôle interne, et conformément aux meilleures pratiques, les organes de contrôle interne présentent une évaluation objective, ainsi que leur opinion sur la question de savoir si le cadre de gouvernance de la Cour et le suivi et la gestion des risques sont suffisants et efficaces.</p>	<p>Les ressources limitées du Bureau de l'audit interne ne permettent pas de procéder à un examen complet du contrôle interne mené à la Cour, notamment en raison de l'insuffisance des documents sur les cadres de contrôle interne. Le Bureau de l'audit interne fournira des assurances limitées selon son plan d'audit annuel.</p>	<p>Non mise en oeuvre. Nous avons formulé des recommandations dans le présent rapport, ci-dessus, au sujet des organes de contrôle interne. Le rapport annuel de contrôle interne doit inclure une opinion générale sur ce contrôle en se fondant sur les conclusions des travaux du Bureau de l'audit interne formulées durant l'exercice.</p>

<i>Recommandation</i>	<i>Réponse de la direction</i>	<i>Observations du Commissaire aux comptes</i>
<p>Recommandation 14 : Nous recommandons à la Cour de poursuivre ses progrès en assurant le suivi des recommandations d'audit interne et de faire régulièrement connaître l'état d'exécution des recommandations à la direction et au Comité d'audit.</p>	<p>Une base de données sur les recommandations d'audit, créée et gérée par le Bureau de l'audit interne, a été récemment mise en ligne pour faciliter le suivi et l'établissement des rapports liés à ces recommandations. Le Conseil de coordination suit en outre régulièrement la mise en œuvre de ces recommandations et ajoute ainsi un poids et un soutien politiques à ces questions. La mise en œuvre de certaines de ces recommandations risque cependant d'être entravée par des contraintes budgétaires.</p>	<p>En cours de réalisation. Nous avons formulé de nouvelles recommandations dans le présent rapport, ci-dessus. Il convient de se référer à la section dédiée à l'audit interne.</p>
<p>Recommandation 15 : Nous réitérons notre recommandation selon laquelle une stratégie informatique doit être mise au point et exécutée dans les meilleurs délais. La stratégie doit être approuvée par la direction afin d'en assurer la cohérence avec les objectifs visés par la Cour sur le long terme. La stratégie doit être revue et mise à jour annuellement pour garantir qu'elle demeure à la fois appropriée et actualisée.</p>	<p>Le processus de planification concernant la stratégie informatique est en cours de réalisation. Le premier projet sera disponible pour consultation interne en mars 2012. Le Conseil de coordination approuvera en outre prochainement un nouveau système pour l'établissement des rapports incluant des éléments informatiques. Ce nouveau système devrait permettre à la direction d'examiner la stratégie informatique en vue d'assurer sa cohérence avec les objectifs de la Cour, et de garantir qu'elle demeure à la fois appropriée et actualisée. Le Conseil de coordination a sollicité un rapport sur cette stratégie lors de sa réunion de mars 2012.</p>	<p>Non mise en oeuvre. Aucune stratégie informatique n'a pu être examinée durant notre audit.</p>

État I

Cour pénale internationale

Recettes et dépenses et variations des soldes des fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)

	<i>Fonds général et Fonds de roulement</i>		<i>Notes réf.</i>	<i>Fonds au profit des victimes</i>		<i>Notes réf.</i>	<i>Locaux permanents</i>		<i>Notes réf.</i>	<i>Total</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>	<i>2010</i>
Recettes											
Contributions mises en recouvrement	103.608	103.623	2,12/ 4,1	-	-		11.327	15.548	15,4	114.935	119.171
Contributions volontaires	-	-		2.697	1.488	5,2	-	-		2.697	1.488
Intérêts créditeurs	484	343	4,2	15	4	5,3	206	50		705	397
Autres recettes/recettes accessoires	382	121	4,3	-	-		-	-		382	121
<i>Total des recettes</i>	<i>104.474</i>	<i>104.087</i>		<i>2.712</i>	<i>1.492</i>		<i>11.533</i>	<i>15.598</i>		<i>118.719</i>	<i>121.177</i>
Dépenses											
Dépenses acquittées	100.198	95.808	2,17/ 4,4	1.552	1.452	5,4	6.596	4.813	15,5	108.346	102.073
Engagements non réglés	5.536	5.723	2,18/ 4,4	101	125	5,4	320	321	15,5	5.957	6.169
Congés annuels cumulés	850	568	2,4/ 2,24/ 4,5	-	-		-	-		850	568
Provision pour assujettissement à l'impôt (États-Unis)	76	53	4,6	-	-		-	-		76	53
Provision pour affaires en instance devant le TAOIT	-	330	4,6	-	-		-	-		-	330
Provision pour créances douteuses	589	510	4,6	-	-		-	-		589	510
Primes de rapatriement cumulées	677	1.507	2,4/ 4,5	-	(1)	5,4	-	-		677	1.506
<i>Total des dépenses</i>	<i>107.926</i>	<i>104.499</i>		<i>1.653</i>	<i>1.576</i>		<i>6.916</i>	<i>5.134</i>		<i>116.495</i>	<i>111.209</i>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	(3.452)	(412)		1.059	(84)		4.617	10.464		2.224	9.968
Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements	1.614	2.147	4,7	14	17		-	-	15,6	1.628	2.164
Montants portés au crédit des États Parties	(2.825)	(13.679)	4,8	-	-		-	-		(2.825)	(13.679)
Remboursement aux donateurs	-	-		(28)	(20)	5,5	-	-		(28)	(20)
Accroissement net du Fonds de roulement	-	-	4,9	-	-		-	-		-	-
Soldes des fonds en début d'exercice	19.469	31.413		374	461		11.278	814		31.121	32.688
Soldes des fonds au 31 décembre	14.806	19.469		1.419	374		15.895	11.278		32.120	31.121

Date:

Signé : Le chef de la Section du budget et des finances

État II

Cour pénale internationale

Actif et passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)

	<i>Fonds général et Fonds de roulement</i>		<i>Notes réf.</i>	<i>Fonds au profit des victimes</i>		<i>Notes réf.</i>	<i>Locaux permanents</i>		<i>Notes réf.</i>	<i>Total</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>	<i>2010</i>
Actif											
Encaisse et dépôts à terme	28.218	26.867	2,20	1.827	1.764		17.314	11.547		47.359	40.178
Contributions mises en recouvrement à recevoir des États Parties	2.792	6.255	4,10	-	-		-	-		2.792	6.255
Contributions volontaires à recevoir	-	-		41	(30)		-	-		41	(30)
Autres contributions à recevoir	9	20	4,11	-	-		-	-		9	20
Soldes interfonds à recevoir	131	219	4,12	-	-		21	-		152	219
Autres sommes à recevoir	1.998	3.090	4,13	3	-	5,6	394	111	15,7	2.395	3.201
Charges comptabilisées d'avance – indemnités pour frais d'études	1.043	987	2,22 4,14	-	-		-	-		1.043	987
<i>Total de l'actif</i>	<i>34.191</i>	<i>37.438</i>		<i>1.871</i>	<i>1.734</i>		<i>17.729</i>	<i>11.658</i>		<i>53.791</i>	<i>50.830</i>
Passif											
Contributions anticipées	488	41	2,15/ 4,15	200	1.018	2,21 5,7	-	-	15,9	688	1.059
Engagements non réglés	5.536	5.723	2,18	101	125		320	321	15,5	5.957	6.169
Autres sommes à payer	2.980	2.950	4,16	-	-		1.514	59	15,8	4.494	3.009
Soldes interfonds à régler	64	100		152	219	5,8	-	-		216	319
Provision pour assujettissement à l'impôt (États-Unis)	85	53	4,6	-	-		-	-		85	53
Provision pour affaires en instance devant le TAOIT	98	378	4,6	-	-		-	-		98	378
Primes de rapatriement cumulées	5.219	4.659	2,23/ 2,4/ 4,16	(1)	(2)		-	-		5.218	4.657
Congés annuels cumulés	4.915	4.065	2,24/ 4,5	-	-		-	-		4.915	4.065
Prêt de l'État hôte	-	-		-	-		-	-	15,10	-	-
<i>Total du passif</i>	<i>19.385</i>	<i>17.969</i>		<i>452</i>	<i>1.360</i>		<i>1.834</i>	<i>380</i>		<i>21.671</i>	<i>19.709</i>
Réserves et soldes des fonds											
Fonds de roulement	7.406	7.406	2,8/ 4,9	-	-		-	-		7.406	7.406
Fonds en cas d'imprévus	4.438	8.757	2,9/ 4,17	-	-		-	-		4.438	8.757
Réserve temporaire pour le Fonds en cas d'imprévus	-	412	4,17	-	-		-	-		-	412
Réserve pour contributions non acquittées	406	480	2,14/ 4,18	-	-		-	-		406	480
Excédent cumulé	2.556	2.414	2,13/ 5,4	1.419	374		15.895	11.278		19.870	14.066
<i>Total des réserves et soldes des fonds</i>	<i>14.806</i>	<i>19.469</i>		<i>1.419</i>	<i>374</i>		<i>15.895</i>	<i>11.278</i>		<i>32.120</i>	<i>31.121</i>
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	34.191	37.438		1.871	1.734		17.729	11.658		53.791	50.830

Date:

Signé : Le chef de la Section du budget et des finances

État III

Cour pénale internationale

Flux de trésorerie au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)

	<i>Fonds général et Fonds de roulement</i>		<i>Fonds au profit des victimes</i>		<i>Locaux permanents</i>		<i>Total</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Flux de trésorerie découlant des activités opérationnelles								
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (État I)	(3.452)	(412)	1.059	(84)	4.617	10.464	2.224	9.968
(Augmentation)/diminution des contributions à recevoir	3.474	(5.182)	(71)	56	-	-	3.403	(5.126)
(Augmentation)/diminution des soldes interfonds à recevoir	88	(79)	-	-	(21)	-	67	(79)
(Augmentation)/diminution des autres sommes à recevoir	1.092	(279)	(3)	1	(283)	95	806	(183)
(Augmentation)/diminution des charges comptabilisées d'avance	(56)	(299)	-	-	-	-	(56)	(299)
Augmentation/(diminution) des contributions versées par anticipation	447	(3.631)	(818)	(241)	-	-	(371)	(3.872)
Augmentation/(diminution) des engagements non réglés	(187)	(1.991)	(24)	(47)	(1)	316	(212)	(1.722)
Augmentation/(diminution) des soldes interfonds à payer	(36)	60	(67)	79	-	-	(103)	139
Prêt de l'État hôte	-	-	-	-	-	(1.425)	-	(1.425)
Augmentation/(diminution) du montant des congés annuels cumulés	850	568	-	-	-	-	850	568
Provision pour assujettissement à l'impôt (États-Unis) augmentation /(diminution)	32	(7)	-	-	-	-	32	(7)
Provision pour affaires en instance devant le TAOIT augmentation/(diminution)	(280)	133	-	-	-	-	(280)	133
Primes de rapatriement cumulées	560	1.147	1	(2)	-	-	561	1.145
Augmentation/(diminution) des sommes à payer	30	1.611	-	-	1.455	(1.047)	1.485	564
Moins : intérêts créditeurs	(484)	(343)	(15)	(4)	(206)	(50)	(705)	(397)
<i>Encaissements nets découlant des activités opérationnelles</i>	<i>2.078</i>	<i>(8.704)</i>	<i>62</i>	<i>(242)</i>	<i>5.561</i>	<i>8.353</i>	<i>7.701</i>	<i>(593)</i>
Flux de trésorerie découlant des activités de placement et de financement								
Plus : intérêts créditeurs	484	343	15	4	206	50	705	397
<i>Encaissements nets découlant des activités de placement et de financement</i>	<i>484</i>	<i>343</i>	<i>15</i>	<i>4</i>	<i>206</i>	<i>50</i>	<i>705</i>	<i>397</i>
Flux de trésorerie d'autres origines						-		
Augmentation/(diminution) nette du Fonds de roulement	-	-	-	-	-	-	-	-
Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements	1.614	2.147	14	17	-	-	1.628	2.164
Montants portés au crédit des États Parties	(2.825)	(13.679)	-	-	-	-	(2.825)	(13.679)
Remboursement aux donateurs	-	-	(28)	(20)	-	-	(28)	(20)
<i>Encaissements nets provenant d'autres ressources</i>	<i>(1.211)</i>	<i>(11.532)</i>	<i>(14)</i>	<i>(3)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(1.225)</i>	<i>(11.535)</i>
Augmentation/(diminution) nette des encaisses et dépôts à terme	1.351	(19.893)	63	(241)	5.767	8.403	7.181	(11.731)
Encaisses et dépôts à terme en début d'exercice	26.867	46.760	1.764	2.005	11.547	3.144	40.178	51.909
Encaisses et dépôts à terme au 31 décembre (État II)	28.218	26.867	1.827	1.764	17.314	11.547	47.359	40.178

État IV

Cour pénale internationale

Ouvertures de crédit pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)

<i>Grand Programme</i>	<i>Ouvertures de crédits approuvées</i>	<i>Transferts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Charges à payer, provisions</i>	<i>Total des dépenses imputées au Fonds général et au Fonds en cas d'imprévus (État I)</i>	<i>Solde inutilisé du Fonds général/charges imputées au Fonds en cas d'imprévus</i>
	<i>I</i>	<i>II</i>	<i>III</i>	<i>IV</i>	<i>V</i>	<i>VI=III+IV+V</i>	<i>VII=I+II-VI</i>
Branche judiciaire	10.670	150	10.580	71	169	10.820	-
Bureau du Procureur	26.598	(522)	24.418	645	672	25.735	341
Greffé	61.612	372	57.012	3.683	1.289	61.984	-
Secrétariat de l'Assemblée des États Parties	2.728	-	2.123	491	40	2.654	74
Secrétariat du Fonds au profit des victimes	1.205	-	998	98	17	1.113	92
Bureau du projet pour les locaux permanents	492	-	368	13	5	386	106
Mécanisme de contrôle indépendant	303	-	95	24	-	119	184
Total du budget-programme approuvé	103.608	-	95.594	5.025	2.192	102.811	797
Total des requêtes faisant appel au Fonds en cas d'imprévus	-	-	4.604	511	-	5.115	(5.115)
Total	103.608	-	100.198	5.536	2.192	107.926	(4.318)

Cour pénale internationale

État des requêtes faisant appel au Fonds en cas d'imprévus pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)

<i>Grand Programme</i>	<i>Requêtes</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Solde inutilisé</i>
Branche judiciaire	775	483	1	484	291
Bureau du Procureur	2.182	1.121	66	1.187	995
Greffé	5.587	3.000	444	3.444	2.143
Total	8.544	4.604	511	5.115	3.429

Tableau 1

Cour pénale internationale

État des contributions au 31 décembre 2011 (en euros)

États Parties	Contributions non acquittées au 1 ^{er} janvier 2011	Contributions perçues a/	Contributions non acquittées	Contributions mises en recouvrement	Soldes créditeurs de 2010	Contributions perçues b/	Contributions non acquittées	Montant total des contributions non acquittées	Soldes créditeurs sur les sommes reçues en 2011	Sommes reçues pour 2012
	Années antérieures				2011					
Afghanistan	-	-	-	6.150	-	6.150	-	-	6	-
Afrique du Sud	-	-	-	591.979	64	591.915	-	-	-	808
Albanie	9	9	-	15.376	-	15.376	-	-	10	-
Allemagne	-	-	-12.328.544	130	12.328.414	-	-	-	6.173	-
Andorre	22	22	-	10.763	-	10.763	-	-	20	-
Antigua et Barbuda	2.506	84	2.422	3.075	-	-	3.075	5.497	-	-
Argentine	-	-	-	441.294	47	441.247	-	-	793	-
Australie	-	-	-	2.972.197	322	2.971.875	-	-	-	4.638
Autriche	-	-	-	1.308.505	143	1.308.362	-	-	-	2.217
Bangladesh	8.975	-	8.975	15.376	-	1	15.375	24.350	-	-
Barbade	-	-	-	12.301	-	12.301	-	-	23	-
Belgique	-	-	-	1.652.929	182	1.652.747	-	-	2.770	-
Belize	-	-	-	1.538	-	1.538	-	-	2	-
Bénin	-	-	-	4.613	584	43	3.986	3.986	-	-
Bolivie	9.662	9.662	-	10.763	-	10.763	-	-	6	-
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	21.527	4	21.523	-	-	21	-
Botswana	-	-	-	27.677	24.143	3.534	-	-	-	37
Brésil	722.484	722.484	-	2.477.087	-	2.477.087	-	-	2.694	-
Bulgarie	-	-	-	58.429	7	58.422	-	-	64	-
Burkina Faso	-	-	-	4.613	49	85	4.479	4.479	-	-
Burundi	6.953	6.429	524	1.538	-	-	1.538	2.062	-	-
Cambodge	1	1	-	4.613	-	42	4.571	4.571	-	-
Canada	-	-	-	4.931.110	534	4.930.576	-	-	7.717	-
Chili	-	-	-	362.876	3	362.873	-	-	-	357.231
Chypre	-	-	-	70.730	7	70.723	-	-	114	-
Colombie	-	-	-	221.415	647	215.933	4.835	4.835	-	-
Comores	5.668	42	5.626	1.538	-	-	1.538	7.164	-	-
Congo	6.379	6.379	-	4.613	-	4.613	-	-	5	-
Costa Rica	2.783	2.783	-	52.279	-	52.279	-	-	416	-
Croatie	-	-	-	149.148	17	149.131	-	-	162	-
Danemark	-	-	-	1.131.680	124	1.131.556	-	-	1.868	-
Djibouti	5.261	42	5.219	1.538	-	-	1.538	6.757	-	-
Dominique	1.336	42	1.294	1.538	-	-	1.538	2.832	-	-
Équateur	-	-	-	61.504	-	61.504	-	-	68	-
Espagne	-	-	-	4.884.981	529	4.884.452	-	-	2.448	-
Estonie	21.244	21.244	-	61.504	-	61.504	-	-	60	-
Ex-République yougoslave de Macédoine	9.563	210	9.353	10.763	-	2	10.761	20.114	-	-
Fidji	-	-	-	6.150	-	4.877	1.273	1.273	-	-
Finlande	-	-	-	870.286	94	870.192	-	-	279	-
France	-	-	-	9.414.776	100	9.414.676	-	-	4.714	-

États Parties	Contributions non acquittées au 1 ^{er} janvier 2011	Contributions perçues a/	Contributions non acquittées	Contributions mises en recouvrement	Soldes créditeurs de 2010	Contributions perçues b/	Contributions non acquittées	Montant total des contributions non acquittées	Soldes créditeurs sur les sommes reçues en 2011	Sommes reçues pour 2012
	Années antérieures				2011					
Gabon	51.320	337	50.983	21.527	-	1	21.526	72.509	-	-
Gambie	1.332	1.332	-	1.538	-	1.538	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	9.226	-	9.226	-	-	9	-
Ghana	5.830	5.830	-	9.226	-	9.226	-	-	11	-
Grèce	-	-	-	1.062.486	114	25.152	1.037.220	1.037.220	-	-
Grenade	-	-	-	641	-	-	641	641	-	-
Guinée	16.534	16.534	-	3.075	-	42	3.033	3.033	-	-
Guyana *)	-	-	-	1.538	-	1.538	-	-	-	5.533
Honduras	25.566	8.557	17.009	12.301	-	2	12.299	29.308	-	-
Hongrie	201.660	201.660	-	447.444	-	447.444	-	-	654	-
Îles Cook	3.304	3.287	17	1.538	-	-	1.538	1.555	-	-
Îles Marshall	2.258	42	2.216	1.538	-	-	1.538	3.754	-	-
Île Maurice	-	-	-	16.914	-	16.914	-	-	-	28
Islande	-	-	-	64.580	7	64.573	-	-	97	-
Irlande	-	-	-	765.729	83	765.646	-	-	-	1.168
Italie	-	-	-	7.686.505	831	7.685.674	-	-	-	12.795
Japon	-	-	-19.266.234	2.078	19.264.156	-	-	-	-	35.722
Jordanie	-	-	-	21.527	4	21.523	-	-	31	-
Kenya	-	-	-	18.451	5	18.446	-	-	27	-
Lesotho	3.036	3.036	-	1.538	-	1.516	22	22	-	-
Lettonie	-	-	-	58.429	1	58.428	-	-	60	-
Liberia	3.302	792	2.510	1.538	-	-	1.538	4.048	-	-
Liechtenstein	-	-	-	13.838	-	13.838	-	-	26	-
Lituanie	-	-	-	99.945	1	99.944	-	-	104	-
Luxembourg	-	-	-	138.385	15	138.370	-	-	-	219
Madagascar	7.277	7.277	-	4.613	-	1.980	2.633	2.633	-	-
Malawi	1.637	1.637	-	1.538	-	1.538	-	-	2	-
Maldives	-	-	-	128	-	-	128	128	-	-
Mali	-	-	-	4.613	1.957	43	2.613	2.613	-	-
Malte	-	-	-	26.139	4	26.135	-	-	-	42
Mexique	3.177.654	3.177.654	-	3.622.605	-	3.622.605	-	-	1.162	-
Moldavie	-	-	-	3.075	-	-	3.075	3.075	-	-
Mongolie	-	-	-	3.075	-	3.075	-	-	3	-
Monténégro	-	-	-	6.150	1	6.135	14	14	-	-
Namibie	10.816	10.816	-	12.301	-	12.301	-	-	-	259
Nauru	5.348	5.348	-	1.538	-	1.538	-	-	1.182	-
Niger	4.251	42	4.209	3.075	-	-	3.075	7.284	-	-
Nigeria	113.361	113.361	-	119.932	-	98	119.834	119.834	-	-
Norvège	-	-	-	1.339.257	144	1.339.113	-	-	2.048	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	419.767	45	419.722	-	-	676	-
Ouganda	2.394	2.394	-	9.226	-	9.104	122	122	-	-
Panama	25.239	25.239	-	33.827	-	33.827	-	-	65	-
Paraguay	6	6	-	10.763	-	206	10.557	10.557	-	-
Pays-Bas	-	-	-	2.852.264	311	2.851.953	-	-	4.727	-
Pérou	323.815	106.327	217.488	138.384	-	17	138.367	355.855	-	-

États Parties	Contributions non acquittées au 1 ^{er} janvier 2011	Contributions perçues a/	Contributions non acquittées	Contributions mises en recouvrement	Soldes créditeurs de 2010	Contributions perçues b/	Contributions non acquittées	Montant total des contributions non acquittées	Soldes créditeurs sur les sommes reçues en 2011	Sommes reçues pour 2012
	Années antérieures				2011					
Philippines	-	-	-	23.064	-	23.064	-	-	-	-
Pologne	20.148	20.148	-	1.273.140	-	1.273.140	-	-	408	-
Portugal	-	-	-	785.718	85	785.633	-	-	-	1.321
République centrafricaine	7.742	7.742	-	1.538	-	1.082	456	456	-	-
République de Corée	661.626	661.626	-	3.474.994	-	3.121.655	353.339	353.339	-	-
République démocratique du Congo	-	-	-	4.613	993	3.620	-	-	514	-
République dominicaine	100.323	35.701	64.622	64.579	-	7	64.572	129.194	-	-
République tchèque	-	-	-	536.625	58	536.567	-	-	-	395
République-Unie de Tanzanie	78	78	-	12.301	-	175	12.126	12.126	-	-
Roumanie	-	-	-	272.157	3	272.154	-	-	261	-
Royaume-Uni	-	-	-10.154.366	1.095	10.153.271	-	-	-	16.785	-
Saint-Kitts-et-Nevis	1.254	1.254	-	1.538	-	40	1.498	1.498	-	-
Sainte-Lucie	256	-	256	1.538	-	-	1.538	1.794	-	-
Saint-Marin	-	-	-	4.613	-	4.613	-	-	8	-
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	13	13	-	1.538	-	1.526	12	12	-	-
Samoa	-	-	-	1.538	12	1.526	-	-	-	15
Sénégal	10.569	10.569	-	9.226	-	9.226	-	-	11	-
Serbie	-	-	-	56.892	6	56.886	-	-	17	-
Seychelles	513	513	-	3.075	-	3.075	-	-	1	-
Sierra Leone	1.338	42	1.296	1.538	-	-	1.538	2.834	-	-
Slovaquie	-	-	-	218.340	22	218.318	-	-	221	-
Slovénie	-	-	-	158.374	17	158.357	-	-	249	-
Suède	-	-	-	1.636.015	178	1.635.837	-	-	2.707	-
Suisse	-	-	-	1.737.498	189	1.737.309	-	-	3.012	-
Suriname	1	1	-	4.613	-	4.613	-	-	-	5
Tadjikistan	1.454	1.454	-	3.075	-	3.075	-	-	157	-
Tchad	5.851	42	5.809	3.075	-	-	3.075	8.884	-	-
Timor-Leste	1.479	1.479	-	1.538	-	1.538	-	-	-	63
Trinité-et-Tobago	-	-	-	67.655	7	67.648	-	-	81	-
Tunisie	-	-	-	15.376	-	-	15.376	15.376	-	-
Uruguay	-	-	-	41.515	-	1.139	40.376	40.376	-	-
Venezuela	647.285	647.285	-	482.808	-	11.522	471.286	471.286	-	-
Zambie	6.154	-	6.154	6.150	-	1	6.149	12.303	-	-
Total (118 États Parties)	6.254.870	5.848.888	405.982	103.607.900	35.997	101.186.282	2.385.621	2.791.603	65.749	422.496

* En 2011, le « solde créditeur sur les sommes reçues en 2011 » notifié pour le Guyana se montait à 4.610 euros. En outre, un paiement d'une valeur de 2.461 euros a été reçu de la part du Guyana au titre de sa contribution durant l'année 2011.

Le montant restant de 5.533 euros est inclus dans les « soldes créditeurs sur les sommes reçues en 2011 » à imputer sur les contributions à recevoir pour les années suivantes.

Tableau 2

Cour pénale internationale
État du Fonds de roulement et du Fonds en cas d'imprévu au
31 décembre 2011 (en euros)

	<i>2011</i>	<i>2010</i>
État du Fonds de roulement		
Solde en début d'exercice	7.386.394	7.405.713
Sommes acquittées/(remboursements) par les États Parties	10.563	(19.319)
Retraits	-	-
Solde au 31 décembre	7.396.957	7.386.394
Niveau établi	7.405.983	7.405.983
Moins : sommes dues par les États Parties (tableau 3)	9.026	19.589
Solde au 31 décembre	7.396.957	7.386.394
État du Fonds en cas d'imprévu		
Solde en début d'exercice	8.756.567	9.168.567
Sommes acquittées/(remboursements) par les États Parties	-	-
Retraits	(4.318.276)	(412.000)
Solde au 31 décembre	4.438.291	8.756.567
Niveau du seuil établi	7.000.000	7.000.000
Sommes dues par les États Parties (en cas d'infériorité au seuil)	2.561.709	-

Tableau 3

Cour pénale internationale
État des avances versées au Fonds de roulement au 31 décembre 2011 (en euros)

<i>États Parties</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Versements cumulés</i>	<i>Montants non acquittés</i>	<i>Sommes reçues pour 2012</i>
Afghanistan	439	439	-	-
Afrique du Sud	42.255	42.255	-	-
Albanie	1.098	1.098	-	-
Allemagne	879.993	879.993	-	-
Andorre	768	768	-	-
Antigua-et-Barbuda	220	220	-	-
Argentine	31.499	31.499	-	-
Australie	212.151	212.151	-	-
Autriche	93.399	93.399	-	-
Bangladesh	1.097	-	1.097	-
Barbade	878	878	-	-
Belgique	117.984	117.984	-	-
Belize	110	110	-	-
Bénin	329	329	-	-
Bolivie	768	768	-	-
Bosnie-Herzégovine	1.537	1.537	-	-
Botswana	1.976	1.976	-	-
Brésil	176.811	176.811	-	-
Bulgarie	4.171	4.171	-	-
Burkina Faso	329	329	-	-

<i>États Parties</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Versements cumulés</i>	<i>Montants non acquittés</i>	<i>Sommes reçues pour 2012</i>
Burundi	110	110	-	-
Cambodge	329	329	-	-
Canada	351.976	351.976	-	-
Chili	25.902	25.902	-	-
Chypre	5.049	5.049	-	-
Colombie	15.804	15.804	-	-
Comores	110	109	1	-
Congo	329	329	-	-
Costa Rica	3.732	3.732	-	-
Croatie	10.646	10.646	-	-
Danemark	80.778	80.778	-	-
Djibouti	110	109	1	-
Dominique	110	110	-	-
Équateur	4.390	4.390	-	-
Espagne	348.682	348.682	-	-
Estonie	4.390	4.390	-	-
Ex-République yougoslave de Macédoine	768	768	-	-
Fidji	439	439	-	-
Finlande	62.120	62.120	-	-
France	672.012	672.012	-	-
Gabon	1.537	874	663	-
Gambie	110	110	-	-
Géorgie	659	659	-	-
Ghana	659	659	-	-
Grèce	75.839	75.839	-	-
Grenade	110	-	110	-
Guinée	220	220	-	-
Guyana	110	110	-	-
Honduras	878	545	333	-
Hongrie	31.938	31.938	-	-
Îles Cook	110	110	-	-
Îles Marshall	110	109	1	-
Île Maurice	1.207	1.207	-	-
Islande	4.610	4.610	-	-
Irlande	54.657	54.657	-	-
Italie	548.650	548.650	-	-
Japon	1.375.196	1.375.196	-	-
Jordanie	1.537	1.537	-	-
Kenya	1.317	1.317	-	-
Lesotho	110	110	-	-
Lettonie	4.171	4.171	-	-
Liberia	110	109	1	-
Liechtenstein	988	988	-	-
Lituanie	7.134	7.134	-	-
Luxembourg	9.878	9.878	-	-
Madagascar	329	329	-	-
Malawi	110	110	-	-
Maldives	110	-	110	-
Mali	329	329	-	-
Malte	1.866	1.866	-	-

<i>États Parties</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Versements cumulés</i>	<i>Montants non acquittés</i>	<i>Sommes reçues pour 2012</i>
Mexique	258.577	258.577	-	-
Moldavie	220	-	220	-
Mongolie	220	220	-	-
Monténégro	439	439	-	-
Namibie	878	878	-	-
Nauru	110	110	-	-
Niger	220	109	111	-
Nigeria	8.561	8.561	-	-
Norvège	95.594	95.594	-	-
Nouvelle-Zélande	29.962	29.962	-	-
Ouganda	657	657	-	-
Panama	2.415	2.415	-	-
Paraguay	768	768	-	-
Pays-Bas	203.591	203.591	-	-
Pérou	9.878	8.511	1.367	-
Philippines	9.878	9.878	-	-
Pologne	90.875	90.875	-	-
Portugal	56.083	56.083	-	-
République centrafricaine	110	110	-	-
République de Corée	248.040	248.040	-	-
République démocratique du Congo	329	329	-	-
République dominicaine	4.610	3.116	1.494	-
République tchèque	38.304	38.304	-	-
République-Unie de Tanzanie	878	878	-	-
Roumanie	19.426	19.426	-	-
Royaume-Uni	724.803	724.803	-	-
Saint-Kitts-et-Nevis	110	110	-	-
Sainte-Lucie	110	-	110	-
Saint-Marin	329	329	-	-
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	110	110	-	-
Samoa	110	110	-	-
Sénégal	659	659	-	-
Serbie	4.061	4.061	-	-
Seychelles	220	220	-	-
Sierra Leone	110	110	-	-
Slovaquie	15.585	15.585	-	-
Slovénie	11.304	11.304	-	-
Suède	116.777	116.777	-	-
Suisse	124.020	124.020	-	-
Suriname	329	329	-	-
Tadjikistan	220	220	-	-
Tchad	220	109	111	-
Timor-Leste	110	110	-	-
Trinidad-et-Tobago	4.829	4.829	-	-
Tunisie	3.293	-	3.293	-
Uruguay	2.963	2.963	-	-
Venezuela	34.462	34.462	-	-
Zambie	439	436	3	-
Total (118 États Parties)	7.405.983	7.396.957	9.026	-

Tableau 4

**Cour pénale internationale
État de l'excédent de trésorerie au 31 décembre 2011 (en euros)**

<i>Exercice en cours</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Solde créditeurs		
Règlement des contributions mises en recouvrement	101.222.279	97.848.950
Recettes accessoires	866.422	464.255
	102.088.701	98.313.205
Charges		
Dépenses décaissées	100.197.641	95.807.577
Engagements non réglés	5.535.656	5.722.544
Provision pour assujettissement à l'impôt (États-Unis)	76.510	53.156
Provision pour créances douteuses	589.465	510.491
Provision pour affaires en instance devant le TAOIT	-	330.690
Congés annuels cumulés	850.038	567.850
Primes de rapatriement cumulées	676.866	1.506.692
	107.926.176	104.499.000
Charges imputables au Fonds en cas d'imprévu (État IV)	4.318.276	-
Excédent/(déficit) provisoire de trésorerie	(1.519.199)	(6.185.795)
Contributions à recevoir	2.385.621	5.774.350
Excédent/(déficit) provisoire de trésorerie ajusté par les contributions à recevoir	866.422	(411.445)
État de l'excédent/(déficit) provisoire de l'exercice précédent		
Excédent/(déficit) provisoire de l'exercice précédent	(6.185.795)	66.428
Plus : Versement des contributions mises en recouvrement d'exercices antérieurs	5.848.888	612.492
Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements	1.613.997	2.146.787
Redistribution du fonds de réserve temporaire (note 4.17)	412.000	-
Excédent/(déficit) de l'exercice précédent	1.689.090	2.825.707
Total de l'excédent cumulé (État II)	2.555.512	2.414.262

Tableau 5

**Cour pénale internationale
Parts des États Parties dans l'excédent de trésorerie de 2010 (en euros)**

<i>États Parties</i>	<i>États Parties au Statut de Rome depuis</i>	<i>Barème des quotes-parts 2010</i>	<i>Surplus</i>
Afghanistan	mai 03	0, 00594	100
Afrique du Sud	juill. 02	0,57165	9.656
Albanie	mai 03	0, 01485	251
Allemagne	juill. 02	11,90527	201.091
Andorre	juill. 02	0, 01039	176
Antigua-et-Barbuda	juill. 02	0, 00297	50
Argentine	juill. 02	0, 42614	7. 198
Australie	sept. 02	2, 87015	48.479
Autriche	juill. 02	1, 26358	21.343
Bangladesh	juin 10	0,00866	146

<i>États Parties</i>	<i>États Parties au Statut de Rome depuis</i>	<i>Barème des quotes-parts 2010</i>	<i>Surplus</i>
Barbade	mars 03	0,01188	201
Belgique	juill. 02	1,59618	26.961
Belize	juill. 02	0,00148	25
Bénin	juill. 02	0,00445	75
Bolivie	sept. 02	0,01039	176
Bosnie-Herzégovine	juill. 02	0,02079	351
Botswana	juill. 02	0,02673	451
Brésil	sept. 02	2,39204	40.404
Bulgarie	juill. 02	0,05642	953
Burkina Faso	juill. 04	0,00445	75
Burundi	déc. 04	0,00148	25
Cambodge	juill. 02	0,00445	75
Canada	juill. 02	4,76181	80.431
Chili	sept. 09	0,35042	5.919
Chypre	juill. 02	0,06830	1.154
Colombie	nov. 02	0,21381	3.612
Comores	nov. 06	0,00148	25
Congo	août 04	0,00445	75
Costa Rica	juill. 02	0,05048	853
Croatie	juill. 02	0,14403	2.433
Danemark	juill. 02	1,09283	18.459
Djibouti	fév. 03	0,00148	25
Dominique	juill. 02	0,00148	25
Équateur	juill. 02	0,05939	1.003
Espagne	juill. 02	4,71727	79.679
Estonie	juill. 02	0,05939	1.003
Ex-République yougoslave de Macédoine	juill. 02	0,01039	176
Fidji	juill. 02	0,00594	100
Finlande	juill. 02	0,84041	14.195
France	juill. 02	9,09154	153.564
Gabon	juill. 02	0,02079	351
Gambie	sept. 02	0,00148	25
Géorgie	déc. 03	0,00891	150
Ghana	juill. 02	0,00891	150
Grèce	août 02	1,02601	17.330
Guinée	oct. 03	0,00297	50
Guyana	déc. 04	0,00148	25
Honduras	sept. 02	0,01188	201
Hongrie	juill. 02	0,43208	7.298
Îles Cook	oct. 08	0,00148	25
Îles Marshall	juill. 02	0,00148	25
Île Maurice	juill. 02	0,01633	276
Islande	juill. 02	0,06236	1.053
Irlande	juill. 02	0,73944	12.490
Italie	juill. 02	7,42260	125.374
Japon	oct. 07	18,60477	314.251
Jordanie	juill. 02	0,02079	351
Kenya	juin 05	0,01782	301
Lesotho	juill. 02	0,00148	25
Lettonie	sept. 02	0,05642	953
Liberia	déc. 04	0,00148	25
Liechtenstein	juill. 02	0,01336	226
Lituanie	août 03	0,09651	1.630
Luxembourg	juill. 02	0,13363	2.257
Madagascar	juin 08	0,00445	75

<i>États Parties</i>	<i>États Parties au Statut de Rome depuis</i>	<i>Barème des quotes-parts 2010</i>	<i>Surplus</i>
Malawi	déc. 02	0,00148	25
Mali	juill. 02	0,00445	75
Malte	fév. 03	0,02524	426
Mexique	janv. 06	3,49823	59.088
Mongolie	juill. 02	0,00297	50
Monténégro	juin 06	0,00594	100
Namibie	sept. 02	0,01188	201
Nauru	juill. 02	0,00148	25
Niger	juill. 02	0,00297	50
Nigeria	juill. 02	0,11582	1.956
Norvège	juill. 02	1,29328	21.845
Nouvelle-Zélande	juill. 02	0,40536	6.847
Ouganda	sept. 02	0,00891	150
Panama	juill. 02	0,03267	552
Paraguay	juill. 02	0,01039	176
Pays-Bas	juill. 02	2,75434	46.523
Pérou	juill. 02	0,13363	2.257
Pologne	juill. 02	1,22943	20.766
Portugal	juill. 02	0,75874	12.816
République centrafricaine	juill. 02	0,00148	25
République de Corée	fév. 03	3,35569	56.681
République démocratique du Congo	juill. 02	0,00445	75
République dominicaine	août 05	0,06236	1.053
République tchèque	oct. 09	0,51820	8.753
République-Unie de Tanzanie	nov. 02	0,01188	201
Roumanie	juill. 02	0,26281	4.439
Royaume-Uni	juill. 02	9,80574	165.628
Saint-Kitts-et-Nevis	nov. 06	0,00148	25
Sainte-Lucie	nov. 10	0,00025	4
Saint-Marin	juill. 02	0,00445	75
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	mars 03	0,00148	25
Samoa	déc. 02	0,00148	25
Sénégal	juill. 02	0,00891	150
Serbie	juill. 02	0,05494	928
Seychelles	nov. 10	0,00049	8
Sierra Leone	juill. 02	0,00148	25
Slovaquie	juill. 02	0,21084	3.561
Slovénie	juill. 02	0,15294	2.583
Suède	juill. 02	1,57985	26.685
Suisse	juill. 02	1,67784	28.340
Suriname	oct. 08	0,00445	75
Tadjikistan	juill. 02	0,00297	50
Tchad	janv. 07	0,00297	50
Timor-Leste	déc. 02	0,00148	25
Trinidad-et-Tobago	juill. 02	0,06533	1.104
Uruguay	jept. 02	0,04009	677
Venezuela	juill. 02	0,46623	7.875
Zambie	fév. 03	0,00594	100
Total (113 États Parties)		100.00000	1.689.090

Tableau 6

Cour pénale internationale

État des contributions volontaires au 31 décembre 2011 (en euros)

Projet	Contributeur	Annonces de Contributions		Contributions reçues pour Remboursement		
		contributions	acquittées	non des exercices	à venir	aux donateurs
Contrats de la Commission européenne	Commission européenne	1.037.639	1.031.155	6.484	199.694	-
	Finlande	30.000	30.000	-	-	-
	Corée	7.805	7.805	-	-	-
	Fondation Mac Arthur	68.199	68.199	-	-	-
	MAE néerlandais	19.068	19.068	-	-	-
	Municipalité de La Haye	4.000	4.000	-	-	-
	Suisse	31.250	31.250	-	-	-
<i>Total partiel</i>		<i>1.197.961</i>	<i>1.191.477</i>	<i>6.484</i>	<i>199.694</i>	-
Pays les moins avancés	Australie	-	50.000	-	-	-
	Finlande	-	15.023	-	-	-
	Irlande	-	10.000	-	-	-
	Luxembourg	-	30.000	-	-	-
	Pologne	-	10.000	-	-	-
<i>Total partiel</i>		-	<i>115.023</i>	-	-	-
Séminaire régional conjoint avec l'Union africaine (Éthiopie)	Australie	5.000	5.000	-	-	-
	Irlande	5.000	5.000	-	-	-
	Organisation Internationale de la Francophonie	15.933	15.933	-	-	-
<i>Total partiel</i>		<i>25.933</i>	<i>25.933</i>	-	-	-
Séminaire régional à Yaoundé	Organisation Internationale de la Francophonie	-	-	-	-	26.804
Séminaire régional à Tunis	France	20.000	20.000	-	-	-
	Organisation Internationale de la Francophonie	52.250	52.250	-	-	-
<i>Total partiel</i>		<i>72.250</i>	<i>72.250</i>	-	-	-
Projet d'outils juridiques	Commission européenne	134.994	69.982	65.012	-	-
	Finlande	35.000	35.000	-	-	-
	Allemagne	-	-	-	-	1.379
	MAE néerlandais	30.000	30.000	-	-	-
<i>Total partiel</i>		<i>199.994</i>	<i>134.982</i>	<i>65.012</i>	-	<i>1.379</i>
Fonds d'affectation spéciale pour la réinstallation des témoins	Danemark	131.881	131.881	-	-	-
	Finlande	300.000	300.000	-	-	-
	Allemagne	200.000	200.000	-	-	-
	Irlande	50.000	50.000	-	-	-
	Royaume-Uni	234.196	234.196	-	-	-
<i>Total partiel</i>		<i>916.077</i>	<i>916.077</i>	-	-	-
Visites des familles aux détenus indigents	Allemagne	170.000	170.000	-	-	-
<i>Total partiel</i>		<i>170.000</i>	<i>170.000</i>	-	-	-
Total des contributions volontaires		2.582.215	2.625.742	71.496	199.694	28.183

Tableau 7

Cour pénale internationale

État du Fonds au profit des victimes au 31 décembre 2011 (en euros)

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Solde reporté à la date du 1^{er} janvier</i>	<i>Montants acquittés</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Provisions Charges à payer</i>	<i>Montant total des dépenses</i>	<i>Intérêts créditeurs</i>	<i>Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements</i>	<i>Remboursements aux donateurs</i>	<i>Soldes inutilisés</i>
Fonds d'affectation spéciale général	55.762	-	8.850	-	-	8.850	420	-	-	47.332
Contrats de la Commission européenne *	(165.569)	1.191.477	1.234.241	8.810	442	1.243.493	2.249	3.794	-	(211.542)
Pays les moins avancés	220.962	115.023	9.965	85.592	-	95.557	1.467	9.225	-	251.120
Projet d'outils juridiques	(15.309)	134.982	197.198	5.106	-	202.304	626	315	(1.379)	(83.069)
Programme de renforcement des capacités judiciaires	2.694	-	-	-	-	-	33	-	-	2.727
Séminaire de Dakar	2.358	-	-	-	-	-	-	-	-	2.358
Séminaire régional à Yaoundé	33.669	-	-	-	-	-	3.902	1.172	(26.804)	11.939
Séminaire régional à Tunis	-	72.250	51.835	-	-	51.835	126	-	-	20.541
Séminaire régional conjoint avec l'Union africaine	-	25.933	23.642	-	-	23.642	22	-	-	2.313
Fonds d'affectation spéciale pour la réinstallation des témoins	228	916.077	-	1.400	-	1.400	6.168	-	-	921.073
Visites des familles aux détenus indigents	-	170.000	25.897	-	-	25.897	470	-	-	144.573
Total	134.795	2.625.742	1.551.628	100.908	442	1.652.978	15.483	14.506	(28.183)	1.109.365

* À compter du 1^{er} avril 2010, les contrats de la Commission européenne comprennent le Programme de stagiaires et de professionnels invités et le Séminaire de conseil pour le renforcement de la Cour pénale internationale – consolidant ainsi le principe de complémentarité et d'universalité et instaurant une défense de haute qualité. Ces contrats sont reportés en 2012 et une recette comptabilisée d'avance (199.694 euros) a été ainsi comptabilisée (tableau 6). Pour le projet des outils juridiques, le second versement (150.031 euros) a été reçu en mai 2012.

Tableau 8

Cour pénale internationale

Parts des États Parties dans le réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévu pour 2011 (en euros)

<i>États Parties</i>	<i>États Parties au Statut de Rome depuis</i>	<i>Barème des quotes-parts pour 2011</i>	<i>Réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévu</i>
Afghanistan	mai 03	0,00594	152
Afrique du Sud	juill. 02	0,57136	14.637
Albanie	mai 03	0,01484	380
Allemagne	juill. 02	11,89923	304.824
Andorre	juill. 02	0,01039	266
Antigua-et-Barbuda	juill. 02	0,00297	76
Argentine	juill. 02	0,42593	10.911
Australie	sept. 02	2,86870	73.488
Autriche	juill. 02	1,26294	32.353
Bangladesh	juin 10	0,01484	380
Barbade	mars 03	0,01187	304
Belgique	juill. 02	1,59537	40.869
Belize	juill. 02	0,00148	38
Bénin	juill. 02	0,00445	114
Bolivie	sept. 02	0,01039	266

<i>États Parties</i>	<i>États Parties au Statut de Rome depuis</i>	<i>Barème des quotes-parts pour 2011</i>	<i>Réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus</i>
Bosnie-Herzégovine	juill. 02	0,02078	532
Botswana	juill. 02	0,02671	684
Brésil	sept. 02	2,39083	61.246
Bulgarie	juill. 02	0,05639	1.445
Burkina Faso	juil-04	0,00445	114
Burundi	déc. 04	0,00148	38
Cambodge	juill. 02	0,00445	114
Canada	juill. 02	4,75940	121.922
Chili	sept. 09	0,35024	8.972
Chypre	juill. 02	0,06827	1.749
Colombie	nov. 02	0,21371	5.475
Comores	nov. 06	0,00148	38
Congo	août 04	0,00445	114
Costa Rica	juill. 02	0,05046	1.293
Croatie	juill. 02	0,14395	3.688
Danemark	juill. 02	1,09227	27.981
Djibouti	fév. 03	0,00148	38
Dominique	juill. 02	0,00148	38
Équateur	juill. 02	0,05936	1.521
Espagne	juill. 02	4,71487	120.781
Estonie	juill. 02	0,05936	1.521
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	juill. 02	0,01039	266
Fidji	juill. 02	0,00594	152
Finlande	juill. 02	0,83998	21.518
France	juill. 02	9,08693	232.781
Gabon	juill. 02	0,02078	532
Gambie	sept. 02	0,00148	38
Géorgie	déc. 03	0,00890	228
Ghana	juill. 02	0,00890	228
Grèce	août 02	1,02549	26.270
Grenade	août 11	0,00062	16
Guinée	oct. 03	0,00297	76
Guyana	déc. 04	0,00148	38
Honduras	sept. 02	0,01187	304
Hongrie	juill. 02	0,43186	11.063
Îles Cook	oct. 08	0,00148	38
Îles Marshall	juill. 02	0,00148	38
Île Maurice	juill. 02	0,01632	418
Irlande	juill. 02	0,73906	18.933
Islande	juill. 02	0,06233	1.597
Italie	juill. 02	7,41884	190.049
Japon	oct. 07	18,59533	476.357
Jordanie	juill. 02	0,02078	532
Kenya	juin 05	0,01781	456
Lesotho	juill. 02	0,00148	38
Lettonie	sept. 02	0,05639	1.445
Liberia	déc. 04	0,00148	38
Liechtenstein	juill. 02	0,01336	342
Lituanie	août 03	0,09646	2.471
Luxembourg	juill. 02	0,13357	3.422
Madagascar	juin 08	0,00445	114
Malawi	déc. 02	0,00148	38
Maldives	déc. 11	0,00012	3
Mali	juill. 02	0,00445	114
Malte	fév. 03	0,02523	646

<i>États Parties</i>	<i>États Parties au Statut de Rome depuis</i>	<i>Barème des quotes-parts pour 2011</i>	<i>Réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus</i>
Mexique	janv. 06	3,49646	89.569
Moldavie	janv. 11	0,00297	76
Mongolie	juill. 02	0,00297	76
Monténégro	juin 06	0,00594	152
Namibie	sept. 02	0,01187	304
Nauru	juill. 02	0,00148	38
Niger	juill. 02	0,00297	76
Nigeria	juill. 02	0,11576	2.965
Norvège	juill. 02	1,29262	33.113
Nouvelle-Zélande	juill. 02	0,40515	10.379
Ouganda	sept. 02	0,00890	228
Panama	juill. 02	0,03265	836
Paraguay	juill. 02	0,01039	266
Pays-Bas	juill. 02	2,75294	70.522
Pérou	juill. 02	0,13357	3.422
Philippines	nov. 11	0,02226	570
Pologne	juill. 02	1,22881	31.479
Portugal	juill. 02	0,75836	19.427
République centrafricaine	juill. 02	0,00148	38
République de Corée	fév. 03	3,35399	85.919
République démocratique du Congo	juill. 02	0,00445	114
République dominicaine	août 05	0,06233	1.597
République tchèque	oct. 09	0,51794	13.268
République-Unie de Tanzanie	nov. 02	0,01187	304
Roumanie	juill. 02	0,26268	6.729
Royaume-Uni	juill. 02	9,80076	251.067
Saint-Kitts-et-Nevis	nov. 06	0,00148	38
Sainte-Lucie	nov. 10	0,00148	38
Saint-Marin	juill. 02	0,00445	114
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	mars 03	0,00148	38
Samoa	déc. 02	0,00148	38
Sénégal	juill. 02	0,00890	228
Serbie	juill. 02	0,05491	1.407
Seychelles	nov. 10	0,00297	76
Sierra Leone	juill. 02	0,00148	38
Slovaquie	juill. 02	0,21074	5.399
Slovénie	juill. 02	0,15286	3.916
Suède	juill. 02	1,57905	40.451
Suisse	juill. 02	1,67699	42.960
Suriname	oct. 08	0,00445	114
Tadjikistan	juill. 02	0,00297	76
Tchad	janv. 07	0,00297	76
Timor-Leste	déc. 02	0,00148	38
Trinidad-et-Tobago	juill. 02	0,06530	1.673
Tunisie	sept. 11	0,01484	380
Uruguay	sept. 02	0,04007	1.026
Venezuela	juill. 02	0,46600	11.938
Zambie	fév. 03	0,00594	152
Total (118 États Parties)		100,00000	2.561.709

Notes afférentes aux états financiers

1. La Cour pénale internationale et ses objectifs

1.1 La Cour pénale internationale (CPI) a été créée par le Statut de Rome le 17 juillet 1998, lorsque les 120 États participant à la « Conférence des plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale » ont adopté le Statut. La Cour est une institution judiciaire permanente qui peut exercer sa compétence à l'égard des auteurs des crimes les plus graves ayant une portée internationale (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes d'agression – une fois ce dernier formellement défini). La Cour se compose de quatre organes : la Présidence, les chambres (Section des appels, Section de première instance, Section préliminaire), le Bureau du Procureur et le Greffe. Dans l'exercice de leurs fonctions, ces organes sont guidés par la structure définie dans le Statut de Rome, le Règlement de procédure et de preuve ainsi que dans d'autres instruments pertinents.

La Cour a son siège à La Haye (Pays-Bas), conformément à l'article 3 du Statut de Rome. Elle a créé également sept bureaux extérieurs afin de mener à bien les opérations qu'elle conduit sur le terrain. Ces bureaux extérieurs sont en activité en Ouganda, en République démocratique du Congo (2), au Tchad (2), en République centrafricaine et, depuis décembre 2010, au Kenya. Ses deux bureaux extérieurs présents au Tchad ont été respectivement fermés en juin et décembre 2011.

Pour les besoins de l'exercice financier de 2011, les crédits ont été répartis entre sept grands programmes : Branche judiciaire (Présidence et chambres), Bureau du Procureur, Greffe, Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, Bureau du projet de locaux permanents et Mécanisme de contrôle indépendant. Les éléments composant chaque grand programme et les objectifs qu'ils poursuivent sont les suivants :

(a) *Présidence*

(i) La Présidence est composée du Président et du Premier et du Second Vice-Présidents.

(ii) Elle veille à la bonne administration de la Cour par l'entremise de moyens de contrôle de gestion, de coordination et de coopération ;

(iii) Elle contrôle et facilite l'équité, la transparence et l'efficacité de la conduite des procédures, et s'acquitte de toutes les fonctions judiciaires confiées à la Présidence ;

(iv) Elle fait mieux comprendre à l'échelle planétaire les travaux de la Cour et renforce l'appui dont ils bénéficient en représentant la Cour auprès des instances internationales.

(b) *Chambres*

(i) Les Chambres sont composées de la Section des appels, qui comprend le Président et quatre autres juges, de la Section de première instance et de la Section préliminaire, qui comprennent chacune six juges au moins.

(ii) Elles veillent à la conduite équitable, efficace et transparente des procédures et sauvegardent les droits de toutes les parties.

(c) *Bureau du Procureur*

(i) Le Bureau du Procureur, qui agit indépendamment en tant qu'organe distinct au sein de la Cour, est chargé de conduire des enquêtes et d'engager des poursuites sur les crimes relevant de la compétence de la Cour.

(ii) Il suscite des mesures au niveau national et une action de coopération internationale en vue de prévenir et de réprimer les actes génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ;

(iii) Il forge un consensus universel sur les principes et finalités du Statut de Rome.

(d) *Greffes*

(i) Il assure des services de soutien judiciaires et administratifs efficaces, efficaces et de qualité à la Présidence et aux chambres, au Bureau du Procureur, à la Défense, aux victimes et aux témoins.

(ii) Il gère la sécurité interne de la Cour ;

(iii) Il veille à ce que les mécanismes visant à seconder et sauvegarder les droits des victimes, des témoins et de la Défense fonctionnent effectivement.

(e) *Secrétariat de l'Assemblée des États Parties*

Par sa résolution ICC-ASP/2/Res.3, adoptée en septembre 2003, l'Assemblée des États Parties a créé le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties (le Secrétariat), qui est entré en fonctions le 1^{er} janvier 2004. Le Secrétariat fournit à l'Assemblée et à son Bureau, à la Commission de vérification des pouvoirs, au Comité du budget et des finances, au Groupe de travail spécial sur le crime d'agression, et, sur décision expresse de l'Assemblée, à tout autre organe subsidiaire qu'elle pourrait créer, des services fonctionnels indépendants ainsi qu'une assistance administrative et technique.

(i) Il organise les conférences de l'Assemblée et les réunions de ses organes subsidiaires, notamment le Bureau de l'Assemblée et le Comité du budget et des finances ;

(ii) Il aide l'Assemblée, notamment son Bureau et ses organes subsidiaires, pour toutes les questions relatives à leurs travaux, en veillant tout particulièrement à mettre en place un calendrier judiciaire pour les réunions et consultations, et à mener celles-ci de manière conforme aux procédures ;

(iii) Il permet à l'Assemblée et à ses organes subsidiaires de s'acquitter de leur mandat de manière plus efficace en leur assurant des services fonctionnels et un appui de qualité, dont des services techniques de secrétariat.

(f) *Secrétariat du Fonds au profit des victimes :*

Le Secrétariat du Fonds au profit des victimes administre le Fonds et fournit un appui administratif au Conseil de direction et assure le service de ses réunions. Il a été créé par la résolution ICC-ASP/1/Res.6 de l'Assemblée des États Parties. Pour de plus amples informations concernant le Fonds, il convient de se référer aux états financiers pour 2011.

(g) *Bureau du projet de locaux permanents :*

Aux annexes IV et V de sa résolution ICC-ASP/6/Res.1, l'Assemblée des États Parties a décidé de créer, dans le cadre du projet annuel de budget-programme de la Cour, un Bureau du Directeur de projet, les ouvertures de crédits correspondantes étant destinées à couvrir les dépenses de personnel et autres dépenses opérationnelles liées à ce projet. Le Bureau du Directeur de projet opère sous la direction de l'Assemblée des États Parties, dont il relève directement, et il est responsable devant celle-ci par l'entremise du Comité de contrôle. Pour de plus amples informations concernant le projet de locaux permanents, il convient de se référer à la note 14 des présents états financiers.

(h) *Mécanisme de contrôle indépendant*

Par sa résolution ICC-ASP/8/Res.1, l'Assemblée des États Parties a créé le Mécanisme de contrôle indépendant (MCI), lui conférant le statut de grand programme. Le Mécanisme de contrôle indépendant fonctionnera aux côtés du Bureau de l'audit interne (sans être toutefois intégré ou subordonné à ce dernier) au siège de la Cour à La Haye. Entrent dans les compétences du Mécanisme, telles qu'énoncées à l'article 112, paragraphe 4, du Statut de Rome, des fonctions d'inspection, d'évaluation et d'enquête.

2. Récapitulation des principales normes comptables et procédures de présentation des états financiers

2.1 La comptabilité de la Cour pénale internationale est tenue conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la Cour, tels qu'adoptés par l'Assemblée des États Parties à sa première session, en septembre 2002, et aux amendements qui y ont été apportés. Les écritures comptables de la Cour sont actuellement conformes aux normes comptables utilisées par le système des Nations Unies. Les présentes notes font partie intégrante des états financiers de la Cour.

2.2 *Comptabilité par fonds* : la comptabilité de la Cour est tenue selon le principe de la comptabilité par fonds. L'Assemblée des États Parties peut constituer des fonds distincts à des fins générales ou spécifiques. Des fonds d'affectation spéciale et des comptes spéciaux financés en totalité par des contributions volontaires peuvent être ouverts et clos par le Greffier.

2.3 *Exercice financier* : l'exercice financier de la Cour correspond à l'année civile.

2.4 *Méthode de la comptabilité d'exercice* : à l'exception des contributions volontaires, telles qu'elles sont définies à l'alinéa 2.16 b) ci-après, les recettes, les dépenses, l'actif et le passif ont été comptabilisés sur la base des droits constatés.

2.5 *États financiers établis au coût historique* : les écritures comptables sont établies selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas ajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et services.

2.6 *Monnaie des comptes et fluctuations du taux de change* : les comptes de la Cour sont libellés en euros. Les soldes libellés dans d'autres devises sont convertis en euros au taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies à la date de l'état financier. Les transactions dans d'autres monnaies sont converties en euros au taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies à la date de la transaction.

Les gains et pertes de change sont comptabilisés comme suit :

(a) les gains ou pertes réalisés à l'occasion de l'achat de devises sont comptabilisés comme recettes accessoires ;

(b) les pertes réalisées sur les transactions sont comptabilisées dans les dépenses du programme principal ;

(c) les gains ou pertes non réalisés résultant d'une réévaluation des liquidités ou de l'actif ou du passif sont comptabilisés comme des dépenses et ajustés en conséquence dans les budgets-programmes correspondants. En fin d'exercice, un gain net cumulé est comptabilisé en tant qu'autre recette alors qu'une perte nette est spécifiquement provisionnée et comptabilisée comme une dépense.

2.7 *Le Fonds général* a été créé pour comptabiliser les dépenses de la Cour. Il est alimenté par les contributions mises en recouvrement, les contributions de l'Organisation des Nations Unies, les contributions volontaires, les recettes accessoires et les avances prélevées sur le Fonds de roulement pour financer des dépenses.

2.8 *Le Fonds de roulement* a été créé afin que la Cour dispose de fonds lui permettant de faire face aux problèmes de liquidités à court terme en attendant le versement des contributions mises en recouvrement. Le montant en est fixé par l'Assemblée des États Parties pour chaque exercice financier ; il est calculé conformément au barème des quotes-parts appliqué pour l'ouverture des crédits de la Cour, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier.

2.9 *Le Fonds en cas d'imprévu*, d'un montant maximum de 10 millions d'euros, a été créé par l'Assemblée des États Parties en septembre 2004, avec effet au 1^{er} janvier 2005, pour permettre à la Cour de faire face :

(a) aux coûts associés à une situation imprévue découlant de la décision du Procureur d'ouvrir une enquête ; ou

(b) aux dépenses inévitables du fait de l'évolution de situations existantes qui ne pouvaient être prévues ou que l'on ne pouvait pas estimer de façon précise au moment de l'adoption du budget ; ou

(c) aux coûts associés à une session imprévue de l'Assemblée des États Parties.

(a) Le montant du Fonds est déterminé par l'Assemblée des États Parties. Le Fonds est financé par des contributions mises en recouvrement ou par des excédents de trésorerie, selon ce que décide l'Assemblée des États Parties.

L'Assemblée des États Parties a rappelé, dans sa résolution ICC-ASP/10/Res.4, sa résolution ICC-ASP/3/Res. 4, qui crée le Fonds en cas d'imprévu d'un montant maximum de 10 millions d'euros, et sa résolution ICC-ASP/7/Res. 4, qui prie le Bureau de procéder à l'examen des options permettant de réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévu et le Fonds de roulement.

2.10 *Les fonds d'affectation spéciale et des comptes spéciaux* sont ouverts et clos par le Greffier, qui en rend compte à la Présidence et, par l'intermédiaire du Comité du budget et des finances, à l'Assemblée des États Parties. Ces fonds sont alimentés intégralement par des contributions volontaires sur la base de conditions et d'accords spécifiques établis avec les donateurs.

L'Assemblée des États Parties peut créer des comptes de réserve et des comptes spéciaux, alimentés en totalité ou en partie par les contributions mises en recouvrement.

2.11 *Le projet de locaux permanents est financé par :*

(a) Le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, État hôte de la Cour : à travers l'octroi à la Cour d'un prêt de 200 millions d'euros au maximum, à 30 ans d'échéance et à un taux d'intérêt de 2,5 pour cent, dans les conditions définies à l'annexe II de la résolution ICC-ASP/7/Res.1. Les intérêts seront payés annuellement, à compter de la première utilisation du prêt de l'État hôte. Le remboursement du prêt, par versements annuels réguliers, commencera après la date d'expiration des baux existants ou futurs des locaux provisoires. Si le prêt de 200 millions d'euros n'est utilisé que partiellement au terme du projet, l'État hôte réduira le montant du prêt à rembourser d'un montant égal à 17,5 pour cent.

(b) Les contributions mises en recouvrement sur la base des principes énoncés à l'annexe III de la résolution ICC-ASP/7/Res.1, en ce qui concerne les paiements forfaitaires par les États de la quote-part leur incombant.

(c) Les contributions volontaires des États, des organisations internationales, des particuliers, des entreprises ou d'autres entités, conformément à l'annexe VI de la résolution ICC-ASP/6/Res.1 de l'Assemblée créant un fonds d'affectation spéciale pour la construction des locaux permanents.

(d) Les sources de financement de remplacement que l'Assemblée des États Parties peut décider d'affecter au projet.

2.12 *Contributions mises en recouvrement :*

(a) Aux termes de l'article 5.2 du Règlement financier, les crédits ouverts au budget sont financés par les contributions des États Parties conformément au barème des quotes-parts adopté par l'Organisation des Nations Unies pour son budget ordinaire, adapté pour tenir compte des différences de composition entre l'Organisation et la Cour ;

(b) Conformément à l'article 5.8 du Règlement financier, les versements faits par un État Partie sont d'abord portés au crédit du Fonds de roulement puis déduits des contributions qu'il doit au Fonds général, et enfin des contributions qu'il doit au Fonds en cas d'imprévu, dans l'ordre de leur mise en recouvrement ;

(c) Les contributions acquittées dans d'autres devises sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date du paiement ;

(d) Les nouveaux États Parties au Statut de Rome sont tenus d'acquitter pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Parties une contribution au Fonds de roulement et au budget ordinaire, conformément à l'article 5.10 du Règlement financier.

2.13 *Les excédents dus aux États Parties* pour un exercice financier donné sont constitués comme suit :

- a) Soldes inutilisés des crédits ouverts;
- b) Économies réalisées sur des engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements ;
- c) Contributions mises en recouvrement auprès des nouveaux États Parties ;
- d) Révisions du barème des quotes-parts entrées en vigueur en cours d'exercice ; et
- e) Recettes accessoires telles que définies au paragraphe 2.16 e) ci-après.

À moins que l'Assemblée des États Parties n'en décide autrement, tout excédent constaté en fin d'exercice est redistribué, après déduction de toutes les contributions non acquittées de l'exercice considéré, aux États Parties suivant le barème des quotes-parts applicable à l'exercice auquel il se rapporte. Au 1^{er} janvier qui suit l'année durant laquelle a eu lieu la vérification des comptes, le montant ainsi réparti est porté au crédit des États Parties à condition qu'ils aient acquitté la totalité de leurs contributions dues pour cet exercice. Dans ces cas, le crédit vient en déduction, totale ou partielle, des contributions dues au Fonds de roulement et des contributions dues pour l'exercice financier suivant.

2.14 *Réserve pour contributions mises en recouvrement non acquittées* : une réserve est constituée à hauteur des contributions non acquittées des exercices financiers précédents ; dans le bilan, cette réserve vient en déduction de l'excédent cumulé.

2.15 *Contributions acquittées par anticipation* : dans le bilan, les contributions acquittées par anticipation apparaissent au passif. Elles sont appliquées à l'exercice financier suivant, d'abord en déduction d'éventuelles avances dues au Fonds de roulement, puis en déduction des contributions mises en recouvrement.

2.16 *Recettes* : les recettes de la Cour se décomposent comme suit :

(a) Contributions mises en recouvrement : aux fins des états financiers, les recettes sont comptabilisées une fois le calcul des quotes-parts des États Parties approuvé par l'Assemblée des États Parties au titre du budget-programme adopté ;

(b) Contributions volontaires : elles sont comptabilisées comme recettes sur la base d'un engagement écrit de versement d'espèces durant l'exercice en cours, sauf lorsqu'elles ne sont pas précédées d'une promesse de contributions. Pour ces fonds, les recettes sont comptabilisées au moment où les contributions sont effectivement reçues de la part des donateurs ;

(c) Les contributions versées sous la forme de paiements forfaitaires au titre du projet de locaux permanents sont comptabilisées comme recettes au moment où les contributions sont effectivement reçues de la part des États Parties ;

(d) Contributions versées par l'Organisation des Nations Unies en application de l'article 115, alinéa b), du Statut de Rome ;

(e) Recettes accessoires : elles sont constituées comme suit :

(i) Remboursements de dépenses effectivement engagées lors d'exercices antérieurs ;

(ii) Intérêts créditeurs : il s'agit de tous les intérêts provenant de dépôts sur des comptes bancaires rémunérés et de dépôts à terme ;

(iii) Recettes tirées des placements du Fonds général, du Fonds de roulement et du Fonds en cas d'imprévus ;

(iv) En fin d'exercice, tout solde excédentaire net du compte des gains ou pertes de change, ou toute réévaluation ou dévaluation de devises, est comptabilisé comme recettes accessoires. Un solde déficitaire net est imputé sur le compte de dépenses approprié ;

(v) Produit de la vente de biens ; et

(vi) Contributions volontaires pour lesquelles aucune affectation spéciale n'a été précisée.

2.17 *Dépenses :*

(a) Les dépenses sont imputées sur les autorisations de crédits, conformément à la règle de gestion financière 104.1. Figurent dans le total des dépenses les décaissements et les engagements non acquittés ;

(b) Les dépenses engagées au titre de biens non consommables sont imputées sur le budget de l'exercice durant lequel l'achat a été effectué et ne sont pas ajoutées à la valeur comptable du capital. L'inventaire de ces biens est établi suivant la méthode du coût historique ;

(c) Les engagements contractés pour des exercices financiers à venir sont inscrits sur un compte de charges comptabilisées d'avance, conformément à la règle de gestion financière 111.7.

2.18 *Engagements non réglés :* il s'agit d'engagements contractés qui n'ont pas été réglés au cours de l'exercice financier. Les engagements sont souscrits au titre d'un contrat, d'un bon de commande ou d'un accord en bonne et due forme, ou d'un autre type de promesse, ou encore d'une obligation reconnue par la Cour. Les engagements pour l'exercice en cours restent valables pendant les 12 mois suivant la clôture de l'exercice financier auquel ils se rapportent.

2.19 *Provision pour engagements au titre des pensions des juges :*

Au cours de sa septième session, tenue du 9 au 13 octobre 2006, le Comité du budget et des finances a recommandé que la Cour accepte l'offre de la société Allianz/NL d'assurer le régime des pensions des juges. La recommandation du Comité a été acceptée par l'Assemblée des États Parties à sa cinquième session (ICC-ASP/5/32, page 16, paragraphe 31). Allianz a été choisie comme société gérant le régime de pensions des juges et le contrat court à compter du 31 décembre 2008.

En 2011, la Cour verse à Allianz une prime annuelle de 2.069.293 euros. Le régime de pensions s'analyse comme un régime de prestations définies qui procure à ses bénéficiaires les avantages suivants : versement aux juges d'une pension de retraite définie à l'expiration d'un mandat de neuf ans (versée au prorata si ce mandat de neuf ans n'est pas accompli intégralement) ; versement d'une pension de 50 pour cent au conjoint survivant et versement d'une pension d'invalidité aux juges de moins de 65 ans.

2.20 *L'encaisse et les dépôts à terme* comprennent les fonds détenus dans des comptes courants, des comptes bancaires produisant des intérêts et des dépôts à terme dont l'échéance est inférieure à trois mois.

2.21 *Les recettes comptabilisées d'avance* comprennent les contributions annoncées pour des exercices à venir ainsi que les autres recettes perçues mais non encore imputables à l'exercice en cours.

2.22 *Les charges comptabilisées d'avance* représentent la partie de l'avance au titre de l'indemnité pour frais d'études correspondant à l'année scolaire achevée à la date des états financiers, qui n'est comptabilisée comme charge comptabilisée d'avance qu'aux fins du bilan. L'intégralité de l'avance est comptabilisée comme compte débiteur des fonctionnaires et des agents jusqu'à ce que soient produites les pièces justificatives requises, après quoi le compte budgétaire correspondant est débité et l'avance est réglée.

Les méthodes utilisées pour calculer le montant de ces charges sont conformes aux normes comptables internationales afférentes aux avantages reconnus au personnel, qui reposent sur le principe selon lequel le coût correspondant à la reconnaissance d'un avantage au personnel doit être déterminé au moment où l'employé acquiert ledit bénéfice, et non pas lorsque ce dernier est réglé ou devient exigible.

2.23 *Engagements au titre de la prime de rapatriement :* les fonctionnaires recrutés au plan international qui quittent la Cour ont droit à une prime de rapatriement à l'issue d'un an de service. De même, les juges ont droit à une prime de réinstallation à l'issue de cinq ans de service, lorsqu'ils quittent la Cour.

2.24 *Jours de congé annuel accumulés* : la Cour comptabilise le coût correspondant aux jours de congé annuel accumulés par son personnel.

2.25 Dans la méthode comptable de la Cour concernant les prestations dues aux employés en fin de service, ces dernières sont comptabilisées au terme de l'exercice financier.

2.26 *Le passif éventuel* apparaît, le cas échéant, dans les notes relatives aux états financiers.

2.27 *Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (UNJSPF)* : conformément à la décision ICC-ASP/1/Décision 3 de l'Assemblée des États Parties et à la résolution 58/262 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 23 décembre 2003, la Cour est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à compter du 1^{er} janvier 2004. La Caisse prévoit pour le personnel de la Cour des pensions de retraite, un capital décès, une pension d'invalidité et des indemnités connexes.

La Caisse des pensions est un régime de financement à prestations définies. L'obligation financière de la Cour envers la Caisse consiste à verser une contribution au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, soit 15,8 pour cent de la rémunération considérée aux fins de la pension, ainsi que toute part de tout paiement actuariel compensatoire, en application de l'article 26 du Règlement de la Caisse. Ces paiements compensatoires ne sont dus que si l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué cette disposition de l'article 26, après avoir décidé qu'un paiement compensatoire s'impose sur la base d'une évaluation actuarielle de la Caisse à la date de l'évaluation. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas fait référence à ladite disposition.

3. La Cour pénale internationale (États I à IV)

3.1 *L'état I* indique la situation des recettes et des dépenses ainsi que les changements intervenus dans les soldes des réserves et des fonds au cours de l'exercice financier. Il inclut l'excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice en cours et les ajustements des recettes et des dépenses pour les exercices antérieurs.

3.2 *L'état II* indique l'actif et le passif, les soldes et les réserves et des fonds au 31 décembre 2011. La valeur des biens non consommables n'est pas inscrite à l'actif (voir la note 6).

3.3 *L'état III* indique les mouvements de trésorerie ; il est établi selon la méthode indirecte.

3.4 *L'état IV* rend compte des dépenses par rapport aux ouvertures de crédits approuvées pour l'exercice.

4. Fonds général, Fonds de roulement et Fonds en cas d'imprévu

4.1 *Contributions mises en recouvrement*: dans sa résolution ICC/ASP/9/Res.4, l'Assemblée des États Parties a approuvé des crédits d'un montant total de 103.607.900 euros pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2011, 118 États étaient parties au Statut de Rome.

4.2 *Intérêts créditeurs* : ces intérêts, d'un montant de 484.306 euros, correspondent aux intérêts acquis sur les comptes de la Cour pour le Fonds général, le Fonds de roulement et le Fonds en cas d'imprévu.

4.3 *Recettes accessoires* : le montant total des recettes accessoires, soit 382,116 euros, se décompose comme suit :

Tableau 1 : Ventilation des recettes accessoires (en euros)

<i>Recettes accessoires</i>	<i>Montant (en euros)</i>
Remboursements de dépenses engagées au cours des exercices antérieurs	382.116
Recettes accessoires	-
Total	382.116

4.4 *Dépenses* : le montant total des dépenses, soit 107.926.000 euros, est constitué de décaissements d'un montant de 100.198.000 euros, d'engagements non réglés d'un montant de 5.536.000 euros et de charges à payer ou provisions de 2.192.000 euros. Le montant total des décaissements comprend une somme de 102.810.000 euros imputés au Fonds général (ventilée au tableau 2 ci-dessous) et 5.115.000 euros imputés au Fonds en cas d'imprévus (ventilée au tableau 3 ci-dessous).

Tableau 2 : Ventilation des dépenses (en euros) pour le budget-programme approuvé

<i>Catégorie de dépense</i>	<i>Montant des crédits</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Charges à payer provisions a)</i>	<i>Total des dépenses</i>
Traitements et autres dépenses de personnel	76.836.300	74.557.859	682.887	1.603.414	76.844.160
Voyages et frais de représentation	4.658.800	3.474.156	664.055	-	4.138.211
Services contractuels	7.178.000	7.183.561	1.597.156	-	8.780.717
Dépenses de fonctionnement	12.644.000	8.615.217	1.892.983	589.000	11.097.200
Acquisitions	2.290.900	1.762.922	187.172	-	1.950.094
Total	103.608.000	95.593.715	5.024.253	2.192.414	102.810.382

Tableau 3 : Ventilation des dépenses (en euros) pour le Fonds en cas d'imprévus

<i>Catégorie de dépense</i>	<i>Montant des crédits</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Charges à payer provisions</i>	<i>Total des dépenses</i>
Traitements et autres dépenses de personnel	5.078.000	2.632.516	105.939	-	2.738.455
Voyages et frais de représentation	599.000	240.199	79.411	-	319.610
Services contractuels	1.482.000	936.706	219.778	-	1.156.484
Dépenses de fonctionnement	492.000	275.905	58.672	-	334.577
Acquisitions	893.000	518.599	47.603	-	566.202
Total	8.544.000	4.603.925	511.403	-	5.115.328
Total général		100.197.640	5.535.656	2.192.414	107.925.710

Dépenses afférentes au régime de pensions des juges : la prime à Allianz pour 2011 a été acquittée et comptabilisée comme décaissements pour un montant de 2.069.293 euros.

4.5 *Charges à payer*

(a) *Charges à payer au titre de la prime de rapatriement* : les engagements correspondants ont été subdivisés en engagements cumulés au titre de l'indemnité de rapatriement, soit 5.219.439 euros, et en engagements au titre de l'indemnité de rapatriement, soit 288.725 euros, comptabilisés comme autres comptes débiteurs, la distinction étant que ces derniers reflètent les montants dus au 31 décembre 2011 à des fonctionnaires ayant déjà quitté la Cour, de sorte qu'ils sont exigibles. Les engagements cumulés au titre de l'indemnité de rapatriement désignent les montants auxquels peuvent prétendre les fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2011 mais non dus à cette date, étant donné que les intéressés sont encore employés par la Cour. Le montant comptabilisé au budget de 2011 comme engagements cumulés au titre de l'indemnité de rapatriement, s'élève à 676.866 euros.

(b) *Charges à payer au titre des jours de congé annuel cumulés* : au 31 décembre 2011, le total des charges à payer au titre des jours de congé annuel cumulés représentait 4.914.664 euros pour l'ensemble du personnel de la Cour. Le coût afférent aux jours de congé annuel non pris en 2011 a été inscrit en tant que dépense d'un montant de 850.038 euros dans l'état des recettes et des dépenses de 2011.

4.6 Provisions

(a) Provisions pour affaires devant le TAOIT :

En 2010, cinq affaires ont été introduites devant le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT) par d'anciens membres du personnel de la Cour. Trois de ces cinq affaires ont bénéficié d'un verdict favorable pour la Cour, et les provisions afférentes ont été reversées et comptabilisées en tant que recettes accessoires dans les comptes de 2011. Les deux autres affaires étaient toujours en cours au 31 décembre 2011, et l'une d'entre elle a été partiellement réglée à l'agent en 2012.

(b) Provision pour assujettissement à l'impôt aux États-Unis :

D'après les pratiques et les principes fondamentaux de la fonction publique internationale, comme en a décidé le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT), les fonctionnaires de la Cour ont tous droit à être exonérés de l'impôt sur les traitements, émoluments et indemnités que leur verse la Cour. La provision pour assujettissement à l'impôt est évaluée à 76.510 euros pour l'année 2011 pour huit fonctionnaires de la Cour qui ont acquitté des impôts aux États-Unis durant cette période.

(c) Provision pour créance douteuse :

Au titre des autres sommes à recevoir, à partir d'une décision judiciaire du 20 octobre 2010 (Chambre de première instance III, n° ICC-01/05-01/08-568), la Cour a avancé une somme de 574.114 euros aux fins de couvrir les frais de justice correspondant à la représentation légale d'un accusé en 2011 dont les avoirs ont été gelés. En 2011, le montant équivalent de 68.852 euros a été retiré des avoirs gelés. La somme de 505.000 euros a été imputée aux dépenses liées à l'aide judiciaire en raison de l'incertitude du remboursement de ce montant.

La Cour a prévu une provision de 84.000 euros pour le remboursement de la somme à recevoir du gouvernement ougandais au titre de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), lequel est considéré comme incertain.

La Cour ne prévoit aucune provision pour les contributions mises en recouvrement douteuses mais l'article 112 du Statut de Rome stipule qu'un État Partie ne peut participer au vote ni à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée peut néanmoins autoriser cet État à participer au vote à l'Assemblée et au Bureau si elle constate que son manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

4.7 *Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulations d'engagements* : les décaissements effectifs de 2011 concernant les engagements d'exercices antérieurs, soit 5.722.544 euros, se chiffrent à 4.108.546 euros par suite des économies réalisées sur les engagements d'exercices antérieurs ou de l'annulation de ces derniers, qui représentent une somme de 1.613.997 euros.

4.8 *Montants portés au crédit des États Parties* : les excédents de trésorerie de 2009, d'un montant de 2.825.707 euros, portés au crédit des États Parties, ont été restitués conformément à leurs quotes-parts respectives pour l'exercice en question. Sur cet excédent de trésorerie, la somme de 2.267 euros a été restituée aux États Parties et le solde, soit 2.823.440 euros, a été porté à leur crédit au titre des contributions mises en recouvrement dues par les États intéressés et inclus dans le montant total des contributions acquittées en 2011 (tableau 1).

4.9 *Fonds de roulement* : dans sa résolution ICC-ASP/9/Res.4, l'Assemblée des États Parties a fixé le niveau du Fonds de roulement pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 à 7.405.983 euros, soit le même montant que pour l'exercice précédent.

4.10 *Contributions mises en recouvrement à recevoir* : les contributions dues, d'un montant de 2.791.603 euros, se partagent entre les sommes dues au titre d'exercices antérieurs (405.982 euros) et les sommes dues pour 2011 (2.385.621 euros) (voir tableau 1). Les contributions en excédent versées par les États Parties, d'un montant de 488.245 euros, sont comptabilisées comme des contributions versées par anticipation (voir note 4.15 ci-après).

4.11 *Autres contributions à recevoir* : elles désignent les montants dus au titre du Fonds de roulement, soit 9.026 euros, au 31 décembre 2011 (voir tableaux 2 et 3).

4.12 *Soldes interfonds à recevoir* : leur montant, soit 130.793 euros, était dû au Fonds général par les fonds d'affectation spéciale.

4.13 *Autres sommes à recevoir* : leur montant total, soit 1.998.485 euros, est détaillé dans le tableau 4 ci-après.

Tableau 4 : Ventilation des autres sommes à recevoir (en euros)

<i>Sommes à recevoir</i>	<i>Montant en 2011</i>	<i>Montant en 2010</i>
États (taxe à la valeur ajoutée) (a)	377.798	924.005
Personnel	194.068	384.967
Fournisseurs	7.081	31.732
Intérêts échus	144.883	111.754
Avances au titre des frais de voyages (autres que les avances en espèces) (b)	537.729	671.505
Avances à des fournisseurs au titre de frais de voyage (c)	633.605	766.427
Autres sommes à recevoir (d)	103.321	102.048
Paieement différé du Tribunal spécial pour la Sierra Leone	-	97.166
Total	1.998.485	3.089.604

(a) *Taxe à la valeur ajoutée*: le montant de 377.798 euros reflété dans les comptes comme sommes à recevoir de la part d'États au titre de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) payée sur les biens et services acquis par la Cour ne comprend plus le montant de 300.745 euros représentant la TVA payée sur des achats effectués en Ouganda. Ce montant est comptabilisé comme somme à recevoir du gouvernement ougandais, mais la Cour n'a pas réussi à ce jour à recouvrer ladite somme. La loi exonérant la Cour du paiement de la TVA a été adoptée le 18 octobre 2008 et n'est entrée en vigueur que le 1^{er} juillet 2009. Des efforts ont été déployés pour obtenir le remboursement de la TVA à titre rétroactif, en faisant valoir que la Cour avait droit à l'exonération dès le début de ses opérations en Ouganda et que le retard pris à reconnaître cette situation n'est pas imputable à la Cour. Le fait, cependant, que le remboursement n'est pas encore intervenu a conduit à ne plus faire figurer cette somme dans la ventilation des sommes à recevoir.

(b) *Avances au titre des frais de voyage (autres que les avances en espèces)*: il s'agit des avances correspondant à des voyages n'ayant pas donné lieu à des demandes de remboursement de frais de voyage. Ces avances n'incluent pas les avances versées en espèces qui sont comptabilisées comme sommes à recevoir des intéressés et figurent dans les rubriques «Personnel», «Fournisseurs» ou «Autres sommes à recevoir».

(c) *Avances à des fournisseurs au titre de frais de voyage* : il s'agit des montants versés à des fournisseurs au titre de frais de voyage, comme l'achat de billets ou les frais d'expédition, n'ayant pas fait l'objet de demandes de remboursement de frais de voyage de la part des intéressés et devant être comptabilisés comme dépenses au 31 décembre 2011.

(d) *Les autres sommes à recevoir* comprennent un montant de 505.000 euros car il s'agit d'une ligne de dépense imputable aux coûts des conseils assurant la défense des accusés. À la suite d'une décision judiciaire en date du 20 octobre 2010 (Chambre de première instance III, n° ICC-01/05-01/08-568), la Cour a avancé un montant de 574.000 euros au titre des frais de représentation légale d'un accusé dont les avoirs ont été gelés. Il est peu probable que l'intégralité du montant en question pourra être recouvrée lorsque la Cour demandera que l'ensemble des avoirs de l'intéressé soient débloqués ; en conséquence, une provision pour créance douteuse de 505.000 euros a été inscrite dans les prévisions budgétaires en 2011. En 2011, son équivalent, soit 68.852 euros, a été retiré des avoirs gelés.

4.14 *Avances au titre de l'indemnité pour frais d'études* : une somme de 1.043.502 euros représente l'indemnité pour frais d'études se rapportant à l'année scolaire prenant fin les 31 décembre 2011 et 2012.

4.15 *Contributions ou paiements anticipés* : les États Parties ont versé un montant de 488.245 euros qui s'applique au prochain exercice financier. Cette somme se décompose comme suit :

(a) un montant de 65.749 euros versé à l'avance par les États Parties au titre des contributions mises en recouvrement pour 2011 (tableau 1) ;

(b) un montant de 422.496 euros représentant l'excédent des contributions acquittées par rapport aux contributions mises en recouvrement pour l'exercice 2011, qui comprend les contributions des nouveaux États Parties, les trop-perçus ou la répartition des excédents de trésorerie de 2009 (tableau 1).

4.16 *Autres sommes à payer* : elles s'élèvent à 2.980.400 euros et sont ventilées dans le tableau 5 ci-après.

Tableau 5 : Ventilation des autres sommes à payer (en euros)

<i>Sommes à recevoir</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Personnel	172.396	340.448
Fournisseurs ^(c)	1.810.760	2.004.677
Paiement différé du Tribunal spécial pour la Sierra Leone	85.469	Voir alinéa 4.13(e)
Charges à payer au titre de la prime de rapatriement ^(a)	288.725	368.914
Autres sommes à recevoir ^(c)	623.050	218.817
Intérêts échus (prêt du Ministère des affaires étrangères néerlandais) ^(b)	-	17.373
Total	2.980.400	2.950.229

(a) *Charges à payer au titre de la prime de rapatriement* : les charges à payer au titre de la prime de rapatriement ont été subdivisées en provision pour les primes de rapatriement cumulées d'un montant de 5.219.439 euros, et charges à payer au titre de la prime de rapatriement d'un montant de 288.725 euros sous la rubrique des comptes débiteurs divers. La distinction tient au fait que les charges à payer au titre de la prime de rapatriement font référence à des montants dus, à compter du 31 décembre 2011, au personnel qui a déjà quitté la Cour et lesdits montants correspondent donc à des sommes dues et exigibles. La provision pour les primes de rapatriement cumulées correspond au montant à verser aux fonctionnaires y ayant droit à compter du 31 décembre 2011, mais qui ne sont pas exigibles à cette date, ces fonctionnaires étant encore au service de la Cour.

(b) *Intérêts à payer* : le prêt de l'État hôte pour les locaux permanents n'a pas été utilisé en 2011 ; aucun intérêt dû n'a donc été comptabilisé. Le remboursement du prêt, par versements annuels, commencera après l'expiration du bail existant ou des baux futurs des locaux provisoires. Pour de plus amples informations concernant le projet de locaux permanents, voir la note 14.

(c) *Fournisseurs et comptes débiteurs divers* : sur la base du principe de la comptabilité d'exercice intégrale, dite aussi comptabilité en droits constatés, toutes les factures émises jusqu'au 31 décembre 2011 constituent une somme à payer de la part de la Cour et ont été inscrites en 2011 dans la comptabilité. Lesdites factures ont été acquittées en janvier et février 2012.

(d) *Paiement différé du Tribunal spécial pour la Sierra Leone* : le 29 mars 2006, la Cour a reçu du Président du Tribunal spécial pour la Sierra Leone une demande d'assistance temporaire sous forme de la mise à disposition d'une salle d'audience et de services et de locaux de détention ainsi que d'un appui pour le déroulement du procès de Charles Taylor. À la suite de consultations avec le Bureau de l'Assemblée des États Parties, la Cour est convenue de fournir les services et installations demandés, à condition que lesdits services et installations soient intégralement payés à l'avance. Sur la base de cette décision, la Cour et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone ont signé le 13 avril 2006 un mémorandum d'accord relatif aux arrangements administratifs entre eux. Le montant de 85.469 euros correspond au solde des paiements reçus par anticipation du Tribunal spécial pour la Sierra Leone au 31 décembre 2011, déduction faite des dépenses encourues par celui-ci au 31 décembre 2011.

4.17 *Fonds en cas d'imprévus* : une somme de 9.168.567 euros représentant l'excédent de trésorerie pour l'exercice 2002-2003 a été portée au crédit du Fonds conformément à la résolution ICC-ASP/3/Res.4 b). En 2010, le Fonds a été réduit du fait du déficit des recettes sur les dépenses (412.000 euros). En 2011, un montant additionnel de 4.318.276 euros a été imputé au Fonds, lequel correspondait à l'excédent des dépenses par rapport aux ouvertures de crédits approuvées pour l'exercice (État IV). Le Fonds sera réapprovisionné à hauteur de 2.561.709 euros, conformément à la résolution ICC-ASP/10/Res.4 de l'Assemblée des États Parties, pour atteindre le seuil fixé à 7 millions d'euros.

Solde au 1 ^{er} janvier 2011 (en euros)	8.756.567
Charges imputables au Fonds en cas d'imprévus	(4.318.276)
Solde au 31 décembre 2011	4.438.291

4.18 *Réserve pour les contributions mises en recouvrement non acquittées* : une somme de 405.982 euros, représentant les contributions mises en recouvrement mais non acquittées pour les exercices financiers précédents (tableau 1), est déduite de l'excédent cumulé pour dégager l'excédent de trésorerie à répartir entre les États Parties pour 2010 (tableau 4).

5. Fonds d'affectation spéciale

5.1 *Description générale et objet* des divers fonds d'affectation spéciale mentionnés aux Tableaux 6 et 7 :

Programme de stages et d'accueil de professionnels invités : ce programme subvient, dans le cadre de la Cour, aux besoins des stagiaires et des professionnels invités au sein de la Branche judiciaire, du Bureau du Procureur et du Greffe. Il court, sur une période de deux ans, qui va d'avril à mars. À compter du 1^{er} avril 2010, l'intitulé complet du programme de stagiaires et de professionnels invités est le suivant : Renforcer la Cour pénale internationale – conforter les principes de complémentarité et d'universalité et instaurer une défense de haute qualité.

Séminaire des conseils : il est géré par le Greffe afin de financer les consultations entre la Cour et les membres des professions juridiques représentés par les conseils habilités à intervenir devant la Cour.

Les deux fonds d'affectation spéciale sont intégrés aux contrats de la Commission européenne et leurs bilans sont présentés conjointement.

Programme concernant les pays les moins avancés : il est géré par le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et couvre les frais de voyage afférents à la participation des représentants des pays les moins avancés et d'autres États en développement aux réunions de l'Assemblée. Il s'agit d'un programme continu.

Séminaire régional de Yaoundé : ce programme est géré par le Greffe pour seconder l'organisation de séminaires locaux rassemblant des experts appartenant à des collectivités nationales, notamment des juges, des avocats, des politiciens et des représentants d'ONG, afin de renforcer, de par le monde, la perception du rôle de la Cour et les informations disponibles qui la concernent.

Séminaire régional de Tunis (Tunisie) : il a été organisé par la Cour en septembre 2011 afin de fournir une formation interactive sur le Statut de Rome aux responsables des professions juridiques des pays du Maghreb et de plusieurs pays du Moyen-Orient (Égypte, Jordanie, Liban et Syrie), dans l'objectif de renforcer la coopération de ces États avec la Cour. Il s'inscrit dans le cadre d'une série de séminaires régionaux. Le premier a été conduit à Dakar (Sénégal) en décembre 2009, et le second, à Yaoundé (Cameroun) en octobre 2010.

Séminaire conjoint avec l'Union africaine en Éthiopie : il a été géré par les trois organes en vue d'améliorer les connaissances des participants sur les aspects techniques du Statut de Rome et des travaux de la Cour. Le séminaire a eu lieu à Addis-Abeba en juillet 2011. Les participants comptaient des cadres de la Commission de l'Union africaine, des conseillers juridiques issus de délégations des États africains auprès de l'Union africaine, le Coordinateur du Groupe des États Parties africains auprès des Nations Unies, des agents de la Cour pénale internationale et les donateurs contribuant au séminaire.

Projet de la Cour sur les outils juridiques : il est géré par le Bureau du Procureur aux fins de faciliter et de coordonner l'introduction, la mise en œuvre et l'utilisation du Projet de la Cour sur les outils juridiques, et notamment la Matrice des affaires, de la part d'utilisateurs se trouvant à l'extérieur de la Cour.

Fonds d'affectation spéciale général : il est utilisé par l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins aux fins d'organiser un séminaire d'une journée, en novembre 2010, sur la protection des victimes et des témoins.

Fonds d'affectation spéciale pour la réinstallation des témoins : il a été créé pour aider les États qui désirent conclure avec la Cour des accords tendant à la réinstallation de témoins, mais n'ont pas les moyens de le faire, à disposer de solutions n'entraînant pas de coûts supplémentaires, aux fins d'accroître le nombre de réinstallations effectives et de développer la capacité des acteurs locaux à assurer la protection des témoins. Ledit fonds d'affectation spéciale est financé sur la base de dons à titre gracieux émanant d'États Parties volontaires.

Visites familiales à des détenus indigents : ce système a été créé au sein du Greffe par la résolution ICC-ASP/8/Res.4 de l'Assemblée des États Parties. Le but visé est de financer en totalité les visites familiales rendues à des détenus indigents par l'entremise de dons à titre gracieux, sur la base de contributions émanant d'États Parties, d'autres États, d'organisations non gouvernementales, de la société civile ou d'individus.

5.2 *Contributions volontaires* : des contributions, pour un montant de 2.697.237 euros, ont été annoncées ou versés aux fins de projets pour 2011.

5.3 *Intérêts créditeurs* : la somme de 15.483 euros représente les intérêts acquis sur le compte bancaire de la Cour pour les fonds d'affectation spéciale.

5.4 *Dépenses* : le montant total de 1.652.980 euros comprend l'ensemble des décaissements pour une somme de 1.551.630 euros, des engagements non réglés pour une somme de 100.908 euros et des engagements cumulés au titre de l'indemnité de rapatriement pour une somme de 442 euros

5.5 *Remboursement aux donateurs* : la somme de 28.183 euros a été restituée aux donateurs, dans la mesure où le montant en question excédait les besoins de projets spécifiques menés à leur terme (Tableaux 6 et 7).

5.6 *Autres sommes à recevoir* : la somme de 3.432 euros correspond aux intérêts acquis mais non encore crédités au compte bancaire des fonds d'affectation spéciale.

5.7 *Contributions ou paiements reçus par anticipation* : la Cour a reçu des contributions volontaires pour un montant total de 199.694 euros pour les besoins de projets devant être entrepris après le 31 décembre 2011 (Tableau 6).

5.8 *Soldes interfonds à payer* : au 31 décembre 2011, les soldes interfonds entre les Fonds d'affectation spéciale et le Fonds général représentaient une somme à payer de 152.350 euros.

6. Biens non consommables

6.1 On trouvera au tableau 5 ci-dessous un récapitulatif au 31 décembre 2011 des biens non consommables, calculés selon la formule du coût historique. Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Cour, les biens non consommables ne sont pas comptabilisés dans l'actif immobilisé mais sont directement imputés sur le budget lors de leur acquisition.

Tableau 5: Récapitulatif des biens non consommables (en euros)

<i>Catégories des avoirs gérés</i>	<i>Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2011</i>	<i>Acquisitions/ajustements</i>	<i>Articles passés par pertes et profits^{a/}</i>	<i>Solde de clôture au 31 décembre 2011</i>
Matériel informatique/de communication	7.774.476	924.523	412.913	8.286.086
Matériel de sécurité	798.784	22.582	-	821.366
Matériel pour services généraux	1.102.201	37.897	33.432	1.106.666
Véhicules et matériel de transport	864.543	144.370	29.054	979.859
Matériel du Bureau du Procureur	1.422.473	24.712	45.255	1.401.930
Autre matériel	1.538.884	90.252	32.854	1.596.282
Salles d'audience et chambre préliminaire ^{b/}	1.362.918	-	-	1.362.918
Total	14.864.279	1.244.336	553.508	15.555.107

* Salles d'audience et chambre préliminaire – éléments faisant intégralement partie de l'installation des salles d'audience.

Outre ce qui précède, les écritures comptables de la Cour font apparaître les biens non consommables ci-après acquis grâce à des contributions volontaires :

Tableau 6: Récapitulatif des biens non consommables financés à partir d'autres sources (en euros)

<i>Catégorie de gestion des biens</i>	<i>Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2011</i>	<i>Articles passés par pertes et profits^{a/}</i>	<i>Solde de clôture au 31 décembre 2011</i>
Budget de la mission préparatoire	9.622	1.202	8.420
Dons à la Cour	283.375	11.217	272.158
Total	292.997	12.419	280.578

(a) ^{a/} En 2011, il a été passé par pertes et profits pour 565.927 euros de matériel.

7. Passation par pertes et profits de numéraire, de sommes à recevoir et de matériel

7.1 Outre les articles passés par pertes et profits en 2011, comme indiqué au paragraphe 6.1, il a été passé par pertes et profits un montant total de 18.596 euros sous forme de numéraire et de comptes obsolètes et irrécouvrables.

8. Versements à titre gracieux

8.1 La Cour a procédé à un versement à titre gracieux de 12.541 euros durant l'exercice.

9. Personnel mis à disposition à titre gracieux

9.1 Aucun personnel n'a été mis à disposition à titre gracieux au cours de l'exercice.

10. Passif éventuel

10.1 Il s'est présenté en 2011 deux affaires dans lesquelles un fonctionnaire de la Cour était susceptible de former un recours devant le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (TAOIT).

11. Blessures imputables au service

11.1 La Cour a conclu avec un cabinet d'assurance un contrat couvrant les blessures imputables au service subies par des fonctionnaires de la Cour, des juges, des consultants ou des assistants temporaires. La prime d'assurance, calculée en pourcentage de la rémunération considérée aux fins de la pension dans le cas des fonctionnaires et sur la base d'un pourcentage comparable pour les juges, les consultants et les assistants temporaires, est imputée au budget de la Cour et est comptabilisée comme dépense. Le montant total de la prime acquittée en 2011 au titre de cette assurance a été de 989.110 euros.

12. Contributions en nature

12.1 Les contributions en nature importantes (d'un montant supérieur à 25 000 euros) reçues par la Cour durant l'exercice sont les suivantes :

(a) Comme indiqué dans les états financiers des exercices précédents, la Cour continue de bénéficier des contributions ci-après de l'État hôte :

i) des locaux mis gratuitement à sa disposition pendant une période de dix ans, à compter du 1^{er} juillet 2002 ; et

(i) les coûts afférents aux locaux provisoires, à concurrence de 33 millions d'euros, notamment pour la construction d'une salle d'audience.

(b) En 2011, la Cour a engagé plusieurs agents bénévoles à court terme correspondant à une contribution en nature d'une valeur de 530.000 euros.

13. Contributions au Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes

13.1 Dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.6, l'Assemblée des États Parties a créé le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes afin de secourir les victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale et leurs familles.

Dans l'annexe à ladite résolution, l'Assemblée a créé un Conseil de direction qui est chargé de la gestion du Fonds et a décidé que le Greffier de la Cour devrait fournir l'assistance nécessaire pour aider le Conseil à s'acquitter de ses tâches et participerait aux réunions du Conseil de direction à titre consultatif.

En 2011, l'Assemblée des États Parties a approuvé l'ouverture de 1.205.200 euros de crédits pour le Secrétariat du Fonds au profit des victimes, qui administre le Fonds et fournit un appui administratif au Conseil de direction et à ses réunions. Les dépenses afférentes aux activités du Secrétariat pendant l'exercice se montent à 1.113.658 euros.

14. Projet de locaux permanents : description générale

14.1 Le projet de locaux permanents a été approuvé par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/4/Res.2, dans laquelle l'Assemblée a souligné que « la Cour est une institution judiciaire permanente qui, en tant que telle, a besoin de locaux permanents fonctionnels qui lui permettent de s'acquitter efficacement de ses tâches et qui témoignent de l'importance qu'elle revêt dans la lutte contre l'impunité » et réitéré l'importance que revêtent des locaux permanents pour l'avenir de la Cour.

14.2 Dans sa résolution ICC-ASP/6/Res.1, l'Assemblée a relevé en outre que l'ensemble des coûts de construction, qui inclut la constitution d'une réserve pour imprévus, la rémunération versée aux consultants et aux entreprises, la hausse des prix avant et après les appels d'offres, tous les droits à acquitter, notamment pour l'obtention de permis ainsi que la constitution de fonds pour les caractéristiques incorporées conçues pour donner de la visibilité à l'ensemble du bâtiment, était estimé comme ne devant pas dépasser, aux prix de 2014, 190 millions d'euros. Dans l'annexe II à ladite résolution, l'Assemblée a constitué un Comité de contrôle composé de représentants des États Parties en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée, conformément au paragraphe 4 de l'article 112 du Statut de Rome.

14.3 Le Comité de contrôle a pour mandat de servir d'organe permanent agissant au nom de l'Assemblée pour la construction des locaux permanents de la Cour. Il a pour rôle d'exercer un contrôle stratégique, la gestion du projet au quotidien relevant de la responsabilité du Directeur de projet. Le Comité de contrôle est composé de représentants de dix États Parties, au moins un de ses membres devant appartenir à chaque groupe régional.

14.4 Dans sa résolution ICC-ASP/10/Res.6, l'Assemblée a remarqué que la Cour avait initialement fixé, le 1^{er} mars 2011, à 42,2 millions d'euros les autres coûts liés au projet mais non liés à la construction. Ces coûts concernent les éléments intégrés pour l'utilisateur et incluent deux composantes :

(a) les éléments 3gv, pour un montant estimé à 22,1 millions d'euros, concernant les biens intégrés pour l'utilisateur, à savoir ceux intégrés à la conception ;

(b) les 2 éléments 2gv et les autres coûts, pour un montant estimé initialement à 20,1 millions d'euros et réduits à 19,8 millions d'euros ultérieurement, concernant les biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur, à savoir le petit mobilier et les autres coûts tels que les frais de déménagement, le personnel additionnel et les honoraires des consultants.

L'Assemblée a convenu que les biens d'équipement non intégrés (éléments 2gv) et les autres coûts afférents seront inférieurs à 19,8 millions d'euros, et approuvés par soumission annuelle au budget de la Cour.

L'Assemblée convient également que les biens d'équipement intégrés (éléments 3gv) représentent des coûts liés à la construction et sont, de fait, intégrés au budget général de 190 millions d'euros. Elle convient en outre que ces éléments et les coûts afférents soient entièrement intégrés au budget général en vue d'éviter tout dépassement de seuil.

15. Projet des locaux permanents : notes afférentes aux États I à III

15.1 *L'état I* indique la situation des recettes et des dépenses ainsi que les changements intervenus dans les soldes des réserves et des fonds pour l'exercice financier. On y trouve les calculs de l'excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice en cours et les ajustements des recettes et des dépenses pour les exercices antérieurs.

15.2 *L'état II* indique l'actif et le passif, les soldes et les réserves et des fonds au 31 décembre 2011.

15.3 *L'état III* indique les mouvements de trésorerie ; il est établi selon la méthode indirecte de la norme comptable internationale 7.

15.4 *Contributions en recouvrement* : les États Parties ont versé un montant global de 11.326.605 euros à titre de paiements forfaitaires, dont les éléments sont exposés en détail dans le tableau 1 ci-après (en euros).

<i>États Parties</i>	<i>2011</i>	<i>Exercices précédents</i>	<i>Total</i>
Afrique du Sud	-	663.557	663.557
Albanie	6.865	-	6.865
Andorre	-	18.305	18.305
Argentine	743.641	-	743.641
Australie	1.362.960	2.725.921	4.088.881
Bénin	-	-	-
Bolivie	-	13.729	13.729
Burkina Faso	-	-	-
Cambodge	-	2.288	2.288
Canada	-	6.811.751	6.811.751
Djibouti	-	-	-
Finlande	-	1.290.503	1.290.503
Hongrie	186.101	-	186.101
Île Maurice	-	25.169	25.169
Islande	-	-	-
Italie	3.873.797	3.873.797	7.747.594
Jordanie	9.153	9.152	18.305
Liechtenstein	-	22.881	22.881
Lituanie	47.288	-	47.288
Luxembourg	194.491	-	194.491
Mexique	1.721.433	1.721.434	3.442.867
Monténégro	-	2.288	2.288
Portugal	401.947	401.948	803.895
Rép. dém. du Congo	6.864	-	6.864
République tchèque	321.482	-	321.482
Saint-Marin	-	6.864	6.864
Samoa	-	2.288	2.288
Serbie	-	48.051	48.051
Suède	2.450.583	-	2.450.583
Total des paiements forfaitaires reçus	11.326.605	17.639.926	28.966.531

15.5 *Dépenses* : le montant total des dépenses de l'exercice, soit 6.915.834 euros, comprend pour 6.595.841 euros de dépenses décaissées et 319.993 euros d'engagements non réglés. Dans ce montant total, les dépenses liées aux éléments 3gv ont atteint 96.993 euros, dont 59.980 euros de dépenses décaissées et 37.013 euros d'engagements non réglés. Les dépenses se rapportent à la finalisation de la phase préliminaire et finale de conception, achevée au 1^{er} novembre 2011. Elles incluent les coûts relatifs à l'agence d'architectes-consultants, la gestion du projet et les honoraires juridiques. Le projet aborde la phase de l'appel d'offres qui inclut la sélection de l'entreprise générale et devrait prendre fin le 1^{er} septembre 2012 avec la signature du contrat de construction.

15.6 *Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements* : les décaissements réels qui sont intervenus au titre d'engagements correspondant à des exercices antérieurs se sont élevés à 320.522 euros, compte tenu du fait que l'ensemble des engagements non réglés de 2010 ont été réglés en 2011.

15.7 *Autres sommes à recevoir* : il s'agit, pour un montant de 415.318 euros, d'intérêts acquis mais non encore perçus au 31 décembre 2011 (108.302 euros), de remboursements de la part du gouvernement néerlandais correspondant à la taxe sur la valeur ajoutée acquittée sur des biens et des services (285.459 euros) et du solde interfonds à recevoir du Fonds général (21.557 euros).

15.8 *Autres sommes à payer* : il s'agit, pour un montant de 1.514.378 euros, des factures déjà comptabilisées mais non encore réglées au 31 décembre 2011. Lesdites factures ont été acquittées en janvier et en février 2012.

15.9 *Contributions reçues par anticipation* : l'ensemble des contributions reçues en 2011 au titre du projet de locaux permanents, en vertu de l'option des paiements forfaitaires (telle que mentionnée dans la résolution ICC-ASP/7/Res.1), ont été comptabilisées en tant que recettes de 2011.

15.10 *Prêt de l'État hôte* : il n'a pas été utilisé en 2011 car les paiements forfaitaires reçus ont été suffisants.

15.11 *Bureau du Directeur de projet* : aux annexes IV et V de sa résolution ICC-ASP/6/Res.1, l'Assemblée des États Parties a créé au projet de budget-programme annuel de la Cour, dans le cadre du Grand Programme VII, un Bureau du Directeur de projet afin de couvrir les dépenses de personnel et les autres dépenses opérationnelles liées au projet de locaux permanents. Le Bureau du Directeur de projet opère sous la direction de l'Assemblée des États Parties et relève directement de celle-ci par l'entremise du Comité de contrôle.

Sans préjudice de ce qui précède, le Bureau du Directeur de projet fait partie intégrante de la Cour pénale internationale et, aux fins administratives, le Bureau du Directeur de projet et son personnel sont rattachés au Greffe de la Cour.

En 2011, l'Assemblée des États Parties a ouvert 492.200 euros de crédits pour le Bureau du Directeur de projet, qui est chargé de la gestion du projet de locaux permanents. Les dépenses de l'exercice reflétées dans les comptes du Bureau du Directeur de projet se montent à 386.369 euros.

Dans sa résolution ICC-ASP/10/Res.6, l'Assemblée réitère l'importance du rôle du Directeur de projet dans la prestation de la direction stratégique et de la gestion générale du projet, ainsi que sa responsabilité envers le respect des objectifs, délais, coûts et exigences de qualité du projet, comme prévu par la résolution ICCASP/6/Res.1, et invite la Greffière à conférer toute autorité nécessaire et appropriée au Directeur de projet, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière, en matière d'engagement de fonds pour le projet des locaux permanents. Le nouveau Directeur de projet a pris ses fonctions le 20 juin 2011.

15.12 *Contributions en nature*

Les principales contributions en nature reçues pendant l'exercice au titre du projet de locaux permanents sont les suivantes :

a) Services administratifs fournis par les services de la Cour, essentiellement par la Section du budget et des finances (préparation des comptes, rapprochements bancaires, comptabilisation et paiement des factures), la Section des avis juridiques

(négociation des contrats et autres questions juridiques) et la Section des services généraux (services d'achat : préparation des commandes et services de gestion des bâtiments) et Section des technologies de l'information et des communications (fourniture de services informatiques) ; et

- b) Contribution de l'État hôte à la sélection de l'architecte.

16. Virement de crédits entre les grands programmes

En 2011, la Cour a procédé à un virement de 522.000 euros, provenant de l'excédent du Grand Programme II, afin de couvrir les coûts liés aux jours de congé annuel cumulés du Grand Programme I (150.000 euros) et du Grand Programme III (372.000 euros), lesquels ne pouvaient être absorbés par les ouvertures de crédits budgétaires initialement approuvées à leur sujet. À la demande du Commissaire aux comptes, la Section des avis juridiques de la Cour a été consultée ; elle a fourni une opinion juridique écrite attestant que cette mesure était conforme aux dispositions de l'article 4.8 du Règlement financier et de la résolution ICC-ASP/10/Res.4(F), laquelle autorise la Cour à procéder à des virements de crédits, afin de prendre en charge le coût d'activités imprévues ou dont le coût n'a pu être prévu avec précision.

2. États financiers du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011*

Table des matières

	<i>Page</i>
Lettre d'envoi	367
Opinion du Commissaire aux comptes et rapport au Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes et à l'Assemblée des États Parties	368
Responsabilité du Greffier pour les états financiers	368
Responsabilité du Commissaire aux comptes	368
Opinion relative aux états financiers	368
Opinion sur la régularité	369
Questions que je relève par exception	369
Rapport du Commissaire aux comptes	369
Rapport du Commissaire aux comptes sur l'audit des états financiers pour 2011	370
États financiers	376
État I : Recettes, dépenses et variations des soldes des fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2011	376
État II : Actif et passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2011	376
État III : Flux de trésorerie au 31 décembre 2011	377
Notes se rapportant aux états financiers	378
1. Le Fonds au profit des victimes et ses objectifs	378
2. Récapitulatif des principales normes comptables et méthodes de présentation des états financiers	378
3. Le Fonds au profit des victimes (États I à III)	378

Lettre d'envoi

30 juillet 2012

En application du paragraphe 1 de l'article 11 du Règlement financier, j'ai l'honneur de présenter les états financiers du Fonds au profit des victimes pour l'exercice financier allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Le Greffier
(signé) Silvana Arbia

M. Steve Townley
Directeur
National Audit Office
157 Buckingham Palace Road
Londres SW1W 9SS
Royaume-Uni

* Antérieurement publié sous la cote ICC-ASP/11/13.

Opinion du Commissaire aux comptes et rapport au Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes et à l'Assemblée des États Parties

J'ai vérifié les états financiers du Fonds au profit des victimes pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, lesquels comprennent l'état des recettes et dépenses et variations des soldes des fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (État I), l'état de l'actif et du passif, des réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2011 (État II), l'état des flux de trésorerie au 31 décembre 2011 (État III) et les notes s'y rapportant. Ces états financiers ont été établis conformément aux principes comptables qui y sont indiqués.

Responsabilité du Greffier pour les états financiers

Le Greffier est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables utilisées par le système des Nations Unies et aux dispositions du Règlement financier tel qu'autorisé par l'Assemblée des États Parties. Le Greffier est également responsable de la mise en place des contrôles internes qu'il juge nécessaires à l'établissement d'états financiers dénués de toute inexactitude significative, que celle-ci soit due à une erreur ou d'origine frauduleuse.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

En application de l'article 12 du Règlement financier, il m'incombe d'exprimer une opinion sur les états financiers. J'ai mené mon audit conformément aux normes internationales d'audit publiées par le Conseil international des normes d'audit et d'assurance. En vertu de ces normes, mes collaborateurs et moi-même sommes tenus de respecter des règles déontologiques et de planifier et de mener la vérification des comptes de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dénués d'erreurs significatives.

Dans le cadre d'une vérification des comptes il y a des procédures à suivre pour obtenir des preuves d'audit relatives aux sommes inscrites dans les états financiers. Les procédures retenues sont celles choisies par le vérificateur, s'agissant notamment de l'évaluation des risques d'erreur significative dans les états financiers, que ce soit pour cause de fraude ou par inadvertance. En procédant à l'évaluation des risques, l'auditeur examine les contrôles internes qui existent en ce qui concerne l'établissement et la présentation fidèle des états financiers par le Fonds au profit des victimes, afin d'élaborer des procédures d'audit correspondant bien aux circonstances. Pour conduire l'audit, il faut également déterminer l'opportunité des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable ou non des estimations comptables auxquelles aura procédé le Greffier, et évaluer la présentation d'ensemble des états financiers.

De plus, je suis tenu d'obtenir suffisamment de pièces justificatives pour me permettre d'assurer avec une certitude raisonnable que les recettes et dépenses dont il est rendu compte dans les états financiers ont servi aux fins voulues par le Conseil de direction et l'Assemblée des États Parties et que les transactions financières sont conformes au Règlement financier.

J'estime que les pièces recueillies suffisent pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion relative aux états financiers

À mon avis :

(a) les états financiers reflètent fidèlement à tous égards significatifs la situation financière du Fonds au profit des victimes au 31 décembre 2011, ainsi que les résultats financiers et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ; et

(b) les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables utilisées par le système des Nations Unies et au Règlement financier autorisé par l'Assemblée des États Parties.

Opinion sur la régularité

À mon avis, à tous égards significatifs, les recettes et dépenses ont été utilisées aux fins voulues par le Conseil de direction et l'Assemblée des États Parties, et les transactions financières sont conformes au Règlement financier.

Questions que je relève par exception

Je n'ai rien à relever en ce qui concerne les points suivants pour lesquels, en vertu de la lettre d'engagement, je suis tenu de vous notifier au cas où, à mon avis :

- (a) les écritures comptables ont été mal tenues ; ou
- (b) je n'ai pas reçu toute l'information ou toutes les explications dont j'ai besoin pour mener l'audit ; ou
- (c) des systèmes de contrôle internes efficaces n'ont pas été mis en place.

Rapport du Commissaire aux comptes

En application de l'article 12 du Règlement financier, j'ai également établi un Rapport du Commissaire aux comptes sur l'audit des états financiers du Fonds au profit des victimes.

Amyas C E Morse
Contrôleur et Vérificateur général des comptes
Royaume-Uni

National Audit Office
157-197 Buckingham Palace Road
Victoria
Londres
SW1W 9SP

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'audit des états financiers pour 2011

L'audit a pour objet de donner des assurances au Conseil de direction, en toute indépendance, d'améliorer la gestion et la gouvernance financières du Fonds et d'appuyer les objectifs du Fonds.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes dirige le National Audit Office (NAO), la plus haute institution de vérification des comptes au Royaume-Uni. Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes et le NAO sont indépendants du gouvernement britannique et veillent à ce que les deniers publics soient dépensés de manière irréprochable et économique ; ils sont responsables devant le Parlement britannique. Nous vérifions les comptes de tous les organismes centraux du secteur public ainsi que ceux d'un certain nombre d'organisations internationales. Le NAO assure en effet des services de vérification externe des comptes à diverses organisations internationales ; cette activité est indépendante de sa fonction en qualité de plus haute institution de vérification des comptes au Royaume-Uni.

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé analytique	370
Introduction.....	371
Résultats financiers	371
Cas de fraude et de fraude présumée.....	372
Conclusions de l'audit.....	372
Questions de gouvernance.....	373
Suite donnée aux recommandations de l'audit précédent	373
Annexe A : Résumé des recommandations issues de l'audit	374
Annexe B : Mise en oeuvre des recommandations de l'audit précédent.....	374

Résumé analytique

1. Nous avons fourni une opinion d'audit dépourvue de réserve au sujet des états financiers de 2011 et confirmé ainsi qu'ils reflètent fidèlement à tous égards significatifs la situation financière du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes et les résultats des opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Notre audit n'a fait apparaître aucune défaillance ou erreur susceptible d'affecter de manière significative l'exactitude, l'exhaustivité ou la validité des états financiers.

2. Outre qu'il s'agit d'un commentaire sur la situation financière actuelle du Fonds au profit des victimes (« le Fonds »), le présent rapport se concentre sur la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et plusieurs questions de gouvernance exerçant un impact sur le Fonds.

3. La Cour pénale internationale (CPI) prévoit d'adopter les normes IPSAS en tant que cadres pour l'établissement de ses rapports financiers en 2013 et le Fonds établira également des rapports conformes aux normes IPSAS à cette date. Nous avons examiné le niveau de préparation du Fonds et les progrès réalisés pour assurer la rentabilité optimale de cette transition.

4. S'agissant de la gouvernance, nous avons étudié les processus relatifs à la gestion des risques et évalué leur niveau d'intégration au sein du Fonds. Nous avons également examiné le niveau d'assurance fourni par l'audit interne au sujet du Fonds.

5. Nous avons également suivi les mesures prises par le Fonds en réponse aux recommandations de notre précédent audit.

Introduction

6. Nous avons vérifié les états financiers de 2011 du Fonds au profit des victimes conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière ainsi qu'aux normes internationales d'audit. À notre avis, les états financiers reflètent fidèlement, à tous égards significatifs, la situation financière du Fonds ainsi que les résultats des opérations et les flux de trésorerie de l'exercice. Ils ont été établis conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies et aux conventions comptables établies du Fonds au profit des victimes. À tous égards significatifs, les opérations ont été réalisées conformément aux règles de gestion financière applicables aux fins voulues.

7. L'audit a comporté un examen des méthodes comptables du Fonds ; une évaluation des mécanismes de contrôle interne et des sondages des états comptables et des autres justificatifs jugés nécessaires en l'espèce. Nos procédures de vérification sont conçues essentiellement pour nous permettre de formuler une opinion. Enfin, nous avons veillé à ce que les états financiers reflètent fidèlement les états comptables du Fonds et soient présentés comme il le convenait.

8. En sus de nos commentaires sur les résultats financiers du Fonds, notre rapport d'audit pour 2011 est essentiellement axé sur les préparatifs engagés pour la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public, l'examen des activités du Bureau de l'audit interne et l'analyse de certains aspects des procédures suivies par le Fonds en matière de gouvernance et de gestion des risques.

9. Les principales observations et recommandations découlant de notre audit figurent dans les paragraphes ci-après et sont récapitulées à l'annexe A. La suite que la direction a donnée aux recommandations pour 2010, fait l'objet de l'annexe B.

10. Le présent rapport a été établi à la seule intention du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes et de la Cour pénale internationale. Il ne doit être divulgué à aucun tiers, ni cité ou mentionné, sans l'autorisation écrite préalable du National Audit Office ; le NAO n'est responsable devant aucun autre tiers.

Résultats financiers

11. Le Fonds au profit des victimes a été créé en vertu du Statut de Rome et s'est vu confier deux mandats relatifs aux victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et à leurs familles :

(a) Réparations : exécution des ordonnances de réparation prononcées par la Cour à l'encontre d'une personne condamnée ; et

(b) Assistance générale : affectation des contributions volontaires versées par des donateurs au bénéfice des victimes et de leurs familles relevant d'une situation dont la Cour est saisie en vue d'une réadaptation physique, d'une aide matérielle et/ou d'un rétablissement psychique.

12. Les recettes du Fonds ont progressé de 106 pour cent, les contributions volontaires passant en effet de 1,6 million à 3,3 millions d'euros. Cet accroissement est principalement dû à un don conséquent de la Suède (1,1 million d'euros) en décembre, lequel pourra servir à financer des mesures d'assistance générale et des ordonnances de réparation.

13. En 2011, les dépenses administratives de la Cour ont augmenté de 18 pour cent (soit 173.000 euros) à 1,1 million d'euros, sans enfreindre la limite des ouvertures de crédit convenues par l'Assemblée des États Parties, soit 1,2 million d'euros (1,2 million d'euros également en 2010). Les dépenses directes du Fonds se sont accrues de 400.000 euros, à 2,5 millions d'euros (contre 2,1 millions d'euros en 2010), en raison de l'intensification des activités consacrées à des projets menés au sein du Fonds.

14. Au 31 décembre 2011, le montant de l'encaisse et des dépôts à terme du Fonds s'élevait à 4,2 millions d'euros (contre 3,2 millions d'euros en 2010), une somme qui est supérieure au montant annuel des dépenses. Cette augmentation est principalement due à la date effective du versement de la contribution suédoise. À la fin de l'exercice, le total des

réserves et des soldes des fonds représentait 3,4 millions d'euros (contre 2,4 millions d'euros en 2010).

Cas de fraude et de fraude présumée

15. La responsabilité principale pour la prévention et la détection des cas de fraude incombe à la direction du Fonds. Dans le cadre de l'audit des états financiers de 2011, aucun cas de fraude n'a été signalé. Nous sommes également en mesure de confirmer que, lors de notre audit, nous n'avons constaté aucun cas de fraude ou de fraude présumée au cours de l'exercice.

Conclusions de l'audit

Mise en oeuvre des normes comptables internationales pour le secteur public

16. En décembre 2010, l'Assemblée des États Parties a approuvé la mise en œuvre, pour la Cour pénale internationale, à compter de 2014, des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) fondées sur la comptabilité d'exercice. Le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes assurera, à la même période, la transition entre le cadre des Normes comptables du système des Nations Unies (les « normes UNSAS ») et les normes IPSAS.

17. La comptabilité d'exercice exige des organisations qu'elles comptabilisent les coûts à la date où ils sont encourus, et les recettes, à la date où elles sont annoncées. Ces organisations doivent également comptabiliser la valeur de l'actif et du passif. Ce changement accroîtra la clarté et la cohérence des rapports sur la situation financière et les résultats financiers du Fonds, notamment au sujet du coût détaillé de ses activités. Il lui permettra également d'évaluer avec plus de précision ses dépenses par rapport à ses recettes, et d'engager, avec plus d'assurance, ses ressources dans l'accomplissement de ses objectifs.

18. La transition menant aux normes IPSAS sera principalement gérée et dirigée par l'Équipe financière de la Cour. Nous rendons compte des implications induites par l'adoption des normes IPSAS et des progrès réalisés à ce jour dans notre rapport sur les états financiers de la Cour pénale internationale pour 2011. Au sein de la Cour, la transition vers les normes IPSAS n'intéresse pas seulement l'Équipe financière mais doit apparaître comme un changement concernant l'ensemble de l'organisation et nécessitant d'être intégré et compris par les agents du Fonds au profit des victimes.

19. Afin d'optimiser les avantages offerts par la mise en œuvre des normes IPSAS, le Fonds devrait assumer un rôle actif en sa faveur, par exemple en veillant à l'élaboration de méthodes comptables conformes aux normes IPSAS et adaptées au Fonds et à son cadre de fonctionnement. La direction devrait également examiner les avantages escomptés des normes IPSAS et élaborer un plan d'analyse des réalisations. Si le Fonds veut tirer le plus grand parti de la mise en œuvre des normes IPSAS, il est essentiel que ces avantages escomptés soient dûment justifiés et chiffrés en début de période, avant d'être activement gérés, suivis et examinés dans l'objectif qu'ils restent pertinents.

Recommandation 1 :

Le Fonds devrait travailler étroitement avec l'Équipe chargée de la mise en œuvre des normes IPSAS à la Cour pour élaborer des méthodes comptables conformes aux normes IPSAS précises, appropriées et ajustées à la situation et aux exigences du Fonds.

Recommandation 2 :

Le Fonds devrait clairement recenser les objectifs et les avantages escomptés du projet sur les normes IPSAS et élaborer une méthodologie permettant de suivre et de gérer l'analyse des réalisations.

Questions de gouvernance

Gestion des risques

20. Nous avons précédemment recommandé qu'un registre des risques séparé soit établi en vue d'analyser les risques opérationnels et financiers auxquels est confronté le Fonds ainsi que les risques auxquels peut être exposée sa réputation. Nous avons rappelé la nécessité de cette procédure dans notre rapport 2010 et le Fonds nous a informés qu'il prévoyait de traiter cette question dans le cadre de son Plan stratégique pour 2013-2016. Nous invitons instamment le Fonds à mettre en œuvre une solution dès que possible.

Bureau de l'audit interne

21. Si la compétence du Bureau de l'audit interne de la Cour couvre la totalité des grands programmes, en incluant le Fonds, nos échanges avec la direction ont permis de constater que le dernier audit interne spécifiquement axé sur le Fonds avait été mené en 2008 sur les structures de gouvernance du Fonds.

22. En raison de l'importance des financements volontaires du Fonds et des risques liés aux domaines opérationnels dans lesquels il doit intervenir, l'évaluation des risques menée par le Bureau de l'audit interne a classé le risque de contrôle associé au Fonds parmi les risques « élevés ». Nous avons toutefois constaté que cette évaluation n'avait pas été intégrée dans le programme de travail du Bureau de l'audit interne et qu'aucun audit n'était planifié pour le Fonds.

Recommandation 3 :

La direction du Fonds devrait prendre attache avec le Bureau de l'audit interne pour s'assurer qu'il bénéficie d'assurances suffisantes s'agissant de l'adéquation et de l'efficacité du cadre de gouvernance, de la gestion des risques et du contrôle du Fonds.

Suite donnée aux recommandations de l'audit précédent

23. Dans notre rapport pour 2010, nous avons formulé sept recommandations relatives à : la mise en œuvre d'un système de dons en ligne ; l'adjudication des contrats ; et la gestion des risques. Dans le cadre de notre audit nous nous sommes penchés sur les progrès réalisés par le Fonds à cet égard. Les suites données à cette recommandation, y compris la réponse du Conseil de direction du Fonds et nos observations s'y rapportant, sont détaillées à l'annexe B.

Remerciements

24. Nous tenons à remercier les fonctionnaires du Fonds au profit des victimes de la coopération dont ils ont fait preuve et de l'assistance qu'ils ont fournie pendant notre audit.

Amyas C E Morse
Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Royaume-Uni
Commissaire aux comptes

Annexe A

Résumé des recommandations issues de l'audit

Recommandation 1:

Le Fonds devrait travailler étroitement avec l'Équipe chargée de la mise en œuvre des normes IPSAS à la Cour pour élaborer des méthodes comptables conformes aux normes IPSAS précises, appropriées et ajustées à la situation et aux exigences du Fonds.

Recommandation 2 :

Le Fonds devrait clairement recenser les objectifs et les avantages escomptés du projet sur les normes IPSAS et élaborer une méthodologie permettant de suivre et de gérer l'analyse des réalisations.

Recommandation 3 :

La direction du Fonds devrait prendre attache avec le Bureau de l'audit interne pour s'assurer qu'il bénéficie d'assurances suffisantes s'agissant de l'adéquation et de l'efficacité du cadre de gouvernance, de la gestion des risques et du contrôle du Fonds.

Annexe B

Mise en oeuvre des recommandations de l'audit précédent

Nous avons passé en revue la suite que la direction a donnée aux recommandations issues de l'audit précédent et récapitulé la réponse donnée et nos observations s'y rapportant, formulées à partir de nos conclusions d'audit.

<i>Recommandation</i>	<i>Réponse de la direction</i>	<i>Observations du Commissaire aux comptes</i>
Recommandation 1 : Il convient d'examiner le processus en vertu duquel les objectifs sont fixés pour le Fonds. Les objectifs doivent être tous mesurables, spécifiques et réalisables pour toute la durée du cycle budgétaire.	Les objectifs et les résultats prévus pour le Secrétariat du Fonds ont été adaptés à cet effet pour toute la durée du cycle budgétaire 2013. Le Conseil a en outre approuvé l'élaboration d'un Plan stratégique 2013-2016 pour le Fonds, lequel fournira un cadre de résultats stratégiques facilitant la définition des objectifs réalisables pour toute la durée des cycles budgétaires annuels.	En cours de réalisation. Nous constatons que la direction est en train de mettre en œuvre cette recommandation. Au moment de notre audit, les progrès réalisés n'étaient pas suffisants pour que nous puissions examiner cette réponse dans le détail.
Recommandation 2 : Le Fonds devrait continuer de déployer des efforts pour compléter le travail sur le système de dons en ligne et pour le faire connaître afin d'augmenter le plus possible les dons et d'exploiter la publicité faite aux premiers jugements que la Cour devrait rendre cette année.	L'activation du système de dons en ligne est en attente de l'évaluation finale et de l'approbation du Greffe, eu égard au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la Cour, et devrait être opérationnel en 2012.	En cours de réalisation. Nous constatons que le nouveau système doit être opérationnel en 2012.
Recommandation 3 : Le Fonds doit veiller à ce que, dans ses relations avec les organisations partenaires locales de petite taille, des dispositions soient en place de telle sorte que si le Fonds n'est plus en mesure de leur accorder crédits et appui, les projets puissent soit continuer soit prendre fin d'une manière qui ne porte pas atteinte à la réputation du Fonds.	Le Fonds évite, par principe, d'être le principal donateur des organisations partenaires locales. Cette décision atténue les risques énoncés dans la recommandation. La stratégie transitoire du Fonds pour le Nord-Ouganda met en outre l'accent sur la durabilité des activités menées en dehors de l'appui financier du Fonds.	Recommandation close. Bien que des plans officiels en cas d'imprévus soient inexistants, la réponse de la direction répond à la nécessité d'atténuer le risque que les projets échouent en raison du retrait de l'appui, notamment financier, du Fonds.

<i>Recommandation</i>	<i>Réponse de la direction</i>	<i>Observations du Commissaire aux comptes</i>
<p>Recommandation 4 : Le Fonds devrait veiller à ce que le processus d'appel d'offres pour des projets soit aussi simple que possible, et ce de manière à favoriser la participation. Des consignes sur la procédure d'attribution des contrats devraient être communiquées par le Fonds aux soumissionnaires potentiels peu familiers de cette procédure pour que le processus soit ouvert au plus grand nombre possible.</p>	<p>Le processus d'appel d'offres concurrentiel qui vise le programme du Fonds concernant la République centrafricaine illustre les efforts menés par le Fonds pour ouvrir cette procédure au plus grand nombre possible et assurer, dans le même temps, un niveau de garanties approprié, comme requis par le Règlement financier et les règles de gestion financière de la Cour, et les politiques du Fonds en matière de gestion des subventions. Une documentation a été mise en ligne durant la phase des déclarations d'intérêt. Des consignes complémentaires ont été fournies aux soumissionnaires potentiels par l'Unité des achats du Greffe, en consultation avec le Secrétariat du Fonds. Le Secrétariat a organisé sur place, pour les soumissionnaires présélectionnés, un atelier sur la préparation des propositions de projets correspondant aux exigences de qualité du Fonds.</p>	<p>En cours de réalisation. L'examen d'audit de 2011 a constaté que des retards continuent d'affecter le processus des achats et que des efforts sont nécessaires pour améliorer le nombre et la qualité des offres.</p>
<p>Recommandation 5 : Le Fonds devrait veiller à faire un examen détaillé de toutes les étapes du processus d'appel d'offres afin d'en retenir les leçons, dans le but d'améliorer les appels d'offres à venir.</p>	<p>Au terme du processus d'appel d'offres concurrentiel concernant le programme du Fonds en République centrafricaine, qui doit s'achever en octobre 2012, le Fonds prévoit d'examiner la totalité des étapes de ce processus afin d'en retenir les leçons.</p>	<p>En cours de réalisation. Nous prenons acte de la réponse de la direction.</p>
<p>Recommandation 6 : Nous recommandons que le Fonds au profit des victimes étudie les ressources requises pour appuyer la gestion administrative et financière du Fonds à mesure que les dons en ligne et les réparations gagneront en importance au cours des exercices à venir.</p>	<p>Le Conseil a parfaitement pris conscience de la nécessité de disposer de ressources adéquates pour appuyer la gestion administrative et financière du Fonds, et constate que leur disponibilité est soumise à l'examen, par l'Assemblée des États Parties, du budget de la Cour, lequel inclut le Secrétariat du Fonds.</p>	<p>Partiellement mise en œuvre. Des ressources supplémentaires ont été fournies au Fonds par la Cour pour appuyer sa gestion financière et administrative, mais seulement pour 2012.</p>
<p>Recommandation 7 : La direction et le Conseil de direction devraient envisager le recours à la gestion du risque d'entreprise. Il faudrait en effet mettre en place, le plus rapidement possible, des procédures permettant de reconnaître, d'évaluer et de minimiser les risques afin de préserver les ressources dont le Fonds s'est vu confier la garde.</p>	<p>Le Fonds prévoit de traiter, de manière complète, la question de la gestion des risques dans le cadre de son Plan stratégique pour 2013-2016.</p>	<p>En cours de réalisation. Nous prenons acte de la réponse de la direction. Bien que les risques posés aux projets individuels soient gérés, il n'existe aucun système de gestion du risque organisationnel. Nous invitons instamment le Fonds à mettre en place ce cadre dès que possible.</p>

État III

Fonds au profit des victimes

État des flux de trésorerie au 31 décembre 2011 (en euros)

	2011	2010
Flux de trésorerie découlant des activités opérationnelles		
Montant net de l'excédent/(du déficit) des recettes sur les dépenses (État I)	805.439	(453.984)
Diminution/(augmentation) des autres comptes débiteurs	44.751	(57.327)
Augmentation/(diminution) des engagements non réglés	7.092	369.052
Augmentation/(diminution) des autres comptes créditeurs	-	(109.248)
Primes de rapatriement cumulées	4.629	2.836
Moins : intérêts créditeurs	(56.452)	(48.700)
<i>Encaissements nets découlant des activités opérationnelles</i>	<i>805.459</i>	<i>(297.371)</i>
Flux de trésorerie découlant des activités de placement et de financement		
Plus : Intérêts créditeurs	56.452	48.700
<i>Encaissements nets découlant des activités de placement et de financement</i>	<i>56.452</i>	<i>48.700</i>
Flux de trésorerie d'autres origines		
Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements	186.333	-
Remboursements aux donateurs	(15.215)	-
<i>Encaissements nets d'autres origines</i>	<i>171.118</i>	<i>-</i>
Montant net de l'augmentation/(de la diminution) de l'encaisse et des dépôts à terme	1.033.029	(248.671)
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	3.211.189	3.459.860
Encaisse et dépôts à terme au 31 décembre (État II)	4.244.218	3.211.189

Notes se rapportant aux états financiers du Fonds au profit des victimes

1. Le Fonds au profit des victimes et ses objectifs

1.1 Le Fonds au profit des victimes a été créé par l'Assemblée des États Parties, en vertu de sa résolution ICC-ASP/1/Res.6, au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale, et de leurs familles.

En application des dispositions de l'annexe à la résolution susmentionnée, l'Assemblée des États Parties a constitué un Conseil de direction, qui est responsable de la gestion du Fonds au profit des victimes.

2. Récapitulatif des principales normes comptables et méthodes de présentation des états financiers

2.1 Les états financiers du Fonds au profit des victimes sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la Cour pénale internationale, tels qu'ils ont été fixés par l'Assemblée des États Parties dans l'annexe à sa résolution ICC-ASP/1/Res.6. Les états financiers du Fonds sont donc actuellement conformes aux normes comptables utilisées par le système des Nations Unies. Les présentes notes font partie intégrante des états financiers du Fonds au profit des victimes.

2.2 *Comptabilité par fonds* : les comptes du Fonds sont tenus selon le principe de la comptabilité par fonds.

2.3 *Exercice* : l'exercice du Fonds correspond à l'année civile, à moins que l'Assemblée des États Parties n'en décide autrement.

2.4 *États financiers établis au coût historique* : les écritures comptables sont établies selon la méthode du coût historique ; les chiffres ne sont pas ajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services.

2.5 *Monnaie de compte* : les comptes du Fonds sont libellés en euros. Les fonds libellés dans d'autres devises sont convertis en euros au taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies à la date des états financiers. Les transactions effectuées dans d'autres devises sont converties en euros au taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies à la date de la transaction.

2.6 *Financement* : le Fonds est alimenté par :

(a) les contributions volontaires versées par des États, organisations internationales, particuliers, sociétés et autres entités, en conformité avec les critères pertinents adoptés par l'Assemblée des États Parties ;

(b) le produit des amendes et des biens provenant de saisies versé au Fonds en application d'une ordonnance rendue par la Cour conformément au paragraphe 2 de l'article 79 du Statut ;

(c) les ressources obtenues en application d'ordonnances accordant réparation rendues par la Cour conformément à la règle 98 du Règlement de procédure et de preuve ;

(d) les ressources que l'Assemblée des États Parties pourrait décider de lui allouer.

2.7 *Recettes* : les contributions volontaires sont comptabilisées comme des recettes à leur date de réception en provenance des donateurs.

2.8 *Encaisse et dépôts à terme* : il s'agit des fonds détenus sur les comptes bancaires portant intérêt, les dépôts à terme et les comptes à vue.

3. Le Fonds au profit des victimes (États I à III)

3.1 L'état I rend compte des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pendant l'exercice. Il indique l'excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice en cours et les ajustements des recettes et dépenses pour les exercices antérieurs.

3.2 L'état II indique l'actif et le passif, les réserves et les soldes des fonds au 31 décembre 2011.

3.3 L'état III dresse le bilan des flux de trésorerie; il est établi suivant la méthode indirecte.

3.4 *Contributions volontaires* : il a été reçu 3.256.706 euros de contributions d'États, de particuliers, d'organisations et d'autres entités.

3.5 En 2011, quelque 20 pour cent, soit 635.085 euros, des contributions volontaires acceptées par le Fonds au profit des victimes étaient réservés à une utilisation spécifique, à savoir pour prêter assistance aux victimes de crimes contre les femmes et de violences sexuelles. Trois pour cent de ces contributions volontaires, soit 110.000 euros, représentent une contribution de l'Allemagne au financement d'un projet d'appui concernant un conseiller juridique, dans le cadre des préparatifs juridiques visant l'exécution des ordonnances de réparations.

Tableau 1 : Contributions à emploi spécifique

Pays	2011			2010		
	Contribution	Dépense	Total net	Contribution	Dépense	Total net
Allemagne	158.859	140.231	18.628	155.000	106.141	48.859
1 ^{er} don 2010	48.859	33.644	15.215	155.000	106.141	48.859
2 ^{ème} don 2011	110.000	91.372	18.628			
Remboursement du 1 ^{er} don	-	15.215	(15.215)			
Danemark	-	-		301.541	301.541	-
Finlande	200.000	174.137	25.863	170.000	78.738	91.262
Norvège	253.501	206.580	46.921	253.839	224.920	28.919
Pays-Bas	22.725	22.725	-	20.475	19.075	1.400
Personnel de la Cour/autres	-	-	-	3.438	-	3.438
Total (en euros)	635.085	543.673	91.412	904.293	730.415	173.878

Le montant de la contribution de l'Allemagne pour 2011 inclut un report de solde provenant de son don pour 2010 d'une valeur de 48.859 euros, dont 33.644 euros ont été dépensés entre le 1^{er} janvier et le 5 avril 2011

Un remboursement de 15.215 euros a été remis au gouvernement allemand conformément à l'accord signé.

3.6 *Dépenses* : le total des dépenses, soit 2.507.718 euros, comprend les dépenses décaissées pour un montant de 1.662.013 euros, des engagements non réglés pour un montant de 841.076 euros et des primes de rapatriement cumulées de 4.629 euros. Les dépenses à emploi spécifique se sont élevées à 543.673 euros en 2011 et ont été consacrées à l'assistance aux victimes et au financement d'un projet d'appui concernant un conseiller juridique.

3.7 *Les engagements non réglés* : sont reconnus en vertu de l'article 4.5 du Règlement financier. « Les crédits restent utilisables pendant les 12 mois suivant l'exercice pour lesquels ils ont été ouverts, pour autant qu'ils soient nécessaires pour liquider toute dépense régulièrement engagée au cours de l'exercice et non encore réglée ». Étant donné la nature de l'activité du Fonds, les engagements non réglés figurant dans les états financiers du Fonds au profit des victimes ont trait à des contrats en cours conclus fin 2011 et portant donc sur des activités ayant trait à 2012. Le Fonds au profit des victimes se réserve le droit, dans des circonstances particulières, d'annuler ces engagements, réduisant le montant des engagements au 31 décembre 2011.

3.8 *Économies sur engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements* : les décaissements effectifs concernant les engagements d'exercices antérieurs, soit 833.984 euros, se sont chiffrés à 647.651 euros. Les économies ont donc représenté 186.333 euros.

3.9 *Remboursements aux donateurs* : leur montant, soit 15.215 euros, correspond au solde d'un projet d'appui concernant un conseiller juridique qui a fourni une assistance dans la préparation juridique de l'exécution d'une réparation financée par l'Allemagne en 2011.

3.10 *Les autres comptes débiteurs*, se montant à 14.630 euros, correspondent aux intérêts acquis mais non encore perçus à la date du 31 décembre 2011.

3.11 *Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies* : conformément à la décision ICC-ASP/1/Décision 3 de l'Assemblée des États Parties et à la résolution 58/262 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 23 décembre 2003, la Cour est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à compter du 1^{er} janvier 2004. La Caisse prévoit pour le personnel de la Cour des pensions de retraite, un capital décès, une pension d'invalidité et des indemnités connexes.

La Caisse des pensions est un régime de financement à prestations définies. L'obligation financière de la Cour envers la Caisse consiste à verser une contribution au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, soit 15,8 pour cent de la rémunération considérée aux fins de la pension, ainsi que toute part de tout paiement actuariel compensatoire, en application de l'article 26 du Règlement de la Caisse. Ces paiements compensatoires ne sont dus que si l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué cette disposition de l'article 26, après avoir décidé qu'un paiement compensatoire s'impose sur la base d'une évaluation actuarielle de la Caisse à la date de l'évaluation. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué cette disposition.

3.12 *Contributions de la Cour* : en application de l'annexe 6 à la résolution ICC-ASP/1/Res.6, l'Assemblée des États Parties a décidé que le Greffier de la Cour serait chargé d'apporter l'assistance nécessaire au bon fonctionnement du Conseil de direction du Fonds dans l'accomplissement de sa tâche et participerait aux réunions du Conseil avec voix consultative.

En 2011, l'Assemblée a approuvé des crédits d'un montant de 1.205.200 euros pour le Secrétariat du Fonds au profit des victimes, lequel administre le Fonds et apporte un appui administratif au Conseil et à ses réunions. Le coût total des dépenses comptabilisées pour le Secrétariat pendant l'exercice est de 1.113.658 euros.

3.13 *Dons en nature* : en 2011, le Procureur de la Cour a fait don au Fonds au profit des victimes d'une montre Rolex reçue en cadeau de la part de l'émir du Qatar. Conformément au Statut et au règlement du personnel de la Cour, les fonctionnaires de la Cour ne sont pas autorisés à accepter des cadeaux de cette nature. Le certificat de cette montre Rolex estime sa valeur à 8.500 dollars (soit 6.579 euros au taux de change de l'Organisation des Nations Unies au 31 décembre 2011). Le Secrétariat du Fonds au profit des victimes garde l'objet jusqu'à ce qu'il soit vendu aux enchères en vue de financer des activités menées par les programmes.

3.14 *Dépenses de contrepartie des organisations partenaires* : les principales contributions de contrepartie reçues par le Fonds au profit des victimes pendant l'exercice sont les suivantes :

Le Fonds au profit des victimes a reçu 705.077 euros (au taux de change de l'Organisation des Nations Unies en vigueur le 31 décembre 2011) à titre de contributions de contrepartie versées en 2011 par des organisations partenaires sous formes de services d'appui.